L'ÉCONOMIE POLITIQUE

JUGÉE

PAR LA SCIENCE

CRITIQUE

DES

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE

de John-Stuart Mill

PAR

N. TCHERNYCHEWSKY

(TRADUIT DU RUSSE)

TOME PREMIER

BRUXELLES
TYPOGRAPHIE DE D. BRISMÉE
RUE DE L'ÉPARGNE, 5

1874

Droits de reproduction réservés.

Digitized by Google

Digitized by Google

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

JUGÉE

PAR LA SCIENCE

Digitized by Google

Digitized by Google

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

JUGÉE

PAR LA SCIENCE

CRITIQUE

DES

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE

de John-Stuart Mill

PAR

N. TCHERNYCHEWSKY

(TRADUIT DU RUSSE)

TOME PREMIER

BIBLIOTHECA BERNENSIS 1938 2318

BRUXELLES
TYPOGRAPHIE DE D. BRISMÉE
RUE DE L'ÉPARGNE, 5

1874

Jus. XXII. 375

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE DU TRADUCTEUR

E pur si muove.

Le 20 mai 1864, vers huit heures du matin, on voyait, sur une des places publiques de Saint-Pétersbourg, se rassembler et se former en cercle une assez nombreuse foule d'hommes et de femmes ; à l'intérieur de ce cercle on voyait un carré de soldats, et à l'intérieur du carré un échafaud avec un poteau dit d'ignominie. Il pleuvait à verse. Mais la pluie n'empêchait pas la foule d'accroître et d'attendre avec patience le prétendu criminel.

A neuf heures arrive enfin la voiture attendue, escortée par deux gendarmes à cheval ; on en voit sortir d'abord un général, puis un homme en habit particulier ; celui-ci avait l'air excessivement pâle ; mais complètement calme. Cet homme monta sur l'échafaud, où deux messieurs en bonnet rouge, c'est-à-dire deux bourreaux, le prirent sous les bras. C'est par là que commença la cérémonie dite du déshonneur. Puis on lui pendit au cou une plaque noire en bois, sur laquelle son arrêt était écrit en lettres blanches. Enfin un des bourreaux lui arracha brusquement la casquette de la tête, pour qu'il puisse avec vénération écouter ce qu'on allait lire. Or, on allait lire ce qui suit :

Digitized by Google

« Le conseiller titulaire Tchernychewsky s'occupait de littérature et était un des principaux collaborateurs de la revue *le Contemporain*. Cette revue a, par ses tendances, attiré sur elle l'attention du gouvernement. Comme elle s'attachait, de préférence, à développer les idées matérialistes et socialistes tendant à la négation de la religion, de la morale et de la loi, le gouvernement a jugé nécessaire d'en interdire la publication pendant un certain temps, et on a découvert, au moment où cette mesure venait d'être prise, certaines circonstances qui ont désigné au gouvernement en Tchernychewsky un des agents pernicieux pour l'État. Voici en quoi consistaient ces circonstances.

» Le chef de la 3e section de la chancellerie personnelle de Sa Majesté Impériale a reçu une lettre anonyme dans laquelle on mettait le gouvernement en garde contre Tchernychewsky, « ce meneur de la jeunesse et socialiste artificieux ; » il a dit lui-même qu'on ne pourra jamais donner des preuves contre lui ; on le dit un agitateur dangereux et on demande d'être débarrassé de cet homme dangereux ; tous les anciens amis de Tchernychewsky, hommes du parti libéral, en voyant que ses tendances ne se manifestaient plus seulement par des paroles et en arrivaient à se traduire par des actions, se sont éloignés de lui. « Si vous n'éloignez pas Tchernychewsky, écrit l'auteur de la lettre, il arrivera des malheurs, il y aura du sang répandu ; ces bandes de démagogues furieux sont pleines de têtes chaudes que rien n'arrête ; cette « Jeune Russie » a montré dans son programme les penchants les plus farouches ; peut-être arrivera-t-on à en venir à bout, mais combien de sang innocent ne feront-ils pas répandre? A Voronéje, à Saratoff, à Tamboff, partout il existe des comités de ces socialistes ; partout ils échauffent les esprits de la jeunesse. Envoyez Tchernychewsky où vous voudrez, mais hâtez-vous de le priver de la possibilité d'agir. Au nom de la tranquillité générale, délivrez-nous de Tchernychewsky. »

» A la fin du mois de juin 1862, on a reçu à la 3e section l'avis du départ de Londres de Viétochkine, ami d'Herzen et de Bakounine, qui apportait avec lui des publications prohibées d'Herzen, Ogareff et autres, ainsi que des correspondances des propagandistes. Lorsque Viétochkine a été arrêté, on a trouvé sur lui, parmi d'autres lettres, une lettre du proscrit et propagandiste Herzen à Serno-Solovievitch dans laquelle il le persuade de faire de la propagande en Russie, et qui se termine par ce post-scriptum : « Nous avons l'intention

Digitized by Google

de publier ici ou à Genève *le Contemporain* avec Tchernychewsky, » En raison de cette lettre, Tchernychewsky a été arrêté le 7 juillet 1863 et l'on a fait chez lui une perquisition qui a amené la découverte des papiers suivants relatifs au procès :

» 1° Un billet anonyme annonçant que l'instruction judiciaire relative à la manifestation de la salle de l'hôtel-de-ville, avait été abandonnée par ordre de Sa Majesté et que personne ne serait inquiété pour cette affaire. 2° Une correspondance de Tchernychewsky avec Andriewsky à qui il propose de servir d'intermédiaire entre le public et les professeurs qui avaient donné des cours, pour expliquer les motifs de la suspension de ces cours. 3° Une lettre de l'écriture de Bartioukoff dans laquelle on remarque la phrase suivante : « Moscou est occupée à présent par les événements de Twer, on dit qu'il y aura une révolution. » 4° Une lettre d'Herzen sans adresse et dont on ne connaît par conséquent le destinaire, contenant un grand nombre de mots raturés ; dans cette lettre Herzen combat le conseil de Tchernychewsky de ne pas entraîner la jeunesse dans une ligue littéraire parce qu'il n'en sortirait rien, et il propose, dans des termes obscurs, un projet d'organisation de société ou de ligue, en prenant pour centres d'activité la foire de Nijni Novgorod, une quelconque des foires du Dnieper et la grande route d'Irbite ou une autre de l'Oural sibérien. 5° Une lettre anonyme dont l'auteur blâme Tchernychewsky de vouloir renverser l'ordre de choses existant et de vouloir fonder une démocratie, et lui prédit qu'il marche à sa perte. 6° Une clef alphabétique sur quatre cartons et enfin deux cahiers écrits avec des abréviations de mots, de syllabes et de lettres. Ces cahiers sont les mémoires de Tchernychewsky qui se rapportent à l'époque où il n'était pas encore marié et n'était que fiancé. On y remarque les pensées suivantes qui se rapportent au procès. « On peut m'arrêter un jour ou l'autre, quel sera alors mon rôle. On ne trouvera rien chez moi, mais mes ennemis sont puissants, que pourrais-je faire? Je commencerai par me taire, et puis, quand on m'aura harcelé pendant bien longtemps, je finirai par perdre patience et par dire ma façon de penser sans ménagements ni détours; et alors il est bien douteux si nous sortirons de prison. Vous voyez bien que je ne puis pas me marier; je n'ai le droit d'attacher personne à ma destinée. » Lorsque Tchernychewsky était détenu dans la forteresse, il a écrit à sa femme, le 8 octobre 1862, une lettre où il dit entre autres

Digitized by Google

choses : « Notre vie à toi et à moi appartient à l'histoire ; dans des centaines d'années nos noms seront encore chers aux hommes et on se les rappellera encore avec reconnaissance quand il ne restera plus sur la terre aucun de ceux qui ont vécu avec nous. » En expliquant à sa femme qu'il a l'intention de composer *une Encyclopédie du savoir et de la vie*, il écrit : « Depuis le temps d'Aristote, personne n'a encore fait ce que je veux faire, et je deviendrai un bon précepteur des hommes dans le cours des siècles, comme l'a été Aristote. »

» Pendant qu'on poursuivait l'enquête sur l'affaire Tchernychewsky, Vsévolode Kostomaroff, qui avait été jugé à Moscou pour avoir imprimé des écrits prohibés, a été condamné par ordre de Sa Majeté à servir au Caucase comme simple soldat. En faisant route pour le lieu qui lui avait été assigné, sous la conduite de l'officier de gendarmerie Tchoulkoff, il tombe malade à Toula et le 5 mars 1865 il écrit une lettre à un nommé Sokoloff à Saint-Pétersbourg. Tchoulkoff a remis cette lettre au chef de la IIIe section. Elle contenait un récit détaillé par lequel Kostomaroff racontait comment il avait été entraîné par Tchernychewsky à commettre le crime pour lequel il était jugé, comment Tchernychewsky et Mikhaïloff avaient rédigé un appel « aux paysans seigneuriaux, » et le colonel Chelgounoff un appel « aux soldats », et comment ces proclamations lui avaient été remises, pour les imprimer, par l'étudiant Soroka, avec qui il était venu de Moscou à Pétersbourg. Il s'étendait avec détails sur la personnalité de Tchernychewsky qu'il représentait comme un agitateur qui avait détourné quelques jeunes gens du vrai chemin, et il le caractérisait en ces termes, en le comparant à Samson : « Cet Israélite, disait-il, a été bien maladroit de rester au milieu même de l'édifice après en avoir ébranlé les colonnes et de se laisser prendre lui-même sous les décombres. Notre Samson, c'est-à-dire Tchernychewsky, raisonne tout différemment ; il se dit : à quoi bon m'ensevelir sous les ruines du vieil édifice ; j'aime mieux envoyer d'autres pour le renverser, et moi, en attendant, je resterai à l'écart ; s'ils le font écrouler, tant mieux, — je m'occuperai alors d'en bâtir un nouveau ; s'ils ne le font pas, s'ils échouent, cela ne me regarde pas. De toutes façons, je resterai sain et sauf. » Plus loin Kostomaroff dit à son ami qu'il ne doit pas lui reprocher de n'avoir pas tout révélé à temps qu'il avait entre les mains le moyen de mettre Tchernychewsky à sa place, et qu'il avait entre les mains la possibilité de faire en sorte que le texte de la condamnation pour

Digitized by Google

avoir rédigé l'appel aux paysans seigneuriaux, se rapportât non à lui, mais à Tchernychewsky, auteur de l'appel aux paysans seigneuriaux; à ce moment-là il devait garder le silence, mais à présent que la chose était consommée, il se repentait amèrement de ce qu'il avait fait.

» En cherchant à justifier Tchernychewsky et Chelgounoff dans cette affaire, il se livra soi-même ; il est coupable vis-à-vis de la société pour qui les actes des adeptes de Tchernychewsky ont porté des fruits si amers et si empoisonnés. Plus loin, Kostomaroff raconte comment il a été amené et présenté à Tchernychewsky par Mikhaïloff, comment ils ont lu tous trois dans une chambre l'appel de Tchernychewsky « aux paysans seigneuriaux » et comment il a refusé de l'imprimer si Tchernychewsky n'adoucissait pas certaines expressions de cet écrit qui était une provocation au carnage. Tchernychewsky n'y avait pas consenti tout d'abord, puis avait fini par y introduire quelques changements. Il raconte ensuite comment Chelgounoff a composé son « appel aux soldats » qu'il allait lire dans les casernes en l'appuyant de raisonnements de toute sorte,—enfin comment Tchernychewsky a dicté, à lui Kostomaroff, un « appel aux schismatiques » qu'il a détruit plus tard.

» Par ordre de la IIIe section, Kostomaroff a été ramené de Toula à Pétersbourg et l'on a trouvé sur lui des lettres de Mikhaïloff et un billet au crayon ainsi conçu : « V. R., Au lieu de « obligés à terme » (comme je l'ai écrit par une inadvertance impardonnable), faites composer partout « temporairement obligés, » comme cela se trouve dans les règlements. Tout à vous, Tcher.» Kostomaroff a expliqué que ce billet lui avait été écrit par Tchernychewsky qui était venu un jour chez lui à Moscou, sans le trouver à la maison, alors qu'il avait déjà reçu l'appel « aux paysans seigneuriaux » pour l'imprimer. Lorsqu'on a présenté ce billet à Tchernychewsky, il ne l'a pas reconnu pour venir de lui. En comparant l'écriture de Tchernychewsky avec ce billet, les secrétaires du Sénat ont trouvé que bien qu'il n'y eût pas dans l'ensemble du billet de ressemblance avec l'écriture de Tchernychewsky, cependant beaucoup de lettres, et notamment 12 sur les 25 dont se composait le billet, ressemblaient à l'écriture de Tchernychewsky. L'assemblée du Sénat a trouvé pourtant que non-seulement les lettres de ce billet prises isolément, mais encore le billet dans son ensemble, ressemblait parfaitement à l'écriture de Tchernychewsky. Kostomaroff accuse Tchernychewsky

Digitized by Google

d'être « l'auteur de l'appel aux paysans seigneuriaux » dont un exemplaire transcrit par une main inconnue se trouve joint aux pièces du procès de Kostomaroff. Cette proclamation, écrite en langage populaire, contient de fausses interprétations de la loi du 19 février 1861 sur l'affranchissement des paysans. Il y est dit que le souverain a trompé les paysans et que d'après les règlements ils se trouveront encore plus assujettis qu'auparavant, et qu'en outre ils seront définitivement ruinés; l'auteur explique ensuite aux paysans en quoi consiste la liberté, et leur cite, comme exemple, la France et l'Angleterre où, d'après lui, il n'existe ni capitation, ni conscription, ni passeports, où le peuple est le maître de tout et où les tzars sont sous la puissance du peuple qui les nomme et les destitue s'ils ne lui plaisent pas. Il termine en engageant les « paysans seigneuriaux » à conspirer secrètement pour obtenir la liberté et à gagner à cette cause les paysans de l'État, les paysans d'apanages et les soldats, leur promettant de donner le signal d'un soulèvement général lorsque tout sera prêt. On remarque partout dans cette proclamation l'expression « obligés à terme » employée par erreur par Tchernychewsky comme il est dit plus haut, et qu'il avait prié Kostomaroff de corriger à l'impression. En outre, l'officier de gendarmerie a rappelé à Potapoff que lors du séjour forcé qu'il a dû faire à Moscou avant d'arriver à Toula, en raison de la maladie de Kostomaroff, ce dernier avait reçu la visite d'un bourgeois nommé Iakovleff qui avait désiré lui faire ses adieux. L'officier avait remarqué, d'après leur conversation, que Iakovleff connaissait bien toutes les relations de Kostomaroff avec Tchernychewsky, et il avait prié Iakovleff de déposer par écrit ce qu'il savait, ce à quoi ce dernier avait consenti.

» Voici en quoi se résume la déposition de Iakovleff : Pendant l'été de 1861, il avait été employé comme copiste par Kostomaroff. A l'époque où il travaillait chez lui, il y voyait très-souvent un écrivain célèbre, nommé N. G. Tchernychewsky, qui venait de Pétersbourg. Un jour qu'il s'était mis à cause de la chaleur sous le berceau du jardin de Kostomaroff pour travailler à ses copies, il les avait entendu tenir les conversations suivantes en se promenant bras-dessus bras-dessous : « Aux paysans seigneuriaux, de la part de leurs amis dévoués, salut. Vous avez attendu la liberté que vous avait promise le tzar, eh bien! vous l'avez. » Tchernychewsky s'était donné pour l'auteur de cet article et avait prié Kostomaroff de le lui imprimer promptement. Ne trouvant dans ces

Digitized by Google

phrases rien de contraire aux lois et n'en comprenant pas le sens exact, il n'y avait pas fait attention dans ce temps-là, mais apprenant maintenant que Kostomaroff était condamné pour certaines actions illégales et voulant se décharger de toute responsabilité, il croyait de son devoir de faire connaître au gouvernement la conversation qu'il avait entendue. Dans l'interrogatoire que Kostomaroff a eu à subir de la part de la commission d'enquête nommée par l'empereur, il a confirmé le contenu de sa lettre à Sokoloff dans son entier. Potapoff a reçu du procureur de Moscou et envoyé à la commission une nouvelle déposition du bourgeois Iakovleff, détenu dans la maison de correction de Moscou, ainsi qu'une correspondance de l'administration de la maison de correction et de la maison de force de Moscou. Il résulte de ces papiers que Iakovleff est parti pour Pétersbourg dans l'intention de faire sa déposition sur les relations de Kostomaroff avec Tchernychewsky, mais qu'il a été arrêté par la police à la gare de Twer sur le chemin de fer de Nicolas pour divers actes de violence et pour ivrognerie, et conduit chez le chef de la police de Moscou, puis dans la maison de la Commune urbaine qui l'a fait enfermer pour quatre mois dans la maison de correction pour les actes sus-mentionnés. Lorsque Iakovleff et l'étudiant Soroka ont été mandés à Pétersbourg, ils ont répondu de la manière suivante aux questions qui leur ont été posées : Soroka a dit que bien qu'il fût venu à Saint-Pétersbourg avec Kostomaroff et qu'il connût Mikhaïloff, il n'avait pas remis à Kostomaroff l'appel « aux paysans seigneuriaux », mais seulement une lettre cachetée de Mikhaïloff, et qu'il ne connaissait pas Tchernychewsky personnellement. Soroka a confirmé cette déposition lors de sa confrontation avec Kostomaroff, malgré les preuves convaincantes produites par celui-ci. Iakovleff a confirmé son ancienne déposition, et lorsqu'on l'a mis en présence de Tchernychewsky, il a répété que c'était bien la personne dont il parlait dans sa déposition.

» Nékrassoff, directeur de la revue *le Contemporain*, a remis au général-major Potapoff une lettre de Moscou qu'il a reçue par la poste et dont les signataires expliquent qu'ils se trouvent détenus dans la maison de correction.

» Pendant la semaine sainte, ils avaient reçu la visite d'un bourgeois nommé Iakovleff qui leur avait expliqué qu'il était aussi emprisonné pour délit politique et qu'il venait leur demander conseil. Il était parti pour Pétersbourg, disait-il, pour une affaire très-importante, mais à la gare de Twer, il avait

Digitized by Google

pris une goutte et avait fait du scandale, et l'administration du chemin de fer de Nicolas l'avait livré à la police qui l'avait fait emprisonner à la maison de force. Iakovleff, interrogé par ces personnes sur la nature de l'affaire qui le faisait aller chez Potapoff, a répondu : « Je connaissais Kostomaroff et j'avais reçu quelques jours auparavant un billet sans signature dans lequel on m'invitait à me rendre à l'*Hôtel de Venise*, à la chambre n° 18. M'étant rendu à cette invitation, je fus très étonné de trouver là Kostomaroff revêtu d'une capote de soldat et en compagnie d'un officier de gendarmerie. Kostomaroff me fit la proposition suivante : « Voilà, me dit-il, une lettre pour ma mère, pars pour Saint-Pétersbourg et remets-la à son adresse, ma mère te dira ce que tu auras à faire, et si tu exécutes ses instructions, tu seras bien récompensé. »

» — Et Kostomaroff ne vous a-t-il pas dit lui-même ce que vous auriez à faire ? — lui demanda-t-on.

» — Il m'a dit que je devrais présenter à la 3e section une déclaration où j'affirmerais avoir entendu Tchernychewsky dire à Kostomaroff la phrase suivante : « Aux paysans seigneuriaux de la part de leurs amis, salut ! » Je ne sais ce que signifient ces paroles ni pourquoi Kostomaroff a besoin que je fasse une pareille déposition. Dites-moi, si je fais une telle déposition, Potapoff peut-il faire quelque chose pour moi ? Peut-il me tirer de la maison de force ?

» — C'est fort douteux. Nous pensons plutôt que Potapoff vous poursuivra pour votre fausse déposition, car la loi punit sévèrement les faux témoins.

» — J'ai présenté une pétition d'ici à Potapoff, dit Iakovleff, on va me mander bientôt à Saint-Pétersbourg, et je ne sais ce que je vais faire.

» — Nous lui avons répondu que le mieux était de dire la vérité.

» Nous ne croyons pas aux paroles de Iakovleff, sachant que Kostomaroff ne pouvait pas être à cette époque-là à Moscou, puisqu'il avait été jugé en même temps que nous par le Sénat qui l'avait condamné à six mois d'emprisonnement dans une forteresse et à l'exil au Caucase en qualité de simple soldat. Le 4 mars 1863, nous avons été fort étonnés de voir Iakovleff dans la cour avec des gendarmes : on nous a dit qu'on l'envoyait à Pétersbourg. En nous rappelant notre conversation avec lui, nous en avons dû conclure que Tchernychewsky était en effet sous le coup d'une accusation pour un crime politique, et que Kostomaroff et sa famille voulaient,

Digitized by Google

avec l'aide de Iakovleff, le faire accuser injustement.

» C'est ce qui avait décidé les signataires de la lettre à Nékrassoff à s'adresser à ce publiciste pour qu'il donnât connaissance de ces faits à qui de droit, et pût prévenir ainsi la possibilité d'une condamnation injuste. La lettre est signée : *Holz-Miller, Ilienko-Petrowski, Novikoff, Souline et Iastchenko.*

» La commission a décidé, en conséquence d'une semblable action de Iakovleff et de sa conduite immorale, de ne pas attendre l'expiration des quatre mois de détention dans une maison de force qui lui avaient été déjà infligés par sa commune, et de le déporter de suite dans le gouvernement d'Arkangel. Une ordonnance impériale a été demandée et obtenue à cet effet.

» Tchernychewsky a repoussé les accusations de Kostomaroff et a confirmé ses dénégations lors de sa confrontation avec lui.

» Le littérateur Mikhaïloff, qui a été jugé par le Sénat pour avoir répandu une proclamation séditieuse « à la jeune génération » qu'il avait rapportée de Londres et a été condamné aux travaux forcés, a dit entre autres choses, pendant le cours de l'instruction de son procès, qu'il avait eu aussi entre les mains des proclamations adressées « aux paysans seigneuriaux » et « aux soldats » et qu'il avait même transcrit et corrigé cette dernière, mais il n'a fait connaître aucun de ses complices. Le Sénat gouvernant a demandé à l'empereur de décider s'il fallait juger Mikhaïloff pour le fait isolé qui avait motivé sa comparution devant la 1re division du 5e département du Sénat, c'est-à-dire pour avoir répandu un appel « à la jeune génération » ou bien s'il fallait aussi le juger en même temps pour les faits relatifs aux deux autres appels « aux paysans et aux soldats. » Sa Majesté l'empereur a daigné ordonner que Mikhaïloff fût jugé pour les seuls faits relatifs à la proclamation « à la jeune génération » et sans avoir égard aux autres chefs d'accusation qui pouvaient être à sa charge.

» Lorsque le Sénat gouvernant a été saisi du procès de Tchernychewsky, le procureur général, sur la proposition du ministre de la justice, proposa de joindre aux pièces de l'affaire Tchernychewsky, une lettre reçue dans la 3e section et adressée par Tchernychewsky à Alexis Nikolaévitch (Pléstchéieff probablement). Voici le contenu de cette lettre.

» Mon bon ami Alexis Nikolaévitch ! Peut-être avez-vous raison de me reprocher de trop me fier à des gens que je con-

Digitized by Google

nais à peine. Je suis le premier à reconnaître que malgré toutes les précautions que j'ai prises, je cours de grands risques, mais à qui la faute? Vous savez qu'il est impossible de perdre du temps — cela se fera maintenant, ou cela ne se fera jamais! L'hésitation serait à l'heure qu'il est un crime, une faiblesse impardonnable, une faute irréparable. Voilà près d'un an que vous faites attendre après votre presse, et le jour est enfin venu où nous ne pouvons plus différer si nous voulons gagner la partie. Pendant que vous nous remettiez de jour en jour, nous avons mis la main sur des gens qui, s'ils n'ont pas une grande valeur par eux-mêmes, sont, dans tous les cas, des gens énergiques et qui ont fait leurs preuves comme activité, puisque depuis un an ils ont une imprimerie secrète. Nous n'avons pu renoncer à profiter de cette occasion favorable de faire imprimer notre manifeste, d'autant plus qu'en cas d'insuccès c'est à eux qu'incombera la plus grande part de responsabilité. Cependant n'en faites pas moins votre possible pour étouffer tous les bruits qui peuvent nous nuire, car ce n'est pas de vous seul que j'ai appris que Souline (ou un nom semblable) se vante de me connaître et raconte que je lui ai remis mon manuscrit pour le faire imprimer. Tâchez d'étouffer ces bruits; cela vous sera d'autant plus facile que j'ai appris que ni Souline, ni Soroka n'ont à Moscou la réputation d'hommes sérieux et solides. Quant à Kostomaroff, on peut compter sur lui; il va sans dire, cependant, qu'il ne faut pas s'ouvrir à lui outre mesure sans l'avoir préalablement éprouvé en le faisant agir. Du reste, il me fait l'effet d'un homme solide et utile, et, en tout cas, je vous remercie beaucoup de m'avoir mis en relation avec lui; je ne vous dis rien aujourd'hui de la littérature, bien qu'il ait paru un assez grand nombre de nouveautés intéressantes pour vous. Je me dépêche selon mon habitude, ou plutôt je suis pressé par Kostomaroff qui est là pendant que j'expédie cette lettre. Vous continuez comme auparavant à douter de l'heureuse issue de notre affaire, c'est mal! Plus d'énergie et plus de foi au succès, c'est un crime que de sommeiller à l'heure propice où tout s'éveille. C'est pour cette raison que vous n'aboutissez à rien. Non, nous ne perdons pas le temps dans des hésitations stériles. Voyez quels miracles ont fait L. avec ses officiers et 25 à Panstchowka. Votre tâche est la plus facile et c'est celle qui avance le moins. Pourquoi? Peu d'énergie, peu de force, peu de volonté! Mais je n'ai plus le temps que de vous serrer la main. Bien à vous, Tch.

Digitized by Google

» Je vous écrirai bientôt par l'intermédiaire de K...ff. »

» Cette lettre a été présentée à Tchernychewshy devant le Sénat assemblé et il a été interrogé sur son contenu. Mais Tchernychewsky a répondu que ce n'était pas lui qui avait écrit cette lettre et qu'il ne la connaissait pas. Le Sénat a alors ordonné aux secrétaires de comparer l'écriture de Tchernychewsky avec celle de la lettre, et les secrétaires ont déclaré unanimement que cette lettre et les autres papiers de l'écriture de Tchernychewsky, relatifs à son procès et qu'il n'avait pas désavoués, provenaient de la même main. De son côté, l'assemblée de la première section du 5e département, après avoir comparé l'écriture de Tchernychewsky avec cette lettre, a déclaré que les secrétaires avaient raison dans leur appréciation et a confirmé de tous points cette appréciation.

» Le soldat Kostomaroff, mandé devant l'assemblée du Sénat, a confirmé ses précédentes déclarations relativement à ses rapports avec Tchernychewsky ; quant à la lettre dont il s'agit, il a expliqué qu'elle lui avait été donnée par Tchernychewsky pour la remettre à Pléstchéïeff, mais qu'il l'avait égarée, puis retrouvée plus tard dans son sac de voyage, et que comme elle était abimée et déchirée (en effet, cette lettre a été remise au Sénat déchirée et portant des traces de grattages), il n'avait pas osé la remettre en cet état à Pléstchéïeff.

» L'accusé Tchernychewsky n'a avoué aucun des faits qui lui sont imputés par l'accusation, ni dans les interrogatoires qu'il a eu à subir de la part de la commission d'enquête, ni dans son nouvel interrogatoire en présence du Sénat gouvernant, ni enfin lors de sa confrontation avec Kostomaroff; mais d'un autre côté, il n'a nié ses relations ni avec Kostomaroff, ni avec Mikhaïloff. Lors de sa confrontation avec Kostomaroff en présence de la commission d'enquête, il a dit : « Je mourrai sans rien changer à ma déposition. » Il a expliqué ses relations avec Kostomaroff en disant qu'il le protégeait parce que c'était un jeune homme qui débutait dans la carrière littéraire. Tchernychewsky a sollicité auprès du Sénat gouvernant la permission de comparer lui-même la lettre à Alexis Nikolaevitch avec l'écriture de Kostomaroff, et a demandé qu'on lui fournit pour cela une loupe grossissant 10 ou 12 fois. Mais le Sénat gouvernant considérant que toutes les formes et tous les usages prescrits par la loi avaient été observés dans la comparaison des deux écritures, a refusé d'accéder à cette demande.

» Le régistrateur de collége, Alexis Nikolaévitch Pléstchéïeff,

Digitized by Google

a été cité devant le Sénat; il a déclaré connaître Tchernychewsky et avoir eu avec lui des relations littéraires, mais il n'a avoué aucune complicité avec lui dans des actes contraires à la loi et a déclaré n'avoir pas reçu la lettre envoyée par l'entremise de Kostomaroff et intitulée « Mon bon ami Alexis Nikolaévitch ! »

» Des renseignements qu'on s'est procuré sur l'origine de Tchernychewsky, il résulte qu'il est fils d'un prêtre, qu'il a fait son éducation, d'abord dans un séminaire, et ensuite à l'université, a été professeur au 2e corps de cadets et au gymnase de Saratoff, puis a été attaché à l'administration du gouverneur de Saint-Pétersbourg et a enfin pris sa retraite en 1859. Il est âgé de trente-cinq ans, est marié et a deux enfants.

» Après examen des circonstances du présent procès, le Senat gouvernant trouve que l'accusé Tchernychewsky est sous le coup des trois chefs d'accusation suivants :

» 1° D'intelligence criminelle avec le proscrit Herzen, tendant à renverser au moyen de la propagande le mode de gouvernement existant en Russie, et de complicité avec Herzen dans cette criminelle intention. Relativement à ce chef d'accusation, on voit que la seule base sur laquelle il repose est un post-scriptum d'Herzen à une lettre adressée à Serno-Solovievitch, où il est fait allusion à son intention de publier avec Tchernychewsky une revue « ici », c'est à dire à Londre ou à Genève, — et une lettre trouvée chez Tchernychewsky ; cette lettre qu'il a reçue par la poste et dont il dit ne pas connaître le destinataire, a été écrite par Herzen ou Ogareff qui y combattent une opinion de Tchernychewsky concernant l'inutilité d'entraîner la jeunesse dans une association littéraire. Tchernychewsky, de son côté, n'a avoué aucune connivence illégale avec Herzen et a déclaré qu'en effet, lors du départ de Mikhaïloff pour Londres, il l'avait chargé de conseiller à Herzen de ne pas entraîner la jeunesse dans ses plans illégaux. Avec de pareilles données, il n'y a pas lieu de déclarer Tchernychewsky coupable de complicité avec Herzen dans ses tentatives de renversement du mode de gouvernement existant en Russie, par le moyen de la propagande ; c'est pourquoi il convient de déclarer, conformément à l'article 504 du 2e livre du t. XV du Code criminel, que ce chef d'accusation n'est pas prouvé.

» 2° D'avoir rédigé une proclamation séditieuse « aux paysans seigneuriaux » et de l'avoir donnée à imprimer à Kosto-

Digitized by Google

maroff avec l'intention de la répandre ensuite. Cette accusation est appuyée par les preuves suivantes : *a*) par la déposition de Vsevolode Kostomaroff, enseigne dégradé et maintenant simple soldat, qui a expliqué dans les plus grands détails ce qui s'est passé entre lui et Tchernychewsky à propos de l'impression « aux paysans seigneuriaux ; » *b*) par un billet trouvé chez Kostomaroff et laissé chez lui par Tchernychewsky, billet dans lequel ce dernier le prie de corriger une erreur qu'il a faite dans le manuscrit et de remplacer les mots « obligés à terme » par ces autres mots « temporairement obligés » conformément aux Règlements du 19 février, ce qui est confirmé, du reste, par un manuscrit annexé aux pièces du procès, dans lequel on retrouve en effet les mots « obligés à terme » ; et par la ressemblance parfaite de ce billet avec l'écriture de Tchernychewsky, ressemblance reconnue par l'assemblée du Sénat gouvernant tant pour chaque lettre prise séparément que pour l'ensemble ; *c*) par la déposition du bourgeois Iakovleff, employé comme copiste par Kostomaroff et Tchernychewsky, et qui a déclaré que ce dernier avait prié Kostomaroff de hâter l'impression de la proclamation aux paysans seigneuriaux ; *d*) par une déclaration du criminel politique Mikhaïloff qui, lors de son procès devant le Sénat gouvernant, a déclaré avoir entre les mains une proclamation aux paysans seigneuriaux et l'avoir remise à Kostomaroff. Ainsi, cette déclaration se trouve d'accord avec la déposition de Kostomaroff qui a mentionné la coopération de Mikhaïloff à l'impression de la proclamation aux paysans seigneuriaux. Mikhaïloff, arrêté pour un crime politique et convaincu de culpabilité, a persisté à cacher le nom de ses complices lorsqu'il a vu qu'il ne pourrait échapper lui-même au châtiment qu'il avait mérité.

» Comme réfutation des preuves ci-dessus énoncées, le littérateur Nekrassoff ne produit qu'une lettre signée par cinq personnes emprisonnées pour crimes politiques et qui s'efforcent d'établir que Iakovleff aurait été corrompu par Kostomaroff et poussé par lui à faire une déposition fausse contre Tcherchewsky. Cette lettre semble dictée par le désir qu'ont éprouvé ces criminels politiques condamnés à une peine légère de sauver leur complice qui n'est pas encore condamné par le tribunal criminel, et de plus on est frappé de l'inconséquence du procédé de ces prisonniers qui, au lieu de présenter leur déposition contre Iakovleff au directeur de la prison, plus à même que personne de découvrir la vérité, ont jugé à propos de l'envoyer au directeur de la Revue dans

Digitized by Google

laquelle Tchernychewsky développait ses idées pernicieuses. Tchernychewsky lui-même n'oppose à ces preuves aucune réfutation. Il résulte donc de ces preuves l'entière conviction morale que Tchernychewsky est l'auteur de la proclamation aux « paysans seigneuriaux » et qu'il a cherché à la répandre en la faisant imprimer.

» 3° De provocation à la révolte. La preuve matérielleq ue Tchernychewsky est coupable de ce crime se trouve dansu ne lettre autographe (t. XV du Code criminel, partie II, art.3 26 et t. X, partie II, art. 354) de Tchernychewsky à un nommé Alexis Nikolaévitch. Ainsi, cette lettre transforme la preuve morale de la culpabilité de Tchernychewsky en une preuve juridique. Cela est prouvé (art. 308, t. XV) par le texte même de cette lettre dans laquelle, en reprochant à son ami la lenteur qu'il met à lui fournir les moyens matériels d'imprimer secrètement et de répandre sa proclamation séditieuse, il lui écrit qu'il a profité, pour imprimer son manifeste, de la bonne volonté des gens qu'il a rencontrés sur sa route et qui s'occupaient de faire des publications secrètes. Il est hors de doute qu'il s'agit ici de Kostomaroff, de Souline et de Soroka, et de la proclamation aux « paysans seigneuriaux » qu'ils s'étaient chargés d'imprimer. Il est également évident, d'après le contenu de cette lettre, qu'il connaissait d'autres individus mal intentionnés qui avaient troublé la tranquillité publique en répandant leurs proclamation (L. et 25 à Panstchovka).

» Les circonstances qui viennent d'être exposées ne permettent pas de douter de l'existence d'une conspiration ayant pour but de renverser le gouvernement, et de la part active que Tchernychewsky a prise à cette conspiration par des provocations séditieuses. Ainsi les actes de Tchernychewsky réunissent toutes les conditions qui constituent le crime prévu par le Code criminel, livre Ier, t. XV, des crimes d'Etat, art. 283, c'est-à-dire la complicité dans une conspiration contre le gouvernement. Toutefois, comme les coupables projets de Tchernychewsky ont été découverts par le gouvernement en temps voulu et dès leur début, et n'ont donné lieu à aucune révolte ni à aucune des conséquences pernicieuses qui auraient pu en résulter, Tchernychewsky doit jouir des bénéfices accordés aux coupables par l'art. 284, et n'être puni que d'une peine de 3e ou 4e degré (art. 21). Enfin le Sénat, statuant sur le degré de la peine méritée par Tchernychewsky, a jugé que Tchernychewsky, en sa qualité de littérateur et

Digitized by Google

d'un des principaux collaborateurs de la revue *le Contemporain*, avait exercé par ses productions littéraires une grande influence sur les jeunes gens chez qui il avait développé jusqu'à ses extrêmes limites les doctrines matérialistes et socialistes répandues dans toutes ses œuvres, et avait joué le rôle d'un agitateur des plus dangereux en indiquant le renversement du gouvernement légal et de l'ordre de choses existant, comme le moyen de réaliser ces doctrines, et en conséquence croit juste d'infliger à Tchernychewsky la plus rigoureuse des peines mentionnées à l'art. 284, c'est-à-dire à la plus rigoureuse des peines du 3e degré, en raison de ses dénégations opiniâtres, malgré les preuves indubitables qui existent contre lui. Pour ces motifs et en vertu des lois, le Sénat gouvernant décide que le conseiller titulaire en retraite, N. G. Tchernychewsky, âgé de 35 ans, convaincu d'avoir conspiré le renversement de l'ordre de choses politique actuel, d'avoir rédigé une proclamation séditieuse « aux paysans seigneuriaux, » et de l'avoir donnée à imprimer dans le but de la répandre ensuite, *sera privé des droits attachés à sa condition, envoyé aux travaux forcés dans les mines pendant 14 ans, et déporté ensuite en Sibérie à perpétuité.*

» Vu l'art. 617 du 2e liv. du t. XV du Code, cette sentence sera soumise à Sa Majesté Impériale dont on attendra la confirmation. Quant à l'accusation formulée contre Tchernychewsky d'avoir entretenu des intelligences coupables avec le proscrit Herzen et d'avoir pris part à ses coupables desseins, le Sénat gouvernant a décidé que ces faits n'étaient pas prouvés.

» M. le gouverneur-général de Saint-Pétersbourg a eu communication d'un oukase qui lui enjoignait de veiller à l'exécution de l'ordonnance impériale confirmant la décision du conseil de l'empire dans l'affaire du conseiller titulaire en retraite, Tchernychewsky, condamné pour crimes politiques, et la conclusion du Sénat gouvernant à l'égard de l'accusation formée contre le même Tchernychewsky d'avoir entretenu des intelligences coupables avec le proscrit Herzen, et d'avoir pris part à ses projets criminels. Copie de l'attestation de Tchernychewsky a été remise également à M. le gouverneur-général. »

Cette lecture achevée, on lui annonce la grâce que lui fait l'Empereur en réduisant à 7 ans la durée des travaux forcés; puis, on lui couvre la tête, on le fait mettre à genoux, on

Digitized by Google

casse une épée au-dessus de sa tête et, pour comble d'ignominie, on l'enchaîne pour quelques minutes au poteau... Mais voilà qu'un bouquet de fleurs tombe à ses pieds; d'autres bouquets, qui lui étaient jetés, sont attrapés en l'air par des policiers. Au moment où le prétendu criminel entre dans la voiture, le mouvement général de la foule est à peine contenu par les gendarmes ; comme si la foule avait voulu suivre celui qui la quittait pour toujours, ou comme si elle avait voulu le délivrer de la force brutale. La voiture part au milieu des cris : « au revoir! » et la place publique devient vide.

Lecteur, l'homme que vous venez de voir sur l'échafaud, est l'auteur de ce livre.....

On commence ordinairement la préface par le jour de naissance de l'auteur, j'ai cru mieux faire de la commencer par le jour de sa mort, ou, pour mieux dire, par le jour du commencement de l'agonie mortelle à laquelle l'auteur est condamné.

Et à présent, avant de parler de l'auteur considéré comme homme de lettres, je veux parler de lui considéré comme criminel.

Que les sénateurs qui ont rédigé l'acte d'accusation que le lecteur vient d'entendre, ne sont pas des hommes de beaucoup d'esprit, cela saute aux yeux. Mais pour montrer jusqu'à quel point cet acte d'accusation est stupide, jusqu'à quel point il est, j'ose le dire, faux dans ces conclusions, je me charge de l'examiner dans ses détails et d'un bout à l'autre. Je commence.

L'acte d'accusation dit d'abord : « Certaines circonstances ont désigné en Tchernychewsky un des agents pernicieux pour l'État. Voici en quoi consistaient ces circonstances : Le chef de la IIIe section de la chancellerie personnelle de Sa Majesté Impériale (*) a reçu une lettre anonyme dans laquelle, etc. » (Voilà une grave circonstance!) La deuxième circonstance (elle n'est pas moins grave que la première) est la lettre de Herzen où celui-ci dit : « Nous avons l'intention de publier ici (c'est-à-dire à Londres) ou à Genève le *Contemporain* avec Tchernychewsky. » En conséquence de ces deux circonstances, Tchernychewsky fut emprisonné. Vous croyez, peut-être,

(*) La IIIe section de la chancellerie personnelle de Sa Majesté Impériale n'est pas autre chose que le dépôt des mouchards.

Digitized by Google

lecteur, que ces deux circonstances ne suffisent pas pour emprisonner quelqu'un, que c'est trop peu de chose. Non, vous dis-je, en Russie, c'est assez, c'est même trop; car lorsque, dans ce pays, on veut emprisonnner quelqu'un, il ne faut point de circonstances quelles qu'elles soient. Mais ces mêmes circonstances appliquées à un autre et non à Tchernychewsky, certainement n'auraient aucune valeur.

Supposons que j'écrive à M. le chef de la IIIe section une lettre anonyme dans les termes suivants : « Si vous ne pendez pas Katkoff, il arrivera des malheurs, il y aura du sang répandu ; ces bandes de démagogues furieux sont pleines de têtes chaudes que rien n'arrête ; ce « *Journal de Moscou* » a montré, dans son programme, les penchants les plus farouches... Pendez Katkoff où vous voudrez, dans son cabinet ou sur une place publique, c'est égal, mais pendez-le. Au nom de la tranquillité générale, délivrez-nous de Katkoff!!! »

M. Katkoff (*) ne sera, certainement, ni pendu, ni emprisonné, ni même dérangé par une visite domiciliaire...

Supposons, à présent, qu'un réfugié russe quelconque écrive qu'il veut publier à Londres un journal avec M. Schédo-Ferroti (**). On ne ferait certainement rien à M. Schédo-Ferroti.

Puis l'acte d'accusation nous donne une liste des papiers *relatifs au procès*.

Le lecteur voit que cette liste est loin d'être complète. Les sénateurs auraient pu, avec grand succès, allonger de beaucoup cette liste; car Tchernychewsky, dans le moment de la perquisition, avait, sans doute, des chaises, des tables, de la vaisselle ; ces objets ne sont nullement moins *relatifs au procès* que chacun des papiers énumérés par l'acte d'accusation. Ce qu'il y a de plus absurde dans cette énumération, c'est la lettre de Tchernychewsky à sa femme. La citation du journal, on peut encore la comprendre, quoique difficilement, car le passage cité est écrit en 1853 et la perquisition a eu lieu en 1862; mais la citation de sa lettre, ainsi que des cinq numéros précédents, cela est tout-à-fait incompréhensible.

Après tout cela, on ose continuer de cette manière : « Pendant qu'on poursuivait l'enquête sur l'affaire de Tchernychewsky... » Mais où est donc l'affaire? Elle est encore à trouver ou à inventer et non à poursuivre. Mais néanmoins on la poursuivit pendant 8 mois, depuis le 7 (19) juil-

(*) De la Hodde russe.
(**) Auteur très-estimé par les imbéciles.

Digitized by Google

let 1862 jusqu'au 5 (17) mars 1863, quand en réalité il n'y avait point de signes, même douteux, de l'existence de cette affaire.

Le 5 (17) mars 1863, Kostomaroff écrit une lettre pathétique à un de ses amis. Cette lettre, au lieu d'aller chez son ami, est allée dans la IIIe section et de là chez les sénateurs. L'opinion de Kostomaroff a paru tellement importante aux sénateurs, qu'ils ont tiré de sa lettre et inséré dans l'acte d'accusation les passages les plus éloquents (à propos de Samson et des fruits amers et empoisonnés). A la fin de sa lettre, Kostomaroff raconte (bien entendu que c'est à son ami), que Tchernychewsky a composé « l'appel aux paysans seigneuriaux ».

Jusqu'à présent il n'y a qu'*un seul* témoin contre Tchernychewsky, et point de preuves matérielles.

La première preuve matérielle et la plus importante qu'on présente contre Tchernychewsky, c'est le billet trouvé *sur* Kostomaroff et qu'*il* dit être de Tchernychewsky. L'authenticité de ce billet, qui sert de base principale aux sénateurs dans leurs déductions ultérieures, peut être sujette à trois objections : 1° Comment a-t-on pu trouver des papiers quelconques sur Kostomaroff, jugé, condamné et allant à la déportation? 2° A qui pouvait venir l'idée de chercher (on a donc trouvé) quelque chose sur un individu qui a passé quelque temps en prison? 3° A qui faut-il le plus ajouter foi, aux secrétaires du Sénat ou aux sénateurs? Les premiers ont trouvé que l'écriture du billet n'a pas de ressemblance avec celle de Tchernychewsky, tandis que les derniers ont trouvé qu'elle y « ressemble parfaitement (*). »

(*) On pourrait croire que les secrétaires ont une meilleure vue que les sénateurs, car ils sont plus jeunes que ces derniers, et qu'ils ont, par conséquent, raison; mais, de l'autre côté, les appointements des sénateurs sont beaucoup plus élevés que ceux des secrétaires; or, plus les appointements sont élevés, plus les yeux et les esprits de ceux qui les reçoivent sont clairvoyants : cela est incontestable, car cet effet singulier des appointements est démontré par plusieurs procès de presse qui ont eu lieu il y a cinq ou six ans. Ces procès ont presque toujours passé par toutes les instances des tribunaux, et les peines auxquelles les auteurs ou les éditeurs ont été condamnés par chacune de ces instances, ont été *toujours directement proportionnelles aux appointements des juges;* donc, plus on reçoit, plus on est clairvoyant en ce qui concerne la découverte des crimes. Le gouvernement russe, après avoir reconnu ce caractère des appointements élevés, fait toujours juger ceux qu'il veut condamner aux travaux forcés par des sénateurs, et le malheureux accusé est sûr d'avance d'être condamné. Ainsi, après avoir pris en considération ces deux circonstances, l'âge des secrétaires et les appointements des sénateurs je ne sais quel parti prendre. Mais je dois dire que cette loi que je viens d'établir n'est pas sans exceptions; j'en connais une, c'est M. Lubimoff, sénateur qui présidait le tribunal qui a jugé les complices de Netchaëff, les véritables et les prétendus. Il a dû, dit-on, deux fois pendant le procès, donner sa démission, son esprit ne se prêtant nullement à ladite influence.

Digitized by Google

L'acte d'accusation dit plus loin qu'un exemplaire de « l'appel aux paysans seigneuriaux », *transcrit* d'une main inconnue, se trouve joint aux pièces du procès de Kostomaroff. Les paroles de Kostomaroff sont tellement dignes de foi aux yeux des vieux sénateurs, qu'ils mettent tout droit « transcrit ». Tant qu'il n'est pas prouvé (et jusqu'à présent cela n'est pas prouvé) que Tchernychewsky est l'auteur de l'appel, on doit dire, si on a pour une once seulement de loyauté, « écrit » et non « transcrit ».

L'acte d'accusation ne nous donne que le contenu de cet appel; il aurait mieux fait de citer quelques passages pour qu'on pût voir que le style est effectivement de Tchernychewsky; de plus, puisque l'appel était transcrit, on aurait eu ainsi une preuve dans le style, si on ne l'avait pas dans l'écriture. Mais non, au lieu de se renforcer de cette manière, les sénateurs en préfèrent une autre: ils font venir de Moscou un autre témoin, un ivrogne Iakovleff. Celui-ci n'a pas même su faire une déposition telle qu'il fallait : il prétend avoir entendu Tchernychewsky et Kostomaroff tenir les *conversations* suivantes : «Aux paysans seigneuriaux de la part de leurs amis dévoués, salut. Vous avez attendu la liberté que vous avait promise le tzar, eh bien! vous l'avez. » Tchernychewsky, ajoute Iakovleff, s'était donné pour l'auteur de *cet article.* — De quel article? Il est donc évident que la déposition de Iakovleff n'a aucune valeur, qu'il ne savait lui-même de quel article il parlait, et le caractère vague de sa déposition fait croire que les auteurs de la lettre adressée à M. Nekrassoff avaient raison de dire que Iakovleff avait reçu de Kostomaroff l'ordre de dire ce qu'il a dit.

Avant de parler de la seconde et dernière preuve matérielle, c'est-à-dire de la lettre intitulée (intitulée!) «Mon bon ami Alexis Nikolaévitch !» Je dois dire encore quelques mots de Mikhaïloff dont les paroles paraissent, selon les sénateurs, être contre Tchernychewsky. D'abord, Mikhaïloff fut condamné aux travaux forcés 7 *mois avant* l'arrestation de Tchernychewsky; donc Mikhaïloff n'a rien dit contre Tchernychewsky ; de plus, les paroles citées sont d'une franchise tout-à-fait incroyable: il est tout-à-fait incroyable que Mikhaïloff fut tellement franc qu'il pût dire qu'il avait eu aussi entre les mains des proclamations adressées « aux paysans seigneuriaux » et « aux soldats ». Ce renforcement des preuves n'a donc pas plus de valeur que le précédent.

Il nous reste à présent la lettre *intitulée :* « Mon bon ami

Digitized by Google

Alexis Nikolaévitch! » Voyons, cette lettre prouve-t-elle, quelque chose contre Tchernychewsky, c'est-à-dire est-elle de lui ou non? Les sénateurs ont déployé beaucoup de finesses pour s'efforcer de démontrer qu'elle est de lui, mais ils n'ont pas réussi, je le prouverai à l'instant. Voici comment l'histoire de la lettre commence :

« Lorsque le Sénat gouvernant a été saisi du procès de Tchernychewsky, le procureur-général, sur la proposition du ministre de la justice, proposa de joindre aux pièces de l'affaire Tchernychewsky, une lettre reçue dans la IIIe section et écrite par Tchernychewsky à Alexis Nikolaévitch (Pléstchéïeff probablement). »

On pourrait croire, d'après ces paroles, que cette lettre reçue par la IIIe section (on ne sait d'où) est effectivement de Tchernychewsky, que cela est prouvé. Nous voyons que non, puisqu'on ordonne aux secrétaires d'examiner l'écriture. Pourquoi donc dire d'avance que cette lettre est de Tchernychewsky! C'est commencer l'enquête par la prononciation de l'arrêt; c'est faire une enquête pour la forme!

Pour cette fois-ci, les secrétaires ont unanimement reconnu l'écriture de Tchernychewsky ; certainement, il fallait la reconnnaître, car, en cas contraire, Tchernychewsky ne gagnerait rien et les secrétaires perdraient beaucoup.

Puis il a paru aux sénateurs que Kostomaroff aurait pu leur donner des renseignements relatifs à cette lettre. Et, en effet, il les leur donne. Les sénateurs ont douté d'abord que cette lettre fût adressée à Pléstchéieff; ils disaient entre parenthèses : « Pléstchéieff probablement ». A présent ils en sont sûrs; Kostomaroff l'a confirmé. Mais ils ont un véritable talent de devin, ces sénateurs-là! Mais un talent!!

Le récit confus de Kostomaroff (il n'a pas osé remettre la lettre dans un *mauvais* état à Pléstchéieff, comme si ce dernier était un grand seigneur!), la présence de cette lettre chez un déporté (cela est démontré par la place que cette lettre occupe dans l'acte d'accusation où tout est raconté dans l'ordre chronologique), son apparition mystérieuse dans le dépôt des mouchards (je crois, du reste, que les sénateurs n'ont pas dit d'où venait cette lettre, parce qu'il leur a paru que cela va sans dire ; s'ils ont réfléchi ainsi, ils ont bien raison), les grattages (je comprends qu'une lettre puisse être abîmée en restant longtemps dans un sac de voyage, mais qu'un sac de voyage puisse faire des grattages, — j'en doute), et le refus de donner une loupe à l'accusé pour comparer

Digitized by Google

l'écriture de la lettre avec celle de Kostomaroff, tout cela, me semble-t-il, prouve assez clairement que cette lettre est de Kostomaroff.

Voilà tout ce qu'on a pu ramasser dans le courant de 22 mois, pour pouvoir condamner Tchernychewsky.

Les sénateurs ont-ils prouvé ou non que Tchernychewsky est l'auteur de l'appel? Pour tout homme de bon sens, il est évident qu'ils ne l'ont pas prouvé; mais ils croient avoir prouvé et ils le condamnent à 14 ans de travaux forcés.

Supposons—ce qu'il ne faut nullement supposer—supposons qu'ils l'ont prouvé, et voyons par quoi ils se sont guidés en prononçant cet arrêt, si c'est par les lois ou par quelque chose d'autre.

Pour comprendre cela, il nous faut savoir de quoi il s'agit dans l'art. 284 du Code pénal (c'est l'article que les sénateurs appliquent au crime de Tchernychewsky), mais pour comprendre cet article, il nous faut connaître l'article précédent, parce que l'art. 284 est, pour ainsi dire, la suite de l'art. 283.

Voici ces deux articles :

« 283. Pour la révolte contre le Pouvoir suprême, c'est-à-dire pour le soulèvement en masse contre le Souverain et l'Etat, également pour l'intention (*) de renverser le gouvernement dans tout l'Etat ou dans une de ses parties, ou bien de changer la forme du gouvernement ou l'ordre établi de la succession au Trône, et pour la formation d'un complot dans ce but ou la participation à un complot déjà formé, ou la participation aux actes de ce complot en connaissant le but de ces actes, ou bien au rassemblement, à la garde ou à la distribution des armes ou à d'autres préparatifs à la révolte, tous les principaux coupables de ces crimes, ainsi que leurs complices, leurs boute-feu, leurs instigateurs, leurs aides et leurs récéleurs, sont passibles : de la privation de tous les droits de leur condition et de la peine de mort. »

« 284. Lorsque la mauvaise intention désignée dans l'art. 283 ci-dessus, est découverte par le gouvernement assez tôt, dès son début même, et qu'il n'est résulté, par conséquent, de cette intention aucun attentat, aucune émeute, ni aucune autre conséquence nuisible, les coupables, au lieu de la peine

(*) Bien entendu que ce n'est pas les intentions, les pensées que cet article punit de la peine de mort, comme on le pourrait croire d'après sa construction grammaticale : il est évident que cette « intention » (mauvaise) doit être liée avec ce qui la suit, beaucoup plus qu'elle ne l'est.

Digitized by Google

de mort, seront condamnés : à être privés de tous les droits de leur condition et à être envoyés aux travaux forcés dans les mines pour un terme de douze à quinze ans, ou bien dans les forteresses pour dix à douze ans, » selon les circonstances.

Il s'agit donc, dans ces deux articles, d'une révolution et non de la rédaction d'un appel quelconque, quelque révolutionnaire qu'il soit. Il s'agit du soulèvement organisé, armé, d'un soulèvement qui a éclaté ou qui est prêt à éclater. La condamnation de Tchernychewsky, est donc un crime, non-seulement contre la morale (peut-on parler de morale quand il s'agit des sénateurs russes !), mais contre les lois russes elles-mêmes. Le Pouvoir législatif a cru suffisant de garantir contre la révolution le Pouvoir exécutif (qui est en même temps le Pouvoir législatif), par la peine de mort, ou, en cas où la tentative est découverte assez tôt, par une quinzaine ou une dizaine d'années de travaux forcés ; mais il n'a pas trouvé nécessaire d'appliquer ces articles aux auteurs d'appels ; il n'a pas compris ici dans l'idée de révolte la rédaction d'appels ou de proclamations quelconques ; cela est évident, premièrement, parce qu'il n'en dit rien dans ces deux articles, et secondement, parce qu'il y a, pour cela, des articles à part. Voici le texte de l'article suivant du Code pénal :

« 285. Ceux qui se rendront coupables de la composition et de la propagation d'annonces, d'appels ou bien d'ouvrages ou d'images, manuscrits ou imprimés, dans le but d'exciter à la révolte ou à la désobéissance ostensible au Pouvoir suprême, seront condamnés : à être privés de tous les droits de leur condition et à être envoyés aux travaux forcés dans les forteresses pour un terme de huit à dix ans. »

« *Ceux qui se rendront coupables de la composition de semblables* annonces, *appels* ou bien ouvrages ou images, *quoique non convaincus d'avoir propagés ces choses avec préméditation, seront condamnés pour ces faits, comme pour la préparation et le début de l'attentat d'excitation à la révolte :*

» A ÈTRE EMPRISONNÉS DANS UNE FORTERESSE POUR UN TERME VARIANT D'UN AN ET QUATRE MOIS JUSQU'A DEUX ANS ET HUIT MOIS, ET A ÈTRE PRIVÉS DE CERTAINS DROITS ET PRIVILÉGES PARTICULIERS, D'APRÈS L'ART. 50 DE CE CODE (*). »

La seconde partie de ce dernier article est on ne peut plus

(*) Dans la nouvelle édition du Code pénal, ces trois articles portent d'autres chiffres et notamment : 249, 250 et 251.

Digitized by Google

applicable au cas donné ; disons plus, si cette seconde partie n'est pas applicable à ce cas, elle n'a pas sa raison d'être.

On voit que dans le cas donné, il y a seulement composition d'un appel et non propagation ; la propagation exige l'existence *de plusieurs exemplaires et en plusieurs mains*, tandis qu'ici il n'y a qu'un seul exemplaire (transcrit d'une main inconnue) trouvé dans l'affaire Kostomaroff.

J'ai démontré, d'abord, que le crime de Tchernychewsky n'est pas prouvé et que Tchernychewsky est, par conséquent, illégalement condamné ; puis j'ai admis (ce qu'il ne faut nullement admettre) que son crime est prouvé, et j'ai démontré que Tchernychewsky est illégalement condamné aux travaux forcés.

A présent, voyons quel droit avaient les sénateurs de l'incriminer pour ses idées matérialistes « jusqu'à leurs extrêmes limites », et socialistes, et d'augmenter, pour cette raison, le nombre des années de travaux forcés. Ses écrits n'ont-ils pas été soumis à l'approbation de la censure? Oui, certainement, ils furent soumis à une censure tellement sévère, tellement destructive, qu'un Européen ne peut même s'en faire d'idée. Pourquoi donc condamner un auteur à un surcroît de pénalité consistant en trois ou quatre ans de travaux forcés, et laisser vivre les censeurs : Pour être logique, il faudrait les pendre.

On voit que les sénateurs ne furent guidés ici ni par les lois, ni par la logique, mais par leurs propres sentiments, par leur propre ignorance.

Lorsqu'à ces vieux sénateurs, qui n'ont jamais lu autre chose que le *Journal de Moscou* et l'*Apocalypse*, le chef de la IIIe section montra un des articles de Tchernychewsky, ils furent certainement effrayés ; quelques-uns en gagnèrent peut-être la fièvre. Mais est-ce une raison pour condamner à un surplus de 4 ans de travaux forcés ?

Si le chef de la IIIe section leur montrait la traduction russe des œuvres de Ferdinand Lassalle et de M. Darwin, sans leur dire que ce sont des traductions et en leur disant, au contraire, que les auteurs sont Russes et habitent la Russie, sans nul doute les sénateurs condamneraient ces auteurs à la potence !...

Faut-il dire que dans le procès de Tchernychewsky il n'y avait ni jurés, ni avocats, et que l'audience n'était pas publique ?...

Faut-il dire que M. Pléstchéïeff, qui, si l'on en croit Kosto-

Digitized by Google

maroff, avait aussi pris part à la provocation à la révolte, ne fut ni condamné, ni jugé, ni même accusé ?

Faut-il dire que le colonel Chelgounoff, par suite de la dénonciation de Kostomaroff, fut jugé par le conseil militaire (*par le conseil militaire*, notez bien) et *fut acquitté*? Il est vrai que depuis lors on l'a exilé dans le gouvernement de Vologda, mais cela s'est fait par ordre administratif ; or, par ordre administratif, le chef des gendarmes ou le ministre de l'intérieur peut exiler toute la Russie en Sibérie, sans qu'il existe le moindre soupçon d'un crime, ou, pour mieux dire, d'un acte contraire à la loi.

Faut-il dire que ni dans ce temps-là, ni après, on ne découvrit, ni à Voroneje, ni à Saratoff, ni à Tamboff, un seul « comité socialiste échauffant les esprits de la jeunesse » ?

Faut-il dire qu'on n'a jamais découvert un seul des conjurés du complot dont Tchernychewsky connaissait l'existence (L et 23 à Panstchowka)?

Faut-il dire que Kostomaroff ne fut jamais soldat que de nom? Il ne portait pas même l'uniforme de soldat et, jusqu'à sa mort, qui eut lieu l'année dernière, il vécut à Saint-Pétersbourg, méprisé et considéré par tout le monde comme un employé de la IIIe section de la chancellerie personnelle de Sa Majesté Impériale.

Pour terminer cette partie de ma préface, il me faudrait donner ici les noms de ces misérables qui ont souillé leur conscience dans la boue du procès Tchernychewsky ; mais, malheureusement, je ne connais que le nom du président. Ce nom est :

Kornéoline-Pinsky.

Mais en voilà assez. J'ai traité plus largement que ne le permettent les dimensions de la préface, de l'activité bienfaisante du gouvernement russe ; à présent, je vais aborder l'activité malfaisante de Tchernychewsky.

Tchernychewsky a rendu trois grands, trois énormes services à la Russie. De ces trois services, le premier, dans l'ordre chronologique, se rapporte aux belles-lettres et aux beaux-arts en général, le second aux notions économiques, et le troisième à la condition sociale de la femme.

C'est en 1855 que commença son activité littéraire, et c'est à cette époque qu'il attira sur lui l'attention du public par son excellent ouvrage intitulé : « *Rapports esthétiques de l'art avec la réalité* ». Ce petit livre a fait, on peut le dire, une révolution dans la littérature et dans la critique littéraire ;

Digitized by Google

avant elle les romanciers et les poètes s'inquiétaient ordinairement fort peu de la tendance de leurs œuvres ; on croyait même que, moins on met d'idées dans les romans et les vers, plus ils sont beaux ; le public n'y cherchait autre chose que du beau style, que de l'éloquence, en un mot, les notions idéalistes de Hegel, la foi dans la force créatrice des romanciers et des poètes, force inspirée par ce qu'on appelle la Providence, étaient en pleine vigueur. A présent, c'est tout le contraire : quelque éloquent que soit le style, quelque pittoresque que soit la description du lever ou du coucher du soleil, pour le lecteur russe cela importe peu ; il cherche principalement l'idée: si elle est bonne, si la description est vraisemblable, le roman est bon, même quand le style n'est pas des plus éloquents ; mais si l'idée est mauvaise et si l'auteur raconte des faits invraisemblables, le roman est mauvais. Prenons pour exemple M. Tourgueneff, qui est connu en Europe; son style est excellent, il ne laisse rien à désirer, et malgré cela, après qu'il eut écrit ses « *Pères et enfants* », sa « *Fumée* » et autres romans conçus dans des idées fausses ou tout-à-fait sans idées, le public russe cessa de lire l'auteur qu'il avait tant aimé pour son style ; car sous le rapport des tendances, ses écrits, excepté les « *Mémoires d'un Chasseur* », ne valurent jamais grand'chose.

Les principes que Tchernychewsky a exposés théoriquement dans ses « *Rapports esthétiques* » ont bientôt reçu leur application aux œuvres de MM. Ostrowsky, Gontcharoff et autres, application faite par feu Dobrolouboff dans sa critique littéraire.

En 1856 Tchernychewsky fut invité par la rédaction du « *Contemporain* », à collaborer à cette revue; il accepta l'invitation, et à partir de 1857 jusqu'au mois de mai 1862, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où *le Contemporain* fut suprimé, il y eut dans chaque numéro de la revue plus de 100 à 150 pages (in-4°) dues à sa plume. C'était un travailleur infatigable. Les questions qu'il y traitait, étaient, pour la plupart, des questions économiques. Outre cet ouvrage dont le lecteur a le premier volume entre les mains, outre cet ouvrage principal, il a écrit une foule d'autres articles économiques, et sur la possession communale du sol, et sur le rachat des terres des paysans qui allaient sortir du servage, et sur l'amélioration de l'état de ces mêmes paysans.

Comme la littérature n'a en Russie aucune influence sur les résolutions prises par le gouvernement (on peut même dire

Digitized by Google

que plus les preuves en faveur d'une idée quelconque sont convaincantes, plus on doit attendre de résolutions en sens contraire), il n'y a rien d'étonnant que les écrits de Tchernychewsky n'aient eu aucune influence sur le sort des paysans. Il est vrai qu'on n'a pas aboli la possession communale du sol; mais ce n'est pas dans le but dans lequel Tchernychewsky la défendait, ce n'est pas dans le but d'assurer le bien-être aux paysans, mais dans un but exclusivement fiscal. Cependant, quoique les idées de Tchernychewsky ne soient pas entrées dans la vie pratique du peuple, elle n'en ont pas moins pénétré dans beaucoup de cerveaux; et cela à cause de leur grande valeur scientifique, valeur dont le lecteur pourra se faire une idée par le présent ouvrage.

Il peut sembler étrange au lecteur, que le gouvernement qui a aboli le servage, condamne aux travaux forcés l'homme qui s'est le plus inquiété de chercher une bonne solution à cette question, tandis que ce même gouvernement donne des récompenses à ceux qui ont plaidé la cause du servage. Oui, cela doit paraître étrange, mais dans l'histoire russe on peut trouver des faits plus étranges encore. En voici un exemple :

On sait que Catherine II, cette fameuse Catherine qui tenait correspondance avec Voltaire, qui faisait des cadeaux à Diderot, qui en voulait faire aussi à Volney, qui convoquait des commissions pour délibérer sur la question de l'abolition du servage et qui voulait, paraît-il, effectivement l'abolir, a condamné Alexandre Radistcheff, à 15 ans de travaux forcés, pour avoir décrit, dans son livre « *Voyage de St-Pétersbourg à Moscou*, » la position insupportable des serfs. Le sénat l'avait même condamné à mort; mais l'impératrice, par bonté de cœur, remplaça la mort par les travaux forcés. Quoique les travaux forcés en Sibérie ne soient pas un bien grand bonheur en comparaison de la mort, et quoique le remplacement de la mort instantanée par une longue agonie de plusieurs années ne soit pas une bien grande faveur, vous conviendrez, lecteur, que dans les Etats autocratiques ou, vulgairement, despotiques, ce remplacement signifie encore moins qu'il ne paraît au premier abord. Quand on veut, dans de pareils Etats, condamner quelqu'un à un certain nombre d'années de travaux forcés, le Souverain fait venir chez lui le président du tribunal et lui dit : *tu* condamneras un tel à la mort et puis *tu* lui diras que je remplace la mort par autant d'années de travaux forcés. Le président s'en va, prend le Code pénal et y cherche des articles qui condamnent à la

Digitized by Google

peine de mort; ayant toujours un assez grand choix de pareils articles, il prend le plus convenable ou, pour mieux dire, celui qui peut paraître tel; puis il écrit, en s'appuyant sur cet article, un arrêt, pour lequel les secrétaires composent une préface en style plus ou moins éloquent... Et voilà l'acte d'accusation et l'arrêt confectionnés !

Dans les Etats autocratiques, comme par exemple en Chine, en Perse, en Russie, le budget est voté, si l'on peut s'exprimer de la sorte, par un seul individu, lequel est en même temps le Pouvoir exécutif ; il va de soi que dans de pareils Etats il ne peut exister ne fût-ce qu'une ombre de liberté de la presse, en général, et de liberté de critiquer le budget de l'Etat, en particulier.

Eh bien, Tchernychewsky a osé le premier critiquer le budget de l'Etat russe, budget qui était alors, et est encore plus à présent, extrêmement ruineux pour le peuple russe, pour ce peuple qui meurt littéralement de faim.

Vers la même époque, Tchernychewsky publia aussi, dans le *Contemporain*, un article intitulé : « *Sont-ils devenus plus sages?* », où il blâmait le gouvernement d'avoir fait l'assaut de l'Université de Saint-Pétersbourg, parce que les étudiants refusaient d'accepter les règlements qu'on voulait leur imposer ; dans cette affaire, les soldats gagnèrent à coup sûr la bataille, et les étudiants furent détenus pendant plusieurs mois dans diverses forteresses et prisons.

C'est pour cette double audace, pour avoir osé critiquer le budget de l'Etat et blâmer le gouvernement de l'assaut contre l'Université, que le *Contemporain* fut supprimé jusquà la fin de l'année (1862) « à cause de ses tendances malfaisantes » ; et deux mois après, le 7 (19) juillet, son premier collaborateur fut arrêté pour des motifs que le lecteur connait déjà (le chef de la IIIe section de la chancellerie de Sa Majesté Impériale a reçu une lettre anonyme; Herzen a écrit que lui, Herzen, a envie de publier avec Tchernychewsky le *Contemporain* à Genève ou à Londres.) Pendant les longs mois de son emprisonnement cellulaire, Tchernychewsky a écrit le roman *Que faire?*

Quoique ce roman ne soit pas l'œuvre capitale de Tchernychewsky comme l'avance M. Malon dans son « *Exposé des Ecoles socialistes françaises* », il n'en est pas moins un ouvrage très-remarquable. Jamais roman n'a porté autant de fruits et dans si peu de temps que celui-ci. C'est à lui, et à lui seul, qu'est dû ce fait que nous voyons de plus en plus se dé-

Digitized by Google

velopper à présent : Je veux parler des étudiantes russes. L'année passée, elles étaient au nombre de 108 à l'Université de Zurich ; mais après le fameux oukase qui les a toutes qualifiées de libertines et qui a déclaré nuls les diplômes de cette Université, elles sont parties pour d'autres Universités de l'Europe, au lieu de retourner en Russie et d'abandonner l'étude des sciences : l'oukase édicté par Tchernychewsky du fond de son cachot est, paraît-il, plus puissant que les oukases de MM. Chouwaloff (*) et Timacheff (**). L'auteur ou les auteurs de ce fameux oukase, disent que les femmes peuvent tout aussi bien s'instruire en Russie qu'à Zurich (c'est faux : premièrement, en Russie les femmes ne sont admises ni aux Universités, ni à l'Ecole de médecine; secondement, la science dirigée par les gendarmes, comme elle l'est en Russie, n'est plus la science), et qu'elles vont à Zurich tout simplement pour faire l'amour (comme si l'Université de Zurich était une maison publique), et que, pour cette raison, le gouvernement leur donne le conseil paternel de quitter ce mauvais établissement. — On a cru probablement qu'après avoir insulté les étudiantes de Zurich, il aurait été difficile à ces dernières d'entrer dans quelque autre Université. Et voilà qu'on accepte ces libertines partout, à Paris, à Vienne, à Berne. Eh bien, je dis que c'est à Tchernychewsky, exclusivement à lui, que ce fait est dû. Il est vrai qu'avant lui, Michel Mikaïloff (***) avait écrit dans le *Contemporain* de très-bons articles sur l'instruction des femmes et sur leur condition sociale, mais ces articles ont été très-vite oubliés, tandis que le roman *Que faire?* a été beaucoup lu, est encorelu beaucoup à présent, et sera encore très-longtemps lu avec plaisir et plus encore avec utilité. *Que faire?* a complètement changé chez la jeune génération les mœurs de la

(*) Chef des gendarmes.

(**) Ministre de l'intérieur.

(***) C'est le même Mikhaïloff dont il s'agit dans l'acte d'accusation; il fut condamné je ne sais à combien d'années de travaux forcés au mois de décembre 1861. Sa condamnation est remarquable par deux accidents extraordinaires : 1° après que Mikhaïloff, en manteau de gros drap et les jambes chargées de chaînes, eut été amené dans un char sur la place publique, et qu'il eut entendu la lecture d'une production littéraire semblable à celle qu'entendit Tchernychewsky, on vit le général gouverneur de Saint-Pétersbourg, le prince Souvoroff, s'avancer vers l'échafaud et presser la main du forcat; 2° lorsque Mikhaïloff arriva à Tobolsk, le chef du gouvernement et le public de cette ville le reçurent triomphalement comme on reçoit un souverain. Ce n'est pas certainement à Mikhaïloff que M. Souvoroff et le chef du gouvernement de Tobolsk ont fait honneur, c'est à eux-mêmes. Mikaïloff est mort aux travaux forcés.

Digitized by Google

famille, c'est-à-dire les relations entre le mari et la femme, et on voit très-souvent des gens dont l'esprit n'est peut-être pas assez élevé pour pouvoir comprendre toutes les idées exposées dans ce roman, vivre d'après *Que faire?* comme si cela leur était imposé par force. Telle est l'influence de ce roman ; il attire, on peut le dire sans exagération, toute une moitié du peuple russe vers le progrès social, et y a déjà attaché complètement une grande partie de cette moitié.

Pendant son séjour de 22 mois dans la forteresse de Pierre et Paul, Tchernychewsky a écrit, dit-on, encore un roman ; mais on ajoute que le manuscrit n'existe plus, parce que l'ami auquel l'auteur l'a confié, au lieu de l'imprimer, l'aurait brûlé par crainte d'une visite domiciliaire (une chose qui n'est pas très-rare en Russie).

Après la condamnation de Tchernychewsky, on a interdit non-seulement de réimprimer ses publications, mais même de prononcer son nom. Dans le temps, quand on voulait dire : Tchernychewsky a dit telle ou telle chose, on disait : « une personne » a dit telle ou telle chose. A présent on ne peut même parler de « une personne ».

Cela peut surprendre le lecteur qui suit, dans les journaux, la marche des affaires en Russie; il pourrait me demander comment cela est possible, puisque la censure est maintenant abolie. Non, lecteur, ce n'est que la censure préalable qui est abolie ; il n'y a de changé que ceci : autrefois c'est le manuscrit qu'on portait à l'approbation du censeur, à présent on lui porte l'ouvrage imprimé. La situation de la presse russe s'empire de jour en jour; et si je voulais donner ici une liste des ouvrages qu'on a détruit et des auteurs qu'on a déportés ou exilés dans ces derniers temps, il me faudrait au moins une dizaine de pages. Tout cela s'opère « par ordre administratif », c'est-à-dire par bon plaisir.

D'abord on essaya de soumettre les auteurs-criminels et les ouvrages dangereux au jugement des tribunaux; mais, comme on ne put trouver un tribunal assez stupide pour condamner, et même un procureur assez stupide pour accuser des ouvrages tels que, par exemple, la traduction de l'*Histoire du rationalisme en Europe*, par M. Lekky, alors on commença à les détruire « par ordre administratif. » Cela, je vous l'assure, est beaucoup plus facile que de prouver, par exemple, que l'ouvrage de M. Lekky est anti-chrétien; c'est pour ce caractère anti-chrétien précisément, que le troupeau des archévêques, évêques et prêtres, troupeau qui constitue le

Digitized by Google

comité de la censure spirituelle, a détruit cet ouvrage. Quel est le berger de ce troupeau, je ne le sais, mais pour sûr ce n'est pas Jésus.

Mais revenons à Tchernychewsky. Après avoir fini ses 7 ans de travaux forcés dans les mines de Nertchinsk, il fut transporté dans une prison située près d'une ville nommée Viluysk, dans la Sibérie orientale ; cette prison n'est qu'une cellule ; il y est tout-à-fait seul, si nous ne comptons pas les cosaques et les gendarmes qui le gardent et qui l'enferment à clef pour la nuit. Quoique la déportation et l'emprisonnement cellulaire ne soit nullement la même chose, même au point de vue du gouvernement russe, et quoique tous les autres déportés ne vivent ni dans des cellules, ni dans des prisons, pour Tchernychewsky on a fait une exception.....

« Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine, » a dit Danton à son bourreau. Plus encore vaut-il la peine de montrer la tête de Tchernychewsky aux peuples de l'Europe, et je la montre.....

ALEXIS TVÉRITINOFF.

Digitized by Google

PRÉFACE DE M. TCHERNYCHEWSKY.

—

Etant dans la littérature russe le représentant d'idées économiques qui se distinguent, sous plusieurs rapports, de la théorie des soi-disant économistes français, le « Contemporain » *ressentit souvent les difficultés qu'éprouvent ses lecteurs et lui-même faute de traités d'Economie politique en notre langue, traités exposant la science dans l'esprit de la théorie que nous adoptons. Après avoir pris en considération diverses circonstances, nous avons trouvé que, pour remplir cette lacune, le plus commode serait de traduire en langue russe le livre de Mill et d'ajouter des observations à cette traduction.*

Le livre de Mill est reconnu, parmi tous les économistes, comme la meilleure, la plus juste et la plus profonde exposition de la doctrine fondée par Adam Smith. En traduisant cet ouvrage, nous voulons donner au lecteur la preuve que la plupart des idées que nous combattons, n'appartiennent point à la science rigoureuse et doivent être considérées comme son altération, inventée par la poltronnerie des soi-disant économistes français modernes.

Mill écrit comme un penseur qui ne cherche que la vérité, et le lecteur verra jusqu'à quel point l'esprit de la science qu'il expose est différent de la tendance de ces fabrications, qu'on fait passer chez nous pour la science.

Mais son système est néanmoins loin d'être le nôtre. Nous traduisons son livre, non parce que nous le considérons comme complètement suffisant, mais seulement parce que le côté de la science qui s'est développé plus tôt que les autres parties et qui sert de base aux déductions ultérieures, y est exposé d'une manière loyale et juste.

Nous ferons ces déductions autant que nos forces et nos connaissances nous le permettent, dans les compléments qui feront suite à chaque partie de la théorie exposée par Mill.

Nous traduisons son livre en entier, sans aucun raccourcissement. Nous nous y sommes décidé, en nous guidant par le désir de voir cette partie de la jeune génération qui puise principalement son instruction dans les livres russes, enfin délivrée de la nécessité d'étudier le

Digitized by Google

système d'Adam Smith d'après de mauvaises modifications franco-russes qui altèrent l'esprit de ce système.

Ce premier tome, fut inséré dans plusieurs numéros du *Contemporain* de 1860. Il contient *tout* le premier livre de Mill (dont l'ouvrage est divisé en cinq livres); mais nous n'avons cité Mill qu'autant qu'il nous a été indispensable de le faire : nous avons supprimé complètement deux chapitres et considérablement raccourci les autres.

Le titre russe de ce tome est : « Principes d'Economie politique de Mill avec les observations du traducteur. »

Ce qui fut imprimé en 1861 dans la même Revue sous le titre d' « Esquisses d'après Mill », et qui contient la critique des quatre livres restants de Mill, formera le tome deuxième de « l'Economie politique jugée par la science. »

Si notre titre est mauvais, celui de M. Tchernychewsky ne correspond nullement au contenu de l'ouvrage, surtout le titre « Esquisses d'après Mill » qu'il a donné à sa critique des quatre derniers livres de l'ouvrage mentionné ci-dessus.

Pour ne pas traîner dans la Revue, pendant plusieurs années, l'exposition de ses idées économiques, M. Tchernychewsky a abandonné le désir qu'il avait d'abord et n'y a cité Mill qu'autant qu'il lui était strictement indispensable, c'est pour cela que les titres russes de ces deux tomes diffèrent.

Comme Mill est déjà depuis longtemps traduit en français par MM. Courcelle-Seneuil et Dussard, nous n'avons pas cru nécessaire de le traduire de nouveau; nous avons donc cité Mill d'après la susdite traduction et notamment d'après sa troisième édition, revue et corrigée; mais comme nous y avons rencontré beaucoup d'inexactitudes, nous avons d'abord fait des notes en y donnant le texte anglais, et ensuite, après avoir donné des preuves au lecteur de nos connaissances dans la langue anglaise, nous avons fait des corrections dans le texte même là où il s'éloignait par trop de l'original.

Quant à notre traduction, nous prions le lecteur de ne pas en juger trop sévèrement le style; il n'est peut-être pas toujours du français le plus correct; mais pour l'exactitude, pour la fidélité à l'original, nous en répondons.

Avant de déposer la plume nous devons remercier notre ami César De Paepe pour le concours qu'il nous a prêté.

A. T.

Digitized by Google

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

JUGÉE

PAR LA SCIENCE

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

Dans toutes les branches des affaires humaines, la pratique a devancé la science. La recherche systématique du mode d'action des forces naturelles est le résultat tardif d'une longue suite d'efforts tentés dans la vue de faire servir ces forces à quelque fin pratique. L'Économie politique considérée comme science est toute moderne, mais l'objet dont elle s'occupe a de tout temps constitué l'un des principaux intérêts de l'humanité, et souvent même a pris dans les institutions des peuples une place à laquelle il n'avait pas droit.

Cet objet est la Richesse. Les économistes se donnent pour mission soit de rechercher, soit d'enseigner la nature de la richesse et les lois de sa production et de sa distribution. Cette étude comprend celle de toutes les causes qui, relativement à cet objet des désirs de tous, rendent prospère ou misérable la condition des hommes en société.

Ce n'est pas qu'un traité d'Économie politique puisse discuter ni même énumérer ces causes diverses; mais il

Digitized by Google

entreprend de dévoiler tout ce qu'il a été possible de connaître des lois et des principes selon lesquels ces causes opèrent.

Chacun se fait de la richesse une notion assez claire pour l'usage ordinaire. Les études qui ont la richesse pour objet ne risquent pas d'être confondues avec celles qui se rapportent à quelque autre des grands intérêts de l'humanité. Chacun sait qu'être riche est une chose ; que c'est une autre chose d'être brave, instruit, humain ; chacun comprend que les recherches sur les causes de la liberté, de la vertu, de la science littéraire, de la culture des arts, du courage, chez un peuple, sont distinctes de celles qui ont pour objet les causes de la richesse. Cependant, ces états divers ne sont pas sans relation, ils réagissent les uns sur les autres. Quelquefois une nation est devenue libre, parce qu'auparavant elle était riche; une autre est devenue riche, parce qu'auparavant elle avait conquis sa liberté. Les croyances, les lois d'un peuple agissent puissamment sur son état économique, et cet état, à son tour, par son influence sur les relations sociales, réagit sur les lois et les croyances. Mais bien que ces objets soient en un contact continuel, ils sont d'une nature toute différente et ont toujours été considérés comme distincts.

Dans ce traité, mon intention n'est pas de rechercher la précision métaphysique des définitions, lorsque les idées suggérées par le mot même sont assez déterminées pour la pratique. Il ne semble guère qu'il puisse s'établir aucune fâcheuse confusion d'idées sur la question de savoir « ce qui doit être considéré comme richesse » : cependant l'histoire nous atteste que cette confusion a existé, qu'il fut un temps où les théoriciens et les hommes d'État y tombèrent également et partout, de telle sorte que cette confusion d'idées a, pendant plusieurs générations, donné une fausse direction à la politique de l'Europe. Je parle de l'ensemble des doctrines que, depuis Adam Smith, on est convenu d'appeler le système mercantile.

Sous l'empire de ce système, il était reconnu, implicitement ou explicitement, dans la politique des nations, que la seule richesse était la monnaie, ou plutôt les métaux précieux

Digitized by Google

qui peuvent être transformés en monnaie à volonté. En conséquence, tout ce qui tendait à amener la monnaie ou les lingots dans un pays ajoutait à sa richesse : tout ce qui faisait sortir des métaux précieux du pays l'appauvrissait. Si une contrée ne renfermait ni mines d'or ni mines d'argent, la seule industrie par laquelle il lui fût possible d'augmenter sa richesse, était le commerce extérieur, en tant qu'il était le moyen d'amener l'argent en retour. Toute branche de commerce qu'on supposait devoir entraîner l'exportation de la monnaie était considérée comme un commerce ruineux, quels que fussent d'ailleurs ses résultats d'autre sorte. L'exportation des marchandises était encouragée par tous les moyens, même aux dépens des ressources réelles du pays, parce qu'on supposait que les retours devraient se faire en monnaie d'or ou d'argent. Toute importation, autre que celle de l'or et de l'argent, était considérée comme une perte équivalente à la valeur totale des marchandises importées ; à moins pourtant que l'importation n'en eût eu lieu en vue de réexportation avec profit, ou bien encore que les articles importés ne fussent considérés comme matières nécessaires à quelque industrie du pays et donnassent ainsi la faculté de produire à plus bas prix des articles d'exportation. Le commerce du monde était considéré alors comme une lutte entre les nations où chacune s'évertuait à attirer vers elle la plus large part des métaux précieux existants, et, dans cette lutte, aucune nation ne réalisait un profit qu'en faisant éprouver à quelque autre une perte équivalente, ou tout au moins en l'empêchant de gagner elle-même.

Il arrive fréquemment que la croyance universelle d'un siècle, croyance dont il n'était donné à personne de s'affranchir, à moins d'un effort extraordinaire de génie et de courage, devient pour un autre siècle une absurdité si palpable, qu'on n'a plus qu'à s'étonner qu'elle ait pu jamais prévaloir. Tel est le cas de la doctrine économique dans laquelle *monnaie* est le synonyme absolu de richesse. L'erreur est ici trop manifeste pour qu'on puisse considérer cette doctrine comme une opinion sérieuse. Elle ressemble à l'une de ces

Digitized by Google

idées indigestes et grossières de l'enfance, qui s'évanouissent par un seul mot de raison d'une *grande personne*. Mais que nul ne s'imagine qu'il eût pu échapper à cette opinion s'il eût vécu au temps où elle dominait. Toutes les associations d'idées auxquelles donnent lieu la vie commune et le cours ordinaire des affaires concouraient à la favoriser. Tant que ces associations ont été l'unique base, le point de départ des observations, ce que nous regardons aujourd'hui comme une erreur semblait une vérité banale. Dès que le doute vint, le règne de l'erreur cessa ; mais, pour douter, il fallait être familier avec certains modes d'établir et d'étudier les phénomènes économiques, et ce n'est que par l'influence d'Adam Smith et de ses commentateurs que ces modes d'étude ont prévalu.

Dans le langage ordinaire, la richesse est toujours exprimée par le mot *argent*. Si l'on demande la fortune d'un individu, la réponse est toujours : « il a tant de mille livres. » Tous les revenus et toutes les dépenses, tous les profits et toutes les pertes, enfin tout ce qui rend un homme plus riche ou plus pauvre, sont évaluées par l'entrée et la sortie de l'argent. Il est vrai que, dans l'inventaire de la fortune d'un individu, on comprend non-seulement l'argent qu'il possède ou qui lui est dû, mais tous les autres objets de valeur. Mais ces objets ne viennent pas là sous le caractère qui leur est propre, mais seulement en considération des sommes d'argent pour lesquelles il serait possible de les vendre, et s'ils valaient moins, leur propriétaire serait considéré comme moins riche, bien que les objets en question restent précisément les mêmes. Il est certain aussi qu'on ne devient pas riche en gardant son argent sans emploi, et qu'il faut bien vouloir dépenser, si l'on veut gagner. Ceux qui s'enrichissent par le commerce donnent leur argent en échange de marchandises, et leurs marchandises en échange d'argent : l'un est aussi nécessaire que l'autre. Mais celui qui achète des marchandises en vue d'un profit, le fait dans le but de les revendre et dans l'espoir de recevoir de cette vente plus d'argent qu'il n'en a donné pour les acheter. Gagner de l'ar-

Digitized by Google

gent, donc, doit paraître à l'acquéreur lui-même le but suprême de ses efforts. Il arrive souvent qu'il reçoit en paiement autre chose que de l'argent. Il a acheté à une certaine valeur; il évalue de même les objets qu'il reçoit en échange; mais il prend soin, dans cette évaluation faite en argent, de s'assurer qu'il recevra plus qu'il n'a donné lorsqu'il revendra ces objets. Un marchand dont le commerce est considérable et qui, selon l'expression consacrée, renouvelle son capital rapidement, n'a cependant qu'une faible portion de ce capital en argent. Mais il ne conçoit ce capital qu'autant qu'il peut le convertir en argent. Il ne considère donc une opération comme achevée que lorsque le net produit est payé ou crédité en argent. Quand il se retire des affaires, c'est en argent qu'il convertit tout son avoir, et ce n'est qu'alors qu'il se considère comme ayant réalisé ses bénéfices, précisément comme si le numéraire était la seule richesse et que l'argent ne valût que comme moyen d'obtenir l'argent. Si maintenant on vient demander au champion du système, quel est l'objet pour lequel l'argent est recherché, à moins que ce ne soit pour la satisfaction des besoins ou des plaisirs de lui-même ou des autres, la question ne l'embarrassera pas. Il admettra qu'en effet tel est l'usage de la richesse, et que cet usage est très-respectable, pourvu qu'il se borne aux marchandises indigènes, parce qu'en ce cas vous enrichirez vos compatriotes précisément dans la proportion de la dépense que vous avez faite. Dépensez votre richesse, si tel est votre plaisir, de la manière que vous voudrez et de la façon qu'il vous plaira; mais votre richesse ne consiste pas dans cette satisfaction, elle est dans la somme d'argent et dans le revenu annuel en argent, avec lesquels vous achetez cette satisfaction.

Il faut le dire cependant, au milieu de ces motifs qui n'ont pour eux qu'une faible plausibilité, et sur lesquels se base le système mercantile, il existe quelque raison, bien qu'insuffisante, pour la distinction que font ses partisans entre l'argent et les autres objets dont la possession a de la valeur. Nous regardons en effet comme jouissant des avantages de la

Digitized by Google

richesse, non pas celui qui est actuellement et au moment de notre jugement en possession des choses agréables ou utiles qui la constituent, mais bien celui qui possède les moyens de se les approprier selon son désir. Or, l'argent, le numéraire, constituent cette puissance, tandis que tous les autres objets, dans les sociétés civilisées, ne semblent la posséder que par l'échange qu'on peut en faire contre de l'argent. Posséder l'un des autres objets qui constituent la richesse, c'est posséder cet objet sans plus. Posséder l'argent, c'est posséder la puissance directe de s'approprier tous les autres objets qui constituent la richesse, sans avoir éprouvé la nécessité d'échanger un objet spécial contre de l'argent d'abord, ou contre l'infinie quantité d'objets dont la possession est indispensable à la satisfaction des besoins ou des désirs de l'homme riche. La majeure partie de l'utilité de la richesse, au delà d'une portion très-modérée, n'est pas dans les jouissances qu'elle procure, mais dans la puissance que le possesseur tient en réserve dans le but de les procurer à son temps et à son heure. Or, aucun des éléments qui constituent la richesse ne donne cette puissance au même degré que l'argent. C'est la seule forme de richesse qui n'a pas une application bornée, et qui peut être sûrement et immédiatement convertie. Cette distinction a dû faire impression sur les gouvernements, car elle est en effet pour eux d'une grande importance. Un gouvernement civilisé ne tire des taxes un parti avantageux qu'à la condition de les percevoir en numéraire; il y a plus, c'est que ce mode de perception est le seul possible, le seul efficace, toutes les fois qu'un État a des dettes à payer à l'étranger, soit pour solder des troupes s'il s'agit de conquête, soit pour payer des subsides s'il s'agit de n'être pas conquis, alternative qui a fait jusqu'en ces derniers temps la base de la politique du monde.

Toutes ces causes concourent à porter les États et les individus à attacher, dans l'évaluation de leurs ressources, une importance presque exclusive au numéraire soit en essence, soit en puissance, et à regarder tout le reste tout au plus comme le moyen d'obtenir cet élément qui, seul de tous ceux

Digitized by Google

qui constituent la richesse, donne la puissance d'obtenir tous les autres.

Une absurdité, cependant, ne cesse pas d'être une absurdité quand nous avons découvert les apparences qui la rendaient plausible ; et le système mercantile ne pouvait manquer d'être réduit à sa valeur dès que des observateurs eurent commencé, même imparfaitement et sans méthode, à regarder au fond des choses, et à chercher les prémisses de leur raisonnement dans les faits élémentaires et non dans les formes et la phraséologie de la conversation. Dès qu'on se fit cette simple question : Qu'entend-on par numéraire? quels sont ses caractères essentiels? quelle est la nature précise des fonctions qu'il remplit? on s'aperçut que le numéraire, comme tout autre objet, n'est une possession désirable qu'en raison des services qu'il rend ; et que ces services, loin d'être infinis comme ils semblent l'être, sont parfaitement définis et strictement limités, et qu'ils consistent ni plus ni moins à faciliter la distribution des produits du travail selon la convenance de ceux qui le possèdent. En approfondissant ce sujet, on découvrit que les services ne sont nullement accrus par l'accroissement de la quantité de numéraire qui existe en une contrée donnée, et que ces services sont également bien remplis par une quantité restreinte de numéraire et par une quantité plus considérable. Deux millions de quarters de blés ne sauraient nourrir un aussi grand nombre de personnes que quatre millions ; mais deux millions de livres sterling achèteront et vendront autant de produits que quatre millions de livres sterling ; la seule différence sera dans le prix nominal de ces produits. Le numéraire, en tant que numéraire, ne satisfait aucun besoin. Sa valeur pour tous consiste à revêtir une forme convenable pour représenter les revenus, lesquels revenus peuvent être ensuite, au gré de chacun, transformés, échangés selon ses désirs et ses besoins. La différence entre un pays riche en numéraire et un pays qui en serait privé, ne serait sensible que dans le plus ou le moins d'inconvénient, de perte de temps et de travail, comme si l'on substituait le moulin à bras au moulin hydraulique. « Le numéraire, a dit

Digitized by Google

Adam Smith, rend un service analogue à celui d'une route : prendre le numéraire pour la richesse, c'est commettre la même erreur que de confondre la route qui mène à un domaine, à une ferme, avec le domaine, avec la ferme elle-même. » (*)

Le numéraire étant un instrument important des transactions privées et publiques, c'est avec raison qu'on le regarde comme une richesse. Mais tous les autres objets qui sont à l'usage de l'homme et que la nature ne lui livre pas gratuitement, sont richesse aussi. Être riche, c'est posséder une grande quantité d'objets utiles, ou les moyens de les acquérir. Tout ce qui donne le pouvoir d'acquérir, tout ce qui peut s'échanger contre quelque objet d'utilité ou d'agrément, doit être considéré comme richesse. Les objets qui, bien que nécessaires et utiles en eux-mêmes, ne peuvent s'échanger contre aucun autre objet, ne sont pas richesse, selon l'économie politique. Ainsi l'air, bien que nécessaire, de nécessité absolue, n'a pas de valeur sur le marché, par la raison qu'il peut être obtenu gratuitement ; accumuler, emmagasiner de l'air ne serait d'aucun profit, et les lois de sa production et de sa distribution sont du domaine d'une science tout autre que l'économie politique. Mais, bien que l'air ne soit pas richesse, sa gratuite distribution rend l'humanité plus riche, puisqu'elle la dispense du travail qui serait nécessaire pour obtenir cet élément indispensable de l'existence, et lui permet de se livrer à d'autres productions. On peut toutefois supposer des cas où l'air serait véritablement une richesse, s'il

(*) Ni Adam Smith ni Mill ne disent chose semblable. Voici les termes propres de Mill : « ...., or (to use Adam Smith's illustration) like the benefit derived from roads ; and to mistake money for wealth, is the same sort of error as to mistake *the higway which may be the* EASIEST *way* of getting to your house or lands, for the house and lands themselves. » La différence entre le texte et la traduction est que Smith et Mill comparent l'argent (money) avec la grande route, qui était (à l'époque d'Adam Smith) le moyen le plus parfait de communication, tandis que MM. Dussard et Courcelle-Seneuil le comparant seulement à une route quelconque, semblent dire que l'argent n'est qu'un moyen quelconque d'échange.

A. T.

Digitized by Google

était d'usage de séjourner longtemps en des lieux où l'air ne pénètrerait pas, dans des cloches à plongeurs par exemple. L'alimentation de ces lieux en air respirable aurait certes un prix, comme l'eau que des conduits amènent dans nos habitations. Si, par quelque révolution du globe, l'atmosphère devenait plus rare, ou si, par quelque autre révolution, l'air pouvait être monopolisé, il pourrait alors avoir un très-grand prix sur le marché. Dans cette hypothèse, celui qui aurait plus d'air qu'il n'en faudrait à ses poumons serait riche, et la richesse de l'humanité pourrait sembler augmentée par ce qui serait une grave calamité ; l'erreur consisterait à ne pas apercevoir que, quelque riches que fussent devenus les détenteurs de l'air, la masse, pour laquelle l'air serait devenu une marchandise, se serait appauvrie de tout ce qu'elle paierait pour sa consommation.

Cette observation nous conduit à une distinction importante dans l'acception du mot richesse, selon qu'il s'applique aux objets possédés par un individu, ou par une nation, ou par le genre humain. Pour le genre humain, rien n'est richesse que ce qui est en soi-même objet d'utilité ou d'agrément. Pour l'individu, tout est richesse lorsque la possession, bien qu'inutile en soi, donne au possesseur le moyen d'obtenir des autres une portion des objets d'utilité réelle ou d'agrément dont ils sont détenteurs. Prenons pour exemple un contrat d'hypothèque de mille livres sterling sur une propriété foncière. Ce contrat est richesse réelle pour celui auquel il procure un revenu, et qui peut-être le vendrait sur le marché pour sa valeur totale, s'il en avait le désir. Ce contrat, cependant, n'est pas une richesse pour le pays ; que l'engagement soit annulé, le pays n'en sera ni plus ni moins riche. Le créancier aura perdu mille livres, le débiteur les aura gagnées. Mais si nous considérons la nation au lieu de l'individu. on peut dire que l'hypothèque n'était pas richesse réelle, que sa fonction se bornait à donner à A un droit sur une certaine portion de la propriété de B. Pour A cette hypothèque était richesse, et richesse qu'il pouvait transférer à un tiers ; mais ce qu'il transférait était de fait un droit de copropriété dans

Digitized by Google

une proportion déterminée sur la terre dont B était nominalement le seul propriétaire.

La position des rentiers de l'État, des détenteurs de fonds publics, est exactement celle-là. Ils possèdent hypothèque sur la richesse générale du pays. Annuler la dette de l'État ne détruirait en aucune façon sa richesse : ce serait une soustraction déloyale de richesse faite au détriment de certains individus, au profit soit de l'État lui-même, soit des contribuables. La propriété des fonds publics ne saurait donc être considérée comme partie de la richesse nationale. C'est là une vérité que n'observent pas toujours les statisticiens. Ainsi dans l'estimation du revenu brut du pays, basée sur le produit de l'*income-tax*, on a souvent compris les revenus provenant des fonds publics. On n'a pas pris garde que l'impôt est assis sur tout le revenu nominal du contribuable, sans qu'il ait été permis de déduire de ce revenu la portion qui en est prélevée sous forme d'impôt pour payer le créancier de l'État. On compte donc ici deux fois une partie du revenu général du pays, et l'on trouve un chiffre qui dépasse la vérité de trente millions sterling environ.

Néanmoins, un pays peut considérer comme richesse tout ce que les nationaux possèdent de revenu dans les fonds étrangers, de même que tout ce qui leur est dû à l'extérieur; encore ces revenus ne sont-ils pour eux richesse que comme copossesseurs de richesses détenues par d'autres. Ils ne font pas partie de la richesse collective du genre humain : ils sont un élément de la distribution de la richesse, mais non de sa formation. (*)

On a proposé de définir la richesse, par le mot « instruments » ; on entendait par là non pas seulement les outils et les machines, mais encore toute l'accumulation, possédée par les individus ou les nations, de moyens d'atteindre le but. Ainsi, dans cette nomenclature, un champ est un instrument, car c'est un moyen de se procurer le blé; le blé est un instrument, car c'est un moyen de se procurer la farine, la

(*) Ici vient un passage sur l'esclavage, qui n'existe pas dans la traduction russe, et par cette raison nous l'avons supprimé. A. T.

Digitized by Google

farine, à son tour, est un instrument, car c'est le moyen de se procurer le pain ; le pain est un instrument, car c'est le moyen de satisfaire la faim et de soutenir l'existence. Là nous arrivons à des objets qui ne sont pas instruments, car ils sont convoités pour eux-mêmes et non plus seulement comme des moyens pour arriver à quelque chose au delà. Cette manière d'envisager les choses est toute philosophique ; rien n'empêche qu'on se serve de cette manière de parler, non parce qu'elle modifie l'aspect sous lequel les questions se présentent, mais parce qu'elle peut aider à les élucider. Néanmoins elle s'éloigne trop du langage ordinaire pour devenir d'une acception générale; il importe de la réserver comme auxiliaire pour aider à l'explication des phénomènes dont s'occupe l'Économie politique.

Définissons donc la richesse ainsi : Toutes les choses utiles ou agréables qui possèdent une valeur échangeable ; en d'autres termes : Toutes les choses utiles ou agréables, excepté celles qui peuvent être obtenues, dans la proportion désirée, sans travail ou sans sacrifice. La seule objection qu'on puisse faire à cette définition est qu'elle laisse sans solution une question qui a été longtemps débattue, à savoir : Si ce qu'on appelle les produits immatériels doit être considéré comme richesse. Si, par exemple, l'habileté d'un ouvrier ou toute autre puissance naturelle ou acquise du corps ou de l'esprit doit ou non s'appeler richesse. Cette question n'a pas une bien grande importance et sera d'ailleurs traitée et discutée dans une autre partie de ce livre. (Liv. I, ch. III).

Ces notions préliminaires sur la richesse une fois comprises, il importe d'examiner avec attention les différences extraordinaires que présentent, dans la somme de leurs richesses, les diverses nations du globe, soit qu'on les compare entre elles, soit qu'on les étudie dans des siècles successifs. Et ce n'est pas même dans la seule accumulation de la richesse que ces différences se font sentir, c'est aussi dans la variété des éléments qui la composent, c'est encore dans la

Digitized by Google

manière dont ces éléments sont distribués parmi les diverses classes de citoyens.

Il n'existe peut-être aucun peuple, aucune tribu, aucune agglomération d'hommes qui aujourd'hui vive entièrement des produits spontanés du sol. Mais beaucoup de tribus sauvages subsistent encore exclusivement ou presque exclusivement de la chair des animaux sauvages, produits de la pêche ou de la chasse. Les peaux de ces animaux servent à les couvrir. Leurs habitations sont de simples huttes formées de troncs on de branches d'arbres. Ils les construisent en quelques heures ; ils les abandonnent plus vite encore. Leurs aliments étant peu susceptibles de se conserver, ils ne prennent aucune peine pour les accumuler, et sont souvent exposés à de grandes privations. La richesse d'une pareille communauté consiste dans les seules peaux dont elle se couvre, quelques ornements dont le goût est répandu parmi presque toutes les nations sauvages, quelques ustensiles grossiers, les armes dont se servent ces tribus pour atteindre leur gibier ou pour disputer à d'autres tribus les éléments de leur subsistance, des canots pour traverser les fleuves, ou les lacs, ou pour pêcher, peut-être quelques pelleteries, ou quelques autres productions du désert, recueillies dans le but de les échanger contre les couvertures, l'eau-de-vie ou le tabac des nations civilisées ; telle est la courte et pauvre nomenclature des éléments de la richesse de ces peuplades. A cet inventaire il convient d'ajouter toutefois le sol de leur pays : c'est un instrument de production dont ils font bien peu d'usage si on les compare aux peuples civilisés, mais qui n'en est pas moins la source qui les nourrit, et qui a déjà pour eux une valeur échangeable (*), s'il se trouve à leur portée quelque peuple agricole à qui manque un sol étendu.

L'état de ces peuplades est l'état de pauvreté le plus extrême dans lequel puisse se trouver une communauté

(*) Il vaut mieux dire « une valeur marchande », car *marketable value* n'est point valeur échangeable. Selon nous, valeur échangeable et valeur marchande sont deux choses bien différentes, et Mill a eu raison d'employer ici le mot marchande (marketable). A. T.

Digitized by Google

d'êtres humains ; nous disons une *communauté*, parce que dans une nation plus avancée il peut se trouver, et il se trouve, en effet, des individus dont le sort n'est guère au-dessus de celui du sauvage, des individus dont la subsistance est aussi précaire, dont les jouissances sont aussi nulles. (*)

Le premier pas un peu marquant que font les nations sauvages dans la voie de la civilisation, consiste à réduire à la domesticité quelques-uns des animaux les plus utiles ; passant ainsi à l'état pastoral et nomade dans lequel l'homme ne vit plus seulement du produit de sa chasse, mais de lait et de ses produits, et de l'accroissement annuel des troupeaux. Cette condition est non-seulement en elle-même une grande amélioration, mais elle ouvre la voie à une amélioration nouvelle, parce qu'on peut sous ce régime accumuler plus de richesses qu'auparavant. Aussi longtemps que les immenses pâturages naturels du sol ne sont pas tellement occupés qu'ils soient consommés plus rapidement qu'ils se reproduisent, le pasteur peut accumuler, conserver et accroître une grande abondance d'éléments de richesse, sous forme de nourriture, sans autre soin que celui de garder le troupeau contre les attaques des bêtes sauvages ou les déprédations des voleurs. C'est ainsi que d'immenses troupeaux ont souvent constitué la richesse d'hommes actifs et ardents au gain, soit qu'ils les eussent acquis par leurs propres efforts, soit comme chefs de tribus ou de familles, par les efforts de ceux qui leur sont liés par

(*) Ce passage n'est pas une traduction exacte de Mill. Si on ne veut pas le regarder comme une altération du texte anglais, on peut au moins le considérer comme étant simplement l'exposé des idées de MM. Dussard et Courcelle-Seneuil. En effet, Mill dit : « This is the state of greatest poverty in which any entire community of human beings is known to exist ; though there are *much richer communities* in which *portions of the inhabitants* are in a condition, as to subsistence and comfort, as litle enviable as that of the savage. » Est-ce que *much richer communities* signifie : une nation plus avancée ? Et *portions of inhabitants* : des individus ? *Much richer communities* en français veut dire : des communautés (au pluriel) beaucoup plus riches ; et *portions of inhabitants* : DES PARTIES d'habitants. Si, après avoir rendu à ces divers mots leurs sens véritable, on supprime : « il peut se trouver, et....., en effet, » on obtiendra alors la traduction exacte de Mill. Cette remarque est pour nous d'autant plus indispensable, que ce passage sera cité par M. Tchernychewsky.

A. T.

Digitized by Google

l'obéissance. De là découle, dans l'état pastoral, l'inégalité des richesses, chose extrêmement rare dans l'état sauvage, où personne ne possède rien au delà du nécessaire, et où chacun, en cas de disette, est forcé de partager avec la tribu. Dans l'état nomade, quelques-uns peuvent posséder de grands troupeaux, suffisants pour nourrir une multitude, tandis que d'autres, moins industrieux, n'en ont pas su former. Mais la subsistance a cessé d'être précaire, puisque les plus heureux n'ont rien de mieux à faire que de nourrir les autres, car, pour eux, accroître la population, c'est accroître leurs richesses et leur puissance. Par là ils sont bientôt dispensés de tout travail personnel, ils n'ont plus qu'une surveillance à exercer, et ils acquièrent des sujets qui se battent pour eux pendant la guerre et travaillent pour eux pendant la paix. L'un des traits caractéristiques de cet état de société, c'est qu'une partie de la communauté, et, en quelque sorte, toute la communauté possède du loisir. Il ne faut que peu de temps pour assurer la subsistance, et le reste de ce temps n'est pas occupé en méditations pour acquérir la subsistance du lendemain, ni en repos pour réparer les forces musculaires dépensées la veille. Une telle vie est extrêmement favorable au développement de besoins nouveaux, et présente la possibilité de les satisfaire. On désire de meilleurs vêtements, des instruments plus convenables, des armes plus efficaces, que ceux dont se contentait le sauvage. L'excédant de subsistances permet d'employer à leur confection une partie de la tribu. Aussi dans presque toutes les communautés pastorales trouvons-nous des fabriques souvent grossières, quelquefois très-perfectionnées. Il est évident que du temps même où les contrées berceau du genre humain et de la civilisation moderne ne contenaient que des peuplades errantes, elles avaient fait déjà des progrès considérables dans les arts industriels, dans la filature, dans le tissage et la teinture, dans la préparation du cuir, et ce qui parait plus difficile encore, dans l'art de travailler les métaux. Les sciences spéculatives elles-mêmes, et parmi elles la science d'observation par excellence, l'astronomie, sont nées du loisir créé aux

Digitized by Google

bergers par leurs occupations. C'est aux pasteurs de la Chaldée, qu'avec une grande apparence de vérité, le monde savant attribue les observations astronomiques les plus reculées.

De l'état pastoral à l'état agricole, la transition ne semble pas facile. Aucun changement un peu sensible dans la condition de l'humanité ne s'obtient sans peine et sans douleur, et le temps en est un élément essentiel ; mais cependant on peut dire que la transition est dans le cour naturel des choses. L'accroissement de la population et du bétail fit sentir son influence sur les prairies naturelles qui s'offraient sans culture au pasteur. Cette cause amena sans doute le premier défrichement, comme, à une période plus rapprochée, la même cause fit déborder sur les nations agricoles les dernières hordes de pasteurs trop à l'étroit désormais dans leurs pâturages. Et ce ne fut que lorsque les peuples attaqués songèrent à organiser la défense que les barbares envahisseurs, privés de ce débouché à leur trop-plein, songèrent, à leur tour, à devenir cultivateurs.

D'après ces premiers efforts de la race humaine, on pourrait croire que ses progrès ont été désormais rapides et ininterrompus. Il n'en est rien cependant. Soumise à la culture, la terre, il est vrai, produisit une quantité de subsistance incomparablement plus considérable que les fruits spontanés qu'elle livrait aux peuples pasteurs ; mais cette abondance ne s'obtint pas sans un travail plus pénible, plus assidu, et qui laissa moins de loisir à une population qui néanmoins s'accrut dans la même proportion que les fruits dont elle avait la disposition. D'un autre côté, les instruments de labourage étaient grossiers, ils ne profitaient qu'aux plus forts et aux plus adroits ; et, pendant de longs siècles, les peuples agricoles furent moins riches, ils eurent moins de loisir, ils épargnèrent moins que les nomades, leurs devanciers. Ils purent, moins qu'eux, payer la peine de ceux qui s'occupaient des travaux manufacturiers, ils eurent moins de produits

Digitized by Google

destinés à la satisfaction de leurs besoins (*). Il y a plus : l'excédant, quel qu'il soit, est, en général, enlevé aux producteurs, soit par le gouvernement de leur pays, soit par des individus qui, au moyen de la force ou de la fraude, et en s'aidant des sentiments religieux ou traditionnels de subordination de leurs concitoyens, se sont érigés en maîtres de la terre.

Le premier de ces modes d'appropriation par le gouvernement est le caractère distinctif des grandes monarchies qui, depuis un temps immémorial, se sont fondées dans les plaines de l'Asie. Dans ces contrées, quoique différant en qualité, selon les accidents du caractère personnel du titulaire, les gouvernements s'accordent à ne laisser aux producteurs que ce qui leur est strictement nécessaire pour maintenir l'existence; souvent même ils vont si loin qu'ils se trouvent, après les avoir dépouillés, obligés à leur restituer, pour l'ensemencement des terres et pour les nourrir jusqu'à la prochaine récolte, une partie de ce qu'ils leur ont ravi. Sous ce régime, l'État, en recevant de petites sommes d'un grand nombre, peut accumuler assez de richesses pour déployer un luxe imposant au milieu d'une population ruinée, et ce n'est guère que dans ces derniers temps que les Européens ont renoncé à l'opinion que le moyen-âge entretenait sur les immenses trésors de l'Orient. Il est bien évident que sans parler de la portion de cette richesse qui reste aux mains des collecteurs, le souverain n'est pas seul à en profiter. Les fonctionnaires de l'État en reçoivent leur part, et les favoris du prince ne sont pas oubliés. De temps en temps les travaux d'utilité publique en absorbent une partie. Les réservoirs, les puits, les aqueducs, les canaux d'irrigation, choses souvent indispensables à toute culture dans la plupart des pays tropicaux, les digues qui retiennent les rivières, les bazars des marchands, les caravansérails des voyageurs, que les ressources bornées

(*) Cette comparaison des peuples agricoles avec les peuples nomades appartient presque tout entière aux traducteurs français, car Mill se borne à dire que les peuples agricoles ont moins de loisir que les tribus nomades, mais il ne compare ni leurs richesses, ni leurs industries. A. T.

Digitized by Google

de ceux qui s'en servent ne leur eussent jamais permis de construire, sont dus à ce qu'on appelle la libéralité et à l'intérêt bien compris des princes les meilleurs, quelquefois à la bienfaisance ou à l'ostentation d'un riche particulier, dont la fortune, si l'on en recherche la source, ne saurait manquer de provenir, de près ou de loin, des revenus publics, et le plus habituellement de l'abandon direct qu'a fait le prince en sa faveur d'une partie de ses revenus.

Le maître d'une telle société, après avoir pourvu largement à son propre établissement et à la fortune de tous ceux qui l'intéressent ; après avoir soudoyé autant de soldats qu'il juge nécessaire d'en entretenir pour sa propre sécurité, s'il possède encore un excédant, est bien aise de l'échanger contre des objets de luxe appropriés à son usage. Il en est de même de ceux qu'il a enrichis, ou que la perception des revenus publics a enrichis. De là naît la demande d'articles d'une fabrication dispendieuse, destinés à un marché très-restreint mais très-riche. Le plus souvent ce sont les marchands étrangers qui se chargent de cette espèce d'approvisionnement ; mais souvent aussi cette demande crée des ouvriers d'une grande habileté, dont les œuvres sont presque toujours remarquables par la patience, par la dextérité de main, par la perspicacité et la puissance d'observation qu'elles témoignent de la part d'hommes toujours ignorants des propriétés des corps. Tels sont quelques-uns des produits de coton de l'Inde. Ces ouvriers sont nourris par l'excédant de production que le gouvernement s'est approprié par lui-même ou par ses agents. Et cette assertion est si vraie, qu'en quelques lieux l'ouvrier, au lieu de travailler chez lui, et d'aller chercher son salaire quand l'œuvre est achevée, porte ses outils chez le demandeur qui le nourrit pendant qu'il travaille.

Le peu de sécurité cependant de la propriété dans ces sortes de gouvernements porte même les plus riches consommateurs à donner la préférence aux objets qui, étant de leur nature impérissables et contenant une grande valeur sous un petit volume, peuvent être facilement cachés ou enlevés.

Digitized by Google

L'or, les bijoux, constituent en conséquence une grande portion de la richesse de ces nations, et il est plus d'un riche Asiatique qui porte presque toute sa fortune sur sa personne ou sur celle des femmes de son harem. Personne, en ces contrées, ne conçoit l'idée d'un placement permanent. Le monarque cependant, s'il se croit assuré sur son trône, peut faire exception à la règle et se donner le plaisir de bâtir les Pyramides, ou le Taj Mehal, ou le mausolée de Sekundra.

Quant aux cultivateurs, ils sont habillés par les artisans des villages, auxquels est allouée, en guise de salaire, une certaine portion de terre franche de redevance, ou une allocation de grains prise sur ce que le gouvernement laisse aux habitants.

Dans un tel état de société, il existe toutefois une classe mercantile ; elle est uniquement composée des marchands de grains et des marchands d'argent, de numéraire. Ce n'est pas aux producteurs que les marchands de grains achètent les produits, mais aux agents du gouvernement qui, recevant les taxes en nature, sont bien aises de se décharger sur autrui du soin de les transporter aux lieux où se trouvent les seuls consommateurs : le prince et sa cour, ses nobles, son armée, en même temps que les artisans qui travaillent pour satisfaire leurs besoins divers. Les marchands d'argent font des avances aux cultivateurs, lorsque ces malheureux se trouvent ruinés par les exactions fiscales ou par les mauvaises saisons ; ils les aident ainsi à vivre jusqu'à la prochaine récolte et à ensemencer de nouveau leurs champs. Il va sans dire que ces avances sont payées par un intérêt énorme. Ces marchands de numéraire font encore un autre trafic, et ce n'est pas le moins lucratif. Ils font des avances au gouvernement lui-même ou aux grands dignitaires auxquels le gouvernement a concédé une portion du revenu public; ceux-ci, pour les payer, leur abandonnent la perception des taxes d'un certain district, ou bien encore une délégation sur les collecteurs eux-mêmes. En même temps, et pour faciliter les recouvrements, ces prêteurs sont investis d'une portion de l'autorité et des priviléges de l'État. Ils en usent et abusent jusqu'à

Digitized by Google

l'entière libération du trésor à leur égard. On voit que les opérations commerciales de ces deux espèces de traficants sont bornées à cette portion de la production du pays qui constitue le revenu de l'État. C'est de ce revenu seul qu'ils tirent leurs profits, et l'on peut dire que leur capital lui-même n'a pas une autre origine.

Telle est la condition générale de la plupart des contrées de l'Asie ; telle elle a été depuis les temps historiques connus ; telle elle est encore partout où des causes étrangères ne sont pas venues la troubler.

Dans les communautés agricoles de l'ancienne Europe, dont l'histoire nous est le mieux connue, les choses se sont passées autrement. A leur origine, ces communautés étaient en général de petites agglomérations de cités, dont les premiers constructeurs, soit qu'ils se fussent établis dans une contrée déserte, soit qu'ils eussent expulsé les possesseurs antérieurs, s'étaient partagé le sol à peu près également entre eux. Dans quelques cas, au lieu d'une seule cité, c'était une confédération de plusieurs cités qui composait la communauté. Ces villes étaient occupées alors par des hommes réputés de même race, et qui s'étaient établis dans le pays à peu près à la même époque. Chaque famille y produisait sa propre subsistance, y fabriquait ses propres vêtements ; en général, les femmes étaient chargées du soin de leur confection. Ces communautés ne connaissaient pas l'impôt ; il n'y avait pas d'agents du gouvernement à salarier, et, s'il en existait, une portion de sol, cultivée par des esclaves au compte de l'État, y pourvoyait à leur entretien. En conséquence, le produit total du sol, sans distinction, appartenait à la famille qui le cultivait.

Tant que la marche des événements permit la continuation d'un tel état économique, la situation des citoyens libres, formant la majorité des cultivateurs, dut être heureuse. Aussi ces périodes furent-elles, en beaucoup de cas, marquées par un progrès considérable, rapide, brillant, dans le développement intellectuel du genre humain. Ce fut surtout dans les contrées ou une position géographique heureuse se trou-

Digitized by Google

vait secondée par certaines circonstances de race, de climat, etc., dans les contrées ou une communauté assise sur les bords d'une grande mer intérieure, par exemple, avait en face d'elle, sur les bords opposés, des communautés déjà développées.

Pour ces peuples, la routine fut moins inexorable. Le contact d'autres nations ouvrit les esprits aux idées et aux habitudes étrangères. Pour ne parler que du développement industriel de ces communautés, elles connurent plus tôt que d'autres des besoins multipliés, et, pour les satisfaire, elles s'attachèrent à faire rendre au sol tout ce qu'il put donner ; puis, lorsqu'elles l'eurent épuisé, elles se firent traficantes et importèrent les produits étrangers pour les échanger au loin avec profit.

Dès son origine, cependant, cet état social fut précaire. Ces petites communautés vécurent dans un état de guerre presque continuel. Les causes en sont faciles à comprendre. Pour celles plus grossières et purement agricoles, ce fut la pression constante exercée sur les produits d'un sol limité par une population croissante, pression aggravée par toutes les mauvaises récoltes. Dans de semblables circonstances, il arrivait que la communauté tout entière, logée trop à l'étroit, émigrait en masse, ou bien qu'à des époques presque périodiques, elle envoyait toute sa jeune population chercher au bout de l'épée quelque nation moins guerrière qu'on chassait de son patrimoine, ou mieux qu'on retenait pour cultiver désormais le sol au profit du vainqueur.

Ce que les tribus les plus pauvres faisaient ainsi par nécessité, les tribus riches et puissantes le faisaient par ambition et avidité ; si bien qu'en un temps donné toutes ces communautés de cités furent ou conquérantes ou assujetties. Quelquefois le vainqueur se contentait d'imposer un tribut au vaincu, et ce tribut, fruit de la violence, avait souvent ce résultat que, dispensant la nation soumise de toute dépense et de tous les soins de sa conservation, cette nation pouvait prospérer et marquer son passage par des découvertes et des applications utiles. La nation conquérante, cepen-

Digitized by Google

dant, en obtenait à son tour, un accroissement de richesse qu'elle appliquait uniquement à la satisfaction de ses goûts de luxe et de magnificence. De cette source sont sortis les fonds qui ont payé la construction du Parthénon et des Propylées; ceux qui ont payé les sculptures de Phidias et les fêtes célèbres pour lesquelles ont été écrits les chefs-d'œuvre d'Eschyle, de Sophocle, d'Euripide, d'Aristophane.

Mais un tel état social, tout utile qu'il était au progrès de l'humanité pendant sa durée, n'avait point en soi les éléments d'un long avenir. Une petite nation, lorsqu'elle ne prend pas soin de s'assimiler les peuples qu'elle a conquis, finit nécessairement par être conquise à son tour. La domination universelle devait donc un jour échoir en partage à la seule nation de l'antiquité qui eût compris cette vérité, les Romains. Quels que fussent les motifs de leurs guerres, elles finissaient toujours par la confiscation de la plus grande portion du territoire conquis, donnée en récompense aux principaux d'entre eux, et ils avaient soin d'appeler au sein du gouvernement les plus riches des indigènes auxquels, dans ce dessein, ils conservaient leurs biens.

Il est inutile de nous arrêter à l'histoire économique si désastreuse de l'empire romain. Quand l'inégalité des richesses commence, chez un peuple qui ne travaille pas à réparer constamment par l'industrie les injures de la fortune, cette inégalité se développe à pas de géant. Les masses accumulées de richesses ne tardent pas à absorber le reste. L'empire romain se couvrit à la longue de vastes domaines territoriaux possédés par quelques familles, auxquelles furent ainsi dévolues toutes les jouissances du luxe, toutes les splendeurs de l'ostentation, tandis que les cultivateurs du sol étaient esclaves ou pauvres petits tenanciers dont la condition ne valait guère mieux que celle des esclaves eux-mêmes. A dater de cette époque, la richesse de l'empire déclina d'abord, les revenus publics et les ressources des riches avaient suffi à couvrir l'Italie d'édifices splendides et d'habitations somptueuses; mais plus tard ces revenus, ces ressources diminuèrent sous l'influence énervante des mauvais gouvernements,

Digitized by Google

et il ne resta même plus assez de richesse disponible pour la simple conservation et l'entretien de ces masses de pierre et de marbre. La force et la richesse du monde civilisé ne furent plus un obstacle contre les incursions des peuples nomades dont l'empire était menacé au Nord. Ces peuples firent irruption, et l'antique civilisation disparut et fit place à un nouvel ordre de choses.

Sous cette forme nouvelle, on peut considérer la population de chaque contrée comme un composé de deux nations distinctes mêlées en proportions inégales : les conquérants et les vaincus. Les uns, propriétaires du sol, les autres, ses cultivateurs. Ces derniers, on le conçoit, ne demeuraient fixés à la terre qu'à des conditions onéreuses, résultat de la force, mais ils étaient rarement réduits à l'état d'esclavage absolu. Dès les derniers temps de l'empire, l'esclavage prédial avait presque partout fait place à une espèce de servage. Les *coloni* des Romains étaient des vilains plutôt que des esclaves, et l'incapacité absolue et le peu de goût qu'avaient les conquérants pour toute administration des choses rurales ou industrielles, les avaient obligés à laisser aux véritables travailleurs un intérêt direct dans les produits de la culture. Ainsi, par exemple, si ces travailleurs abandonnaient à leurs maîtres les produits de trois jours de travail, ils avaient la libre disposition des autres jours de la semaine ; s'ils étaient obligés d'approvisionner le château et de nourrir toute sa garnison ; si souvent même les réquisitions du maître étaient excessives, ils pouvaient au moins disposer librement de l'excédant. Il n'était donc pas impossible dans ces temps du moyen-âge, pas plus qu'il ne l'était en Russie, où ce système a duré jusqu'à la récente émancipation qui vient d'être décrétée, que les cultivateurs du sol acquissent une propriété, et leurs accumulations sont en effet la source première de la richesse de l'Europe moderne.

Dans ces siècles de violence et de désordre, le premier usage que faisait un serf de la petite portion de richesse qu'il lui avait été possible d'accumuler, était d'acheter sa liberté, et de se retirer dans quelque village fortifié, quelque citadelle

Digitized by Google

restée debout après la chute de l'empire, ou d'aller s'y cacher sans avoir acheté sa liberté. Il y trouvait des hommes de sa condition; ils s'associaient pour y vivre et pour y résister ensemble aux outrages et aux exactions de la caste militaire. Ces serfs émancipés furent surtout artisans : ils vécurent de l'échange des produits de leur travail contre l'excédant des produits du sol ravis aux cultivateurs par les propriétaires féodaux. L'Europe présenta alors un état analogue à la condition économique des peuples de l'Asie; seulement, au lieu d'un monarque entouré d'une foule d'employés et de favoris sans cesse renouvelés, il y avait en Europe une classe nombreuse et en quelque sorte permanente formée de grands propriétaires. On ne vit pas alors se déployer le luxe et la splendeur des monarques de l'Orient; la richesse produite par les travailleurs s'éparpillait en une infinité de mains, et ses possesseurs l'employèrent longtemps uniquement à l'entretien de valets et de soldats, que l'état précaire du pays, les habitudes de vol et de déprédation, et le peu de protection donnée à chacun par le gouvernement, rendaient indispensables.

Tout imparfait qu'il était, cet état économique présentait déjà sur l'état correspondant des contrées asiatiques une amélioration considérable. La fixité des personnes, la stabilité comparative des positions, le rendaient plus accessible aux améliorations. C'est de cette époque que date le progrès désormais continu de la civilisation. La sécurité des personnes, celle de la propriété, devinrent, à la longue, les traits saillants de ce nouvel état de choses. Les arts utiles y firent des progrès constants; le pillage ne fut plus la source principale de l'accumulation, et l'Europe féodale devint peu à peu l'Europe commerciale et manufacturière. Dans les derniers temps du moyen-âge, les villes de Flandre et d'Italie, les cités libres de l'Allemagne, quelques villes même de France et d'Angleterre, contenaient une population nombreuse d'artisans énergiques, de bourgeois puissants, dont les richesses étaient le produit des manufactures ou du commerce d'échange (*). Les Communes d'Angleterre, le Tiers État de

(*) *Commerce d'échange !* Voilà un nouveau terme scientifique! On ne peut

Digitized by Google

France, la Bourgeoisie du reste de l'Europe, descendent en droite ligne de ces agglomérations. Ces classes savaient la valeur de l'accumulation ; elles économisaient, pendant que les descendants des conquérants dilapidaient leurs trésors ; aussi peu à peu les bourgeois se substituèrent-ils à l'aristocratie et devinrent-ils les possesseurs de la plus grande partie du sol. Cette tendance naturelle, cependant, fut contrariée par des lois ayant pour objet de retenir la terre aux mains de ses possesseurs ; mais elle fut, en d'autres circonstances, favorisée par les révolutions politiques. Graduellement donc, bien que lentement, les cultivateurs immédiats du sol, du moins dans les États les plus civilisés, cessèrent d'être une race de serfs, bien que leur position légale, aussi bien que la condition économique qu'ils acquirent, varient considérablement chez les différentes nations de l'Europe et dans les grandes communautés fondées par les descendants des Européens au delà de l'Atlantique.

Aujourd'hui le monde contient plusieurs régions étendues, pourvues des divers objets qui constituent la richesse, à un degré dont les siècles passés n'ont pu même concevoir l'idée. Sans travail forcé, la terre produit une immense quantité d'aliments, et nourrit, outre ses travailleurs directs, un nombre égal, supérieur même quelquefois, de travailleurs occupés à la production d'objets de consommation utile ou de luxe, ou à les transporter de place en place. Elle nourrit en outre ceux qui sont chargés de la direction de tous ces travaux ; elle nourrit, enfin, en même temps, une foule d'hommes bien plus nombreuse qu'elle l'ait jamais été jadis, dont les travaux n'ont pas une utilité directe, ou qui sont tout-à-fait oisifs. Les aliments produits aujourd'hui nourrissent une population bien plus considérable qu'elle ait jamais existé (du moins dans les mêmes régions), sur un sol donné, et ils la nourrissent sûrement, sans qu'elle ait désormais à redouter

trop louer MM. les traducteurs pour une telle innovation ! Quant à Mill, voici ce qu'il dit ; « whose wealth had been acquired by manufacturing industry, or by trading in the produce of such industry, » c'est-à-dire : « dont les richesses étaient acquises par l'industrie manufacturière ou par le commerce *des produits de cette industrie* », et non d'échange. A. T.

Digitized by Google

ces famines périodiques si fréquentes dans l'Europe du moyen-âge et encore aujourd'hui dans les contrées de l'Orient. Mais la régularité des aliments n'est pas le seul trait de notre époque ; leur nature, leur qualité, sont mieux assorties aux besoins du genre humain, et le luxe lui-même, cet antique privilége de la richesse et de la puissance, est descendu dans les couches dites inférieures de la société. Quelle est la nation antique qui, dans tout l'orgueil de sa puissance, ait eu conscience de ce que peut l'un des peuples modernes lorsque, sans s'imposer aucun sacrifice sur son nécessaire ni même sur ses habitudes de bien-être, il lui plaît de rassembler ses ressources pour un objet imprévu, pour l'exécution de grands travaux publics, par exemple, pour des actes de réparation, comme le rachat des esclaves des Indes occidentales, pour fonder des colonies, pour l'éducation de ses enfants, que sais-je? pour mettre à l'eau des flottes nombreuses, pour entretenir des armées innombrables et cependant disciplinées?

Mais bien que ces grands traits caractérisent les nations modernes, ces nations diffèrent profondément entre elles. La richesse de chacune est considérable, comparée à leur richesse en d'autres siècles. Mais il existe entre elles à cet égard des différences remarquables. Parmi les nations même considérées aujourd'hui comme les plus riches, les unes ont fait un plus profitable usage de leurs ressources, elles ont obtenu, relativement à l'étendue de leur territoire, un produit beaucoup plus considérable, et ce produit s'accroît d'une manière beaucoup plus rapide chez les unes que chez les autres. Nous retrouverons des différences aussi sensibles dans la distribution que dans la production. La condition des classes pauvres est loin d'être identique ; les classes aisées, à leur tour, sont plus ou moins nombreuses ; il n'est pas jusqu'à l'état et la dénomination des hommes qui se partagent les produits du sol, qui ne varient selon les lieux.

Dans certaines contrées, les propriétaires du sol forment une classe à part, presque complétement séparée des classes industrielles. En d'autres lieux, le détenteur du sol en est gé-

Digitized by Google

néralement le cultivateur : la charrue est à lui, s'il ne laboure lui-même. Là où le propriétaire ne cultive pas lui-même, il se trouve quelquefois entre lui et le travailleur un agent intermédiaire, le fermier, qui fait l'avance du salaire des travailleurs, fournit les instruments de production, et, après avoir payé au propriétaire une rente stipulée à l'avance, réalise tout le reste à son profit. En d'autres lieux, le propriétaire, les agents salariés et les travailleurs partagent seuls les produits.

Dans l'industrie manufacturière, on remarque les mêmes différences. Tantôt le travailleur se confond avec le manufacturier, il possède ou emprunte les instruments, les outils, les machines nécessaires à son travail, et sa production est une affaire de famille. Tantôt le propriétaire de la manufacture a des travailleurs qu'il salarie et sur lesquels il réalise un profit.

Le commerce proprement dit présente des différences analogues. Les entreprises en gros, il est vrai, sont presque invariablement dévolues aux riches capitalistes, là où ils existent ; mais le commerce de détail, qui emploie une somme considérable du capital du pays, est exercé par des individus à moyens bornés, qui travaillent eux-mêmes aidés de leur famille ou d'un ou deux apprentis, tout au plus. Il arrive cependant que ce commerce s'exerce au moyen de vastes magasins, possédés par un individu ou une association d'individus, qui, en cette circonstance, ont recours à des agents salariés des deux sexes.

Mais outre ces différences dans les phénomènes économiques des diverses parties de ce qu'on nomme le monde civilisé, il n'est aucune des conditions primitives que nous avons énumérées qui ne se retrouve aujourd'hui en quelque coin du globe. On trouve encore en Amérique des peuples chasseurs, des nomades en Arabie et dans les steppes du nord de l'Asie. La société orientale ne s'est presque pas encore modifiée ; elle est ce qu'elle a toujours été. Le grand empire des Russies n'est autre chose que ce que fut l'Europe féodale, presque sans modifications. Nous retrouvons autour de nous tous

Digitized by Google

les grands types de la société humaine, jusqu'aux Esquimaux et aux Patagons.

Mais ces variations étranges, ces différences remarquables dans la condition de l'homme selon les lieux qu'il habite ; ces modifications dans la production et la distribution des richesse doivent, comme tous les autres phénomènes, dépendre de certaines causes. Ce n'est pas en rendre compte que de les attribuer exclusivement aux divers degrés d'instruction possédés par les peuples selon les temps, à leur connaissance plus ou moins étendue, plus ou moins approfondie des lois de la nature et des arts physiques. Il existe bien d'autres causes à ces anomalies, et il serait vrai de dire que cet état même des connaissances humaines est tout autant l'effet que la cause de l'état de la production et de l'inégale distribution de la richesse.

Considérée comme résultant de l'état des connaissances physiques, la condition économique des nations devient l'objet du domaine de la science physique et des arts qui en découlent.

Considérée au contraire comme résultant de causes morales ou psychologiques, dépendant des institutions et des relations sociales, ou des principes de la nature humaine, l'investigation de la condition économique des nations n'appartient plus aux sciences exactes ou physiques, elle devient l'objet de l'étude de l'Économie politique.

La production des richesses, l'extraction des subsistances, des éléments de jouissance, des matières premières offertes par le globe, n'est évidemment pas une chose arbitraire. Elle a ses conditions nécessaires. Parmi ces conditions, les unes sont physiques : elles découlent des propriétés de la matière, ou plutôt de l'état des connaissances possédées en certains lieux, en certains temps, sur ces propriétés. Ces conditions, l'Économie politique ne les étudie pas, elle les constate, s'en remettant pour leur investigation à l'expérience et à la science. Comparant ensuite ces faits de la nature extérieure avec d'autres vérités appartenant à la nature de l'homme, elle cherche les lois secondaires qui dérivent de cette étude

Digitized by Google

et qui déterminent la production des richesses. C'est dans cette comparaison qu'elle doit trouver l'explication des causes qui ont rendu si inégales la richesse et la pauvreté chez les divers peuples, et la base de tout accroissement de richesse réservé à l'avenir.

Au contraire des lois de la production, celles de la distribution sont en grande partie d'institution humaine. Le mode dont la richesse est distribuée dépend des lois et des usages prévalant en diverses contrées. Mais si les gouvernements ou les peuples ont le pouvoir de décider quelles seront les institutions du pays, ils n'ont pas celui de déterminer arbitrairement comment ces institutions fonctionneront. Il appartient à la science économique, et c'est un droit qu'elle possède, de rechercher les conditions d'où découle le pouvoir que ces institutions s'arrogent sur la distribution, et la manière dont cette distribution est affectée par les divers modes de conduite qu'il convient aux nations d'adopter et de suivre.

Les lois de la production et de la distribution et quelques-unes des conséquences pratiques qu'on en peut déduire font l'objet du traité suivant.

Si nous voulions, dès à présent, exposer toutes les observations faites par nos maîtres sur les idées émises dans cette préface et tous les compléments qu'ils y ont ajoutés, il nous faudrait remplir ici des centaines de pages. Les observations préliminaires de Mill touchent, en effet, à un grand nombre de questions des plus importantes et dont la solution, d'une façon ou d'une autre, imprime un caractère particulier à tout l'ensemble du système; or, Mill résout d'une manière incomplète, ou même entièrement erronée, plusieurs de ces questions. Il sera donc préférable, sans interrompre la traduction (de Mill) dès les premières pages par de longues inter-

Digitized by Google

calations, de renvoyer à des chapitres spéciaux nos observations sur chaque sujet particulier. Nous nous contenterons en ce moment de fixer l'attention du lecteur sur les notions dont l'éclaircissement est d'abord indispensable avant de commencer les recherches sur toute question spéciale de la science.

Songeons d'abord au premier mot prononcé par Mill. Ce mot est : « richesse. » Un auteur peut, s'il le veut, commencer son ouvrage sur un sujet quelconque, par le côté de ce sujet qui lui plaira le mieux, quel que soit du reste l'esprit de l'ouvrage; mais cela n'arrive que dans les cas où l'on a quelqu'intention particulière, accidentelle, étrangère au sujet même. Si, par exemple, l'auteur aspire à la popularité, il peut débuter par une question qui intéresse les esprits au moment où il écrit, afin d'attirer ainsi le lecteur. Il peut commencer par la question qui est en litige, s'il traite le sujet sur le ton de la polémique. Mais Mill n'a point de ces buts, accidentels et extrinsèques. Il traite son sujet d'une manière tout-à-fait calme, sur un ton purement scientifique, et, comptant exclusivement sur le mérite intrinsèque de ses recherches, il ne cherche pas des effets pour attirer le public. En ce cas, le caractère du commencement est, d'une importance essentielle pour juger le livre, car c'est le commencement qui embrasse l'idée principale de la science selon l'opinion de l'auteur; il commence par l'idée qui règne, en effet, sur toute sa manière d'envisager la science et traite d'abord de ce qu'il trouve le plus important.

Ainsi d'après la théorie exposée par Mill, la notion de la richesse « *wealth* » domine tout. Ce mot *wealth* se trouve également en tête de l'ouvrage d'Adam Smith,

Digitized by Google

le créateur de la susdite théorie. Lorsqu'on prend le premier livre fondamental de cette école, celui de Smith, on trouve le titre : ESSAI SUR LA RICHESSE DES NATIONS, *Essay on the wealth of Nations.*

Le mot *wealth* a tout à fait le même sens que le mot richesse. Il ne signifie pas *bien-être*, mais exactement *richesse*. Considérons dans ses détails la signification de ce mot. La notion de richesse est une notion purement relative, elle n'a en soi aucune mesure indépendante et intrinsèque pour l'objet qui en est qualifié, elle n'est que la déduction de la supériorité de cet objet sur d'autres objets que l'on compare avec lui.

L'homme manque du nécessaire ou n'en manque pas, il est dans le bien-être ou n'y est pas.

Cet état n'est pas le résultat d'une comparaison avec autrui, mais il existe par lui-même. Le degré de bien-être ou de mal-être est donné ici par la nature de l'homme, de la même manière qu'elle donne le degré des notions de la santé, de la vérité, de l'esprit et des autres qualités et situations positives. Comparez avec qui vous plaira, ou ne comparez avec personne, un homme qui est rassasié, qui est chaudement vêtu ou qui est à son aise, vous direz dans tous les cas qu'il est rassasié, qu'il est chaudement vêtu ou qu'il est à son aise. Le reconnaître pour riche, c'est tout à fait autre chose. Le propriétaire de plusieurs milliers d'arpents (*) de bon terrain est un homme très-riche en comparaison de l'ouvrier qui laboure le terrain de ce propriétaire, mais il est tout à fait pauvre, nul, en comparaison de M. Rotschild. Athènes, du temps de Périclès, était un État très-riche, en comparaison des autres

(*) Un arpent : 109,25 ares. (*Note du traducteur*)

Digitized by Google

Etats grecs d'alors; mais en comparaison, nous ne dirons pas de Londres, mais seulement de Hambourg actuel, la richesse d'Athènes devient de la misère. L'idée de la richesse est quelque chose d'accidentel, d'extérieur, qui se rapporte par son sens, non pas à l'objet même auquel il est appliqué par la forme de la phrase, mais aux objets étrangers avec lesquels il est comparé : elle n'a pas de contenu à elle. Mais, nous dira-t-on, la science lui donne une définition, un sens non comparatif, non relatif, mais direct et positif. La question est précisément là, qu'en lui trouvant un sens nouveau, un sens essentiellement plus raisonnable, la science commence, à l'instant, à s'embrouiller dans ces deux sens, et, pour combler la mesure, elle ne remarque même pas que le sens qu'elle a attribué à l'objet est essentiellement distinct de celui du langage familier. Mill, par exemple, dit tout bonnement que chacun sait bien, sans la science, ce qu'on entend dans la science par le mot « richesse » : chacun apprend cela du langage familier. Non, du langage familier on apprend tout à fait autre chose. La science entend par la richesse une somme d'objets utiles ou agréables, qui ont une valeur échangeable. Ici, comme nous le voyons, la chose consiste non dans la quantité d'objets, mais dans leurs qualités : quand il y en a beaucoup, la richesse est grande; quand il n'y en a que très-peu, la richesse est très-petite, mais c'est tout de même la richesse tout autant que l'or est or, quand même il n'y en aurait qu'une paillette, ne valant pas un sou. Le capitaine Kopeikine (*) ayant une banque d'assignats consistant en quelques roubles en papier et

(*) Personnage du poème en prose de Gogol : « *Les âmes mortes.* »
(*Note du traducteur*).

Digitized by Google

en petite monnaie d'argent, avait, selon la science, de la richesse ; mais selon l'auditoire, qui entend ce récit, ces assignats ne constituaient la richesse que si l'on y ajoutait quarante mille roubles à peu près.

Dans le langage ordinaire, la richesse se rapporte non à la qualité, mais exclusivement à la quantité des objets. Ces notions ont autant de différence entre elles que celles d'un homme rassasié et d'un homme gourmand, d'un homme adulte et d'un homme grand de taille, d'un homme bien portant et d'un athlète.

L'école de Smith ne remarque pas cette équivoque qui fait passer, à travers toute la théorie de l'école, l'ambiguité des notions et qui embrouille continuellement un système de considérations purement scientifiques, allant au fond des choses, avec un autre système, propre au langage familier et au mode superficiel de penser des hommes dont l'esprit n'est pas accoutumé à la pensée abstraite.

Nous allons voir, peu à peu, à chaque question spéciale, comment se manifeste dans le système de Smith cette ambiguité des notions, cette confusion d'idées incompatibles entre elles; nous allons voir quel exclusivisme, quelle instabilité et quelle inconséquence cette confusion produit dans toute la théorie de Smith ; mais pour le moment, nous allons nous borner à démontrer l'instabilité apportée dans les tendances de cette théorie, par la double acception qu'elle accorde à l'idée de richesse.

Si l'idée de richesse est une notion positive, et non une notion comparative; si, par les mots « recherches sur les moyens et les conditions de l'accroissement de la richesse », on n'entend que des recherches sur l'accrois-

Digitized by Google

sement du total d'objets utiles et agréables, on ne détermine rien encore par là sur le contenu des lois qui doivent être trouvées pour la distribution de la richesse, la science n'est pas chargée de démontrer absolument telle idée, et non telle autre, elle ne conserve que sa dépendance de la vérité et ne se soumet à aucune hypothèse formée d'avance. C'est une notion scientifique, elle attribue à la science le rôle qui lui est convenable.

Mais lorsque cette notion scientifique est embrouillée avec une autre, prise sans vérification parmi les opinions dominantes, la science tombe alors dans la dépendance des préjugés, des conceptions a priori. Si la notion de richesse est relative, si « recherches sur les moyens et conditions de l'accroissement des richesses » ne veut dire que la recherche de l'accroissement du nombre des richards, hommes surpassant la masse de leurs concitoyens par la quantité de fortune ou bien encore de l'accroissement de la grandeur différentielle de ces fortunes privées et de celle de la masse, alors il est déterminé d'avance, que c'est précisément telle chose que la science doit nous démontrer comme vérité, et pas une autre ; il est fixé alors, d'avance, que la différence énorme entre les membres de la société, en ce qui concerne la fortune, est quelque chose d'infaillible, d'inévitable, même une vérité absolue. La première notion dit à la science : cherchez la vérité ; la seconde ajoute déjà d'avance : démontrez la nécessité et l'utilité de l'inégalité. Ce sont des demandes tout-à-fait différentes, incompatibles, inconciliables. Certaine idée peut être juste ou non, on ne le sait pas, tant qu'elle n'est pas explorée par la science; mais si même les recherches la démontraient vraie, charger d'abord la science de ratifier cette

Digitized by Google

idée, c'est aborder la science avec des intentions qui ne lui conviennent pas, c'est la rendre servante, non de la vérité, mais de nos désirs personnels, ou de certaines hypothèses. C'est inconvenable.

Nous allons voir que la déduction à laquelle la science arrive sous l'influence de la première demande, qui est de son domaine, est incompatible avec la déduction que la seconde demande, non scientifique, charge la science de ratifier. Les formes de distribution exigées par la notion de richesse, envisagée comme la supériorité des uns sur les autres, sont incompatibles avec les formes de production qui dérivent de la notion de richesse, envisagée comme un état positif, mesuré par les besoins de l'homme, et non par sa supériorité sur les autres hommes, au point de vue de la fortune. La théorie de Smith s'embrouille dans cette diversité.

Nous devons, pour éviter cette confusion, toujours avoir en vue que le problème de la science ne consiste pas dans la recherche des moyens servant à l'accroissement de la différence entre les hommes, ou à l'accroissement du nombre d'hommes qui surpassent la multitude; mais qu'elle doit tout bonnement ne rechercher que les conditions exigées pour l'accroissement de la quantité d'objets utiles, appartenant aux hommes. S'il vous plait de donner le nom de richesse à cette somme d'objets utiles, alors vous pourrez dire que le but de la science, c'est la recherche des lois de la richesse; mais en ce cas, vous ne devez pas oublier que vous donnez au mot « richesse » un tout autre sens que celui du langage familier; vous devez alors, à tout moment, être sur vos gardes pour que votre pensée ne puisse pas trahir le sens scientifique du terme et ne soit pas, dans un

Digitized by Google

moment d'oubli, entraînée par la routine de la conversation. Si vous croyez enfin que cette situation forcée est difficile autant que dangereuse, alors, au lieu de la définition qui est cause de cette situation, il faut en chercher une autre qui ne conduise pas à la confusion des notions, qui ne donne pas aux mots un sens forcé non conforme avec le sens ordinaire. Ainsi, au lieu de dire : « L'économie politique est la science de la richesse », il serait plus clair et plus exact de la définir ainsi : « L'économie politique est la science du bien-être matériel de l'homme, en tant que ce bien-être dépend des situations et des objets produits par le travail.

Cette définition est beaucoup plus en rapport avec les éclaircissements de Mill lui-même, que celle à laquelle il reste attaché par tradition.

Elle n'exige qu'une seule remarque : la définition ordinaire de l'objet de l'économie politique dans l'école de Smith indique la valeur échangeable comme signe des choses qui doivent être soumises aux recherches de cette science. Cette restriction de l'objet de la science est bien exacte, mais elle est aussi contenue dans la définition que nous acceptons; à proprement parler, la valeur échangeable ne peut être attribuée qu'aux choses qui sont produites par le travail.

A présent, nous allons jeter les yeux sur le second des objets principaux exposés dans cette préface, et nous renvoyons, aux différents chapitres des livres suivants, les diverses explications sur le grand nombre de questions particulières auxquelles touchent les observations préliminaires. L'éclaircissement de la question : que doit-on considérer comme richesse? amène Mill jusqu'à

Digitized by Google

montrer le système mercantile dans toute sa nudité. Tout ce qu'il en dit est très-beau et le système mercantile est, en effet, très-mauvais. Mais à quoi bon tant s'empresser ainsi de frapper cette absurdité? Est-ce qu'elle est tellement nuisible à l'Angleterre, domine-t-elle tellement les esprits du public auquel s'adresse Mill, qu'il soit indispensable de tuer d'abord cette hydre effroyable qui empêche les Anglais de pénétrer dans le sanctuaire de la science en en barricadant l'entrée par son corps monstrueux ? Pas du tout. Le public anglais tout entier crie, à l'heure qu'il est, contre l'absurdité du mercantilisme ; bien avant l'année 1857, époque où parut l'édition d'après laquelle nous traduisons, le parti le plus arriéré avait sincèrement renoncé au mercantilisme par la bouche de Disraëli et de Derby. Maintenant le mercantilisme ne peut causer plus de danger à l'Angleterre que le système des apanages ou la horde de Batou ne peut en causer à la Russie. C'est un ennemi mort pour l'Angleterre, que l'on ne conserve plus que dans les musées archéologiques. Mill lui-même dit que l'unique difficulté qui se présente dans l'explication du système mercantile, est de se figurer qu'une pareille bêtise ait pu jadis être considérée comme une vérité. S'il en est ainsi, pourquoi donc donner une place si visible à une fadaise archéologique, qui ne peut causer aucun danger? En parler est passé en coutume depuis le temps d'Adam Smith, et c'est ce qui nous donne l'explication du procédé de Mill. Du temps d'Adam Smith, la théorie mercantile dominait les esprits ; c'était une chose de première nécessité que de la combattre. Quatre-vingts ans se sont écoulés depuis, il n'est resté personne en Angleterre qui ait envie de défendre le sys-

Digitized by Google

tème mercantile, et l'économie politique ne cesse de s'échauffer contre un ennemi qui est déjà depuis longtemps réduit en poussière; elle continue par mille efforts à enfoncer une porte depuis longtemps ouverte. Donner dans la préface d'un traité d'économie politique, écrit pour le public anglais, une place ostensible à une dissertation sur le système mercantile, c'est absolument la même chose que de réfuter les opinions de Morochkine ou de Sawélieff-Rostislawitch sur l'origine slave des Francs ou des Anglo-Saxons, dans un traité d'histoire de Russie. Le public russe, il y a cent ans, du temps de Trédiakowsky et de Soumarokoff, était effectivement de l'avis que la langue slave est la mère de toutes les langues, et que tous les peuples descendent des Slaves, c'est-à-dire des Russes et même, à proprement parler, des habitants de Moscou. Il fallait alors faire des réfutations ardentes et détaillées de cette fantaisie sauvage; mais, à l'heure actuelle, quel plaisir, quelle utilité trouverait-on à se consumer en débats de cette espèce?

Si nous disons tout cela, c'est parce que dès les premières pages de chaque livre appartenant au système de Smith, cela sent bon peut-être, mais n'en est pas moins moisi; comme si vous assistiez à la bataille de Koulikowo (*), ou aux débats de Lomonossoff avec Miller (**). Il n'y a rien de plus vrai que Démétrius du Don (***) (Dmitry Donskoy) fut un grand homme tout autant qu'Alexandre de Macédoine; mais démontrer semblable chose est faire de l'archéologie, et non s'occu-

(*) Bataille entre les Russes et les Tartares à la fin du XIVe siècle.

(**) Morochkine, Sawélieff-Rostaslawitch, Trédiakowsky, Soumarokoff, Lomonossoff et Miller sont des noms d'écrivains russes du siècle passé.

(***) Héros de la bataille de Koulikowo.

(*Notes du traducteur*).

Digitized by Google

per des questions contemporaines. Mais comme, d'après Mill, il y a quelque fondement à l'absurde théorie mercantile (parce que, selon lui et suivant sa juste expression, chaque fait, chaque opinion a un fondement quelconque), il y en a tout autant à la lutte antédiluvienne entre la théorie de Smith et le système mercantile. Seulement, il est déplorable qu'il faille répéter, à propos de cette lutte, les mots de Mill touchant le système mercantile; quoique le fondement existe, il est très-insuffisant, et il faut même avouer qu'il compromet le système de l'école de Smith. Si nous avons bien définitivement rompu en nous-mêmes avec une erreur, nous n'en parlons que lorsque nous rencontrons des hommes en qui cette erreur domine; mais lorsque nous causons d'un objet, sans nous inquiéter s'il intéresse nos interlocuteurs et s'il est urgent de mettre devant eux l'erreur à nu, ou bien s'ils ont déjà compris d'eux-mêmes l'erreur, et quand nous n'avons personne à convaincre, parce que tout le monde est déjà convaincu, — en un mot, si nous sommes atteints, selon l'expression de Stchédrine (*), de la manie de phraséologie volcanique, à propos d'une question quelconque, cela indique que nous ne sommes pas encore définitivement affranchis de l'erreur que nous nous plaisons à combattre. En effet, telles sont les relations de la théorie de Smith avec le système mercantile, qu'elle est elle-même atteinte de maladie mercantile jusque dans la moëlle des os. De loin, elle vous paraît avoir l'air pure, mais quand vous irez l'envisager de plus près, vous verrez qu'il lui faudra avaler encore beaucoup de mercure pour devenir saine. Peut-être même que ses forces ne pourront résister à des

(*) Célèbre satirique moderne. (*Note du traducteur*).

Digitized by Google

doses si fortes et qu'elle devra mourir de la maladie constitutionnelle qui se manifestait ouvertement sur la face du système mercantile et qui est rentrée, est devenue interne, dans la théorie de Smith.

Où est l'essence, l'essence nuisible et absurde de la doctrine mercantile? Elle attribue trop d'importance à l'argent, comme moyen d'échange. Jetez les yeux à présent sur la théorie de Smith : elle attribue une importance tout aussi extrême et exclusive à l'échange lui-même. L'échange est là comme quelque chose d'indépendant, comme s'il était une sorte de but final de tous les soucis du producteur, et il y domine la production autant que la distribution. En présence d'une telle répartition de notions, l'argent et le crédit qui en tient lieu, doivent occuper une place importante dans la théorie de Smith. Elle est exclusivement réduite, par plusieurs écrivains, à la théorie des revirements de fonds et de crédit. Mill échappe à cette étroitesse, qui domine chez les économistes français; il a consacré beaucoup plus de place aux éléments essentiellement importants; mais, comme nous le verrons plus loin, lui aussi ne fait qu'obscurcir le sens fondamental de la question, en y mêlant des manières de voir purement mercantiles, en ne s'arrêtant que trop souvent sur des phénomènes secondaires, dérivés, extérieurs, et en n'allant pas jusqu'au fond des choses. Mais, en même temps, c'est lui-même qui démontre que l'argent ne doit entrer pour rien dans la théorie de la production et de la distribution, que le crédit lui-même, tant qu'il sert simplement à remplacer l'argent, n'a pas beaucoup d'importance. Tous les économistes ne lui refuseront probablement pas leur adhésion; ils avouent que si, en présence de l'accroissement

Digitized by Google

de l'activité des échanges, il n'y avait point de signes de crédit, la chose se ferait à peu près avec la même intensité, simplement par une plus rapide circulation de l'argent, et qu'enfin l'argent n'a point de valeur dans l'économie nationale, ils ne le démontrent qu'avec trop de zèle. Pourquoi donc dans certaines parties de la théorie est-il attribué une si grande importance aux éléments dont la nullité est démontrée dans d'autres parties de cette même théorie? D'où vient cette duplicité? Pourquoi encore mêle-t-on sans cesse à toutes les parties de la théorie, des réflexions fondées sur la grande signification de l'argent et du crédit d'aujourd'hui, dont le rôle n'est plus que celui de représentant de l'argent? Pourquoi ces réflexions illogiques obscurcissent-elles l'essence fondamentale des choses? Cela n'est que l'héritage de la théorie mercantile, ou, pour mieux dire, toutes ces choses ne sont que les rejetons de la même racine dont naquit jadis la théorie mercantile. Dans l'économie politique, où tout tient du calcul, la théorie de Smith, pareillement à la théorie mercantile, oublie de faire le compte tout entier, le termine au milieu comme la théorie mercantile le terminait à la première ligne; elle avance quelques lignes plus loin et arrive par là un peu plus près du vrai but, dont le système mercantile n'était qu'à une distance immense; mais elle ne saurait cependant le régler définitivement. Le système mercantile s'arrête au fait du commerce extérieur; la théorie de Smith creuse un peu plus profondément et trouve que le commerce extérieur n'est qu'une partie de l'échange en général. Mais, à proprement parler, c'est là qu'elle s'arrête : du fait qui est au fond de tout, de la production, elle raconte beau-

Digitized by Google

coup de belles choses, mais se détourne du calcul des rapports entre ses éléments fondamentaux, à savoir: les besoins de l'homme, la quantité des forces ouvrières et la durée du temps pour lequel on est pourvu d'approvisionnements. C'est parce qu'elle ne s'occupe pas assez de ce bilan définitif que tout ce qu'elle dit de beau sur la production disparaît, et que la théorie de la distribution s'y manifeste non comme le résultat d'une analyse scientifique, rigoureuse, mais tout bonnement comme l'exposition d'une routine assez indécente, à laquelle sert de base le fait de la conquête, fait brutal qui, jusqu'à nos jours, domine par ses conséquences la sphère économique et à laquelle l'ignorance de la masse sert de soutien moral. Et au-dessus de tout cela s'élève la notion d'échange, comme si elle était un principe vivifiant dont presque aucune production ne saurait se passer.

Nous avons vu dans les deux premières sections de Mill sur la notion de la richesse et sur le système mercantile, quels sont les deux caractères propres à la théorie de Smith : premièrement, le caractère d'ambiguité des notions, de leur instabilité et de leur inconséquence; secondement, le caractère de routine de ces notions. La troisième section — l'histoire du développement économique des sociétés — contient des passages qui dévoilent le troisième caractère propre à cette théorie, caractère servant de base aux deux premiers. L'esquisse de l'histoire économique, Mill l'a faite de main de maître. L'histoire s'avance lentement peut-être, mais pourtant elle s'avance, et dès l'apparition du Tiers-État, dès que les villes du moyen-âge parurent, le progrès fut continu. Ainsi, maintenant, la nourriture

Digitized by Google

est meilleure qu'auparavant, tout aussi bien que les autres objets de commodité, ou même de luxe, deviennent l'apanage d'une portion de plus en plus grande des membres de la société. Fort bien. Le sens général de l'esquisse historique, donnée par Mill, est là. C'est parfait, mais il est dommage que l'impression de plusieurs pages soit détruite par deux lignes malheureuses, qu'on rencontre à la première de ces pages. Après avoir dit que la situation de la société sauvage, qui n'a ni domicile, ni approvisionnements de nourriture, est celle de la misère la plus extrême que l'histoire connaisse, Mill ajoute : « Mais dans des communautés beaucoup plus riches, il se trouve des parties de population, dont la situation est aussi peu attrayante que celle du sauvage », incomparablement plus pauvres que tous les Esquimaux, Iakouts et Hottentots. Qu'est ce à dire? Cela a-t-il le sens commun? Comment est-ce possible? Nous l'ignorons. Apparemment, cela n'a pas de sens commun; apparemment, cela doit être impossible, mais cela est.

Tout est gâté par ces deux lignes. L'histoire du développement économique est gâtée par le fait que ces deux lignes signalent. Tant pis encore pour la théorie dont nous venons de voir la préface, théorie qui ne consacre à ce triste fait que deux lignes et demie dans vingt pages. Il paraît que ce fait ne vaut pas la peine qu'on en dise davantage; il paraît qu'il n'est pas important, pas intéressant, et qu'il suffit de le citer en passant, puisqu'il n'y a rien de plus à en dire. Il paraît qu'il n'y a aucun moyen d'y remédier, il suffit de dire en deux lignes que ce fait existe, d'exprimer son regret à ce propos et d'aller s'occuper d'objets plus importants.

Il ne faut pas faire un crime à Mill de cette indifférence;

Digitized by Google

car il vaut encore beaucoup mieux que tous les autres disciples de l'école de Smith. La faute en est à la théorie de cette école, qui est édifiée de telle sorte qu'il n'y a pas place chez elle pour un fait qui, à l'heure qu'il est, est devenu le moteur principal de l'histoire. A l'époque où cette théorie a été construite, il y a cent ans, la masse de la population qui souffrait, n'avait pas encore d'idée nette sur la possibilité de changer sa position. De qui ne demande rien, personne ne se soucie. Le Tiers État, à qui la théorie de Smith appartient, croyait alors que la plèbe n'avait besoin de rien, que le peuple devait être complètement heureux, quand lui, Tiers-État, serait parvenu à réaliser ses vœux. La chose est toute différente aujourd'hui ; la plèbe trouve que pour l'amélioration durable de sa situation, il lui faut des objets dont le Tiers-État n'a pas besoin, et qui sont même incompatibles, sous divers rapports, avec les profits de ce dernier. Celui-ci s'effraya de ces nouvelles revendications ; et les combattant en pratique, il s'efforce de les réfuter en théorie. Si cette situation tarde à changer, si la théorie créée par le Tiers-État, n'est pas refaite conformément aux besoins d'un nouvel élément, de l'élément qui se manifeste dans la pratique autant que dans la pensée, eh bien ! elle sera réfutée par le progrès, qui déjà commence à devenir son ennemi. Mais nous traiterons ce sujet plus tard : maintenant nous allons revenir à la traduction de Mill.

Digitized by Google

Digitized by Google

PRODUCTION

Digitized by Google

Digitized by Google

PRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

DES CONDITIONS DE LA PRODUCTION

§ 1. — Deux choses sont nécessaires à la production : le travail et les objets naturels appropriés.

Le travail peut être manuel ou intellectuel ; ou, pour parler plus distinctement : le travail peut être soit *musculaire*, soit *nerveux ;* et dans cette idée il est convenable d'inclure non-seulement l'effort lui-même, mais tous les sentiments, toutes les sensations de nature désagréable, tous les inconvénients qui résultent, pour le corps ou pour l'esprit, de l'emploi que fait l'homme soit de ses muscles, soit de son cerveau, soit de l'un et de l'autre à la fois dans le travail d'une profession.

Quant à l'autre élément de la production, les objets naturels appropriés, il convient de remarquer que certains objets existent ou sont produits spontanément, qui sont propres à la satisfaction des besoins des hommes. Il existe des souterrains, des arbres creux qui peuvent offrir à l'homme un abri ; il existe des fruits, des racines, du miel sauvage et autres produits naturels, qui peuvent servir à entretenir la vie. Mais encore, s'il ne s'agit pas de créer, il s'agit de trouver, d'approprier, de conserver ces objets, et ce n'est pas sans travail que cette appropriation s'obtient. A part ces quelques cas exceptionnels et qui n'ont d'importance que pour la vie de l'homme sauvage, les objets naturels ne sont utiles à la satisfaction des besoins de l'homme qu'après avoir subi quelque transformation due au travail. La bête de la forêt, le poisson de la mer, ne servent à la nourriture du sauvage qu'après

Digitized by Google

avoir été tués, dépouillés, puis coupés en pièces et soumis à quelque opération culinaire qui, bien que grossière et peu comparable au travail d'appropriation de l'objet, n'atteste pas moins un effort de l'esprit et du corps, un travail enfin.

La transformation des objets par le travail humain varie à l'infini. Si quelquefois ce travail laisse à l'élément sa forme ou sa nature première presque tout entière, il peut arriver aussi que le travail dénature ces éléments d'une manière absolue et sans qu'il soit possible d'en retrouver la trace. Qui pourrait dans le minerai de fer reconnaître la charrue, la scie, la hache, qui en proviennent? Y a-t-il quelque ressemblance entre la porcelaine de nos tables et le granit décomposé dont elle est faite? entre le sable et la soude et le verre qui garnit nos fenêtres? Et cette toison de mouton, cette poignée de graines de coton, qui les reconnaîtrait à ce voile de mousseline transparente, à ce drap soyeux et chaud? Et ces graines et cette toison sont-elles des produits naturels? Non assurément : la main et l'esprit, le travail de l'homme, ont une large part à leur production. Dans ces divers cas, le produit dernier est si essentiellement différent de la substance fournie par la nature, que dans le langage habituel on dit que la nature fournit la matière et ne fournit rien autre.

Et cependant le rôle de la nature n'est pas borné à fournir la matière ; elle fournit aussi des forces. La matière dont se compose le globe n'est pas un réservoir inerte de formes et de propriétés que la main de l'homme peut saisir et s'approprier, elle possède des forces actives qui la rendent propre à aider le travail et quelquefois même à le remplacer. Dans les siècles passés, on convertissait le blé en farine en l'écrasant entre deux pierres ; puis, en fixant une manivelle à l'une de ces pierres, on parvint à la faire tourner contre l'autre, et ce procédé, légèrement perfectionné, est encore le seul employé dans tout l'Orient. Cependant la dépense musculaire nécessaire à un pareil travail était grande, la fatigue de l'ouvrier considérable et épuisante ; aussi ce travail fut-il bientôt la punition commune des esclaves qui avaient offensé leurs maîtres. Plus tard on comprit qu'il importait aux intérêts des

Digitized by Google

maîtres eux-mêmes, de ménager les travaux et de diminuer les souffrances des esclaves ; on étudia la force du vent, celle de l'eau qui tombe, et ce fut à ces forces naturelles qu'on confia le soin de tourner la meule qui moud le grain. Dans ce cas les agents naturels, le vent ou le poids de l'eau, exécutent une partie de l'œuvre auparavant faite par le travail.

§ 2. — Il arrive souvent qu'on tire une conséquence fausse de cette assistance des forces naturelles en comparant ensemble les fonctions du travail et celles des agents naturels ; on raisonne comme si l'assistance de ces forces était limitée aux cas où elles viennent, comme il a été expliqué, remplir une partie des fonctions qu'eût accomplies le travail manuel à leur défaut ; comme si, dans le cas où la main de l'homme accomplit le travail, la nature ne fournissait que la matière inerte. C'est là une illusion. Les forces de la nature se manifestent aussi bien dans un cas que dans l'autre. Un ouvrier prend une tige de chanvre, il la fend en plusieurs brins, en arrache les fibres textiles, puis il tord plusieurs de ces fibres ensemble, au moyen d'un simple instrument appelé un fuseau. De cette façon, il compose des fils qu'il place à côté les uns des autres ; il place ensuite d'autres fils en travers des premiers ; puis il s'arrange de façon à abaisser et à soulever alternativement une moitié de ces premiers fils, et en s'aidant d'un petit instrument appelé navette, il parvient à entremêler les fils de sorte que les derniers passent alternativement dessus et dessous chacun des premiers. Par ces moyens ingénieux, il produit un tissu d'étoffe plus ou moins grossier, plus ou moins fin, selon la matière employée, selon le fil qui l'a produit. On dit alors que cet ouvrier a accompli son œuvre de ses seules mains ; on suppose qu'aucun agent naturel ne lui est venu en aide. Mais quelle est donc la force qui, à chaque pas, l'a aidé dans sa tâche et a permis à son étoffe de rester entière ? N'est-ce pas la force d'attraction, de cohésion des fibres du chanvre ? et cette force n'est-elle pas un agent naturel ? une force qui peut

Digitized by Google

être mesurée, comparée à quelque autre force mécanique et calculée à sa valeur exacte ?

Si nous examinons avec une attention égale tous les cas où l'on affirme l'action de l'homme sur la nature, nous trouverons de la même manière que la puissance de la nature ou, en d'autres termes, les propriétés des corps font toute la besogne, quand une fois ces corps sont mis en position convenable. Cette opération unique, celle qui consiste à placer les corps en position telle qu'ils agissent par les forces mêmes dont ils sont doués, soit sur eux-mêmes, soit sur d'autres corps, est la seule que l'homme accomplisse, ou puisse accomplir, le seul empire qu'il ait sur la matière. Il ne fait rien que *mouvoir* un corps vers un autre, ou l'en éloigner. Il meut une graine vers la terre, et les forces naturelles de la végétation produisent, successivement, une racine, un tronc, des feuilles, des fleurs, des fruits. Il *meut* une hache vers un arbre, et l'arbre tombe par la force de la gravitation. Il prend une scie et la *meut* dans un certain sens à travers l'arbre tombé, et les propriétés physiques de l'un et de l'autre corps font que l'arbre se débite en planches que l'homme peut arranger en diverses positions, qu'il peut clouer ensemble, ou coller, et dont il fait un coffre, une table, une maison. Il *meut* une étincelle vers le combustible, et celui-ci s'allume, et, par la force de la combustion, fond et amollit le fer, cuit les aliments, convertit en bière ou en sucre la drèche ou le jus de la canne qu'il a d'abord amenés sur les lieux. L'homme n'a pas d'autre moyen d'agir sur la matière que de la mouvoir. Le mouvement, la résistance au mouvement, sont les seules propriétés de ses muscles. Par la contraction musculaire, il peut opérer une pression sur un objet extérieur, et le déplacer si l'effort est plus grand que l'inertie de ce corps ; il peut l'arrêter par la même raison, si le corps est en mouvement. Mais là se borne l'action de l'homme, il ne peut rien au delà. Et c'est assez, puisque cela a suffi pour donner à l'homme le pouvoir de commander à des forces incommensurablement plus grandes que la sienne, pouvoir si grand déjà, mais qui est inévitablement destiné à

Digitized by Google

s'accroître d'une manière indéfinie. Cette puissance, l'homme l'exerce, soit en se servant des forces naturelles manifestes à ses yeux, soit en combinant les corps entre eux de manière à produire des forces nouvelles ; comme lorsqu'il porte une allumette vers le combustible et qu'il met l'eau en ébullition, il crée la force expansive de la vapeur, force dont il s'est si largement servi depuis un siècle dans l'intérêt du progrès et du bien-être de l'humanité.

Le travail, dans le monde physique, n'est donc utilisé que pour mettre les objets en mouvement. Les propriétés de la matière, les lois naturelles font le reste. Le génie, l'adresse de l'homme, consistent à découvrir des mouvements, des forces pratiques, et qui puissent concourir aux effets qu'il veut obtenir. Mais si le mouvement est le seul effet que l'homme puisse produire et obtenir immédiatement et directement de ses muscles, il ne s'ensuit pas qu'il doive demander à ses muscles tout le mouvement dont il a besoin. Le premier emprunt qu'il ait dû faire pour aider l'action de ses muscles, est nécessairement la force musculaire des animaux ; puis vint l'assistance des forces de la nature inanimée, du vent, de l'eau, qui se meuvent et qui communiquent leur mouvement à la roue, qu'avant ce temps mettait en mouvement la force musculaire. Et comment ce service est-il demandé, est-il obtenu de ces éléments ? n'est-ce pas par un certain mouvement ? n'est-ce pas en plaçant certains objets dans une certaine position, de telle sorte qu'ils constituent une machine ? Mais la force musculaire, qui a été nécessaire à cette création, devient ensuite inutile ; elle peut être employée à autre chose, et la machine procure une grande économie de travail.

§ 5. — Quelques écrivains ont soulevé la question de savoir s'il est des industries où la nature vient en aide au travail dans une plus grande proportion que dans d'autres. Ils ont dit que pour certaines industries la nature donnait la plus grande source de travail ; que pour d'autres, c'était la force musculaire. Il y a là, ce nous semble, une confusion

Digitized by Google

d'idées. La part de la nature dans tous les travaux de l'homme est infinie (*) et incommensurable. Il est impossible d'affirmer qu'en tel cas la nature agit plus qu'en tel autre. On ne peut pas même dire là où le travail musculaire agit moins. Il se peut qu'il y ait moins de travail nécessaire; mais si ce travail est réellement indispensable, le résultat est tout aussi bien dû au travail qu'à la nature. Quand deux conditions sont également indispensables au résultat qu'on se propose, il est tout-à-fait inutile de rechercher la part que chacune de ces conditions peut avoir à ce résultat. C'est comme si l'on voulait décider quelle est celle des deux parties d'une paire de ciseaux qui agit le plus dans l'action de couper; ou bien quel est celui des deux facteurs, cinq et six, qui contribue le plus à faire le nombre trente. L'application la plus habituelle qu'on fasse de ce raisonnement spécieux consiste à comparer entre elles les industries agricole et manufacturière, et à affirmer que dans la première la nature a une plus grande part à la production que dans la seconde. Cette opinion, soutenue par les économistes français, et dont nous retrouvons la trace dans Adam Smith, a pris naissance dans l'erreur où ils sont tombés sur la nature de la rente. La rente étant un prix payé pour un agent naturel, et les manufactures étant exemptes d'une pareille redevance, ces auteurs en ont conclu qu'il devait y avoir là un service plus grand à payer. S'ils y avaient réfléchi, ils auraient vu que si l'usage de la terre est à prix, c'est que sa quantité est limitée, et que si l'air, la chaleur, l'électricité, les agents chimiques étaient de même limités en quantité, s'ils pouvaient, comme la terre, être appropriés, leurs possesseurs mettraient aussi leur usage à prix.

§ 4. — Ceci nous amène à une distinction dont nous reconnaîtrons plus tard la très-haute importance. Parmi les agents naturels, il en est de limités. Il en est d'autres, au contraire, dont l'abondance est intarissable, au moins considérés comme agents utilisés par les hommes. La terre, dans les colonies nouvelles, peut être considé-

(*) Le mot *indefinite* signifie indéfinie et non infinie. A. T.

Digitized by Google

rée comme illimitée ; il en existe plus qu'il ne sera, pendant de longues générations, nécessaire d'en soumettre à la culture ; néanmoins dans ces nouveaux États eux-mêmes, la terre, en tant qu'elle se trouve à la proximité des villes, des marchés, des voies de communication, est limitée en quantité. Dans les contrées civilisées, il n'est pas un coin de terre qui ne soit approprié. Elle y est donc un agent limité. Sur les bords d'une rivière ou d'un lac, l'eau, en tant qu'il s'agit de son emploi direct, ordinaire, est en quantité illimitée. Mais s'il s'agit d'irrigation, il est possible que le lac ou la rivière en question n'en fournisse pas une quantité suffisante. Dans les lieux où les puits, les citernes, sont les seuls moyens de se procurer cet agent naturel, on doit le considérer comme strictement limité. Là où l'eau est abondante, il est possible encore que, considérée comme force motrice, elle soit très-limitée. La houille, les minéraux et autres substances utiles, trouvées dans le sein de la terre, sont encore plus limitées que l'eau ou le sol. Non-seulement elles sont locales, mais encore épuisables ; bien que certains districts les contiennent en quantité telle, que, même si on les pouvait obtenir gratuitement, elles satisferaient pour longtemps à tous les besoins. Les pêcheries de la mer sont, en général, un don de la nature, illimité en quantité ; et cependant il y a longtemps déjà que la pêche de la baleine, dans les mers arctiques, est devenue insuffisante pour la satisfaction des besoins, malgré la valeur considérable du produit une fois approprié ; aussi la pêche des mers du Sud a-t-elle pris une grande extension, qui tend à les épuiser. La pêche des fleuves et des rivières est une ressource naturelle limitée; elle serait bientôt épuisée si chacun pouvait à son gré et à son heure, y puiser sans aucun empêchement. L'air, le vent, sont, pour la plupart des cas, des agents naturels illimités en quantité, et cependant il arrive que les navires en manquent. La mer, les fleuves, sont des moyens de transport illimités, et cependant les ports, les quais, en limitent l'usage.

Nous démontrerons ci-après l'influence qu'a sur l'économie des sociétés la limite assignée aux agents naturels, et princi-

Digitized by Google

palement à la terre. Nous nous bornerons, quant à présent, à remarquer que, tant qu'un agent naturel est illimité en quantité, il ne saurait, à moins d'être monopilisé par la force, avoir aucune valeur échangeable (*) sur le marché, puisque personne ne peut être disposé à payer ce qu'il peut obtenir gratuitement. Mais dès qu'une limitation se fait sentir, dès que la quantité de l'agent naturel n'est plus assez considérable pour que tous ceux qui en ont besoin puissent se l'approprier sans payer, cet agent devient alors marchandise et acquiert une valeur échangeable (**). Lorsque, dans un lieu donné, il se trouve moins de chutes d'eau qu'il n'y a de besoins de force, chacun est disposé à donner un certain prix pour l'une de ces chutes. Lorsque, dans un lieu donné, le sol d'une certaine qualité, et placé en certaines circonstances, est moins abondant que les besoins qu'en a la population, ce sol spécial peut être vendu pour un prix donné, ou loué pour une rente annuelle. Plus tard, ce sujet sera traité avec tous les développements qu'il comporte. Mais il m'a paru utile d'anticiper, par une courte exposition, sur les principes et les déductions qu'il serait prématuré de démontrer et d'éclaircir en ce moment.

(*) Mill dit : *value in the market*, c'est-à-dire : valeur sur le marché, et non valeur échangeable sur le marché. A. T.

(**) Mill nomme valeur échangeable (exchange value), ce qu'il vient de nommer valeur sur le marché (value in the market). Il donne ainsi deux noms à une seule et même chose ; nous croyons qu'il a eu tort de ne pas rester à son premier terme. A. T.

Digitized by Google

CHAPITRE II

DU TRAVAIL CONSIDÉRÉ COMME AGENT DE PRODUCTION

§ 1. — Le travail qui a pour effet la production d'un objet approprié à l'usage de l'homme, s'applique, soit à la production de cet objet même, soit à des opérations préliminaires nécessaires à la confection de cet objet. Ainsi, qu'il s'agisse de fabriquer du pain, le travail direct est celui qui incombe au boulanger. Mais le travail du meunier, bien qu'il ne s'applique pas à la confection du pain et ne serve qu'à transformer le blé en farine, n'en est pas moins essentiel à la confection de ce pain. Il en est de même du travail du semeur, du moissonneur, du batteur en grange. On pourrait dire que ces divers travaux doivent être comptés directement comme travail de la confection du pain; le blé, la farine, le pain, étant en effet une seule et même substance en trois différents états. Sans nous arrêter à cette question de mots, nous ferons remarquer qu'il faut encore ajouter à ces travaux celui du laboureur, qui a préparé la terre et n'est jamais arrivé en contact avec le grain, celui du fabricant de charrues, etc., etc. Tous ces travaux trouvent en fin de compte leur rémunération dans la vente de l'objet fabriqué, le pain; le mécanicien aussi bien que le boulanger; car à quoi lui servirait de fabriquer

Digitized by Google

des charrues, si ces charrues n'étaient achetées par ceux qui cultivent le sol, qui font croître le grain et qui, par l'usage qu'ils font de cet instrument, tirent de ce sol un produit plus considérable qui les met, en fin de compte, à même de rémunérer le travail du fabricant? Il est évident que si ce produit est consommé sous la forme de pain, c'est ce dernier qui doit par sa vente ou son usage solder tous ces travaux préparatoires et même bien d'autres encore : ceux du charpentier et du maçon qui ont construit les bâtiments de ferme ; les terrassiers qui ont entretenu les fossés ; les jardiniers qui ont planté et entretenu les clôtures qui défendent la récolte ; le mineur, le métallurgiste qui ont travaillé le fer dont le soc de la charrue est fait. Il y a cette distinction cependant à établir : c'est que le mineur, le métallurgiste, le charron, le maçon, ne comptent pas pour la rémunération de leur travail sur le pain produit d'une seule récolte, mais sur celui des récoltes suivantes jusqu'à l'usure et la mise hors d'état de service des instruments qu'ils ont fabriqués. Il est encore une autre espèce de travail qu'il convient d'ajouter, c'est celui qui consiste à transporter le produit du lieu de sa production au marché, puis au moulin, puis la farine chez le boulanger, et enfin le pain chez le consommateur. Ce dernier genre de travail est quelquefois très-considérable. L'Angleterre reçoit des farines qui ont franchi l'Atlantique, du blé qui vient du cœur de la Russie, et ce n'est pas seulement le travail direct des charretiers et des matelots qu'il faut compter ici, c'est encore celui qui a servi à la construction des instruments de transport, des navires, etc. ; ce travail cependant n'attend pas toute sa rémunération du pain transporté, car les navires servent au transport de mille autres marchandises diverses.

Évaluer le travail dont un objet quelconque est le résultat, n'est donc pas une opération bien simple. Les données, les éléments d'un tel calcul sont très-nombreux, ils peuvent être infinis. En effet, pourquoi, si nous comptons dans le travail de la fabrication du pain le travail du forgeron, ne compterait-on pas aussi la confection de ses outils, puis des outils qui ont confectionné ces outils, et ainsi de suite jusqu'à l'origine

Digitized by Google

des choses? Un tel calcul est impossible; on arrive à des infiniments petits, à des fractions inappréciables. Supposons, par exemple, que la charrue dure douze ans : nous ne devons compter, au débit de la récolte de chaque année, que la douzième partie du travail de la fabrication. Or, un douzième du travail nécessaire à la construction d'une charrue est une quantité appréciable. Mais peut-être les mêmes outils serviront au forgeron à la construction de cent charrues, lesquelles à leur tour serviront pendant douze années au travail de labourage de cent fermes différentes. Il s'ensuit que dans l'appréciation du travail du labourage de chaque ferme séparée, on ne doit compter que la douze centième partie du travail de fabrication des outils. Si, en suivant ce raisonnement, nous venons à attribuer à chaque sac de blé, à chaque pain fabriqué, sa part dans le travail déjà si fractionné de la fabrication des outils, la fraction dont il s'agit de débiter ce blé, cette farine, au crédit du travail de la confection des outils, est si minime qu'elle ne vaut plus la peine qu'on s'en préoccupe dans la pratique pour l'appréciation de la valeur de la marchandise. Il est bien vrai de dire que si le fabricant d'outils était resté oisif, le blé, le pain, n'auraient pu être produits; mais cette considération ne saurait élever d'une fraction appréciable la valeur du blé ou du pain.

§ 2. — Il importe cependant de considérer avec attention certains cas dans lesquels le travail est indirectement utile à la production : le cas, par exemple, où il contribue à la subsistance destinée au travailleur pendant la production elle-même. Toutes les fois qu'il s'agit de produire, à moins que ce ne soit dans une proportion très-restreinte, il est indispensable qu'un travail préliminaire assure la subsistance du travailleur. Il est peu de genres de travaux, ceux du chasseur et du pêcheur exceptés, qui soient immédiatement et directement rémunérateurs. Les travaux de production exigent du temps, de la suite, avant de donner leurs résultats. A moins que le travailleur, avant de commencer son opération, ne possède déjà des produits, une accumulation ; à moins qu'au défaut

Digitized by Google

de cette accumulation, il ne puisse puiser sa subsistance chez quelque autre, jusqu'à l'achèvement de son propre travail, il lui est impossible de rien entreprendre qui ait de la durée. Tout ce qu'il peut faire alors, c'est d'employer parci par-là quelques heures que lui laisse libres le besoin de travailler pour vivre ; il lui sera impossible même de travailler pour amasser des provisions en abondance, car une telle production implique une accumulation préalable. L'agriculture ne produit qu'après plusieurs mois de travail, bien que le travail ne soit pas nécessairement continu. Il y a plus, c'est qu'on peut affirmer que l'agriculture est impossible sans accumulation préalable, et qu'un peuple uniquement agricole doit avoir soin de posséder une accumulation considérable de provisions. Si l'Angleterre et la France peuvent cultiver leur sol cette année, c'est inévitablement parce que l'une et l'autre contrée ont accumulé une quantité de provisions, suffisantes pour subvenir à la subsistance de la population jusqu'à la récolte prochaine. Si elles peuvent, pendant l'intervalle, s'occuper de la confection des mille objets divers de leur consommation, c'est que les provisions qu'elles ont accumulées sont suffisantes pour nourrir, outre les agriculteurs eux-mêmes, tous les travailleurs qui ont confectionné ces objets.

Le travail nécessaire à la production de cette accumulation de subsistance constitue une partie considérable et importante du travail passé qui a permis d'entreprendre le travail actuel. Mais il existe entre cette espèce de travail préalable et les autres espèces de travaux aussi préalables une différence qu'il faut indiquer. Le meunier, le moissonneur, le laboureur, le charron, le charretier, et même le matelot et l'armateur du navire, tirent leur rémunération du produit dernier, le pain fabriqué avec le blé qu'il ont contribué à cultiver, apporter, transformer en farine, etc. Le travail qui a produit les aliments de ces ouvriers est aussi nécessaire au résultat définitif, le pain de la présente récolte, qu'aucune des parties du travail indirect de chacun d'eux ; mais il n'en tire pas comme ceux-là sa rémunération. Ce travail de production a reçu sa

Digitized by Google

rémunération des récoltes précédentes. Pour produire, il faut du travail, des outils, des matières premières et des aliments accumulés pour les ouvriers. Mais ces outils et ces matières premières servent seulement à l'obtention du produit, et le travail de leur propre confection ne peut être rémunéré qu'après que ce produit est obtenu. Les aliments, au contraire, ont leur utilité intrinsèque, et s'appliquent à la nourriture directe de l'homme. Le travail dépensé à la production alimentaire n'exige pas une nouvelle rémunération tirée de cette productiou même ; il est payé, comme nous l'avons vu, sur les accumulations précédentes. Supposons que des travailleurs s'occupent à la fois de productions industrielles et de productions agricoles destinées à l'alimentation : il est clair qu'ils recueilleront pour leur travail le fruit des objets manufacturés en même temps que celui de la terre. Mais si, en même temps, ils fabriquent leurs outils et recueillent leurs matériaux, les éléments sur lesquels ils exercent leur industrie, la seule rémunération à laquelle puisse prétendre leur travail de ce chef, est comprise dans la valeur des objets fabriqués.

Le droit à une rémunération fondée sur la possession d'une accumulation de provisions destinée à l'entretien des travailleurs est d'une autre sorte ; c'est une rémunération pour l'épargne, l'abstinence, et non plus pour le travail. Celui qui possède une accumulation de provisions, peut la dépenser à son aise dans l'oisiveté, ou en nourrir d'autres hommes qui le serviront, ou qui se battront pour lui, ou qui danseront et chanteront pour lui. Mais qu'au lieu d'en faire un tel usage, le possesseur de cette accumulation l'abandonne à des travailleurs producteurs pour les nourrir pendant le travail, il aura le pouvoir, et s'en prévaudra assurément, de demander une récompense tirée de la production même. Il ne se contentera pas d'une simple restitution, car s'il ne recevait rien au delà, il se retrouverait exactement dans la position où il était avant, et n'aurait tiré aucun avantage pour avoir attendu et remis d'une année l'application de son épargne à ses propres jouissances. Il demandera donc une compensation pour

Digitized by Google

cette privation ; il demandera que cette épargne lui soit remboursée avec accroissement, avec bénéfice, avec profit ; et sans l'espoir de ce profit, il est probable qu'il n'eût pas songé à se priver, à restreindre sa consommation pour économiser. De la même manière, les provisions qui ont fait vivre d'autres travailleurs pendant qu'ils fabriquaient des outils ou des matériaux, ont dû être le fruit de l'épargne de quelqu'un, et celui-là aussi doit recueillir un profit sur le produit dernier ; mais il y a cette différence, cependant, c'est qu'en ce dernier cas, le produit dernier doit fournir, non-seulement le profit, mais encore la rémunération du travail. Le fabricant d'outils, le constructeur de charrues, par exemple, n'attend guère, il est vrai, jusqu'à la récolte prochaine pour la rémunération de son travail ; le fermier lui en a fait l'avance, et se met à sa place, comme propriétaire de la charrue. Néanmoins, il n'en est pas moins vrai que la rémunération est, dans un pareil cas, prise sur la récolte ; le fermier n'en ferait pas l'avance, s'il ne savait s'en rembourser, et même avec un profit ou bénéfice, motivé par l'avance qu'il a faite. La récolte enfin doit payer tous ces travaux, et payer en même temps un intérêt pour les avances faites par le constructeur à ses ouvriers, par le fermier à ses laboureurs, plus un profit au constructeur et au fermier.

§ 3. — Concluons de ces considérations que, dans l'énumération et la classification des espèces de travaux qui ont pour objet de faciliter ou de rendre indirectement possibles d'autres travaux, il n'est pas nécessaire de placer le travail de la production des aliments que devront consommer les travailleurs producteurs ; bien que la possession d'une accumulation rende un nouveau travail possible, ce n'est là qu'une conséquence incidente.

Les autres cas dans lesquels le travail est indirectement nécessaire à la production peuvent être classés sous cinq chefs, ainsi qu'il suit :

1° Le travail employé à la production des matériaux sur lesquels l'industrie doit ensuite s'exercer. En général ce n'est là

Digitized by Google

qu'un travail d'appropriation, une industrie *extractive*, comme l'a proprement appelée M. Dunoyer. Le travail du mineur, par exemple, consiste à extraire de la terre des substances que l'industrie convertit en objets utiles à l'homme ; l'industrie extractive, toutefois, n'est pas bornée à l'extraction des matériaux. Le charbon, par exemple, est employé non-seulement dans l'industrie, mais sert à réchauffer des êtres humains. Ainsi employé, ce n'est plus une matière première, c'est un produit dernier. Il en est de même des pierres précieuses extraites de la mine, bien que l'industrie en fasse quelques usages, comme du diamant pour couper le verre, de l'émeri pour polir les métaux, etc. : leur principal usage est l'ornement, usage direct assurément, à moins cependant que les diverses mains-d'œuvre qu'ils nécessitent, même pour cet usage, ne les fassent considérer comme matières premières. Quant aux minéraux métalliques, ils sont tous matières premières.

Sous cette rubrique, production de matériaux, il convient de placer le travail du bûcheron qui abat les bois destinés à l'industrie du constructeur, à celle du charpentier, du menuisier, etc. Dans les forêts de l'Amérique, de la Norwége, de l'Allemagne, des Pyrénées, des Alpes, ce travail s'exerce sur une grande échelle, sur des arbres qui ont crû spontanément. En d'autres lieux, il convient d'ajouter au travail du bûcheron celui du planteur et du cultivateur.

Dans cette même catégorie doivent être aussi compris les travaux de l'agriculteur qui cultive le lin, le chanvre, le coton ; qui élève des vers à soie ; qui produit la nourriture du bétail, récolte l'écorce du chêne, les bois de teinture, les plantes oléagineuses, et autres articles qui ne sont utiles que parce qu'ils sont demandés par d'autres industries. Il faut y comprendre encore le travail du chasseur, en tant qu'il s'occupe de procurer à l'industrie les pelleteries et les plumes ; celui du berger, eu égard à la corne, aux crins, au poil, à la laine, au cuir, etc.

Les matières premières employées par les diverses industries sont innombrables : elles sont le produit du règne

Digitized by Google

animal, du règne végétal et du règne minéral de toutes les parties du monde ; en outre, les produits finis d'une industrie sont souvent les matériaux d'autres industries : le fil produit par le fileur ne sert guère qu'à confectionner l'étoffe confiée au travail du tisserand ; et le produit du métier lui-même est-il autre chose que la matière première sur laquelle s'exerce l'industrie de la couturière, du tailleur, du tapissier et même de quelques travailleurs producteurs, le fabricant de sacs, celui de voiles de navire? Le corroyeur et le tanneur ont pour occupation spéciale de convertir la matière brute en ce qu'on appelle matière préparée (*prepared material*). A dire vrai, presque toutes les subsistances alimentaires, quand elles sortent des mains du producteur agricole, ne sont que des matières premières pour l'industrie du boulanger et du cuisinier.

§ 4. — 2° Une deuxième espèce de travail indirect est celui qui a pour objet la confection d'outils ou d'instruments destinés à l'assistance du travailleur. J'emploie ces termes dans le sens le plus étendu, embrassant tous les instruments permanents qui aident à la production, depuis le caillou et le briquet destinés à produire la lumière, jusqu'au navire à vapeur ou à l'appareil le plus compliqué dont fasse usage le travail manufacturier. On peut hésiter à tracer la ligne de démarcation entre l'instrument et la matière première ; certains objets employés dans la production, le combustible, par exemple, pourraient à peine être rangés dans l'une ou l'autre catégorie ; puisque la nomenclature populaire a été déterminée par d'autres exigences que celles de la science. Pour éviter des dénominations nombreuses et qui ne répondraient à aucune distinction scientifique importante, les économistes classent, soit parmi les instruments, soit parmi les matières, tout ce qui est moyen *immédiat* de production. (Nous nous occuperons ci-après des choses qui ne servent pas à la production immédiate.) Comme ligne de démarcation suffisante pour la pratique, on peut considérer comme matière tout élément de production qui est anéanti au moins en tant que matière dans

Digitized by Google

l'acte même de la production ; ainsi le combustible, une fois brûlé, ne peut plus être employé comme combustible. Si on le repasse dans le foyer, c'est afin d'utiliser ce qui a échappé d'abord à la combustion, et non-seulement le combustible ne peut être utilisé sans brûler, mais son utilité même est basée sur sa combustion ; s'il n'était pas consumé, il n'y aurait pas de chaleur produite. Une toison, qui sert à composer des fils de laine, est détruite comme toison dans l'acte du fileur ; le fil, à son tour, n'a plus d'usage comme fil, dès qu'il est tissé. Mais, d'un autre côté, une hache n'est pas détruite quand elle a abattu un arbre, elle peut servir à abattre des arbres nouveaux par centaines ; elle peut, il est vrai, se détériorer par l'usage, mais sa détérioration ne constitue pas le travail qu'elle a fait, comme le combustible et la toison. Au contraire, elle est d'autant meilleure comme instrument de production, qu'elle se détériore moins. Il est certains objets, classés à juste titre parmi les matières, qui peuvent être employés comme tels une seconde et une troisième fois, mais non tant qu'existe l'objet qui est le résultat de la première opération. La fonte, le fer qui forme un réservoir ou un ensemble de tuyaux, peut être refondu ou reforgé pour former une charrue, une chaudière à vapeur, une pièce de mécanique. Les pierres qui ont servi à la construction d'une maison, peuvent servir à la construction d'une nouvelle maison, si la première vient à être abattue. Mais la condition de ce nouvel usage, c'est la destruction préalable du premier produit. Il n'en est pas de même des choses désignées comme instruments ; celles-ci peuvent être utilisées à des actes répétés de production, jusqu'à ce qu'ils soient mis hors de service ; les produits à la confection desquels ils ont servi restant entiers cependant et sans altération, et ne périssant que par leurs propres lois ou les accidents de leur nature.

La seule différence pratique importante que présente la distinction entre l'instrument et la matière, est celle qui a déjà attiré notre attention ailleurs. Puisque la matière première est détruite comme telle lorsqu'une fois elle a servi à la production, il importe que tout le travail nécessaire à sa produc-

Digitized by Google

tion, aussi bien que l'abstinence de la personne qui a fourni les moyens de produire, soit rémunéré par le fruit de cet usage unique. Les instruments, au contraire, pouvant, par leur nature même, servir plusieurs fois à produire la rémunération du travail qui les a créés eux-mêmes, et l'abstinence qui a fourni au travail le moyen de les créer, incombe à tous les produits successifs que ces instruments ont aidé à créer. Ce n'est guère qu'une fraction insignifiante que le produit créé paie indirectement pour la rémunération du travail et de l'abstinence, ou directement au travailleur lui-même qui en a fait l'avance à celui qui a produit l'instrument.

§ 5. — 3° Outre les éléments, matériaux, matières premières sur lesquels s'exerce le travail, outre les instruments qui l'assistent, il importe encore de tenir compte de la *protection* nécessaire à l'accomplissement de l'œuvre, qu'il s'agisse de la garantir soit contre les agents naturels destructeurs, soit contre la rapacité des hommes. Cette nécessité démontre l'existence d'un troisième genre de travail qui, bien qu'encore moins direct, n'en est pas moins nécessaire à la production. Tel est le travail de la construction des bâtiments industriels : toutes les fabriques, les magasins, les docks, les greniers, les granges, les bâtiments de ferme destinés au bétail ou aux opérations du travail agricole. J'en retranche les bâtiments d'habitation des ouvriers eux-mêmes. Ces derniers, aussi bien que leur nourriture, répondent à des besoins présents et doivent être compris dans la rémunération de leur travail actuel. Il existe bien des cas où le travail est plus directement appliqué à la *protection* des opérations productives. Le berger, par exemple, n'a guère d'autre préoccupation que de surveiller le troupeau confié à sa garde. Il convient d'y joindre encore les agents positifs qu'intéresse la réalisation des produits. J'ai déjà parlé du travail du terrassier qui creuse les fossés, du jardinier qui plante les haies, du constructeur de murailles et des retenues des eaux. Il faut placer encore dans cette catégorie le soldat, l'agent de police, le juge. Il est vrai que ces fonctionnaires n'ont pas

Digitized by Google

pour devoir exclusif la protection du travail ; leur salaire ne constitue pas, pour le producteur individuel, une partie des frais de la production. Mais ce salaire est perçu sur les impôts, lesquels sont prélevés sur le produit du travail, et dans les pays tolérablement gouvernés, ces fonctionnaires rendent à la production un service qui compense avec usure les frais qu'ils occasionnent. Pour la société prise ensemble, ces salaires sont donc une dépense de production, et si la richesse créée par la production n'était pas suffisante pour rémunérer ce genre de travail, après avoir rémunéré les autres travailleurs, la production, au moins sous cette forme, ne pourrait avoir lieu. En outre, si ce genre de protection pour tous, de protection par le gouvernement n'existait pas, chaque producteur se trouverait dans l'obligation, soit de consacrer une grande partie de son temps à sa propre défense, soit de payer des hommes armés pour le défendre. En un tel cas, le produit lui-même serait directement chargé de ces frais, et ceux de ces produits qui ne pourraient les supporter, ne seraient pas confectionnés. Dans l'état actuel des choses, le produit paie sa quote-part de protection, et nonobstant l'extravagance et la prodigalité des dépenses gouvernementales, il obtient encore à moindres frais la protection qui lui est nécessaire.

§. 6. — 4° Un travail très-considérable dont se trouve encore chargé le produit consiste, non plus à le produire, mais à le mettre à la portée de ceux pour l'usage de qui il a été confectionné. Un grand nombre de travailleurs tirent leur rémunération de ce genre de travail. D'abord la classe des voituriers par terre et par eau : muletiers, charretiers, messagistes, bateliers, mariniers, matelots, chargeurs des ports, charbonniers, employés de chemins de fer, etc. Puis viennent les constructeurs de tous les instruments qui servent aux transports, les ingénieurs hydrauliques, ceux des ponts et chaussées, des chemins de fer, et leurs agents, les constructeurs, les conducteurs de travaux, les entrepreneurs, etc. Il arrive quelquefois que le gouvernement a la prétention d'ouvrir des routes et de les livrer gratuitement,

Digitized by Google

Mais c'est là une illusion dont l'économie politique n'est pas la dupe. Le produit ne paie pas moins ces routes que les autres. Elles sont payées par les impôts au lieu de l'être directement par leur consommateur. Voilà toute la différence.

Une autre classe nombreuse de travailleurs employés à rapprocher le produit du consommateur, est celle des commerçants ou détaillants, ou, comme on peut les appeler, des distributeurs. On perdrait beaucoup de temps, on prendrait beaucoup de peine, souvent même sans succès, si les consommateurs étaient forcés d'avoir recours au producteur souvent éloigné de l'objet qu'ils désirent. C'est dans le but de diminuer ces inconvénients, que, dans le temps, on a eu recours à l'institution des foires et marchés où consommateurs et producteurs se rencontrent sans intermédiaires. Cette institution dure encore ; elle rend de bons services, surtout quand il s'agit de produits agricoles, car les agriculteurs ont, en quelques saisons, du temps de loisir. Cependant, même dans ce cas, il est quelquefois très-difficile aux acheteurs de se rendre à ces réunions, à cause de leurs occupations diverses, ou parce qu'ils sont éloignés. — Les foires qui ont pour objet des produits qui exigent un soin continuel, ne peuvent se tenir qu'à des époques éloignées, qui forcent le consommateur, soit à se passer du produit pendant longtemps, soit à s'en approvisionner à l'avance, au préjudice de ses ressources. Aussi, avant que l'accumulation du capital permît l'ouverture de boutiques et magasins, les foires étaient déjà suppléées par des marchands ambulants. On préférait le forain qui passe une fois par mois, à la foire qui se fait attendre six mois, un an quelquefois. — Cette industrie du forain dure encore. Mais les populations des villes se servent de préférence chez les débitants établis ; aussi est-ce un indice de progrès et de richesse que la multiplication des boutiques dans les lieux populeux.

Souvent le producteur et le débitant sont une seule et même personne, au moins en ce qui concerne la propriété du capital et le contrôle des opérations. Le tailleur, le cordonnier, le boulanger, fabriquent et vendent les articles de leurs

Digitized by Google

métiers. Cette union cependant n'est possible ou utile que lorque le produit doit se débiter et se consommer non loin du lieu ou il est manufacturé, et qu'il se débite au détail. Quand les produits doivent voyager avant d'arriver au consommateur, il n'est guère possible à une seule et même personne de les fabriquer et les vendre en même temps. Quand le produit est manufacturé en masses, et sur une grande échelle, il s'écoule à travers tant de canaux divers qu'il est avantageux d'en confier la vente à des agents spéciaux. Les vêtements et les chaussures même, lorsqu'il s'agit de les confectionner en nombre, pour un régiment ou un dépôt de mendicité, par exemple, deviennent l'objet du commerce, non du fabricant lui-même, mais d'un intermédiaire qui en assure la confection, en s'assurant lui-même à l'avance des travailleurs ou des fabricants qui devront les confectionner. Les produits même qui, en fin de compte, doivent être vendus en détail et un à un, sont en général fabriqués en gros et par masses (*). Enfin, quand le mouvement de la comsommation s'accroit, il s'établit encore, entre les manufacturiers et les détaillants, des commerçants qui se chargent des approvisionnements des détaillants, et qui achètent eux-mêmes à cet effet des marchandises, de sortes diverses, qu'ils distribuent ensuite à chacun selon sa spécialité. C'est de ces divers éléments que se compose la classe des distributeurs, agents supplémentaires des agents directs de la production, et c'est encore sur le produit lui-même que sont rémunérés ces agents pour leur travail et pour l'abstinence qui les a mis à même d'avancer les fonds nécessaires à la distribution.

§ 7. — Nous avons complété l'énumération des divers modes dans lesquels le travail exercé sur la nature extérieure sert à la production. Mais il existe un autre mode de travail qui conduit au même but, quoique d'une manière très-indi-

(*) *Even when things are destined to be at last sold by retail, convenience soon creates a class of wholesale dealers.* Traduction française : La commodité cree bientôt, même pour les objets destinés à être vendus définitivement en détail, une classe de marchands en gros. A. T.

Digitized by Google

recte, c'est le travail qui a pour objet l'homme lui-même. Tout homme a coûté des soins et des peines depuis sa naissance. Si ces soins et ces peines n'eussent été pris par personne, l'enfant n'aurait jamais atteint l'âge et la force qui le rendent capable de devenir travailleur à son tour. Pour la communauté tout entière, le travail et la dépense nécessités par l'éducation physique de l'enfant, constituent une partie de la dépense nécessaire à la production, et qui doit être couverte avec excédant par le travail futur de l'enfant devenu grand. Le motif qui meut les individus dans les soins donnés aux enfants, n'est cependant pas cet excédant à retirer un jour, et il n'est pas en conséquence nécessaire à l'économiste d'en tenir compte, au moins dans la pratique. Mais il n'en est pas de même de l'instruction professionnelle. Le travail qui a pour objet d'enseigner à l'enfant un métier, un art de production, à le rendre habile dans l'application des sciences, est bien certainement dépensé dans le but d'une production plus considérable après un temps donné, d'une production qui couvre la rémunération obtenue par le professeur, et laisse un excédant rémunératoire du travail de l'enfant devenu homme.

Le travail qui a pour objet de conférer l'aptitude et d'accroître la puissance productive de l'homme, soit de corps, soit d'intelligence, pouvant être considéré comme partie du travail à l'aide duquel la société accomplit ses opérations productives, ou, en d'autres termes, comme partie du coût de la production, il s'ensuit que le travail consacré à conserner cette puissance productive, à empêcher son amoindrissement ou sa destruction par la maladie ou par un accident, doit être envisagé sous le même point de vue. Le travail du médecin, du chirurgien, lorsqu'il s'applique à quelque travailleur producteur, doit être considéré, dans l'économie de la société, comme un sacrifice fait dans le but d'empêcher la destruction, l'anéantissement de cette partie de la force productive de la société, qui réside dans la vie et la puissance physique ou intellectuelle des membres producteurs de cette société. L'individu, il faut le reconnaître, est rarement mû

Digitized by Google

par ces raisonnements lorsqu'il se fait soigner par le médecin. Ce n'est pas par raison d'économie sociale qu'on se fait couper un membre ou traiter de la fièvre ; mais si le travailleur n'en a pas conscience, la raison n'en existe pas moins, et les conséquences n'en sont pas moins déduites du fait. Ce travail et cette dépense, donc, doivent être regardés comme partie des avances faites par la société dans le but d'augmenter sa puissance productive ; avances dont le produit général doit l'indemniser. Mais comme l'individu n'a pas la conscience de cette avance et qu'il ne la fait pas dans ce but, elle reste en dehors de la plupart des propositions générales que l'économie politique affirme relativement au travail producteur.

§ 8. — Une autre espèce de travail, ordinairement nommé travail mental, mais qui conduit tout aussi sûrement à la production, bien que moins directement, est le travail des inventeurs industriels. Je dis *ordinairement appelé travail mental*, parce qu'en effet il n'est pas exclusivement mental. Tout effort humain suppose la coopération des forces physiques aussi bien que de celles de l'esprit. Le plus stupide aide-maçon, qui chaque jour répète machinalement l'acte de grimper à une échelle, remplit une fonction en partie intellectuelle. Le chien le plus intelligent, l'éléphant le plus docile, seraient peut-être inhabiles à l'apprendre. Le plus sot des hommes, enseigné à l'avance, est capable de tourner un manége. Un cheval ne peut le faire s'il n'est conduit par un homme. D'un autre côté, il y a quelque chose de physique dans tout effort de l'esprit quand le résultat en est pratique et extérieur. Newton ne nous eût pas légué les *Principia*, s'il n'avait pris la peine physique soit de les écrire, soit de les dicter ; et pendant qu'il les étudiait, il a certes dessiné de nombreuses figures, écrit de nombreuses démonstrations, des chiffres sans nombre, avant d'arriver au résultat.

Outre le travail de l'esprit, les inventeurs se livrent en général à un travail manuel très-assidu ; ils construisent eux-mêmes leurs modèles, ils répètent les expériences qui doivent les conduire au résultat qu'ils cherchent. Mais, qu'il soit intel-

Digitized by Google

lectuel ou manuel, leur travail fait partie de celui qui est nécessaire à l'obtention du produit, du résultat. Le travail de Watt, quand il méditait la machine à vapeur, était un élément de production aussi essentiel que celui des ouvriers qui construisent ou des mécaniciens qui font fonctionner la machine ; et Watt, tout aussi bien qu'eux, avait, en travaillant, la pensée d'être rémunéré de son travail sur la valeur du produit.

Le travail de l'invention, au reste, est souvent rémunéré par le même mode que celui de l'exécution. Bien des manufacturiers ont à leur solde des inventeurs qui sont payés, dans le but d'inventer des dessins, des modèles, du même fonds que ceux qui les exécutent ou les copient. Ce travail est strictement travail de production, de même que le travail de l'auteur est une partie du travail de production, dont celui de l'imprimeur et du relieur sont d'autres parties.

Considéré au point de vue national ou universel, le travail du savant, du penseur, est aussi bien une partie du travail de la production, que celui de l'inventeur d'un art pratique. Un grand nombre de ces inventions ont pour base unique les découvertes scientifiques ; toute extension dans la connaissance des phénomènes naturels a pour résultat plus ou moins immédiat un accroissement dans la production. Le télégraphe électro-magnétique fut la conséquence miraculeuse, inattendue, des expériences d'Oersted et des investigations mathématiques d'Ampère. L'art de la navigation moderne est l'émanation non prévue d'investigations, en apparence plus curieuses qu'utiles, des mathématiciens d'Alexandrie recherchant les propriétés de trois courbes engendrées par l'intersection d'un cône et d'une surface plane. Il est impossible d'assigner une limite à l'importance de la pensée, même en ne considérant que les résultats matériels et physiques.

Cependant, comme ces résultats matériels, bien qu'ils soient dus au travail du savant, en sont rarement le mobile direct, et que sa rémunération ne saurait peser sur l'accroissement de production dont, en fin de compte, il est cause, il n'est guère utile à l'explication des phénomènes de l'économie

Digitized by Google

politique, à l'élucidation de ses principes, de le prendre en considération. Aussi ne classe-t-on guère les savants parmi les producteurs, qu'en raison des livres ou des autres objets vendables ou utiles qu'ils ont créés directement. Mais si, au lieu du point de vue individuel, nous nous plaçons au point de vue national ou universel, nous devons alors considérer le travail intellectuel comme une partie des plus essentielles du travail producti' de la société, et la portion de ses ressources employée à rémunérer ce travail, à l'encourager, comme la portion la plus reproductive de la dépense de la société.

§ 9. — Dans cette énumération des divers modes d'employer le travail dans le but de production, je me suis abstenu, autant qu'il est possible, de faire usage des mots par lesquels on distingue l'industrie en agricole, manufacturière, commerciale. Cette division, en effet, est loin d'offrir une classification convenable. Plusieurs branches importantes du travail producteur n'y pourraient trouver place, à moins de donner aux mots une élasticité qu'il n'ont pas. Le travail du mineur, du faiseur de voies de communication, du marin, seraient de ce nombre, sans parler de celui du chasseur et du pêcheur. Il est de même impossible d'assigner une limite au travail commercial, comparé au travail industriel. Dans quelle classe placerons-nous le boulanger, le meunier? Sont-ils travailleurs agricoles ou travailleurs industriels? Ce travail, il est vrai, participe de la nature industrielle : la nourriture est devenue complétement étrangère au sol avant d'arriver entre les mains du meunier ou du boulanger ; mais on pourrait en dire autant à l'égard du batteur en grange, du vanneur, de la batteuse de beurre ou du fabricant de fromage, dont le travail est invariablement classé comme agricole, apparemment parce que les individus qui s'y livrent habitent la ferme même et sont soumis aux mêmes ordres que les moissonneurs, les laboureurs, etc. Pour de bonnes raisons, tous ces travailleurs, y compris le meunier et le boulanger, doivent être comptés au nombre des agents agricoles, parmi les laboureurs et les moisonneurs. Tous ont pour

Digitized by Google

fonction la production des aliments, et sont rémunérés par cette production même. Quand les uns se multiplient et prospèrent, les autres prospèrent de la même manière ; tous ensemble représentent ce qu'on appelle l'*intérêt agricole*. Le service qu'ils rendent à la société par leurs travaux réunis est unique ; c'est de la même source qu'ils tirent leur rémunération. Les cultivateurs qui s'occupent d'un produit destiné non plus à l'alimentation, mais aux manufactures, appartiennent, sous beaucoup de rapports, à la même classe de travailleurs que les manufacturiers. Le planteur à la Caroline, l'éleveur de bêtes à laine de l'Australie, ont plus d'analogie et plus d'intérêts communs avec le fileur et le tisserand qu'avec le producteur de blé. Mais, d'un autre côté, le travail qui s'exerce sur le sol, sans intermédiaire, possède, comme nous le verrons ci-après, des propriétés fécondes en conséquences importantes, et qui le distinguent de celui qui s'exerce dans toutes les phases subséquentes de la production, que celui-ci soit accompli par le même ou par plusieurs travailleurs séparés ; qui le distinguent aussi bien du travail du batteur en grange ou du vanneur, que de celui du fileur de coton.

Quand donc je parlerai du travail agricole, je n'aurai en vue que le travail immédiat du sol, exclusivement, à moins que je n'avertisse le lecteur de l'extension momentanée donnée à l'expression. Le terme *manufacturé* est trop vague pour qu'on puisse l'employer avec précision, et si j'en fais usage, je désire qu'il soit bien entendu que c'est dans le sens vulgaire que je l'emploie, mais que je n'attache à ce mot aucune signification scientifique.

Digitized by Google

CHAPITRE III (*)

DU TRAVAIL IMPRODUCTIF

§ 1. — Le travail est indispensable à la production, mais cela n'implique pas que tout travail ait la production pour résultat. Il est certains genres de travail d'une utilité incontestable, et qui n'ont pas la production pour objet. C'est pourquoi l'on a distingué le travail productif et le travail improductif. Les économistes ont longtemps discuté la question de savoir ce que l'on doit appeler travail productif et travail improductif ; ils n'ont pas toujours aperçu qu'entre leurs théories il n'y avait pas une différence basée sur les faits réels.

Il est des auteurs qui donnent le nom de « productif » au seul travail dont le résultat se traduit par un objet palpable pouvant passer d'une personne à une autre ; il en est d'autres, parmi eux Mac Culloch et J.-B. Say, qui, prenant en mauvaise part le mot improductif, ne consentent à l'imposer à aucune espèce de travail dont le résultat ne puisse être utile, et produisant un bénéfice ou procurant un plaisir. Le travail des

(*) Dans ce chapitre, nous avons supprimé plusieurs passages insignifiants. Quant aux chapitres suivants, nous disons, une fois pour toutes, qu'ils seront de même raccourcis autant que possible. A. T.

Digitized by Google

employés du gouvernement, des officiers des armées de terre et de mer, des médecins, des avocats, des professeurs, des musiciens, des danseurs, des auteurs, des domestiques, etc., quand ils remplissent les fonctions pour lesquelles ils sont payés, et que leur nombre est limité à la tâche à remplir, ne peut être sans injustice stigmatisé du mot d'improductif, expression qu'ils regardaient comme synonyme de dépensier et sans valeur. Cette opinion me semble venir d'un malentendu. La production n'est pas le seul but de l'homme sur la terre : le terme improductif n'a donc en soit rien d'injurieux, moins dans la science économique que dans aucune autre. C'est ici une simple question de termes, de nomenclature, mais qui n'est pas sans importance, même lorsqu'elle n'est pas basée sur une différence d'opinion; aussi convient-il de s'arrêter aux diverses significations qu'on peut attacher aux mots productif et improductif lorsqu'on les applique au travail.

D'abord, il importe de rappeler que, même dans ce qu'on appelle la production d'objets matériels, ce qui est produit n'est pas la matière qui les compose. Tout le travail de tous les hommes ensemble serait inhabile à créer une particule de matière. Tisser un drap n'est autre chose que réarranger d'une façon particulière les brins de laine. Faire croître du grain n'est autre chose que placer une certaine matière appelée semence, dans une situation telle qu'elle puisse s'assimiler des particules d'autres matières tirées de la terre et de l'eau et former une nouvelle combinaison appelée plante.

Quoique nous ne puissions créer la matière, nous pouvons arriver à lui donner des propriétés qui, d'inutile qu'elle était d'abord pour nous, la rendent utile et profitable. Ce que nous produisons, ou ce que nous désirons produire, est toujours, comme Say le dit avec raison, une *utilité*. Le travail ne crée pas des objets, il crée des *utilités*. De même, il convient d'observer que nous ne consommons ni ne détruisons les objets eux-mêmes (*). La matière dont ils se composent

(*) Mill enfreint ici la rigoureuse exactitude de la terminologie; il ne devait pas dire « les objets », mais bien « la matière dont les objets sont formés. »

Digitized by Google

demeure, bien que plus ou moins altérée dans sa forme ; ce qui a été réellement consommé, ce sont les qualités qui avaient mis cette matière en harmonie avec nos besoins (*). Aussi M. Say et quelques autres écrivains demandent-ils avec raison : Pourquoi tout travail qui produit une utilité ne serait-il pas considéré comme productif, puisque ce que nous produisons n'est pas l'objet lui-même, mais seulement son utilité ? (**) Pourquoi refuserait-on le titre de producteur au

Les objets nous les créons. On nomme « objet » une partie de la matière ayant acquis certaine forme et certaines qualités. Le travail transforme le fer en acier, en le soumettant à l'action chimique de l'oxygène ; l'acier est donc un objet à part ; la nature, seule, ne crée pas cet objet, il ne peut être créé que par le travail. Le travail ne crée pas la matière dont l'acier est formé ; il ne peut produire un seul atome de fer ou d'oxygène. Mais les atômes dont le fer est composé, sont tirés du minerai de fer, le fer est donc lui-même un objet distinct du minerai. Le fer dégagé du minerai n'existe pas dans la nature, il est créé par le travail. S'il est impossible à l'homme de créer les atômes constitutifs de la matière (corps simples), il peut, par leurs combinaisons, donner naissance à des objets spéciaux. Chacune de ces combinaisons produit un objet à part présentant une figure, des caractères particuliers, que toute autre combinaison des mêmes éléments ne pourrait produire. En travaillant le fer, par exemple, on obtient une charrue, une bêche, une fourche, une fourchette, tous objets parfaitement dissemblables. On conçoit qu'il ne s'agit ici que de la forme de l'expression. De même nous pouvons détruire les objets créés par nous, et tous nos efforts seraient impuissants, s'il s'agissait d'annihiler le plus léger atome de matière.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

(*) Encore la même inexactitude. On consomme les objets, les atomes mêmes de la matière ; mais on ne détruit pas ceux-ci, on ne détruit que les objets. L'organisme s'assimile la nourriture et transforme les objets qui la composent en sang, en os, en muscles, etc. Cette assimilation, dira-t-on, est équilibrée par l'excrétion ? mais ce que l'organisme excrète est tout différent de ce qu'il reçoit. Il absorbe un morceau de pain, par exemple, et excrète la sueur, l'urine, etc. De plus, il est constant que durant le temps où l'organisme s'accroît, il excrète moins qu'il ne consomme. Cette remarque et la précédente nous prouvent combien il est dangereux d'accorder une confiance aveugle aux économistes français de l'école de Smith ; puisque Mill lui-même, cet esprit si logique et si précis, tombe dans la plus flagrante inexactitude en voulant utiliser l'idée du meilleur de ces économistes : J.-B. Say.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

(**) Non, ces expressions ne sont pas justes. Nous produisons et consommons non seulement les « utilités », mais bien encore les « objets ». Nous ne pouvons produire ou détruire une utilité, sans produire ou détruire en même temps l'objet qu'elle caractérise. Le passage qui nous suggère ces remarques a pour point de départ une notion fausse des qualités de la matière, envisagées

Digitized by Google

chirurgien qui remet un membre, au juge, au législateur qui assurent la tranquillité, quand on le donne au lapidaire qui polit un diamant? Pourquoi le dénier au professeur qui m'a enseigné l'art qui me met à même de gagner mon pain, et l'accorder au confiseur qui fait des bonbons pour la satisfaction momentanée d'un sens matériel?

Il est bien vrai que toutes ces sortes de travaux sont productifs d'utilité; et la question qui nous occupe n'en serait pas une, si la production d'utilité était suffisante à satisfaire la notion que les hommes se sont formée du travail productif. Production, productif, sont sans doute des expressions elliptiques, impliquant l'idée de quelque chose produit; mais ce quelque chose, dans la pensée de tous, n'est pas, je le suppose, utilité, mais *richesse*. Travail productif veut dire travail produisant richesse. Ce raisonnement nous ramène forcément à la question traitée dans notre premier chapitre : Qu'est-ce que la richesse? Doit-on compter comme richesse tous les produits utiles, ou seulement les produits matériels?

§ 2. — Les utilités par le travail sont de trois sortes :

1° Les utilités fixées et incorporées dans les objets extérieurs par le travail employé à donner à des choses matérielles des propriétés qui les rendent propres à servir des êtres humains. Ceci est la règle commune, et n'a pas besoin de commentaires;

2° Les utilités fixées et incorporées dans les êtres humains : le travail, dans ce cas, est employé à donner à des êtres humains des qualités qui les rendent propres à servir à eux-mêmes et aux autres. A cette classe appartient le travail de tous ceux qui s'occupent d'éducation : non-seulement des

à tort comme indépendantes de cette matière, prises, en un mot, pour des fluides impondérables résidant dans l'objet brut, matériel et pondérable. Les diverses qualités de la matière ne sont autre chose que cette matière elle-même envisagée à différents points de vue. En résumé, et pour préciser davantage : nous produisons l'objet pour profiter de quelques-unes des qualités constituant, à nos yeux, son *utilité*, et nous tirons un profit des qualités ou de l'utilite dudit objet en le eonsommant.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

maîtres d'école, des gouverneurs, des professeurs, mais encore des gouvernements, en tant qu'ils tendent avec succès à l'amélioration du peuple ; des moralistes, des gens d'église, en tant qu'ils produisent quelque avantage ; le travail des médecins, en tant qu'il est efficace pour la conservation de la vie et de l'esprit ; celui des professeurs des arts gymnastiques ; celui des professeurs de sciences, d'arts, de métiers ; celui des étudiants et des apprentis ; enfin le travail de tous ceux qui font l'occupation de leur vie d'améliorer la condition morale et physique, c'est-à-dire d'enseigner à cultiver les facultés de l'esprit et du corps, soit d'eux-mêmes, soit des autres ;

3° Et enfin, les utilités qui ne sont fixées ou incorporées dans aucun objet, mais qui consistent dans un simple service rendu, un plaisir donné, une peine ou un inconvénient épargné, pendant un temps plus ou moins long, mais sans laisser après soi des traces durables, et qui se reconnaissent à l'accroissement des qualités de la personne ou de la chose. Dans ce cas, le travail est employé à produire directement une utilité ; tel est, par exemple, le travail du musicien, de l'acteur, du déclamateur public, etc.

§ 3. — Il convient maintenant d'examiner à laquelle de ces trois classes de travail doit appartenir le nom de *travail productif de richesse*, puisque c'est ainsi qu'il faut interpréter le mot productif quand il est employé seul et absolument. A moins de faire usage du mot par métaphore, les utilités de troisième classe, celles qui consistent seulement en plaisirs, sans autre durée qu'eux-mêmes, ou bien en services aussi passagers, ne sauraient être considérés comme richesse. — L'idée de richesse implique essentiellement celle d'accumulation. Les choses qui, après leur création, ne peuvent être conservées, au moins pendant un temps, avant leur emploi, ne sont guère, que je sache, considérées comme richesse, puisque celui qui en jouit, quelque abondantes qu'elles soient, n'en est ni plus ni moins riche après qu'avant. Mais on ne viole pas l'usage d'une manière aussi absolue quand

Digitized by Google

on dit que tout produit susceptible à la fois d'accumulation et d'utilité doit être considéré comme richesse. L'adresse, le talent, l'énergie et la persévérance des artisans d'un pays, font partie de la richesse de ce pays tout aussi bien que les machines et les outils du travail. Selon cette définition, nous devons regarder comme productif tout travail employé à conférer une utilité permanente, que cette utilité soit incorporée dans des êtres humains, ou dans tout autre objet animé ou inanimé. J'ai déjà recommandé cette nomenclature dans un ouvrage précédent (*), comme la meilleure pour une classification. Je persiste encore dans cette opinion.

Mais dans l'application du mot *richesse* aux capacités des êtres humains, il semble toujours qu'il y ait dans l'esprit une relation implicite entre ce terme et les objets matériels produits. On appelle richesse l'adresse d'un artisan, par cela seul que cette adresse est le moyen d'acquérir la richesse matérielle ; on ne regarde pas comme richesse une adresse qui ne mène pas à ce but ostensiblement. Ce n'est que par métaphore que l'on appellerait riche une contrée dont les habitants seraient doués de vertus, de génie, de talents, si ces talents, ces vertus n'avaient pas pour effet d'attirer la richesse des autres contrées, comme cela s'est vu autrefois chez les Grecs, comme de nos jours cela se voit dans quelques contrées modernes. — Si j'étais appelé à faire une nouvelle langue technique, il me paraîtrait assurément plus convenable d'établir la différence des termes sur la permanence, que sur la matérialité de l'objet produit ; mais puisque nous sommes forcés de faire usage de termes dont le langage ordinaire a pris une entière possession, il convient de s'écarter le moins possible de la signification qu'ils ont aujourd'ui ; un avantage de terminologie obtenu par la violence faite à quelque signification dès longtemps admise, me paraît valoir moins qu'il ne coûte : l'obscurité ne tarde pas à naître de ce conflit entre la science et l'usage.

Quand donc, dans ce traité, je parlerai de la richesse, il est

(*) *Essays on some unsettled questions of political economy.* Essai III. *(Note de Mill.)*

Digitized by Google

bien entendu que c'est de la richesse matérielle seule qu'il sera question, et que, par travail productif, j'entendrai le travail dont l'emploi produit des utilités inhérentes, incorporées aux objets matériels ; mais en me limitant à ce sens du terme, j'entends m'en servir dans toute l'étendue de cette limitation même, et je ne refuserai pas le titre de productif au travail qui ne crée pas un objet matériel immédiat, pourvu que le résultat dernier de ses efforts soit un produit matériel. Ainsi, je considère le travail dépensé dans l'acquisition d'adresse manufacturière comme travail productif, non pas à cause de l'adresse acquise, mais à cause des résultats matériels qui seront produits par elle, résultats qui n'auraient pu être obtenus sans le travail qui a créé l'adresse. Le travail des agents du gouvernement qui confère la protection et la sécurité, lesquelles, de quelque manière qu'elles soient, sont essentielles à la prospérité de l'industrie, doit être aussi classé comme producteur de richesse matérielle, parce que, sans lui, la richesse matérielle n'existerait pas, ou, du moins, ne serait pas aussi abondante qu'elle l'est. On peut dire que ce travail est *indirectement* productif en opposition avec le travail du fileur ou du laboureur, mais ils ont le même caractère : ils laissent le pays plus riche en produits matériels qu'ils ne l'ont trouvé ; ils augmentent ou tendent à augmenter la richesse matérielle.

§ 4. — Par travail improductif, au contraire, on doit entendre le travail qui ne se traduit pas en une création de richesse matérielle ; le travail qui, sur quelque échelle et avec quelque succès qu'il s'exerce, ne rend pas le monde ni la communauté plus riches en produits matériels, mais, au contraire, les appauvrit dans la mesure de la consommation des travailleurs qui l'exercent.

Dans le langage de l'économie politique, tout travail est dit *improductif* quand il se traduit par une jouissance immédiate sans accroissement dans la masse des moyens de jouissances permanentes. De la même manière, il faut encore appeler *improductif* le travail même qui confère un profit

Digitized by Google

permanent grand ou petit, quand ce profit n'est pas accompagné d'une augmentation de produit matériel. Le travail qui consiste à sauver la vie d'un ami, n'est pas un travail productif, à moins que cet ami ne soit un travailleur productif, produisant plus qu'il ne consomme. Aux yeux d'un homme religieux, sauver une âme est, certes, un service bien plus important que sauver une vie ; mais il ne s'ensuit pas que cet homme doive appeler le missionnaire ou l'ecclésiastique travailleurs productifs, à moins que, comme les missionnaires de la mer du Sud l'ont fait quelquefois, cet ecclésiastique, ce missionnaire n'enseignent à leurs ouailles les arts de la civilisation en même temps que les doctrines religieuses. Il est évident que plus une nation entretient de missionnaires et d'ecclésiastiques, moins elle a de produits destinés à l'entretien des autres citoyens, à la jouissance et à la consommation du reste de la nation, tandis qu'au contraire plus elle dépense pour l'entretien d'agriculteurs et de manufacturiers, pourvu qu'elle le fasse judicieusement, plus il lui restera de produits destinés à la satisfaction d'autres besoins. Toutes choses égales d'ailleurs, une nation diminue la masse de ses produits par les uns, elle l'augmente par les autres.

Le travail improductif peut être aussi utile que le travail productif ; il peut être plus utile même, eu égard à la permanence du service, ou bien son usage peut consister seulement en une sensation agréable, qui ne laisse aucune trace ; il peut même n'avoir pas cette utilité et être une perte absolue. — Dans aucun cas il n'ajoute à la richesse de la nation ; au contraire, il y soustrait. Tout produit matériel consommé par l'individu qui ne produit pas, est autant de soustrait aux produits matériels que, sans lui, la société aurait possédés.

Mais bien que la nation perde évidemment par le travail improductif, l'individu qui s'y livre peut s'y enrichir. Un travailleur improductif peut recevoir, de ceux qui tirent plaisir ou profit de son travail, une rémunération quelquefois considérable et qui le mène à la richesse, mais son bénéfice se balance par leur perte. Ils peuvent avoir reçu l'équivalent complet de leur dépense, mais ils sont devenus plus pauvres

Digitized by Google

de tout ce qu'ils ont donné en échange. Quand un tailleur fait un habit et le vend, il s'opère un transfert de prix de cet habit de la pratique qui le reçoit au tailleur qui l'a fait, et, de plus, l'habit se trouve confectionné, produit ; la rémunération de l'acteur, au contraire, n'est absolument qu'un transfert de la poche du spectateur dans la sienne, sans aucune addition de produit. La communauté ne gagne donc absolument rien par le travail de l'acteur. Il y a plus, elle perd toute la portion de cette rémunération qu'il consomme, ne gardant absolument que ce qu'il en épargne.

Cependant une communauté peut ajouter à sa richesse par le travail improductif, aux dépens d'autres communautés, de la même manière qu'un individu peut le faire aux dépens d'autres individus. Les bénéfices des chanteurs d'opéras italiens, des gouvernantes allemandes, des danseuses françaises, etc., sont une source de richesses pour les contrées qui les ont produits, à la condition qu'ils y retournent. Les petits États de la Grèce, et particulièrement les plus arriérés et les plus grossiers, étaient une pépinière de soldats qui se louaient aux princes et aux satrapes de l'Orient, pour les aider dans leurs guerres de destruction, et qui retournaient ensuite dans leurs foyers pour y vivre du fruit de leurs rapines. Certes, ces hommes étaient des travailleurs improductifs, et la solde qu'ils recevaient et le pillage dont ils profitaient, étaient autant de dépenses sans retour pour les peuples qui les payaient. C'était cependant un bénéfice, un profit pour la Grèce. A quelques siècles de ce temps, les mêmes provinces envoyaient à Rome une autre classe d'aventuriers, qui, sous le nom de philosophes ou de rhéteurs, enseignaient à la jeunesse des classes supérieures ce qu'ils considéraient comme les biens les plus estimables. Ces hommes étaient des travailleurs improductifs, mais leurs gains considérables étaient une source de richesses pour leur pays. Dans aucun de ces cas, nous ne voyons s'accroître la richesse du genre humain. Les services de ces travailleurs, s'ils étaient utiles, étaient achetés aux dépens d'une portion de la richesse acquise ; s'ils étaient inutiles, tout ce qu'ils coûtaient était une perte sèche.

Digitized by Google

§ 5. — La distinction entre les termes productif et improductif s'applique à la consommation, aussi bien qu'au travail. Tous les membres d'une communauté ne sont pas producteurs, mais tous sont consommateurs ; ils consomment, soit productivement, soit improductivement. Quiconque ne contribue à la production ni directement, ni indirectement, est un consommateur improductif. Les seuls consommateurs productifs sont les travailleurs producteurs, et dans ce nombre nous comprenons ceux qui dirigent, aussi bien que ceux qui exécutent. Mais la consommation même des travailleurs producteurs n'est pas tout entière consommation productive ; les travailleurs producteurs peuvent consommer, et consomment en effet, improductivement. Tout ce qu'ils consomment dans le but d'entretenir ou d'améliorer leur santé, leur force, leur capacité de travail, ou dans celui d'enseigner leur art à ceux qui doivent les remplacer, est *consommation productive*. Tout ce qui se consomme en plaisirs ou en superfluités, soit par les travailleurs, soit par les oisifs, quand la production n'est ni le but, ni le résultat de cette consommation, doit être compté comme *consommation improductive*. Il convient d'excepter cependant une certaine dépense de jouissances qui peuvent être considérées comme besoins et dont la privation ôterait au travail même une partie de son efficacité.

En conséquence, disons que cela seul est consommation productive qui sert à entretenir et à augmenter la puissance productive de la communauté, soit que cette puissance réside dans le sol, dans les matières premières, dans le nombre et l'efficacité des outils et des instruments de production, ou dans la population elle-même.

§ 6. — Nous voyons cependant par ce qui précède, qu'il est une distinction plus importante à la constatation de la richesse d'une nation, que celle qui existe entre le travail productif et le travail improductif. Cette distinction est celle qui s'observe entre le travail destiné à fournir à la consommation productive, et le travail destiné à fournir à la

Digitized by Google

consommation improductive ; entre le travail appliqué à l'entretien ou à l'accroissement de la force productive des ressources du pays, et le travail appliqué d'autre sorte. Une partie seule des produits d'un pays est destinée à être consommée productivement. Le reste fournit à la consommation improductive des producteurs, et à la consommation tout entière des classes improductives.

Ce serait une grave erreur que celle qui consisterait à regretter la proportion considérable du produit annuel, qui, dans une nation opulente, est employée à la consommation improductive. Ce serait se plaindre qu'une nation ait du superflu, qu'elle puisse disposer d'une portion de sa production pour ses plaisirs et pour des usages plus élevés. Cette portion de produits est le fonds qui fournit à tous les besoins de la vie sociale, autres que la subsistance proprement dite. C'est la mesure de ses moyens de jouissance et de sa puissance d'accomplir toutes ses fonctions sociales autres que la reproduction. Il faut se réjouir, au contraire, lorsque ce fonds est considérable ; ce qu'il faut regretter seulement, ce à quoi il importe de porter remède, c'est la monstrueuse inégalité avec laquelle se fait la distribution de ce fonds, le peu de valeur des objets pour lesquels il est dépensé, et la part énorme que prennent à ce fonds, à cet excédant, des individus qui, en retour, ne rendent aucun service.

Digitized by Google

OBSERVATIONS

SUR LES TROIS PREMIERS CHAPITRES

I

MÉTHODE HYPOTHÉTIQUE D'ANALYSE

Quels sont les procédés de l'économie politique pour résoudre les problèmes qui lui sont propres? Ces procédés, nous en avons déjà vu beaucoup d'exemples, sont mathématiques. Il ne peut même pas en être autrement, car les objets de cette science sont des quantités soumises au nombre et à la mesure, qui ne peuvent être comprises que par le calcul et la mensuration. Par exemple, si l'on pose cette question: l'abolition des lois sur les céréales, c'est-à-dire le droit de la libre importation des céréales étrangères, fut-elle utile à l'Angleterre? A l'instant on calcule combien de livres de céréales étaient consommées en moyenne et par tête en Angleterre avant l'abolition desdites lois, et combien on en consomme actuellement; il se manifeste qu'aujourd'hui le chiffre moyen de la consommation des céréales est plus élevé, et la chose est décidée irrévocablement : l'abolition des lois sur les céréales fut utile.

Digitized by Google

Les chiffres fournis par la statistique sont d'une très-grande importance. Mais bien souvent ils ne suffisent pas pour la solution des questions précisément les plus essentielles, des questions relatives à l'influence nuisible ou utile de chacun des éléments fondamentaux de la vie sociale, envisagée au point de vue du bien-être matériel. Un fait de statistique nous apparaît ordinairement comme un phénomène très-compliqué, dépendant de l'action de nombreux éléments qui se confondent par leurs influences réciproques; de sorte qu'il devient difficile, sans l'aide de moyens particuliers, d'y reconnaître quel rôle appartient à tel ou tel élément. Il se présente, en outre, une nouvelle question : cet élément ne joue-t-il pas quelqu'autre rôle dans d'autres faits? Il faudrait donc examiner tour à tour tous les faits à la production desquels cet élément prend part, et cela est très-difficile : tous les faits de la vie sociale sont tellement entremêlés par leur influence mutuelle, et tous les éléments de cette même vie sociale sont tellement ramifiés dans leurs conséquences, qu'on ne peut être certain d'avoir pris en considération tous les faits dans lesquels s'est réfléchie l'action de tel ou tel élément, pas plus qu'on ne peut avoir la certitude que certaines actions de ces éléments, et peut-être les plus importantes, n'ont pas échappé à notre attention. Par exemple, les guerres que l'Angleterre faisait à la France à la fin du siècle passé et au commencement du siècle présent, étaient-elles utiles à l'Angleterre? Il est beaucoup de personnes jusqu'aujourd'hui qui trouvent que ces guerres ont été utiles, qu'elles ont développé l'agriculture de l'Angleterre, son industrie manufacturière et son commerce. Certainement, pour la plupart de nos lecteurs, une

Digitized by Google

opinion semblable paraît être une absurdité. Mais, à l'appui de cette opinion, on cite des milliers de faits statistiques. Ceux qui combattent cette opinion en citent naturellement aussi des milliers. En présence d'un si grand nombre de faits statistiques des deux côtés, les débats s'embrouillent à tel point, qu'on ne pourrait émettre un avis qu'arbitrairement, suivant sa manière de voir : qu'en un mot la solution de la question dépendrait du caprice ou du hasard, — s'il n'existait pas, pour obtenir une réponse exacte, infaillible et incontestable, une autre méthode que celle de l'examen des données de la statistique. Eh bien, cette autre méthode, elle existe.

Voici en quoi elle consiste : si nous avons à déterminer le caractère d'un élément quelconque, nous devons écarter tous les problèmes compliqués et aller à la recherche de ceux où l'élément qui nous intéresse manifeste son caractère d'une manière indubitable, de problèmes dont la structure soit la plus simple possible. Et alors, après avoir reconnu le caractère de l'élément qui nous occupe, il nous sera déjà très-facile de reconnaître le rôle que joue cet élément dans le problème compliqué que nous avons ajourné jusque là.

Au lieu du problème compliqué, comme par exemple celui-ci : « les guerres avec la France à la fin du siècle passé et au commencement du présent étaient-elles utiles à l'Angleterre? », on prend la question la plus simple, celle qui n'est compliquée par aucune circonstance accessoire : « la guerre peut-elle être utile, non pour une bande quelconque, mais pour une nation nombreuse? »

Et maintenant, comment résoudre cette question? Il

Digitized by Google

s'agit de l'avantage, c'est-à-dire de la quantité de bien-être ou de richesse, de sa diminution ou de son augmentation, c'est-à-dire d'objets qu'on évalue au moyen de chiffres. Où prendrons nous donc ces chiffres? Nul fait d'histoire ne nous les donne sous l'aspect qu'il nous faut, c'est-à-dire sous l'aspect le plus simple ; nul fait d'histoire ne les donne de manière qu'ils ne dépendent que du seul élément en question, qui est la guerre. Dans la guerre dont il s'agit, les phénomènes historiques furent déterminés, non par le seul élément *guerre*, mais encore par un grand nombre d'autres conditions et d'autres circonstances. Et il en est de même pour chaque fait historique.

Ainsi du domaine des événements historiques, nous devons nous transporter dans le domaine de la pensée abstraite; et celle-ci, au lieu de s'appuyer sur les données statistiques présentées par l'histoire, fait des opérations sur des chiffres abstraits, dont la signification est conditionnelle et que l'on prend simplement par commodité.

Supposons que la société se compose de 5000 habitants et que dans ce nombre on compte 1000 hommes adultes dont le travail entretient toute la société. Supposons que de ces derniers, 200 sont partis pour la guerre. Il s'agit de savoir quel rapport économique a cette guerre avec la situation de la susdite société. La guerre a-t-elle augmenté ou diminué le bien-être social ? Dès que nous avons fait une pareille construction, construction la plus simple de la question, la solution devient tellement facile et incontestable que chacun peut la trouver aisément et qu'elle ne peut être réfutée par nul homme ni par nulle chose.

Digitized by Google

Quiconque sait faire une multiplication et une division, dira sans hésiter : Avant la guerre chaque ouvrier avait cinq personnes à entretenir ; et pendant la guerre, lorsque 200 ouvriers sont détournés du travail, il n'en est resté que 800 ; ceux-ci doivent s'entretenir eux-mêmes ainsi que les 4000 habitants restant, et, en outre, ils doivent encore entretenir les 200 ex-ouvriers qui sont partis pour la guerre, ce qui fait toujours un total de 5000 personnes; par conséquent chaque ouvrier a 6,25 personnes à entretenir (autrement parlant, 100 ouvriers entretenaient d'abord 500 personnes et ils en entretiennent à présent 625). Il est évident que la situation de ces ouvriers est devenue plus pénible et que tous les autres membres de la société ne peuvent pas être entretenus dans la même abondance qu'autrefois. Il est évident que la guerre est nuisible au bien-être social.

Le lecteur s'aperçoit qu'il n'est attribué aucune importance à la grandeur absolue des chiffres ; il n'y a d'important que l'augmentation ou la diminution du quotient résultant du changement que subit le chiffre qui représente l'élément dont nous voulons connaître le caractère. Y aura-t-il *plus*, ou y aura-t-il *moins*, voilà tout ce qu'il nous faut savoir, voilà tout ce qui est important pour nous. S'il en résulte « plus », cela restera plus, quels que soient les chiffres que nous prenions ; et s'il en résulte « moins », cela restera moins, quels que soient encore les chiffres que nous prenions.

Mettons, par exemple, que la société se compose de 600,000 habitants au lieu de 5000, qu'il y ait 150,000 ouvriers au lieu de 1000 et que 50,000 au lieu de 200 soient allés à la guerre ; la déduction sera identiquement la même.

Digitized by Google

Avant la guerre l'ouvrier entretenait 4 hommes; pendant la guerre, puisque de 150,000 il n'en est resté que 100,000, chaque ouvrier aura 6 hommes à entretenir. La chose est la même qu'auparavant : la situation pour les ouvriers est devenue plus pénible qu'autrefois, et elle s'est empirée pour toute la population formant la société.

De même, nous apercevons de combien précisément cette situation s'est empirée; cela dépend déjà de l'importance des chiffres que nous avons pris par supposition, et c'est pour ce motif que nous n'avons pas insisté sur la grandeur exacte du quotient. Mais nous apercevons aussi que le dommage produit à la société par la guerre est d'autant plus grand, que la proportion d'hommes envoyés à la guerre est plus grande, et, par conséquent, nous disons : le désavantage de la guerre pour la société est directement proportionnel au nombre des hommes allant à la guerre.

Ces déductions sont parfaitement incontestables, elles conservent une véridicité complète de mathématiques, quoique ces chiffres aient été pris simplement « par supposition », quoiqu'ils fussent accompagnés tout bonnement du mot « supposons. »

D'après ce terme « supposition », « hypothèse », la méthode elle-même porte le nom d'hypothétique.

Revenons, maintenant, à la question particulière que nous avons ajournée: la guerre de l'Angleterre avec la France, à la fin du siècle passé et au commencement du présent, fut-elle utile à l'Angleterre? Nous voyons que cette question est déjà résolue, qu'elle n'admet qu'une seule solution: si la guerre ne peut pas être utile en général, si elle rend la société plus pauvre, il n'y a pas de

Digitized by Google

doute que la série de guerres dont nous parlons, fut nuisible à l'Angleterre.

Dans ce sens général, les questions d'économie politique peuvent être résolues au moyen de la méthode hypothétique avec une véridicité mathématique, pourvu qu'elles soient posées régulièrement, pourvu qu'on emploie une méthode juste pour les transformer en équations. La solution est dans les mots « augmentation » et « diminution », c'est-à-dire « utilité » et « dommage », « avantage » et « désavantage. »

Il n'en serait pas de même si nous voulions savoir la grandeur précise de l'action nuisible ou utile, sur une société en cas donné, de l'élément que nous venons de fixer ; si nous voulions savoir la grandeur du dommage qu'ont causé à l'Angleterre ses guerres avec la France à la fin du siècle passé et au commencement du présent. Mais c'est déjà l'affaire de l'histoire et de la statistique, elles doivent donner ici leur réponse non hypothétiquement, mais par des récits positifs et par des chiffres. Le traité que nous traduisons, s'occupe presque exclusivement des questions sous l'aspect le plus général ; et c'est pour cela que nous serons obligés d'avoir plus souvent recours à la méthode hypothétique qu'à l'histoire et à la statistique. Mais que faire lorsqu'à la solution générale de la question, trouvée d'après cette méthode, on réplique par des faits et des chiffres qui se rapportent à un ou à plusieurs événements séparés, lorsque, par exemple, on répond à la solution : « la guerre est désavantageuse » par des chiffres sur le développement du commerce et de l'industrie de l'Angleterre pendant sa guerre avec la France sous la République et sous Napoléon ? Si ces chiffres sont authentiques, il est évident qu'il faut

Digitized by Google

vérifier s'ils peuvent être considérés comme conséquences de l'élément à l'action duquel on les attribue, ou s'ils sont produits par l'influence d'autres éléments. Nous trouvons toujours, en dernière analyse, qu'il en est ainsi ; que si en présence de l'existence d'un certain élément, il y a dans la société des faits qui contredisent son caractère général, ces faits sont produits par l'action d'autres éléments, qui lui sont contraires, qui peuvent même l'emporter sur son influence, mais dont l'action propre est affaiblie par cette influence même.

Ayant un caractère mathématique, la méthode hypothétique opère essentiellement par des chiffres ; mais les équations formées d'après ses règles sont souvent tellement incomplexes, que nous laissons le lecteur imaginer lui-même les chiffres et nous contentons du seul emploi des mots vagues « plus » et « moins. » Par exemple : le bien-être de la société est d'autant plus grand, que la quantité des ouvriers ou des hommes adultes de la population est plus grande. En apportant des réflexions semblables à la méthode hypothétique, ainsi que nous le devons, nous verrons que l'économie politique tout entière se développe au moyen de cette méthode. Certes, on lit beaucoup plus facilement ces expressions vagues et ces arguments courts que les calculs quelque peu longs, où sont alignés beaucoup de chiffres Si dans nos observations il se présente un peu trop de calculs et de chiffres, cela provient non de ce que nous méconnaissons la fatigue qu'ils peuvent causer au lecteur, mais de notre désir d'attirer son attention sur des questions qui étaient résolues erronément par un très-grand nombre d'écrivains, et à propos desquelles un avis faux est très-répandu. Parler de ces questions dans les termes vagues

Digitized by Google

« beaucoup » et « peu », « plus » et « moins », serait insuffisant ; et les déductions tirées de leur juste solution, sont de telle importance, qu'elles méritent d'être analysées avec quelques efforts d'attention.

Digitized by Google

II

PRODUCTION ET CONSOMMATION AVANTAGEUSES ET DÉSAVANTAGEUSES POUR LA SOCIÉTÉ

Nous venons de voir que le travail peut être productif ou improductif, que la consommation peut être de même productive ou improductive. Mill, suivant Adam Smith et Ricardo, rapporte au travail improductif beaucoup de sortes d'occupations que les économistes français, Say entre autres, regardent ordinairement comme travail productif. Des éclaircissements de Mill, il résulte, sans aucun doute, que les économistes français se laissent séduire par des explications lourdes et forcées ; d'où vient chez eux cette tendance à inventer des sophismes pour réfuter une déduction qui, déjà par Adam Smith, était très-clairement présentée? Say lui-même en explique la cause : le mot improductivité jette une sorte de mauvaise ombre sur les professions auxquelles il se rapporte. Mill dit que l'improductivité n'empêche pas plusieurs professions d'être très-respectables et très-utiles. Mais Say savait tout aussi bien que lui qu'elles sont respectables

Digitized by Google

et utiles; et c'est pour cela précisément qu'il s'efforçait de les délivrer du nom d'improductives. De cette discordance de penseurs, qui ont, au fond, les mêmes idées, nous devons conclure qu'il y a quelque obscurité dans la position même de la question. Le travail de Garrick et de Kean, qui interprétaient Shakspeare d'une manière parfaite, vaut, certainement, beaucoup plus que le travail d'un scribe presque illettré, lisant stupidement, devant les bourgmestres des villages, l'ordonnance de l'administration du canton rural. Mais pourquoi donc l'utilité pour la société du travail du scribe, n'a-t-elle besoin d'aucune démonstration, tandis que les travaux de Garrick et de Kean, selon les économistes français, semblent avoir besoin d'être défendus par des arguments forcés? Pourquoi le mot « improductif », contient-il une sorte de blâme, malgré la haute dignité de certains travaux improductifs?

Il nous faut pour cela envisager de plus près la répartition des forces sociales entre diverses occupations et le rapport de ces occupations aux besoins de la société.

Supposons que la société se compose de 4000 hommes et que de ce nombre, 1000 soient adultes et doivent entretenir de leur travail toute la société; supposons encore qu'il faille une moyenne de deux tchetverts (*) de blé par an et par tête, et que chaque ouvrier, en s'occupant d'agriculture une demi-année ou 150 jours, produise 20 tchetverts. Il faut, en ce cas, pour la production de 8000 tchetverts, 400 hommes s'occupant de cette production pendant une demi-année, ou ce qui revient au même, un nombre de jours qui soit égal

(*) 1 tchetvert : 2,097 hectolitres. (*Note du traducteur*).

Digitized by Google

au travail annuel de 200 ouvriers. Supposons toujours que pour la production des autres vivres nécessaires à une nourriture saine et variée (viande, lait, légumes), il faille tout autant de temps, c'est-à-dire encore le travail annuel de 200 ouvriers. Supposons que tout autant de travail (200) soit nécessaire pour la construction et la réparation des demeures et pour l'approvisionnement du combustible; enfin qu'il en faille tout autant pour procurer à chacun des vêtements suffisants et pour satisfaire les autres besoins de première nécessité du ménage. Tout cela est le travail directement employé à produire des objets destinés à la consommation. Il faut, d'ailleurs, une certaine quantité de travail productif indirect pour soutenir ce travail direct. Supposons que pour veiller à la sécurité il faille 50 ouvriers, et tout autant pour d'autres travaux indirects (préparation d'instruments, etc.). Tout cela est le travail employé à la production des objets de première nécessité; ainsi, nous voyons qu'il faut à la société pour la production des objets de première nécessité en quantité satisfaisante à ses besoins le nombre suivant d'unités annuelles de travail (ou le nombre suivant d'ouvriers annuels, en comptant 300 jours de travail par homme) :

Production de pain	200	ouvriers
— d'autres vivres.	200	—
— de demeure et de combustible	200	—
— de vêtements et autres objets nécessaires.	200	—
Garde de la société et des produits. . .	50	—
Autres sortes de travail productif indirect	50	—
Total . .	900	ouvriers

Digitized by Google

Ainsi, outre les occupations se rapportant à la production des objets de première nécessité, il reste pour toutes lesautres occupations 100 unités de travail ou 100 hommes adultes.

Maintenant, au lieu de commencer le calcul par le commencement, c'est-à-dire par le pain et autres objets de nécessité première ; au lieu de laisser aux autres occupations, seulement autant de temps, de travail, d'hommes, qu'il en reste de superflu après la satisfaction des premières nécessités, nous allons essayer de tourner la question en sens inverse. Commençons par chercher quelles choses sont agréables, quels plaisirs sont élevés, et établissons quel nombre d'unités annuelles de travail réclament ces choses et ces plaisirs.

Il nous faut : 1° un théâtre, — où 20 hommes doivent mettre leur travail ; 2° des concerts, — 20 hommes encore ; 3° des ornements en bronze, — 20 hommes toujours ; 4° des broderies en or ; 5° des tapisseries et des rideaux en soie ; 6° enfin d'autres ouvrages divers de même genre ; a chaque sujet 20 ouvriers, soit 120 ouvriers en somme. Mais tout cela est pour l'œil et pour l'oreille, et comment peut-on ne pas songer à l'estomac ? Il nous faut des plats gastronomiques, — mettons-y le minimum — 40 ouvriers, c'est vraiment bien modéré ; il nous faut des vins fins, — soit 40 hommes encore ; ainsi pour les agréments gastronomiques 80 hommes, pour les autres objets de luxe 120, soit au total, 200 ouvriers. Il est évident que pour les objets de première nécessité il ne reste que 800 ouvriers au lieu de 900, nombre indispensable pour pouvoir produire ces objets en quantité suffisante. Il est évident alors que ces objets manqueront à beaucoup de

Digitized by Google

membres de la société et qu'il y aura beaucoup plus de motifs pour la multiplication des vols et des autres violations de la paix et de la propriété. Afin de se garder de ces attentats, la société devra employer un plus grand nombre d'unités ; au lieu de 50 ouvriers comme auparavant, il lui en faudra 100. En quel état sera donc alors la production directe d'objets de première nécessité ?

Après la soustraction de ces 200 ouvriers en objets de luxe, des 100 de garde et des 50 de la production indirecte d'autres catégories, il reste pour la production directe des objets de première nécessité 650 hommes au lieu de 800, qui y sont indispensables. Qu'arrivera-t-il alors? On ne peut pas vivre sans pain et l'amoindrissement de la production tombera principalement, non sur le pain, mais sur la viande, sur les légumes, etc. Mais comme enfin on peut manger du pain en quantité un peu moindre, il s'en suit qu'on pourra, dans la production, employer 175 hommes au lieu de 200 ; cette production alors ne s'élèvera plus qu'à 7000 tchetverts.

Pour les autres vivres, pour les demeures, les combustibles, les vêtements, etc., il reste, au lieu de 600 ouvriers comme auparavant, 475 seulement. On peut produire beaucoup moins de viande et d'autres vivres qui ne sont que des objets de fantaisie, puisque le pain seul suffit. Au lieu de 200 ouvriers, mettons-y 125, il restera alors 175 pour demeures et combustibles, et pour vêtements 175 également.

Nous voyons que beaucoup de membres de la société auront une très-faible quantité de nourriture, de vêtements, de demeures et de tous autres objets de première nécessité.

Digitized by Google

Quelle est la cause de cette pénurie? Provient-elle de ce que les occupations qui absorbent le temps des 200 ouvriers sont inutiles en elles-mêmes ou d'un caractère peu élevé? Non, car s'il est vrai que quelques-unes manquent de noblesse, celles des cuisiniers, des ornemanistes par exemple, il en est d'autres qui sont très-élevées et très-respectables. Parmi ces 200 ouvriers, il y a de grands peintres, d'excellents musiciens, des artistes de génie en un mot; mais cela est indifférent. Qu'importent les occupations de ces 200 hommes, s'ils ne coopèrent pas à la production des objets de première nécessité, alors que la société manque de ces objets! La disette de la société ne provient pas de ce que ces occupations sont moins bonnes que l'agriculture ou la couture de bottes de paysans; mais tout simplement de ce qu'elles accaparent le travail de 200 hommes, alors que la société, sans dommage pour elle, ne peut y consacrer que le travail de 100.

Existe-t-il, en effet, dans une société quelconque, une telle disproportion entre le nombre des bras occupés à la production des objets de luxe ou du travail improductif, et le nombre de bras nécessaire à la fabrication des objets de première nécessité? Le démontrer est l'affaire de la statistique.

L'économie politique dit seulement que lorsqu'il y a dans une société quelconque du travail improductif, du travail tourné vers la production des objets de luxe, alors que les objets de première nécessité ne sont pas en quantité suffisante, cette société souffre de la répartition des bras entre les divers genres d'occupations, répartition anti économique et non conforme aux besoins de la société et aux moyens dont elle dispose.

Digitized by Google

En comparant les deux exemples que nous venons de donner, nous voyons d'où provient cette non conformité. Dans le premier cas, nous avons commencé la répartition par les besoins qui sont la base de l'existence, ne laissant aux besoins supérieurs que le superflu après satisfaction des premiers. Dans le second cas, nous avons commencé par la satisfaction des besoins supérieurs, ne donnant aux besoins inférieurs, purement matériels, que ce que les premiers leur laissaient accidentellement.

Lequel des deux modes de répartition est en général meilleur pour la société? Chacun peut là-dessus décider à son aise. En présence de la situation mauvaise des sciences morales, actuellement, on peut dire que mieux vaut admirer un tableau de Raphaël qu'avoir une saine nourriture. Pourtant, il faut le dire, la manière actuelle de penser n'a pas de propension à des idées pareilles. On est, au contraire, disposé à penser que la pauvreté nuit au développement de la vie digne de l'homme; que les agréments supérieurs ne devraient être accessibles qu'après la satisfaction des besoins inférieurs ; que, par exemple, on ne peut s'occuper avec succès et plaisir de philosophie ou d'astronomie qu'à la condition d'être affranchi tout au moins des privations matérielles. On pourrait déduire de là, que même celui à qui les intérêts de l'art, de la science abstraite, de la peinture, de la philologie, de l'archéologie, du théâtre ou de la poésie, sont plus chers que le bien-être matériel de la société, devrait trouver meilleure une distribution du travail qui aurait pour base les besoins matériels de l'homme, en ce sens que le bien-être matériel de la société ne pourrait que contribuer au progrès de l'art et de la science.

Digitized by Google

Conformément à cette manière de penser, on peut croire que si 100 hommes composant une certaine société, vivent dans l'abondance et peuvent, ne serait-ce que le dimanche, avoir quelque loisir, n'y en eût-il pas un qui soit acteur de profession, ils auront, néanmoins, des spectacles et même de plus nombreux et de meilleurs que s'il y avait parmi eux 20 acteurs et 60 misérables, abrutis par les privations. Pourvu que les hommes aient le bien-être matériel, les théâtres ne leur manqueront pas. Le théâtre sera mauvais, au contraire, et sans valeur artistique, si notre passion pour lui nous fait oublier tout le reste, au point de laisser la masse de la société en proie à la misère et à l'ignorance; la vie sociale, dans ce cas, prendra une direction déplorable.

La multitude peut être méprisée, et c'est de sa situation cependant que dépendent la situation et le développement de toutes les classes de la société. L'ignorance de la masse se réfléchit sur les savants, sa trivialité sur les hommes du grand monde, ses souffrances sur ceux-là qui ont tout en abondance. Le développement des sciences, des beaux-arts, de la morale et de toutes les autres perfections, fut toujours en proportion directe du bien-être matériel de la masse.

Cette opinion est-elle juste? Nous la livrons à l'appréciation de chacun.

L'examen de ces questions n'appartient pas à l'économie politique; nous les avons effleurées seulement, parce que certains esprits s'élèvent contre les penseurs qui font ressortir l'avantage d'une distribution du travai conforme aux besoins matériels de la société. Ce système, dit on, est hostile à tout ce qui est élevé, poétique et beau; il conduirait à enlever la tête de l'Apollon du Bel-

Digitized by Google

védère, pour en faire un pot à gruau. Ceux-là seulement qui ne connaissent pas ces penseurs peuvent croire à semblable chose ; ils soutiennent au contraire que c'est précisément le soin du bien-être matériel de la masse qui sert à développer tous les biens supérieurs dont l'homme peut faire cas. Est-ce vrai ? Mais c'est dans la psychologie qu'il faut chercher la réponse et non dans notre science spéciale, l'économie politique. Une science, on peut le croire, ne contredira pas l'autre. L'économie politique est basée sur cette idée : que le bien-être matériel sert, non d'obstacle, mais de condition à tout développement supérieur.

Quoi qu'il en soit, il est indiscutable qu'en détournant plus de bras qu'on ne le peut de la production des objets de première nécessité, on amène la rareté de ces produits. La masse ne se rend pas compte de cette vérité d'une manière théorique ; mais en pratique elle n'en subit que trop les conséquences.

En Angleterre, la société est calme, et pour cette raison on y peut trouver satisfaisantes ces recommandations dont sont dignes beaucoup de branches du travail improductif, sans chercher à savoir s'il est opportun ou non d'attacher un trop grand nombre d'ouvriers à ces belles occupations qui, en définitive, ne donnent ni du froment, ni du drap.

En France, la chose est toute différente. Dès la fin du siècle passé, la masse s'agite, demandant pourquoi elle est pauvre, et menaçant, à tout moment, d'une révolution, dans l'espoir que cette révolution anéantira la pauvreté. Elle sent et ses représentants disent que la société a besoin d'une quantité plus grande d'objets de nécessité

Digitized by Google

première. A ce point de vue, le travail se divise en deux parties, l'une appliquée à la production des objets de première nécessité et l'autre à des occupations d'un genre tout différent. Le travail improductif appartient à la seconde partie et en constitue la portion la plus visible, si ce n'est la plus grande. Sous l'influence de la pensée dominante, il est facile d'appliquer à titre de reproche et d'humiliation le nom de travail improductif à toute la seconde partie comprenant les occupations qui ne satisfont pas aux premiers besoins, quoique beaucoup d'entre elles, suivant la terminologie en vigueur, ne puissent être nommées improductives et que d'autres soient très-respectables en elles-mêmes.

Les économistes français n'ayant pas aperçu la véritable cause de l'impopularité et du caractère humiliant du terme « improductif », s'imaginèrent qu'ils pouvaient relever la réputation de leurs travaux préférés, en démontrant que suivant le sens de la terminologie savante, on devait les nommer « productifs » ; mais cette terminologie n'avait rien à voir là dedans. De là, leurs efforts pour prouver que les occupations qu'Adam Smith a cru indignes d'être qualifiées de productives, ont le droit de porter ce nom. Ces efforts ne réussirent pas ; eussent-ils réussi, qu'aucun avantage n'en serait résulté, la chose ne résidant pas dans le nom des occupations, mais bien dans la non conformité avec les besoins de la société, de la distribution des bras producteurs entre diverses occupations.

Mill, en qualité d'homme qui croit son pays à l'abri de toute secousse, reste indifférent à cette question sur le travail productif et improductif, question posée, en effet, d'une façon inexacte, mais dont la base renferme impli-

Digitized by Google

citement la demande d'un rapport équitable entre la quantité d'objets de luxe produits par la nation, et ses besoins, en vue d'un accroissement dans la production d'objets de première nécessité.

Mais il appuie, et non sans raison, sur la haute importance d'une distinction similaire ; celle à établir entre la consommation productive et la consommation improductive. Le début du paragraphe 5, et surtout celui du paragrage 6 (chapitre III, livre Ier), ne laissent rien à désirer. Nous parlerons plus loin de la seconde moitié du paragraphe 6 ; maintenant nous allons jeter un coup d'œil sur tout ce que Mill a dit des diverses sortes de travail et de consommation, ainsi que sur nos observations propres, lesquelles n'ont rien de contraire à Mill, à Ricardo, à Malthus, à Adam Smith, et sont même tout-à-fait conformes aux idées fondamentales de ces penseurs et déduites d'après la méthode qu'ils ont adoptée.

On ne trouvera donc pas dans nos paroles une idée qui n'ait déjà été exprimée par eux.

Nous arrivons ainsi aux conclusions suivantes :

Le besoin le plus urgent de la société est d'accroître sans cesse la quantité des produits de nécessité première ; à ce point de vue, la division du travail en « productif » et « improductif » n'a pas d'importance et Mill lui même en convient.

Cette distinction, en effet, n'est ni conforme au but pratique des recherches économiques, ni commode sous le rapport théorique, en ce sens qu'elle divise en diverses catégories, des genres de travaux ayant un caractère essentiel commun, et en réunit d'autres qui n'ont entre eux nulle similitude.

Exemple : le travail du peintre ou du sculpteur est

Digitized by Google

nommé productif, par cela seul, que la statue ou le tableau sont des choses durables et matérielles, tandis que le travail de l'acteur et du musicien est nommé improductif. Tous ces hommes et leurs œuvres cependant, au point de vue des services réels qu'ils rendent à la société, ne forment évidemment qu'une seule catégorie. On classe, au contraire, avec les peintres et les sculpteurs les terrassiers et les porteurs d'eau, quoiqu'il n'y ait rien de commun entre eux.

Ce qu'il est important, très-important d'établir, au contraire, autant au point de vue des besoins pratiques de la société, que sous le rapport théorique, c'est la division de la consommation en « productive » et « improductive. »

Les bases de ces classifications présentent, sous un terme unique, des caractères dissemblables. Pour le travail, c'est un signe extérieur, accidentel, de matérialité et de durabilité qui sert de base. Pour la consommation, c'est la destination, le sens, le rôle économique.

Pour que ces deux classifications adoptées par Smith dans sa théorie, soient d'accord entre elles, il faut évidemment accepter pour l'une la base de l'autre. La logique, l'importance pratique nous forcent à préférer celle appliquée par cette théorie à la consommation.

On appelle « productive » toute consommation ayant pour résultat l'accroissement des moyens de production ou servant de source à une production nouvelle; on devra donc qualifier « productif » tel travail dont les produits servent de source à une nouvelle production, ou ont pour but l'accroissement des moyens de production.

A l'époque où nous écrivions notre article « *Le Capital*

Digitized by Google

et le Travail », afin de ne pas l'étendre outre mesure, nous n'avons pas voulu y introduire une nouvelle terminologie dont il nous aurait fallu démontrer la nécessité, et tout en changeant la base de la classification du travail, nous avons laissé subsister les termes anciens.

Mais, suivant la judicieuse remarque de Mill, il est toujours dangereux de donner au vieux terme une nouvelle acception, sous peine de tomber dans la confusion. Pour une notion nouvelle, il vaut mieux chercher un nouveau terme; c'est ce que nous allons faire pour la classification du travail et de la consommation.

Les mots « avantageux » et « désavantageux » correspondent bien, à notre avis, à l'essence de la chose, et nous avons l'intention de les employer toujours.

De l'avantage de qui s'agit-il? La science traite de la nation, de la société, du genre humain; il en résulte qu'il faut mesurer l'avantage et le désavantage d'après les besoins de la nation, de la société, du genre humain.

Sur quel avantage faut-il discuter? Dans l'économie politique s'occupant à rechercher les conditions du bien-être, évidemment sur l'avantage du bien-être. La voie vers l'accroissement du bien-être, c'est la production; de là, tout ce qui contribue à l'accroissement de la production est avantageux. Ainsi la classification pour la consommation, que nous adoptons d'après notre terminologie, coïncide parfaitement avec celle adoptée par Mill, suivant l'ancienne terminologie.

Mais les différentes sortes de travail, d'après la nouvelle classification, se répartissent bien autrement que d'après l'ancienne.

Plusieurs genres de travaux présentent un caractère absolu d'avantage. L'agriculture, par exemple, et, en

Digitized by Google

général, tout travail participant à la production des objets de première nécessité, de même que le travail de l'éducation et de l'instruction, puisque grâce à ces travaux-là, le bien-être social s'accroît infailliblement et dans tous les cas.

Il est d'autres travaux dont le caractère est absolument désavantageux. Telles sont les occupations qui anéantissent les forces physiques, intellectuelles et morales de l'homme, dont la capacité de producteur, un des facteurs du bien-être, s'amoindrit naturellement.

Telle est la guerre, par exemple.

Mais outre cela, il est une vaste classe d'occupations qui peuvent être avantageuses ou désavantageuses pour la société, suivant le degré de bien-être atteint par elle et l'importance des moyens dont elle dispose.

Le tissage du drap fin, par exemple, dans une société qui n'a pas assez de drap ordinaire, sera désavantageux, parce que la société, comme on le voit, ne dispose pas encore de tant de moyens de production qu'elle puisse, sans amoindrir son bien-être, consacrer à la production du drap plus de travail qu'il n'en faut pour la fabrication du drap ordinaire. Or, la fabrication du drap fin exige plus de travail, absorbe plus de moyens, que celle du drap ordinaire.

Mais lorsque, grâce à l'accroissement des moyens de production, la société sera suffisamment munie de drap simple et aura du temps inoccupé, elle pourra sans dommage pour elle, employer ce temps au tissage du drap de plus fine qualité.

Cette catégorie du travail et des produits est particulièrement intéressante, tant en soi, que par les débats qu'elle occasionne.

Digitized by Google

En soi, elle est intéressante sous ce rapport que chaque genre et chaque espèce des produits qui la composent, demande un examen particulier, pour chacune des époques du développement économique de chaque société. Il n'y a point ici de signes immuables, comme dans les premières catégories, avec leurs qualités absolues d'avantage et de désavantage; tout dépend, au contraire, du rapport existant entre certain travail ou produit et certains moyens de la société.

La question est tout à-fait la même que pour telle ou telle dépense de tel ou tel individu : ce qui est économique et sage pour l'un, disposant de certains moyens, est prodigue et imprudent pour un autre dont les moyens ne sont pas les mêmes, et aurait été imprudence et prodigalité de la part du premier, si ses moyens avaient été moindres. Un riche négociant agit très-sagement en achetant une voiture à ressorts plats et une paire de chevaux excellents; l'emploi d'un mauvais fiacre serait pour lui moins économique. Ne gagnerait-il qu'une heure par jour en allant plus vite, qu'il aurait, au bout de l'année, un gain supérieur au prix de sa voiture et de ses excellents chevaux ; car chaque heure consacrée par lui à ses affaires, lui donne un bénéfice de centaines et de milliers de roubles. Mais celui-là serait bête et se ferait bientôt mettre en prison pour dettes, qui, n'ayant que mille roubles de revenu, achèterait pour son usage une voiture et des chevaux semblables.

Ce raisonnement est applicable aux différentes sociétés sous le rapport économique. Tout le monde, dans une société, mange-t-il du pain de froment? Tout le monde a-t-il du bœuf sur sa table quand il le désire? Si oui, la société peut alors employer le superflu de ses moyens

Digitized by Google

à l'acquisition d'asperges en hiver. Toutes les demeures sont-elles meublées suffisamment ? Si oui, la société peut les revêtir d'ornements en bronze. Les asperges d'hiver et le bronze sont des choses belles et convenables. Mais si le contraire existe, si la société n'a pu développer à ce point ses forces productives, les asperges d'hiver et le bronze sont pour elles prématurées : *piu tardi*, comme dit le maëstro Lazareff, auteur de la fameuse symphonie exécutée sur des bombardes ; ne songez pas à manger le dessert tant que vous n'avez de potage sur la table ; le dessert n'est bon qu'après quelques mets nourrissants. Au point de vue extrinsèque, cette catégorie de produits et d'occupations tirant leur avantage ou leur désavantage de l'état de la société, est intéressante en ce qu'elle comprend les soi-disants objets de luxe sur lesquels on a tant discuté pour savoir s'ils étaient nuisibles ou non, ou même utiles.

Nous croyons que le lecteur n'a pas besoin qu'on lui démontre l'influence nuisible du luxe sur le bien-être. Mais il aperçoit aussi qu'une chose peut être un objet de luxe ou de simple et utile commodité, ou même de nécessité ; c'est là une question de temps et de lieu. Disposer d'une vaste plaine ou d'un grand bocage, pour y chasser, est une chose de première nécessité pour un sauvage ; c'est du luxe pour un Anglais. Avoir à proximité de sa demeure une vaste cour à soi, est de première nécessité pour un paysan russe ; c'est du luxe pour l'habitant de St-Pétersbourg et plus encore pour celui d'une grande ville d'Occident. Au contraire, la possession de quelques chaises, pour un Européen occidental, est une chose de première nécessité, tandis que c'est du luxe pour un Kirghiz nomade. Nous voyons qu'un certain

Digitized by Google

objet peut appartenir à telle ou telle catégorie, sans que cela dépende de ses qualités intrinsèques, mais seulement de la quantité de travail qu'il faut dans certain lieu, à certaine époque, pour l'acquérir, ou de la quantité des avantages que l'on doit sacrifier pour l'obtenir ou pour le conserver.

Dans un pays qui n'est encore habité que par une tribu de chasseurs, presque personne n'a besoin de vastes étendues de bois qui ne servent, pour ainsi dire, à rien, si ce n'est à la chasse. Un sauvage à qui sont nécessaires plusieurs dizaines ou centaines d'arpents de bois, ne les distrait pas par sa chasse de quelqu'autre emploi social. Il ne prive de moyens de travail ni la société entière, ni un seul des individus composant cette société. En Angleterre, au contraire, chaque arpent transformé en un parc de chasseurs, enlève un espace considérable aux travaux agricoles ou autres qui sont plus avantageux que la chasse pour l'Angleterre. Le possesseur du parc sacrifie à son plaisir une somme considérable d'objets plus utiles qui pourraient être produits par ce terrain. Le terrain, occupé par le parc, ne donne aucun avantage à la société ; mais n'a pas perdu pour cela la faculté d'en donner, par des produits agricoles, s'il était autrement employé. Il ressort de cela, que bien qu'il ne rapporte aucun avantage à la société, il a, néanmoins, conservé une grande valeur échangeable, en rapport avec la quantité des avantages résultant des produits agricoles que l'on y pourrait récolter.

La haute valeur échangeable est le signe distinctif de tous les objets de luxe ; mais à ce signe seul, on ne peut pas encore conclure qu'une certaine chose est un objet

Digitized by Google

de luxe : il y a des objets de première nécessité qui ont une grande valeur échangeable. Le platine, par exemple, est absolument indispensable à la construction de certains appareils employés en fabrication, comme le diamant pour couper le verre ; c'est-à-dire qu'ils sont nécessaires pour donner un aspect exigé à tel produit qui est pour nous un objet de nécessité première. La quantité de platine et de diamant qu'il faut pour ces usages là, et qui y est effectivement employée, doit donc être comptée dans notre société européenne, comme un objet de nécessité tout aussi urgente que les scies, les rapes, le fer, le bois et autres ustensiles ou matériaux dont on les fait. Mais le reste du platine et du diamant qu'on emploie ornements, doit être nommé objet de luxe par tout homme raisonnable. Et d'où vient cela ? Non pas précisément de la haute valeur échangeable de ces produits ; le platine, dont on fait un creuset pour les chimistes, a la même valeur échangeable que celui dont on fait une broche ou un fermoir.

Il ne s'agit donc pas de ce que le platine ou le diamant dont on fait des ornements, ont une haute valeur échangeable ; mais bien de ce qu'ils sont employés là où d'autres objets représentant une quantité moindre de travail, les remplaceraient avec un égal ou même un plus grand succès. Par exemple, la chevelure ne paraît pas plus belle, garnie de diamants, qu'ornée de simples fleurs champêtres ou de mortodes de couleur. Tous les peintres et tous les hommes de bon goût sont de cet avis. La différence n'est pas là dans la beauté de la parure, ou plutôt cette différence en beauté est en faveur des fleurs des champs. Il y a différence tout simplement dans le prix de la garniture, en ce sens que la garniture

Digitized by Google

de diamants atteste que la personne qui la possède surpasse en richesse celles qui n'ont que des garnitures de fleurs. Ainsi la garniture de diamants sert non pas à la destination essentielle de la garniture qui est de rendre plus beau le visage de la femme ; mais seulement à satisfaire un sentiment de vanité. Telle est la qualité particulière de tous les objets de luxe. Ils n'existent, à proprement parler, que pour donner satisfaction au sentiment de vanité. Ce sentiment est-il bon en soi? a-t-il le droit d'être satisfait et même est-il de telle nature qu'il puisse l'être effectivement? Ces questions sont du domaine de la psychologie et de la philosophie morale et non de l'économie politique.

Que la philosophie morale ne reconnaisse pas au sentiment de vanité le droit d'être satisfait, cela ne fait de doute pour personne. Il faut dire, en outre, que la psychologie place la vanité au nombre des sentiments provenant de l'état pathologique de l'âme et qui, appartenant aux maladies de cette âme, ne peuvent trouver de satisfaction réelle et durable et doivent être soignés comme des maladies, plutôt qu'excités, ou même traités par l'indifférence. C'est dans la psychologie que le lecteur doit chercher les raisons de cela ; quant à nous, nous ne pouvons que présenter ici le résultat des recherches de cette science.

L'économie politique ne considère le luxe que dans ses rapports avec le bien-être de la société, et le trouve désavantageux pour elle, parce qu'il a pour essence de remplacer un objet tout-à fait propre à certain usage et représentant une petite quantité de travail, par un autre ne satisfaisant pas mieux ou même satisfaisant moins bien à sa destination spéciale et dont la production

Digitized by Google

coûte beaucoup plus de travail à la société. Cette dépense superflue de travail est anti-économique ou, ce qui revient au même, désavantageuse pour la société.

Qu'est-ce qu'un objet de luxe? cela peut être expliqué par la comparaison suivante : On peut aller de St-Pétersbourg à Moscou par une infinité de voies. La plus droite et la plus commode de toutes, c'est le chemin de fer ; mais cela ne coûte que de 15 à 25 roubles. Si vous avez l'intention de faire ce voyage pour une affaire quelconque, utile à la société ou même à vous personnellement, vous prendrez le chemin de fer et serez très-content de son bon marché. Mais si vous ne vous mettez en route que pour faire parade d'une fortune immense, vous pouvez aller à Moscou, par la vieille chaussée, dans une voiture magnifique. Ce mode de locomotion vous coûtera beaucoup plus cher et produira beaucoup plus d'effet, tout en étant au fond beaucoup moins commode. Voulez-vous produire un effet plus grand encore? achetez un yacht, faites le tour de l'Europe, puis, après avoir passé les Dardanelles, remontez le Dnieper, mettez ensuite votre yacht sur des roues, comme faisait Oleg à l'assaut de Constantinople, et faites le trainer par deux cents paires de bœufs qui vous mèneront jusqu'à Moscou dans votre yacht.

Si vous faites cela, l'Europe entière parlera de vous, et tous les sots qui l'habitent admireront votre fortune ; car un homme d'une fortune médiocre ne saurait accomplir un semblable tour de force.

Chaque objet de luxe est une sorte de petit ou de grand yacht menant de St-Pétersbourg à Moscou, d'une façon qui n'est pas à la portée de tout le monde. L'économie politique nomme de semblables voyages des pro-

Digitized by Google

digalités désavantageuses pour la société à laquelle elles font dépenser du travail, non pour satisfaire une nécessité prudente; mais tout simplement pour la satisfaction de la vanité de l'individu voulant acquérir l'objet de luxe.

Dans toute cette étude, nous n'avons dit absolument rien qui soit contraire aux principes de la théorie fondée par Adam Smith. Notre fidélité à l'esprit de cette théorie est telle que vous ne trouverez pas une seule des idées exposées par nous qui n'eût été exposée par Adam Smith lui-même ou par ceux de ses disciples ayant travaillé au développement de sa théorie, par Malthus et Ricardo. Le lecteur voit lui-même que nos paroles ne contiennent rien de contraire aux idées de Mill. Nous prenons les bases de subdivisions qu'il nous donne; nous trouvons que chacune des définitions correspondant à ces bases, est essentiellement juste et satisfaisante. Nous avons fait ressortir seulement la grande importance de quelques-unes des bases de classifications, par exemple, celle d'après laquelle la consommation se divise en productive et improductive; nous avons fait remarquer aussi que les bases des autres classifications sont d'une importance moindre comme, par exemple, celle distinguant le travail productif du travail improductif. Mais Mill lui-même dit tout cela et nous ne faisons que répéter ses paroles. Qu'y a-t-il donc de nouveau dans nos idées? Rien absolument, nous le croyons.

Mais nous persistons à demander que les bases de classification reconnues comme importantes dans la théorie d'Adam Smith, soient posées sur un terrain digne de cette importance.

La théorie d'Adam Smith dit : cette notion est entière-

Digitized by Google

ment importante, et en même temps elle ne la cite qu'en passant, sans s'inquiéter de lui donner un développement en rapport avec son importance. Nous tâchons de remplir cette lacune qu'Adam Smith a laissée par inadvertance et simplement parce que, à l'époque où il écrivait, l'attention de la société était absorbée par d'autres notions et non par celles que les recherches d'Adam Smith démontrèrent importantes et qu'il ne pouvait développer avec assez de plénitude, pour cette raison seule qu'il est bien difficile à un penseur de s'occuper longtemps d'objets sur lesquels la société qui l'entoure ne juge pas encore à propos de s'arrêter.

Depuis, la situation de la société a changé, de nouveaux soucis ont surgi et telles notions commencent à prendre place au premier plan, qui étaient secondaires il y a 80 ans.

Voilà la seule différence. Quelle est sa valeur? Ce n'est pas à nous de le dire; mais aux disciples d'Adam Smith. Ils peuvent prétendre qu'ils ne consentent pas à changer les proportions existant entre les diverses parties de leur système ; mais alors leur système sera réfuté par la société à l'état de laquelle il ne correspond pas.

Ils peuvent aussi se soumettre aux changements exigés par le temps et alors leur système mis d'accord avec la situation nouvelle de la société, conservera son ancien nom. Le changement est inévitable, la nécessité en ressort de l'essence même des notions exposées par Adam Smith ; ceci seulement dépend des hommes : la chose, une fois changée, conservera-t-elle son vieux nom ou recevra-t elle un nom nouveau ? Nous croyons qu'elle pourrait conserver l'ancien. Les économistes français ne sont pas de cet avis. Nous ne pouvons deviner où

Digitized by Google

s'arrêtera la divergence d'opinion quant au nom ; mais il est plus que probable que la majorité d'hommes prétendant au titre d'économistes, aura enfin assez de clairvoyance pour comprendre la nécessité du changement. S'il en est ainsi, la nouvelle direction de la science portera le nom d'économie politique comme avant. S non, si l'attachement à la lettre, si l'immobilisme politique empêche toujours de comprendre à la majorité des économistes, les idées fondamentales de leur propre théorie, la théorie correspondant aux besoins actuels de la société, portera alors un autre nom.

Digitized by Google

III

SUR LE CARACTÈRE DÉSAGRÉABLE DU TRAVAIL

La notion du travail renferme, outre l'activité, toutes les sensations désagréables ou pénibles attachées à cette activité. C'est ce que dit Mill ; — et qui ne sera pas de son avis ? Mais, demanderons-nous, les sensations désagréables sont-elles seules attachées à l'activité particulière qui se nomme travail ? Mill n'en parle pas. Il est très-probable que du temps d'Adam Smith, la question de savoir si le travail ne renfermait que le côté désagréable ou s'il produisait en outre des sensations agréables, n'était d'aucune importance. Mais aujourd'hui cette question est posée, et il est évident que de sa solution dans un sens ou dans un autre, on tire des conséquences toutes différentes pour la direction de la théorie économique.

Il y a une théorie qui affirme que les sensations désagréables occasionnées au travailleur par le travail, proviennent, non de l'essence même de l'activité qui porte

Digitized by Google

le nom de travail, mais des circonstances accidentelles et extérieures attachées à cette activité dans l'état actuel de la société, et que ces circonstances pourraient être écartées par une autre organisation économique. Cette théorie ajoute que le travail, au contraire, est en soi une activité agréable, ou suivant le terme adopté par cette théorie, une activité attrayante. Elle en conclut que si l'on écartait tous les accessoires extérieurs, défavorables au travail, il serait un plaisir pour le travailleur.

Nous devons laisser à l'appréciation du lecteur, le soin de juger si la théorie que nous venons d'exposer, est juste dans son développement absolu, quand elle affirme que nulle sorte de travail ne renferme en soi rien de désagréable. L'organisation que cette théorie admet comme rationnelle, n'est pas encore réalisée ; aussi ne peut-on savoir, d'une façon certaine, si, à l'époque de sa réalisation, le caractère de tout travail aura subi autant de changement que cette théorie le suppose.

Mais si dans l'état actuel des institutions et des connaissances sociales on ne peut prouver mathématiquement que *nulle* sorte de travail n'est désagréable en soi, il n'est pas moins vrai que cela ne nous donne pas le droit d'affirmer le contraire. Cette question est de celles, très-nombreuses, auxquelles on ne peut, actuellement, répondre avec une exactitude mathématique et absolue, mais seulement avec une exactitude approximative qui, du reste, est tout-à-fait satisfaisante pour la pratique.

Dans toutes les sortes de travail, *sans exception*, les sensations désagréables proviennent-elles, en effet, *uniquement* des circonstances extérieures, défavorables au travail ? *Nulle* sorte de travail, au contraire, ne renferme-t-elle absolument *rien* de désagréable? En présence

Digitized by Google

de l'état présent des connaissances, cela ne peut être résolu; mais on peut déjà dire positivement que dans *presque* toutes les sortes de travail, et surtout *dans les plus importantes* sous le rapport économique, *presque* toutes les sensations désagréables sont causées, non par l'essence même du travail, mais seulement par les accessoires accidentels et extérieurs ; on peut dire que presque toutes les sortes de travail, et surtout les plus importantes, ont dans leur essence un côté agréable ou attrayant, qui surpasse de beaucoup le côté désagréable, si même ce côté existe, ce qui est douteux : il suit de là qu'en écartant les accessoires défavorables, accidentels et extérieurs, presque tout travail, et surtout tout travail important au point de vue économique, devient pour le travailleur un plaisir plutôt qu'un désagrément.

Cela est confirmé par la pratique quotidienne et par les sciences naturelles. Chacun peut observer sur soi et sur les autres que le travail fait plaisir. En analysant ces exemples et ceux où le travail, au contraire, produit une sensation d'accablement, il devient évident pour chacun que le travail cause une sensation agréable dans tous les cas où il est accompagné des trois conditions suivantes : premièrement, quand il n'est pas trop entouré d'obstacles ; secondement, quand l'homme le fait selon qu'il le juge utile ou nécessaire à lui-même, et non pour obéir à une contrainte extérieure ; troisièmement, quand le travail, par sa durée, ne produit pas l'épuisement des muscles et ne devient pas nuisible à l'organisme.

L'analyse nous démontre que le caractère désagréable du travail provient toujours de ce que ces conditions ne sont pas remplies. Il est facile de remarquer que le travail,

Digitized by Google

sous ce rapport, ne diffère pas de toute autre activité organique. Chacune d'elles devient désagréable quand les conditions sus-énoncées ne sont pas remplies. Par exemple, personne ne dira qu'il soit désagréable d'avoir une bonne nourriture, d'écouter une bonne musique, ou de se donner des distractions gymnastiques telles que la danse, la promenade, etc. ; cela est, au contraire, agréable et fait plaisir. Mais si l'homme danse, non parce qu'il lui est venu à l'idée de danser, mais seulement pour obéir à une contrainte extérieure quelconque, la danse alors devient pour lui un supplice accablant et ennuyeux. La danse devient tout aussi désagréable lorsqu'elle dure plus que ne peut le supporter l'organisme sans épuisement. Cet effet de la danse se fait remarquer chaque jour sur les danseuses de ballet ; on le remarque également sur les jeunes gens qui aiment le plus la danse, lorsque le bal a lieu en temps inopportun pour eux, ou qu'ils n'y vont pas volontairement, ou bien qu'il dure trop longtemps. Le plus agréable concert, le plus agréable spectacle, s'il se prolonge outre mesure, devient désagréable aux mélomanes et aux amateurs de théâtre. Quand l'estomac est chargé de nourriture, le plat le plus délicieux devient répugnant, et, si on se trouve dans l'impossibité de le refuser, on éprouve, en le mangeant, une sensation fort désagréable.

Nous en concluons que l'agrément et le désagrément du travail sont soumis aux mêmes lois que l'agrément et le désagrément de toutes les autres activités organiques. Le travail diffère des distractions mondaines et de diverses sortes de plaisirs physiques et intellectuels, en ce sens qu'il est, plus souvent qu'eux, accompagné de circonstances extérieures défavorables, et nullement en

Digitized by Google

ce que le désagrément qu'il occasionne, provient de circonstances extérieures différentes de celles qui produisent le désagrément de la table, de la danse, de la musique, etc.

Il est très-rare que l'homme soit contraint à manger par une force extérieure, ou qu'il mange plus que cela ne lui est agréable ; mais il arrive trop fréquemment qu'il soit forcé de travailler ou qu'il travaille plus que cela ne convient à son organisme.

De là surgit cette nouvelle question : D'où vient donc que le travail, plus souvent que les activités organiques spécialement désignées sous le nom de plaisirs, est accompagné de conditions qui le rendent désagréable?

Ce caractère défavorable des accessoires extérieurs, caractère qu'on ne rencontre que trop souvent, provient-il des objets mêmes vers lesquels le travail est tourné, ou des causes tout aussi étrangères que celles rendant les plaisirs désagréables? L'analyse détaillée de cette question trouvera sa place dans le livre second du traité de Mill, lequel livre comprend la théorie de la distribution des produits du travail. Ce n'est que préalablement, et en passant, que nous attirons l'attention sur cette seule circonstance : les phénomènes de la vie sociale, nommés plaisirs, sont généralement produits par la convergence de la pensée et de la volonté humaines vers la production de ces phénomènes mêmes. Par exemple, quand un spectacle a lieu ; il a lieu, précisément par cette raison que les hommes qui le composent ont voulu organiser justement un spectacle, et pas autre chose ; et c'est pour cela qu'ils ont éloigné autant qu'ils le pouvaient, de cette organisation, toutes les circonstances qui lui seraient défavorables. Ainsi, ils ont organisé le spectacle dans un

Digitized by Google

édifice commode pour le public, de façon que ni le vent, ni la pluie, ni le froid, ne puissent distraire son attention de l'objet principal qu'il s'est proposé en venant au théâtre; l'heure a été choisie de façon à ce que le public puisse sans dérangement s'occuper du spectacle. En un mot, toutes les mesures possibles ont été prises pour que la chose soit commode. Il n'est pas douteux que c'est grâce à la concentration de soins spéciaux sur ce point que le spectacle devient agréable aux spectateurs. Essayez d'enlever le toit de l'Opéra pendant la représentation, le public en partira avec indignation, et ce n'est qu'à coups de bâton que vous pourrez l'y faire revenir, tant que le toit ne sera pas remis. Essayez de faire commencer le spectacle à trois heures de l'après-midi, alors que tout le monde veut dîner, ou à trois heures du matin, alors que tout le monde veut dormir ; presque personne n'ira volontairement et le peu de monde qui viendra s'en retournera mécontent.

Songeons maintenant à ceci : Dans quel but, suivant quelles réflexions, pour quelles affaires la société est-elle organisée dans tous les pays? Les peuples furent-ils guidés par le soin de rendre favorables tous les accessoires du travail, à l'époque où ils donnaient à leurs sociétés l'organisation conservée jusqu'à nos jours dans ses traits essentiels et les plus importants? Répondre à cette question est l'affaire de l'histoire et non de l'économie politique. Nous ne pouvons que présenter ici la déduction déjà faite par l'histoire, déduction incontestable ponr tous ceux qui connaissent l'histoire, même fort peu.

Pour être clair, prenons un fait déterminé ; la France, par exemple, dont l'histoire est plus connue chez nous

Digitized by Google

que celle des autres nations. Les Francs, fondateurs de la société française actuelle, vinrent dans le pays, s'en emparèrent, et lui donnèrent une certaine organisation, non au point de vue du travail, mais pour faire la guerre, piller et vagabonder. Cette organisation, il faut le dire, répondait parfaitement au but qu'ils se proposaient. Mais l'économie politique trouve que les conditions nécessaires à un tel but sont tout-à-fait contraires à celles qui sont indispensables pour la commodité du travail. Dès le Xme ou le XIme siècle (jusqu'à cette époque la situation créée au IVme ou au Vme resta sans aucun changement), l'organisation sociale de la France subit beaucoup de modifications. Nous n'avons pas besoin d'examiner quelle différence ont produit ces modifications entre le XIme et le XIXme siècle sous le rapport moral, intellectuel et juridique ; dans la sphère écononique de l'état des Français, nous pouvons admirer, autant que bon nous semble, l'immensité des changements qui se sont produits ; mais après les avoir analysés exactement, il sera évident que jusqu'à présent ils n'ont fait que transformer quelques détails secondaires de l'état qui existait au XIme siècle, et non les traits essentiels, les bases primitives de cet état. Démontrer cela n'est pas du ressort de l'économie politique ; mais de l'histoire et de la statistique. Comme la déduction que nous allons tirer de ces sciences pourra paraître nouvelle à beaucoup de personnes, nous fixerons d'abord l'attention sur un seul trait, le plus important : l'état de la propriété foncière. On peut parler autant que l'on veut de l'immensité des confiscations faites à la fin du siècle passé, de la décadence de l'aristocratie française sous le rapport de la richesse matérielle, etc., mais la statistique prouve que presque toute la quantité

Digitized by Google

de terrain qui était en possession des Francs au XIme siècle, est encore aujourd'hui aux mains de leurs descendants.

La masse de la population en France se compose de la postérité des Celtes et de celles des tribus latines ; mais si tout au moins la moitié du terrain en France n'appartient pas à l'heure actuelle (1860) aux descendants peu nombreux du petit nombre de Francs qui en prirent possession sous Clovis et ses successeurs, aucun statisticien français n'a l'audace d'affirmer que les hommes qui cultivent le sol en possèdent plus de la moitié ; et tous sont d'accord pour dire que l'autre moitié appartient à la classe non agricole. Ce fait seul suffit. Il est évident que l'ordre entier de la production agricole en France, doit se déterminer d'après les besoins et les commodités de ceux qui vivent des revenus du terrain sans les cultiver ; parce que là où une moitié de la production dépend directement des hommes puissants, la seconde moitié doit, indirectement, se soumettre à leur influence. Le laboureur possédant 5 ou 6 hectares de terrain reste attaché, bon gré, mal gré, au genre de production et aux conditions de travail imposés à la société française par les gros propriétaires, suivant leur commodité ; leurs domaines entourent sa piteuse portion, et le laboureur lui-même est sous leur dépendance à tous les points de vues sociaux imaginables. Nous le répétons : Quiconque voudrait encore contrôler nos paroles, doit s'adresser à l'histoire et à la statistique ; nous n'exposons ici que le simple résultat des recherches de ces sciences, et pour celui qui les connaît, la justesse de nos déductions est incontestable. Depuis le XIme siècle, l'état économique de la France a subi beaucoup de change-

Digitized by Google

ments qui, néanmoins, ne sont pas tellement grands que l'état économique de la société française actuelle diffère essentiellement, sous le rapport des accessoires du travail, de l'organisation de la France au XIme et même au Vme siècle. Les modifications sont bonnes et importantes, nous ne les discutons pas ; nous disons simplement qu'elles ne sont pas tellement grandes, que les conditions du travail, en France, répondent, même un peu, aux exigences de la science. L'ordre des choses, en France, est le même qu'alors où il était organisé pour la guerre et le vagabondage, et non pour le travail. Tout ce que nous venons de dire de la France, s'applique, à plus forte raison, aux autres pays de l'Europe occidentale. L'Amérique du Nord a suivi jusqu'à présent les traditions européennes. Partout, les accessoires du travail sont demeurés jusqu'à nos jours, dans des conditions extrêmement défavorables, parce qu'ils sont dus à une organisation sociale faite pour des activités n'ayant rien de commun avec le travail et dont le caractère et les rapports sont au contraire tout différents.

Si de ces accessoires incommodes, nous remontons à l'essence même du travail, les sciences naturelles nous forcent à affirmer que le travail est agréable à l'homme. Nous parlons ici, spécialement, du travail physique ou musculaire : l'attrait du travail intellectuel ou nerveux, est, par expérience, connu de tous ceux dans la tête de qui ce travail atteint, ou a jamais atteint, une intensité quelconque.

Le travail musculaire, d'après le judicieux éclaircissement de Mill, consiste exclusivement dans le mouvement ; or les muscles ont le mouvement pour sorte unique d'activité. Pour parler le langage technique, le mouve-

Digitized by Google

ment est la fonction des muscles, comme la vision est celle de l'œil, l'audition celle de l'oreille, la pensée celle du cerveau, la digestion celle de l'estomac. Les sciences naturelles disent que chacun de nos organes éprouve une sensation agréable quand il s'occupe de sa fonction avec un certain degré d'activité. La vision, par exemple, nous fait plaisir, lorsque l'objet que nous regardons nous intéresse ; c'est-à-dire lorsqu'il excite dans l'œil une assez grande intensité d'activité ; nous éprouvons une sensation agréable dans l'estomac quand il a reçu une quantité suffisante de matière nécessaire à son activité. La sensation désagréable émanant d'une certaine partie de l'organisme est produite, ou par la privation de matière nécessaire à son activité, ou par un obstacle extérieur à la production de cette activité. Un de ces obstacles peut consister dans l'excès de la matière outrepassant par sa masse les forces de l'organisme. Par exemple, il est agréable à l'œil de regarder telle quantité de lumière ; mais il souffre quand la lumière est par trop vive ; c'est-à-dire quand il en reçoit une quantité telle qu'il ne peut la supporter sans incommodité ; de même il est désagréable à l'estomac d'être par trop rempli de nourriture.

Mais le manque de matière, c'est-à-dire l'impossibilité de remplir sa fonction avec une intensité suffisante, produit également dans l'organe une sensation désagréable. Quand la vision n'a pas de quoi s'exercer, nous ressentons l'ennui ; quand l'estomac n'a pas de quoi fonctionner, nous ressentons la faim.

En appliquant ces déductions générales des sciences naturelles aux muscles et à leur fonction, c'est-à-dire au mouvement, c'est à-dire au travail, nous devons dire

Digitized by Google

que faute de la quantité nécessaire de travail, les muscles éprouvent un sentiment de non satisfaction correspondant aux sentiments de l'ennui, de l'angoisse, de la faim. Nous devons dire, au contraire, que l'excès du travail produit de même dans les muscles une sensation désagréable, un épuisement correspondant aux souffrances de l'œil et à l'indigestion. Quant à la quantité de travail, proportionnée à la force des muscles, elle doit produire en eux une sensation agréable semblable à celle produite sur l'œil par une quantité non excessive de lumière, ou à celle produite dans l'estomac par une quantité non excessive de nourriture (*).

Nous obtenons de cette longue exposition une courte déduction tellement simple, qu'en arrivant à elle, on se demande comment a pu subsister l'exclusivité ou l'erreur qui nous obligea à analyser et à démontrer ce qui a toujours été clair et évident pour tout le monde sans démonstration et sans analyse. Nous sommes arrivés à cette déduction : que le travail doit être en rapport avec les forces de l'homme, et qu'il est mauvais, c'est-à-dire désagréable, quand il les surpasse. Qu'y a-t-il là à discuter et à démontrer? Mais nous aurons souvent encore l'occasion de voir de quelle importance est la différence

(*) Nous prenons la fonction des muscles — le mouvement — comme une notion égale à celle du travail physique, consistant exclusivement en mouvement. Le mouvement qui constitue le travail ne se distingue de tout autre sorte de mouvement musculaire, tel que le jeu, la promenade, etc., en ce sens qu'il est accompli sous l'inspiration du calcul et en raison de son utilité pour le bien-être matériel. Il va sans dire qu'un homme adulte et raisonnable préfère ce calcul à toute autre incitation personnelle et qne tout mouvement non basé sur ce calcul lui paraît stupide et ennuyeux. L'Économie politique reconnaît l'intérêt personnel comme le plus puissant et même comme l'unique moteur de la vie humaine. Plus nous lui attribuons d'importance, plus le travail embrasse toute activité musculaire.

(Note de M. Tchernychewsky.)

Digitized by Google

pratique existant entre la vérité, évidente avant d'avoir été soumise aux investigations de la science, et cette même vérité, après qu'elle a supporté la discussion et a été ratifiée par des recherches scientifiques.

Digitized by Google

IV

REVUE DE LA PARTIE TRAITANT DU TRAVAIL

Après ces éclaircissements généraux sur les différentes espèces de travail et de consommation et sur le caractère anthropologique du travail, nous devons revoir, paragraphe par paragraphe, les trois premiers chapitres de Mill, soit pour les compléter, soit pour les corriger en détail.

La production a deux éléments : le travail et la nature ; la nature fournit la matière dont le travail crée des objets satisfaisant aux besoins de l'homme ; elle fournit aussi les forces grâces auxquelles la matière peut être transformée (ch. I, § 1). Le travail ne fait que mettre les objets dans un état où ils sont soumis à de tels changements par les forces de la nature, qu'ils deviennent utiles à l'homme (§ 2). Par cette raison, l'action de la nature, dans chaque procédé de production, est une quantité incommensurable avec la quantité du travail, et les physiocrates avaient tort de penser que dans

Digitized by Google

l'industrie manufacturière les forces de la nature agissent moins que dans l'agriculture (§ 3). Les matériaux et les forces que la nature fournit au travail, se distinguent sous le rapport économique, en ce sens que la quantité des uns est illimitée au point de vue pratique et que la quantité des autres est limitée à ce même point de vue (§ 4). Tout cela est clair et juste, tout y est à sa place, et les limites des notions sont déterminées avec une grande précision.

Mais il n'en est point ainsi dans le chapitre second. De quoi précisément doit traiter ce chapitre? Du travail considéré comme agent de production, dit son titre ; de la recherche des divers moyens par lesquels le travail participe à la production ; des diverses formes du travail nécessaires à la production de l'objet. Est-ce bien cela? Oui. Examinons donc ce qui est dit à ce sujet.

Outre le travail porté directement vers la production de l'objet, il existe un travail qui participe nécessairement aussi, quoique indirectement, à la production ; c'est le travail préalable demandé par l'apprêt des instruments et des matériaux servant à cette production (§ 1) ; puis encore le travail relatif à l'approvisionnement de nourriture et d'autres nécessités de la vie pour les ouvriers durant la production (§ 2) : ce travail consiste dans l'action même d'approvisionner l'homme. Quant aux autres sortes de travail concourant indirectement à la production de l'objet, elles se divisent en cinq classes principales : la production des matériaux (§ 3), l'apprêt des instruments de travail (§ 4), la garde de la production (§ 5), le transport des produits et leur transmission en général du producteur au consommateur (§ 6), l'apprentissage des ouvriers (§ 7). Il faut y adjoindre

Digitized by Google

encore le travail de la pensée qui a donné naissance à tous les moyens de production (§ 8). Cette classification est importante, et la division du travail en agricole, manufacturier et commercial, est inexacte, car ce n'est que le travail immédiatement lié à la terre qui se distingue par des qualités particulières, peu importe dans laquelle de ces trois classes il est compris (§ 9). Ainsi, nous avons extrait tout ce qui se rapporte spécialement à l'éclaircissement des différents modes d'emploi du travail dans la production ; mais avons-nous épuisé par là tout le contenu du chapitre second? Dans notre exposition, le mot « rémunération » n'est employé nulle part, tandis que dans le second chapitre on le rencontre à chaque page et que des pages entières y sont consacrées à rechercher d'où l'on tire la rémunération due à telle ou telle sorte de travail concourant à la production. Nous demandons maintenant : la notion de la rémunération se rapporte-t-elle spécialement à la production? Oui, si vous faites rentrer dans le traité de la production l'analyse des impulsions psychiques à la production; mais Mill ne fait pas cela, il ne touche pas au côté psychologique de l'objet, il parle de la production exclusivement sous le rapport économique. Mais alors, s'il en est ainsi, ce n'est que dans les traités sur la distribution et sur l'échange qu'il peut être question de la rémunération. Cette notion ne regarde en rien la production. Pourquoi donc la notion de la rémunération a-t-elle paru plus tôt que ne le demande la classification des notions, d'après la théorie même de Mill?

Il est aisé de voir pourquoi. L'emploi de cette notion aide à distinguer à quel produit se rapporte une certaine forme du travail ; tel travail tire-t-il son paiement

Digitized by Google

de tel produit, c'est à la création de ce produit que ce travail se rapporte. Le marchand qui vous vend du drap tire de son prix le paiement de son travail ; cela veut dire qu'il a participé à vous fournir du drap, c'est-à-dire à la production du drap. Voilà pourquoi Mill commence à parler de la rémunération là où il doit s'agir d'une question de nature tout-à-fait autre, des formes de la production et non des rapports existant entre la production et la rémunération.

Nous demandons maintenant : une telle façon de procéder est-elle conforme à l'esprit de la théorie même exposée par Mill ? Est-ce par les formes extérieures de la chose qu'il faut en reconnaître la signification et non par ses qualités essentielles ? Vous voulez examiner les formes que prend le travail pour concourir à la production ; prenez donc la marche de la production, et dans ses diverses phases examinez comment ce travail procède à la production de l'objet. Vous verrez que dans la production sont nécessaires : la matière, l'instrument et l'ouvrier ; ainsi, vous avez le travail pour exploiter la matière, pour apprêter l'instrument, pour préparer la nourriture de l'ouvrier et rendre l'ouvrier lui-même apte à la besogne. Alors seulement la production peut être commencée ; mais elle ne réussira qu'autant qu'elle sera gardée ; le produit est confectionné, il faut le transporter au lieu de consommation et l'y tenir à la disposition du consommateur, vous avez donc encore le travail de la garde, du transport et du commerce. Telle est la méthode d'analyse digne de la science : prenez l'essence de la chose et analysez-la. C'est ainsi que Mill procède généralement. Mais parfois il résout la question d'une autre manière ; au lieu de dire : « cette sorte de travail touche

Digitized by Google

au produit de telle façon, et pour cette raison elle doit être comptée comme une partie intégrante de sa production, » il commence tout à coup à raisonner de la sorte : « cet homme reçoit du produit la rémunération de son travail, par conséquent son travail participe à la production. » Parler ainsi, c'est juger d'après le signe extérieur, d'après la forme du dehors et non d'après l'essence de la chose : c'est la méthode du système mercantile, celle qui ne convient pas à la science et qui est réfutée par l'esprit de la théorie de Smith.

Mais l'application d'une méthode aussi superficielle facilite-t-elle même d'une manière extérieure l'analyse? Non, elle ne fait que la compliquer ; Mill est sans cesse forcé de donner des explications du genre de celle-ci : « Quoique ce travail reçoive sa rémunération de ce produit, il ne participe pas à sa production, mais à celle d'un autre. » Eh bien, s'il en est ainsi, si la méthode superficielle ne mène même pas vers le but auquel elle doit tendre, si loin de raccourcir l'analyse, elle la prolonge, pourquoi l'emploie-t-on sans nécessité? Il est facile de voir d'où cela vient : l'école de Smith ne sait pas encore se dégager des considérations mercantiles, et au lieu de s'en tenir à sa propre question, profonde et purement scientifique : « comment la chose se fait-elle ? » elle s'égare sans cesse dans la question mercantile : « qui fournit l'argent pour cette affaire? qui en reçoit le profit pécuniaire? »

La question de savoir qui reçoit le profit est très-importante ; mais elle est tout-à-fait particulière, en ce sens que la marche de l'affaire et son profit, sont des notions toutes différentes et que leur mélange ne peut qu'amener la confusion dans la science.

Digitized by Google

Ce mélange des notions se rapportant à l'essence de la chose avec d'autres notions ne se rapportant qu'à une de ses formes extérieures, apparaît, en effet, dans tout le second chapitre de Mill. Par exemple, il faut qu'il existe, pour la production, la provision de nourriture nécessaire à l'ouvrier pendant que la production durera ; c'est juste, c'est l'essence de la chose ; c'est une condition primordiale et constante. Mais tenez, à l'instant même et sans qu'on sache ni d'où ni pourquoi, surgit une longue délibération à propos de ce qu'une partie du produit doit aller en possession de celui qui approvisionne les ouvriers de nourriture pendant la durée du travail, et cela ni pour le travail de production, ni pour la garde de cette production (il existe pour cela une récompense à part), non, c'est pour « l'ajournement de la consommation personnelle. » Cela constitue-t-il un travail? Non, c'est déjà un phénomène d'un autre ordre, une question de tempérance, d'esprit de calcul et non de travail, c'est à-dire quelque chose d'incommensurable avec le travail. Le produit est le fruit du travail ; comment donc déterminerez-vous quelle portion du produit est due à ce phénomène incommensurable avec le travail? La charrue a coûté le dixième du travail employé à produire 50 tchetverts de blé ; c'est l'essence même de la chose qui détermine ici quelle portion de produit doit récompenser l'apprêt de la charrue, c'est la dixième partie des 50 tchetverts, soit 5 tchetverts. Mais combien revient-il à l'homme, non pour avoir accompli une certaine quantité de travail, mais pour être bienfaisant, ou sage, ou tempérant, ou éloquent, ou grand de taille, ou pour posséder des manières exquises? Ce sont là des mérites excellents, mais tout-à-fait distincts de la notion du

Digitized by Google

travail et n'ayant avec lui aucune mesure commune; on ne peut donc, pour cette raison, leur attribuer en récompense la moindre portion des produits du travail. Chaque sorte spéciale d'activité a un résultat spécial, qui lui sert de récompense. Par exemple, le contentement de la conscience récompense la vertu; l'attention et les applaudissements des auditeurs, l'éloquence; le respect des hommes du grand monde, les manières exquises, etc. Telle récompense ne convient pas à une autre activité, et il aurait été absurde de dire que l'homme vertueux doit être invité aux soirées dansantes, que l'homme aux manières exquises doit être admiré comme orateur, ou qu'ils doivent recevoir une certaine portion des produits du travail. Chaque qualité, chaque activité a, nous l'avons dit, son résultat propre, et ce n'est que dans ce résultat que consiste sa récompense.

La modération, la tempérance, l'ajournement de la consommation personnelle a son résultat particulier qui, seul, doit servir de récompense pour cette qualité ou pour ce fait. Admettons qu'un homme est possesseur d'un pot de confitures de 5 livres; aujourd'hui il n'en a pas mangé tout le contenu; mais seulement une demi-livre : comment est-il récompensé de la tempérance? D'abord, en n'ayant pas l'estomac dérangé; ensuite, en ayant pour demain, pour après demain, un reste de friandise. Il en est de même d'un homme ayant trois tchetverts de blé et qui ne les a pas dépensés dans une seule journée, mais qui n'en consomme que deux livres par jour : — quelle récompense recevra-t-il? D'abord, comment aurait-il pu manger 3 tchetverts de blé en une seule journée? Il aurait pu peut-être les jeter dans une rivière et non dans son estomac; mais en les jetant à la

Digitized by Google

rivière, il aurait agi stupidement, et sa première récompense de ne l'avoir pas fait, est la conscience qu'il a de n'avoir pas été bête et de ne pas s'être attiré la raillerie des hommes de bon sens. Secondement, s'il mange deux livres de blé par jour, il en aura pour une année entière, et s'il n'avait pas ajourné sa consommation personnelle, s'il avait dépensé tout son blé en un jour, le lendemain il aurait dû souffrir de la faim.

Telle est, d'après son essence même, la marche normale de la chose. Mais que n'arrive-t-il pas sous l'influence des circonstances extérieures ? Monthyon a fondé en France des primes pécuniaires pour la vertu ; en Turquie on adore les derviches qui savent tourner sur eux-mêmes comme une toupie, on les considère comme de grands sectateurs de la vertu, tandis qu'on devrait, pour toute récompense, les inviter à entrer comme danseurs au corps de ballet ; dans l'ancienne Perse on tenait pour le plus sage celui qui buvait le plus sans s'enivrer, alors qu'il ne méritait, pour récompense, que la réputation de grand ivrogne. La science ne peut pas accepter comme normales, immuables, de semblables conséquences qui ne sont point conformes à l'essence de la chose ; elle ne peut faire entrer de tels faits dans son exposition sans analyser leur influence sur l'ordre rationnel des choses ; elle ne peut, en les citant, ne pas dire s'ils sont bons ou mauvais, et comment on doit les soutenir ou les développer s'ils sont bons, les affaiblir ou les extirper s'ils sont mauvais. L'homme a deux yeux, y a-t-il lieu de discuter si cela est bon ou mauvais ? Il ne faut que décrire leur structure et tout est dit ; c'est l'attribut normal de l'organisme humain ; c'est la conséquence de la loi naturelle produisant l'organisme. Mais

Digitized by Google

en Egypte, il y a beaucoup d'aveugles : il ne suffit pas de dire de ce fait qu'il existe ; il faut dire s'il est bon ou mauvais et par quels moyens on peut ou le développer, ou l'écarter ; et cela parce qu'il n'est pas normal, parce qu'il n'est pas le résultat de ces lois qui produisent l'organisme humain, mais parce qu'il est dû à l'influence des circonstances accidentelles et extérieures sur l'action de ces lois.

Nous venons de voir en quoi consiste la récompense normale de l'ajournement de la consommation personnelle, de la modération, de la tempérance ; c'est premièrement dans la conscience que l'on a d'avoir agi avec prudence ; secondement et principalement en ce qu'en conservant la chose que l'on n'a pas besoin de consommer aujourd'hui, on est en état de la consommer demain quand la consommation en sera devenue nécessaire. Si, outre cette récompense normale, se présente encore une demande de récompense particulière ne découlant pas de l'essence de la chose et consistant en ceci : que la quantité du produit doit être non-seulement conservée, mais encore augmentée par le fait même de la conservation, la science doit alors examiner sur quelles circonstances extérieures, étrangères à la chose même, une telle prétention est basée. Ces circonstances sont-elles favorables au bien-être social ? Si oui, par quels moyens peut-on les soutenir et les fortifier ? Lui sont elles défavorables ? Par quels moyens peut-on les affaiblir et les extirper ? C'est ce que nous rechercherons quand il sera question du profit (*profit*) et de l'intérêt (*interest*). Ici nous avons seulement voulu montrer que Mill agit illogiquement : d'abord, en faisant entrer dans l'examen des éléments fondamentaux de la production, un fait ne s'y

Digitized by Google

rapportant pas, mais se rapportant à la distribution et à l'échange ; et, ensuite, en donnant place à ce fait dans son exposition sans le critiquer et en en parlant comme de quelque chose appartenant normalement à la théorie, alors qu'il découle tout bonnement des circonstances extérieures, étrangères à la chose même, et nullement de la théorie, pas plus que des notions essentielles et fondamentales de la chose. Mais ce qui est encore plus étrange et plus contraire à la théorie de Smith, ce sont les raisonnements que nous trouvons au paragraphe 7 (page 68) : « Pour la communauté tout entière, le travail et la dépense nécessités par l'éducation physique de l'enfant, constituent une partie de la dépense nécessaire à la production et qui doit être couverte avec excédant par le travail futur de l'enfant devenu grand. Le motif qui meut les individus dans les soins donnés aux enfants, n'est cependant pas cet excédant à retirer un jour, et l'économie politique, dans la plupart de ses considérations, ne doit pas admettre ce travail et cette dépense au nombre des frais de la production.» (*) Mais comment ne pas les admettre, alors qu'ils y appartiennent? Pour la société, ils y appartiennent, pour l'individu, non ; donc, conclut-on, il ne faut pas les admettre!! Quelques lignes plus loin, même raisonnement: l'homme se fait soigner par un médecin non suivant le calcul économique, mais suivant d'autres motifs; par cette raison, le travail et la dépense du traitement « sont hors de la sphère des propositions générales de l'économie politique », alors que là aussi

(*) Ceci est la traduction exacte du texte anglais en même temps que du texte russe (Voir J.-S. Mill. *Principles of Political Economy. People's edition.* 1869, p. 25).

(*Note du traducteur*).

Digitized by Google

« si on prend en considération la société et non l'individu, ce travail et cette dépense doivent être mis au nombre des frais de la production. » La même chose est dite au § 8 traitant spécialement du travail des savants, du travail de la pensée abstraite : il fait naître, on peut le dire, toute la production. Mais les savants ne travaillent pas, d'ordinaire, précisément avec l'intention de renforcer la production ; aussi ne reçoivent-ils pas leur rémunération de la même façon que les artisans, les fabricants, les marchands ; par cette raison, « dans la plupart des questions de l'économie politique, il ne faut pas prendre cette chose en considération. » Mais quelques lignes plus bas Mill dit que l'économie politique doit toujours être prête à passer du point de vue des calculs et des mobiles des individus, à celui des intérêts nationaux et universels. Tout est donc là : la science économique ne doit jamais perdre de vue le point où elle doit se placer. La théorie de Smith, elle-même, dit, et dit juste, que la science doit traiter du bien-être social. S'il en est ainsi, si effectivement elle doit compter comme dépense tout ce qui est dépensé pour la société ; si le travail des recherches abstraites, de l'éducation, des soins médicaux, font partie du travail nécessaire à la société pour la production ; comment donc les dépenses occasionnées par ce travail ne font-elles pas partie des dépenses de la production ? Il est singulier que Mill, en opposition à ce qu'il disait auparavant : que l'économie politique ne devrait jamais prendre en considération le travail de la pensée abstraite, ajoute lui-même à la fin de ce paragraphe, qu'au point de vue de la société, ce travail doit être tenu pour extrêmement productif.

Nous voyons dans ses propres paroles, d'où provient

Digitized by Google

cette inconséquence : il paraît qu'il ne considère pas, cette fois-ci, l'ordre suivant lequel vont les affaires de la société, comme aussi important pour la science que l'analyse des mobiles auxquels obéissent les individus. Mais si la science économique oublie la société pour l'individu, on doit dire que les recherches sur la société ne sont pas son objet, mais celui d'une autre science quelconque. L'économie politique a d'autres prétentions, elle veut parler de la société ; eh bien ! qu'elle en parle. Il va de soi que Mill commet une erreur en excluant le travail des médecins, des professeurs et des savants des éléments nécessaires à la production. L'erreur est si évidente, qu'il était à peine utile de la signaler. Nous ne le faisons que pour pouvoir demander au lecteur : Peut-on attendre de la théorie qui s'embrouille dans des choses si simples la plénitude du jugement et de la logique dans la solution des questions compliquées ?

Nous avons vu la source de l'erreur : elle est en ce que là-dedans le calcul social est sacrifié à des raisonnements psychologiques sur les impulsions et les désirs des hommes privés. Cette inconséquence, causée par l'impuissance de se tenir à la hauteur des réflexions sociales et par la chute incessante dans les calculs mercantiles d'une seule classe ou des individus, domine dans le chapitre second tout entier. De là provient également la notion confuse des moyens par lesquels le travail est rémunéré par le produit. Plaçons-nous au point de vue du calcul social et voyons où est l'essence de la chose.

Admettons que la société de 100 hommes recueille une récolte de 500 tchetverts. Admettons que cette

Digitized by Google

quantité lui suffise pour s'alimenter pendant toute une année jusqu'à la récolte suivante. La société continue à s'occuper d'agriculture. Si elle recueille à la récolte suivante 500 tchetverts, son travail est rémunéré : il fallait 500 tchetverts pour le soutien du travail, et son produit est aussi de 500 tchetverts. Après la moisson de la seconde année, la société se trouve dans la même situation qu'au début.

Mais si la seconde récolte n'a donné que 400 tchetverts au lieu de 500 comme la première, le travail de la société n'est pas suffisamment rémunéré. Si la première année elle ne souffrit pas en consommant 500 tchetverts, elle souffrira la seconde, car elle n'en aura que 400.

Si la seconde récolte donne 600 tchetverts, le travail sera largement rémunéré et la situation de la société meilleure la seconde année que la première.

Voilà l'essence scientifique de la notion de rémunération du travail. Il est rémunéré quand il reçoit du produit une quantité d'objets nécessaires, équivalente à celle dépensée par lui pour la création du produit. Dans ce cas, la vie n'est ni empirée, ni améliorée. Cette situation est-elle satisfaisante pour l'individu autant que pour la société ? dans quels cas doit-elle être tenue pour non satisfaisante, c'est-à-dire en quels cas faut-il que le produit surpasse les dépenses occasionnées pour la production ? Nous parlerons de cela plus loin. Maintenant, nous voulons seulement remarquer que Mill raisonne étrangement et qu'il a tort de remplacer la notion de rémunération, c'est-à-dire la notion du rapport de la masse des produits à la masse des objets dépensés pour la production, par la notion vulgaire de la rému-

Digitized by Google

nération employée dans le sens de salaire. Cette équivoque amène de graves confusions.

Par quoi est déterminée l'étendue des productions dont la société peut s'occuper? Par la masse des provisions qu'elle a déjà pour l'entretien des ouvriers au début de la production. C'est en vertu de ce principe que les sociétés européennes, selon Mill lui-même, peuvent vivre de l'agriculture, c'est-à-dire à l'aide de procédés de production demandant une année entière, à la condition d'être approvisionnées pour ce laps de temps.

Ces provisions — matière ou instruments de travail — ne peuvent être nullement considérées, d'après la notion scientifique de la rémunération, comme rémunération du travail agricole dont la moisson de l'automne suivant sera le fruit. Au point de vue social, tout travail se rapportant à l'agriculture, reçoit sa rémunération de la récolte du prochain automne ; l'importance de cette récolte montrera si le travail est rémunéré entièrement, abondamment ou insuffisamment. Mais c'est la situation, le travail et la vie de la société pendant l'année prochaine qui dépendront de cette rémunération ; le travail de cette année-ci ne dépend pas de la prochaine ; mais bien de la dernière récolte. Dans les chapitres sur le capital, Mill lui-même revient à ces expressions plus régulières; pourquoi donc dire dans le § 2 du second chapitre que tels ouvriers sont rémunérés par la dernière moisson et tels autres par la moisson prochaine? En principe, tous reçoivent également leur récompense de la moisson prochaine, de même qu'ils reçoivent tous leurs moyens de travail de la dernière moisson. Mais Mill ne s'en aperçut pas et à la considération scientifique générale allant au fond des choses et traitant des moyens

Digitized by Google

et expédients du travail, il préféra les formes extérieures et accidentelles que revêtent les choses sous l'influence de la situation économique dans laquelle quelques pays se trouvent à présent.

En Angleterre, par exemple, le fermier rentre en possession de l'argent qu'il a dépensé pour la production en vendant sa récolte. Ainsi, c'est de la moisson, que le travail avait pour but, qu'il reçoit sa rémunération ; mais le charron reçoit du fermier le prix de la charrue au mois de janvier, et comme ce n'est qu'au mois de mars que le fermier labourera, le charron reçoit sa rémunération de la moisson précédente. C'est ainsi que cela se passe en Angleterre, et Mill, loin de critiquer ces phénomènes, nous les donne pour l'essence de la chose. Non, l'essence de la chose n'est pas telle, elle n'est que voilée par ces formes.

Est-il important pour la théorie que le fermier et le charron appartiennent ou non à des familles différentes? Supposons que le fermier a un fils, lequel est charron et que c'est le fils qui a fabriqué la charrue pour la ferme de son père. Dans ce cas, la charrue n'est pas vendue, elle est faite tout bonnement, elle reste dans les mêmes mains, et le travail qu'elle a occasionné n'est pas rémunéré; mais pourquoi la charrue est-elle fabriquée? Parce que le fermier a fait le calcul suivant : Avec une bonne charrue, je récolterai 250 tchetverts de blé, au lieu de 200 ; la valeur de la charrue est égale à celle de 10 tchetverts de blé; la récolte de l'année prochaine rémunèrera donc largement le travail du charron, puisque nous allons dépenser 10 tchetverts pour un travail qui nous en rapportera 50. Il est évident que le travail du charron, tout comme celui du fermier, est

Digitized by Google

essentiellement rémunéré par la récolte prochaine ( ). Maintenant, comment un des fils du fermier a-t-il pu apprendre le métier de charron ? C'est évidemment parce que les autres membres de la famille produisirent du blé en quantité suffisante pour eux et pour lui, tout le temps qu'a duré son apprentissage. Pour quelle cause peut-il pratiquer cette année-ci son métier de charron, sans être obligé de se procurer des vivres par la pêche ou par la chasse? C'est parce que, à la dernière récolte, le fermier et ses autres fils ont préparé assez de blé pour leur consommation et la sienne jusqu'à la récolte suivante. Il est évident que le charron, ainsi que le laboureur, est entretenu par les produits de la dernière moisson.

Dans la routine vulgaire et dans le langage familier,

(*) Mais Mill dit absolument la même chose. Voici ce que dit Mill, en son langage marchand, sur ce sujet : « le fermier lui en a fait l'avance, et se met à sa place, comme propriétaire de la charrue. Néanmoins, il n'en est pas moins vrai que la rémunération est, dans un pareil cas, prise sur la récolte, le fermier n'en ferait pas l'avance s'il ne savait s'en rembourser, et même avec un profit ou bénéfice, motivé par l'avance qu'il a faite. » Ils disent donc tous les deux, Mill et M. Tchernychewsky, que le travail du charron est rémunéré par la récolte prochaine. La différence n'est que là, que le *fermier* de Mill « fait l'avance », tandis que le *père* de M. Tchernychewsky reçoit la charrue en crédit jusqu'à l'époque de la première récolte. Quant à nous, il nous paraît que ce raisonnement n'est pas tout-à-fait juste. M. Tchernychewsky dit lui-même : « le travail est rémunéré, quand il reçoit du produit une quantité d'objets nécessaires, équivalente à celle dépensée par lui pour la création du produit. » D'accord. Mais premièrement, est-ce que la charrue n'est pas un produit ? Secondement, pourquoi réduire tout en blé ? Le charron a produit une charrue. Eh bien, s'il n'en a pas besoin, il a le droit à *tout autre* objet, *déjà confectionné*, qui ait la même valeur. Mais si nous allons suivre le raisonnement de Mill et de M. Tchernychewsky, et si nous voulons être logiques, nous devons dire que le charron devra recevoir, en supposant que sa charrue sera usée dans 20 ans, chaque année un vingtième de la quantité de blé, qui lui est due, durant 20 ans. Les maçons qui construisent, par exemple, une fabrique de machines agricoles, devront recevoir leur rémunération en blé par petites portions pendant un siècle. Nous ne voyons ni la nécessité, ni même la possibilité d'un pareil ordre de choses.

(*Note du traducteur*).

Digitized by Google

on confond la notion de rémunération avec celle de salaire. Mill tombe dans l'erreur en transportant cette confusion dans le domaine de la science. Le salaire est composé du total des objets reçus par le travailleur, s'il travaille non pour son propre compte, mais pour celui du patron. La rémunération du travail est toute la somme des produits que le travail a pour résultat. Nous verrons plus tard combien il est important de ne pas perdre de vue cette différence.

Tout le troisième chapitre, à peu près, est consacré à la division du travail en productif et improductif. Nous avons déjà parlé, dans nos notes (pages 74, 75 et 76), de la fausseté des expressions que Mill a, par excès de confiance, empruntés à Say. Outre cela et quelques autres détails insignifiants, Mill a exposé ces idées d'une manière logique ; mais il dit lui-même que la différence entre le travail productif et le travail improductif n'est point d'une grande importance. Nous avons vu qu'il a raison de dire cela. Pourquoi donc consacre-t-il à l'analyse de cette différence insignifiante plusieurs pages, alors qu'il accorde si peu de place à l'examen de classifications beaucoup plus importantes, à l'examen des notions de la consommation productive et improductive, c'est-à-dire à l'examen des notions du travail dont les produits servent ou non de soutien à la production? Pourquoi vous défaire en quelques mots des sujets que vous tenez pour importants et dépenser presque un chapitre entier en délibérations oiseuses sur une chose que vous tenez pour insignifiante. La routine, toujours la routine. Il y a quarante ans, les hommes savants se livraient à de longs débats ; maintenant, nous avons reconnu que les uns ne disaient absolument que des fadaises, que

Digitized by Google

leurs adversaires avaient parfaitement raison, et que leurs débats étaient complètement vides de sens. Nous le savons, et cela ne nous empêche pas d'exposer devant le lecteur tous ces débats dans tous leurs détails. Des autres questions, beaucoup plus importantes, nous ne parlons que trop peu, quoique nous sachions bien qu'elles sont importantes, parce qu'il n'était presque pas question d'elles il y a quarante ou cinquante ans. C'est tout-à-fait la même chose que si l'on consacrait, dans l'histoire de la littérature russe, vingt pages à Kniajnine et deux pages à Pouchkine et à Gogol. Que diriez-vous d'un tel cours de littérature russe? Répond-il à ce qu'on attend de lui?

Dans le § 4 on rencontre une inconséquence, que nous mettrons à nu quand nous parlerons de la théorie du commerce extérieur, mais que nous devons indiquer en passant, dès à présent, comme un exemple de ce que l'école de Smith ne sait pas aller jusqu'au bout de sa course et s'arrête toujours à moitié chemin; en général, dit Mill, le travail improductif n'augmente pas, mais diminue la richesse du pays, — d'accord; mais, ajoute-t-il, « une communauté peut ajouter à sa richesse par le travail improductif aux dépens d'autres communautés » (p. 81), et il cite comme preuve, les chanteuses italiennes, les anciens soldats mercenaires de Grèce, les rhéteurs, etc. Parfaitement. Mais tenez: l'Italie d'aujourd'hui, avec ses chanteuses, est plus pauvre que l'Angleterre, malgré l'or qu'elles en rapportent; la Grèce voyait chaque année se creuser sa ruine à l'époque où ses soldats se mirent au service de la Perse et ses rhéteurs à celui des Romains. Ne faut-il pas supposer que la nation ne peut tirer aucun profit de la richesse acquise im-

Digitized by Google

productivement, même quand elle est apportée de l'étranger?

Pour comprendre cela, envisageons les chiffres. Mettons que dans une certaine ville de la Grèce, il y avait 1000 ouvriers adultes sur 4000 habitants, que 200 hommes adultes s'en sont allés en Perse au service d'un Artaxercès quelconque, que 50 d'entr'eux furent tués ou qu'ils moururent en pays étranger, et que 150 revinrent, rapportant chacun un poude (*) d'or à une époque où 25 tchetverts de blé produits par l'ouvrier, ne coûtaient que le dixième d'une livre d'or. Chacun de ces 150 hommes, en ce cas, sera donc un richard, à la façon de nos propriétaires ayant 1000 arpents de bon terrain, par exemple. Examinons maintenant la production de cette société avant le départ des aventuriers pour la guerre, puis à l'époque de leur absence et enfin à celle de leur retour.

Avant le départ des aventuriers, il y avait 1000 ouvriers adultes, nourrissant 4000 hommes. Mettons que chacun d'eux produisait 25 tchetverts de blé ; dans ce cas, cela donnait 6,25 par tête ; si pour vivre médiocrement il fallait 6 tchetverts à chaque homme, cette société jouissait alors d'un superflu pas grand, il est vrai, mais, en tous cas, appréciable.

Mais voici que 200 aventuriers s'en sont allés en Perse. Dans la société de 3800 habitants, il n'est resté que 800 ouvriers ; chaque ouvrier a maintenant 4,75 et non 4 hommes comme auparavant à nourrir ; c'est-à-dire 4 ouvriers nourrissant 19 hommes au lieu de 14. Chaque ouvrier produisant 25 tchetverts, la société n'en

(*) 1 poude : 16,38 kilogrammes. (*Note du traducteur*).

Digitized by Google

a que 5,25 par tête, elle souffre donc d'une assez grande disette.

Les aventuriers sont de retour. Ils sont riches et ne s'occuperont pas du travail pénible. Ils sont tellement riches, qu'il ne leur convient pas, sans parler du labourage, d'arranger leurs appartements, de nettoyer leurs habits ; chacun d'eux a besoin d'un domestique. Ils paient largement, et tout homme abandonne volontiers l'agriculture pour devenir valet de l'un d'eux. Dès l'apparition des 150 seigneurs, parurent 150 domestiques et à l'agriculture il ne resta que 650 ouvriers. Ils doivent nourrir 3950 hommes (3800 composant la population auparavant, plus 150 aventuriers revenus), c'est-à-dire chacun à 6,05 hommes à nourrir, c'est-à-dire la société n'a plus que 4,13 tchetverts par habitant. La disette est donc devenue beaucoup plus sensible. N'avoir que 4 tchetverts au lieu de 6, cela veut dire que chacun ne doit manger que deux jours sur trois, ou que sur trois hommes un doit mourir de faim. Il valait mieux que les 200 aventuriers périssent à la guerre ; c'était alors 200 hommes perdus, et maintenant il y en a 1300.

Cette déduction peut être appliquée à tous les cas où la nation obtient des sommes de richesse aux frais des autres nations ; la richesse, obtenue au détriment des autres, est pour celle qui l'obtient une source de ruine. Tous les économistes disent que l'influence des masses énormes de richesse importées d'Amérique en Espagne, sous Philippe II et ses successeurs, eurent précisément cet effet. Ce n'est qu'à présent, après avoir perdu ses domaines américains et avec eux les moyens de vivre aux dépens d'autrui, que l'Espagne, forcée de s'occuper elle-même des travaux productifs, commence à se remet-

Digitized by Google

tre de la longue ruine causée par l'affluence des richesses américaines.

Un individu ou une bande d'hommes peu nombreuse peut s'enrichir par le travail d'autrui ; mais une nation ne peut soutenir et faire accroître son bien-être que par son propre travail ; toute circonstance, détournant la nation de cette unique source de sa vie, cause sa ruine. Cela est très-bien démontré par la théorie même de Smith ; mais elle ne sait pas, comme nous le voyons, rester toujours fidèle à son propre principe, et elle se laisse souvent séduire par des apparences superficielles et mercantiles. Nous avons déjà maintes fois indiqué la source de ces fautes : elle s'arrête à des phénomènes secondaires de l'échange, au lieu de pénétrer jusqu'aux bases des faits de la production ; elle oublie de calculer le rapport des forces ouvrières de la société à la masse des produits de première nécessité indispensables au bien-être social.

La seconde moitié du dernier paragraphe du chapitre 3 (p. 83), est un nouvel et remarquable exemple de cet oubli. Mill dit que si dans un certain pays une partie considérable du produit annuel est consommée improductivement, il faut se réjouir de voir la société disposer d'un si grand superflu, et qu'il n'y a que ceci de regrettable, que ce superflu est réparti avec une inégalité extrême, qu'il est employé à des choses nulles, et donné à des hommes qui ne rendent pas à la société des services équivalents. Eh bien ! c'est à déplorer ; mais sans des recherches exactes, on ne peut encore affirmer si, en effet, ce superflu apparent doit être tenu pour superflu. Peut-être en essence n'y a-t-il point de superflu, mais une partie du nécessaire détournée de l'emploi

Digitized by Google

raisonnable pour former des objets de luxe ; peut-être le phénomène, paraissant comme superflu, est-il d'une nature fausse. Si nous parlons de cela sans faire le calcul exact des moyens sociaux, nous tombons facilement dans une erreur mercantile. Nous savons que dans la dépense des individus cette fausseté se voit bien souvent. Nous voyons, par exemple, qu'un monsieur jette des dizaines de roubles aux chanteuses bohémiennes. Si nous n'avons pas estimé son revenu, pourrons-nous dire d'avance qu'on doit se réjouir de ce qu'il ait un aussi grand superflu, et que ce qu'il y a à déplorer est seulement qu'il emploie son superflu à un amusement trivial et frivole, au lieu de le consacrer à des plaisirs élevés, comme, par exemple, l'achat de tableaux ou la formation d'une bibliothèque? Non, nous ne savons pas encore si cet argent qu'il jette aux bohémiennes est réellement du superflu.

Il est très-probable qu'il habite un assez mauvais appartement, qu'il manque de linge et soumet sa famille à mille privations. Le phénomène national que l'on prend ordinairement pour un signe de superflu, est tout-à-fait de même nature. Il est très-probable que la nation n'a point encore de superflu quand elle dépense une partie de ses produits à l'acquisition d'objets de luxe. Pour résoudre cette question, il faut examiner si les nécessités premières sont suffisamment satisfaites. De quel bien-être jouissent les sociétés existant sur la Lune, Mars ou Syrius? Nous ne le savons pas. Mais pour les sociétés existant, par exemple, dans l'Europe occidentale, la statistique nous démontre que dans aucune d'elles une quantité suffisante de produits n'est consacrée à la satisfaction des premiers besoins.

Digitized by Google

En Angleterre, en France, en Allemagne, sans même parler d'autres pays, la masse de la population a manqué, jusqu'à présent, de nourriture, de vêtements et d'habitations satisfaisants et convenables. Mais s'il en est ainsi, ces nations n'ont donc pas encore de superflu qu'elles puissent raisonnablement employer à la consommation improductive ou à l'acquisition d'objets de luxe, quels qu'ils soient. En ce cas, il n'est pas seulement à regretter que le soi-disant superflu allant à ces objets-là soit aussi mal réparti qu'employé ; il est encore plus à regretter que la nation se laisse séduire en s'imaginant qu'elle jouit en vérité d'un superflu qu'elle n'a point; il est à regretter qu'elle dépense une partie de ses forces à des vétilles, à l'époque où elle ne peut encore produire une quantité suffisante de pain.

Nous croyons qu'il ne sera pas facile au lecteur de réduire maintenant en une seule conception la partie (non touchée par nos observations) de la section que nous avons traduite, nos compléments à cette partie et nos répliques sur l'autre partie des idées de Mill.

Nous devons certainement, pour faciliter ce travail au lecteur, exposer nous-mêmes systématiquement la théorie du travail, qui découle de la concordance de nos compléments et de nos observations avec les idées qui se trouvent dans Mill. Mais en présence de l'étroite liaison de la notion du travail avec celle du capital, il sera utile d'ajourner ce problème jusqu'à l'examen de la théorie du capital ; alors, nous présenterons un tableau général du caractère de ces deux agents de la production.

Digitized by Google

CHAPITRE IV

DU CAPITAL

§ 1. — On a vu dans les chapitres précédents qu'outre les éléments conditionnels, primitifs et universels de la production, le travail et les agents naturels, il est une autre condition sans laquelle aucune opération de production n'est possible, au delà toutefois des commencements d'une industrie grossière et pauvre. Cette condition, c'est une accumulation, un stock épargné sur les produits d'un travail précédent. Ce stock accumulé du produit du travail se nomme *capital*. Il est de la plus haute importance que la fonction de cet élément de la production soit bien comprise, car le plus grand nombre des erreurs dont l'économie politique est infestée, sont venues de fausses et confuses interprétations données à ce terme (*).

(*) Nous verrons l'extrême importance de la distinction à établir entre la notion du capital, considéré comme partie des produits accumulés du travail ayant pour but la consommation productive, et la notion du capital, considéré comme somme entière des produits accumulés, sans distinction de destination de ces produits. Nous verrons que, seule, la première notion, acceptée par Mill, correspond aux besoins de la classification scientifique, et que la deuxième, admise par négligence par la majorité des économistes du continent, occasionne des embrouillements et des absurdités sans nombre. Cette dualité des notions

Digitized by Google

Pour ceux qui n'ont aucune habitude de ces sortes de questions, capital est synonyme d'argent, de numéraire. Nous avons déjà montré cette grave erreur. Numéraire n'est pas plus synonyme de capital qu'il ne l'est de richesse. Le numéraire ne peut par lui-même faire l'office du capital, puisqu'il ne puet venir en aide à la production. Pour qu'il devienne propre à cette assistance, il faut qu'il soit échangé contre d'autres objets, et tout ce qui peut être échangé contre d'autres objets peut contribuer à la production de la même manière et au même degré. Ce que le capital fait pour la production, c'est

qui embrouille autant la majorité des spécialistes que celle du public, provient, pareillement à ce qui se produit pour le terme « richesse », de ec que la science a attaché au mot « capital », conformément à ses besoins, une signification autre que celle du langage familier. Plusieurs savants, oubliant l'importance de la définition rigoureuse de la science, sont tombés dans l'erreur, en attachant parfois dans leurs recherches, au terme « capital », la signification plus étendue du langage familier, signification ne répondant nullement aux besoins de la science. Les économistes anglais eux-mêmes ne sont pas toujours exempts de cet oubli. Mais chez les économistes du continent, cette confusion s'accroît de cela, que la langue anglaise, dont la littérature sert de source principale à l'étude de la théorie de Smith, a, outre le mot « capital » *the capital*, plusieurs autres mots que l'étranger confond facilement avec le premier; le mot *the stock* est un de ceux qui donnent le plus matière à la confusion ; ce mot, dans le langage familier, se traduit en français, en allemand et en russe le plus souvent par le mot « capital ». On peut s'imaginer quel imbroglio doit en résulter ; d'abord de ce que l'on confond entre elles deux significations différentes du mot anglais *the capital*, la signification scientifique et celle du langage familier ; en outre de ce que ce même mot, dans ses deux acceptions, est confondu par les élèves des Anglais, élèves français, allemands ou russes, avec le mot *the stock*, que les économistes anglais emploient sans définition précise, car il ne leur sert pas comme terme scientifique et, par conséquent, il conserve toutes les nuances de la signification que lui attribue le langage familier. Pour échapper à cette confusion, nous employons le mot « capital » uniquement et exclusivement là où il est employé dans l'original anglais; quant au mot *the stock*, nous le traduisons par le mot « provision » ou par les expressions: « la masse des produits », « la masse des valeurs », etc.; mais nous ne le remplaçons nulle part par le mot « capital ». Mill, il faut lui rendre cette justice, emploie toujours et exclusivement le mot *the capital* dans son sens scientifique ; il n'oublie jamais que si la science a une fois donné un sens précis à certain mot, elle doit toujours lui attribuer ce sens là. Presque tous les économistes français d'aujourd'hui ont beaucoud nui au développement de la science dans leur pays, en ne se soumettant pas à cette exigence de la terminologie scientifique.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

de procurer l'abri, la protection, les outils ou instruments, les matières qu'exige le travail, la confection du produit, et de nourrir et d'entretenir les travailleurs pendant leur œuvre. Tels sont les services que le travail présent demande au travail passé. Tout ce qui est destiné à ces usages, tout ce qui peut fournir au travail productif ces divers éléments, est *capital.*

§ 2. — De même que toute portion des produits du pays destinée à la production est capital, de même et réciproquement tout le capital du pays est destiné à la production. Cette seconde proposition, cependant, admet quelques restrictions et doit être expliquée. — On peut rechercher un emploi productif pour des fonds, sans pour cela le trouver. Ces fonds sont cependant capital, mais capital inactif. Ou bien encore, ces fonds peuvent consister en valeurs non vendues, non susceptibles d'être immédiatement employées à la production, et non vendables à un moment donné : ces fonds sont encore capital inactif. Des circonstances artificielles, accidentelles, anormales, peuvent obliger à rassembler une plus grande quantité d'objets, un fonds plus considérable, un plus grand capital qu'il n'est ordinairement nécessaire, avant de l'employer à la production. Supposons que le gouvernement mette un impôt sur la production dans l'une de ses premières opérations; sur les matières premières, par exemple. Il faut que le manufacturier paie l'impôt avant de commencer à produire, et par conséquent il est obligé d'avoir un capital augmenté de tout le montant de cet impôt, sous peine de diminuer sa production ordinaire. Ce mode de lever l'impôt est donc un obstacle au développement de l'industrie. Le gouvernement prélève par là une partie du capital de production du pays et le détourne de sa destination.

Prenons un autre exemple. Il est possible qu'en entrant en jouissance, un fermier ait à payer d'avance un, deux ou plusieurs termes de son bail avant la récolte. Ce paiement, il le fait de son capital. Mais la rente, quand elle est payée pour la terre elle-même et non pour des améliorations foncières

Digitized by Google

faites par le travail, n'est pas une dépense productive. Ce n'est pas une avance pour l'eutretien du travailleur, ni pour les instruments ou les matériaux produits du travail. C'est le prix payé pour l'usage d'un agent naturel approprié. Cet agent naturel, il est vrai, est aussi indispensable qu'aucun instrument, il l'est même à un plus haut degré ; mais il n'est pas indispensable à la production que cet agent soit payé. Dans le cas de l'instrument (objet produit par le travail), un prix, quel qu'il soit, est la condition nécessaire de son existence ; la terre existe naturellement ; donc le prix de son loyer n'est pas une dépense de production, et la nécessité de payer ce prix sur le capital rend indispensable l'augmentation d'autant du capital. Il importe qu'il y ait une plus grande accumulation de produits du travail privé qu'il n'est évidemment nécessaire, ou tout au moins qu'il ne serait nécessaire si la terre était occupée d'après les règles d'un système différent. Ce capital extrà, bien que destiné par son propriétaire à la production, est en réalité employé chaque année improductivement, et chaque année il importe de le remplacer, non pas sur sa propre production, mais sur la production du travail payé par le reste du capital du fermier (*).

(*) Expliquons cela par des exemples. Voyons d'abord quel est l'effet de l'impôt levé, non sur le produit confectionné, destiné à la consommation immédiate, mais sur la matière servant à la création de ce produit. Supposons qu'un fabricant, au début de la production, possède un capital de 1000 roubles. Supposons qu'il doit, d'après la norme existante du profit, en tirer 20 %. En ce cas, il doit vendre ses produits 1200 roubles. Supposons que le gouvernement ait besoin de lever 10 % sur cette production. Si l'impôt est levé sur les produits mêmes déjà mis à la vente en détail, le gouvernement recevra sur leur valeur 120 roubles. Les consommateurs paieront alors 1320 roubles lesdits produits.

Si nous supposons qu'avec un capital de 1000 roubles, on produise 1000 archines de drap, 1 archine de drap devra être vendu au détail, 1 rouble 32 copecks Supposons maintenant que l'impôt est levé non sur le produit confectionné, mais sur la matière première. Admettons que le fabricant achète de cette matière, de la laine étrangère, par exemple, pour une somme équivalente à celle des dépenses qu'occasionnera la fabrication. Supposons que le gouvernement veuille se borner à la même proportion d'impôt, à 10 %. Dans ce cas, le fabricant ayant 1000 roubles de capital, achète pour 500 roubles de laine, sur laquelle l'impôt a déjà été prélevé, c'est-à-dire qu'il reçoit à présent pour 500 roubles la quantité de laine qu'il recevait auparavant pour 450. Si avec la quantité qu'il recevait autrefois, on pouvait fabriquer 1000 ar-

Digitized by Google

Enfin il importe de remarquer que cette portion considérable du capital productif d'un pays, employée au paiement des salaires des travailleurs, n'est pas, strictement et indispensa-

chines de drap, avec celle qu'il reçoit aujourd'hui, on ne fabriquera que 900 archines. Quel prix le fabricant doit-il demander de ces 900 archines ? Précisément le même qu'autrefois : 1200 roubles. Mais l'impôt est déjà prélevé, et par conséquent une nouvelle augmentation de prix n'aura pas sa raison d'être. Ainsi 900 archines de drap iront dans le commerce de détail pour 1200 roubles, ce qui fera 1 rouble 33 copecks par archine.

Le prix du drap n'a que peu haussé, mais la société a seulement 900 archines au lieu de 1000, et le gouvernement 50 roubles d'impôt au lieu de 120. Cela signifie que la société manquera de vêtements et le gouvernement d'argent.

Comment la société va-t-elle supporter cette disette de vêtements ? cela, c'est son affaire. Quant au gouvernement, il apercevra la nécessité de doubler ses revenus tout au moins : on peut à la rigueur couvrir les dépenses de l'État avec 100 roubles au lieu de 120 ; mais il est complètement impossible de le faire avec 50 roubles. Il faudra donc augmenter l'impôt sur la laine jusqu'à concurrence de 20 %. C'est alors 100 roubles que l'on prélèvera sur la quantité achetée par le fabricant au prix de 500 roubles et pour cette somme le fabricant ne recevra que ce qu'il recevrait pour 400 à l'époque où l'impôt n'existait pas : c'est-à-dire une quantité de laine dont il ne pourra tisser que 800 archines de drap. Ces 800 archines sont, comme autrefois, vendues 1200 roubles, soit 1 rouble 50 copecks par archine.

Le revenu du gouvernement s'est accru en proportion de l'accroissement de l'impôt ; mais le prix du drap s'est élevé de beaucoup et sa quantité est devenue encore moindre qu'auparavant. La société, n'ayant que 800 archines, subira déjà une assez forte disette de drap. Quant au gouvernement, il recevra seulement 100 roubles au lieu de 120 qu'il aurait eus en prélevant l'impôt sur le produit confectionné et non sur la matière.

Il ressort de là, que la liberté commerciale, remplaçant le système protectionniste, est la cause principale de l'accroissement du bien-être social et des revenus de l'État.

Jetons maintenant les yeux sur le paiement de la rente, avant que le prix des produits de la ferme soit retiré. Supposons que le fermier entre en possession de la ferme dès le nouvel an. Supposons que le paiement de la rente se fasse d'avance et par trimestre. Admettons que le prix de la récolte se perçoive au mois de septembre. Supposons que l'importance de la rente soit de 400 roubles et que le fermier ait un capital de 1000 roubles ; que 2 roubles appliquées par le fermier aux travaux agricoles, donnent pour produit 1 tchetvert de blé et que la société ait besoin de 500 tchetverts.

Le fermier, après avoir reçu la ferme le 1er janvier, doit payer jusqu'au 1er septembre les 3/4 de la rente, c'est-à-dire 300 roubles. Ce paiement est effectué avant qu'il ait retiré son argent du produit, il ne lui reste donc que 700 roubles pour la production. Il ne produit que 350 tchetverts, sur lesquels on prend la partie de la rente restant à payer pour la première année.

Au 1er janvier suivant, la situation est encore la même ; le paiement des 3/4 de la rente pour la deuxième année, est prélevé, non pas sur le prix de la récolte de cette deuxième année, mais de nouveau sur le capital ; c'est-à-dire

Digitized by Google

blement, tout entière nécessaire à la production. Tout ce qui, dans cette portion, excède les nécessités de la vie ou de la santé, et cet excès peut être considérable lorsqu'il s'agit de travailleurs instruits et expérimentés, est dépensé, non pas à entretenir le travail, mais à le récompenser, et les travailleurs pourraient, à la rigueur, attendre, pour toucher cette portion de leur rémunération, jusqu'à l'achèvement de la production. Il n'est pas indispensable que cette portion préexiste sous forme de capital, et, supposant même que cette portion leur fasse défaut, la production n'en aurait pas moins marché sur le même pied. Si l'on veut que les travailleurs reçoivent en paiements journaliers ou hebdomadaires la complète rémunération de leur travail, il importe qu'il y ait à la disposition du capitaliste un fonds, un capital plus considérable qu'il ne serait nécessaire pour la seule œuvre de la production telle qu'elle existe alors, et plus considérable de toute la portion qui est distribuée en salaires, au-dessus de ce qu'un prudent propriétaire d'esclaves dépenserait pour assurer la production (*). A vrai dire, la pratique aujourd'hui universelle de payer

que la production aura encore 300 roubles de moins de capital, qu'il ne lui faut pour produire 500 tchetverts. Et toutes les années suivantes, il en sera de même. D'où il résulte que, si la société a besoin de 500 tchetverts et qu'un capital de 2 roubles soit nécessaire pour la production de chaque tchetvert, le fermier doit avoir un capital de 1300 roubles et non de 1000, et que, par conséquent, la somme du capital exigé par l'agriculture est plus élevée, de toute la partie de la rente payée d'avance, que la somme qui serait strictement nécessaire, si le paiement de toute la rente n'était effectué qu'après la récolte.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

(*) Supposons que pour entretenir un esclave en bonne santé, son propriétaire ait besoin de dépenser 1 rouble par semaine, et que le procédé de la production dure une année entière (comme cela a lieu pour l'agriculture, par exemple). Supposons que l'entrepreneur ait besoin de 10 artisans payés à raison de 10 roubles par semaine. Dans le cas où ces artisans se contenteraient de recevoir ce qui leur est strictement nécessaire pour l'entretien de leur existence durant la production et consentiraient à attendre pour le reste l'achèvement de cette production, leur patron n'aurait besoin, pour les payer, que de 52 roubles par tête, 520 roubles en total. Mais il leur donne 3 roubles à chacun et par conséquent sa dépense annuelle pour un ouvrier est de 156 roubles et pour les 10 qu'il emploie de 1560 roubles. La seconde somme dépasse la première de 1040 roubles ; cette différence constitue pour le capital une dépense qui n'est pas strictement nécessaire.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

d'avance aux travailleurs tout ce qui dans le salaire excède ce qui serait indispensable à leur entretien sans plus, ne peut avoir pris naissance que lorsque le capital est devenu abondant, puisque ce qui constitue cette portion n'est pas, à proprement parler, appliqué à la production, mais bien à la consommation improductive du travailleur productif, ce qui indique un fonds de production assez considérable pour qu'on puisse en détourner habituellement une partie pour de simples jouissances ou convenances.

On remarquera que j'ai affirmé que les travailleurs sont toujours entretenus sur le capital. Il en est toujours ainsi, bien que le capital ne soit pas nécessairement fourni par un capitaliste. Quand le producteur s'entretient au moyen d'un fonds qui lui appartient ; quand un paysan, fermier ou propriétaire, vit sur sa propre terre ; quand un ouvrier travaille pour son compte, ils sont tous entretenus par le capital, c'est-à-dire par un fond avancé au travail avant son achèvement. Le paysan ne subsiste pas cette année sur le produit de cette année, mais bien sur celui de l'année dernière. L'artisan ne subsiste pas à l'aide de l'œuvre qu'il confectionne, mais avec le produit de l'œuvre qu'il a déjà confectionnée et vendue. Ces producteurs s'entretiennent à l'aide d'un petit capital qu'ils possèdent et qu'ils reconstituent à mesure qu'ils produisent. Il n'en est pas autrement du capitaliste opulent. Il vit à l'aide d'un fonds avancé aux opérations productives. S'il conduit lui-même ces opérations, tout ce qu'il dépense pour sa personne et pour sa maison, à moins qu'il ne soit extravagant, est une portion de son capital, dépensé, comme tout capital, dans le but de la production ; et sa consommation personnelle, en tant qu'il s'agit de satisfaction de ses besoins, est consommation productive (*).

(*) Exemple : un fabricant dépensant avec sa famille 10,000 roubles par an, dirige lui-même sa fabrique ; d'après les prix en usage, il ne pourrait avoir un bon directeur à moins de 3000 roubles ; ces 3000 roubles faisant partie de la somme dépensée personnellement et annuellement par lui, constituent sa consommation productive, tandis que les 7000 roubles restant constituent sa consommation improductive.

Profitons de cet exemple pour démontrer encore une fois la différence qui

Digitized by Google

existe entre le sens familier du mot « capital »,sens que n'admet pas la science (et qui n'est adopté ni par l'ouvrage original de Mill. ni par notre traduction), et le sens scientifique exclusivement adopté par Mill et par nous. Le fabricant met sa fabrique en train ; possédant au début 30,000 roubles pour l'achat des matériaux et le salaire des ouvriers, il en emploie 20,000 et en dépense 10,000 pour lui-même à titre de directeur de sa fabrique, alors qu'il ne devrait payer un directeur que 3000 roubles. En langage familier, son capital est composé de 30,000 roubles; mais d'après la terminologie scientifique, son capital ne sera réellement que de 23,000 roubles : 20,000 pour le salaire des ouvriers et l'achat des matériaux, et 3000 pour l'administration de la fabrique ; les 7000 restant, suivant la conception de la science, sont appliqués à la consommation improductive et ne peuvent être compris dans le capital. On peut imaginer quel imbroglio doit se produire, si nous confondons des choses aussi différentes, et si nous appliquons à la totalité des 30,000 roubles, dont une partie ne constitue pas de capital, les déductions faites par la science à propos des 23,000 qui, seuls, forment le capital.

(*Note de M. Tchernychewsky*).

Digitized by Google

CHAPITRE V

PROPOSITIONS FONDAMENTALES RELATIVES AU CAPITAL

§ 1. — L'industrie est limitée par le capital. Cette vérité est tellement évidente qu'elle est reçue sans examen en maintes circonstances ; mais apercevoir la vérité par occasion, est une chose, et c'en est une autre que de la reconnaître toujours et de n'admettre aucune proposition qui la nie. Tout évident qu'il est, cet axiome est resté jusqu'à ces derniers temps hors de la sphère des pensées des législateurs et des écrivains ; des doctrines incompatibles avec lui ont été propagées et inculquées aux esprits.

Et cependant cette vérité est admise jusque dans des expressions comme les suivantes. On dit : « Appliquer son capital à telle industrie, » pour exprimer la direction donnée à l'industrie vers tel ou tel emploi. Mettre du travail sur la terre s'exprime ainsi : Appliquer un capital à la terre. De même pour une manufacture. Ces façons de s'exprimer impliquent bien évidemment que l'industrie ne saurait s'étendre là où manquerait le capital. Cette proposition doit être admise aussitôt qu'exprimée et comprise. L'expression « appliquer un capital » est métaphorique sans doute. Ce qui est appliqué,

Digitized by Google

c'est le travail, mais le capital est une condition indispensable de l'application. De la même manière, nous parlons souvent de la force productive de ce capital ; cette expression n'est pas littéralement correcte. La force productive est celle du travail et des agents naturels ; et si, par extension, on peut parler de la force productive, ce n'est que dans les instruments, les outils, le vent, l'eau, qu'on peut dire que cette force réside et coopère avec le travail à la production. La subsistance du travailleur et les matériaux de production n'ont pas de puissance productive. Mais le travail ne peut exercer sa puissance productive sans être aidé par ces éléments. — Il ne saurait y avoir d'industrie, de travail, là où ne seraient pas les matières sur lesquelles il devra s'exercer, les aliments qu'il devra consommer. Quelque évident qu'il soit pour tous que toute la population d'une contrée est entretenue, non du travail actuel, mais des résultats d'un travail passé, cette vérité est trop souvent oubliée. On consomme ce qui a été produit, et non ce qui le sera. Mais ce n'est pas tout ce qui a été produit que consomme le travail productif; ce n'en est qu'une portion : donc il ne peut y avoir de travail productif, qu'en raison directe de la portion qui lui est destinée (et c'est là le capital de la nation), et qui servira à le pourvoir d'aliments, d'instruments et de matières premières pour la production.

Cependant, en dépit d'un fait si évident, d'une vérité si triviale, on a longtemps persisté à croire que les lois et le gouvernement, sans créer le capital, pouvaient créer l'industrie. Non pas en rendant les hommes plus laborieux, ou plus capables d'un travail plus efficace (ce sont là des choses auxquelles peut contribuer l'action des gouvernements), mais s'en s'inquiéter de la science, ou de l'habileté des taavailleurs, sans forcer à travailler ceux qui jusque là étaient demeurés oisifs ; il est des gens qui ont cru que le gouvernement pouvait, sans aucun accoissement de capital, créer du travail, augmenter la production. L'un proposait d'arrêter, par une loi de prohibition, l'importation de quelque objet manufacturé ; et quand, par l'effet de cette loi, il avait obligé le pays

Digitized by Google

à fabriquer des objets similaires, il se glorifiait d'avoir enrichi le pays d'une branche nouvelle d'industrie, étalait à tous les yeux des tableaux statistiques, exposait le chiffre de la production nouvelle, et celui du travail qu'elle avait nécessité, et affirmait avec orgueil que la nation s'était enrichie d'autant par l'effet de la loi de prohibition. Cette espèce d'arithmétique politique est tombée dans le discrédit en Angleterre, mais elle fleurit encore chez les nations du continent. Si les législateurs s'étaient doutés que l'industrie est limitée par le capital, ils auraient compris que, le capital de la nation ne s'étant pas accru, tout ce qui, par la vertu de leur loi, a été appliqué à la nouvelle industrie, a dû être soustrait de quelque autre emploi préexistant, ou si ce capital était encore sans emploi, il aurait trouvé à s'employer de quelque autre sorte, entretenant un nombre de travailleurs à peu près aussi considérable que dans l'emploi qu'on lui a donné (*).

(* Il faut admettre ici une exception en faveur des industries qu'on appelle domestiques. Le travail de ces industries étant accompli par des ouvriers de familles déjà nourries par un autre travail, il n'est pas nécessaire pour la création de ces industries d'y appliquer d'autre capital que celui qui est nécessaire à l'acquisition des instruments, outils et matières, et qui se borne souvent à peu de chose. Si donc un droit protecteur donne naissance à de pareilles industries, il y a réellement accroissement dans la production du pays.

Il importait d'admettre cette exception, afin de rendre notre proposition théorique invulnérable. L'exception, du reste, ne nuit en rien à la doctrine pratique du libre échange. D'après la nature même des choses, les industries domestiques ne sauraient exiger de protection, puisque la subsistance des travailleurs étant assurée d'autre part, le prix du produit, quelque minime qu'on le suppose, est presque tout bénéfice. Si donc les producteurs domestiques se retirent de la concurrence, ce n'est nullement par necessité, mais parce que le produit ne vaut pas le travail qu'on y emploie, dans l'opinion des juges les plus éclairés, ceux qui jouissent du produit et supportent le désagrément du travail. Ainsi, ils aiment mieux acheter les vêtements que de les fabriquer. Ils ne veulent pas continuer un travail dont la société n'estime pas assez le fruit pour le payer ce qu'il vaut dans leur opinion.

(Note de Mill.)

Il nous paraît que Mill parle, en ce cas, avec beaucoup de légèreté d'une chose qu'on ne peut résoudre qu'au moyen d'un calcul très-attentif. Nous n'entrerons pas ici dans des recherches spéciales qui exigeraient beaucoup de place, mais nous noterons seulement une circonstance. Les ouvriers et leurs familles s'occupèrent d'industries domestiques dans les intervalles de temps que leur laissaient les autres occupations. Lorsque les industries domestiques

Digitized by Google

§ 2. — . . . . . .

§ 3. — Si, d'une part, l'industrie est limitée par le capital, tout accroissement de capital donne ou doit donner, d'autre part, un emploi, un aliment nouveau à l'industrie. Il n'est même pas possible d'assigner une limite à cette faculté. Je ne prétends pas nier que le capital, ou une portion au moins, puisse être employé de façon à ne pas entretenir des travailleurs, puisqu'il peut être immobilisé dans des machines, des bâtiments, des améliorations foncières, etc. Dans tout accroissement notable de capital, il en est généralement une partie considérable qui est ainsi employée, et qui ne sert pas à l'entretien des travailleurs, mais seulement coopère avec eux à la production. Ce que je veux dire, c'est que cette autre portion du capital, qui est destinée à l'entretien du travailleur, peut, en supposant que tout reste égal, s'accroître indéfiniment, sans créer une impossibilité à son propre emploi. En d'autres termes, s'il se trouve des êtres humains capables de travailler et des aliments pour leur subsistance, ils peuvent toujours être employés à produire quelque chose.

Il importe de s'appesantir sur cette proposition. Elle est de celles qu'on admet volontiers lorsqu'elle est présentée d'une

cessèrent d'exister, ces intervalles demeurèrent sans emploi productif. Il est évident que la production du pays a été amoindrie par ce changement. Cet amoindrissement sera-t-il compensé par l'emploi de ces intervalles inoccupés, à l'instruction intellectuelle, à un repos salubre, ou enfin à quelque chose d'utile? C'est encore là une question; mais ce qui est incontestable, c'est que la perte existe. Ainsi, tout amoindrissement des industries domestiques est, pour la société autant que pour les ouvriers eux-mêmes, un risque de perte sans retour. Certes ce n'est point dans le but de défendre l'impôt protecteur que nous notons cela; cet impôt n'existe pas pour soutenir des industries paysannes destinées à la consommation propre des paysans. Nous voulons dire seulement que tout changement amoindrissant l'esprit laborieux du peuple, lui ôtant l'envie de faire cas de chaque minute, n'est pas avantageux pour le pays. Il est vrai que les industries domestiques tombent en désuétude à cause de leur non conformité avec le goût à la mode; il n'est pas moins vrai que leur cessation est presque toujours désavantageuse autant pour le pays que pour les ouvriers. Il faut s'inquiéter ici, non de la conservation du tarif protecteur, mais du développement dans la société, de la simplicité des goûts, de l'habitude de faire cas du temps, de la possibilité de tirer parti de chaque minute.

(*Note de M. Tchernychewsky*).

Digitized by Google

manière générale, mais qui échappe facilement lorsqu'on cherche à se diriger au milieu des faits actuels et de la confusion qu'ils présentent. Elle est aussi très opposée aux doctrines qui ont cours dans le monde. Il n'est pas d'opinion plus accréditée que celle qui affirme que la consommation improductive des riches est nécessaire pour donner de l'emploi aux pauvres. Avant Adam Smith, cette assertion trouvait à peine un contradicteur, et même après lui des auteurs du plus haut mérite, et dont les noms sont célèbres (M. Malthus ; docteur Chalmers ; M. de Sismondi, entre autres) ont affirmé que si les consommateurs épargnaient et convertissaient en capital une portion plus considérable de leur revenu, que s'ils ne dépensaient pas improductivement une partie de ce revenu, toujours en raison directe du capital du pays, l'accumulation qui s'ensuivrait serait une perte réelle, puisqu'il ne se trouverait pas de marché pour les objets créés à l'aide de ce capital. Je regarde cette opinion comme l'une des nombreuses erreurs qui se sont emparées de l'économie politique, et qui proviennent de ce qu'on commence l'étude des phénomènes les plus complexes et les plus concrets, avant d'avoir assuré sa marche par l'examen des faits simples et plus faciles à décomposer.

Chacun peut concevoir que si un gouvernement de bonne volonté possédait toute la nourriture, tous les instruments et les matériaux de travail de la communauté, il exigerait de chacun du travail en échange de la part d'aliments qu'il lui concèderait : il ne serait certes pas en danger de ne pas trouver à employer ce travail productif, puisque aussi longtemps qu'il y aurait un besoin à satisfaire, le travail pourrait être dirigé en conséquence. Or, les individus possesseurs du capital, lorsqu'ils l'augmentent par l'accumulation, ne font rien autre chose que ce que nous venons de supposer de la part d'un gouvernement bienveillant. Comme il est permis de faire des hypothèses, supposons le cas le plus extrême qui puisse se concevoir : supposons qu'il vienne à la pensée de tous les détenteurs de capitaux, qu'ils n'ont ni plus de vertu ni plus de mérite qu'un simple artisan, et qu'en conséquence ils ne

Digitized by Google

doivent pas dépenser plus que lui pour leur entretien ; qu'en conséquence encore ils économisent tout le surplus de leurs profits. Ou bien encore supposons que cette abstinence n'est pas volontaire, mais qu'elle leur est imposée par la loi, ou par l'opinion, à eux aussi bien qu'aux propriétaires du sol. Voici donc la consommation improductive réduite à sa plus étroite limite. On se demande alors : « Mais que va-t-on faire de cet accroissement de capital ? » Qui achètera les produits de tout le travail nouveau ? Il n'y a plus de demandes même pour les produits précédents. Les produits, dira-t-on, vont donc rester invendus, ils périront dans les magasins, jusqu'à ce que le capital soit redescendu à sa limite première, ou plutôt à la limite plus restreinte encore, indiquée par le ralentissement de la demande d'autrefois. C'est là un côté seulement de la question. Dans l'hypothèse où nous nous sommes placés, il n'y aurait plus de place pour les articles de luxe. Les capitalistes et les propriétaires fonciers restreindraient leur consommation, dans le but d'augmenter leur capital productif. Mais ils n'anéantiraient pas pour cela ce qu'on peut appeler *leur force de consommation*. Ils la transféreraient aux travailleurs auxquels le capital de surplus viendrait en aide. Quant à ces derniers, on peut faire à leur égard deux suppotions : leur nombre aurait pu s'accroître en raison directe de l'accroissement du capital, ou bien leur nombre ne se serait pas accru. S'ils sont plus nombreux, il est clair que la production d'objets de première nécessité doit prendre la place de celle des choses de luxe, et fournir ainsi exactement la même quantité de travail. Si, au contraire, le nombre des travailleurs ne s'est pas accru, toute la dépense faite autrefois en choses de luxe, par les capitalistes et les propriétaires fonciers, va être distribuée, sous la forme d'augmentation de salaires, aux travailleurs productifs. Mais, dira-t-on, ils peuvent, avec les anciens salaires, satisfaire à tous leurs besoins... Eh bien! ils dépenseront en choses de luxe la portion additionnelle que leur fait l'état des choses, et le capital, employé autrefois en choses de luxe, ne changera pas de destination. Seulement le luxe, au lieu d'être, comme auparavant, le pri-

Digitized by Google

vilége de quelques-uns, se répandra dans toutes les couches de la population. L'accumulation, la production pourraient aller ainsi croissant jusqu'à ce que tous les travailleurs aient atteint toutes les jouissances de luxe compatibles avec la continuation du travail ; en supposant, il est vrai, que leur puissance de production fût suffisante à produire de quoi satisfaire ces nouveaux besoins de luxe pour tous les membres de la classe des travailleurs. Ainsi la limite de la richesse n'est pas fixée par le nombre des consommateurs, mais bien par celui des producteurs, par la quantité de puissance productive qui existe à une époque donnée. Toute addition, tout accroissement de capital donne au travail, soit une addition d'emploi, soit une addition de rémunération. S'il trouve des bras nouveaux prêts à travailler, il accroît la production générale ; s'il ne trouve que les mêmes bras employés auparavant, il accroît leur rémunération, et même, en ce dernier cas, il peut accroître la production, en stimulant les travailleurs par un salaire plus abondant (*).

(*) La question est tellement claire, l'idée exposée par Mill tellement incontestable qu'il doit paraître étonnant que des écrivains aussi éminents que Sismondi et Malthus aient pu être d'un avis contraire. Mais le fait est que leur idée sur la soi-disant utilité du luxe des riches pour les pauvres, idée complètement absurde, ne leur servait qu'à expliquer les interruptions fréquentes de la production manufacturière, interruptions occasionnées par le manque de commandes et par des crises commerciales. Ils tiraient une conclusion fausse en croyant que la suppression du luxe pourrait rendre plus pénibles de pareils phénomènes, phénomènes produits au contraire par le luxe même, par la non conformité des moyens de la société avec la répartition des bras entre la production des objets de première nécessité et celle des objets de luxe, par la dépense exagérée du travail pour des objets de luxe et des occupations complètement improductives. Nous ne pouvons exposer ce sujet avant d'avoir étudié la théorie de la valeur, des frais de production et du prix. Pour le moment nous noterons une seule circonstance : le théorème que tout accroissement du capital est avantageux ou pour la production ou pour le bien-être des ouvriers est juste, si l'on considère le capital au point de vue scientifique, c'est-à-dire comme la partie des produits employés à la production. Mais il se produira le plus absurde imbroglio si l'on rapporte ce théorème à toute richesse en général, comme le font les économistes français en appelant « capital » toute masse de valeurs sans s'inquiéter en quoi elles consistent et à quoi elles sont employées ; tandis qu'il existe de grandes catégories de valeurs qui, par leur nature même, ne peuvent concourir à la production ; les forces productrices de la société s'affaiblissent d'autant plus qu'elle

Digitized by Google

§ 4. — La source qui produit le capital donne lieu à un deuxième théorème fondamental : Le capital est le résultat de l'épargne. Ce qui a été dit auparavant prouve l'évidence de cette proposition. Néanmoins il convient de la développer encore.

Si tous ceux qui produisent, si tous ceux qui tirent leur revenu du produit des autres, allaient se mettre à dépenser tout ce qu'ils reçoivent ainsi, le capital ne s'accroîtrait pas. Tout le capital qui existe, à l'exception d'une portion presque insignifiante, est le résultat de l'épargne. Je dis à l'exception d'une portion presque insignifiante, parce qu'une personne qui travaille pour elle-même peut dépenser pour elle-même tout ce qu'elle a produit, sans s'appauvrir. La provision sur laquelle elle subsiste jusqu'à la réalisation de sa récolte ou la vente de son produit, bien que réellement capital, ne peut être considérée comme résultant de l'épargne, puisqu'elle est toute consommée à la satisfaction de ses besoins, aussi promptement peut-être que si le producteur vivait dans l'oisiveté. Mais en supposant même un certain nombre d'individus établis sur quelques portions de terre, vivant du produit de leur travail et consommant tout ce produit, encore faut-il bien que ces

emploie plus de forces à la production de tels objets, dont, par conséquent, elle reçoit une plus grande quantité. Supposons, par exemple, que dans une société ayant 100 ouvriers, 90 soient occupés à la production du pain et 10 à la production du bronze. Supposons qu'on a découvert un nouveau et meilleur moyen de produire le bronze, de sorte qu'il coûte à présent deux fois moins de travail, que conséquemment son prix a baissé de moitié, et que, par cette raison, son écoulement a triplé. Pour produire maintenant une quantité trois fois plus forte de bronze, le moyen de le fabriquer étant devenu deux fois plus facile, il sera nécessaire d'y employer 15 ouvriers au lieu de 10, et il ne restera plus que 85 ouvriers pour la production du pain. Il est évident que la société produira moins de pain et qu'elle se sera appauvrie. On dira peut-être : « La population peut devenir plus nombreuse, de sorte que l'ancienne proportion entre les agriculteurs et les bronziers sera rétablie. » Mais quand nous traiterons de la rente, nous verrons que la situation de la société, loin de s'améliorer, s'empire toutes les fois que la population s'accroît, s'il n'existe en même temps de vastes étendues de sol non cultivées, ou s'il ne se produit pas des améliorations dans l'agriculture. Aucune de ces deux circonstances ne se présente ici ; donc la situation de la société s'empirera en raison directe de l'accroissement de sa population.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

individus économisent, c'est-à-dire qu'ils mettent de côté la semence de la récolte prochaine. Il y a donc épargne, même dans cet état, qui constitue la plus simple des conditions économiques. Ils ont produit plus qu'ils n'ont dépensé ; ils ont dépensé moins qu'ils n'ont produit. Et cette épargne doit être plus considérable encore, s'ils veulent employer des travailleurs nouveaux, augmenter leur production au delà de ce que peuvent produire leurs propres bras. Tout ce qu'un homme consacre à entretenir d'autres travailleurs que lui-même, doit avoir été amassé par l'épargne. Il faut que quelqu'un ait produit cette accumulation et se soit *abstenu* de la dépenser. Nous pouvons donc affirmer, sans grande erreur, que tout capital, et surtout tout accroissement du capital, est le résultat de l'épargne.

Dans un état de société grossier et barbare, il arrive constamment que la personne qui possède le capital n'est pas celle qui l'a épargné ; il y a tout à parier qu'elle s'en est emparée par la violence, par le pillage, par la conquête. Même en certains lieux où déjà la propriété jouissait de protection, l'accroissement du capital était le plus souvent dû à des privations qui, bien qu'essentiellement semblables à l'épargne dans leurs résultats, ne sauraient mériter ce nom parce qu'elles n'étaient pas volontaires. Les véritables producteurs étaient des esclaves que la violence seule portait au travail, et auxquels on laissait aussi peu que pouvaient le permettre l'égoïsme et le très-léger sentiment d'humanité qui animait leurs maîtres. Quoi qu'il en soit, cette épargne forcée n'aurait pas constitué un capital. si le maître, à son tour, n'en avait pas épargné une partie. Si tout ce qu'il faisait produire à ses esclaves et qu'il ravissait à leurs besoins, avait été dépensé par lui en jouissances personnelles, il n'aurait pas augmenté le capital ni accru le nombre de ses esclaves. Entretenir des esclaves impliquait une épargne, une accumulation préalable d'aliments au moins. Mais il ne fut pas nécessaire que cette épargne vînt de la volonté du maître, elle fut plutôt due aux travailleurs, pendant qu'ils jouissaient encore de la liberté. La rapine, les chances de la guerre, en les faisant esclaves

Digitized by Google

d'un plus fort qu'eux, l'avaient fait en même temps maître de leurs accumulations.

§ 5. — Un troisième théorème fondamental relatif au capital, et qui a une connexion intime avec celui que nous venons d'examiner, consiste dans cette proposition, savoir : que, bien qu'épargné, et le résultat de l'épargne, tout capital est cependant consommé. Le mot « épargne » ne signifie pas que ce qui est épargné n'est pas consommé, ni même que la consommation est différée. Il implique seulement que, s'il est consommé immédiatement, il ne l'est pas par celui qui l'a épargné. Si ce surplus est mis de côté pour un usage futur, on dit qu'il est entassé, et, tant qu'il est entassé, il n'est pas consommé; s'il est employé comme capital, il est, au contraire, tout consommé ; seulement ce n'est pas par le capitaliste (*). Une partie s'échange contre des instruments et des

(*) Dans ces paroles on voit déjà l'influence de la considération accidentelle qui se montre à nu dans les paroles qui viennent après. Au lieu de se tenir à la hauteur de l'analyse générale de l'essence immuable des lois économiques, Mill nous donne, par oubli, l'analyse d'une certaine forme spéciale de l'organisation économique. Il parle déjà, non d'un individu quelconque qui épargne, mais seulement de tel individu dont la provision épargnée est tellement grande qu'il a le moyen de faire travailler les autres à sa place. Pour voir clairement l'erreur qui, par négligence, entra dans la définition du procédé suivant lequel le capital est consommé, nous présenterons le cas suivant : Une famille pays sanne commence à tisser du gros drap le jour même de la tonte des brebis et se met ensuite à coudre les vêtements le jour même où le drap tombe du métier, puis enfin se couvre desdits vêtements le jour même où leur couture est achevée. Dans aucune des phases par lesquelles le produit a passé, il n'y a, comme on le voit, d'ajournement de consommation, et le produit est consommé par ceux-là mêmes qui l'ont épargné ; mais cette toison, ce drap, ce vêtement, n'en servent pas moins de capital, c'est-à-dire d'instrument de production, par cette raison qu'ils donnent le moyen de s'occuper hors de la chaumière des travaux agricoles qui, parfois et suivant la saison, sont impossibles quand toutes les parties du corps que n'abrite pas la courte-pelisse de mouton portée par les paysans, ne sont pas couvertes par le vêtement de drap. Ainsi, il faut dire que le produit servant de capital se distingue des autres produits par ceci seulement, que sa consommation a pour but le renforcement de la production, et non par cela qu'il est épargné par une personne et consommé par une autre. La distinction entre la personne qui épargne et celle qui consomme n'appartient pas à l'essence des lois économiques, elle ne se rapporte qu'à une certaine forme de l'organisation économique où le travail est l'attribut des uns et le capital la propriété des autres qui, eux, ne travaillent

Digitized by Google

outils pour remplacer ceux que l'usage a mis hors de service, une partie pour de la semence ou des matériaux qui sont détruits comme tels dans l'acte de la production, et qui sont détruits dans l'acte de la consommation du produit dernier. Le reste est payé en salaires aux travailleurs productifs, qui le consomment pour satisfaire leurs besoins quotidiens, ou bien si, à leur tour, ils en épargnent une partie, on ne saurait dire qu'elle soit entassée, mais bien réemployée comme capital, par l'intermédiaire des caisses d'épargne ou des sociétés mutuelles, et consommée.

§ 6. — Revenons à notre théorème fondamental. Tout ce qui est produit est consommé; ce qui est épargné aussi bien que ce qui est dépensé, et le premier tout aussi rapidement que le dernier. Toutes les formes ordinaires du langage semblent tendre à dissimuler cette vérité. Quand on parle de l'ancienne richesse d'une nation, de richesses venues par héritage, etc., l'idée que suggèrent ces expressions est que les richesses ainsi transférées ont été produites il y a longtemps, au temps où l'on dit qu'elles ont été acquises, et qu'aucune

pas de leurs mains. Ainsi, le capital n'est en essence autre chose que la partie des produits épargnés dont la consommation est nécessaire à l'efficacité des procédés du travail. Si, par exemple, le travailleur a besoin, par un mauvais temps, de prendre une goutte, cette goutte qu'il a bue est un capital, puisque sans elle, il travaillerait avec moins d'énergie et qu'il en résulterait moins de produit. Nous faisons cette remarque et beaucoup d'autres du même genre, non parce qu'elles ont en soi une grande valeur, mais parce qu'il nous est indispensable de démontrer, par quelques cas seulement, que les écrivains de l'école de Smith s'écartent des principes et des procédés de leur propre théorie, en confondant par oubli, l'essence de la chose avec sa forme accidentelle. Nous passons un grand nombre de semblables écarts sans les faire remarquer, pour ne pas trop fatiguer le lecteur; car si nous ne craignions pas de le fatiguer, nous aurions à faire au texte de Mill dix fois plus de corrections que nous n'en faisons à présent. Quant aux autres économistes, il y a dans chacun d'eux dix fois plus d'inexactitudes que dans Mill. C'est précisément pour cela que nous avons préféré traduire Mill, qui, s'il commet une grande quantité d'erreurs, en commet incomparablement moins que tout autre écrivain de l'école de Smith. Nous donnerons, dans la suite, une ou deux pages de quelques autres économistes modernes des plus célèbres chez nous, pour montrer au lecteur quel galimatias ils racontent.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

portion du capital de cette nation, de ces héritiers, n'a été créée cette année, excepté toutefois une petite portion qui a pu être, cette année, ajoutée à la masse. Les choses se passent tout autrement. La plus grande portion, en valeur, de la richesse qui existe aujourd'hui en Angleterre, a été produite par la main des hommes dans le courant de cette année même. Il existait bien, il y a dix ans, peut-être une petite partie de cette richesse ; les bâtiments de fermes, les manufactures, quelques vaisseaux, quelques machines, voilà à peu près tout ce qui, il y a dix ans, existait déjà du capital productif actuel du pays ; encore tous ces bâtiments, ces navires, ces fabriques, ces routes ne seraient ils pas ce qu'ils sont aujourd'hui, si depuis dix ans chaque année n'avait vu un travail nouveau de changement et de réparations s'efforcer d'entretenir leur valeur. La terre est presque le seul instrument de richesse qui dure, qui subsiste. Tout ce que produit la terre périt, et périt, en général, très-promptement. Les capitaux de tout genre sont périssables. Il n'est que très-peu de produits qui soient de nature à être conservés longtemps. L'abbaye de Westminster, il est vrai, dure depuis plusieurs siècles à l'aide de réparations d'entretien. Il est des sculptures grecques qui existent depuis deux mille ans. Les pyramides peut-être ont deux ou trois fois cet âge. Mais ce sont là des objets destinés à un usage improductif. Si nous en exceptons les ponts et les aqueducs, et, par extension, les réservoirs, les levées, les retenues d'eau, etc., il est peu d'exemples de constructions destinées à l'industrie qui aient une longue durée. Ces constructions ne tiennent pas contre la destruction que leur usage même rend inévitable, et il serait même de mauvaise économie de les construire d'une solidité telle qu'elles résistassent plus longtemps. Si le capital existant se transmet de siècle en siècle, d'année en année, ce n'est pas par sa conservation, mais par sa reproduction perpétuelle : la majeure partie en est détruite presque aussitôt que produite, et ceux qui la consomment ne le font que dans la vue d'une production plus grande encore. L'accroissement du capital est semblable à l'accroissement de la population. Tout individu qui naît

Digitized by Google

meurt bientôt, mais le nombre de ceux qui naissent dans l'année excède le nombre de ceux qui meurent. La population va donc croissant, bien qu'on puisse dire qu'aucun de ceux qui la composent n'était de ce monde hier.

§ 7. — Cette consommation et reproduction perpétuelle du capital fournissent l'explication de ce qui a fait l'étonnement de tant de gens, je veux dire la rapidité avec laquelle une nation répare les dévastations dont elle a été victime, et la disparition complète des traces des calamités causées par un tremblement de terre, une inondation, un ouragan, et, qui pis est, les ravages de la guerre. Un ennemi arrive, qui met à feu et à sang toute une contrée, qui emporte tout ce qu'il peut emporter des richesses du pays, et brûle le reste. Tous les habitants se sauvent, éperdus. Ils sont ruinés... et cependant au bout de quelques années il n'y paraît plus. Le pays a repris son aspect ordinaire. La nature a réparé ses pertes. Cette *vis medicatrix naturæ* a fait le sujet d'un étonnement stérile ; on l'a citée comme exemple de ce que peut l'économie, l'épargne. Il n'y a là cependant rien de surprenant. Ce que l'ennemi a détruit était destiné à la destruction. La richesse que les habitants reproduisent si rapidement, il eût fallu la reproduire de la même manière, puisqu'elle eût de même été détruite. Il n'y a donc de changé que ceci, c'est que pendant la reproduction, ils n'ont pas l'avantage de consommer ce qu'ils ont produit auparavant. La possibilité d'une rapide réparation dépend surtout de la population qui est demeurée après les ravages. Si cette population est demeurée intacte, et qu'ensuite elle n'ait pas péri de faim et de misère, il lui reste, dans son intelligence acquise, dans ses terres qui n'ont rien perdu de leur fertilité, dans ses constructions même qui n'ont pas complètement péri, tout ce qu'il faut pour produire et pour réparer ses pertes promptement. Pourvu qu'il lui reste de quoi se nourrir pendant la saison, même au prix d'une grande partie de son bien-être précédent, elle aura en peu de temps réparé ses pertes et acquis une richesse aussi grande qu'auparavant. Elle n'aura pour

Digitized by Google

cela qu'à travailler comme autrefois. Mais qu'on le comprenne bien, ces résultats n'ont aucun rapport avec les lois de l'épargne, dans le sens qu'on y attache : épargner, c'est se priver volontairement, et dans les cas ci-dessus les privations sont forcées (*).

L'habitude de penser d'après les autres et dans une seule série de formules techniques est si fatale et les hommes instruits eux-mêmes en sont si peu exempts, que c'est la première fois, à ma connaissance, que cette explication si simple a été donnée. C'est au docteur Chalmers qu'elle est due ; et,

(*) Ainsi, la principale condition pour que l'abondance des produits d'un pays quelconque se conserve et s'accroisse, consiste dans la conservation, par la partie travailleuse de la population, de l'énergie dans le travail. Les calamités passagères, telles sont ordinairement celles occasionnées par la nature : inondations, tremblement de terre, grandes pertes même, causées à une seule moisson par l'excès de la sécheresse ou de la pluie, ces calamités ne peuvent pas nuire à l'énergie du travail. De toutes les calamités causées aux hommes par les hommes, celle causée par des hommes étrangers, la guerre, dans l'état actuel des pays civilisés, est rarement d'une durée telle qu'elle puisse changer les coutumes et les mœurs de la population dont elle ravage le pays, et ce pays, par conséquent, en conservant son ancienne énergie, se remet, d'habitude en peu de temps, de la ruine apportée par la guerre. Mais la guerre, même de courte durée, ne peut être supportée par la nation sans affaiblir visiblement son énergie, que là où de favorables conditions intérieures ont déjà établi à un haut degré cette énergie dans la population. Si avant la guerre le travail était accompli avec mollesse, sans énergie ni persévérance, une guerre de courte durée peut l'affaiblir pour longtemps, et le pays ne se remettra pas vite de quelques mois de guerre.

Ainsi, par exemple, le gouvernement de Smolensk, suivant les exactes recherches de M. J. Solowieff, ne s'est pas remis jusqu'à présent de la dévastation de 1812. Plus de 40 ans se sont écoulés de cette époque à celle des recherches de M. Solowieff, et le pays est encore plus pauvre qu'il ne l'était en 1811. Mais lorsque la guerre est longue et a un caractère de pillage continu, son effet alors est grand. Ainsi la guerre de Trente ans a anéanti pour plus d'un siècle l'ancien bien-être de l'Allemagne. Le pillage continu auquel le peuple fut soumis, le rendit sauvage et le déshabitua des mœurs qui rendaient jadis son travail efficace, et ce n'est qu'au milieu du XVIIIme siècle que les traces de cette influence pernicieuse commencèrent à disparaître. Mais ce caractère de continuité appartient surtout aux circonstances désavantageuses de la vie intérieure de la population elle-même, il appartient surtout aux calamités occasionnées par les siens et non par des étrangers. L'état intérieur d'un pays enlève l'énergie au travail pendant des centaines et parfois des milliers d'années. L'analyse de cette question se rapporte à la partie de l'économie politique traitant de l'influence des institutions sociales sur la production.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

bien que je regarde comme erronée une grande partie des opinions et des jugements de cet écrivain, je lui rends volontiers cette justice qu'il étudie les questions économiques de *première main*, et qu'il les explique dans un langage à lui, qui souvent montre la vérité sous une face que la phraséologie habituelle tend au contraire à cacher aux yeux.

§ 8. — L'écrivain que nous venons de citer applique le même raisonnement à l'appréciation de faits importants, les emprunts publics opérés dans un but de guerre ou dans tout autre but de dépense improductive. Selon les principes qui viennent d'être exposés, ces emprunts doivent tendre à appauvrir le pays, par la raison qu'ils proviennent du capital et non des taxes, c'est-à-dire d'une épargne forcée ou volontaire.

Cependant, il faut le dire, il est souvent arrivé que les années où ces emprunts se sont effectués, où ces dépenses improductives ont eu lieu sur la plus grande échelle, ont été des années de la plus grande prospérité apparente. La richesse et les ressources du pays, loin de diminuer, semblaient au contraire s'accroître avec rapidité pendant l'opération, et conserver cet accroissement ensuite. On ne peut nier que l'Angleterre, pendant la dernière guerre continentale, n'ait présenté ces résultats ; et il serait trop long d'énumérer toutes les théories erronées auxquelles ce fait incontestable a donné naissance, et qui ont eu leur temps de succès. Il va sans dire que ces théories tendaient à préconiser les dépenses improductives, et à démontrer combien elles influaient sur le bien-être des nations.

Nous ne croyons pas nécessaire d'entrer ici dans des développements considérables sur les causes qui, en général, empêchent ces opérations d'*épuisement* des ressources productives d'une contrée d'avoir des effets aussi funestes qu'il serait raisonnable d'en attendre. Mais nous supposerons, pour expliquer ce phénomène, le cas le plus défavorable qu'il soit possible. Supposons donc que tout le montant des sommes prêtées et détruites par le gouvernement ait été détourné

Digitized by Google

par l'emprunteur d'un emploi productif auquel il était auparavant appliqué. Il est bien clair dès lors que le capital du pays se trouve, après ce détournement, diminué d'autant. Mais, à moins que cette somme totale de richesse ainsi détournée ne soit quelque chose d'exorbitant, il n'y a pas de raison d'en conclure que, dès l'année suivante, le capital du pays ne sera pas aussi considérable qu'auparavant. L'emprunt n'a pu se faire sur la portion du capital représentée par les outils, les machines, les bâtiments. Il a dû provenir inévitablement de la portion de capital destinée au paiement des travailleurs ; donc ces travailleurs ont souffert. Mais si la souffrance n'a pas été jusqu'à la mort ; si les salaires ont pu subir cette réduction forcée sans que les salariés périssent ; si la charité s'est interposée entre eux et leur misère, il n'y a pas de raison pour qu'ils aient moins produit l'année suivante qu'ils ne l'avaient fait jusque-là (*). Si donc ils produi-

(*) C'est-à-dire, en supposant de nouveau la condition dont l'importance a motivé la remarque précédente ; en supposant que les mœurs et coutumes de la partie laborieuse de la population n'ont pas eu le temps d'être démoralisées par les privations. Cette démoralisation peut être faible ou forte suivant l'état qui a déjà pu atteindre l'énergie du travail ; si elle est forte, la démoralisation peut ne pas l'être au point de sauter aux yeux de l'observateur superficiel ; mais plus ou moins, elle suit toujours la privation. C'est un fait mathématique, indubitable en théorie ; en pratique il faut seulement bien examiner l'état social pour découvrir son existence. La guerre et toute autre grande dépense d'État improductive nuit à l'énergie du travail productif en démoralisant les travailleurs. Cela fut déjà remarqué en Angleterre durant ses guerres avec la République française et le premier empire. Les ouvriers sont devenus moins propres au travail, parce que la violence, la dureté du cœur et la paresse se suivant l'une l'autre, se développèrent en eux. Il va sans dire que durant l'affaiblissement du travail productif, le sol reste un peu à l'abandon, c'est-à-dire se détériore un peu, que l'apprêt des outils et des machines destinés à la production industrielle s'affaiblit, tandis que les anciens outils et machines se gâtent plus que d'habitude, et que les matières premières mêmes sont préparées en quantité moindre que dans l'état ordinaire. Ainsi pour l'année prochaine la société dispose de forces ouvrières pires qu'auparavant, et les instruments de production (le sol, les outils, les machines, les bâtiments industriels) sont en quantité moindre et de qualité inférieure qu'autrefois, il en est de même pour les matières premières ; pour cette raison la production de l'année prochaine ne pourra nullement avoir l'importance qu'elle aurait eue si cette dépense extraordinaire et improductive n'avait pas été faite. Le théorème déclarant ce résultat inévitable, est d'une véridicité mathématique.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

sent autant qu'auparavant pour un paiement moindre de quelques millions sterlings, tous ces millions seront alors gagnés par leurs patrons(*). Le déficit causé par l'emprunt est

(*) Mais précisément ils ne produiront pas *autant*, car pour un salaire moindre on reçoit un travail de plus mauvaise qualité; donc tous ces millions perdus par les ouvriers, ne seront pas entièrement gagnés par les patrons, une partie de cette somme sera perdue parce que la qualité du travail sera plus mauvaise. Pour rendre cette considération plus claire, nous donnerons le bilan hypothétique d'une société.

Supposons que l'Angleterre emprunte pour faire la guerre 50 millions de livres. Ces 50 millions sont pris sur le salaire. Supposons que ce dernier montait alors à 200 millions; il est amoindri d'un quart par l'emprunt; la qualité du travail s'est empirée, mettons, d'un vingtième seulement. Si au moyen d'instruments et d'une quantité de matières donnés, le travail créait pour 500 millions de produits, il en produira maintenant une vingtième partie en moins, c'est-à-dire pour 475 millions seulement. Eh bien, qu'a fait l'emprunt, par ce côté seul de son effet? Il a pris aux ouvriers, par l'intermédiaire des patrons, 50 millions ; mais après avoir pris ces 50 millions aux ouvriers pour les remettre au gouvernement, les patrons ont perdu eux-mêmes 25 millions parce que la qualité du travail est devenue plus mauvaise. En total, 75 millions de perte nette. Mais ce n'est là qu'une partie de la perte. On ne peut même se faire une idée de son immensité ; essayons, toutefois, de le faire encore pour quelques-unes de ses parties. 50 millions, pris pour faire la guerre, sont appliqués à la consommation improductive et disparaissent sans laisser aucune trace. La production était de 500 millions, supposons que 100 millions de cette somme furent d'abord employés a la consommation improductive, il restait alors 400 millions pour la consommation productive; maintenant c'est 150 millions qui sont appliqués à la consommation improductive, et il reste pour la consommation productive 350 millions. Si, auparavant, de 400 millions on en tirait 500, maintenant de 350 on ne tirera que 437 $^1/_2$ si le travail a la même efficacité ; mais cette efficacité s'est amoindrie d'un vingtième, c'est-à-dire e 21,87 millions; pour l'année prochaine on ne produira donc que 415,63 millions. Le déficit à la fin de la première année suivant l'emprunt est donc de 84,37 millions. Ce déficit de la première année produira lui-même un certain déficit sur l'année suivante, et celui-ci sur l'année d'après, etc., car ce n'est pas à la consommation improductive seule que tous ces 84.37 millions sont enlevés ; non, une partie en retombera aussi sur la consommation productive. Mais nous n'irons pas calculer tous ces déficits subséquents, nous nous bornerons à ceux de la première année seule.

Avons-nous compté tout son déficit ? Non, car il a plusieurs formes et nous n'en avons envisagé qu'une. Il serait aisé d'en trouver une vingtaine de bien grosses ; mais nous en prendrons encore deux seulement: l'influence du déficit sur le sol, les outils et les machines, et son influence sur les forces ouvrières. La consommation productive diminuera d'un huitième (350 millions au lieu de 400) durant l'année où se fera la dépense de guerre. Cela signifie que, entre autres diminutions, le travail appliqué à la culture du sol sera moindre d'un huitième. Il donnera, pour cette raison, une quantité moindre d'un huitième

Digitized by Google

donc aussitôt réparé, réparé souvent par la misère absolue, les privations des classes laborieuses. Voilà pourquoi ces temps d'emprunt publics, même quand les circonstances sont les plus défavorables, sont considérés par ceux qui en profitent

de 12 ½ % de produits. Supposons que les fruits du sol constituent 50 % de la somme totale des produits; nous avons compté, en total, 415,63 millions, par conséquent on doit compter 207,81 millions de produits agricoles. Nous nous apercevons maintenant qu'ils doivent être comptés, amoindris d'un huitième, c'est-à-dire qu'il faut en soustraire 25,98; nous avons donc 181,83 millions en produits agricoles au lieu de 207.81. Nous admettons qu'il y ait autant d'autres produits qu'auparavant (207,81 m.); les deux sommes ne forment que 389,64 millions.

Mais constituent-elles encore cette quantité? Nous supposons que le travail s'opère avec le même nombre d'outils et de machines qu'autrefois; mais le facteur s'est amoindri lui-même d'un huitième et le travail est devenu par là d'un huitième moins efficace encore; il faut donc de 389,64 soustraire un huitième, c'est-à-dire 48,70 m. Il ne reste que 340,94 m. Mais cela même reste-t-il? Nous supposâmes que le travail était devenu pire en qualité, qu'il s'opérait avec une quantité moindre d'outils d'une qualité plus mauvaise, et sur un sol appauvri; mais nous supposâmes aussi que sa quantité était restée la même. Est-ce la vérité? Non, il se trouvait, en Angleterre, mettons 5,000,000 d'ouvriers adultes et 200,000 d'entre eux ont été transformés en soldats ou en matelots militaires, 100,000, tout au plus, reviendront de la guerre aptes à travailler; quant aux autres 100,000, ils seront ou tués, ou morts de blessures, ou estropiés. Ainsi de 5,000,000 d'ouvriers, la guerre a exclu 100,000 sans retour.

La quantité du travail s'amoindrit donc d'un cinquantième, de 2 %, qu'il faut soustraire de la quantité de produits que nous supposâmes d'abord; — de 340,94 millions il faut ôter 6,82 m., il ne reste donc que 334,12 millions, le déficit est par conséquent de 165,88. Est-ce bien encore le déficit complet? Allons donc! nous n'avons pas tenu compte des ouvriers restant à la maison qui sont morts de privations; de ceux que les privations rendirent malades et du temps que dura leur maladie; nous n'avons pas tenu compte du temps que l'on a passé à soigner les parents, malades ou mourants, et des produits qui furent employés aux traitements médicaux et aux enterrements; de ceux qui furent dépensés pour noyer le chagrin dans le vin; du temps que les hommes fous de chagrin ont perdu avant de se remettre au travail; des instruments de production détruits ou gâtés par là; des crimes inspirés par la pauvreté, la douleur ou la démence; nous n'avons pas tenu compte de ce qu'on a dépensé pour dompter la masse devenue plus accessible aux crimes, pour poursuivre les criminels, entretenir les accusés dans les prisons et punir les condamnés. Cette part du déficit formerait aussi un chiffre assez rond de dizaines de millions.

Tout en estimant le déficit de la production provenant du déficit en forces ouvrières et en instruments de travail, nous n'avons pas tenu compte de celui provenant de l'amoindrissement des matières premières, alors que c'est principalement là que cet amoindrissement se produit. Si, par exemple, il ne reste

Digitized by Google

comme des temps de la plus grande prospérité pour les nations (*).

pour les semailles que la moitié du grain qu'on y employait autrefois ; qu'en concluez-vous ? La récolte tout entière ne doit-elle pas être considérée comme de moitié plus petite ?

Mais nous avons laissé tout cela de côté, trouvant qu'il y avait déjà bien assez de déficits appréciables. Faisons le total de ce que nous avons compté. Par l'emprunt de 50 millions pour la guerre, la nation, dans l'année même de la perception de cet emprunt, a perdu 75 millions. L'année suivante, le déficit, bien loin encore d'être complet, montait à 165,88 ou tout simplement à 166 millions, — en résumé, ces 50 millions ont occasionné à la nation une perte de 241 millions tout au moins pendant l'année où se fit la dépense de guerre et l'année suivante. Or nous avons dit que le déficit de la première année engendrait lui-même un déficit pour la deuxième année, la troisième et ainsi de suite. Et les intérêts de l'emprunt ? Ne faudra-t-il pas chaque année les prendre quelque part ? Heureux les Anglais, s'ils furent quittes pour une perte de 250, de 300 ou même de 400 millions de livres, de cet emprunt de 50 millions prélevé pour faire la guerre à la France.

Ils auraient fait cent fois mieux de brûler Londres que de réaliser cet emprunt. Ils auraient eu, dans ce cas, beaucoup moins de pertes que ne peut leur en causer une année de guerre victorieuse. Le monument commémoratif du grand incendie de 1666, à Londres, rappelle une calamité incomparablement moindre pour les Anglais que le monument de leur victoire de Trafalgar. Comment se fait-il donc que ces pertes énormes soient tellement peu sensibles qu'il soit encore nécessaire de les démontrer.

Par quel étrange phénomène la différence entre une année de guerre et une année de paix n'est-elle pas aussi frappante qu'elle le devrait être, sous le rapport économique, pour un observateur inattentif ? Cela s'explique par l'ordre actuel de la distribution des valeurs ; nous devons donc ajourner la réponse au deuxième livre.

Nous pouvons prévoir seulement ceci : qu'il doit exister quelque chose de faux et de barbare dans l'état économique là où, pour la masse de la nation, il est tout-à-fait indifférent que la nation perde 20 %, 30 % et même 50 % de son revenu, et où, pour beaucoup d'hommes, cette perte est même avantageuse,— là où la masse de la nation est ravie de ses victoires et est toujours disposée à faire la guerre à la condition d'être victorieuse. Cela rappelle l'état des sensations d'un homme atteint du typhus qui ne peut dire s'il fait chaud ou froid dans sa chambre et qui est prêt à boire un seau entier d'eau glacée, bien que cette action aggrave sa maladie.

(*Note de M. Tchernychewsky*).

(*) D'un autre côté, il faut songer que la guerre enlève à la production non-seulement des capitaux, mais des ouvriers ; que les fonds soustraits à l'entretien de la production sont employés, en partie, à payer les mêmes hommes pour une occupation improductive ; que par ce côté de leurs effets, les dépenses de guerre agissent justement en sens contraire des indications du docteur Chalmers, et, dans la mesure de leur influence, annulent les effets énumérés ci-dessus. Dans la mesure où les ouvriers sont enlevés à la pro-

Digitized by Google

Ceci me conduit à la question si controversée, et à laquelle fait allusion le docteur Chalmers, savoir : s'il convient mieux que le capital nécessaire au gouvernement pour une dépense improductive extraordinaire, soit réalisé par un emprunt, l'intérêt seul devant en être payé par l'impôt, ou qu'un impôt nouveau soit établi dans le but de réaliser le montant entier de la dépense, ce qui s'appelle, dans le langage financier, lever les subsides tout entiers dans l'année. Le docteur Chalmers se déclare le partisan avoué de ce dernier mode de se procurer de l'argent. On pense généralement, dit-il, que demander tout le montant en une année, c'est demander l'impossible, ou tout au moins ce qui est très-préjudiciable à la nation ; que cette nation ne peut, sans éprouver une détresse épouvantable, payer ce montant au moyen du revenu d'une année, et qu'il est bien plus facile de ne demander à l'impôt que le simple intérêt de la somme empruntée. A cela il répond que, dans les deux cas, le sacrifice est le même ; ce qui est dépensé ne peut provenir que d'une source, le revenu annuel. Chaque partie de la richesse produite dans le pays forme ou contribue à former le revenu annuel de quelqu'un. Les

duction pour recruter l'armée et la flotte, les classes laborieuses n'éprouvent pas de dommages et les capitalistes nul avantage : le produit général du pays est simplement réduit par les dépenses de guerre. Par conséquent, la doctrine du docteur Chalmers, vraie en parlant de l'Angleterre, ne s'appliquerait pas aux pays placés dans une situation différente, comme la France pendant les guerres de Napoléon. A cette époque, les prises faites dans la population laborieuse furent énormes durant une longue suite d'années, tandis que les capitaux employés à soutenir ces armées, étaient levés sur les pays envahis par elles, et pour une faible partie seulement sur la France elle-même. Par conséquent, loin de s'abaisser en France, les salaires s'élevèrent ; les entrepreneurs, bien loin d'y gagner, y perdirent et la richesse du pays fut diminuée par la suspension de la perte totale d'une grande partie de son travail productif. En Angleterre, l'effet était inverse. L'Angleterre employait relativement peu de matelots et de soldats anglais, tandis qu'elle prenait des centaines de millions sterling de son capital pour approvisionner et solder les armées de ses alliés continentaux. Par suite, comme l'expose notre texte, ses ouvriers souffrirent, ses capitalistes prospérèrent et ses forces productives permanentes ne fléchirent pas.

(*Note de Mill.*)

Les faits sont exposés ici avec justesse ; mais deux points de vue différents s'y trouvent entremêlés : le caractère de la distribution envisagé sous

Digitized by Google

privations qu'on suppose devoir être la conséquence de la levée par l'impôt de la somme nécessaire, ne sont pas évitées par cela seul qu'on a recours à l'emprunt. La souffrance n'est pas écartée; seulement elle est rejetée sur la classe des tra-

le rapport de l'avantage pour diverses classes de la société, et la production. Nous avons déjà maintes fois remarqué que même chez Mill, le penseur le plus sérieux et le plus pénétrant des économistes modernes, les résultats découlant de la nature des choses, sont souvent confondus avec des phénomènes secondaires,passagers,provenant de circonstances extérieures, et sont souvent obscurcies par ce mélange.Cette confusion est telle ici,ainsi que dans plusieurs autres passages du traité de Mill, qu'elle peut produire sur le lecteur une impression fausse à propos du sujet en question. Nous nous sommes maintes fois aperçu qu'en enlevant à la masse de la nation les travailleurs d'élite, la situation de la nation entière et des classes ouvrières qui en font partie doit s'empirer, parce que chaque ouvrier doit entretenir un plus grand nombre d'hommes qu'auparavant (voir page 88, par exemple). Mais Mill agit étrangement ici, en ne disant pas qu'il expose un cas particulier produit par un faux ordre des choses, contrairement à l'essence des lois économiques, quand il prétend que l'enlèvement des ouvriers pour le service de guerre ne nuit pas aux classes ouvrières. Cet enlèvement, en soi, leur nuit au contraire beaucoup ; mais le dommage peut être équilibré par quelque changement a cet ordre faux des choses, changement ayant de même un caractère faux et provenant aussi de ce fait. Les ouvriers sont a présent en quantité moindre en comparaison du nombre d'hommes qu'ils ont à entretenir ; la nation est, par cette raison, devenue plus pauvre ; il en est de même pour les ouvriers et leurs familles. Mais si le nombre des travailleurs est devenu par trop insuffisant, c'est-à-dire si la nation souffre d'une disette trop forte de produits, la demande des ouvriers peut devenir plus grande et la somme de leur salaire peut s'élever de beaucoup, si du moins il est compté en numéraire. L'ouvrier français qui, avant la guerre, recevait 1 franc, peut en recevoir 3 pendant la guerre. Cela est compté en or ou en argent, et il est très-satisfait en pensant qu'il reçoit trois fois plus qu'autrefois, et qu'il jouit d'un bien-être trois plus grand. Mais les produits sont aussi devenus plus chers et pour 3 francs il reçoit aujourd'hui beaucoup moins de produits qu'il n'en recevait pour ces mêmes 3 francs avant la guerre. Or, compter les produits n'est pas aussi facile que compter de la monnaie dans sa main.

Il peut arriver, du reste, que les produits aient renchéri moins que le travail et que pour 3 francs on reçoive à présent plus de produits qu'on n'en recevait autrefois pour 1 franc ; mais il est certain qu on ne recevra jamais autant qu'on recevait avant pour ces mêmes 3 francs. Il peut arriver aussi le contraire : les produits peuvent renchérir plus que le travail,et alors on reçoit pour 3 francs moins de produits qu'on n'en recevait pour 1 franc autrefois. Dans ce dernier cas, même celui qui est resté, pendant la guerre, attaché au travail productif, a perdu ; mais, s'il est seul et s'il n'a que deux ou trois hommes a entretenir et que le prix du travail ait haussé plus que celui des produits, il a effectivement gagné. Le public et les ouvriers eux-mêmes peuvent trouver que la situation de la classe ouvrière s'est améliorée. Mais c'est là une

Digitized by Google

vailleurs, qui peuvent le moins et doivent le moins la supporter; mais tous les inconvénients moraux, physiques, politiques, produits par le maintien d'un impôt destiné au paiement perpétuel de l'intérêt de l'emprunt, sont encourus en pure perte. Toutes les fois qu'une portion du capital est distraite de la production, ou du fonds destiné à la production, pour être prêtée à l'État et dépensée improductivement, ce capital fait faute à la classe qui produit. L'emprunt est en réalité remboursé dans l'année même. La somme nécessaire à couvrir l'emprunt est versée immédiatement, mais seulement elle n'est pas reçue par ceux qui devraient la recevoir (*) et par

illusion, produite par la concentration de l'attention sur une seule partie de la plèbe. Dans la plèbe aussi la proportion des ouvriers s'est, en général, amoindrie, c'est-à-dire la situation de l'ouvrier est devenue plus pénible; si quelques-uns ont échappé à la calamité commune, elle n'en sera que plus forte pour la masse restante, composée de familles qui ont perdu tous leurs hommes adultes ou auxquelles il n'en reste que très-peu. Une autre circonstance mentionnée par Mill lui-même renforce cette illusion. Quand le salaire augmente, les profits des capitalistes diminuent. Les ouvriers s'apercevant que leurs intérêts sont contraires à ceux des capitalistes, se réjouissent fort souvent des difficultés où ces derniers se trouvent, comme si elles constituaient leur affranchissement. Ils prennent pour leur bonheur propre le malheur de l'ennemi, et le plus souvent ils ont tort. La partie des produits tombant dans les mains des capitalistes peut, du reste, diminuer jusqu'à un point tel que malgré l'amoindrissement de la totalité des produits, les ouvriers puissent en recevoir une quantité plus forte qu'auparavant. Mais cette fausse correction d'une situation fausse, cette situation, pour ainsi dire fausse au deuxième degré, est tellement tendue qu'elle doit bientôt rompre, et alors les ouvriers se verront dans une situation plus mauvaise que jamais. Le lecteur s'aperçoit que ces éclaircissements se rapportent entièrement à la théorie de la distribution et non à celle de la production; mais le mélange des points de vue dans l'explication des phénomènes chez l'auteur que nous traduisons, nous a forcé d'entrer dans ces éclaircissements. Tout autre économiste moderne tombe, nous le répétons, beaucoup plus souvent que Mill dans de semblables confusions.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

(*) C'est-à-dire qu'il s'agit ici du passage à l'Etat d'une certaine somme prise à certaines classes; si la somme est prise par l'emprunt, elle est, en essence, prise aux classes ouvrières; mais elle est formée par cela que les fabricants, les patrons des fermes, etc.. ne paient pas à leurs ouvriers autant qu'ils leur payaient auparavant; cette somme n'est donc pas perçue directement par l'État comme cela devrait être, mais par les capitalistes. C'est aux capitalistes que l'Etat la prend déjà sous forme d'emprunt, les intérêts sont reçus, par conséquent, par les intermédiaires, à qui la somme empruntée n'a jamais appartenu.

(*Note de M. Tchernychewsky*).

Digitized by Google

conséquent n'éteint pas la dette. Et ce remboursement est fait au moyen d'un impôt le pire de tous, d'un impôt qui tombe exclusivement sur la classe laborieuse ; et, en fin de compte, l'État reste chargé de la dette et du paiement de l'intérêt de cette dette à perpétuité, après avoir cependant fait tous les efforts nécessaires pour l'éteindre.

Ces opinions me paraissent strictement justes, si l'on admet que la valeur absorbée par l'emprunt aurait été sans lui employée en travail productif. Cependant la supposition faite par le docteur Chalmers se rencontre rarement dans la pratique. Les emprunts contractés par les gouvernements pauvres sont généralement couverts par des capitaux étrangers qui, peut-être, ne se seraient pas hasardés dans ces pays, s'ils n'avaient eu la garantie de l'État lui-même. D'un autre côté, les emprunts des pays riches sont pris, non au moyen de fonds distraits de la production, mais au moyen des accumulations récentes qui s'augmentent sans cesse, et qui, sans cet emploi, en eussent sans doute cherché quelque autre par l'émigration soit aux colonies, soit à l'étranger. Dans ces divers cas, que nous étudierons plus particulièrement ci-après (liv. IV, ch. IV et V), la somme requise par les besoins de l'État peut être obtenue sans porter préjudice aux travailleurs, sans apporter aucun dérangement à l'industrie nationale, et peut-être même en leur procurant à tous les deux un avantage nouveau, puisque l'impôt, surtout lorsqu'il est lourd, est toujours en grande partie payé aux dépens de l'épargne qui, sans lui, eût été réalisée et ajoutée à la masse du capital.

En outre, il est évident que, dans un pays qui fait chaque année une addition si considérable à sa richesse qu'une portion peut en être distraite improductivement sans en arrêter l'accroissement, il est évident, dis-je, que, même dans le cas où toute la somme distraite fût devenue capital et eût été employée productivement, l'effet produit est bien moins préjudiciable aux classes laborieuses, et les conséquences de l'emprunt bien moins funestes que dans le cas supposé d'abord.

Cette courte anticipation sur une discussion qui trouvera sa place ailleurs, m'a paru nécessaire pour prévenir quelques

Digitized by Google

inductions erronées qu'on aurait pu tirer des prémisses posées d'abord (*).

(*) Mill fait bien en renvoyant le lecteur au livre IV où il a l'intention de se livrer à un examen détaillé de cette question ; nous pouvons donc, par cette raison, ajourner aussi à plus tard l'examen détaillé, autrement il faudrait une longue note ici où il y en a déjà beaucoup, parce que les limitations de l'application du principe de Chalmers, que nous donne Mill, sont basées sur une considération ou exclusive ou superficielle.

Il nous suffit pour le moment d'exposer brièvement les raisons pour lesquelles on ne peut accepter les répliques qui semblent affaiblir les considérations de Chalmers. Les nations pauvres, dit Mill, tirent leurs emprunts du capital étranger qui n'y serait pas entré sans la garantie des gouvernements de ces pays, c'est-à-dire sous la forme de l'emprunt de l'Etat. Raisonner ainsi, c'est s'arrêter à la moitié de l'analyse. Le fait de pauvreté n'est pas un fait fondamental ; il est la conséquence de faits autres, dont le principal est l'extrême grandeur de la dépense improductive, surtout la dépense improductive de l'Etat. L'emprunt pour une dépense improductive ne fait qu'augmenter cette dépense, c'est-à-dire ne fait qu'accroître la pauvreté de la nation, même s'il est pris sur le capital étranger. Il est funeste pour le capital intérieur, même quand il vient de l'étranger.

L'emprunt, chez les peuples riches, ajoute Mill, est pris, non sur le capital, mais sur de nouvelles accumulations épargnées, qui auraient été chercher de l'occupation a l'étranger. Mais si elles avaient trouvé dans un pays étranger quelconque une occupation productive, elles auraient ajouté à la richesse de ce pays et à sa puissance d'échanger ses produits contre ceux de la nation d'où le capital est sorti ; elles auraient donc enrichi ce pays en y développant le commerce extérieur. Si au lieu de donner à ces accumulations un emploi avantageux à l'étranger, la nation leur en donne chez elle un désavantageux, elle perd tout de même. Il est donc absolument indifférent que l'emprunt pour une consommation improductive soit fait en dedans ou en dehors ; il est indifférent que les fonds pris par l'emprunt restent dans le pays ou s'en aillent à l'étranger, et de même est indifférente la destination que ces fonds auraient reçue si l'emprunt n'avait pas eu lieu. L'emprunt affaiblit le capital de toute son importance, il constitue pour la nation un sacrifice tout aussi rapide et tout aussi grand que si l'on prenait cette somme au moyen de l'impôt, et les considérations de Chalmers sont parfaitement applicables à tous les cas, comme elles le sont au cas fondamental de la perception de l'emprunt sur le capital servant à la production dans le pays même. Mais il existe encore une autre considération dont Mill ne parle pas et qui fait apercevoir, sans laisser le moindre doute, que la voie de l'emprunt est incomparablement plus ruineuse pour la nation que celle de l'exigence directe de la somme nécessaire au moyen de l'impôt. Cette cause consiste en ceci que l'impôt montre à la nation, d'une manière simple et évidente, la grandeur du sacrifice qu'elle fait pour la dépense improductive, tandis que l'emprunt cache la vérité, séduit la nation insouciante par la légèreté apparente du sacrifice et l'entraîne ainsi dans la voie des dépenses ruineuses, beaucoup plus loin qu'elle n'aurait eu l'audace d'aller avec l'impôt. La guerre de Crimée a coûté au gouvernement français 1721 millions de francs. Cette somme a été dépensée en moins de deux

Digitized by Google

§ 9. — Nous arrivons à un quatrième théorème fondamental qui est peut-être, plus souvent encore que les précédents, laissé à l'écart et méconnu. Ce qui entretient le travail productif, c'est le capital dépensé pour sa mise en train, et non la demande des acheteurs pour le produit du travail quand il est achevé. La demande d'objets manufacturés n'est pas la demande du travail. La demande des objets détermine la branche particulière d'industrie à laquelle le travail et le capital devront être appliqués. Elle détermine la *direction* du travail, mais non la quantité plus ou moins grande de travail même, ou d'entretien des travailleurs. Cette dernière dépend de la somme du capital ou des autres fonds directement dévolus à l'entretien et à la rémunération des travailleurs.

Supposons, par exemple, qu'il y ait demande de velours, en d'autres termes qu'il y ait un fonds prêt à être employé en achats de velours, ce qui ne veut pas dire un capital destiné à fabriquer cette étoffe. Il importe peu que la demande soit minime ou considérable, à moins que le capital ne soit *attiré* à cette fabrication, il n'y aura pas de velours fabriqué, et par conséquent pas d'achat de velours, à moins pourtant que le désir de l'acheteur ne soit assez vif pour le porter à employer une partie du prix de son acquisition future à faire des avances aux travailleurs qui fabriqueront le velours. Ce qui revient à dire : à moins qu'il ne convertisse une portion de son revenu en capital et ne place ce capital dans la fabrication.— Mais renversons l'hypothèse, et supposons qu'il y ait abondance de capital pour fabriquer du velours, mais qu'il n'y ait pas de demande pour ce produit. Il n'y aura pas de velours fabriqué. Mais il n'y a pas préférence marquée du capital pour

ans. Cette somme est égale à la totalité des richesses de deux départements de moyenne grandeur. Si avant la guerre le gouvernement et le peuple français s'étaient fait une idée claire de ce que chaque année de guerre équivaut à la perte totale de tout un département, ils ne se seraient probablement pas décidés aussi légèrement à faire la guerre. Mais sous forme d'emprunt, ils ont détruit, sans qu'on s'en aperçoive, les 1721 millions, ont anéanti deux départements.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

la fabrication du velours; les manufacturiers et leurs ouvriers ne produisent pas pour complaire à leurs acheteurs, mais pour la satisfaction de leurs propres besoins; et comme ils sont encore en possession du capital et du travail qui sont les éléments essentiels de la production, ils peuvent produire quelque autre chose en demande sur le marché, ou bien encore, s'il n'y a pas de besoins extérieurs, ils ont eux-mêmes des besoins qu'ils peuvent satisfaire par leur travail. L'emploi donné au travail ne dépend donc pas des acheteurs, mais du capital. Il va sans dire que je fais abstraction de tout changement imprévu et soudain. Si la demande cesse tout à coup après la confection des articles jusque-là recherchés, la question se trouve compliquée d'un élément nouveau. Le capital a été dépensé à la production d'un article dont personne n'a besoin, il est donc anéanti, et l'emploi qu'il donnait au travail est désormais nul, non parce que la demande a cessé, mais parce que le capital n'existe plus. Cette hypothèse ne prouve donc rien pour ou contre le principe.— Pour l'appliquer, il convient de supposer que le changement s'est fait graduellement, qu'il a été prévu, qu'il n'a pas été accompagné de perte de capital, que la fabrication en question n'a cessé que petit à petit, qu'on s'est contenté de ne pas remplacer les outils et les machines à mesure de leur détérioration et de ne pas réengager dans cette fabrication le capital, à mesure qu'il se reformait par la vente des articles manufacturés. — Dans cette hypothèse, le capital se trouve prêt pour un nouvel emploi dans lequel il entretiendra un aussi grand nombre de travailleurs que dans celui qui cesse. Le manufacturier et les ouvriers perdent, en ce cas, le bénéfice de leur habileté acquise : ils auront, certes, moins d'avantages dans un travail nouveau; et c'est là la somme de richesse perdue pour la communauté par le changement survenu; mais les ouvriers peuvent encore travailler, et le capital qui les entretenait, employé directement ou prêté, peut entretenir au travail, soit les mêmes ouvriers, soit un nombre équivalent d'ouvriers employés à la production d'autres articles.

Ce théorème exprimé en ces termes : « Acheter le produit

Digitized by Google

» n'est pas alimenter le travail. La demande de travail est » constituée par les salaires qui précèdent la production, et » non par la demande qui peut exister pour les objets résul- » tant de la production, » est une proposition qui demande à être approfondie et expliquée avec soin. Elle passe généralement pour un paradoxe; et même, parmi les économistes les plus célèbres, il n'y a guère que MM. Ricardo et Say qui ne l'aient pas perdue de vue dans leurs écrits. Presque tous les autres auteurs s'expriment comme s'ils pensaient que celui qui achète un objet manufacturé, produit du travail, est en réalité le promoteur du travail et qu'il crée la demande aussi réellement, aussi directement et dans le même sens que s'il achetait le travail même par le paiement des salaires. Il n'est pas surprenant que l'économie politique avance aussi lentement, lorsqu'on voit une question de cette importance encore controversée sur le seuil même de la science. Mon opinion est que si, par demande de travail, on veut exprimer la cause qui fait monter les salaires, ou augmenter le nombre des travailleurs, la demande d'objets manufacturés n'est pas la demande du travail. Une personne qui achète des articles manufacturés et qui les consomme elle-même, ne fait, selon moi, aucun bien à la classe des travailleurs; ce n'est que parce qu'il s'abstient lui-même de consommer, par l'épargne qu'il applique au travail même, en paiement des ouvriers en échange de leur travail, qu'il leur rend service, qu'il ajoute à la somme de leur emploi.

§ 10. — Les principes qui précèdent démontrent combien sont fausses et erronées certaines propositions populaires qui se représentent sous toutes les formes. Ainsi, il a été soutenu, et par des auteurs dont on pouvait attendre mieux, que c'est à tort qu'on prétend que l'*income tax* tombe sur les classes riches et moyennes seulement, mais qu'elle épargne le pauvre. Quelques-uns même sont allés plus loin. Ils ont accusé le législateur d'imposture, par cette raison, disent-ils, que ce que la loi enlève aux riches, ils l'eussent dépensé au profit des pauvres, lesquels, en conséquence, sont atteints par elle

Digitized by Google

comme les riches eux-mêmes. Nous savons, à présent, à quoi nous en tenir sur cette doctrine.

Il est vrai, cependant, de dire qu'il est impossible qu'une taxe quelconque imposée au riche n'ait aucun effet sur le pauvre, puisque le montant de la taxe, s'il restait aux mains du propriétaire, pourrait être épargné, transformé en capital et consacré à la production, ou bien au moins paierait les services de domestiques ou de quelque autre classe de travailleurs improductifs. Mais, même en pareille circonstance, la question est de savoir si le gouvernement, maître du montant de la taxe, ne l'emploiera pas aussi intégralement en achat de travail direct que l'auraient fait ceux qui l'ont payée. Quant à cette partie de l'impôt qui aurait été consommée en produits (ou même dépensée en services, si le paiement en eût été avancé par un capitaliste), elle tombe tout entière sur le riche. Le pauvre n'en est aucunement affecté. La demande du travail n'en est pas moins considérable après qu'avant. Le capital destiné aux salaires est le même ; il a la même puissance de production. La même quantité de produits est chargée de défrayer les travailleurs ; les salaires restent ce qu'ils étaient.

Si le raisonnement de ceux que je combats était juste, il n'y aurait qu'un impôt possible, qu'une taxe équitable, celle qui tomberait directement sur le pauvre. Il y a plus ; ils doivent conclure qu'il n'y a jamais que le pauvre qui soit imposé. En effet, si c'est taxer le travailleur que de taxer le revenu destiné à acheter le produit du travail, le travailleur seul paie toutes les taxes. Mais, d'un autre côté, comme le montant de la taxe est destiné à l'achat de produits ou à payer des services, il s'ensuit que ce montant revient tout entier aux travailleurs ; de sorte qu'il faut aussi conclure qu'il est impossible de taxer les travailleurs ; si bien que la taxe a ce singulier privilége de ne tomber sur personne ! Suivant cette rassurante opinion, il n'y aurait pas le moindre mal à prendre aux travailleurs tout ce qu'ils gagnent. Qu'importe, puisque l'intégralité de leurs paiements leur reviendrait ? N'est-ce pas la même chose ? L'erreur funeste de ce raisonnement vient de ce

Digitized by Google

qu'on ne considère pas la réalité des phénomènes. On ne prend garde qu'au mécanisme au moyen duquel on vend et on dépense. Si nous écartons notre attention de l'argent, qui ne fait que changer de place, pour la reporter sur les produits qui sont consommés, nous voyons qu'en réalité ceux qui paient l'*income tax* diminuent réellement leur consommation. En conséquence de ce fait et en proportion de cette diminution, ils sont ceux sur qui tombe le fardeau de la taxe. Elle est acquittée au moyen de ce dont ils auraient joui sans elle. Mais, en tant qu'une portion de taxe eût été par eux employée à payer des salaires, soit à des travailleurs productifs, soit même à des travailleurs improductifs, la taxe apporte une diminution dans les jouissances et les consommations des travailleurs. Enfin, si le gouvernement dépense en emploi direct de travail dans la même proportion que l'eussent fait ceux qui ont payé, dans ce cas la classe ouvrière n'a rien à perdre à la taxe, elle frappe bien réellement ceux qu'elle a l'intention de frapper.

Toute cette partie du produit du pays que ceux qui ne sont pas travailleurs dépensent réellement et littéralement pour leur propre usage, reste absolument inutile à l'entretien du travail. La consommation ne profite qu'à celui qui consomme. Un individu ne peut consommer son revenu lui-même et le donner à d'autres pour être consommé. Enlever une portion de ce revenu par l'impôt ne peut priver à la fois le consommateur et le travailleur, mais seulement l'un d'eux. Pour connaître celui sur lequel tombe le fardeau de l'impôt, il nous suffit de savoir celui dont la consommation sera restreinte en conséquence. Quel qu'il soit, on peut être sûr que c'est sur lui que ce fardeau pèsera.

Digitized by Google

CHAPITRE VI

DU CAPITAL CIRCULANT ET DU CAPITAL FIXE

§ 1. — Pour compléter ces explications relatives au capital, il convient de dire quelques mots des deux espèces sous lesquelles on a l'habitude de les distinguer. Bien que nous n'ayons pas encore nommé ces deux espèces de capitaux, nous y avons déjà eu recours dans les deux chapitres précédents. Nous allons les définir avec soin, et faire connaître quelques-unes des conséquences de cette division.

De tout capital engagé dans la production d'un article de consommation quelconque, il est une partie qui s'absorbe ou s'immobilise dans cette production, et après elle n'existe plus comme capital, c'est-à-dire n'est plus capable de servir à la production, ou tout au moins de rendre le même genre de services à la même branche de production. La portion de capital consacrée aux matières premières est de ce genre. Le suif et l'alcali, qui constituent le savon, sont détruits, comme suif et alcali, dans l'acte de la saponification. Leur rôle en savonnerie, comme suif et comme alcali, est terminé, bien qu'à l'état de savon ils puissent être employé comme capital-matières, dans quelque autre branche d'industrie. Dans cette

Digitized by Google

même division il convient de placer la portion de capital dépensée en salaires ou consommée en nature par les travailleurs. La portion du capital d'un fileur de coton qu'il paie en salaire aux fileurs, une fois ainsi distribuée, n'existe plus comme capital, ou tout au moins comme capital de filature ; et cette portion, une fois consommée par les fileurs, n'existe plus du tout. Si même ils en épargnent une partie, c'est un nouveau capital, sans aucune relation avec l'ancien. On nomme capital circulant ou de circulation le capital qui accomplit sa fonction productive de cette manière, et par une seule opération. Ce terme, qui ne répond pas précisément aux idées énoncées, est dérivé de cette circonstance, que cette portion de capital demande à être constamment renouvelée par la vente de l'objet fabriqué, et après l'avoir renouvelée, on est forcé de la dépenser de nouveau pour acheter les matières premières et pour salarier les ouvriers ; sa fonction s'accomplit donc en changeant constamment de main (*).

Il est une autre portion de capital qui consiste en instruments de production plus ou moins durables. Ceux-ci ne fonctionnent comme capital que par leur durée même. Un acte de production ne les anéantit pas, comme la portion du capital dont nous avons parlé précédemment. Les bâtiments, les

(*) Nous voyons déjà Mill remplacer la notion des produits et des matières premières de la production par la notion du numéraire. Si nous n oublions pas qu'il ne s'agit point ici de l'argent, mais des diverses choses nécessaires à la production achetées pour de l argent, nous ne dirons pas qu' « après avoir renouvelé la partie circulante du capital, on est forcé de la dépenser de nouveau pour acheter les matières premières et pour salarier les ouvriers. » Le capital n'est donc point le numéraire, mais bien les matières premières, les outils, les bâtiments et autres choses nécessaires à la production ; tant que nous n'avons dans les mains que de la monnaie métallique, nous n'avons pas encore de capital dans l'acception scientifique et précise du mot. Nous devons donc dire : « Après avoir renouvelé le capital circulant, il faudra le dépenser incessamment, en en transformant une partie en produits et en distribuant l'autre partie aux ouvriers. » Cette remarque se rapporte exclusivement à la forme de l'expression ; mais l'inexactitude des expressions démontre la confusion des notions elles-mêmes, ou tout au moins l'inattention à les conserver toujours claires. On peut même dire que toutes les fautes de Smith proviennent du vague des notions ; mais nous verrons plus loin à quelles considérations fausses ces fautes entraînent dans la théorie de la distribution.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

machines, les métiers, les outils de toute espèce appartiennent à cette partie distincte de capital. La durée de quelques-uns de ces objets est considérable : ils servent à l'accomplissement d'un grand nombre d'actes de production. Il faut encore comprendre dans cette espèce de capital toute somme de travail dépensée en améliorations foncières permanentes ; le capital mis dehors au commencement d'une entreprise dans le but d'en préparer les opérations : ainsi l'ouverture d'une mine, le creusement d'un canal, la construction d'une route, celle de docks, etc. Tout capital ainsi fixé dans des objets qui durent, et dont l'efficacité se perpétue sur un nombre infini de faits de production, se nomme capital fixe.

Quelquefois le capital fixe demande à être périodiquement renouvelé. Les bâtiments, les outils sont de ce genre. Ils exigent des réparations d'abord, puis enfin ils sont mis tout-à-fait hors de service. Comme outils et bâtiments, ils retombent à l'état de matériaux. En d'autres cas, ce n'est que par accident que le capital fixe demande à être renouvelé complètement, mais il n'exige pas moins des dépenses nouvelles qui, de temps en temps, viennent lui rendre la partie de puissance productive que l'usage lui a fait perdre. Un dock, un canal, n'exige pas une construction nouvelle à certaine période de son existence, mais il faut le tenir en état, et souvent ces frais sont considérables. Une mine, une fois ouverte, devient cependant inutile, si quelqu'un ne prend soin de la tenir étanche. L'emploi le plus durable, le plus permanent qu'on puisse donner au capital fixe est certes de l'employer à accroître la puissance productive d'un agent naturel, comme la terre. Le drainage de propriétés inondées ou marécageuses, la conquête de terrains envahis par la mer, au moyen de travaux d'endiguement, ont le caractère de perpétuité. Et cependant les digues, les fossés exigent des réparations fréquentes. Le même caractère de perpétuité appartient à l'amélioration du sol au moyen de drainage du sous-sol qui donne une plus-value si considérable aux argiles. Il appartient encore à l'application des amendements permanents, qui changent la constitution du sol, tels que le sable et la chaux sur les argiles compactes,

Digitized by Google

l'argile ou la marne sur les sols légers. Et cependant, ces travaux demandent quelque entretien pour conserver leur entier effet.

§ 2. — Il existe une grande différence entre les effets du capital circulant et ceux du capital fixe, sur la somme de la production brute d'une contrée. Le capital circulant, avons-nous dit, est détruit à chaque opération, détruit au moins sous la forme de capital. L'objet produit est en conséquence la seule source d'où ce capital peut et doit renaître pour son possesseur, et avec lui le profit qu'on a droit d'attendre de son usage. En d'autres termes, le résultat d'un seul acte de production doit être la reproduction du capital circulant dépensé, plus un excédant pour profit. Il n'en est pas ainsi du capital fixe ; une machine, par exemple, n'est pas consommée par un seul acte de production, il n'est donc pas nécessaire qu'elle soit remplacée par le produit de ce seul acte. La machine fonctionnera convenablement si, par les actes de production multipliés auxquels elle vient en aide, elle suffit à couvrir les dépenses de sa conservation en bon état, avec un excédant suffisant pour constituer un profit raisonnable sur sa valeur entière.

Il suit de là que tout accroissement de capital fixe, lorsqu'il a lieu aux dépens du capital de circulation, est de nécessité, au moins temporairement, préjudiciable aux intérêts des travailleurs. Cela est vrai, non-seulement des machines, mais de toutes les améliorations par lesquelles le capital est absorbé, c'est-à-dire rendu inapplicable à l'entretien et à la rémunération du travail d'une manière permanente. Supposons qu'un individu fasse valoir ses propres domaines avec un capital de 2,000 quarters de blé, employés à l'entretien de ses travailleurs pendant une année (pour plus de clarté je fais abstraction de la semence et des outils), et que le travail de ces ouvriers lui produise annuellement 2,400 quarters, c'est-à-dire un profit de 20 pour 100. Supposons encore qu'il consomme chaque année ce profit, se contentant de continuer ses opérations avec ce capital de 2,000 quarters dont nous avons

Digitized by Google

parlé. Si ce propriétaire cultivateur se décide un jour à employer la moitié de son capital en améliorations permanentes, et s'il occupe à ce travail pendant une année la moitié de ses travailleurs, il pourra arriver qu'à l'avenir, il n'aura plus besoin pour ses cultures que d'un nombre d'ouvriers moitié moins grand qu'auparavant. Dans la première année, il n'y a pas de changement dans la condition des travailleurs, si ce n'est toutefois qu'une partie d'entre eux ont reçu le même salaire pour une opération nouvelle, au lieu de le recevoir pour le labour, la moisson, le battage, etc. Au bout de l'année, cependant, le propriétaire ne possède plus comme autrefois un capital de 2,000 quarters de blé. La portion des travailleurs qu'il a laissée à ses cultures ordinaires, ne lui a produit que 1,000 quarters. Ces 1,000 quarters et son amélioration de fonds, voilà tout son avoir. Les années suivantes, il n'emploiera que la même moitié d'ouvriers, et ne leur donnera que la moitié des aliments qu'il distribuait jadis en guise de salaire. Bientôt, cependant, si la terre améliorée produit, à l'aide de cette moitié d'ouvriers, une récolte de 2,400 quarters comme auparavant, le propriétaire sera probablement disposé à employer une grande portion de ce revenu comme capital, et les ouvriers délaissés se trouveront réemployés. Mais on conçoit qu'il pourra n'en pas être ainsi ; en effet, le propriétaire pourra se trouver amplement dédommagé de ses dépenses si la terre produit non plus 2,400, mais 1,500 quarters, puisque ce produit suffit à remplacer les 1,000 quarters qui forment son capital de circulation, avec un profit non plus de 20 pour 100, mais bien de 25 pour 100 sur la totalité du capital fixe et circulant. Ainsi cette amélioration peut être très-profitable au propriétaire et porter grand préjudice aux ouvriers.

La supposition ci-dessus, dans les termes où nous l'avons posée, ne se rencontre guère dans la pratique ; elle n'est applicable tout au plus qu'au cas où l'amélioration consiste à transformer des terres arables en prairies. Or, les agriculteurs modernes regardent cette pratique, longtemps usitée, comme le contraire de tout progrès. L'effet de toute amélio-

Digitized by Google

ration agricole aujourd'hui, au moins de celles qui agissent sur le sol lui-même, est d'accroître, et non de diminuer le produit brut. Mais cette remarque n'affecte en rien la proposition. Supposons que l'amélioration n'ait pas l'effet que nous avons dit; qu'elle ne dispense pas d'employer une partie du travail qu'on pensait à économiser, mais qu'elle permette seulement de récolter, à l'aide du même travail, une plus grande masse de produits; supposons aussi que ce produit plus considérable trouve des acquéreurs. Le propriétaire, en pareille circonstance, emploiera bien certainement le même nombre d'ouvriers avec les mêmes salaires. Mais où trouvera-t-il le moyen de les payer? Il ne possède plus son capital primitif de 2,000 quarters qu'il employait à cet usage : la moitié de ce capital est consommée en améliorations. S'il veut employer le même nombre d'ouvriers et les payer de même, il faut qu'il emprunte, qu'il obtienne de quelque autre source les 1,000 quarters qui lui font faute. Mais ces 1,000 quarters d'emprunt avaient un emploi. Ils entretenaient ou étaient destinés à entretenir une quantité proportionnelle de travailleurs. Ils ne sont pas une création nouvelle. Leur destination a changé d'un emploi à un autre emploi, et bien que l'agriculteur ait comblé le déficit de son capital de circulation, le capital de circulation de la communauté n'en est pas moins diminué d'autant.

L'argument sur lequel s'appuie l'opinion de ceux qui prétendent que les machines ne sauraient jamais nuire à la classe laborieuse est le suivant : les machines, en diminuant le prix des objets fabriqués, donnent lieu à une demande qui, bientôt, procure de l'emploi à un nombre plus considérable de travailleurs. Ce raisonnement ne me paraît pas avoir tout le poids qu'on veut y trouver. Ainsi exposé, le fait est fréquemment vrai. Les copistes qui restèrent sans travail lors de l'invention de l'imprimerie, furent bientôt remplacés par un nombre infiniment plus considérable de compositeurs et de pressiers. Le nombre d'ouvriers employés aujourd'hui dans la fabrique de coton, dépasse bien des milliers de fois celui qu'employait cette fabrique avant les découvertes de

Digitized by Google

Hargreaves et d'Arkwright. Indépendamment du capital énorme, fixé dans cette industrie, son capital de circulation s'est augmenté considérablement. Mais si ce capital a été enlevé à d'autres emplois, si les fonds qui ont pris la place du capital fixé dans les machines, les métiers, etc., ont été fournis, non pas au moyen de l'épargne, mais par un emprunt fait au capital général de la communauté, qu'ont gagné à cela les classes laborieuses? De quelle manière la perte qu'elles ont éprouvée par cette transformation du capital de circulation en capital fixe est-elle compensée pour elles par le transport d'une partie de ce qui reste de ce capital de circulation d'une industrie ancienne à une industrie nouvelle? (*)

(*) On ne pose pas de pareils problèmes tout simplement sous forme de questions. Il est vrai que ce sont encore des questions, que ces problèmes ne sont pas résolus ; mais il n'est pas moins vrai que c'est de ces problèmes que dépend toute la force de l'argumentation qu'on oppose à l'opinion qui affirme l'influence nuisible des machines sur le salaire dans l'ordre économique actuel. Les choses en sont là. L'école progressiste dit: « Il résulte des principes prouvés par la théorie de Smith, que le remplacement de la production manuelle par celle des machines a une influence désavantageuse sur le salaire. Pour équilibrer, même à la longue, cette perte des ouvriers, il faudra produire un nouveau capital circulant. Prouvez donc qu'il est effectivement produit, dans la fabrication du coton, par exemple; c'est à cette condition seulement que vos arguments, basés sur la réduction du prix des calicots et sur l'accroissement du nombre d'ouvriers à Manchester, seront bons. Tant que vous n'aurez pas prouvé cela, il faudra croire que bien que le nombre des ouvriers se soit accru, leur situation est devenue plus mauvaise ; c'est la conséquence directe de la loi générale découverte par la théorie de Smith. — « Non, dit l'école de Smith, ce cas, ainsi que tout autre où la production des mains est remplacée par celle des machines, est une exception au principe général, (qui est ainsi montré comme une loi inapplicable; mais cela se produit dans la jurisprudence et non dans la nature, dans des lois dont l'exécution dépend de la volonté et de l'attention humaine et non des forces naturelles, non des propriétés des choses mêmes).»—Prouvez-nous cela, dit l'école progressiste ; celui qui affirme que la loi générale n'exerce pas d'influence sur un cas donné, doit démontrer pourquoi ce cas fait exception à la loi générale. » L'école de Smith ne fournit point de preuves; mais continue à répéter la même chose: — « Croyez-nous, dit-elle, c'est une exception (mais comment croire sans aucune preuve ?), le nombre des ouvriers s'est donc accru (mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit; il ne s'agit ni de l'accroissement, ni de l'amoindrissement du nombre d'ouvriers, mais de leur situation; est-elle ou non empirée?); mais calmez-vous, ne vous plaignez pas ; que voulez-vous enfin ? » — Ce que les progressistes veulent? il est encore trop tôt d'en parler; il ne s'agit ici de rien autre chose que de l'effet des machines sur le salaire, étant donnée l'organisa-

Digitized by Google

§ 5. — Quoi qu'il en soit, je ne pense pas que, dans l'état actuel des choses et des transactions, les intérêts de la classe laborieuse en masse soient souvent affectés, même transitoi-

tion économique actuelle. Il plaît à l'école de Smith d'affirmer que cet effet n'est pas nuisible, mais utile ; on la prie d'examiner la question, elle ne le fait pas. Il est indispensable de rechercher les faits se rapportant à la question de l'effet des machines d'Arkwright et de Hargreaves sur la classe ouvrière ; sinon tous ces faits, du moins les suivants :

1° La masse de la population en Angleterre portait, il y a cent ans, le linge et les habits en fil et en laine; maintenant ils sont en coton ; il faut donc savoir si le vêtement de la masse est devenu par ce fait plus chaud, moins sujet à l'usure et est moins rapiécé. Cela n'est pas recherché

2° L'apprêt domestique des étoffes en fil et en laine a cessé en Angleterre. Cela est-il avantageux pour les familles qui ont dû renoncer à cet apprêt soit parce qu'elles étaient dans l impossibilité de le continuer, soit parce qu'elles se sont désaccoutumées d'employer chaque minute de loisir à quelque chose d'utile et ont pris l'habitude de passer dans l'oisiveté les heures restant après le travail de la fabrique. Cela n'est pas recherché.

3° Des hommes libres de l'Angleterre et du continent européen s'occupent de la culture du lin et de la laine ; maintenant au lieu de leurs produits, au lieu de lin et de laine,on demande une matière produite par le travail des esclaves dans les Etats méridionaux de l'Amérique du Nord ; ce remplacement du travail libre par celui des esclaves est-il avantageux pour l'Angleterre, pour le continent européen et pour l'Amérique elle-même ? S'il n'y avait pas de Manchester l'esclavage serait depuis longtemps aboli dans l'Amérique du Nord. Est-il avantageux que l'esclavage se soit développé ? Les abolitionistes disent que c'est désavantageux pour l'Amérique du Nord et pour toute l'espèce humaine et appuient de preuves leur assertion. Les économistes disent : cela est peut-être inhumain, mais c'est avantageux ; si l'esclavage n'était pas avantageux, il ne se serait pas développé. On leur réplique : D'après votre propre théorie, l'avantage d'une classe peu nombreuse peut être désavantageux pour la nation ; si le travail d'esclaves se développe, cela prouve seulement qu'il est avantageux pour les planteurs, et nullement pour la nation ; d'après votre propre théorie, le travail d esclaves est désavantageux pour la nation. — Non, répondent-ils, dans ce cas il est avantageux.— Prouvez-le, résolvez la question. Ils n'en font rien et continuent à répéter la même chose.

Voilà donc l'esquisse d'ensemble de la situation : d'après la loi générale, il est prouvé que de tel fait doit provenir tel phénomène.—Il n'en provient pas, disent les économistes.— Prouvez-le, leur répond-on.—Non, reprennent-ils, nous ne saurions le prouver ; mais nous disons tout bonnement que vous êtes des hommes dangereux —Ces Messieurs sont-ils fidèles à l'esprit de la théorie d'Adam Smith, qui veut que tout soit analysé, pesé, mesuré ? C'est le bon plaisir, la fantaisie de l'optimisme, la routine ; c'est tout ce que vous voudrez, même quelque chose de beau (il y a beaucoup de gens qui prétendent que le bon plaisir, l'optimisme, la routine sont de très-belles choses) ; mais ce n'est pas la science, ce n'est pas l'investigation de la vérité.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

rement, par les perfectionnements apportés aux procédés de production. Si ces perfectionnements arrivaient tout à coup et sur une vaste échelle, ces intérêts pourraient souffrir, parce qu'une partie considérable du capital de circulation serait distraite à la fois de la production ordinaire. Mais les perfectionnements se font avec lenteur, et conséquemment c'est plutôt l'aide de l'épargne qu'ils appellent que celle du capital de circulation. Je me demande si jamais il y eut un emploi considérable de capital fixé dans l'industrie, dans des circonstances où ne se voyait pas en même temps un rapide accroissement du capital de circulation. Les pays pauvres et arriérés donnent rarement le spectacle d'entreprises où un capital considérable soit absorbé. Placer un capital dans des améliorations foncières, dans des établissements automoteurs dispendieux, sont des actes qui impliquent une abstinence actuelle, un sacrifice immédiat dans un but d'avenir. Ils indiquent d'abord une sécurité passablement complète de la propriété; puis une grande activité dans les entreprises industrielles, enfin un grand développement de cet état de l'esprit qu'on a appelé « désir effectif ou efficace de l'accumulation », trois choses qui sont les éléments d'une société en état de rapides progrès. Mais s'il est vrai que les classes laborieuses doivent souffrir, non-seulement quand le capital fixe s'accroît aux dépens du capital de circulation, mais encore quand ce capital augmente assez rapidement de lui-même pour empêcher que l'épargne soit convertie en capital de circulation aussi abondamment que l'exige l'accroissement de la population, il faut se hâter d'ajouter que ce cas ne se présente guère dans la pratique, car il n'existe probablement aucun pays où le capital fixe s'accroisse dans une proportion plus rapide que le capital de circulation. Si tous les chemins de fer votés par le parlement, dans la période de folie qui a suivi 1845, s'étaient construits dans le temps fixé par les décrets, ce phénomène se serait réalisé très-probablement. Mais ce qui est arrivé à cet égard même démontre les difficultés qui se présentent lorsqu'il s'agit de détourner de son emploi le fonds qui s'y trouve consacré. Ces difficultés sont assez grandes

Digitized by Google

pour qu'on n'ait pas à redouter de voir le capital de circulation se transformer en capital fixe sur une échelle assez considérable pour amener la perturbation dans le travail.

Ajoutons à ces considérations que, même dans le cas où les perfectionnements diminueraient, pendant quelque temps, la masse de la production et du capital circulant du pays, ils n'en tendraient pas moins, à la longue, à augmenter l'une et l'autre. Ces perfectionnements augmentent les profits du capital et, par conséquent, sont utiles au capitaliste en augmentant ses revenus, au travailleur en diminuant le prix des objets fabriqués. Dans l'un et l'autre cas, ils augmentent le fonds qui peut servir à l'accumulation. Dans l'exemple que nous avons choisi, le résultat immédiat a été de réduire le produit brut de la ferme de 2,400 quarters de blé, à 1,500 quarters par année, et cependant le bénéfice du propriétaire se trouve être de 500 quarters au lieu de 400. Or, si ces 100 quarters extra étaient épargnés, la perte, l'absorption du capital de 1000 quarters placés dans le fonds, serait en peu d'années réparée. L'impulsion donnnée par un perfectionnement à la branche d'industrie à laquelle il a été appliqué, offre aux industriels un puissant encouragement à augmenter leur capital, et il faut conclure de la marche lente que suivent les perfectionnements industriels, qu'une grande partie du capital qu'ils absorbent prend sa source dans l'augmentation des profits qu'ils permettent.

Cette tendance des perfectionnements industriels à provoquer l'accumulation et, par suite, à augmenter le produit brut, même lorsqu'il en est diminué temporairement, sera encore plus prononcée, plus remarquable, s'il est prouvé d'autre part que, pour ce qui regarde le sol, il est une limite à l'accumulation du capital et à l'accroissement de la production ; que, cette limite une fois atteinte, tout accroissement ultérieur devient impossible, mais que les perfectionnements de production, quels que soient leurs autres effets, tendent à éloigner cette limite. Ces vérités paraîtront, au reste, beaucoup plus claires dans la suite de cette investigation. On verra que la quantité de capital qu'il est possible d'accumuler en un

Digitized by Google

pays donné, et le montant du produit brut qu'il est possible d'en tirer, sont en proportion de l'état des arts industriels en ce pays, et que tout perfectionnement, même lorsqu'à son origine il a fait brèche au capital de circulation et au produit brut, provoque en définitive une production, une épargne plus considérable qu'elles l'eussent été sans lui. C'est là la réponse concluante aux objections faites à l'introduction des machines, et nous nous faisons fort de démontrer qu'en définitive, même dans l'état actuel de la société, les travailleurs recueillent des avantages de cette introduction. (Voy. liv. IV, chap. v). Mais cette vérité consolante ne dispense pas les gouvernements d'alléger, de détourner même complètement, s'il est possible, les maux que cette source de bénéfices à venir cause ou peut causer aux travailleurs actuels. Si jamais le placement, l'absorption du capital de circulation dans les machines ou dans les perfectionnements de l'industrie, se développait sur une échelle qui compromît sérieusement le fonds de la production existante, le fonds des salaires du travail, il serait du devoir du gouvernement de modérer cet essor, et puisque des améliorations qui ne diminuent pas l'emploi du travail pris en masse, privent cependant presque toujours de leur salaire certains travailleurs de l'industrie perfectionnée, il n'est pas d'objet qui soit plus légitimement digne d'occuper le législateur que l'intérêt de ceux que la force des choses sacrifie ainsi au profit de leurs concitoyens et de la postérité. (*)

(*) Le lecteur s'aperçoit de l'énorme distance qu'il y a entre la théorie non altérée de Smith, même dans son état actuel, et l'opinion connue sous le nom de système du *laisser faire, laisser passer*, en d'autres termes, l'adoption absolue du principe de non-intervention du pouvoir législatif dans les affaires économiques. Le développement complet des notions non-altérées sur cette question, d'après la théorie de Smith, constitue le cinquième et dernier livre du traité de Mill. Jusque-là il parle des rapports du gouvernement avec l'activité économique, presque toujours en passant (il donne du reste aussi dans les quatre premiers livres d'assez longues recherches sur ce problème appliqué à quelques sujets spéciaux, par exemple, à la rente, à la possession du sol par les laboureurs eux-mêmes et à l'héritage). En suivant dans nos compléments l'ordre de son exposition, nous ajournons aussi au cinquième livre le développement des notions que nous adoptons, sur la fonction économique

Digitized by Google

de la législation. Nous nous bornerons à noter ici que d'après la théorie non-altérée de Smith, c'est la même idée générale et le même procédé fondamental qui servent de bases ici autant que dans toute la science économique, et dans toutes les sciences morales traitant de sujets accessibles à la mensuration. Cette idée générale, c'est le bien-être de la société, de l'humanité ou de l'homme, et le procédé fondamental, c'est le nombre et la mesure.

(*Note de M. Tchernychewsky*).

Digitized by Google

COMPLÉMENT AUX CHAPITRES IV, V ET VI

NOTION DU CAPITAL

Le lecteur familier avec la littérature française moderne en ce qui concerne l'économie politique, sait parfaitement bien que le mot « capital » sert, à l'heure actuelle, de mot d'ordre à la polémique excessivement vive engagée entre l'école arriérée et l'école progressive.

L'école arriérée est inépuisable en panégyriques du capital et l'école progressive en malédictions contre lui. Mais il n'est pas difficile au lecteur de reconnaître qu'ici il ne s'agit pas de cet élément de production nommé « capital » par la science rigoureuse, mais spécialement du rôle joué par les capitalistes en présence de certaines conditions sociales. Le nom même de « capitaliste » n'appartient pas à la théorie rigoureusement scientifique, mais au langage familier, et il est justement presque toujours employé dans une de ses nombreuses acceptions tout-à-fait autres que celle qu'a le mot « capital » dans la science. On nomme ordinairement capitaliste un

Digitized by Google

homme possédant une telle somme d'argent qu'il peut, dans l'ordre économique actuel, vivre richement du revenu de son capital en intérêts et profits commerciaux, sans avoir besoin de travailler.

Le banquier, le riche négociant, l'homme qui a une quantité considérable de titres, de poudes d'or ou de dizaines de poudes d'argent, est ordinairement nommé capitaliste. Le propriétaire qui, outre son domaine, n'a pas une grande quantité de titres ou d'argent comptant, n'est pas un capitaliste dans le sens ordinaire de ce mot, mais il peut le devenir très-facilement en échangeant son domaine ou une partie de son droit à ses revenus, contre de l'argent ou des titres au moyen de la vente ou de l'emprunt; tant qu'il n'a pas fait cela, c'est un homme riche et pas un capitaliste. Le lecteur aperçoit la raison de l'emploi du mot capitaliste en ce sens. Ce sens découle de cette confusion entre la signification scientifique et celle du langage familier, dont nous avons parlé dans nos notes (p. 151, 152 et p. 157, 158). La notion scientifique du capital formé de la masse des produits alimentant le travail, est remplacée ici par celle de l'argent, lequel, en essence, et Mill a bien raison de le dire, n'est pas « capital » du tout. Nous avons dit que Mill ne commettait pas cette erreur dans l'emploi du terme « capital » ; mais lui aussi, ainsi que nous l'avons bien des fois fait remarquer, ne se préserve pas de la confusion qui accompagne ordinairement le mot « capitaliste ». Au lieu d'arrêter sa pensée à la notion du capital, Mill, très-souvent, ne parle que du capitaliste, c'est à-dire de l'homme appartenant à une classe particulière, de l'homme fournissant le capital nécessaire à l'entretien des ouvriers, de l'homme qui les embauche ; et le moyen à

Digitized by Google

l'aide duquel ont lieu cet embauchage et cet entretien, est, dans ce cas, considéré par Mill lui-même comme ne consistant pas proprement dans les produits alimentant les ouvriers, mais dans l'argent qui peut être échangé contre ces produits. C'est ainsi que la pensée de l'auteur que nous traduisons commet et fait commettre au lecteur trois inexactitudes à la fois : premièrement, la notion des objets matériels, des produits du travail, est remplacée par celle de l'homme qui possède ces produits ; secondement, on fait naître l'idée que les hommes de ce genre doivent former une catégorie à part ; et enfin, troisièmement, la notion de la possession des produits servant de nourriture ou d'autre approvisionnement, est remplacée par la notion de l'argent, lequel, dans l'état de l'organisation économique d'aujourd'hui, sert de moyen pour l'acquisition de ces produits-là. Celui qui connaît les exigences de la logique sur les conditions de la terminologie scientifique, va très-facilement comprendre à quelles erreurs doivent conduire l'application d'un seul terme à diverses notions, et l'emploi de divers termes au lieu d'un seul.

Si quelqu'un de nos lecteurs ne conçoit pas tout-à-fait clairement la rigueur des exigences de la terminologie scientifique et l'extrême importance de leur stricte observation, il qualifiera peut-être de scolastique notre désir d'analyser le sens de chacune des expressions employées dans le traité que nous traduisons. Personne plus que nous ne dédaigne la scolastique ; mais que faire quand une foule d'écrivains considérés comme des autorités en économie politique, s'en servent pour dénaturer le véritable sens de la théorie de Smith ? Que faire quand, par leurs finesses scolastiques, ils altèrent com-

Digitized by Google

plètement cette théorie, et quand de plus cette altération a pour cause des erreurs commises dans cette même sphère scolastique où ils transportent la théorie, en l'enlevant du domaine des besoins réels de la société, qui l'ont créée à l'époque d'Adam Smith? Celui qui a pour but de purifier la vérité souillée par l'improbité des sophistes, ne peut renoncer à aucune des parties de sa tâche, quand même quelques-unes de ces parties ne correspondraient pas à ses tendances personnelles. Quand l'école, défigurant la science, couvre son altération par des finesses scolastiques, il faut prêter attention à ces finesses et mettre la faute à nu, alors même que l'on n'a aucun goût pour les disputes scolastiques. Dans un de ses discours, lord Broome a formulé, d'une façon claire et brève, les exigences de la terminologie scientifique, dans les règles suivantes :

1° Employez toujours les termes les plus clairs et les moins ambigus.

2° N'employez jamais un mot ayant deux sens, sans avoir déterminé dans lequel des deux sens vous allez l'employer.

3° Ne donnez jamais deux acceptions différentes au même mot.

4° N'employez jamais plusieurs mots dans un seul et même sens.

Il faut bien avouer que la terminologie de l'économie politique, en plusieurs de ses parties, ne satisfait pas à ces règles. Nous sommes encore au début du traité concernant cette science et nous avons eu déjà plusieurs fois à constater des infractions de cette nature, même à propos de termes extrêmement importants. Ainsi, par exemple, pour déterminer l'objet de la science on a

Digitized by Google

choisi le mot « richesse, » qui porte sans cesse la pensée à une autre notion que celle donnée par la science. Cela cause la plus nuisible ambiguité; puis nous avons remarqué que le mot « improductif » est employé dans deux sens différents dans la classification du travail et dans celle de la consommation. Nous nous sommes résolu à écarter ces sources d'erreurs en remplaçant le mot ambigu : « richesse, » par l'expression : « bien-être matériel » et en adoptant les termes nouveaux « avantageux » et « désavantageux » partout où les mots « productif » et « improductif » se présentaient avec un sens différent de celui que leur donne ordinairement la science. A présent nous rencontrons un cas semblable avec un terme non moins important. Le choix du mot « capital » fait par la théorie de Smith pour désigner la partie des produits servant à une production nouvelle, n'est pas tout-à-fait heureux. Ce mot éveille sans cesse, dans l'esprit, des idées ne correspondant pas à son sens scientifique, parce que sa signification, dans le langage familier, diffère essentiellement de celle que lui attribue la théorie de Smith. Il représente à la pensée, la monnaie, les fonds publics et une foule d'autres produits qui ne peuvent nullement être nommés « capital » dans le sens scientifique du mot. Il fallait dans ce cas, à vrai dire, agir aussi résolument que dans les deux cas précédents, et rejeter complètement le mot « capital » comme ambigu et ne satisfaisant par conséquent pas aux exigences de la terminologie scientifique; mais il est tellement accrédité dans la science que nous n'osons pas le remplacer par quelque autre terme meilleur en soi. Beaucoup de lecteurs nous trouvent déjà peut-être trop audacieux.

Digitized by Google

Certes, nous n'aurions pas hésité à opérer ce remplacement, si nous avions trouvé tout-à-fait conforme quelqu'une des expressions remplaçant souvent le mot « capital » chez plusieurs écrivains, surtout chez les écrivains français, qui se sont complètement égarés dans l'emploi du mot « capital », et qui, par conséquent, et à cause de la confusion apportée par cet emploi, ont senti la nécessité d'une nouvelle expression pour l'élément économique que ce mot « capital » a cessé de caractériser d'une façon satisfaisante. De toutes les expressions servant à son remplacement, la plus heureuse est celle-ci : « instruments du travail ». Mais cette périphrase aussi mène à l'ambiguité par le mot « instruments » : il est parfois très-difficile de se souvenir que les principaux des instruments, ceux qui ont la plus grande importance, sont : la nourriture des ouvriers, et ensuite la matière première que doit façonner le travail ; quant aux instruments dans le sens rigoureux du mot, c'est à-dire les outils et les machines, ils forment, peut-on dire, une très-petite partie des produits embrassés par cette expression.

D'autres mots ou d'autres expressions, par lesquels on remplace parfois le mot « capital », sont encore moins satisfaisants. Par conséquent, si nous voulions, pour exprimer la notion scientifique du capital, choisir une expression qui satisfît entièrement aux conditions de la terminologie savante, nous devrions prendre un terme tout-à-fait nouveau auquel personne n'est habitué. Nous ne pouvons savoir d'avance si ce livre aura dans le public assez de portée pour donner droit de cité à de si grandes innovations que le remplacement du mot « capital », par un terme quelconque de notre propre choix.

Digitized by Google

Tant que nous ne savons pas cela, nous devons garder le mot « capital. »

Certains lecteurs nous blâmeront, peut-être, pour une telle irrésolution. Nous leur dirons alors que cette irrésolution est aussi contraire à nos propres dispositions, et que nous ne manquerions pas de résolution si nous voyions le public la partager.

Mais, en conservant provisoirement le terme de « capital », dont nous ne sommes pas content à cause de son ambiguité, nous devons au moins faire tout notre possible pour préserver le lecteur de la confusion d'idées dans laquelle ce terme ambigu a conduit presque tous les écrivains. Nous devons mettre la plus grande insistance à montrer la différence qui existe entre le sens scientifique de ce terme et diverses nuances avec lesquelles il est employé dans le langage familier; nous devons faire voir le plus clairement possible ce sens unique dans lequel le mot « capital » est adopté par la théorie économique chez le fondateur de la science, Adam Smith, chez ses meilleurs continuateurs, tels que Malthus et Ricardo, et chez le seul penseur remarquable de l'école de Smith à notre époque, c'est-à-dire chez l'auteur que nous traduisons.

On nomme capital ceux des produits du travail qui servent de moyens pour une nouvelle production. Les principales catégories de ces produits sont :

1° La nourriture nécessaire pour soutenir l'existence des ouvriers pendant la production, jusqu'à ce que leur travail leur procure une nourriture nouvelle. Cet élément du capital est nécessaire partout et sous toutes les conditions, car nulle part l'organisme humain ne peut exister sans nourriture. Mais, indépendamment de la nature des

Digitized by Google

aliments qui doit varier suivant les climats (par exemple, la nourriture doit contenir d'autant plus de substance grasse que le climat est plus froid, et la viande est d'autant moins nécessaire que le climat est plus chaud), il faut remarquer que la quantité de nourriture, nécessaire pour soutenir l'organisme en bonne santé, diffère elle-même d'après les climats. Une grande partie des aliments consommés par l'homme, sert en réalité, non à la constitution des tissus de l'organisme, mais seulement à l'entretien de la chaleur animale. Plus l'atmosphère est chaude, moins l'organisme a besoin de matériaux alimentaires pour équilibrer la perte de chaleur produite par le rayonnement du calorique vers l'air ambiant, air ambiant dont la température est toutefois de beaucoup de degrés inférieure à celle des parties internes de l'organisme. Nous pouvons en conclure que les pays méridionaux sont, par rapport à la partie la plus essentielle du capital, dans des conditions plus avantageuses pour la production que ne le sont les pays du Nord. La quantité de nourriture annuellement nécessaire pour mille hommes habitant Arcangel, sera suffisante pour nourrir un plus grand nombre d'hommes à Kiew et pour un plus grand nombre encore en Algérie, en supposant égales toutes les autres conditions de la vie. Mais en même temps nous apercevons que la nourriture des habitants des climats septentrionaux peut être en partie compensée par le développement d'autres éléments du capital, qui ont, comme la nourriture, pour destination principale le maintien de la chaleur animale. On distingue ordinairement deux catégories d'objets qui remplissent ce rôle, savoir : la demeure et le vêtement.

2° La demeure, comme la nourriture, sert principale-

Digitized by Google

ment au maintien de la chaleur animale; mais elle a aussi, comme la nourriture, beaucoup d'autres destinations : de même que la nourriture, outre l'entretien de la chaleur animale, renouvelle les tissus de l'organisme, occasionne une sensation agréable au goût, etc., la demeure, outre la conservation de la chaleur animale, préserve de l'influence nuisible et désagréable des divers phénomènes atmosphériques et offre une foule de commodités diverses à l'existence. Mais son rôle économique consiste principalement dans la conservation de la chaleur : la demeure satisfaisant à cette destination, a déjà ordinairement toutes les qualités nécessaires pour être propre à toutes ses autres destinations. L'humidité elle-même de la demeure n'est causée presque toujours que parce qu'elle n'a pas la propriété de conserver la chaleur nécessaire dans toutes ses parties. Il n'est pas de doute qu'à une température de 8 degrés l'homme a besoin de plus de nourriture qu'à une température de 14 degrés. Et, par conséquent, si on nous disait qu'un pays quelconque ne peut bien nourrir ses habitants à cause d'un excès de population, nous devrions d'abord demander si les demeures de la population de ce pays sont bonnes, avant de demander si les procédés agricoles dans ce pays sont bons, si une grande quantité de terrain ne se perd pas en vain et si on ne laboure pas même la partie cultivée comme pour l'amour de dieu. Si les demeures de la masse ne sont pas assez chaudes, ou si elles sont humides (ce qui revient au même), la population manque alors de nourriture, non parce que cette population est trop nombreuse, mais simplement faute de bonnes demeures, pour lesquelles il se trouverait probablement toujours assez de place dans le pays le plus peuplé du

Digitized by Google

monde. Remplacer les mauvaises demeures par de bonnes, ce serait la même chose qu'augmenter la production de la nourriture.

3° La même chose se répète plus clairement encore quand il s'agit du vêtement. Munir d'un habit chaud un homme en haillons, qui gèle, c'est faire qu'il se sentira plus rassasié en consommant deux tchetverts de blé par an, qu'il ne l'était autrefois, quand il consommait deux tchetverts et demie. C'est à dessein que nous faisons ici ces remarques, car il est beaucoup plus difficile, comme nous le verrons dans le chapitre 12 du livre premier, de faire accroître la quantité de nourriture, que de faire accroître et améliorer le vêtement et la demeure. Il faut admettre, d'après tout ce que nous voyons, que non-seulement il n'existe à présent, mais qu'il ne pourrait même exister dans 200 ou 300 ans, en présence de la plus grande rapidité possible de la multiplication humaine, un pays qui ne saurait approvisionner de nourriture tous ses habitants, pourvu qu'il ait une bonne agriculture (*). Mais en consentant même — ce qu'il ne faut nullement faire — que la misère du peuple, dans un pays quelconque, provienne aujourd'hui de la difficulté de faire accroître la quantité de nourriture que produit ce pays, il faudrait encore se poser la question suivante: la quantité actuelle de nourriture ne serait-elle pas plus que suffisante pour l'approvisionnement abondant de tous les habitants du pays, si on améliorait les habitations et les vêtements du peuple? Or, pour cette amélioration il n'existe ni difficultés, ni limites, dans les lois de la nature (**).

(*) Gasparin dit que la France peut nourrir au moins 260 millions d'habitants. (*Note de M. Tchernycheusky.*)

(**) Comme on le voit, dans les trois paragraphes qui précèdent, M. Tcher-

Digitized by Google

La nourriture, la demeure et le vêtement, voilà trois catégories principales d'objets, formant la partie du capital dont la nécessité naît partout des besoins de l'organisme humain, considéré dans la théorie de la production comme le réceptacle du travail. Outre ces trois catégories principales, pour conserver à l'organisme une force de travail qui ait un bon succès, partout il

nychewsky s'attache particulièrement à cette idée, que la nourriture, la demeure et le vêtement concourent tous trois au maintien de la chaleur animale, et que l'augmentation ou l'amélioration dans une de ces trois catégories peut en partie compenser ce qui manquerait aux autres ; que, par conséquent, l'amélioration de la demeure et du vêtement, équivaut à une augmentation de nourriture. Rien ne nous paraît plus vrai. Mais ce qui est loin d'être aussi fondé, ce qui est même en désaccord avec nos connaissances physiologiques actuelles, c'est que, comme le dit plus haut M. Tchernychewsky, une partie seulement des aliments servirait au maintien de la chaleur animale, tandis que toute une autre partie servirait exclusivement à la nutrition des tissus de l'organisme. Mais si l'on veut bien se rappeler qu'à l'époque où M. Tchernychewsky publia son livre, la classification de Liébig était acceptée pour ainsi dire sans conteste, on ne sera nullement étonné de voir notre auteur adopter cette classification. On sait aujourd'hui que la division des aliments en aliments respiratoires ou calorifiques (produisant par leur combustion la chaleur animale) et en aliments plastiques ou histogéniques (pénétrant dans la trame même de nos tissus) est radicalement vicieuse ; les aliments carbonés, les corps gras par exemple, sont bien des aliments histogéniques, puisqu'ils s'en vont faire partie intégrante des cellules de nos divers tissus, du tissu adipeux, du tissu nerveux, etc.; d'autre part les aliments azotés, les corps albuminoïdes, par les combinaisons chimiques auxquelles ils donnent lieu dans l'organisme, sont aussi bien producteurs de chaleur que les aliments carbonés. A vrai dire, c'est aux diverses combinaisons chimiques, ainsi qu'aux diverses condensations (Moleschot), qui se produisent pendant les actes d'assimilation de nos aliments et de désassimilation des parties intégrantes de notre organisme, qu'est due la production de la chaleur animale ; c'est donc une erreur capitale, de dire qu'une partie de nos aliments produit la chaleur et une autre partie nos tissus, car ces deux parties n'en font qu'une seule ; c'est en étant histogéniques que nos aliments sont calorifiques. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'une des fonctions économiques du capital-nourriture, consiste dans le maintien de la chaleur animale ; et que cette fonction est nécessaire, non-seulement pour rétablir la perte de calorique que l'organisme subit par le rayonnement, par l'évaporation, par la dissolution de certaines substances (Person), par les *décompositions* chimiques (Thomas Wood), mais encore — ce qui n'est pas moins important au point de vue de la science économique, — pour fournir le calorique qui se transforme en puissance dynamique dans les divers mouvements musculaires et nerveux qui constituent le travail. C. D. P.

Digitized by Google

faut beaucoup d'autres choses encore, par exemple la vaisselle, le mobilier, les moyens hygiéniques (dont les meilleurs consistent dans les différentes manières d'employer une seule et même matière, l'eau, pour purifier le corps, l'habillement, etc.); mais tous ensemble, ces objets ne forment, sous le rapport économique, qu'une partie très-insignifiante du capital en comparaison des trois premières catégories; c'est-à-dire que pour produire tous ces objets ou pour les rendre propres à être utilisés, il ne faut qu'une somme de travail insignifiante en comparaison de celle qui est nécessaire pour produire la nourriture, la demeure et le vêtement. Au contraire, dans plusieurs pays, il faut encore une grande quantité de travail pour l'apprêt d'une autre catégorie d'objets nécessaire à l'organisme humain, savoir :

4° Le combustible. Si nous avons transporté cette catégorie de produits si loin de la demeure et de la nourriture avec lesquelles elle est liée dans le ménage, c'est parce que, par sa double destination économique, elle sert de transition entre la partie du capital qui concerne spécialement l'ouvrier et celle qui se rapporte déjà à l'objet produit par l'ouvrier. Le combustible, outre son emploi pour le chauffage des habitations et l'apprêt de la nourriture, est nécessaire comme matériel dans un grand nombre de productions, soit afin d'obtenir la force motrice, soit afin d'obtenir l'élévation de température en présence de laquelle se révèlent l'affinité chimique et les autres forces naturelles qui produisent, dans les matériaux de production, la modification demandée. Dans certains pays, ce n'est que par ce second emploi, pour ainsi dire technique, que le combustible forme une assez grande partie du capital ; quant à son emploi do-

Digitized by Google

mestique, il y est si peu nécessaire qu'une quantité de combustible obtenue par l'homme presque sans aucun travail, suffit amplement : dans les pays méridionaux, il ne faut jamais chauffer les habitations ; et quant au feu nécessaire à l'apprêt des aliments, si dans ces contrées il n'y a pas de forêts, il se trouvera toujours assez de combustible dans l'herbe ou les arbustes, et dans les restes organiques de la nourriture des hommes ou des animaux. Chez nous presque dans toute l'Europe, il n'en est pas de même. Excepté dans quelques contrées méridionales de l'Europe, nous devons chauffer nos demeures pendant une partie de l'année; et la dépense de travail pour l'apprêt du combustible nécessaire à cet usage, est déjà assez grande. Mais, même dans la partie septentrionale de l'Europe, partout où l'industrie est quelque peu développée, il faut une plus grande quantité de combustible pour les procédés de l'industrie que pour le ménage. Or, l'application de la vapeur à toutes les productions se développe d'une façon tellement rapide, qu'on ne peut fixer une limite où l'augmentation du besoin de cet élément s'arrêtera. Mais, du reste, les provisions de tourbe et de houille qui se trouvent dans la nature, sont tellement énormes que le manque de combustible n'est point à craindre (*).

(*) On ne sait pas, jusqu'à présent, même d'une façon approximative, combien de tourbe la nature a déjà préparée et combien elle peut encore en préparer annuellement à partir de ce moment, sans l'intervention du travail humain. On n'a pas même fait les moindres recherches dans tous les pays du monde civilisé (il s'en faut de beaucoup), sur la quantité de houille que le sol de ces pays renferme. Mais voici quelques chiffres relatifs à la quantité de cette matière dans deux pays seulement, la Grande Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique. Les gisements de la Grande Bretagne contiennent environ 190,000,000,000 de tonnes de houille. La Grande Bretagne extrait 70 millions de tonnes par an. Supposez la plus grande rapidité possible dans l'extraction, supposez que la partie qui est consommée pendant l'extraction elle-même

Digitized by Google

5° Servant en partie aux besoins du ménage, le combustible ne peut pas être appelé exclusivement matière pour la production ; mais, même dès à présent, dans les pays les plus civilisés, les objets servant de combustible sont employés en quantité beaucoup plus grande pour la production, que directement pour les besoins du ménage. Il faut dire la même chose de presque tous les autres matériaux de la production ; la laine,

soit la plus élevée possible, vous pouvez vous apercevoir, lecteur, que les seuls gisements houillers britanniques suffiraient à toutes les machines à vapeur et à tous les besoins industriels de l'Europe entière pour bien des siècles. Mais les gisements de la Grande Bretagne sont absolument insignifiants en comparaison de ceux de l'Amérique du Nord, qui contiennent une quantité 20 fois plus grande de charbon. Donnons, pour les curieux, le chiffre qui représente cette provision : on la considère comme étant d'au moins 4;000,000,000,000 de tonnes ou 250,000,000,000,000 de poudes. Pour combien de siècles cette provision suffira-t-elle ? — Ces chiffres sont tirés de *Edinburgh Review*, 1860, janvier, *Coals Fields of North Amerika and Great-Britain*, pages 88 et 89. Certes, nous ne donnons pas ces chiffres énormes, dans le but d'offrir aux lecteurs le moyen d'essayer leur force dans le calcul de nombres qui échappent à l'esprit par leur colossale grandeur ; mais ils nous serviront plus loin de base pour réfuter les discours vides de sens, sur la disproportion entre la population et les moyens d'approvisionnement.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Depuis l'époque où M. Tchernychewsky a publié les lignes qui précèdent, la question de l'épuisement des gisements houillers, *the coal question*, a souvent été débattue par les journaux anglais et y a donné lieu, à différentes reprises, à des polémiques très-intéressantes. Depuis cette époque aussi, plusieurs écrivains spéciaux, tels que MM. Armstrong, Murchisson, Hull, Stanley-Jevons, en Angleterre, MM. Simonin et Burat, en France, M. Bronn, en Allemagne, ont particulièrement étudié cette question ; et nous retrouvons, sur le même sujet, dans un numéro de l'*Economiste belge* du 31 octobre 1868, un excellent article de M. Paschal Grousset, célèbre depuis comme membre de la Commune de Paris. Mais toutes ces recherches ne portent guère que sur les gisements houillers actuels de la Grande Bretagne, de la France, de la Belgique et de l'Allemagne. Nous manquons absolument de données précises pour étendre ces recherches aux gisements des autres contrées de l'Europe, ainsi qu'aux vastes couches de charbon que recèlent le sol de l'Amérique et celui de l'Australie ; et quant à la quantité de combustible que peuvent renfermer les sols inexplorés de l'Asie et de l'Afrique, notamment de la grande île de Madagascar où on le trouve à fleur de terre, nous ne pouvons nous en faire la moindre idée. En présence de cet état de choses, les craintes manifestées au sujet de la possibilité du manque de combustible, sont pour le moins prématurées, sinon chimériques. C. D. P.

Digitized by Google

le coton, etc., peuvent quelquefois être utiles à l'homme, même sans être façonnés, à l'état naturel; et, en effet, une partie de ces substances sert à l'homme, à l'état naturel, de façon qu'elle doit alors être considérée, vu l'emploi qu'on en fait, non comme matière première, mais comme produit définitif; par exemple, on consomme dans chaque maison quelques flocons de laine ou d'ouate à l'état brut pour satisfaire aux besoins mêmes du ménage. Mais, à l'exception des vivres, dans les pays civilisés, la plus grande partie des produits de la nature ne sert que comme matière pour une transformation ultérieure.

En se distinguant des vivres sous le rapport que nous venons de signaler, tous les autres produits naturels importants pour la vie sociale, se distinguent encore du pain et de la viande en ce qu'il n'y a point de difficultés pour l'accroissement de la quantité en laquelle ils peuvent être obtenus, tandis que ces difficultés se rencontrent pour l'accroissement de la production du blé, du moins selon le préjugé extrêmement répandu. Ces difficultés pour l'accroissement de la production des vivres existent-elles ou n'existent-elles pas, c'est une question que nous examinerons plus loin, dans nos observations sur les chapitres X et XII du livre I de Mill. Mais, certainement, nous ne rencontrerions aucune contradiction, si nous avancions dès à présent, sans tous les éclaircissements ultérieurs, que la quantité de matière première pour la confection du vêtement, par exemple, peut, sans aucune difficulté de la part de la nature, être augmentée par l'homme jusqu'à une limite indéterminée. Si nous demandons: « L'Europe peut-elle facilement produire du blé en quantité deux ou trois fois

Digitized by Google

plus grande qu'elle n'en produit à présent? » il se trouvera bien des personnes (précisément celles qui n'examinent pas le fond des choses et répètent la parole routinière) qui diront : « Non. » — Mais si on demande : « L'Amérique pourrait-elle, oui ou non, doubler facilement sa production de coton? » tout le monde dira : « Non-seulement elle peut la doubler, mais elle en produirait facilement dix fois, vingt fois davantage, si elle avait trouvé un débouché pour une telle quantité de coton. » Tout le monde dira la même chose des objets servant de matières premières pour toute autre production qui soit d'une importance réelle (*).

Nous venons d'examiner les parties du capital qui consistent dans les produits servant soit d'approvisionnements, soit de matières premières pour le travail ; maintenant, il nous reste à énumérer les parties du capital par lesquelles l'activité du travail est transmise aux matières qu'il façonne. Ce qui saute aux yeux tout d'abord, c'est évidemment :

6° Les instruments. Nous n'avons pas besoin d'entrer dans des détails sur ce sujet, car toute l'extension de cette catégorie d'objets que la théorie économique appelle *instruments*, est très-bien déterminée par Mill lui-même ; cette catégorie embrasse, depuis le bâton dont le sauvage se sert à la chasse, la pierre avec laquelle il frappe la bête féroce, l'os de poisson qui lui tient lieu de

(*) On ne pourrait, probablement, obtenir des diamants et des perles en quantité dix fois plus grande qu'on ne les obtient à présent, même en présence de la plus grande demande possible de ces objets. Mais pour le bien-être de l'humanité, l'accroissement de la production de ces objets est d'une importance nulle ; il serait, au contraire, très-utile, en présence de la situation actuelle des moyens que l'humanité possède pour satisfaire ses besoins, que l'acquisition de ces produits ou de ces matières s'amoindrisse.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

hameçon, jusqu'aux machines les plus compliquées. Il y faut admettre aussi les bâtiments construits pour placer ces instruments et dans lesquels s'accomplissent les procédés de la production, c'est-à-dire qu'il faut y admettre tous les édifices industriels, depuis le séchoir et la grange jusqu'à la fabrique et le chantier. Tout cela est clair sans autres éclaircissements. Il ne faudrait pas non plus donner d'explications sur le caractère des objets ou des produits qui servent tout simplement au déplacement des autres produits ou objets, s'il n'existait pas entre les moyens de communication une différence importante, consistant en ce que les uns sont donnés presque tout faits par la nature elle-même, tandis que les autres sont créés, peut-on dire, exclusivement par le travail. Pour cette raison, il nous faut faire remarquer que :

7° Les voies de communication doivent certainement être considérées comme une partie du capital, en tant qu'elles sont créées et entretenues par le travail. Un chemin de fer ou une chaussée sont du capital, sans aucun doute. Mais la mer, personne ne pourra jamais la nommer capital, bien que, jusqu'à notre époque, on ait peut-être transporté plus de produits par mer, que par toutes les voies de terre. Si une rivière est navigable d'elle-même, si elle n'a ni bas-fonds, ni rapides, si par cette raison il ne faut aucun travail pour la rendre propre au transport des produits, alors elle n'est point un capital. Mais s'il est nécessaire de l'approfondir ou de la nettoyer, elle devient un capital à mesure qu'on y applique du travail. Chaloupes, vaisseaux, chariots, locomotives, etc., sont évidemment du capital dans tous les cas. Les voies de communication, appartenant en partie aux produits

Digitized by Google

du travail, en partie à la simple action des forces de la nature (sans aucune intervention du travail), nous amènent à examiner jusqu'à quel point peuvent faire partie du capital en général

8° les forces de la nature. La solution de cette question se trouve déjà dans les lignes précédentes. Parmi les forces de la nature, celles qui agissent dans la production sans le secours de notre travail, ne sont certainement pas du capital ; mais s'il faut des instruments quelconques, ou en général des produits du travail, pour développer en certains lieux certaines forces de la nature, l'activité de ces forces dans ces lieux constitue déjà une partie du capital, qui se trouve pour ainsi dire incarnée dans le produit par lequel cette activité se manifeste. Ainsi, par exemple, la chute de l'eau sur une roue de moulin, à travers une digue arrêtant un ruisseau, est certainement un capital. On dira, peut-être, que c'est seulement la digue qui est un capital dans ce cas, et non la chute d'eau. On peut ne pas disputer sur les mots, pourvu qu'on n'oublie pas le sens des faits et pourvu que ce sens soit compris. La particularité du fait, dans ces cas-là, consiste en ceci, que l'influence sur la production ne se trouve absolument et aucunement dans une dépendance déterminée de la quantité de travail employée afin de créer le capital. Des digues tout-à-fait égales peuvent donner des quantités bien différentes de force motrice, suivant la différence des ruisseaux qu'elles arrêtent. Les forces motrices naturelles développées par le travail, se rapprochent, par l'inégalité de leur action en présence de l'égalité du travail employé pour développer ces forces dans divers lieux, se rapprochent, disons-nous, des propriétés de la force végétative

Digitized by Google

du sol, qui, elle aussi, doit d'autant plus être considérée comme un capital, qu'elle se trouve améliorée par le travail.

9° Outre les forces motrices de la nature inorganique (air, eau, vapeur), les animaux domestiques aident l'homme dans la production du mouvement; ils sont toujours du capital, car il faut du travail pour les dompter ou pour les élever. Outre les animaux fournissant la force motrice, il y en a d'autres qui fournissent la nourriture et les matériaux (la laine, par exemple). Ils doivent également être considérés comme étant du capital.

Il est probable que cette longue énumération des objets et des produits qui constituent le capital, peut paraître tout aussi inutile que, par exemple, la longue énumération des diverses catégories du travail productif faite par Mill. Mais quand il sera question du rapport des moyens d'existence à la population, c'est à-dire du célèbre « principe de population » de Malthus, le lecteur verra alors que l'énumération que nous venons de faire n'est pas inutile. Du reste, ce n'est pas uniquement ce but lointain que nous avions en vue ; nous avons dû tâcher de retenir la pensée du lecteur le plus longuement possible sur la notion scientifique du capital, car l'inattention relativement à la différence complète de cette dernière notion et du sens qu'a le mot « capital » dans le langage familier, obscurcit celle-là. Nous avons dû, par cette raison, exposer d'une manière ostensible devant la pensée du lecteur toutes les parties quelque peu importantes de cette notion scientifique. Certes, nous ne pouvions atteindre ce but que par une longue analyse de ce terme dans son sens scientifique, peu importe que

Digitized by Google

cette analyse soit fatigante ou qu'elle paraisse par trop élémentaire.

Ainsi, toutes les parties du capital qui sont quelque peu importantes pour l'état social, peuvent être placées dans les catégories d'objets ci-dessous : la nourriture, la demeure, le vêtement, le combustible, les matières premières, les instruments de la production, les moyens de communication (voies et moyens de transport), les forces de la nature et les animaux domestiques.

Il va de soi que la notion de capital (nom qui ne peut être donné qu'à des produits du travail), ne comprend que les forces de la nature développées par le travail ou l'accroissement de ces forces dues au travail. Il faut dire tout-à-fait la même chose des autres catégories du capital : des objets d'une seule et même espèce peuvent appartenir ou ne pas appartenir au capital suivant la manière dont ils sont créés, c'est-à-dire suivant qu'ils sont produits avec le concours du travail ou sans ce concours. Nous l'avons déjà fait remarquer en parlant des voies de communication. De même la houille ne serait pas un capital si elle était partout sous la main, à la surface du sol. Il est à remarquer, en général, que les objets qui ont la même destination économique qu'une quelconque des catégories du capital (le bétail domestique excepté), sont dans une certaine mesure donnés par la nature elle-même sans le concours du travail : partout, à l'exception des régions voisines des pôles, qui ne furent certainement peuplées que fort tard, et à l'exception des steppes, qui, jusqu'à nos jours, n'ont jamais pu être peuplées, chaque contrée produit d'elle-même une certaine quantité de vivres (baies, champignons, etc.), offre quelques moyens pour se cacher pendant le mau-

Digitized by Google

vais temps (creux d'arbres, cavernes, etc.) C'est par cette remarque que commence le premier paragraphe du chapitre premier de Mill (p. 47). Mais à mesure que dans une contrée quelconque le nombre des habitants s'accroît, à mesure que leur civilisation se développe, la seule activité de la nature ne suffit plus à la satisfaction des besoins de l'homme, et la participation du travail ou des produits du travail devient de plus en plus grande dans la création de tous les objets consommés par les hommes ; de sorte qu'il y a une masse de besoins qui ne sont satisfaits que par les produits du travail des hommes, Tels sont, par exemple, dans l'Europe entière, les demeures et les instruments de production, ils sont déjà tous créés par le travail seul.

Maintenant, après avoir examiné quelles catégories d'objets peuvent être du capital et le sont ordinairement dans l'état actuel de la civilisation, nous devons voir, pour rendre encore plus précise l'impression de la notion de capital dans notre esprit, quelles catégories d'objets ne sont jamais du capital ; le capital consiste dans les produits qui sont nécessaires pour une nouvelle production ; par là il est évident que les produits qui par leur nature n'ont pas cette destination et ne peuvent être consommés qu'improductivement, comme par exemple les pierres précieuses (excepté la partie insignifiante qui est employée pour couper le verre et pour d'autres besoins techniques), les parures (excepté la partie insignifiante qui est consommée par les ouvriers et qui leur sert comme stimulant au travail), les bâtiments qui ne servent pas d'appartements pour les ouvriers ou d'ateliers pour les productions industrielles, ne sont jamais du capital. En un mot, les objets de luxe ne sont pas du capital.

Digitized by Google

Mais les objets même de première nécessité ne font pas tous partie du capital, quoique par leur nature ils aient le caractère du capital. Une certaine quantité de ces objets sert effectivement comme capital (est consommée productivement), tandis que le reste ne le devient pas (est consommée improductivement). Par exemple, une partie de la nourriture produite par le pays est consommée par les travailleurs productifs et par leurs familles, — cette partie est du capital; une autre partie est consommée par les hommes qui n'ont pas le travail productif pour occupation ou même qui n'ont aucune occupation, — cette partie ne sert pas de capital.

Une seule et même maison est capital ou ne l'est pas, selon les hommes à qui elle sert de logement; si ce sont des ouvriers, la maison est un capital ; si ce sont des habitants improductifs, elle ne l'est pas.

De tout cela on peut tirer les deux conclusions suivantes :

D'abord, si nous trouvons que, dans un certain pays, il y a peu de capital, — c'est-à-dire que les travailleurs productifs n'y ont pas une suffisante quantité de produits pour leur entretien tout autant que pour une bonne exécution des procédés de la production, — il faut avant tout rechercher quelle portion des forces productives du pays est portée vers la production d'objets aptes à devenir du capital, et quelle portion vers la productien d'objets non aptes à le devenir ; en d'autres termes, quelle portion est occupée par une production avantageuse pour la société et quelle portion s'occupe d'une production désavantageuse à la société. Il faut ensuite examiner quelle portion des produits aptes à être du capital, est effectivement employée comme capital (consom-

Digitized by Google

mée productivement), et quelle portion n'est pas employée comme telle. (Nous prions le lecteur de rattacher ce que nous disons ici à ce que nous avons établi dans notre étude « sur la production et la consommation avantageuses et désavantageuses », p. 93-115, ainsi qu'aux §§ 5 et 6 du chapitre III du livre I de Mill, p. 82 et 83, et à nos éclaircissements relatifs à ces paragraphes, p. 147-150).

Mettons, par exemple, qu'un ouvrier avec sa famille ait besoin, pour avoir un bon approvisionnement, d'une quantité de produits égale à 30 tchetverts de froment, et que, pour bien effectuer la production, il ait besoin d'une quantité de matériaux égale à 15 tchetverts, et d'une quantité d'instruments et d'autres parties du capital, égale à 5 tchetverts; il en résulte qu'il faut, au total, pour le bien-être social, une production de capital égale à 50 tchetverts de froment par an (le lecteur sait que, dans des hypothèses semblables, toutes les espèces différentes de produits sont, pour être bref, transformées en une seule espèce, et cette transformation se fait d'après le calcul du travail nécessaire pour la production de chaque espèce de produits; si, par exemple, pour apprêter une charrue ou pour réparer une demeure, il faut 10 jours de travail, et si pour la production de 1 tchetvert de froment il faut aussi 10 jours, alors la réparation de la demeure et l'apprêt de la charrue sont comptés comme produits égaux chacun à 1 tchetvert, et ensemble à 2 tchetverts de froment).

Mettons à présent que le capital ne soit produit qu'en quantité de 40 tchetverts par famille ouvrière. Il est évident que l'entretien du travail sera insuffisant, qu'il n'y aura que peu de matériaux et que les instruments de

Digitized by Google

travail seront mauvais. Mais où peut être la cause de ce mauvais état économique?

C'est la proportion entre la production avantageuse (créant le capital) et la production désavantageuse (ne créant pas le capital) qui doit être, dans ce cas, le premier objet des recherches ; et ensuite, c'est la proportion entre la partie des produits aptes à devenir du capital et qui en deviennent en effet (employés à la nouvelle production), et la partie de ces produits détournée de sa destination naturelle (consommée improductivement).

Mettons, par exemple, que de 30 ouvriers, dix soient occupés à la production désavantageuse, et seulement vingt à la production avantageuse; mettons que des objets produits par le travail avantageux, la moitié seulement devienne capital (serve à une production nouvelle), et que l'autre moitié soit consommée improductivement. Nous aurons alors :

La moitié des produits aptes à être du capital, moitié qui en est effectivement, donne 40 tchetverts par famille ouvrière; ainsi la production entière des produits aptes à être du capital, est de 80 tchetverts par famille ouvrière; ces familles sont au nombre de 30; par conséquent, les produits aptes à être du capital, sont produits en quantité de 2400 tchetverts ; ces 2400 tchetverts sont produits par le travail de 20 familles seulement ; pas conséquent, chaque famille occupée du travail avantageux produit 120 tchetverts. Ainsi, l'efficacité du travail dans cette société est telle, que si toutes les forces ouvrières étaient portées vers la production des objets aptes à être du capital, et si tous les produits servaient effectivement de capital, le capital serait produit alors en quantité de 120 tchetverts par famille ; cela veut dire

Digitized by Google

que les ouvriers auraient vécu dans l'abondance, les matériaux pour la production auraient été nombreux, les instruments du travail auraient été excellents (pour tout cela il ne faut que 50 tchetverts par famille), et il serait resté, en outre, un assez grand superflu de produits, superflu qui serait utile pour les ouvriers afin d'accroître leur loisir, leur instruction et leur développement moral. S'il n'en est pas ainsi, si le travail est mal approvisionné, s'il est muni de mauvais instruments et s'il reste souvent sans placement (c'est-à-dire sans aucun approvisionnement) faute de produits pour son entretien pendant son activité, et faute de matières premières à façonner, tout cela provient, non de ce que le travail dans cette société n'a pas encore atteint une efficacité suffisante, mais tout bonnement de ce qu'une très-grande partie de travail s'en va dans la production désavantageuse, et qu'une très-grande partie des produits du travail occupé à la production avantageuse, est destinée à la consommation désavantageuse, tandis qu'une très-petite portion de ces produits est employée à former le capital.

La suffisance ou l'insuffisance du capital d'un pays dépend, comme nous l'avons vu, de la répartition des forces ouvrières entre la production avantageuse et la production désavantageuse, et de la répartition des produits, qui peuvent devenir capital, entre l'avantageuse et la désavantageuse consommation. Mais, comme ces deux circonstances dépendent des institutions économiques du pays, nous en tirons une seconde, une très-importante conclusion : c'est que les institutions du pays ont une énorme influence sur son bien-être et que quiconque s'occupe de la question de l'accroissement du

Digitized by Google

bien-être d'un pays, doit d'abord fixer son attention sur les relations qui existent entre les citoyens de ce pays.

Le capital, dans le sens scientifique de ce mot, est tout autre chose que le numéraire; le numéraire en soi-même n'est point un capital. On peut se demander alors : d'où vient donc l'influence du numéraire sur la production du pays? Quand nous traiterons des notions de la monnaie métallique et du crédit (liv. III), nous donnerons une réponse complète à cette question ; mais, dès à présent, nous ne citerons qu'un trait, d'après lequel on peut deviner la solution entière de la question. Le numéraire sert d'expression à la puissance d'achat (*purchase power*) (*); or, le désir des acheteurs détermine les occupations des forces ouvrières qu'ils achètent et la destination des produits des ouvriers. Figurons-nous, par exemple, un semblable cas :

Supposons qu'une circonscription économique renferme 200 ouvriers ; 80 d'entre eux sont occupés par le travail désavantageux, et 120 par le travail avantageux ; supposons que tous ensemble ils reçoivent 20,000 roubles, c'est-à-dire qu'une puissance d'achat de 100 roubles est employée pour l'occupation de chacun d'eux. En recevant cet argent, c'est-à-dire cette puissance d'achat, ils la tournent vers l'acquisition des objets de première nécessité que, pour être bref, nous allons réduire tous en froment. Mettons qu'il se trouve dans cette société 5000 tchetverts de froment ; la puissance d'achat pour

(*) Nous traduisons *purchase power* par « puissance d'achat » et non par « puissance d'acquisition » comme l'ont fait plusieurs économistes, parce que la première expression nous paraît plus exacte; en effet, on peut acquérir autrement que par achat, autrement qu'à titre onéreux ; on peut acquérir par héritage, par don, par simple occupation, etc., en un mot, à titre gratuit.

(*Note du traducteur*).

Digitized by Google

acquérir un tchetvert de froment sera alors de 4 roubles (pour 20,000 roubles on achète 5,000 tchetverts de froment). Mettons, à présent, qu'un étranger soit venu dans cette société dans le but de s'occuper d'agriculture et y apporte aussi 20,000 roubles. Pas un seul grain de froment n'a été ajouté au capital du pays, à cause de cet arrivage de numéraire. Mais voyons, quel changement s'est manifesté dans les propriétés de la puissance d'achat. D'abord, en présence d'une puissance d'achat de 20,000 roubles, 80 hommes sur 200 étaient loués pour la production désavantageuse; cela signifie que des 20,000 roubles de la puissance d'achat, on en employait 8,000, la somme qui formait alors 40 % de toute la puissance d'achat, et il ne restait que 60 % de cette puissance d'achat pour la production avantageuse. Maintenant, la puissance d'achat s'est accrue de 20,000 roubles encore, de sorte qu'elle forme déjà une somme de 40,000 roubles; tout ce supplément est porté par la volonté du possesseur vers la production avantageuse. A la production désavantageuse sont employés 8,000 roubles comme auparavant; mais sur 40,000 roubles ces 8,000 ne font déjà plus que 20 %; cela signifie que cette puissance d'achat ne peut plus détourner de la production avantageuse et porter vers la production désavantageuse les 80 ouvriers d'auparavant, et qu'elle ne peut en détourner que 40. La nouvelle situation des choses sera exprimée en numéraire de la façon suivante : le travail des 200 ouvriers est acheté maintenant pour 40,000 roubles, c'est-à-dire le travail de chaque ouvrier pour 200 roubles; il est évident que pour 8,000 roubles on ne peut louer que 40 ouvriers. Les 160 ouvriers qui restent seront loués en vue de la pro-

Digitized by Google

duction avantageuse, pour les 32,000 roubles qui restent. Pendant la première année il n'existe que 5,000 tchetverts de froment à vendre et les ouvriers ont 40,000 roubles pour payer cette quantité de blé ; ainsi le prix du froment sera de 8 roubles par tchetvert. Jusque là les ouvriers n'ont encore rien gagné, et le capital du pays ne s'est pas accru. Mais, pendant cette année, 160 ouvriers et non 120, comme auparavant, s'occupèrent de la production du froment ; si 120 ouvriers produisaient 5,000 tchetverts, 160 produiront 6,000 (*).

Ainsi, il y aura maintenant, non 28 comme auparavant, mais 30 tchetverts de froment par ouvrier ; nous avons vu que c'est précisément le froment, et non le numéraire, qui constitue ce que la science appelle le capital. De sorte qu'une année après l'arrivée de l'étranger avec ses 20,000 roubles, le capital s'est accru, c'est-à-dire que le travail de ce pays a reçu un meilleur entretien et que les procédés de production se sont améliorés ; en d'autres termes : des perfectionnements se sont opérés dans l'agriculture, le sol est mieux engraissé, de meilleures charrues ont été adoptées, le bétail de travail a été amélioré, en un mot, le bien-être du pays s'est accru.

(*) Nous ne mettons que 6,000 et non 6,666. comme cela devrait être d'après la proportion exacte ; nous suivons, en ce cas, les principes de Malthus et de Ricardo, qui démontrent que la masse des produits agricoles s'accroît moins rapidement que la masse des forces ouvrières tournées vers l'agriculture. Quand nous exposerons les théories de Malthus et de Ricardo, nous verrons, cependant, que l'influence de ce principe est équilibrée et parfois même surpassée par l'influence d'autres conséquences, liées à l'agrandissement de la population, et que si 120 ouvriers produisirent 5,000 tchetverts, 160 ouvriers doivent produire, non 6,000 tchetvers, ni même 6 666, mais 7 ou 8 mille tchetverts. Mais nous n'avons pas encore le droit d'accepter un tel raisonnement, sans en avoir exposé les bases.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

D'où provient ce changement vers l'amélioration, cet accroissement du capital, qui amène toujours l'accroissement de la quantité des produits? Est-ce, à proprement parler, de l'arrivée du numéraire? Non, c'est seulement et rigoureusement de l'augmentation proportionnelle de la puissance d'achat tournée vers la production avantageuse, et de la diminution proportionnelle de la puissance d'achat tournée vers la production désavantageuse. Là est la chose essentielle. Quant à l'arrivée du numéraire, elle n'était que le symptôme; symptôme qui peut accompagner le changement vers le bien, mais qui pouvait également accompagner un changement vers le mal. Pour voir comment il pouvait accompagner un changement vers le mal, il nous suffit de supposer que l'étranger apporte ses 20,000 roubles, non dans l'intention de s'occuper d'agriculture, mais pour construire une orangerie, par exemple, c'est-à-dire en vue de la production désavantageuse pour la société. Qu'arrivera-t-il alors?

D'abord, 12,000 roubles étaient fixés pour les ouvriers agricoles. Ces 12,000 y restent comme auparavant; 2,000 roubles sont ajoutés aux 8,000 qui, autrefois, détournaient les ouvriers vers la production désavantageuse. Ainsi, de 40,000 roubles formant à présent la puissance d'achat, 28,000 roubles, c'est-à-dire 70 % (au lieu des 40 % d'auparavant), sont tournés vers l'achat du travail pour la production désavantageuse, et pour la production avantageuse il ne reste que 30 % de la puissance d'achat; puisque 40,000 roubles sont payés à 200 ouvriers, chaque ouvrier est donc loué pour 200 roubles; de sorte que 12,000 roubles fixés pour l'agriculture ne peuvent

Digitized by Google

occuper que 60 ouvriers. Si 120 ouvriers produisaient auparavant 5,000 tchetverts, 60 ouvriers ne produiront à présent que 3,000 tchetverts (*). Il en résulte qu'il n'existe que 15 tchetverts de froment par ouvrier, au lieu des 25 d'auparavant. Ainsi, l'arrivée de l'étranger avec 20,000 roubles, a causé la diminution du capital de la société, laquelle, par conséquent, est devenue plus pauvre.

Nous voyons que l'augmentation du numéraire peut causer la diminution du capital d'un pays; la diminution du numéraire peut causer, au contraire, l'augmentation du capital. En effet, supposons que les hommes qui disposaient autrefois de 8,000 roubles afin d'acheter le travail destiné à la production désavantageuse, aient perdu 5,000 roubles, plus de la moitié de leur fortune, de sorte qu'il ne leur reste que 3,000 roubles, au lieu des 8,000 roubles d'auparavant. En ce cas, au lieu de 20,000 roubles qu'elle avait, la société n'aura que 15,000 roubles. Cette somme achètera le travail des 200 ouvriers, et, par conséquent, chaque ouvrier ne recevra que 75 roubles au lieu des 100 roubles d'auparavant. Mais la perte du numéraire n'a pas causé la diminution de la quantité de froment produite par la récolte précédente, et pour 15,000 roubles les ouvriers achèteront les mêmes 5,000 tchetverts; ils n'ont rien perdu parce que les hommes qui les avaient jadis loués pour le travail désavantageux, ont perdu 5.000 roubles; au contraire, ils gagneront bientôt à cause de cette perte. En effet, pour 3,000 roubles, en comptant 75 roubles par tête, on ne peut

(*) Nous mettons 2,000 et non 2,500, suivant toujours le principe de Malthus et de Ricardo.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

louer pour le travail désavantageux que 40 ouvriers ; or pour les 12,000 roubles restants, au moyen desquels les ouvriers sont loués pour le travail avantageux, on pourra louer (à raison de 75 roubles par tête) 160 hommes ; et si 120 ouvriers s'occupant d'agriculture produisaient auparavant 5,000 tchetverts, 160 ouvriers produiront 6,000 tchetverts ; et pour l'année prochaine, la société aura 30 tchetverts de froment par ouvrier, au lieu des 25 tchetverts d'auparavant. Nous voyons donc que la perte des 5,000 roubles qu'ont subi les gens qui louaient des ouvriers pour le travail désavantageux, a causé une augmentation du capital de la société, une augmentation tout-à-fait égale à celle causée par l'arrivée des 20,000 roubles apportés par l'étranger, afin de louer des ouvriers pour le travail avantageux.

L'important n'est pas dans l'augmentation ou dans la diminution de la somme d'argent qui se trouve dans la société ; l'important n'est que dans le changement de la proportion entre la puissance d'achat des hommes qui ont besoin de travail avantageux, et la puissance d'achat de ceux qui ont besoin de travail désavantageux.

Toute cette longue étude n'est que le développement de cette phrase de Mill : « le capital, ce n'est point le numéraire, mais les produits employés à la production, » phrase qui renferme un des principaux théorèmes de la théorie de Smith. Nous espérons que cette étude aura concouru à fortifier la pensée du lecteur dans la notion scientifique du capital. Si nous n'avons pas tort d'espérer cela, le lecteur est, en ce cas, suffisamment récompensé pour l'ennui que ces pages auront pu lui causer. Etablir dans son esprit une idée précise sur le sens scientifique

Digitized by Google

du terme capital, c'est une chose de la plus haute importance; celui qui en est bien pénétré, est presque sorti, selon la métaphore de Mill, des ténèbres des erreurs mercantiles qui dominent le langage familier, pour entrer dans la lumière des saines conceptions économiques.

Nous nous sommes par trop longtemps arrêté sur l'analyse de la notion scientifique du capital; mais nous n'avons pas encore touché à la polémique que l'on soutient pour ou contre le capital dans le sens du langage familier, dans le sens tout-à-fait distinct de celui de la science, et souvent (même presque toujours) tout-à-fait contraire à ce dernier; nous n'avons pas touché à cette polémique où, sous le nom de capital, on entend l'argent et les papiers de crédit, où, pour être plus précis, on entend sous cette dénomination certains hommes possédant une grande quantité de numéraire et de fonds publics. Nous ajournons l'examen de cette polémique jusqu'à nos observations sur les sections de l'ouvrage de Mill où il sera question du profit que reçoivent les capitalistes et les patrons des établissements industriels (*profit*), de l'intérêt (*interest*), de la monnaie métallique et des signes de crédit (livre I, chap. xv; livre III, chap. vii-xii et chap. xxiii).

Nous aurons encore l'occasion de nous retourner vers la question suivante : pourquoi l'apparition des capitalistes étrangers ou de leurs agents, n'apportant avec eux que des signes de crédit ou de la monnaie métalique, amène presque toujours l'augmentation du capital du pays et presque jamais sa diminution, quoique l'argent en soi ne soit point un capital et quoique, comme nous l'avons vu, l'arrivée de l'argent puisse servir également

Digitized by Google

à l'augmentation et à la diminution du capital. Tout cela sera éclairci dans la section relative à l'importation de la monnaie, au commerce extérieur et à la répartition des métaux précieux dans le monde commercial (livre III, chap. XIX-XXI).

Digitized by Google

TRAVAIL ET CAPITAL

CONSIDÉRES COMME ÉLÉMENTS DE LA PRODUCTION

DÉDUCTION GÉNÉRALE DE LA PARTIE PRÉCÉDENTE

1. Les objets et les phénomènes produits par la nature elle-même, sans le concours de l'homme, se montrent insuffisants en quantité ou en qualité pour satisfaire les besoins humains; de là naît la nécessité pour l'homme de diriger, par sa propre activité, les forces et les corps de la nature, de telle sorte qu'ils puissent produire des phénomènes correspondant aux besoins de son organisme. Cette activité se nomme travail. (Mill, liv. I, chap. I, § 1-3, p. 47-52).

2. Cette définition du travail, comme activité, ayant pour condition la production d'objets et de phénomènes extérieurs, expose le côté objectif du travail; mais, comme toute activité humaine, le travail a aussi un côté subjectif. En envisageant le travail par rapport aux fonctions organiques, nous trouvons que cette activité constitue la fonction du cerveau (travail intellectuel) et des muscles (travail physique), tout comme la digestion

Digitized by Google

constitue la fonction de l'estomac. Or, un caractère général des fonctions qui résultent de la structure des organes, c'est que l'activité organique fait plaisir à l'organe. S'il arrive que le travail soit désagréable, cela provient, malgré sa nature, de l'influence de circonstances défavorables à l'activité des muscles et du cerveau ; des cas pareils sont la violation de l'état normal (sur le caractère désagréable du travail, p. 116-127).

3. La notion complète du travail sera donc celle ci : Le travail est l'activité du cerveau et des muscles, activité qui constitue un besoin naturel et inhérent à ces organes, y occasionne une sensation agréable, et a pour résultat extérieur de mettre les forces et les corps de la nature en état de produire des objets et des phénomènes propres à satisfaire les exigences de l'organisme humain.

4. Le cerveau et les muscles prennent toujours part à tout travail ; il n'y a donc pas de travail exclusivement intellectuel, ni exclusivement physique : tout travail est un travail physico-intellectuel. La distinction du travail intellectuel et du travail physique n'a pas d'autre signification que celle-ci : c'est que dans l'un d'eux le rôle principal appartient au cerveau, tandis que dans l'autre ce rôle appartient aux muscles ; mais cette prédominance d'un élément n'est pas l'exclusion de l'autre : l'activité cérébrale demande toujours un certain concours des muscles, et l'activité musculaire est toujours sous la direction du cerveau (*).

(*) Pris à la lettre, ce dernier membre de phrase pourrait être considéré comme émettant une grossière erreur physiologique, puisqu'un grand nombre de mouvements musculaires ne sont nullement sous la direction du cerveau, mais sous celle des deux autres centres nerveux, la moëlle épinière et le grand sympathique. Mais il est bien entendu, que dans tout ce passage de

Digitized by Google

5. D'après la diversité des buts que le travail se donne, celui-ci se divise en branches parfaitement distinctes, de manière que les lois et les conditions de chacune de ces branches forment l'objet d'une science à part; ainsi, le travail dirigé vers la conservation ou le rétablissement de la santé, constitue l'objet de la science médicale; le travail dirigé vers la défense des droits de l'homme, constitue la science juridique. L'Économie politique a pour objet celle des branches du travail qui est portée vers la satisfaction des besoins matériels de l'organisme humain. Lorsque l'économie politique dit tout simplement « travail », il faut entendre par là exclusivement la branche de travail portée vers la satisfaction des besoins matériels de l'homme.

6. Cette branche de travail, que nous appelons, pour être bref, tout simplement « travail », se subdivise à son tour en diverses catégories, d'où naissent plusieurs classifications du travail selon les points de vue auxquels il est envisagé. Si nous fixons notre attention sur la question de savoir comment certaine forme spéciale du travail se rapporte à la production de l'objet apte à satisfaire des besoins, nous verrons alors que certaines formes du travail sont employées directement à l apprêt définitif de l'objet consommé par nous; c'est le travail directement porté vers la production de cet objet, ou le travail direct. Les autres formes du travail sont employées à la préparation ou des matières premières façonnées par le travail

M. Tchernychewsky, il s'agit exclusivement de l'activité musculaire qui se manifeste dans le travail, la seule dont la science économique ait à s'occuper; or, dans le travail, les mouvements automatiques eux-mêmes, c'est-à-dire les mouvements réflexes auxquels donne lieu une longue habitude d'un même et constant exercice corporel, reçoivent toujours, pour la « mise en train», l'impulsion première de la volition, laquelle a son siége exclusif dans les cellules cérébrales. C. D. P.

Digitized by Google

direct, ou des instruments et des forces au moyen desquels il fonctionne, ou des accessoires qui lui sont nécessaires, ou à rendre l'ouvrier apte au travail, ou à créer les objets nécessaires à l'entretien de l'ouvrier; c'est le travail concourant indirectement à la production de l'objet, le travail indirect (ch. II, §§ 1-7, p. 55-69 et « La revue de la partie traitant du travail, » p. 128). Les notions liées à cette classification sont assez connues de quiconque appartient à la partie instruite de la société, et pour cette raison nous n'avons pas besoin d'insister sur elles.

7. Nous devons dire absolument la même chose d'une autre classification qui divise le travail d'après les qualités extérieures des objets qu'il produit; quand il arrive que les produits sont des objets matériels ou, pour être plus précis, des objets qui peuvent être conservés un temps assez long, le travail porte le nom de productif; mais quand le travail ne produit que des phénomènes disparaissant au moment même de leur apparition, le travail est nommé improductif (chap. II, §§ 1-4, p. 137-139).

8. Ces deux classifications sont justes et ont une certaine importance; mais incomparablement plus importante est la classification basée sur l'examen du rôle économique auquel les produits sont aptes, basée sur la distinction des produits d'après les qualités qui se présentent au point de vue économique comme essentielles et intrinsèques. Il y a des produits qui sont propres à servir à une nouvelle production; par le travail qu'on y consacre, le bien-être social se maintient et s'accroît; pour cette raison, le travail consacré à la production de ces objets est appelé par nous : travail avantageux pour

Digitized by Google

la société, ou tout simplement travail avantageux. (La science considère tous les objets du point de vue de l'humanité, du point de vue social, et il va sans dire que si elle parle de l'avantage, à moins qu'une explication positive vienne limiter le sens du mot, c'est l'avantage de la société qu'il faut entendre par là). Il y a d'autres produits qui ne sont pas aptes à servir à la continuation de la production; et pour cette raison, tout le travail consacré à produire ces objets est perdu pour le bien-être matériel de la société, et tout l'entretien de ce travail, tous les matériaux et instruments, disparaissent pour toujours de la somme des moyens dont dépend le bien-être social ; ce travail doit être nommé désavantageux. (Production et consommation avantageuses et désavantageuses pour la société, p. 93-115).

9. La classification du travail d'après son avantage ou son désavantage pour la société, ne coïncide pas — bien loin de là — avec la division ordinaire du travail en productif et improductif. Certaines catégories du travail improductif, c'est-à-dire du travail qui n'a pas pour produits des objets matériels, sont avantageux, par la raison qu'elles créent les forces et les conditions indispensables pour la production; tel est, par exemple, le travail porté vers le perfectionnement intellectuel et moral de l'homme. En revanche, il existe un grand nombre de catégories de travail productif qui sont désavantageuses pour la société, par exemple le travail consacré à la production des objets de luxe et, en général, tout travail nuisible aux forces physiques, intellectuelles et morales de l'homme qui s'en occupe, puisque le travail de ces catégories a pour résultat, non l'augmentation, mais la diminution des moyens qui donnent à la

Digitized by Google

société le bien être matériel, c'est-à-dire la diminution du bien-être social lui-même. Cette classification du travail est, au contraire, intimement liée à la classification habituelle de la consommation en productive et improductive; est avantageux, le travail dont les produits sont propres à être consommés productivement; est désavantageux, le travail dont les produits ne sont propres qu'à être consommés improductivement.

10. Ainsi d'après leurs qualités intrinsèques, d'après leur caractère essentiel, les produits du travail avantageux (forces physiques, intellectuelles ou morales de l'homme, ordre social naissant du bon état de ces forces, instruments et matériaux de production, objets propres à l'entretien des ouvriers) doivent être destinés à la consommation productive. Atteignent-ils cette destination réclamée par leurs qualités intrinsèques, cela dépend de diverses conditions et circonstances dont les plus importantes sont toujours les institutions sociales (les lois). La partie des produits du travail avantageux, qui n'atteint pas ce but essentiel, qui est détournée vers la consommation désavantageuse, est perdue pour le bien-être social tout comme les produits du travail désavantageux. La partie qui atteint la destination conforme à ses qualités économiques fondamentales, la partie qui est effectivement employée à la consommation productive, porte le nom de capital.

11. Le travail est le seul élément de la production qui se trouve au fond de l'organisme humain ; c'est pourquoi, au point de vue humain, tous les produits doivent être considérés comme produits exclusifs du travail. Suivant le rigoureux ordre systématique des dées, la notion de la rémunération du travail se rap-

Digitized by Google

porte plutôt à la théorie de la distribution qu'à celle de la production. Mais l'abandon des procédés rigoureusement scientifiques dans l'exposition de la théorie économique, abandon qui est commun à tous les disciples de l'école de Smith et qui consiste en ce qu'on analyse les phénomènes secondaires, au lieu d'analyser les phénomènes fondamentaux, a amené Mill, dans la théorie de la production, vers la notion de la rémunération; et nous aussi, nous devons toucher ce côté de l'objet, dont nous ne devrions parler que beaucoup plus loin, dans la seconde et la troisième partie du traité, dans la théorie de la distribution et de l'échange. Du point de vue de l'homme, le produit tout entier doit son existence au travail, et, par conséquent, il doit appartenir à ce même organisme qui l'a créé par son travail. Si le produit n'est pas créé par le travail d'un seul, mais si beaucoup d'organismes humains ont pris part à sa création, le produit doit être distribué parmi eux proportionnellement à la quantité de travail mise par chacun dans la création du produit. Nous ne notons cela qu'en passant, pour prévenir le lecteur sur le caractère de l'exacte théorie scientifique de la rémunération; quant à l'exposition de la théorie elle-même, nous l'ajournons jusqu'aux parties du traité auxquelles rigoureusement elle appartient. (Revue de la partie traitant du travail, pages 128-142).

12. Le produit est créé par l'union de trois éléments fondamentaux ; un des éléments lui est fourni par l'organisme humain, tandis que les deux autres le sont par la nature extérieure; ainsi, le produit naît de la matière première, des forces de la nature qui transforment cette matière, et du travail qui dirige l'activité des forces na-

Digitized by Google

turelles de manière à donner à la matière les modifications nécessaires pour que l'homme puisse s'en servir. Lorsque les objets extérieurs et les forces de ces objets participant à la création d'un produit, ne proviennent pas du travail, mais sont donnés spontanément par la nature seule, ils n'entrent pas alors dans le calcul économique. Comme exception à ce principe essentiel, se présentent les cas où les matières et les forces naturelles existant indépendamment du travail, sont fournies par la nature, ou en quantité qui leur permette d'être appropriées par des individus, ou même en quantité moindre qu'il n'en faut aux hommes; en ce cas, dans un certain état social, naît le monopole de ces objets et de ces forces (chapitre I, § 4). La notion du monopole ne se rapporte pas précisément à la production, mais à la distribution et à l'échange, et nous ne la citons ici que préalablement, en renvoyant, aux parties du traité auxquelles elle se rapporte, l'examen du rôle économique de ce phénomène et la question de savoir si ce phénomène est ou n'est pas conforme avec les besoins de l'homme et avec le calcul économique. A part ces cas faisant exceptions au principe fondé sur la nature des choses, à part ces exceptions appelées monopoles, les objets extérieurs et les forces des objets extérieurs n'entrent dans le calcul économique qu'à la condition d'être produits par le travail, et doivent entrer dans ce calcul proportionnellement à la quantité de travail employée pour leur création.

13. Ainsi, la théorie économique laisse, aux sciences naturelles et à leurs applications technologiques, l'étude des corps et des forces de la nature extérieure propres à la production, et elle-même ne s'occupe que du travail et de ses rapports avec la nature extérieure; elle n'envi-

Digitized by Google

sage les corps et les forces de la nature extérieure que pour autant qu'ils se manifestent comme produits du travail; mais, même dans ces cas, elle ne fixe son attention que sur le rôle qu'ils jouent dans le calcul économique du travail.

14. Il en résulte que les recherches de la théorie économique ont pour objet le travail sous deux formes. De l'une de ces formes, où il se présente comme activité productrice, nous avons déjà parlé. A présent, nous devons jeter les yeux sur la seconde forme du travail, où celui-ci, s'étant réalisé en produits matériels qui concourent à la production ultérieure, se nomme capital. Il est extrêmement important pour celui qui désire avoir des opinions justes à propos des phénomènes économiques, de se raffermir dans la notion scientifique du capital, considéré comme masse des produits aptes à la production et qui y sont effectivement employés, et de purifier sa pensée de l'influence de tous les faux jugements inspirés par la confusion de la notion scientifique du capital avec les nuances mercantiles de la signification de ce mot dans le langage familier (Mill, liv. I, ch. IV, p. 151-158, et l'analyse de la notion du capital, p. 200-219).

15. Après nous être raffermis dans la notion scientifique du capital, il nous sera facile d'apercevoir la justesse du théorème fondamental de la théorie du capital, disant que l'importance de la production dans un pays donné est déterminée par l'importance du capital existant dans ce pays, c'est-à-dire, par la quantité des produits consacrés à la production. On ne peut augmenter la production d'un pays, base de son bien-être, sans augmenter le capital, ou en d'autres termes, sans augmenter la masse des produits soit consommés par les ouvriers,

Digitized by Google

soit employés à la production sous forme d'instruments et de matériaux (chap. v, § 1, p. 159). On peut atteindre ce but (sans compter le perfectionnement des procédés de production qui forment l'objet de la technologie), par trois moyens, qui tous appartiennent au domaine de la théorie économique. On peut l'atteindre: premièrement, par la diminution de la proportion des produits propres à devenir du capital, mais qui sont détournés de cette destination, autrement dit, par la restriction de la consommation improductive et par le transport des bras du travail désavantageux vers celui qui est avantageux (analyse de la notion du capital, p. 221-228); secondement, en donnant à l'ouvrier le moyen d'employer, à la production d'objets de ménage, les moments que sa profession principale laisse inoccupés (note, p. 161 et 162); troisièmement, par l'excitation d'une plus grande énergie dans le travail, énergie qui est toujours proportionnelle à l'excellence des institutions sociales et à la part de produit qui va dans les mains de l'ouvrier (les 3 notes des pages 172-177, et le complément de la note de Mill, p. 178-180).

16. Quand on a clairement compris les rapports de la production avec la consommation, quand on a compris que la consommation des ouvriers peut s'élever à un bien plus haut degré qu'elle ne l'est à présent, et que chaque accroissement de leur consommation sera toujours accompagné de l'accroissement de la production, il ne reste alors aucun doute que la consommation improductive, c'est-à-dire la consommation des produits du travail par des personnes qui n'ont pas mis leur travail dans cette production, cause un dommage à la société, et que tout amoindrissement de la consomma-

Digitized by Google

tion improductive mène à l'accroissement de la production (chap. v, § 3, p. 162-165, et analyse de la notion du capital, p. 221-230).

17. Que la terminologie adoptée par l'école de Smith n'est pas satisfaisante, c'est ce que l'on voit, d'ailleurs, par le terme au moyen duquel cette école caractérise la voie de formation du capital : il est admis, dans l'école de Smith, que le capital se forme par l'épargne, tandis qu'en réalité l'action de la consommation productive y est beaucoup plus forte que l'épargne toute simple; l'école de Smith est forcée d'expliquer constamment que, dans sa théorie, le mot « épargne » est employé au lieu de l'expression « consommer productivement ». Le pays ne soutient ou n'augmente son bien-être que par la rapide consommation productive du capital, ou, pour être plus précis, par la durée et le développement continus du travail avantageux (chap. v, §§ 4 7, p. 166-173).

18. Tout accroissement, même momentané, de la consommation improductive au détriment de la consommation productive, ou tout accroissement du travail désavantageux, cause au pays un dommage beaucoup plus grand que la déperdition de la somme de produits ainsi détournés de la consommation avantageuse vers la consommation désavantageuse ; et cela parce que ce fait, sans parler du travail effectué qu'il anéantit, enlève les moyens nécessaires à la continuation du travail avantageux, ce qui est plus important encore. Ce n'est pas seulement la récolte déjà mûre qui périt par là ; le sol lui-même, qui donne la récolte, est détérioré; et les semences, d'où doivent pousser les récoltes futures, sont détruites (chap. v, § 8, p. 173-182).

19. Si l'exacte notion scientifique du capital existe

Digitized by Google

dans notre esprit comme quelque chose de clair et de stable, il nous sera dès lors très-facile de comprendre que le travail est entretenu par le capital (c'est-à-dire par les produits employés à l'entretien du travail), et non par la demande des produits créés par ce travail même; et que la demande des marchandises ne détermine pas la quantité de travail, ou, en d'autres termes, ne détermine pas le nombre général d'ouvriers occupés au travail productif et approvisionnés par le paiement du susdit travail, mais qu'elle détermine seulement la proportion suivant laquelle ce nombre d'ouvriers est réparti entre les productions des diverses marchandises (ch. v, § 9, p. 183-185).

20. De ce que la demande de marchandises n'augmente pas le bien-être des ouvriers, il résulte directement que l'opinion extrêmement répandue, qu'une certaine classe de la société peut être utile aux autres classes ou à la nation entière par sa consommation, est tout-à-fait fausse. Non, la consommation n'est utile à personne, si ce n'est au consommateur. Un homme peut être utile aux autres, non par sa consommation, mais seulement par sa production. Si la consommation sert à certain homme ou à certaine classe comme source de la production (consommation productive, ou, autrement dit, transformation des produits en capital), cette consommation, menant vers l'accroissement de la production, est effectivement avantageuse pour le bien être social. Mais la consommation improductive n'a point pareil effet : elle est une perte absolue, et, pour cette raison, l'impôt qui a pour résultat la diminution de la consommation improductive, tel, par exemple, que l'impôt sur les revenus en Angleterre, ne diminue point le capital, mais souvent

Digitized by Google

l'augmente, n'est pas nuisible, mais utile pour les classes ouvrières (chap. v, § 10, p. 185-187).

21. La question de l'influence des machines sur le sort de la classe ouvrière, donne une importance pratique à la subdivision du capital en capital circulant, consommé et reproduit par une seule opération de la production, et en capital fixe, servant à une longue série de ces opérations, de manière qu'il n'en est reproduit par chacune d'elles qu'une certaine partie, partie très-petite parfois. La partie principale du capital circulant consiste dans l'approvisionnement des ouvriers. Si le capital fixe s'accroît au détriment du capital circulant, cela signifie que la somme d'approvisionnements, qui était annuellement consommée et reproduite par les ouvriers, est reproduite en quantité moindre qu'auparavant. De là il résulte que, sans dommage aux ouvriers, il ne peut entrer dans le capital fixe, que le superflu de nouvelles épargnes annuelles, qui restent après la reproduction complète du capital circulant d'auparavant, plus les pour-cents correspondant à l'augmentation de la population du pays (chap. vi, p. 188-199).

22. Si pour exposer les idées que nous venons de passer en revue, il nous a fallu 232 pages au lieu d'une trentaine, c'est à cause des procédés insuffisants de l'examen superficiel auquel Mill se borne, en considérant les phénomènes économiques comme ils se présentent sous l'aspect mercantile de l'échange par l'intermédiaire de l'argent, ou bien en confondant les formes passagères de l'organisation économique avec l'essence fondamentale des phénomènes qui passent aujourd'hui par ces formes-ci dans certains pays, par ces formes-là dans d'autres pays, et qui ont passé par d'autres formes

Digitized by Google

encore aux temps passés. Cette confusion de la chose essentielle avec les symptomes superficiels, rend très-souvent les écrivains de l'école de Smith tellement diffus, que pour les débrouiller il faut remplir beaucoup de pages. Mais ces longs débrouillements ne peuvent être nécessaires que pour ceux qui ne sont pas complètement accoutumés au procédé fondamental et à l'idée dominante de la théorie de Smith, idée à laquelle l'école qui se donne comme école de Smith, n'est pas toujours fidèle. Le procédé fondamental, dont l'établissement dans la science constitue un des titres de gloire d'Adam Smith, consiste en ceci : que les phénomènes économiques, ayant dans l'organisation actuelle un aspect très-compliqué, sont décomposés en éléments des plus simples, qui forment la base de ces phénomènes et en constituent l'essence. L'idée dominante de la science, que l'on trouve au moyen de ce procédé, consiste en ceci : que du point de vue humain le travail est considéré comme la source unique de la production. L'autre élément, par lequel l'homme peut participer à la production, le capital, n'est qu'une modification du travail et, de plus, une modification extrêmement passagère; il disparaît très-rapidement, il n'est soutenu que par le travail, qui doit sans cesse le reproduire; et il n'a, par nature, aucune indépendance du travail, qui seul le crée et le conserve. D'où il est aisé de voir, que toute prétention d'attribuer au capital, non la prépondérance sur le travail, mais seulement une ombre d'indépendance, doit être considérée comme une déviation de l'ordre économique normal. Par son origine, tout autant que par les conditions nécessaires à la prolongation de son existence, essentiellement le capital n'est rien qu'une chose dépendante du travail.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII

DE LA COOPÉRATION OU COMBINAISON DU TRAVAIL

§ 1. — Dans l'énumération des circonstances qui affectent la puissance productive du travail (*), nous en avons omis une, voulant, à cause de son importance et des motifs qu'elle offre à de sérieuses discussions, la traiter séparément : cette circonstance est la coopération ou la réunion des efforts d'un certain nombre dans un but commun.

Ce puissant auxiliaire de la production n'a été envisagé sérieusement par les économistes que sous une seule de ses faces, la division du travail. M. Wakefield, dans ses notes à l'édition de M. Ad. Smith, qui porte son nom, est le premier qui ait remarqué que jusque-là on avait pris, au grand détriment de la science, la partie pour le tout ; que sous la division du travail se trouve un principe fondamental d'économie politique qui la comprend d'elle-même.

(*) Dans le chapitre VII, dont nous avons considéré la reproduction comme inutile, il s'agit des diverses circonstances, provenant soit de la nature extérieure, soit des qualités du travailleur, soit de l'ordre social, et rendant le travail plus efficace. A. T.

Digitized by Google

« La coopération, dit-il, est de deux genres distincts : 1° la coopération qui a lieu quand plusieurs personnes s'entr'aident dans la production d'un certain produit ; 2° celle qui a lieu quand on s'entr'aide dans la production de produits différents. C'est la coopération simple et la coopération complexe.

« L'avantage de la coopération simple peut se démontrer par l'exemple de deux lévriers qui, courant ensemble, prendront plus de lièvres que quatre lévriers courant chacun pour son compte. Dans un grand nombre d'opérations exécutées par le travail des hommes, il est hors de doute que deux hommes, travaillant ensemble, feront plus que quatre et souvent même que quatre fois quatre hommes travaillant séparément. Il est des opérations qui seraient presque impossibles à un seul homme, et deviennent faciles à plusieurs ouvriers réunis. De ce genre sont l'abattage des arbres dans les forêts, le déplacement de lourds fardeaux, le sciage des bois, le fanage opéré en un temps donné, le travail à bord d'un navire pour carguer ou larguer les voiles, l'érection d'échafaudages, la préparation des pierres pour qu'une route soit constamment tenue en bon état : toutes ces opérations simples et des milliers d'autres ne peuvent avoir lieu qu'à condition que plusieurs personnes travaillent ensemble, dans un même lieu, dans un même temps et sous une même direction.

» Les sauvages de la Nouvelle-Hollande n'appliquent jamais ce principe de l'assistance mutuelle, même dans les opérations les plus simples. Aussi leur condition est-elle à peine supérieure, et en quelques cas est-elle même inférieure, à celles des bêtes sauvages que parfois ils parviennent à tuer. Qu'on se figure les ouvriers d'Angleterre refusant tout-à-coup de s'entr'aider dans leurs travaux, on concevra à la fois tous les avantages de la coopération. Dans un grand nombre d'opérations, le produit du travail est proportionnel à cette assistance mutuelle. Elle est le premier pas du progrès social. Le second se fait quand un nombre de travailleurs ayant combiné leurs efforts pour produire plus de subsistances qu'ils n'en peuvent consommer, un nombre d'autres travail-

Digitized by Google

leurs songent alors à produire plus d'habits qu'il ne leur est nécessaire et avec le surplus d'habits à acheter le surplus d'aliments produits par le premier groupe ; si bien que les uns et les autres, s'ils produisent plus qu'ils ne peuvent consommer, réalisent par cet échange un certain capital au moyen duquel de nouveaux ouvriers peuvent, à leur tour, produire et échanger. » Ainsi à la coopération simple se trouve substituée la coopération complexe de M. Wakefield. L'une est la réunion de plusieurs ouvriers qui s'entr'aident dans une besogne spéciale ; l'autre est la réunion d'ouvriers de spécialités diverses qui s'entr'aident par la division des opérations.

« Il y a une distinction importante à établir entre la coopération simple et la coopération complexe. Tous ceux qui pratiquent la première ont conscience de l'assistance mutuelle qu'ils se rendent ; le plus ignorant le comprend et le sent aussi bien que le plus intelligent. Peu de travailleurs, au contraire, ont conscience de la coopération complexe. On comprend la cause de cette différence. Quand des hommes sont occupés à soulever ensemble un fardeau, l'assistance mutuelle qu'ils se rendent est palpable. C'est un fait que la vue seule peut concevoir. Mais quand ces hommes sont séparés, quand chacun travaille de son côté et à des œuvres diverses, il faut une opération de l'esprit, un jugement réfléchi pour comprendre qu'ils coopèrent, qu'ils se prêtent assistance mutuelle dans le grand acte de la production commune. »

Dans l'état actuel de la société, l'élevage et l'engraissement des moutons est l'occupation d'un groupe, d'une classe d'hommes ; le lavage et la préparation de la laine est celle d'une autre classe ; la filature, le tissage, la teinture, la fabrication des habits, sont autant d'opérations livrées à des ouvriers différents, sans parler encore des transporteurs, des marchands, des facteurs, des boutiquiers, mis en mouvement à chacune des opérations distinctes ci-dessus énumérées. Toutes ces personnes inconnues les unes aux autres, et sans aucune intelligence entre elles, coopèrent cependant à la production d'un produit dernier, *un habit*. Mais là ne se borne pas le nombre des coopérateurs, car chacun d'eux exige des

Digitized by Google

aliments, des objets de consommation de toute espèce ; et à moins qu'il n'ait compté sur la coopération d'autres travailleurs pour se les procurer, il n'aurait, certes, pas employé tout son temps, tous ses efforts à l'une des opérations ci-dessus indiquées et nécessaires à la confection d'un habit. Tous ceux donc qui ont coopéré à produire la nourriture et à construire les logements de cette série de producteurs, quelque éloignés qu'ils soient de cette pensée, ont combiné leurs efforts avec ceux de ces premiers, ils ont coopéré à l'acte de la production de l'habit. C'est par un concert réel, bien que sous-entendu, que le groupe qui produit plus d'aliments qu'ils n'en consomme, peut échanger son surplus avec le groupe qui produit plus d'habits qu'il ne lui en faut; et si les deux groupes étaient séparés, soit par la distance, soit par toute autre cause, ils ne pourraient diviser en deux parties distinctes l'opération complète qui consiste à produire assez d'aliments et assez de vêtements pour tous, à moins de se reformer chacun en deux nouveaux groupes, chargés à leur tour de leur part dans l'opération.

§ 2. — L'influence exercée sur la production par la division du travail est plus fondamentale que le lecteur ne pourrait le supposer, d'après le mode dont ce sujet est en général présenté par les écrivains. Cette division n'a pas pour seul résultat l'avantage qui provient de la plus grande aptitude acquise par l'ouvrier dans une besogne spéciale sans cesse répétée ; la vérité est bien au delà. Sans la séparation des emplois, il est fort peu de produits qui pussent être confectionnés.

Supposons un groupe de personnes, un certain nombre de familles toutes employées précisément de la même manière ; chaque famille fixée sur son propre domaine, sur lequel son travail produit les aliments dont elle a besoin. Comme chaque famille en fait autant, aucune d'elles n'a de surplus à échanger, et elles produisent, en même temps que leurs aliments, les autres objets de leur consommation immédiate. Si, en pareilles circonstances, le sol est suffisamment fertile et que la population ne marche pas trop sur les talons de la subsis-

Digitized by Google

tance, il s'établira, cela va sans dire, quelques manufactures domestiques; — peut-être l'habillement de la famille sera filé et confectionné dans son sein, par le travail des femmes (premier pas dans la division du travail); sans doute aussi l'habitation, telle quelle, y sera construite par les efforts réunis de tous. Mais au delà de la nourriture (très-précaire aussi), de l'habillement grossier et de l'habitation bien imparfaite, il est impossible de demander rien à de tels travailleurs. Il leur faudrait des efforts surnaturels pour arriver à d'autres résultats. Leur puissance de production, même en ce qui concerne l'alimentation, serait bornée par l'imperfection de leurs instruments. — Il leur faudrait trop de temps, trop de fatigues, peut-être même des déplacements impossibles pour obtenir le moindre objet d'utilité ou de luxe. Il n'existerait donc, parmi une telle population, que très-peu d'industrie, et cette industrie serait bornée aux choses de première nécessité, par la simple raison qu'une fois les besoins satisfaits, comme nous supposons qu'ils le sont, il lui resterait peu de motifs de demander à la terre plus de produits, au travail plus d'objets de luxe ou d'agrément.

Mais supposons qu'il arrive un événement qui, dans les circonstances où se trouve notre petite colonie, pourrait passer pour une révolution : supposons qu'une compagnie d'ouvriers, munis de leurs instruments, et pourvus de moyens de se nourrir pendant un an, vienne à s'établir dans ce pays. Ces nouveaux colons vont s'occuper à la production d'articles d'utilité ou de parure, adaptés au goût de ce peuple simple ; et, avant que leur provision d'aliments soit épuisée, ils en auront produit une quantité considérable, qu'ils offriront en échange pour leur nourriture de l'année suivante. Cette simple circonstance va changer matériellement la position économique de la population agricole. Voici qu'elle a une occasion d'acquérir des objets de convenance ou de luxe; des objets que, si elle eût été laissée à elle-même, elle n'aurait jamais pu produire, lui deviennent accessibles, pour peu qu'elle augmente sa culture, qu'elle produise un peu plus d'aliments. C'est un encouragement à produire. Parmi les objets qui lui

Digitized by Google

sont offerts d'abord, il est probable que se trouveront en première ligne des outils perfectionnés. Si bien qu'en même temps qu'elle conçoit le désir de produire plus, elle reçoit les moyens de le faire efficacement. Les nouveaux colons constituent ce qu'on appelle *un marché* pour le surplus de nourriture produite, et leur arrivée a enrichi la contrée, non-seulement par les articles manufacturés qu'ils ont confectionnés, mais par la subsistance additionnelle qui, sans leur arrivée, n'eût pas été produite.

Cette doctrine n'est pas en contradiction avec le principe que nous avons posé, à savoir : qu'un marché pour des objets fabriqués ne constitue pas un emploi pour le travail. Le travail des agriculteurs, dans l'exemple ci-dessus, avait déjà son emploi. Ce n'est pas à la demande des nouveaux venus qu'ils doivent de pouvoir s'entretenir et vivre eux-mêmes. L'effet de cette demande est pour eux de donner à leur travail une plus grande énergie et plus d'efficacité ; de les stimuler à de nouveaux efforts par de nouveaux motifs. De leur côté, les nouveaux venus ne doivent pas non plus leur entretien et leur emploi à la demande des agriculteurs : avec une année de subsistance en réserve, ils auraient pu s'établir côte à côte près des anciens habitants, et comme eux produire directement, en la demandant à la terre, leur subsistance future. Cependant nous voyons de quelle suprême importance est à la puissance productive du travail l'existence d'autres producteurs, à part, et s'occupant d'un autre genre d'industrie. Sans la possibilité d'échanger les uns contre les autres des produits divers, la somme totale des produits serait extrêmement moins considérable. Quand s'ouvre un nouveau marché pour certain produit, et qu'en conséquence une plus grande quantité en est manufacturée, l'accroissement n'est pas toujours acheté au prix de quelque autre produit ; souvent c'est une création nouvelle, résultat d'un travail qui, sans cela, n'eût pas eu lieu ; ou bien d'une assistance donnée au travail par des perfectionnements, par des méthodes de coopération auxquelles on n'eût pas eu recours, s'il ne s'était trouvé un motif pour produire plus abondamment.

Digitized by Google

§ 3. — De ces considérations nous concluons qu'une nation ne saurait avoir une industrie agricole productive, à moins qu'elle ne possède de grandes villes, une population urbaine considérable, ou, ce qui revient au même, un commerce d'exportation de denrées alimentaires destinées à nourrir quelque autre nation. J'entends par population urbaine celle qui n'est point employée aux travaux agricoles. Peu importe qu'elle habite les villes, ou que, pour plus de commodité dans les échanges, elle vive dans les villages. L'application que fait M. Wakefield de cette vérité à la théorie de la colonisation a déjà excité l'attention, et est assurément destinée à l'exciter plus encore. C'est une de ces découvertes pratiques qui, une fois faites, paraissent si évidentes que leur mérite semble s'en amoindrir par cela même. M. Wakefield a été le premier à remarquer que le mode de colonisation suivi jusque-là, et qui consistait à placer sur le sol, à côté les unes des autres et chacune sur sa pièce de terre, un certain nombre de familles toutes occupées de la même façon, pouvait bien, dans des circonstances favorables, procurer à ces familles un grossier bien-être, une abondance relative des choses de première nécessité, mais ne pouvait donner l'essor à une production rapide. Son système, en conséquence, consiste à placer dans toute colonie nouvelle, en même temps que la population agricole, une population urbaine proportionnelle, et de rapprocher autant que possible ces populations l'une de l'autre, afin de constituer un marché pour leurs échanges. Le principe sur lequel est fondé ce système ne dépend d'aucune théorie relative à la faculté productive plus considérable de la terre mise en grande culture, et cultivée par des salariés. Supposant qu'il soit vrai que la terre produit plus quand elle elle est divisée en petites propriétés et cultivée par des paysans propriétaires, une population urbaine serait tout aussi nécessaire pour pousser ces propriétaires à cultiver mieux et à produire plus ; et s'ils étaient trop éloignés de cette population urbaine pour lui livrer leur excédant de production en échange de ses objets fabriqués, ni cet excédant, ni aucun équivalent à échanger contre cet excédant, ne seraient produits.

Digitized by Google

C'est surtout le défaut de population urbaine qui limite la puissance productive d'une contrée telle que l'Inde, par exemple. L'agriculture de l'Inde est basée sans exception sur le système de petite culture. Cependant l'assistance mutuelle y existe. Les institutions et les usages des villages, qui sont la base de la société indienne, stipulent pour les cas où la coopération est nécessaire. Lorsque la règle manque, le gouvernement s'interpose, et, au moyen des revenus publics, exécute, par le travail coopératif, les réservoirs, les digues, les travaux d'irrigation indispensables à tous. Et cependant les procédés et les instruments agricoles sont si défectueux que le produit du sol, en dépit de sa fertilité prodigieuse et d'un climat favorable à la végétation, est misérablement restreint, et que la terre pourrait, sans que le système de petite tenure fût abandonné, produire la subsistance d'un nombre d'habitants beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui. Mais il manque à un tel état de choses, le stimulant qu'une population urbaine nombreuse, rapprochée des centres agricoles, peut seule donner. Cette population, à son tour, ne se forme pas, parce que les besoins bornés et le peu d'énergie intellectuelle des agriculteurs et, jusqu'en ces derniers temps, l'insécurité de la propriété soumise à la rapacité fiscale et militaire, les empêchent de chercher à devenir consommateurs d'objets fabriqués. En pareilles circonstances, la meilleure chance que puisse avoir l'Inde de voir s'accroître ses ressources productives, est dans ses exportations en Europe, de coton, d'indigo, de sucre, de café, d'épices, etc. Les producteurs de ces articles sont consommateurs d'aliments produits par leurs propres concitoyens, et le marché, ainsi ouvert pour les excédants, donnera naissance, un bon gouvernement aidant, à des désirs, à des besoins nouveaux, pour la satisfaction desquels l'Europe sera mise à contribution, à moins que la population urbaine de l'Inde ne s'en charge à elle seule et ne s'accroisse en conséquence.

§ 4. — Ainsi, la séparation des emplois est le mode de coopération, le principe sans lequel ne pourraient exister les

Digitized by Google

premiers éléments de la civilisation industrielle. Mais quand cette séparation est complète, quand dans la pratique générale chaque producteur fournit à plusieurs autres un seul objet de consommation et qu'il reçoit lui-même de plusieurs autres les objets divers qu'il consomme, il existe des motifs, encore puissants, de pousser le principe à d'autres conséquences. On s'aperçoit que la puissance productive du travail s'accroit par une division de travail de plus en plus grande, par une séparation en parties de plus en plus distinctes de chacun des procédés d'une industrie, de façon à rétrécir de plus en plus le cercle des opérations confiées à chaque travailleur ; et bientôt on arrive à ces exemples remarquables de ce qu'on connait sous le nom de *division du travail* familiers aux économistes. L'exemple cité par Adam Smith, du fabricant d'épingles, est tellement frappant que je crois devoir le citer ici, bien qu'il soit connu de tout le monde. « Le travail du fabricant d'épingles se divise en 18 opérations distinctes. Un ouvrier étire le fil de laiton, un 2e le dresse, un 3e le coupe, un 4e l'affile, un 5e le prépare à recevoir la tête, un 6e, un 7e et un 8e donnent chacun une façon à cette tête, puis un autre se charge de la placer. Il faut ensuite blanchir ces épingles.... Enfin, il n'est pas jusqu'à piquer les épingles qui ne soit un métier séparé... J'ai vu une petite manufacture où dix ouvriers seulement étaient chargés de toutes les opérations, et où, en conséquence, certains d'entre eux en accomplissaient plusieurs, et bien qu'ils fussent très-pauvres et que leurs outils se ressentissent de cette pauvreté, ils pouvaient entre eux fabriquer environ douze livres d'épingles par jour. Or, une livre d'épingles en contient plus de 4,000 de grosseur moyenne. Ces dix ouvriers fabriquaient donc par jour plus de 48,000 épingles : c'était pour chacun d'eux plus de 4,800 épingles. Si, au lieu de combiner leurs efforts, ces dix personnes avaient travaillé séparément et sans assistance mutuelle (sans coopération), et sans avoir appris cette besogne, il est probable que chacune d'elles n'aurait pas fait 20 épingles dans la journée, peut-être pas une seule ! »

M. Say nous cite un exemple encore plus frappant des effets

Digitized by Google

de la division du travail. C'est l'industrie du cartier qui la lui fournit. « On dit que, pour être complète, une carte à jouer subit plus de 70 opérations, qui toutes pourraient faire l'objet d'un travail à part (*). L'influence de cette division du travail est immense : j'ai vu une fabrique de cartes à jouer composée de 50 ouvriers, et qui fabriquaient par jour quinze mille cinq cents cartes, soit plus de cinq cents cartes par homme. Si chacun d'eux eût été obligé d'accomplir les soixante et dix opérations, il n'eût pas peut-être terminé deux cartes par jour. »

M. B. Babbage raconte que, dans une enquête parlementaire, il a été reconnu que la fabrication d'une montre se divise en cent deux branches distinctes, chacune desquelles est un art complet qui fait des élèves spéciaux, lesquels après leur temps d'apprentissage, sont incapables de travailler aux cent et une autres branches de l'art de l'horloger. Le finisseur de montres, qui réunit toutes les pièces ensemble, est le seul de ces cent deux personnes qui connaisse autre chose que sa besogne spéciale. (*Economy of machinery and manufacture.*)

§ 5. — La plupart des causes qui augmentent la puissance productive du travail par la division des emplois, sont fami-

(*) « Ce ne sont point les mêmes ouvriers qui préparent le papier dont on fait les cartes, ni les couleurs dont on les empreint ; et en ne faisant attention qu'au seul emploi de ces matières, nous trouverons qu'un jeu de cartes est le résultat de plusieurs opérations dont chacune occupe une série distincte d'ouvriers et d'ouvrières qui s'appliquent toujours à la même opération. Ce sont des personnes différentes, et toujours les mêmes, qui épluchent les bouchons et grosseurs qui se trouvent dans le papier et nuiraient à l'égalité d'épaisseur; les mêmes qui collent ensemble les trois feuilles de papier dont se compose le carton et qui le mettent en presse ; les mêmes qui colorent le côté destiné à former le dos des cartes; les mêmes qui impriment en noir le dessin des figures ; d'autres ouvriers impriment les couleurs des mêmes figures ; d'autres font sécher au réchaud les cartons une fois qu'ils sont imprimés ; d'autres s'occupent de les lisser dessus et dessous. C'est une occupation particulière que de les couper d'égale dimension; c'en est une autre de les assembler pour en former des jeux ; une autre encore d'imprimer les enveloppes des jeux, et une autre encore de les envelopper ; sans compter les fonctions des personnes chargées des ventes et des achats, de payer les ouvriers et de tenir les écritures. »

(Say, *Cours d'Économie politique.*)

Digitized by Google

lières et n'exigent qu'une énumération. Adam Smith n'en admet que trois : « 1° la plus grande adresse acquise par l'ouvrier ; 2° l'économie du temps perdu à passer d'une espèce de travail à une autre ; 3° l'invention d'un grand nombre de machines et d'outils, qui facilitent et abrègent le travail, et rendent un homme capable de faire l'ouvrage de plusieurs. »

La plus grande adresse acquise est la cause la plus universelle et la plus évidente de l'augmentation de puissance productive résultant de la division du travail. Il ne s'ensuit pas que, parce qu'une chose a été faite plus souvent, elle sera mieux faite. Cela dépend de l'intelligence de l'ouvrier, et du degré d'application ou d'intelligence qui suit sa main. Mais la répétition rend l'acte plus facile. Les organes eux-mêmes acquièrent plus de puissance. Les muscles deviennent plus forts par l'exercice, les membres moins roides, les facultés de l'esprit s'exercent et sont moins sensibles à la fatigue. Ce qui se peut faire plus facilement a la chance d'être bien fait, et, plus encore, celle d'être fait plus vite. Ce qui se faisait lentement finit par se faire vite ; ce qui se faisait lentement et avec soin finit par se faire vite et avec le même soin. Cette vérité s'applique aussi bien aux travaux de l'esprit qu'à ceux du corps. Un enfant lui-même, après un peu de pratique, additionne une feuille de chiffres avec une rapidité qui ressemble à de l'intuition. Le fait de parler une langue, de lire couramment, d'exécuter de la musique à première vue, n'ont pas besoin d'être commentés ; la danse, la gymnastique, l'exécution musicale sur un instrument, sont des exemples de la facilité acquise par la répétition. L'effet est encore plus prompt dans les simples actes manuels de fabrication industrielle. « La rapidité. dit Adam Smith, avec laquelle s'accomplissent certains actes industriels, excède tout ce qu'on peut imaginer, quand on n'en a pas été témoin (*). »

(*) « Dans les observations astronomiques, les sens de l'opérateur deviennent si délicats par l'habitude, qu'il peut estimer des différences de temps d'un dixième de seconde, et ajuster ses instruments sur des graduations dont cinq mille occupent un espace d'un pouce. Il en est de même des opérations les

Digitized by Google

Naturellement, cette adresse s'acquiert d'autant plus vite que le travail est divisé en éléments plus simples. Elle n'arriverait jamais à son plus haut degré, si l'ouvrier était chargé de plusieurs opérations, au lieu d'en répéter toujours une seule. Outre l'économie du temps se trouve aussi celle de la matière pendant l'apprentissage. « Une certaine quantité de matières premières, dit M. Babbage, est consommée improductivement ou gaspillée par celui qui apprend un art ; et à mesure qu'il apprend une nouvelle partie de cet art, il gaspille de nouvelles matières ou brutes ou à demi fabriquées. Il est évident que, chacun apprenant pratiquement tout le détail de la fabrication d'un produit complet, on perdrait par le gaspillage beaucoup plus de matières premières que si chacun n'apprend qu'un seul détail de fabrication. » En général, chacun exécutera d'autant mieux le détail dont il se chargera, qu'il sera dispensé de la nécessité d'étudier les autres détails.

Le second avantage de la division du travail, indiqué par Adam Smith, ne me paraît pas mériter l'attention que cet auteur, et d'autres après lui, lui ont donnée. Je crois cependant devoir citer son opinion. — « L'avantage qui résulte de l'économie du temps qu'on perd en passant d'une opération à une autre est plus considérable qu'on ne l'imaginerait d'abord. Il est impossible de passer bien rapidement d'un ouvrage à un autre, lorsqu'on est obligé de changer d'outils, et souvent de lieu. Un tisserand de campagne, qui cultive une petite ferme, doit perdre un temps considérable en passant du métier au champ et du champ au métier. Quand les deux genres de travaux s'exécutent dans le même établissement, la perte de temps est moins considérable ; elle l'est encore beaucoup

plus communes. L'enfant qui fixe les têtes des épingles, répète cent fois par minute, et pendant plusieurs heures consécutives, une opération qui exige plusieurs mouvements distincts des muscles. Un journal de Manchester disait, en 1819, qu'une espèce de guipure, qui coûtait trois shillings lorsqu'elle fut inventée vaut aujourd'hui un penny de fabrication, et cette diminution n'est pas due à une machine, elle provient seulement de l'accroissement de l'adresse de l'ouvrier. » (*Edinburgh Review*, janvier 1819, p. 81.)

(*Note de Mill.*)

Digitized by Google

cependant. On s'arrête un peu, on hésite avant de se mettre à un nouveau travail. Ce travail, en commençant, va lentement ; on n'y a pas encore le cœur. L'esprit ne va pas avec la main, et pendant quelque temps on essaye plutôt qu'on ne travaille. — L'habitude de flânerie et d'insouciance, nécessairement acquise par l'ouvrier qui change vingt fois de besogne et d'outils par jour, le rend paresseux et incapable d'une application vigoureuse, même dans les moments les plus difficiles. »

C'est là assurément une description très-exagérée des inconvénients du travail varié, comme celui de la campagne ; peu d'ouvriers changent plus souvent d'outils que le jardinier. Est-ce à dire qu'il est incapable d'une application vigoureuse? Un grand nombre d'artisans instruits accomplissent des opérations qui exigent de fréquents changements d'outils ; ils n'exécutent peut-être pas chacune d'elles avec la même rapidité qu'un ouvrier de fabrique s'acquitte de sa tâche unique, mais ils sont assurément des ouvriers plus habiles, et, dans tous les sens de l'expression, plus énergiques.

M. Babbage suit l'opinion d'Adam Smith : « Lorsque, dit-il, la main et la tête de l'homme ont été pendant quelque temps à une sorte d'ouvrage quelconque, elles ne peuvent changer aussitôt d'emploi sans perdre un peu de leur puissance. Les muscles du membre employé ont acquis pendant le travail une certaine flexibilité, et les muscles non employés une roideur qui rend l'action difficile et lente à chaque changement. La longue habitude donne aussi aux muscles employés une résistance à la fatigue qu'ils n'auraient pas eue sans cela. Il semble que le même phénomène se manifeste dans les travaux de l'intelligence ; car l'attention n'est pas aussi complète au commencement d'un nouveau travail qu'après un certain exercice. L'emploi de différents outils dans différents travaux est une autre cause de perte de temps. Si ces outils sont simples et si on n'en change pas trop souvent, la perte de temps n'est pas considérable ; mais dans plusieurs métiers les outils sont d'une grande délicatesse et doivent être réglés

Digitized by Google

chaque fois qu'on s'en sert : souvent même le temps employé à les régler est considérable, eu égard à celui pendant lequel on s'en sert. »

Je suis loin de dire que ces considérations soient sans valeur, mais je crois que les avantages ci-dessus peuvent être, en mainte occasion, balancés. Si, par exemple, un genre de travail, musculaire ou intellectuel, diffère d'un autre, par cette raison même l'un sert, pour ainsi dire, de repos à l'autre. Si la vigueur nécessaire n'est pas obtenue dès le premier moment du changement de travail, on peut dire, par opposition, que la vigueur acquise d'abord ne se continuerait pas au même degré dans un même travail. L'expérience a mille fois démontré qu'un changement de travail apporte à l'esprit et au corps un soulagement que, sans cela, l'ouvrier eût trouvé seulement dans le repos absolu, et qu'une personne peut prolonger son travail plus longtemps si elle le varie. Des occupations variées mettent en action des muscles différents ou diverses facultés de l'esprit, et pendant que les uns travaillent, les autres se reposent. Le travail du corps lui-même est un repos pour le travail de l'esprit, et réciproquement. La variété a même un effet stimulant sur ce que, faute d'une expression plus convenable, nous appelons *esprits animaux*, si nécessaire à tout ce qui n'est pas travail mécanique.

L'importance de ces considérations varie avec les individus. Quelques-uns sont plus aptes à une besogne uniforme, ils aiment peu le changement. Il leur faut plus de temps pour se mettre en train, pour nous servir d'une expression devenue familière. Le désagrément de se mettre en train dure pour eux plus longtemps, leurs facultés ne se développent pas tout d'un coup ; une fois donc que ces premiers pas sont faits et que les difficultés sont surmontées, ils ne se soucient guère de s'arrêter pour recommencer ; ils vont, même au détriment de leur santé. Le tempérament des gens n'est pas étranger à cette question. Il est certains hommes lents à concevoir, lents à rendre, et à qui le temps est indispensable. Il en est d'autres, au contraire, qui sont prompts à saisir, prompts à se mettre au courant des choses, à une tâche donnée, mais qui ne sau-

Digitized by Google

raient continuer longtemps sans s'épuiser. — Mais si les facultés naturelles ont de l'influence sur ces résultats divers, l'habitude n'en a pas moins. Par une culture convenable, l'esprit et le corps apprennent à passer rapidement d'une occupation à une autre, et lorsque l'habitude est prise, il n'y a pas de temps perdu, comme le croit Adam Smith. Il n'y a pas défaut d'énergie et d'intérêt à sa tâche, mais au contraire l'ouvrier attaque sa nouvelle besogne avec plaisir, et avec une fraîcheur vigoureuse qu'il n'eût pas conservée, s'il eût continué sans changer. Les femmes, du moins dans les circonstances où les a placées l'état social actuel, sont en général beaucoup plus versatiles que les hommes, et le sujet qui nous occupe fournit une preuve du peu de poids qu'ont eu jusqu'ici les idées et l'expérience des femmes dans la formation des opinions du genre humain. Il est peu de femmes qui ne rejetassent bien loin d'elles l'idée que le travail est d'autant plus vigoureux, qu'il est plus longtemps prolongé, et qu'en changeant de tâche, ce travail perd de son efficacité. Mais en ce cas même, je le pense, l'habitude fait plus que la nature. Les occupations de neuf hommes sur dix, sont spéciales; celles de neuf femmes sur dix, au contraire, sont variées à l'infini, embrassent une multitude de détails dont chacun exige à peine quelques instants. Les femmes, par nécessité, passent cependant d'une opération à une autre, soit mentale, soit physique, et cela sans effort et sans la moindre perte de temps. Mais les positions peuvent être renversées, et en même temps qu'elles, les aptitudes reconnues en général. Ainsi, les femmes n'ont pas moins d'aptitude que les hommes pour la besogne uniforme des manufactures, puisqu'elles y sont recherchées, et un homme qui a l'habitude de travaux divers, loin d'être, comme le dit Adam Smith, paresseux et lâche, est au contraire recherché pour son intelligence et son activité. Il est clair qu'il ne faut pas pousser cet argument à l'extrême et regarder le changement perpétuel comme utile au travail ; le changement continu est même plus fatigant que l'uniformité d'occupation.

Le troisième avantage attribué par Adam Smith à la division

Digitized by Google

du travail est jusqu'à un certain point justifié. Les inventions tendant à épargner le travail dans une opération donnée, il est assez naturel qu'elles viennent à l'esprit, surtout de celui qui fait de cette opération une occupation spéciale. Celui dont l'attention est souvent détournée ailleurs, y songera moins. Cependant, la culture de l'intelligence, et l'habitude de l'activité de l'esprit sont de meilleurs garants d'un esprit inventif que l'attachement, la persévérance à une seule et même occupation manuelle ; si donc cette persévérance était portée trop loin, elle nuirait à l'esprit et la rendrait impropre à l'invention. Nous pouvons ajouter que, quelle que puisse être la cause des inventions, dès qu'elles sont réalisées, l'accroissement de la puissance du travail est dû, non pas à la division du travail, mais aux inventions elles-mêmes.

A part la plus grande adresse des ouvriers, l'avantage le plus considérable qui résulte de la division extrême du travail, tel qu'il est pratiqué dans les fabriques modernes, n'a pas été entrevu par Adam Smith. C'est M. Babbage qui a fait observer que cette division permet de classer les ouvriers selon leurs capacités. Les diverses parties d'une opération complexe n'exigent pas toutes le même degré d'habileté, la même force musculaire. La force, l'habileté sont bien mieux utilisées lorsqu'on les place à part et qu'on les utilise aux mêmes travaux, laissant à ceux qui ne possèdent ni l'une ni l'autre, les travaux qui ne les exigent pas ; c'est là une économie prodigieuse, et l'exemple de la fabrication des épingles va le prouver. Dans cette fabrication, le salaire des ouvriers varie de 4 1/2 pence à 6 shillings. Si, au lieu de diviser le travail en dix opérations séparées, la tâche entière était confiée à un seul ouvrier, quelque habile qu'il fût, il est clair qu'une partie de son temps serait dépensée à une besogne d'une valeur vingt fois moindre que la plus rétribuée, de sorte qu'en supposant par impossible que cet ouvrier complétât autant d'épingles que dans le travail divisé, c'est-à-dire le dixième de ce que fabriqueraient les dix ouvriers s'entr'aidant, son travail coûterait près de quatre fois autant; son produit sera quadruplé de prix. — Dans la fabrication des aiguilles, ce se-

Digitized by Google

rait pis encore, car les salaires y varient de 6 pence à 20 shillings par jour.

A l'avantage qui consiste à tirer la plus grande utilité possible de l'adresse, il faut joindre celui de tirer la plus grande utilité possible des outils. « Si un ouvrier, dit un écrivain capable (*Exposé de nouveaux principes sur les questions économiques*, par John Rae, Boston, p. 164), possédait tous les outils divers qu'exigent les divers travaux, il y en aurait au moins les trois quarts qui resteraient inutiles. Il serait bien plus utile à la société de voir ces outils divers partagés entre tous les ouvriers, chacun de ces derniers apprenant à se servir de mieux en mieux de ceux qui lui seraient échus en partage. Les avantages de ce changement sont très-grands pour la communauté, et, par conséquent, pour chacun de ses membres. D'abord, les divers outils étant constamment employés donnent un revenu plus grand au capital dépensé à les acquérir, et dès lors on a avantage à les faire de meilleure qualité et d'une fabrication plus soignée. Le résultat de ceci est que la société se trouve mieux approvisionnée et mieux en état de faire face à ses besoins futurs. »

§ 6. La division du travail, ainsi que l'ont remarqué tous les écrivains, est limitée par l'étendue du marché. Si, par la division en dix opérations séparées, la fabrique d'épingles peut livrer 48,000 épingles par jour, il est clair que, pourvu qu'il se trouve des consommateurs pour ce nombre, la division qui est faite est avantageuse. Mais, si le public ne demande que 24,000 épingles au lieu de 48,000, la division du travail n'a pas d'objet pour être portée aussi loin. En cette occasion encore, la puissance du travail est influencée par la demande du produit. L'étendue du marché peut être limitée par plusieurs causes : la population peut être trop distante et trop éparse pour être aisément accessible ; les routes peuvent manquer, ainsi que les rivières navigables ; enfin la population peut être trop pauvre, c'est-à-dire sa puissance de travail trop bornée pour lui permettre de consommer largement. L'indolence, le défaut d'habileté, le défaut de coopération

Digitized by Google

parmi ceux qui pourraient devenir consommateurs, limitent la coopération parmi ceux qui pourraient produire. Dans un état de civilisation peu avancée, quand la demande d'une localité donnée était nécessairement bornée, l'industrie ne florissait que parmi les communautés à qui leur voisinage de la mer ou des fleuves navigables donnait pour consommateurs des produits de leurs marchés le reste du monde. L'accroissement général de la richesse, surtout suivie de la liberté des échanges, d'améliorations dans l'art nautique, dans les voies de communication de terre, les canaux, les chemins de fer, tend à donner au travail une puissance de production plus grande ; chaque localité voit devant elle un marché tellement étendu pour ses produits, qu'il en résulte nécessairement une grande extension dans la division du travail.

La division du travail est limitée aussi, en bien des cas, par la nature des occupations. L'agriculture n'est pas susceptible d'une aussi grande division que les industries manufacturières, parce que ses diverses opérations ne sont pas simultanées : il ne peut y avoir à la fois un homme qui sème, un autre qui laboure, un troisième qui récolte. L'ouvrier qui, en agriculture, se bornerait à une seule opération, resterait oisif onze mois sur douze. La même personne peut donc accomplir toutes les opérations successives, et il lui reste encore, dans la plupart des latitudes, bien du temps de reste. La *combinaison* de travail, la coopération dont l'industrie agricole est susceptible, est celle que M. Wakefield appelle coopération simple, plusieurs ouvriers s'entr'aidant à la même tâche. Pour l'exécution d'un grand perfectionnement agricole, il est souvent nécessaire de faire travailler ensemble un grand nombre d'ouvriers. Mais, en général, tous travaillent de la même façon. Un canal, un endiguement ne peuvent s'effectuer que par la coopération d'un nombre donné d'ouvriers ; mais tous sont des terrassiers, excepté l'ingénieur et quelques commis.

Digitized by Google

OBSERVATION SUR LE CHAPITRE VIII

Tout ce que Mill dit au sujet de la coopération du travail, est parfaitement juste; mais chacun de ses lecteurs s'aperçoit, qu'il a oublié d'examiner les conséquences de cette loi qui se rapportent directement, non à la production, mais à l'ouvrier producteur, et qui, néanmoins, se répercutent grandement sur la production elle-même, puisque celle-ci dépend des qualités de l'ouvrier. Nous allons commencer l'analyse de ce côté de la question par les données physiologiques.

L'organisme humain se présente comme un système très-compliqué de parties diverses, dont le bon état physiologique est étroitement lié par leur commune dépendance des organes essentiels de la respiration et de l'alimentation. L'estomac et les poumons, avec les parties qui s'y rattachent sous le rapport des fonctions physiologiques, ne concourent pas directement au travail extérieur; mais ils élaborent les éléments aptes à maintenir

Digitized by Google

la force de toutes les parties de l'organisme qui agissent dans la production matérielle. La puissance de l'estomac est en rapport direct avec le développement général de l'organisme; elle s'accroît quand l'organisme se fortifie, et elle décroît quand il s'affaiblit. Quand l'état général de l'organisme laisse à désirer, l'estomac perd alors la faculté d'élaborer les matériaux du sang en quantité suffisante pour les besoins de l'organisme. Il faut dire absolument la même chose des poumons; lorsque l'organisme est affaibli, ils perdent de leur puissance respiratoire et ne peuvent plus inspirer l'air en quantité suffisante pour opérer complétement l'hématose ou oxygénation du sang.

De plus, la physiologie démontre, que pour maintenir chaque partie de l'organisme en bonne santé, une certaine intensité et une certaine durée du travail sont indispensables pour les muscles de cette partie. Quand il y a excès de travail, les muscles s'affaiblissent; ils s'affaiblissent également quand il y a manque d'exercice. Cet état d'affaiblissement est toujours suivi d'une altération de la partie de l'organisme à laquelle ces muscles appartiennent.

Il en résulte que pour maintenir l'organisme en bon état, il faut une certaine quantité de travail pour les muscles de toutes les parties de cet organisme. Le caractère particulier des travaux qui sont considérés comme sains, c'est qu'ils fournissent un exercice convenable aux muscles de toutes les parties du corps. Tels sont presque tous les travaux qui appartiennent aux degrés inférieurs de l'état économique; la division du travail y est encore très-peu développée, et, pour cette raison, chaque ouvrier exécute toute une série d'opérations, qui exigent

Digitized by Google

tour à-tour l'effort des muscles de toutes les parties de l'organisme et obligent l'ouvrier à changer fréquemment la nature de l'exercice et la position du corps.

Prenons comme exemple un de ces scieurs de long qui voyagent par les endroits écartés de nos provinces, endroits où les scies mécaniques sont inconnues. Ce scieur se donne la peine d'aiguiser la scie lui-même; il construit lui-même le tréteau, et lui-même se charge d'y placer le tronc d'arbre qui doit être scié; puis encore, il s'occupe à mettre les planches ensemble pour les faire sécher. Combien ces parties de sa besogne ne demandent-elles pas d'attitudes différentes, combien d'efforts variés des divers muscles! Jetons aussi les yeux sur la partie principale de son occupation, sur celle qui constitue, à proprement parler, le sciage du bois. Là il meut la scie avec les mains et se balance de tout son corps à chaque mouvement de va-et-vient de la scie, de sorte que tous les muscles dorsaux travaillent énormément; ces balancements sont d'une telle intensité et demandent de tels changements dans la force avec laquelle il s'appuie sur les pieds, que tous les muscles des membres inférieurs participent au travail; tantôt il plie les genoux avec force, tantôt il met non moins de force à les raidir; ainsi le corps prend tout entier part au travail et jouit tout entier de la conséquence normale du développement harmonique des forces. En présence de ce développement harmonique de toutes les forces de l'organisme, l'estomac et les poumons se fortifient également. Dès lors, si les autres parties de l'organisme demandent une plus grande quantité de sang, ces organes centraux acquièrent du même coup la faculté d'en préparer davantage, par une bonne élaboration d'une plus grande quantité de

Digitized by Google

nourriture. (Il va de soi, que nous ne parlons ici que des cas où le travail s'opère dans de bonnes conditions hygiéniques).

Mais le lecteur s'aperçoit que de pareils travaux, occupant l'organisme entier, appartiennent de préférence aux degrés inférieurs des procédés de production. Le travail exigé de l'ouvrier devient d'autant plus exclusif que la production est plus perfectionnée. Prenons pour exemple cette même profession de scieur. Lorsque la scie commence à se mouvoir au moyen de l'eau et de la vapeur au lieu d'être mue par les bras de l'homme, et lorsque les troncs d'arbre sont également placés sous la scie au moyen d'un mécanisme particulier au lieu de l'être au moyen des épaules d'hommes, alors au lieu de scieurs qui travaillent de tout le corps, il faut des ouvriers qui ne font plus que surveiller le fonctionnement du mécanisme, s'ils ne le corrigent par de légers mouvements de bras, mouvements n'exigeant déjà plus ni le concours du dos, ni celui des jambes. Ainsi, la besogne de ces ouvriers consiste à présent dans une inactivité presque complète de tout l'organisme, excepté des bras, dont les muscles n'ont eux-mêmes pas beaucoup à travailler.

Les effets physiologiques d'une semblable position sont évidents : l'organisme ne peut acquérir la vigueur qui lui était donnée par la forme moins perfectionnée de la production. Mais, du moins, il n'est pas nécessaire ici que le corps soit toujours dans une attitude incommode pour la nutrition des organes. Dans la majeure partie des cas, les procédés perfectionnés de la production sont encore accompagnés de cette seconde circonstance, qui est tout aussi nuisible à l'organisme. Dans

Digitized by Google

presque toutes les fabriques, la plupart des ouvriers restent la journée entière dans une seule position, position assise, où le corps demeure courbé, tordu sur lui-même, et ils ne travaillent que de deux ou trois muscles, tandis que le reste du corps s'atrophie par l'immobilité et que la nutrition s'y engourdit par suite d'une attitude incommode. En présence d'une extrême division du travail, l'organisme de la plus grande moitié des ouvriers tombe dans une sorte de léthargie, qui occasionne aussi l'affaiblissement des organes internes; l'estomac devient paresseux, les poumons ne se développent point, d'où, conséquence inévitable : faiblesse générale de la nutrition, cachexie, prédisposition aux maladies de poitrine, etc.

L'autre partie des ouvriers, partie un peu moins nombreuse, s'adonne, en présence de l'extrême division du travail, à des occupations exigeant une si grande activité musculaire, qu'elle dépasse la force de l'organisme. Les uns doivent tourner la roue en position assise; les autres la tournent dans une position plus salubre, en se tenant debout, mais ils la tournent durant deux fois plus d'heures que cette attitude ne peut être supportée sans devenir nuisible. On enfreint ici la proportion entre la nutrition et le développement des diverses parties du corps, proportion nécessaire à la santé, ou, en d'autres termes, on occasionne l'affaiblissement général de l'organisme.

En un mot, l'extrême division du travail, dans l'état actuel de la production, où l'ouvrier reste à perpétuité attaché à une seule et même parcelle de la besogne, conduit à la destruction de l'organisme de la majeure partie, de l'énorme partie des ouvriers qui em-

Digitized by Google

ploient les procédés perfectionnés de la production. Telle est la conséquence purement physiologique de la division du travail dans l'ordre économique actuel. Quant à son influence sur la situation économique, elle est tout-à-fait du même genre.

Dans le deuxième livre de Mill, nous trouverons des démonstrations détaillées établissant que le taux du salaire dépend du degré de développement intellectuel de l'ouvrier et de la grandeur des dépenses qu'il lui a fallu faire afin d'acquérir la somme de connaissances techniques qu'il possède. L'opération exécutée par chacun des ouvriers devient d'autant plus simple que la division du travail est plus grande ; elle exige d'autant moint de forces intellectuelles, que le temps nécessaire à parvenir à la perfection de son exécution est moindre; il n'existe guère d'autre exception à cela que les fonctions très-peu nombreuses de la surveillancee générale, ou bien de la mise ensemble des diverses parties séparées du produit. Excepté ce peu d'ouvriers, toute la masse restante, par la nature même des choses, doit subir la diminution du salaire, proportionnellement au perfectionnement des opérations productives. Auprès d'une machine, presque tous les ouvriers exécutent un labeur purement mécanique ; ce n'est que le régisseur de tout le mécanisme qui, seul, a une occupation humaine, exigeant de l'esprit et du savoir technique ; c'est pourquoi le perfectionnement des procédés de production, dans l'ordre économique actuel, mène inévitablement la classe ouvrière vers la décadence sous le rapport économique.

En vain MM. du statu quo citent, comme réfutation de cette déduction, une multitude de chiffres démontrant,

Digitized by Google

d'après leur assertion, que le salaire en Angleterre, en France et en d'autres pays, pionniers de la civilisation, n'a pas baissé ni n'est resté le même, mais a au contraire haussé pendant les dix dernières années. Premièrement, les chiffres qu'ils présentent, sont presque tous d'un caractère par trop peu digne de foi. (Nous aurons encore plusieurs occasions de traiter cette question avec plus de détail). Secondement, quand même ils auraient été parfaitement vrais, ils ne démontreraient rien encore. Outre la division du travail et autres faits qui ont, dans l'ordre actuel des choses, une influence fâcheuse sur le salaire, on voit se développer, dans ces mêmes communautés, d'autres faits ayant une influence complètement opposée. Le principal de ces faits est le progrès des sciences. Il sert de source commune à tous les autres faits de ce genre ; grâce à lui, la technique se perfectionne, des institutions barbares et des coutumes sauvages disparaissent, et la masse de la population commence à participer aux droits civils. Toutes ces modifications ont une tendance à améliorer la situation de la communauté et celle des ouvriers. Quand même le salaire aurait haussé pendant les dix dernières années en Angleterre et en France, cela démontrerait uniquement que les changements utiles effectués dans cette période de temps, furent tellement grands, qu'ils l'ont emporté sur l'influence de la division du travail. Il est très-probable qu'à présent les hommes vivent plus commodément à St-Pétersbourg, qu'ils n'ont vécu à Moscou sous Basile l'Aveugle; mais s'ensuit il qu'en se transplantant à St-Pétersbourg, ils se transplantaient dans un climat plus salubre? Non, tout ce qu'il y a au fond de ce fait, c'est que le développement de la civilisation a fourni à présent dans un plus mauvais cli-

Digitized by Google

mat des commodités qui n'existaient même pas dans un bon climat en présence de l'ignorance complète; or, le climat pétersbourgeois n'en est pas moins mauvais: cela ne peut être réfuté ni par la description des maisons splendides, ni par les louanges de l'éclairage au gaz,— tout cela n'a rien à voir ici; le degré de comparaison est tout autre, il est donné par des observations météorologiques du climat lui-même et non par autre chose, non par quelque chose d'étranger au climat. Il en est de même quant à la question de l'effet de la division du travail sur le salaire; on doit prendre pour base les observations portant sur le principe même de la division du travail, et non sur quelques circonstances qui lui sont étrangères, sur des faits qui sont produits par l'action d'autres forces. Chaque opération séparée n'est-elle pas simplifiée par la division du travail? Ne faut-il pas moins de temps pour l'apprendre, ne faut-il pas moins d'esprit et de savoir, pour l'exécuter? — Oui, elle est simplifiée: oui, il faut moins d'esprit, moins de savoir.— Le salaire n'est-il pas moindre, quand le travail demande moins d'esprit, de savoir et d'apprentissage technique? — Oui, il est moindre. Si vous prouvez que ces déductions sont fausses, vous prouverez alors que la division du travail n'a pas de tendance inévitable à faire baisser le salaire; mais tant que vous n'avez pas démenti ces déductions, toutes les comparaisons du monde, du salaire d'aujourd'hui avec le salaire d'auparavant, ne vous aideront à rien.

Ainsi, l'effet nuisible de la division du travail sur la situation économique et sur l'organisme même des ouvriers dans l'ordre actuel des choses, est indiscutable. Ce fait, en ce qui concerne sa véridicité, est égal aux

Digitized by Google

théorèmes de mathématiques, parce qu'il ne consiste que dans l'application, à la question donnée, de ces vérités toutes simples : ce qui est malsain pour l'homme nuit à son organisme; lorsqu'on vous offre moins, on est aussi moins indemnisé.

Mais, en même temps, il n'est pas moins vrai aussi que le bien-être humain exige l'accroissement de la production ; or, l'accroissement de la production réclame la division du travail. Qu'avons-nous maintenant? Nous avons deux formules dont l'union nous fournit cette conclusion : l'élément dont le développement est indispensable au bien-être, est funeste à la masse des hommes par son développement.

Nous verrons plus tard que presque toutes les questions de l'Économie politique convergent vers une semblable conclusion. Les penseurs restèrent longtemps dans une perplexité à propos de la manière de résoudre cette antinomie. Elle leur apparut d'abord comme insoluble, et le célèbre arrêt en ce sens fut prononcé par Malthus : les souffrances sont le sort inévitable de la masse. Mais à présent on voit que ce n'est pas là que git le lièvre. Ainsi, voyons en quoi consiste, quant au côté physiologique de l'homme, la solution de l'antinomie spéciale qui nous occupe. (Quant à la manière dont elle peut être résolue du côté économique, ce qu'il faut pour écarter la tendance nuisible de la division du travail à baisser le salaire, nous en traiterons quand nous nous occuperons de l'analyse des questions relatives au salaire, dans les livres II et IV).

La division du travail est indispensable. C'est juste ; mais s'ensuit-il qu'il est indispensable à un ouvrier de s'occuper toute la journée, toute sa vie à la fonction

Digitized by Google

d'une certaine opération, d'une certaine parcelle de la production? Le principe de la division du travail ne suppose rien de semblable. Au contraire, il devient d'autant plus facile à l'homme de s'occuper alternativement d'une multitude d'opérations diverses. Il n'est pas facile pour un homme d'être à la fois bon tailleur et bon bottier, parce que dans ces productions la division du travail est encore très faible, et la série d'opérations que doit accomplir nécessairement un seul et même ouvrier est très-compliquée, de sorte que bien apprendre ces métiers-là est une chose très-longue et difficile. Mais jetons les yeux sur l'exemple qu'Adam Smith nous donne, sur la production des épingles. Tel ouvrier tire du fil d'archal, tel autre en redresse, un troisième en coupe. Ne voyez-vous pas que la fonction de chacun d'eux peut être apprise et comprise à fond en peu de temps? On ne peut se faire fort que l'homme le plus capable puisse, en six mois, apprendre le métier de bottier; mais tirer du fil d'archal, chacun peut l'apprendre en cinq minutes, — toute la difficulté y consiste à tenir les pinces des deux mains et à les tirer vers soi. Et couper le fil d'archal, est-ce plus difficile? Mais les ciseaux sont faits de telle manière que le fil d'archal se divise de lui-même en pièces ayant la longueur voulue; il faut seulement tenir le fil d'une main, et lever et baisser de l'autre main la moitié mobile des ciseaux. Ces opérations sont de telle nature, qu'on ne peut même dire qu'elles peuvent être exécutées bien ou mal, avec ou sans habileté; il n'y a pas d'homme, — nous ne dirons pas : qui ne puisse parvenir à les exécuter avec perfection, non, ce n'est pas assez fort, — mais qui puisse ne pas les accomplir dans toute la perfection. L'idée d'habileté

Digitized by Google

ne s'y applique pas, tout comme elle ne s'applique pas au savoir de porter la cuillère à la bouche, ou de boire, ou de respirer. L'idée d'apprentissage elle-même ne convient guère à des choses semblables; il n'y a rien à apprendre là, tout y est si simple. Prenons encore un exemple, celui donné par Say concernant l'apprêt des cartes à jouer. Si cette production n'était pas portée à l'extrême division du travail, il faudrait un apprentissage très-long pour qu'un homme puisse apprêter passablement le papier et dessiner là-dessus un valet de carreau. Mais cette extrême division du travail existe: la machine rassemble les feuilles et les colle; voilà un homme qui prend les feuilles et les porte à la sécherie; en voilà un autre qui rapporte à l'atelier les feuilles déjà séchées; un troisième prend les feuilles qu'on a apportées et les met une à une sur la table; un quatrième promène sur la table la machine qui coupe la feuille en carrés égaux, un cinquième rassemble ces carrés, etc., etc. La besogne de chacun y est simplifiée au dernier des points, de sorte qu'un homme, entrant pour la première fois dans la fabrique de cartes, au bout d'un quart d'heure sera capable d'accomplir toute opération qu'on y effectue.

Que s'ensuit-il? De nouveau, il ne s'ensuit rien qui vaille la peine d'être discuté par des hommes sensés, parce que, par son excessive simplicité, la conclusion à en tirer est assez claire sans aucune discussion: en présence de l'extrême division du travail, l'ouvrier peut sans aucune difficulté passer d'une opération à une autre, en les variant de façon que son organisme travaille alternativement par toutes ses parties, qu'il se trouve successivement dans diverses attitudes, pour que la santé soit

Digitized by Google

conservée par cette variété. Si douze heures par jour, si chaque jour durant plusieurs années, un homme ne fait que couper du fil d'archal, il détruira inévitablement sa santé ; mais laissons-le, après qu'il a coupé le fil d'archal pendant une semaine, le tirer pendant une autre semaine, transporter les feuilles de carton à la sécherie de la fabrique de cartes pendant la troisième, etc.; dans deux, trois mois, il ne lui sera pas nuisible de se mettre de nouveau à couper du fil d'archal et d'aller de nouveau par ce même cercle de travaux variés, ou bien par quelqu'autre cercle de quelques autres travaux, parce que des travaux semblables, un seul et même homme peut en exécuter alternativement des centaines sans aucune dépense de temps ni de matière pour les apprendre.

Le principe même de la division du travail n'empêche aucunement cette variété ; au contraire, il y mène. Il doit faire sortir l'homme de la monotonie d'une seule et même occupation par un vif changement des diverses occupations, ce qui est conforme aux exigences de l'hygiène.

Mais c'est tout-à-fait une autre question, lorsqu'on demande si l'organisation économique des fabriques actuelles n'est pas contraire à ces exigences de l'hygiène. Nous prions le lecteur de remarquer que nous parlons, non de l'organisation matérielle, non du côté technique de la production, mais seulement des rapports économiques d'après lesquels elle est dirigée. Il est très-probable que le fabricant ne peut souffrir une pareille inconstance dans les occupations de ses ouvriers ; il est très-probable qu'il lui est nécessaire que chaque ouvrier soit occupé constamment d'une seule opération déterminée, que c'est seulement à cette condition que le fabri-

Digitized by Google

cant peut conserver la régularité dans ses virements et l'ordre dans sa fabrique. C'est une question que nous ne devons pas encore aborder ; car, maintenant, nous ne traitons que des lois de la production et non de l'organisation des fabriques actuelles ; nous ne savons pas encore ce que c'est qu'un fabricant. Jusqu'à présent nous ne savons que ceci : que le principe de la division du travail est en soi-même tout-à-fait conforme aux besoins physiologiques de l'organisme humain, et nous ne pouvons que conclure de là, que s'il se trouvait en réalité une forme quelconque de production qui fût contraire aux conditions hygiéniques, c'est cette forme elle-même qui nuirait alors à la santé de l'homme et non le principe de la division du travail ; c'est seulement l'application malencontreuse et étroite du principe et non son essence même.

La non conformité des exigences de l'hygiène avec les conditions nécessaires pour diriger la production suivant une certaine forme de l'organisation économique, est la première cause rendant la division du travail (laquelle, en elle même, peut facilement devenir source de santé), nuisible à cette même santé dans certaines communautés. On peut signaler encore une autre circonstance qui semble aussi nuisible à la santé. Quand les vêtements pour tous les membres de la famille étaient cousus par les femmes de cette même famille, — les épouses cousaient pour leurs maris, les filles pour leurs pères, et chacune pour soi, — ce travail n'était pas alors nuisible à la santé, parce que chacune d'elles, en s'occupant de la couture, s'occupait en même temps d'une multitude d'autres affaires, et on avait ainsi cette variété qui est nécessaire à la santé. Mais voilà que l'on voit quelque

Digitized by Google

division du travail s'introduire dans cette communauté et se former des professions particulières de tailleurs et de couturières, personnes qui ne font que coudre et toujours coudre. Ce sont des professions malsaines. Mais examinons un peu si la division des occupations y est développée à un haut degré? Des machines, elles n'en ont presque pas; elles n'ont même presque pas de simples instruments, si ce n'est l'aiguille et le dé. Tous les ouvriers y font absolument la même chose, excepté le coupeur seul. C'est de la coopération simple et non de la division des occupations. Il n'existe pas là de procédés perfectionnés; dans l'atelier d'un magasin de modes, le vêtement est apprêté, paraît-il, suivant la même technique que du temps d'Homère. Mais introduisez-y des machines, perfectionnez-y les procédés de production, et vous verrez alors qu'avec le démembrement en une multitude d'opérations, de cette série d'opérations indivises qui constitue aujourd'hui la coûture, apparaîtra en même temps la variété dans les occupations. Nous voyons par là que si une industrie quelconque est malsaine, ce n'est pas la division des occupations qui en est cause, mais bien l'application défectueuse de ce principe, et que pour corriger cet état de choses, il y faut renforcer la division des occupations.

Du reste, ici encore la source du caractère malsain de telle ou telle production provient de la même cause que nous avons indiquée au commencement de cette observation. Si, par exemple, la profession de tailleur est malsaine et ne comporte pas une grande division des occupations (ce qui pourrait la rendre saine), le tailleur ne pourrait-il pas se reposer de son occupation, ne pourrait-il pas corriger son spécialisme par d'autres occupa-

Digitized by Google

tions n'exigeant aucun apprentissage particulier? Pourquoi, en s'occupant deux jours par semaine de la coûture du vêtement, ne pourrait-il pas les autres jours de la semaine bêcher la terre, battre le blé, couper du bois, etc.? Cela lui est impossible, non à cause de la nature même des choses, mais à cause de la non-conformité de certaines formes économiques avec les conditions de l'hygiène. Ainsi tout converge vers une seule cause fondamentale.

C'est aussi par cette cause que s'explique principalement la très-petite division des occupations chez les agriculteurs, que Mill explique à tort par cette raison seulement, que les diverses opérations du travail agricole se suivent alternativement. Excepté quelques semaines dans l'année, l'ouvrier agricole trouverait toujours le temps de s'occuper encore d'autre chose. Il serait avantageux, en revanche, pour l'économie rurale, d'avoir deux fois plus de bras qu'elle n'en a, pendant le peu de semaines oú le laboureur est complètement absorbé par son travail.

Ainsi, le paysan, au lieu de s'occuper exclusivement de l'agriculture, pourrait accorder beaucoup de temps aux occupations manufacturières, et les ouvriers de fabriques pourraient beaucoup aider à l'agriculture pendant les périodes de courte durée des semailles et de la moisson. Il va sans dire qu'un tel flux et reflux périodique de bras, tantôt de l'agriculture vers les autres occupations, tantôt de ces dernières vers l'agriculture, serait très-avantageux pour l'accroissement de la production. Mais cela n'existe à présent, dans les formes économiques actuelles, que dans les localités où il n'existe guère de perfectionnements industriels: en Russie, chez les Slaves

Digitized by Google

du Sud, dans les parties arriérées de la France et de l'Allemagne. Là où l'activité industrielle a reçu un grand développement, des professions fixes se sont établies, de sorte que le passage d'un seul et même ouvrier de l'industrie manufacturière à l'agriculture, et *vice versâ*, n'est pas possible. En présence des formes économiques actuelles, le fabricant est forcé de faire ses virements durant toute l'année sur la même échelle : il doit avoir pendant l'été autant d'ouvriers que pendant l'hiver; dans le cas contraire, il sera ruiné par les fabricants qui durant toute l'année ont la même quantité d'ouvriers. L'autre cause de la faible division des occupations dans l'agriculture, cause encore plus importante que celle-là, consiste dans la complexité même du procédé agricole. Nous en parlerons, lorsque nous examinerons le théorème de Malthus et dans les observations sur le chapitre suivant (*).

Nous avons vu que le principe lui-même de la division des occupations tend à permettre l'union d'occupations variées dans l'activité d'un seul ouvrier : il y mène, en simplifiant les opérations à tel point qu'il fait disparaître tous les désavantages et toutes les dépenses qui empêchent l'union de diverses occupations dans la sphère des travaux d'un même individu, lorsque la division des occupations n'est pas suffisamment développée. La conservation et l'amélioration de la santé de l'ouvrier, produites par la variété des occupations, constituent un immense bénéfice pour la production. Il en est de même quant à l'importance de l'autre avantage de cette forme

(*) Ici vient, dans le texte russe, une très-longue note, qu'en raison de son importance, nous donnons page 285, sous le titre de : Complément à l'étude précédente sur la division du travail.

(*Note du traducteur*).

Digitized by Google

d'activité du travailleur. Lorsqu'il existe de la variété dans les occupations, le travailleur aura l'entendement plus large, on verra ses forces intellectuelles se développer par le travail et non s'affaiblir, comme elles s'affaiblissent lorsque toute son activité est bornée à une opération simplifiée jusqu'à devenir machinale. Songez y un peu : Sous le rapport de l'abondance des matériaux pour le développement intellectuel, sous le rapport de la pénétration d'esprit, y a-t-il une comparaison possible entre cet ouvrier qui aurait exécuté les travaux des champs, ceux de la fabrique à tisser, du bâtiment et des autres métiers, et cet autre ouvrier qui aurait passé toute sa vie auprès d'*une* seule roue d'*une* machine dans *une* fabrique? La différence entre eux est la même qu'entre un homme qui a parcouru la Russie en long et en large et un autre qui n'a jamais mis le nez hors de la barrière de son chef-lieu de district. Nous avons déjà vu en partie, et nous verrons encore plus clairement par la suite, qu'il n'existe aucun élément pour l'efficacité de la production, qui ait une si énorme importance que le degré du développement de l'ouvrier. Le climat, le sol, les provisions de capital, le bon état des forces physiques lui-même, tout cela n'est rien en comparaison du développement de la pensée. C'est de ce développement que tout surgit dans l'ordre social, tout le reste ne se développe que proportionnellement à lui, c'est lui qui est la base de tout. C'est pourquoi les formes économiques défavorables au développement intellectuel du travailleur, doivent être considérées comme les plus grands obstacles au développement de la production. Nous examinerons plus loin quelles formes de l'organisation économique sont favorables au développement de cet élément, le plus impor-

Digitized by Google

tant des éléments d'efficacité du travail, et quelles formes y sont défavorables. A présent, nous allons fixer notre attention sur une autre circonstance encore.

Le degré auquel la division des occupations peut être portée à une époque donnée, en un lieu donné, est déterminé par l'étendue du marché qui s'offre à l'écoulement des marchandises. C'est une vérité incontestable; mais il faut ajouter que l'étendue du marché, étendue indispensable à un certain degré de division des occupations, varie suivant les différentes formes de la production. Pour être clair, supposons un cas de ce genre : Supposons que, pour arriver à la plus grande division des occupations, c'est-à-dire à la production la plus efficace, une fabrique de tisserands doive occuper 100 ouvriers. Supposons que, dans une communauté donnée, à une époque donnée, il se développe une forme de production qui ne permette plus au tisseur de soie de s'occuper d'aucune autre branche que le tissage de la soie, et au tisseur de laine de s'occuper d'aucune autre branche que le tissage de la laine. Il est évident qu'il faudra alors deux fabriques à part, une pour les étoffes de laine et une pour celles de soie, et il faudra un marché assez étendu pour exiger la production annuelle tout entière des marchandises de l'une et de l'autre fabrique. Mais supposons l'étendue du marché deux fois plus petite; alors, en présence de la forme de production incompatible avec la variété dans les occupations, ces deux fabriques ne pourront plus exister en conservant chacune 100 ouvriers; elles ne pourront en occuper plus de 50 chacune, c'est-à-dire que la division des occupations ne pourra plus y être poussée qu'à un degré beaucoup moins élevé; c'est-à-dire encore que la production y devra s'opérer d'une

Digitized by Google

manière beaucoup moins perfectionnée et beaucoup moins efficace. Mais supposons qu'il soit introduit dans cette communauté une autre forme de production, permettant le passage alternatif d'un ouvrier par diverses occupations; il serait alors très-opportun qu'il n'existât qu'une seule fabrique qui, ayant 100 ouvriers, tisserait pendant six mois de l'année des étoffes de laine et des étoffes de soie avec la même quantité d'ouvriers les autres six mois. Il est vrai que la transformation de la fabrique apprêtant des tissus de laine en celle qui apprête des tissus de soie, demanderait chaque fois une certaine dépense; mais cette dépense est absolument nulle en comparaison de l'avantage qu'on retirerait du plus grand développement du travail. Le bâtiment de la fabrique n'exige, pour une pareille transformation, aucune modification, les machines à vapeur ne l'exigent pas davantage, la plupart des métiers à tisser et des autres instruments sont également convenables pour les deux productions; les instruments qu'il faudrait avoir en double, ont une valeur complètement insignifiante en comparaison de ces valeurs énormes; la dépense nécessaire pour remplacer un de ces instruments par un autre. au moment du changement de production, serait aussi absolument insignifiante en comparaison des dépenses énormes faites pour l'entretien semestriel de la fabrique. Ces petites additions, très-peu marquantes dans la somme générale des dépenses, offrent le moyen de faire dans le capital fixe une colossale épargne, provenant de ce qu'au lieu de deux fabriques, nous en avons une seule, et la production reçoit alors ces avantages énormes qu'on obtient par la division deux fois plus grande des occupations, c'est-à-dire par le perfectionne-

Digitized by Google

ment deux fois plus grand des procédés de production.

Cette hypothèse nous montre encore, à un point de vue nouveau, le caractère avantageux des formes favorables à l'union des diverses occupations dans l'activité d'un seul ouvrier, et le caractère désavantageux des formes qui lui sont défavorables. Outre cet avantage que la variété dans les occupations transforme l'ouvrier maladif en un ouvrier robuste, l'être abruti en un être intelligent, elle offre encore le moyen, en présence de chaque étendue donnée du marché, de pousser la division des occupations, par conséquent le perfectionnement des procédés de production, à un degré bien plus élevé qu'il n'est possible de le faire lorsque le passage alternatif de l'ouvrier d'une opération à une autre n'est pas admis.

Digitized by Google

COMPLÉMENT A L'ÉTUDE PRÉCÉDENTE

SUR LA DIVISION DU TRAVAIL

Les causes qui rendent la production où la division des occupations est développée, bien préférable à la production sans ce haut développement de la division des occupations, n'empêchent nullement le même ouvrier de passer successivement d'une des opérations simplifiées de la production perfectionnée à une autre de ces opérations. Selon nous, il est assez clair, sans qu'il soit besoin d'explications détaillées, que pas un des avantages de la division des occupations n'est perdu, que pas un des désavantages de l'indivision ne renaît par suite du passage graduel d'un ouvrier par diverses opérations simplifiées d'une ou même de plusieurs productions. Cependant, faisons ici à tout hasard une revue du paragraphe 5, qui contient l'énumération de toutes les circonstances relatives aux avantages de la division des occupations.

« L'accroissement de l'adresse chez l'ouvrier, de la

Digitized by Google

rapidité dans son travail ». Bon, mais l'homme est toujours en état d'atteindre dans plusieurs opérations, même dans plusieurs de celles qui sont excessivement compliquées, la plus haute perfection, l'extrême adresse et la plus grande rapidité auxquelles son organisme soit apte. Newton parlait couramment le latin, Liszt a bien dansé, peut-on dire sans être fou : « si Newton n'avait pas dépensé une partie de son temps à étudier le latin, il aurait eu de plus grands succès dans les mathématiques, » — dieu merci, il a, parait-il, obtenu malgré cela un succès médiocre ! — « si Liszt n'avait pas dépensé du temps à la danse, il aurait mieux touché le piano », — il ne touche, parait-il, pas mal cependant. Si Liszt n'avait eu à s'occuper de rien autre que du piano, Newton que des mathématiques, ils auraient perdu probablement en vain et la partie de temps et la partie de capacités, qui ont trouvé leur satisfaction dans l'étude de la danse et du latin. Nous avons pris pour exemple les mathématiques et le piano, le latin et la danse, — occupations telles qu'il faudrait, pour atteindre la perfection dans chacune d'elles, plus de temps qu'une vie entière d'hommes (si Tagloni avait conservé la jeunesse, sa belle et souple taille jusqu'à 100 ans, elle aurait dansé, chaque année, de mieux en mieux), — et nous voyons cependant que, même dans de pareilles occupations, l'homme peut atteindre à la hauteur dont il est capable, sans qu'il s'occupe seulement d'une seule d'entre elles, mais de plusieurs. Après cela, qui peut dire, sinon un sot achevé, que si l'ouvrier s'occupe, non d'une seule des occupations où la perfection est très-facile à atteindre, mais de plusieurs, cela l'empêchera d'acquérir l'adresse? Est-il plus facile à un homme d'écrire couramment le la-

Digitized by Google

tin et de devenir bon mathématicien, que, par exemple, d'apprendre à couper le fil d'archal pour les épingles ou à porter le carton des cartes à la sécherie? De quoi que nous délibérions, il n'est pas mal d'avoir au moins pour une once de bon sens. Un trop grand nombre d'économistes de l'école de Smith n'en trouvent pas, malheureusement, la nécessité, en exagérant les idées de Smith. Le bon sens dit que tout a sa limite : il serait désavantageux pour un homme de se jeter dans trop d'occupations (Mezzo Fanti, qui se vantait d'avoir appris à écrire en soixante langues, écrivait très-mal en toutes les soixantes, mais posséder bien quelques langues est possible pour qui le veut); il est tout aussi nuisible au succès même de la besogne, que l'homme restreigne par trop le cercle de ses occupations (l'homme qui ne connaît point les langues étrangères ne peut bien comprendre les règles grammaticales de la langue maternelle et presque toujours ne sait pas écrire en cette dernière). Quand on entend les demandes outrées du spécialisme dans l'ouvrier, demandes faites par les hommes qui répètent stupidement Smith, on se souvient involontairement de l'aphorisme de Proutkoff : « Le spécialiste est comme une fluxion; il ne se développe que d'un côté. » La diversité des occupations éveille l'esprit de combinaison, et avec l'esprit de combinaison toute besogne marche mieux.

« On dépense à l'apprentissage une certaine quantité de temps et de matières. » Nous avons déjà dit qu'il faut quinze minutes pour apprendre une de ces opérations séparées, dans les productions parvenues à une grande division des occupations; quant à la matière, on en dépense là pour un sou. On ne doit donc pas oublier de

Digitized by Google

quoi il s'agit. Il ne s'agit pas de faire que le tailleur soit en même temps bottier, mais seulement que l'ouvrier de fabrique ne passe pas toute sa vie à tourner une roue. Si, grâce à la diversité des occupations, la vie de l'ouvrier est prolongée, ne fût-ce que d'un jour, ou s'il est malade un jour de moins dans sa vie, le profit économique sera incomparablement plus considérable que toute la dépense de temps et de matière, pendant son apprentissage de plusieurs opérations suffisamment variées pour écarter les conséquences nuisibles, par lesquelles la division des occupations retentit aujourd'hui sur l'organisme de l'ouvrier.

« L'apprentissage ira plus vite, si l'apprenti n'est pas distrait pendant son apprentissage d'une besogne par celui d'une autre. » Bon, seulement de nouveau avec ce même complément : tout a sa limite. La distraction de l'attention est nuisible ; mais ce qui est encore plus nuisible, c'est lorsque l'attention s'émousse par la monotonie. Si nous, hommes instruits, n'avions pas appris simultanément plusieurs sciences et plusieurs arts, mais si, pour ne pas distraire l'attention, on ne nous avait enseigné cette année-ci que les mathématiques seulement, l'année suivante que la grammaire seulement et rien de plus, certainement, nous n'aurions pas su même ce que l'on nous a tant bien que mal appris ; mais si l'on s'était avisé d'approvisionner quelqu'un de nous, durant tout le temps des études, de grammaire seule, en éliminant des cours toutes les autres sciences, ce malheureux écolier ne serait devenu qu'un imbécile.

« En passant d'une occupation à une autre, on perd du temps. » Les limites convenables à cette considération sont indiquées chez Mill d'une manière suffisante ; mais,

Digitized by Google

du reste, il n'est pas mauvais de déterminer d'une manière plus précise de quoi il s'agit. Si un homme, après avoir travaillé deux minutes avec les ciseaux, doit les deux minutes suivantes travailler avec la hache, passer de suite après, pour deux minutes, au travail avec la varlope, il va de soi qu'il perdra infiniment de temps. Précisément un des avantages importants de la division des occupations, c'est qu'elle écarte ces agitations de chaque instant auprès de nouveaux procédés et instruments. Mais pour la santé, il faut évidemment tout autre chose. L'homme ne peut travailler plus de quelques heures sans repos d'une assez longue durée ; il n'est probablement pas contraire à l'économie du travail, que deux ou trois fois par jour l'ouvrier répare ses forces par le manger. Quelle dépense de temps y aurait-il, quel affaiblissement de l'énergie du travail, si le travailleur, après s'être occupé d'une besogne avant le déjeuner, s'occupe d'une autre besogne après le déjeuner jusqu'au dîner, et d'une troisième après le dîner? Changer deux ou trois fois par jour les occupations, sera, au contraire, très-avantageux pour l'efficacité de chacune d'elles; or, cette quantité de changements est tout-à-fait suffisante.

« En se concentrant sur une seule occupation, l'homme invente plus facilement des perfectionnements dans cette occupation. » Mill pose pas mal de limites à ceci, mais il faut ajouter: Y a-t-il chance pour l'invention de perfectionnements, là où le caractère routinier, monotone et machinal du travail conduit le travailleur à l'abêtissement? De plus, s'il existe de la chance pour l'invention dans la constance des occupations, il y en a bien davantage encore dans la fraîcheur et l'indépendance des

Digitized by Google

pensées, lorsqu'on s'occupe d'une besogne qui n'a pas encore eu le temps de devenir une pure routine. La plupart des inventions sont faites par des non spécialistes. Le fondateur de l'économie politique lui-même, Adam Smith, s'occupait par devoir de philosophie morale, et non de quelque chose qui ressemblât à l'économie politique, à l'époque où il découvrit les principes de la science économique.

« Avec la division des occupations les travaux sont plus avantageusement distribués entre les ouvriers suivant les forces de chacun d'eux. » Rien de plus juste, mais la question que nous posons ne touche nullement à cet avantage. C'est à l'homme qui a de grandes forces physiques, de passer par les diverses occupations qui ne peuvent être accomplies par un enfant, — mais c'est là tout ce qu'il faut.

« Avec la division des occupations, on tire des instruments le plus de profit possible; ils ne restent pas inactifs. » Rien de plus juste encore, mais qui n'est nullement violé non plus par notre demande. Avant le dîner, c'est Pierre qui tire avec des tenailles le fil d'archal à la fabrique d'épingles, tandis que Jean le coupe avec des ciseaux; après le dîner, Pierre prend les ciseaux et Jean les tenailles, — les tenailles et les ciseaux sont donc de même occupés toute la journée.

Toutes ces considérations sont tellement claires par elles-mêmes, qu'il ne faudrait vraiment pas y dépenser du papier, mais qu'y a-t-il donc à faire avec ces pédants hébétés (en conséquence de la monotonie routinière du cercle par trop restreint de leurs occupations) dont l'école de Smith est maintenant ornée? Pauvre Adam Smith, pour quel crime lui, homme d'esprit, subit-il le

Digitized by Google

châtiment de porter le nom de maître dans la bouche des économistes français d'aujourd'hui? Ils disent des choses telles, qu'il nous faudra, dans une des parties suivantes de l'ouvrage, expliquer qu'on produit la nourriture pour la manger, et que la cuillère sert d'instrument au procédé de manger. Essayez de laisser de pareilles vérités nouvelles sans démonstration, et vous entendrez des centaines de voix crier : « Quels paradoxes arbitraires! quelle ignorance des principes fondamentaux de notre science! »

Digitized by Google

CHAPITRE IX

DE LA PRODUCTION SUR UNE GRANDE ÉCHELLE, ET SUR UNE PETITE ÉCHELLE

§ 1. — D'après ce que nous avons dit de l'importance de la combinaison du travail, on peut tirer cette conclusion: qu'il est un grand nombre de cas dans lesquels la puissance productive du travail est plus grande lorsque ce travail a lieu sur une plus grande échelle. Toutes les fois qu'il est essentiel à la production qu'un certain nombre d'ouvriers combinent leurs efforts, même dans les cas de simple coopération, il faut que l'échelle de l'entreprise soit telle qu'elle permette l'agglomération; que le capital soit assez considérable pour les entretenir. Ces conditions sont encore plus nécessaires, si c'est possible, quand la nature du travail permet, et que l'étendue du marché possible encourage une division de travail considérable. Plus l'entreprise est grande, plus la division du travail est possible. C'est là une des principales raisons d'être des grandes manufactures. En supposant même qu'aucune nouvelle subdivision ne soit la conséquense de l'agrandissement des opérations, il n'en est pas moins convenable de les agrandir jusqu'au point où chacun des ouvriers auxquels une

Digitized by Google

occupation spéciale est assignée, trouve tout son temps employé. M. Babbage démontre cette proposition avec clarté.

« Si des machines sont en activité pendant les vingt-quatre heures (c'est évidemment le mode le plus économique), il est nécessaire qu'il y ait quelqu'un préposé à l'admission des ouvriers lorsqu'ils se relayent. Or que cette personne admette un ouvrier ou vingt ouvriers, elle n'en est pas moins tenue de veiller. Il sera aussi de temps en temps nécessaire d'ajuster ou de réparer la machine, car cet ouvrage sera bien mieux exécuté par un ouvrier habitué au travail de la construction de la machine que par celui qui s'en sert. Puisque le fonctionnement utile des machines dépend du soin avec lequel on remédie à leurs imperfections aussitôt qu'on les aperçoit, on conçoit l'avantage qu'il y a pour une usine à entretenir auprès de la machine un homme spécial qui la surveille. Mais s'il s'agit d'une seule machine, d'un seul outil, comme un métier à tulle, ou une mule Jenny par exemple, ce surveillant spécial serait une dépense trop considérable. Voici donc un cas nouveau qui motive l'extension d'une manufacture. Il s'agit de placer les unes près des autres un nombre de machines assez considérable pour occuper le temps d'un surveillant, assez considérable pour deux, pour trois, si le nombre nécessaire pour un seul est dépassé par les besoins.

» Dans le cas où une portion de travail de l'ouvrier consiste dans l'exercice de la force physique seulement, comme dans le tissage, le manufacturier ne tardera pas à voir que, si une partie du travail était accomplie par une machine, le même homme pourrait mener deux ou plusieurs métiers à la fois, et comme des mécaniciens sont nécessaires pour la machine, il pourra leur donner en même temps les métiers à surveiller et à tenir en bon état.

» En continuant selon les mêmes principes, peu à peu la manufacture s'agrandit tellement que la dépense d'éclairage pendant la nuit s'élève à une somme considérable ; et comme il se trouve déjà attachés à l'établissement des individus qui sont sur pied toute la nuit et qui peuvent, conséquemment, le surveiller constamment, en même temps que des mécaniciens

Digitized by Google

pour construire et réparer toutes les machines, l'addition d'un appareil pour faire éclairer l'usine par le gaz conduit à une nouvelle extension de l'établissement, et contribue à la fois, en diminuant la dépense d'éclairage et le risque des accidents d'incendie, à réduire les frais de la manufacture.

« Longtemps avant qu'une manufacture ait atteint ce développement, on aura reconnu la nécessité d'établir un bureau de comptabilité, avec des commis pour payer les ouvriers, et veiller à ce qu'ils arrivent aux heures fixées ; et ce département doit être mis en communication avec les agents qui achètent les produits bruts et ceux qui vendent les produits manufacturés. » Il n'en coûtera guère plus de temps, à ces commis et à ces comptables, pour payer un grand nombre d'ouvriers que pour en payer un petit nombre ; pour arrêter les comptes relatifs à des transactions importantes que ceux relatifs à des transactions minimes. Si les affaires doublaient d'étendue, il faudrait, probablement, augmenter, mais non assurément doubler le nombre des comptables ou des agents chargés des achats et des ventes. Tout accroissement dans l'industrie exploitée permettrait de le continuer, avec une somme proportionnellement moindre de travail.

Règle générale, les dépenses afférentes à une industrie n'augmentent nullement en proportion de la quantité de produits de cette industrie même. Prenons pour exemple une série d'opérations que nous somme habitués à voir exécuter par un vaste établissement, celui de l'administration de la poste. Supposons que ce travail, nous ne parlons que de la poste aux lettres de Londres, au lieu d'être centralisé dans une seule entreprise, fût partagé entre cinq ou six compagnies rivales : chacune d'elle serait obligée d'entretenir un établissement presque aussi considérable que celui qui suffit aujourd'hui pour les lettres de tout le royaume. Chacune de ces compagnies, devant se mettre en mesure de recevoir et de délivrer les lettres dans toutes les parties de la ville, devrait envoyer les facteurs dans toutes les rues et les allées de presque toutes les maisons, et cela autant de fois par jour que cela a lieu par les soins de l'administration des postes, s'il est vrai que le

Digitized by Google

service doive être aussi bien fait. Chaque compagnie devrait avoir un bureau disposé pour recevoir les lettres dans tous les environs, et prendre tous les arrangements secondaires pour recueillir les lettres dans les divers bureaux et les distribuer de nouveau. Je ne dis rien du nombre bien plus considérable de fonctionnaires supérieurs qui seraient nécessaires pour contrôler et surveiller les employés subalternes, ce qui impliquerait nécessairement de plus grandes dépenses pour les salaires destinés à ces fonctionnaires responsables, mais encore aurait inévitablement pour conséquence, dans une foule de cas, une infériorité réelle dans l'accomplissement des conditions et ne remplirait point ainsi le but proposé.

Dans l'état de libre concurrence, on peut s'assurer, par une épreuve infaillible, si les avantages obtenus en opérant sur une grande échelle l'emportent, dans un cas particulier, sur l'attention plus vigilante et l'importance plus grande accordée aux gains et aux pertes minimes que l'on remarque ordinairement dans les petits établissements. Partout où il existe de grands et de petits établissements exploitant la même industrie, celui des deux qui, dans les circonstances existantes, se livre à la production avec les plus plus grands avantages, sera à même de vendre à meilleur marché que l'autre. La faculté de vendre constamment à bas prix ne peut, en général, résulter que d'une augmentation de la puissance productive du travail ; et lorsque cette augmentation est obtenue par une division plus étendue du travail, ou par une classification (des travailleurs) tendant à une économie mieux entendue de leur habileté, elle implique toujours un produit plus considérable obtenu d'un travail identique, et non pas simplement le même produit obtenu d'un travail moindre ; elle n'augmente pas seulement l'excédant de produit, mais encore le produit brut de l'industrie. S'il n'y a pas de demande d'une quantité plus considérable d'un article spécial, et qu'une portion des travailleurs se trouve, conséquemment, sans emploi, le capital qui les entretenait et leur fournissait du travail se trouve également disponible ; et le produit général du pays est augmenté par quelques autres applications de leur travail.

Digitized by Google

Il existe cependant une autre cause qui donne lieu à l'établissement de vastes manufactures, c'est l'introduction de procédés industriels exigeant des machines dispendieuses. Des machines dispendieuses supposent un capital considérable ; et l'on n'y a recours qu'avec l'intention de produire et l'espoir de vendre autant de produits que peut en créer la puissance productive de la machine, en lui donnant tout son développement. Par ces deux raisons, toutes les fois qu'on met en œuvre une machine coûteuse, un large système de production devient inévitable.

§ 2. — La production sur une grande échelle reçoit des développements importants, grâce à l'usage de former un capital considérable par la réunion d'un grand nombre de petites cotisations, ou en d'autres termes par la formation de compagnies par actions. Les avantages du principe des compagnies par actions sont nombreux et importants.

En premier lieu, un grand nombre d'entreprises exigent un capital qui dépasse les moyens du plus riche individu ou d'une association particulière. Un seul individu n'aurait pu construire le chemin de fer de Londres à Liverpool, il est douteux qu'un seul individu pût même en diriger l'exploitation, maintenant qu'il est construit.

L'État aurait pu exploiter les deux entreprises, et dans les pays où la mise en pratique du système d'association n'en est encore qu'à ses premiers développements, on ne peut songer qu'à l'État, pour l'une de ces œuvres qui exigent une réunion considérable de moyens d'action, parce qu'il peut obtenir ces moyens par un impôt obligatoire et qu'il est déjà accoutumé à diriger de vastes opérations. Cependant, par des raisons qui sont assez connues et dont nous traiterons complétement plus tard, l'action du gouvernement, lorsqu'il s'agit de la direction à donner aux opérations industrielles, est généralement une des ressources auxquelles ont doit le moins donner la préférence, dans le cas où toute autre peut être mise à profit.

En second lieu, il y a des entreprises que les individus ne

Digitized by Google

sont pas absolument incapables d'accomplir, mais qu'ils ne peuvent accomplir dans les proportions et avec la suite qui sont toujours de plus en plus nécessitées par les exigences d'une société avancée. Des particuliers sont tout à fait capables d'expédier des navires, des ports de l'Angleterre dans une partie quelconque de l'univers, pour transporter des passagers et des lettres ; cela avait lieu avant qu'on eût entendu parler de compagnies par actions formées dans ce but. Mais lorsque, par suite de l'accroissement de la population et des affaires aussi bien que des facilités de paiement, le public ne se contentera plus d'occasions éventuelles, mais voudra être assuré que des paquebots partiront régulièrement pour certains pays une fois ou même deux fois par jour, pour d'autres une fois par semaine ; que pour d'autres encore un bateau à vapeur d'une vaste dimension et d'une construction dispendieuse partira à certains jours fixes deux fois par mois ; il est évident que pour offrir l'assurance de continuer ponctuellement une pareille série d'opérations dispendieuses, il faut nécessairement un capital bien plus considérable et un cadre plus nombreux d'employés capables que celui dont peut disposer un capitaliste particulier. Il y a d'autres cas d'ailleurs, dans lesquels, bien que l'entreprise puisse être très-bien dirigée à l'aide de capitaux faibles ou médiocres, la certitude de la souscription d'un capital considérable est nécessaire ou désirable comme garantie donnée au public que les engagements pécuniaires seront remplis. C'est là particulièrement le cas, lorsque la nature de l'industrie exige qu'un grand nombre d'individus consentent à confier leur argent aux entrepreneurs, ainsi que cela a lieu dans l'industrie de la banque et des assurances auxquelles s'adapte évidemment le principe des sociétés par actions. C'est un exemple de la folie et de la déraison de ceux qui gouvernent le monde, que jusqu'à une époque très-récente le principe des sociétés par actions, comme ressort général, était interdit dans ce pays par la loi, pour ces deux modes d'industrie ; pour la banque d'une façon absolue, et pour les assurances appliquées aux risques maritimes ; on avait pour but de concéder un monopole lucratif

Digitized by Google

à certains établissements auxquels le gouvernement voulait accorder une *licence* exceptionnelle, c'est-à-dire à la banque d'Angleterre et à deux compagnies d'assurances, la compagnie d'échange de Londres et la compagnie royale d'échange.

La publicité est un autre avantage de l'administration par compagnies. Ce n'est pas une conséquence inévitable, mais habituelle, de cette administration, et elle peut être exigée, comme elle l'est déjà dans certains cas importants. Dans les banques, dans les assurances et autres entreprises fondées sur la confiance publique, la publicité est plus nécessaire au succès qu'un gros capital. Un banquier particulier peut cacher une perte considérable, et lors même qu'elle serait telle qu'elle eût causé la ruine de l'entreprise, il pourrait continuer ses affaires pendant quelques années, en s'efforçant de se refaire pour tomber à la fin avec des pertes plus grandes : mais cela ne peut pas arriver facilement à une compagnie par actions dont les bilans sont publiés périodiquement. Ces bilans, fussent-ils arrangés, exercent sur les directeurs un certain contrôle et les soupçons des actionnaires, qui se font jour aux assemblées générales, tiennent le public sur ses gardes.

Tels sont quelques-uns des avantages des compagnies par actions sur l'exploitation particulière. Mais si nous envisageons l'autre côté de la question, nous trouverons que l'exploitation particulière a aussi de grands avantages sur les compagnies par actions. Le plus important est l'intérêt bien plus vif que portent les directeurs au succès de l'entreprise.

L'administration d'une société par actions est, avant tout, une administration d'employés salariés. Le comité même, ou le conseil des directeurs, qui est censé surveiller la direction et qui, en réalité, nomme ou congédie les employés, n'a aucun intérêt pécuniaire dans la direction bien entendue de l'entreprise au delà des actions qu'il possède individuellement, ce qui forme toujours une partie très-faible du capital de l'association, et en général une partie très-faible de la fortune des directeurs eux-mêmes, et la part qu'ils prennent ordinairement à la gestion, partage leur temps avec une foule d'autres occupations aussi importantes, ou plus importantes, pour

Digitized by Google

leurs propres intérêts ; l'entreprise ne devient l'affaire principale de personne, excepté des individus rétribués pour la mettre en mouvement. Mais l'expérience démontre, et les proverbes, expression de l'expérience populaire, attestent l'infériorité des services salariés comparés aux services d'individus intéressés personnellement dans une œuvre. Et combien est indispensable, lorsqu'on doit employer un service salarié, *l'œil du maître* pour le surveiller.

La bonne direction d'une entreprise industrielle exige deux qualités complètement distinctes : la probité et le zèle. Il est possible de s'assurer de la probité des employés salariés d'une entreprise. Si leur travail peut être réduit à une série définie de règles, la violation de ces règles est une matière sur laquelle la conscience ne peut facilement s'aveugler, et l'on peut rendre la responsabilité obligatoire par la perte de l'emploi. Mais pour exploiter avec succès une industrie importante, il faut remplir une foule de conditions qui, ne pouvant être définies à l'avance, ne peuvent être converties en obligations distinctes et positives. En premier lieu et surtout, il faut que l'esprit de celui qui dirige soit incessamment occupé de son sujet ; qu'il forme constamment des plans à l'aide desquels on puisse obtenir un profit plus considérable, ou épargner des frais. On doit rarement espérer de voir ressentir cet intérêt si vif par un individu qui dirige l'entreprise comme employé salarié et au profit d'une autre personne. Il y a dans les affaires humaines des expériences qui sont concluantes à cet égard. Que l'on considère la classe entière des chefs et des ministres de l'État. La part personnelle qu'ils recueillent eux-mêmes dans les succès ou dans les malheurs de l'État qu'ils dirigent est loin d'être sans valeur, et les récompenses ou les peines qu'ils peuvent attendre de l'estime publique sont d'une nature évidente et palpable ; elles se font sentir vivement et sont appréciées d'une façon très-étendue. Cependant combien petite est la proportion de ceux qui se donnent la peine de former ou même de surveiller des plans d'amélioration publique, à moins qu'il ne devienne plus désagréable pour eux de rester inactifs ? combien peu en existe-t-il qui aient d'autre désir

Digitized by Google

réel que de suivre le chemin tout tracé pour échapper au blâme général ? Sur une plus petite échelle, tous ceux qui, à une époque quelconque, ont employé des travailleurs salariés, ont fait une ample expérience des efforts de ceux-ci pour donner, en échange du salaire, aussi peu de travail que cela pouvait se faire sans courir le risque d'être congédiés. La négligence générale des domestiques à l'égard des intérêts de leurs maîtres, lorsque ces intérêts ne sont pas protégés par quelque règle fixe, est un fait d'observation générale, à moins qu'un service longtemps continué et de bons procédés réciproques n'aient créé un attachement personnel ou quelque sentiment d'intérêt commun.

Un autre désavantage des entreprises fondées par actions, commun, à quelques égards, à toutes les entreprises formées sur une grande échelle, c'est l'insouciance pour les petifs bénéfices et les petites épargnes. Dans la gestion d'un capital considérable et d'affaires importantes, surtout lorsque les gérants n'ont pas un intérêt personnel très-grand, identifié à cette gestion, on est porté à compter les petites sommes pour presque rien ; il semble qu'elles ne valent jamais le soin et la peine qu'il en coûte pour en surveiller l'emploi, et la réputation de libéralité et de manières larges s'achète à bon marché par la négligence de si petites considérations. Mais les petits profits et les petites dépenses souvent répétés forment un chiffre de gains et de pertes considérables ; et un grand capitaliste est souvent assez bon calculateur pour connaître ce fait pratiquement, et pour diriger son industrie d'après un *système*, qui, s'il est imposé par une surveillance suffisamment vigilante, détruit toute possibilité de ce gaspillage habituel qui, autrement, est inhérent à une grande industrie. Mais les gérants d'une entreprise par actions se consacrent rarement assez complètement à leur œuvre pour imposer l'observation incessante dans tous les détails d'une industrie, lors même qu'il serait adopté, d'un système d'économie réelle.

C'est par des considérations de cette nature qu'Adam Smith a été conduit à énoncer comme principe qu'on ne pouvait jamais espérer que les compagnies par actions pussent main-

Digitized by Google

tenir leur existence sans un privilége exclusif, excepté dans les branches d'industrie qui, ainsi que la banque, les assurances et quelques autres, peuvent être, dans des proportions considérables, soumises à des règles fixes. C'est là pourtant une de ces exagérations d'un principe vrai que l'on rencontre fréquemment dans Adam Smith. De son temps, il existait peu d'exemples de compagnies par actions qui eussent réussi constamment, sans jouir d'un monopole, excepté dans la catégorie des industries citées par lui ; mais, depuis cette époque, on en a vu des exemples nombreux, et l'accroissement régulier et simultané de l'esprit d'association et de la disposition à s'associer en fera naître, sans nul doute, un grand nombre d'autres encore. Adam Smith fixa trop exclusivement son attention sur l'énergie supérieure et l'attention plus constante appliquées à une industrie dans laquelle tout l'enjeu et tout le gain appartiennent aux individus qui la dirigent, et il ne tint pas compte des diverses considérations qui servent de contre-poids et contribuent en grande partie à neutraliser même ce haut degré de supériorité.

§ 3. — La possibilité de substituer un large système de production à un système restreint, dépend naturellement, en premier lieu, de l'étendue du marché. Un large système ne peut être avantageux que là où les affaires peuvent s'élever à un chiffre considérable ; ce système implique donc qu'il existe soit une société populeuse et florissante, soit un débouché important pour l'exportation. De plus, il est favorisé principalement, ainsi que tout autre changement apporté dans la production, par les progrès dans la condition du capital. C'est surtout lorsque le capital d'un pays prend un accroissement annuel considérable qu'il y a une masse immense de capitaux en quête d'un placement ; et une nouvelle entreprise est bien plus promptement et bien plus facilement abordée par un capital nouveau que par le déplacement d'un capital engagé dans des emplois existants. Le changement devient aussi bien plus facile par la concentration de capitaux considérables dans les mains d'un petit nombre d'individus. Il est vrai qu'on peut

Digitized by Google

former le même capital en réunissant un grand nombre de petites sommes. Mais cela suppose (outre que ce mode ne convient pas également à toutes les branches d'industrie) une bien plus grande confiance commerciale et un esprit bien plus entreprenant répandu dans la société, et appartient complétement à une époque plus avancée de progrès industriel.

Dans les pays où existent les marchés les plus considérables, où la hardiesse commerciale et l'esprit d'entreprise se trouvent le plus développés, le plus grand accroissement annuel du capital et la plus grande masse d'immenses capitaux possédés par des particuliers, il y a tendance à substituer de plus en plus, et dans chaque industrie successivement, les grands établissements aux petits. En Angleterre, où se trouve le type principal de tous ces traits caractéristiques, on voit se créer continuellement non-seulement de vastes établissements manufacturiers, mais encore partout où se trouve réuni un nombre suffisant d'acheteurs, des boutiques et des magasins pour exploiter le commerce de détail sur une grande échelle. Ces établisssements sont presque toujours en mesure de vendre moins cher que les petits boutiquiers, en partie, ainsi qu'on peut le comprendre, grâce à la division du travail et à l'économie résultant de ce fait de l'emploi d'agents habiles borné aux cas où cette habileté est nécessaire, et en partie, sans nul doute, par suite de l'épargne de travail inséparable de transactions commerciales faites sur une grande échelle; puisqu'il n'en coûte pas plus de temps et d'application d'esprit pour faire des achats considérables, par exemple, que pour en faire de peu importants, et qu'il en coûte beaucoup moins que pour en faire une grande quantité de petits.

§ 4. — La question à résoudre entre les systèmes de grande et de petite production appliqués à l'agriculture, entre la grande et la petite exploitation agricole, la *grande* et la *petite* culture, s'établit, à beaucoup d'égards, sur des bases différentes de la question générale à résoudre entre les grands et les petits établissements industriels. Envisagée au point de vue social comme élément dans la distribution de la richesse,

Digitized by Google

cette question nous occupera plus tard ; mais à ne la considérer même que comme une question de production, la supériorité d'un système développé ne peut en aucune façon s'établir aussi clairement dans l'agriculture que pour l'industrie manufacturière.

J'ai déja fait observer que les opérations de l'agriculture ne peuvent recueillir que peu d'avantages de la division du travail. Il n'y a guère de séparation des travaux, même dans les fermes les plus considérables. En général, les mêmes individus ne peuvent surveiller les bestiaux, la vente des produits au marché et la culture du sol. La subdivision n'est guère portée au delà de cette classification simple et productive.

L'association de travaux dont l'agriculture est susceptible, est principalement celle que M. Wakefield appelle la coopération simple: quelques individus se prêtant une assistance réciproque pour accomplir le même travail dans le même moment et dans le même lieu. Mais il me semble, je l'avoue, que l'éminent écrivain attribue à cette espèce de coopération, relativement à l'agriculture proprement dite, plus d'importance qu'elle n'en mérite. Aucune des opérations ordinaires propres à l'exploitation agricole n'exige ce concours. Il n'y a aucun avantage particulier à réunir un grand nombre d'individus pour s'occuper ensemble de labourer, de bêcher ou de semer le même champ, ou même de le faucher ou d'y faire la récolte, à moins qu'on ne soit pressé par le temps. En général, une seule famille peut suffire à toutes les combinaisons de travaux nécessaires à cet effet, et, pour les travaux qui exigent réellement l'union des efforts d'un grand nombre d'individus, il est rare qu'on trouve quelque difficulté à l'obtenir dans les petites fermes. La déperdition de la puissance productive par suite de la subdivision du sol entraîne souvent de graves inconvénients; mais cette déperdition s'applique principalement à un morcellement porté si loin que les cultivateurs n'ont pas une quantité suffisante de terre pour occuper leur temps. Lorsque les choses sont arrivées à ce point, les mêmes principes qui recommandent les grandes manufactures s'appliquent à l'industrie agricole. Pour obtenir les résultats

Digitized by Google

productifs les plus considérables, il est généralement à désirer (quoique cette proposition même doive admettre quelques modifications) qu'aucune famille occupant une terre n'en possède moins qu'elle n'en peut cultiver, ou moins que la quantité nécessaire pour employer complètement ses bestiaux et ses instruments de travail. Ce n'est pas là cependant la circonscription des fermes considérables, mais de celles qui sont regardées en Angleterre comme de très-petites fermes. Le grand fermier à quelque avantage lorsqu'il s'agit des bâtiments; il en coûte moins pour loger un grand nombre de bestiaux dans l'enceinte d'un seul bâtiment, que pour les loger également bien dans plusieurs bâtiments. Il y a aussi quelque avantage relativement aux instruments de travail. Un petit fermier est moins disposé à faire l'acquisition d'instruments aratoires dispendieux; mais la plupart des instruments aratoires les mieux fabriqués ne sont pas coûteux. Il peut ne pas convenir à un petit fermier de posséder une machine à battre le blé, à cause de la petite quantité qu'il doit en battre; mais il n'y a aucun motif pour qu'une pareille machine n'appartienne en commun à tout le voisinage, ou qu'elle ne soit fournie par un individu auquel les autres paieraient une somme équivalente pour en faire usage (*). Le grand fermier peut faire quelque épargne dans les frais de transport. Il faut se donner presque autant de peine pour transporter au marché une faible quantité de produits que pour une quantité beaucoup plus considérable, pour amener à la ferme une petite quantité aussi bien qu'une quantité beaucoup plus considérable d'engrais et de denrées d'une consommation journalière. Un autre avantage consiste à acheter bien meilleur marché les

(*) Les observations qui font partie de notre texte peuvent plus tard exiger quelques modifications par suite d'inventions telles que la charrue à vapeur et la machine a moissonner. Cependant le résultat de ces perfectionnements sur les avantages relatifs qu'en retirent les grandes et les petites fermes ne dépendra pas de la bonté des instruments, mais de leur prix d'acquisition. Je ne vois aucune raison pour croire que les choses se passeront de telle façon que ces instruments deviennent inabordables pour les petits fermiers ou les associations de petits fermiers.

(Note de Mill.)

Digitized by Google

denrées que l'on achète en gros. Ces divers avantages doivent être comptés pour quelque chose, mais il ne semble pas qu'ils doivent être estimés très-haut. En Angleterre, pendant plusieurs générations, on a peu expérimenté les petites fermes ; mais en Irlande l'expérience s'est faite sur une grande échelle, dans les conditions non-seulement de l'exploitation la moins intelligente, mais aussi de l'exploitation la mieux entendue ; et les auteurs irlandais qui ont le plus de poids peuvent être cités en opposition à l'opinion qui prévaut généralement en Angleterre à ce sujet. M. Blacker, par exemple, l'un des agriculteurs les plus expérimentés, et l'un de ceux qui ont réalisé les plus heureux perfectionnements dans le Nord de l'Irlande, dont l'expérience s'est exercée principalement sur les parties les mieux cultivées du pays, qui sont en même temps les parties les plus morcelées, pensait que les tenanciers, occupant des fermes dont l'étendue n'excédait pas de cinq à huit ou dix acres de terrains, pouvaient vivre confortablement et payer une rente aussi élevée qu'aucun grand fermier. « Je suis fer-
» mement convaincu, dit-il (*Essai* COURONNÉ *sur l'exploita-*
» *tion de la propriété territoriale en Irlande,* par William
» Blacker, Esq., 1837, page 23), que le petit fermier qui di-
» rige lui-même sa charrue et bêche sa terre, s'il s'astreint
» à suivre une rotation convenable dans les récoltes et nour-
» rit ses bestiaux dans l'intérieur même de la ferme, peut
» vendre moins cher que le grand fermier, c'est-à-dire, en
» d'autres termes, qu'il peut payer une rente que l'autre ne
» pourrait offrir ; et je suis confirmé dans cette idée par l'opi-
» nion d'un grand nombre d'hommes pratiques qui ont exa-
» miné attentivement la matière... Le fermier anglais qui
» occupe 7 ou 800 acres de terre est une espèce d'homme
» qui se rapproche de l'individu connu sous la désignation
» de fermier gentilhomme. Il doit avoir un cheval, un ca-
» briolet et peut-être un surveillant pour inspecter ses ou-
» vriers : assurément il ne peut surveiller lui-même le travail
» qui s'accomplit sur une ferme de 800 acres. » Après quelques autres remarques, l'auteur ajoute : « Outre ces prélève-
» ments que connait peu le petit fermier, il y a les frais cou-

Digitized by Google

» sidérables nécessités par le transport des engrais des bâti-
» ments à une si grande distance, et par celui de la récolte à
» la ferme. Un seul cheval consommera le produit d'une
» quantité de terre supérieure à celle qui pourrait nourrir
» le petit fermier, sa femme et deux enfants. Et ce qui doit
» être considéré plus que tout le reste, le grand fermier dit à
» ses ouvriers : *Allez* travailler ; tandis que le petit fermier
» dit aux siens : *Venez* travailler ; le lecteur intelligent
» comprendra, j'ose le croire, la différence. »

L'une des objections que l'on a fait surtout valoir contre les petites fermes, consiste à dire qu'elles n'entretiennent et ne peuvent entretenir, proportionnellement à leur étendue, un aussi grand nombre de bestiaux que les grandes fermes, et que cette circonstance donne lieu à une telle pénurie d'engrais qu'un sol extrêmement subdivisé doit toujours être dans un état d'appauvrissement. On peut se convaincre cependant que la subdivision du sol ne produit cet effet que lorsqu'elle fait tomber la terre aux mains de cultivateurs tellement pauvres qu'ils ne possèdent pas la quantité de bétail convenable pour l'étendue de leurs fermes. Une petite ferme et une ferme mal tenue ne sont pas synonymes. Pour établir une comparaison légitime, nous devons supposer que le même capital qui est possédé par les grands fermiers se trouve disséminé parmi les petits. Lorsque cette condition existe, ou même un état de choses qui s'en rapproche, et qu'on met en pratique le nourrissage à l'étable (ce mode commence à être considéré comme une économie bien entendue même dans les grandes fermes), l'expérience, bien loin de justifier cette assertion, qu'une exploitation agricole peu développée est défavorable à la multiplication des bestiaux, établit le contraire même d'une façon concluante. La quantité considérable des bestiaux et l'emploi abondant des engrais dans les petites fermes de la Flandre, sont les caractères les plus frappants de cette agriculture flamande qui fait l'admiration de tous les juges compétents en Angleterre et sur le continent.

Le désavantage des petites fermes, s'il en existe un, ou plutôt d'une ferme exploitée par des paysans, comparée avec la

Digitized by Google

ferme exploitée par un capitaliste, doit consister surtout dans l'infériorité de talent et d'instruction ; mais il n'est pas vrai, en thèse générale, que cette infériorité existe réellement. Des pays de petits fermiers où l'exploitation agricole est dirigée par les paysans, tels que la Flandre et l'Italie, possédaient une bonne agriculture bien longtemps avant l'Angleterre, et cette agriculture est encore, à tout prendre, probablement la meilleure du monde. Les paysans fermiers possèdent souvent à un degré éminent l'habileté empirique qui est le fruit d'une observation journalière et scrupuleuse. C'est, par exemple, une chose extraordinaire que la connaissance traditionnelle de la culture de la vigne possédée par les paysans des contrées qui produisent les meilleurs vins. Sans nul doute, la science ou du moins la théorie fait défaut, et il manque dans une certaine proportion cet esprit de perfectionnement qui se rapporte à l'introduction de nouveaux procédés. Il manque aussi les moyens de faire des expériences, qui peuvent rarement être réalisées avec avantage autrement que par de riches propriétaires ou capitalistes. Quant à ces perfectionnements systématiques qui exercent une influence subite sur une vaste étendue de pays (tels que de grands travaux de *drainage* et d'irrigation), ou qui, par toute autre raison, exigent réellement le concours d'une masse considérable d'ouvriers associant leurs efforts, on ne doit pas espérer, en général, qu'ils soient entrepris par de petits fermiers, ou même par de petits propriétaires, bien qu'une association entre eux dans un but semblable ne soit pas sans exemple et doive se reproduire plus souvent à mesure que leur intelligence se développera davantage.

En regard de ces désavantages, il faut placer, partout où la *tenure* de la terre est convenable, une ardeur industrielle vraiment sans comparaison avec toute autre condition de l'agriculture. C'est là un sujet sur lequel l'attestation de témoins compétents est unanime. L'œuvre de la *petite culture* ne peut être jugée équitablement là où le petit cultivateur est un simple tenancier, et non pas même un tenancier à des conditions fixes, mais (comme en Irlande) moyennant une rente

Digitized by Google

nominale supérieure à ce qu'il peut payer, et, par conséquent, moyennant une rente variable s'élevant toujours à la somme la plus forte qui puisse être payée. Pour bien comprendre la question, il faut l'étudier là où le cultivateur est aussi propriétaire, ou du moins *métayer*, payant un fermage fixe; là où le travail, auquel il se livre pour augmenter le produit et la valeur de la terre, devient, entièrement ou en partie, profitable à lui-même ou à ses descendants. Lorsque nous aborderons une autre division de notre sujet, nous discuterons avec quelque développement l'importante matière des fermages, et j'ajourne jusque-là toute citation des preuves de la merveilleuse industrie des paysans propriétaires. Il peut suffire aujourd'hui d'en appeler à la somme énorme de produits bruts, que les ouvriers (agricoles) de l'Angleterre, même sans bail fixe, obtiennent généralement de leurs petites parcelles de terrain. Ce produit est, sans comparaison, plus considérable que le produit que le grand fermier recueille ou trouverait son intérêt à recueillir de la même étendue de terrain.

Et je maintiens que c'est véritablement pour ce motif que la grande culture est généralement la plus avantageuse comme simple placement devant donner un profit. La terre occupée par un grand fermier n'est pas exploitée avec un aussi grand soin. On n'y emploie pas, à beaucoup près, autant de travail. Ce n'est pas à raison d'une économie quelconque résultant de la combinaison du travail, mais parce qu'en appliquant une moindre somme de travail, on obtient un revenu plus considérable en proportion des avances. Il ne peut convenir à personne de payer les autres pour accomplir tout le travail auquel le paysan, celui même qui occupe le moindre morceau de terre, se soumet avec joie lorsqu'il doit lui-même recueillir tous les fruits. Ce travail n'est pas, toutefois, complètement improductif; dans son ensemble il augmente le produit brut. Étant données une habileté et une instruction à peu près égales, le grand fermier n'obtient pas du sol, à beaucoup près, autant que le petit propriétaire ou le petit fermier poussé par des motifs suffisants d'activité; mais, bien que ses produits soient moins considérables, le travail est moindre, et comme

Digitized by Google

tout travail qu'il fait exécuter doit être payé, il ne convient pas à son but d'en faire exécuter davantage.

Mais quoique le produit brut de la terre soit le plus considérable, toutes choses égales d'ailleurs sous le régime de la petite culture, et bien que, conséquemment, un pays soumis à ce système soit en état d'entretenir une masse de population plus nombreuse, c'est un fait généralement admis par les auteurs anglais que ce qu'on appelle le produit net, c'est-à-dire l'excédant restant en sus de la subsistance des cultivateurs, doit être moins considérable; qu'en conséquence, la population disponible pour toutes les autres carrières, pour l'industrie manufacturière, pour le commerce et la navigation, pour la défense nationale, pour la propagation des connaissances, pour les professions libérales, pour les diverses fonctions gouvernementales, pour les arts et la littérature, population dont tous les membres dépendent, pour leur existence, de cet excédant relativement à leurs occupations, doit être moins nombreuse. Par suite, laissant de côté toutes les questions qui se rattachent à la condition des cultivateurs effectifs, la nation doit être dans une condition d'infériorité notoire, eu égard aux principaux éléments de la puissance nationale et au plus grand nombre de ceux qui se lient au bien-être général. Toutefois, on a trop facilement regardé ce point comme hors de discussion.

Sans nul doute, la population non agricole se trouvera dans une proportion moindre relativement à la population agricole sous le régime de la petite culture que sous celui d'une culture étendue. Mais il ne s'ensuit nullement que cette population sera moins nombreuse, absolument parlant. Si la totalité de la population, agricole et non agricole, est plus considérable, la portion non agricole peut être plus nombreuse par elle-même, et cependant former une partie moins considérable de la masse. Si le produit brut est plus considérable, le produit net peut l'être également et cependant se trouver dans un rapport plus faible avec le produit brut. Cependant M. Wakefield lui-même paraît confondre ces idées si distinctes. En France, on a calculé que les deux tiers de la population

Digitized by Google

sont agricoles. En Angleterre, il n'y en a tout au plus qu'un tiers. De là, M. Wakefield tire cette conclusion que, puisque, en France, trois individus seulement sont entretenus par le travail de deux cultivateurs, tandis que, en Angleterre, ce même travail entretient six individus, l'agriculture anglaise est deux fois aussi productive que l'agriculture française, grâce à la supériorité de puissance productive d'une grande exploitation agricole due au travail par association. Mais, en premier lieu, les faits mêmes sont exagérés. Le travail de deux individus, en Angleterre, n'entretient nullement six individus; car on importe de l'étranger et de l'Irlande une quantité assez considérable de denrées alimentaires. Pareillement, en France, le travail de deux cultivateurs fait plus que suffire à la nourriture de trois individus. Ce travail fournit à trois individus et souvent à l'étranger, du chanvre, du lin et, dans une certaine proportion de la soie, des huiles, du tabac et, tout récemment, du sucre, produits qui, en Angleterre, sont tous demandés à l'importation. Presque tout le bois de construction, employé en France, est indigène; la presque totalité de celui qu'on emploie en Angleterre est importée; la plus grande partie du combustible de France est obtenue et amenée sur le marché par l'entremise des individus rangés dans la classe des agriculteurs; en Angleterre, par des individus qui ne font pas partie de cette classe. Je ne fais pas entrer en ligne de compte les peaux et les laines, ces produits étant communs aux deux pays, ni le vin ou l'eau-de-vie produits pour la consommation intérieure, puisque l'Angleterre possède dans la bière et les liqueurs spiritueuses une production correspondante; mais l'Angleterre n'exporte une quantité considérable d'aucun de ces articles, et elle importe une quantité considérable du dernier, tandis que la France fournit des vins et des liqueurs spiritueuses au monde entier. Je ne parle pas des fruits, des œufs et autres semblables articles moins importants de la production agricole. Mais, sans attribuer une importance exagérée à ces réductions, nous prendrons la question ainsi qu'elle se pose. Supposons que deux individus, en Angleterre, produisent réellement la nourriture de six

Digitized by Google

personnes, tandis qu'en France le travail de quatre individus serait nécessaire au même résultat : s'ensuit-il que l'Angleterre doive avoir un excédant plus considérable pour entretenir sa population non agricole? Non ; mais seulement qu'elle peut consacrer à cet usage les deux tiers de son produit total, au lieu d'un tiers. Supposons que le produit soit deux fois aussi considérable, et le tiers équivaudra aux deux tiers. Il pourrait arriver en réalité que, grâce à la somme plus considérable de travail, employée d'après le système français, la même terre produisit la subsistance de douze personnes qui n'en produirait que pour six d'après le système anglais ; et s'il n'en était rien, ce qui serait tout-à-fait d'accord avec les conditions de de notre hypothèse, alors quoique la subsistance de douze personnes fût produite par le travail de huit, tandis que six individus seraient nourris par le travail de deux individus seulement, il se trouverait le même nombre de bras disponibles pour un autre emploi dans un pays que dans l'autre. Je ne prétends pas que les choses se passent ainsi. Je sais que le produit brut, par acre de terre, en France donne une moyenne bien moins considérable qu'en Angleterre, et qu'en proportion de l'étendue et de la fertilité des deux pays, l'Angleterre a, dans le sens dont nous parlons maintenant, la population disponible la plus considérable. Mais on ne doit pas mesurer la disproportion d'après le simple criterium de M. Wakefield. Autant vaudrait dire que le travail agricole aux États-Unis où, d'après le dernier recensement, il paraît que quatre familles sur cinq se consacrent à l'agriculture, doit être encore moins productif qu'en France.

L'infériorité de la culture française (qu'on doit admettre comme réelle, en prenant le pays dans son ensemble, bien qu'elle ait été grandement exagérée), est due probablement à une moyenne généralement plus faible d'habileté industrielle et d'activité dans ce pays plutôt qu'à une cause quelconque particulière ; et lors même qu'elle serait en partie le résultat d'un morcellement excessif, cela ne prouverait pas que la petite culture soit désavantageuse, mais seulement (ce qui est assurément un fait réel) que les fermes en France sont très-

Digitized by Google

souvent *trop* petites et, ce qui est pire, fractionnées en un nombre presque incroyable de morceaux de terre ou de *parcelles*, dispersées d'une façon très-peu convenable et séparées les unes des autres.

A considérer les choses comme une question non de produit brut, mais de produit net, les mérites comparatifs de la *grande* et de la *petite culture*, surtout lorsque le petit fermier est en même temps propriétaire, ne peuvent être considérés comme jugés. C'est une question sur laquelle des juges compétents diffèrent aujourd'hui. Le courant de l'opinion en Angleterre est favorable aux grandes fermes ; sur le continent, la balance des autorités semble pencher dans le sens contraire. Le professeur Rau, d'Heidelberg, auteur de l'un des traités les plus étendus et les plus savants qui existent sur l'économie politique, et qui possède cette large connaissance des faits et des autorités sur son sujet qui caractérise en général ses compatriotes, pose en principe comme vérité incontestable, que des fermes de faible contenance ou d'une contenance médiocre, donnent non-seulement un produit brut, mais encore un produit net plus considérable ; bien qu'il fût à souhaiter, ajoute-t-il, qu'il se trouvât quelques grands propriétaires pour ouvrir la voie à de nouvelles améliorations.

Le jugement, en réalité, le plus impartial et le plus sagace que j'aie jamais rencontré est celui de M. Passy, qui (toujours relativement au produit *net*) émet une opinion favorable aux grandes fermes pour les céréales et les fourrages, mais qui, pour les espèces de culture exigeant beaucoup de travail et de soin, accorde tout avantage à la petite culture, comprenant sous cette dénomination non-seulement les vignes et les oliviers, végétaux auxquels, individuellement, on doit consacrer beaucoup de travail et de soin, mais encore les racines, les plantes légumineuses et les végétaux qui fournissent les matériaux de l'industrie manufacturière. Le peu d'étendue des fermes et la multiplicité qui en est la conséquence sont, d'après toutes les autorités, extrêmement favorables à l'abondance d'une foule de produits secondaires de l'agriculture.

Digitized by Google

OBSERVATION SUR LE CHAPITRE IX

Mill a raison de dire, qu'à l'heure actuelle, la question de la production sur une grande et sur une petite échelle ne se résout pas encore pour l'économie rurale d'après les mêmes considérations que celles qui se présentent dans l'examen de cette question appliquée à la production manufacturière. La différence provient, comme il l'indique lui-même, de ce que la division des occupations n'est encore que très-peu introduite dans l'agriculture, de ce que la partie du travail pour laquelle on invente de grandes et coûteuses machines y est encore minime, en un mot, de ce que le procédé agricole est encore très-peu perfectionné, ou, pour parler le langage économique, de ce que le capital n'y est encore appliqué qu'à un très-faible degré.

A l'heure qu'il est, en 1860, il en est encore ainsi; mais il est impossible de ne pas prévoir que notre génération elle-même verra un autre ordre de choses, que le

Digitized by Google

changement y a déjà commencé, que ce changement se développera avec une grande rapidité et que le temps où l'agriculture passera de son procédé actuel à un procédé perfectionné, n'est pas loin de nous. Examinons les signes qui annoncent que ce changement est proche.

Fixons d'abord notre attention sur ce fait général, par lequel on entend, dans le langage économique, tous les perfectionnements de la production.—sur ce que l'on appelle l'application du capital à la production. Comme symptôme de ce fait nous voyons, dans l'ordre économique actuel, le remplacement de l'état patriarcal, basé sur la routine, par la spéculation et par l'introduction d'une vive concurrence, deux choses qui se manifestent chaque fois que les capitalistes se dirigent vers une certaine branche de l'industrie. Le capital, d'après la remarque judicieuse de Mill, se dirige en grande masse vers une nouvelle branche d'occupations alors qu'il commence à être serré dans les occupations anciennes. Nous voyons que le commerce et toute l'industrie manufacturière, dans les pays les plus avancés, sont déjà regorgées de capital et que celui-ci s'efforce d'embrasser de nouvelles branches d'activité. La construction des chemins de fer, comme nouveau placement, lui a suffi pour plusieurs années. Maintenant les pays les plus avancés de l'Europe ont déjà réalisé les plus nécessaires et les plus avantageuses entreprises de ce genre. La construction des chemins de fer y continue sur une échelle très-grande et continuera certainement plusieurs années encore sur la même ou sur une plus vaste échelle; mais déjà il est impossible de ne pas voir qu'une petite partie seulement des accroissements annuels du capital, se trouvant dans les mains de la spéculation, est appliquée

Digitized by Google

à ces entreprises. A présent, non seulement en Angleterre, mais même en France et en Allemagne, les choses ne vont plus comme il y a vingt ans : on ne voit pas se former de nouvelles et immenses sociétés pour la construction de nouvelles et immenses lignes de chemins de fer; l'agrandissement des réseaux existants se produit principalement par des sociétés anciennes qui y emploient une partie de leur profit; en Angleterre le produit net annuel provenant des chemins de fer monte, paraît-il, à soixante millions de roubles ou même davantage. Pour la France et l'Allemagne, prises ensemble, il monte également à cette somme. Ce produit net va chaque année en croissant; mais rien que ces cent vingt millions de roubles suffisent déjà à la construction annuelle de plusieurs centaines de verstes de chemins de fer nouveaux. Les chemins de fer s'agrandissent presque exclusivement de leur propre force; du nouveau capital, tiré d'autres sources, ils n'en ont guère besoin; où donc faut-il chercher le placement du superflu de capital qui se forme et qui est à l'étroit dans le commerce et dans la manufacture? Il ne lui reste qu'un seul placement productif, c'est dans l'économie rurale. Et, en effet, dans ces dernières années, les capitalistes commencent, dans les pays les plus avancés de l'Europe occidentale, à se diriger vers la production agricole.

Jusque dans ces derniers temps, il n'y avait guère de grandes machines inventées pour la production agricole; maintenant, comme tout le monde le sait, la question de la charrue à vapeur est à l'ordre du jour. Les tentatives actuelles pour la résoudre sont-elles heureuses ou non, peu importe. Les connaisseurs assurent qu'il existe déjà des charrues à vapeur travaillant beaucoup plus

Digitized by Google

avantageusement que les charrues ordinaires, traînées par des chevaux ou par des bœufs. Mais, si même cette assertion était hasardée, elle n'est tout au plus que prématurée : aujourd'hui pour demain des charrues à vapeur, suffisamment bien construites, vont paraître. L'application des machines à vapeur à l'agriculture s'étend de plus en plus chaque année dans les pays les plus avancés de l'Europe et elle doit bientôt passer aux opérations principales de l'agriculture : au labour et à la moisson (*). En même temps qu'on applique les grandes machines au travail agricole direct, des travaux préalables commencent à être exécutés sur une grande échelle. Il suffit de nommer le drainage.

On a beau parler des perfectionnements agricoles accomplis durant les dix dernières années, l'agriculture n'en continue pas moins à demeurer jusqu'à présent au même point où elle était parvenue au moyen-âge, et avant cette époque, chez les Romains, et, plus tôt encore, en Mésopotamie et en Égypte. L'agriculture de la Flandre et de la Lombardie, auxquelles Mill donne la préférence sur celle de l'Angleterre, étaient arrivées dès le moyen-âge au même point où elles sont actuellement. On trouve dans Columelle des règles pour pratiquer l'agriculture d'après les méthodes les plus perfectionnées que nous ayons aujourd'hui. Les travaux colossaux d'irrigation et de dessèchement que l'Angleterre est seu-

(*) Ce que M. Tchernychewsky annonçait dans ces lignes, il y a de cela 14 ans, est aujourd'hui un fait accompli en Angleterre et dans certaines parties des Etats-Unis. On y voit fonctionner d'immenses charrues à plusieurs socs et de grandes machines à moissonner, mues par la vapeur ; et cette *culture à vapeur*, désormais entrée dans la pratique agricole de ces pays, s'y répand de plus en plus chaque année, en attendant qu'elle s'impose également à notre vieux continent et révolutionne de fond en comble notre vieille agriculture traditionnelle et routinière. C. D. P.

Digitized by Google

ment en train d'accomplir, furent déjà exécutés à Babylone et à Thèbes d'Egypte.

Quant à la situation des connaissances techniques, et surtout de la mécanique et de la chimie, elle n'est déjà plus la même qu'aux siècles passés, ou même qu'il y a quarante ans ; en effet, au commencement du siècle présent, ces sciences ne pouvaient pas plus concourir encore au procédé agricole qu'elles ne le pouvaient chez les Lombards du moyen-âge, chez les Romains et chez les Égyptiens. Mais maintenant les ingénieurs, en construisant des chemins de fer, ont appris à élever des constructions qui n'existaient ni chez les Romains, ni chez les peuples de l'Orient, dont les aqueducs étaient encore pour nous, il n'y a pas plus de cinquante ans, des modèles au point de vue de leur immensité et au point de vue de l'art. Dès que Liébig aborda l'étude des applications de la chimie à l'agriculture, parurent, pour l'apprêt du sol, des moyens qui n'étaient pas connus au moyen-âge, qui n'étaient connus ni à Rome, ni en Egypte, et auxquels la génération qui nous a précédée n'a pu même songer. Tous ces faits suffisent, ce nous semble, pour nous assurer qu'une réforme fondamentale dans la production agricole, — réforme semblable à celle qui fut accomplie dans la manufacture par les découvertes de la fin du siècle passé et du commencement du siècle présent, — n'est pas loin de nous.

Le procédé agricole se distingue de celui de la fabrique par une plus grande complexité des éléments qui y prennent part. Vous y avez des conditions climatériques et géologiques, que la fabrique ignore. La matière première employée par la fabrique est homogène ; dans l'agriculture, elle se compose de plusieurs parties diffé-

Digitized by Google

rentes : outre les semences, correspondant à la matière première proprement dite de la fabrique, le sol, qui fait la fonction d'une cornue, entre lui-même en combinaison chimique avec la matière première, tandis que dans la fabrique la cornue ne se combine pas avec cette matière. Cela nous explique pourquoi la science aborda les questions agricoles beaucoup plus tard que celles de la fabrique. Pour résoudre des problèmes plus compliqués, il lui a fallu acquérir beaucoup plus de connaissances. A l'heure qu'il est, elle possède déjà une assez grande quantité de renseignements pour résoudre les questions agricoles et acquiert avec rapidité ceux qui lui manquent encore.

De tout cela, il faut conclure que les causes de la différence entre l'agriculture et l'industrie manufacturière, sous le rapport de la production sur une grande échelle, vont bientôt disparaître.

Il ne faut, du reste, accepter ces considérations que comme des prévisions, des hypothèses, mais qui sont certainement d'une très-grande probabilité. Le degré de leur probabilité est presque égal à la certitude, mais cependant ce n'est pas un fait ; ce ne sont que des déductions tirées de signes qui nous montrent la réalisation prochaine de certains faits. Il n'y a pas à s'inquiéter de ce qui n'existe pas encore, alors qu'il existe déjà des faits réalisés qui demandent toute notre attention. Les pensées relatives à un avenir même assez proche, n'ont qu'une faible importance pratique en comparaison des circonstances sous l'influence desquelles l'homme se trouve actuellement. Tout en laissant aux temps futurs l'examen le plus détaillé de la question de savoir s'il existe ou s'il n'existe pas une différence intrinsèque entre les modes de

Digitized by Google

productions de l'agriculture et ceux de la fabrique, nous allons nous occuper de l'examen général des propriétés économiques de la production sur une grande et sur une petite échelle, indépendamment de la question spéciale relative à la réforme du procédé agricole. Nous prenons ce procédé tel qu'il est. Examinons donc si la production agricole sur une grande échelle est avantageuse ou non, les circonstances actuelles étant données.

Tous les avantages de la petite culture se réduisent à un seul : les travaux sont exécutés par des hommes qui ont un intérêt direct dans leur efficacité, presque toute la besogne se fait par la famille à qui appartiendra le produit. Ce n'est qu'en proportion insignifiante, et seulement accidentellement, que les travaux sont quelquefois exécutés par des ouvriers salariés n'ayant pas d'intérêt personnel dans l'efficacité de la production ; mais comme ils travaillent à côté du patron, c'est en vain qu'ils voudraient rester en arrière, ils ne le peuvent : son œil est toujours fixé sur eux. C'est pourquoi, quels que soient les moyens offerts à la petite culture, elle en tire très-bien profit.

Tous les avantages de la grande culture se réduisent aussi à un seul : elle a d'excellents moyens pour diriger l'entreprise avec efficacité, elle a de meilleurs instruments, une distribution économique du sol. Dans la petite culture, une assez grande partie du sol se perd, on ne peut aussi bien distribuer les terres arables et les pâturages, on ne peut avoir d'aussi bons instruments.

Eh bien, qu'avons nous à présent ? Dans le premier système, il y a la volonté de bien exécuter la besogne, mais les moyens manquent ; dans le second système, tous les moyens pour diriger l'entreprise avec efficacité

Digitized by Google

existent, mais les exécuteurs de la besogne, les ouvriers mercenaires, manquent de volonté pour l'exécuter comme il faut.

Qu'est-ce que cela signifie? Et comment faut-il raisonner ici?

Voici ce que cela signifie : Il existe un jeune homme qui possède tous les moyens de s'instruire, mais ne veut pas apprendre; il existe un autre jeune homme qui a le désir d'apprendre, mais est privé des moyens d'instruction. Que faire? Aller discuter, peut-être, la question de savoir lequel des deux aura le plus de succès dans l'étude des sciences, du jeune homme qui a la volonté, mais pas les moyens, ou de celui qui a les moyens, mais pas la volonté? Il nous semble qu'il vaudrait mieux, au lieu de s'occuper de cette discussion (du reste très-intéressante), songer à ceci : ne peut-on éveiller la volonté chez le jeune homme qui a les moyens, et fournir les moyens à celui qui a la volonté?

Voici ce que cela signifie encore : Un bon cuisinier prépare le dîner avec de mauvais aliments, un mauvais cuisinier prépare le dîner avec de bons aliments, quel dîner sera le meilleur? Il est à croire qu'ils seront passablement mauvais l'un et l'autre. Il n'y a pas à discuter sur leur supériorité, mieux vaut enseigner à l'un des deux cuisiniers à bien préparer le dîner, et fournir à l'autre des comestibles de bonne qualité.

Pour une bonne culture, il faut des terres d'une grande étendue.

Pour une bonne culture, il est indispensable que les travailleurs soient maîtres et non mercenaires.

Tant que ces conditions n'existent pas réunies dans la culture, celle-ci sera mauvaise.

Digitized by Google

Mill ne va pas jusqu'à cette conclusion. Mais pourtant il nous semble que cette déduction n'est pas un casse-tête.

Non, ce n'est pas un casse-tête en théorie ; mais comment faire pour que les terres de grande étendue soient cultivées par les maîtres? Comment cela se fera, nous le dirons ailleurs, parce que cela touche déjà aux formes de la production, dont il sera question dans le deuxième livre de Mill, et non plus aux lois fondamentales qui, seules, sont en question ici. Il nous suffit maintenant d'avoir trouvé la loi; comment elle se réalise, cela dépend des formes de l'organisation économique.

Il faut noter que la loi, dont nous venons d'exprimer la formule à propos de la production agricole, s'applique à celle des fabriques et à toute autre production. L'efficacité de la production apparait partout comme le produit de deux facteurs : l'un des facteurs est le degré de perfection des opérations productives, l'autre est la qualité du travail ou, en d'autres termes, la qualité du travailleur exécutant ces opérations. Il va sans dire que si un des facteurs est très-grand, le produit sera assez grand, même quand le second facteur est très-petit. Mais le cas le plus avantageux est celui où ces deux facteurs sont proportionnés entre eux (*).

En présence des grossiers procédés de production auxquels se borne la technique des sociétés barbares, le travail des esclaves était en conformité avec les instruments auxquels il était appliqué : l'un et l'autre, le travail et l'instrument, étaient également mauvais.

(*) Ici le texte russe donne une longue note qu'en raison de son importance nous avons placée à la suite de la présente étude sous forme de supplément (page 326).

(*Note du traducteur*).

Digitized by Google

Lorsque la technique se perfectionne un peu, lorsque des instruments compliqués et délicats ont paru, le travail grossier de l'esclave ne convient plus : la machine ne souffre pas l'esclave auprès d'elle ; elle ne supporte pas sa paresse et son insouciance. Il en est de même quant aux métiers où des instruments quelque peu perfectionnés sont introduits. Il leur faut un homme libre.

Lorsqu'enfin la production se perfectionne à un tel point qu'elle demande à être effectuée sur une grande échelle, la seule condition de la liberté du travailleur ne lui suffit plus. Dans un petit atelier, dans une petite culture, le patron peut bien surveiller l'exécution de la besogne ; là il n'existe guère de différence entre le travail du patron et celui du salarié, car le salarié travaille sous les yeux du patron, qui peut ainsi voir la moindre chose. Mais à mesure que l'échelle de la production devient de plus en plus grande, il devient de moins en moins possible à un seul patron de surveiller le nombre toujours croissant d'ouvriers, les détails de l'affaire devenant d'une grandeur énorme. Le travail mercenaire dépense là pour la moitié plus de temps, et la moitié des forces fournies par les machines se perd inutilement. L'avantage de la besogne exige là, au lieu du travail mercenaire, une autre forme, qui soit plus soigneuse, plus consciencieuse envers la besogne. Il y faut que chaque travailleur soit porté à un travail consciencieux, non par la surveillance d'un patron qui n'est plus en état de le surveiller, mais par son propre calcul ; il y faut déjà que la rémunération du travail consiste dans le produit même du travail, et non dans un salaire quelconque, parce qu'aucun salaire ne saura suffisamment rémunérer un travail consciencieux ; or, la distinction du travail

Digitized by Google

consciencieux et du travail non-consciencieux devient de moins en moins possible à qui que ce soit, excepté au travailleur lui-même.

Nous voyons que les changements dans les qualités du travail sont provoqués par les changements dans le caractère des procédés de production. D'un côté, cela signifie que si le caractère des procédés de production a changé, le caractère du travail sera changé inévitablement, et que, par conséquent, l'avenir du travailleur n'est pas à plaindre; l'amélioration du sort du travailleur est inévitable, car cela est compris dans le développement même des procédés producteurs. De l'autre côté, il ne faut pas oublier que le résultat d'un fait quelconque exige toujours un certain temps pour se montrer complètement ; qu'un fait exigeant un nouveau milieu, ne peut le créer tout d'un coup, et qu'ainsi l'ancien milieu qui correspondait aux anciens faits, bien qu'il ne convienne plus à l'époque actuelle, continue néanmoins inévitablement son existence pendant un certain laps de temps encore.

Il est donc très-naturel que le caractère du travail dans les pays les plus civilisés de l'Europe, ait conservé jusqu'à présent son air ancien, tel qu'il était pour servir à la production sur une petite échelle; le développement de la production sur une grande échelle date d'un temps bien proche : son rôle économique, il y a 80 ans, était absolument nul, même en Angleterre, sans parler des autres pays. Ce n'est que depuis les quarante ou tout au plus les cinquante dernières années, que ce genre de production se développe avec rapidité, et c'est seulement dans les dernières années qu'elle a commencé à acquérir une prépondérance décisive sur la production sur une

Digitized by Google

petite échelle. Si, par la puissance de la routine, l'esclavage a pu durer pendant des siècles, après qu'il avait cessé d'être une forme compatible avec la production, la forme du travail salarié peut donc aussi, dans les pays les plus civilisés de l'Europe, durer encore assez longtemps, — peut-être quelques dizaines d'années, et peut-être même quelques générations. Dans les questions d'avenir, on ne peut voir d'une manière précise que le but vers lequel les choses tendent par leur développement; mais il est impossible de deviner avec une précision mathématique combien de temps il faudra pour atteindre ce but : le mouvement historique s'opère sous l'influence d'une multitude de mobiles hétérogènes, on ne voit guère que la direction de sa marche; mais la vitesse est soumise à des oscillations perpétuelles, pareilles à celles qui accompagnent l'élévation de la température à partir de l'hiver vers l'été. Il est certain qu'en général la température s'élève, mais on ne peut nullement deviner la température du lendemain. Il en est de même quant à l'histoire : on ne peut déterminer si les premières années à venir seront favorables ou non au progrès économique. Si elles y sont favorables, en peu d'années il peut se produire un développement tel, qu'il aurait fallu, dans des temps défavorables, des dizaines et peut-être des centaines d'années pour la produire. Mais cette distinction chronologique n'a d'importance que pour la génération actuelle : lui sera-t-il donné de jouir de meilleures conditions dans la production? C'est là certainement une chose très-importante pour elle. Quant à la formule spéculative, elle ne comporte aucune incertitude, par la raison même qu'elle ne renferme point d'indication chronologique; elle se borne à dire :

Digitized by Google

de l'ordre actuel des choses proviendront tels et tels changements dans tels et tels faits. Quand viendront ces changements, elle n'en parle pas. Peut-être demain, peut-être dans beaucoup de temps. Ainsi la physiologie dit à chacun de nous : « tu mourras », mais elle n'indique pas l'heure où mourra tel ou tel individu. Ce sont là des circonstances qui échappent jusqu'à présent à une détermination précise.

Digitized by Google

SUPPLÉMENT A L'ÉTUDE PRÉCÉDENTE

RAPPORTS DES DEUX FACTEURS DE L'EFFICACITÉ DE LA PRODUCTION

Quelle est la formule exprimant la dépendance de la production envers les deux facteurs de son efficacité, qui sont : la qualité du procédé productif et la qualité de l'ouvrier? Songeons un peu à cette question.

Une société donnée dispose, dans un moment donné, d'une quantité donnée de forces pouvant être tournées vers la production. Soit que dans le moment donné cette quantité est égale à 20 unités.

Ces forces, la société peut les employer dans la production de deux manières. Premièrement, pour la production, il faut des instruments. Désignons-les par A. Secondement, il y faut l'ouvrier. Désignons-le par B. Les degrés de qualité des uns et de l'autre seront également désignés par des coëfficients. Par exemple, 6 A désignera les instruments producteurs qui sont deux fois meilleurs que les autres instruments, lesquels seront désignés par 3 A ; 8 B indiquera l'ouvrier qui exécute le

Digitized by Google

travail deux fois mieux que l'autre ouvrier qui sera désigné par 4 B.

Il est clair que le produit provient de l'union de A et de B. Mais par quelle formule cette union est-elle déterminée : par l'addition, par la multiplication, ou par un autre rapport quelconque, qui ne soit ni de l'une, ni de l'autre catégorie? Cela est très-facile à découvrir.

Prenons des instruments d'une certaine qualité, de 6 A par exemple; prenons un ouvrier d'une certaine qualité, de 8 B, par exemple. Désignons par la lettre X une certaine quantité de produit de certaine qualité, quantité produite dans une journée par le travail de cet ouvrier au moyen de ces instruments.

Mettons maintenant que l'ouvrier reste le même, mais qu'il a des instruments produisant deux fois moins. Il est évident qu'il produira une moitié seulement de ce qu'il produisait d'abord, c'est-à-dire 1/2 X.

Ou bien, mettons que les instruments restent les mêmes, mais que l'ouvrier est deux fois plus mauvais : le produit sera également deux fois moindre, c'est-à dire 1/2 X.

Chacun voit à quelle formule appartiennent les rapports donnant de pareils résultats : le nombre cherché devient deux fois moindre lorsque l'un des facteurs, qui le produit, reste invariable, tandis que l'autre devient deux fois moindre. Chacun voit que ce n'est ni l'addition, ni l'élévation à la puissance, mais tout simplement la multiplication. Chacun voit par quels signes mathématiques il faut exprimer les relations que nous venons d'examiner.

$$6\,A \times 8\,B = X$$
$$3\,A \times 8\,B = 1/2\,X$$
$$6\,A \times 4\,B = 1/2\,X$$

Digitized by Google

Aucune autre formule que celle de la multiplication ne convient à ces rapports ; mais la formule de la multiplication leur convient parfaitement.

A présent, nous pouvons remplacer X, signe de l'inconnue, par un signe quelconque qui désigne d'après les usages des mathématiques la grandeur connue. Nommons cette quantité par la lettre C, et mettons que

$$A \times B = C$$

Alors, en adoptant pour A et pour B divers coëfficients formés par la multiplication des coëfficients de A et de B entre eux, par exemple :

$$2\,A \times 2\,B = 4\,C$$
$$3\,A \times 3\,B = 9\,C$$

l'efficacité de la production se mesure par la grandeur du coëfficient de C. Il s'agit de savoir maintenant en quelle proportion il est le plus avantageux de répartir la somme des forces sociales, 20, entre les deux facteurs A et B? Prenons donc tour à tour :

$$\begin{array}{rcrcr}
1\,A & \times & 19\,B & = & 19\,C \\
2\,A & \times & 18\,B & = & 36\,C \\
\multicolumn{5}{c}{\dots\dots\dots\dots} \\
8\,A & \times & 12\,B & = & 96\,C \\
9\,A & \times & 11\,B & = & 99\,C \\
10\,A & \times & 10\,B & = & 100\,C \\
11\,A & \times & 9\,B & = & 99\,C \\
12\,A & \times & 8\,B & = & 96\,C \\
\multicolumn{5}{c}{\dots\dots\dots\dots} \\
19\,A & \times & 1\,B & = & 10\,C
\end{array}$$

En rapprochant ces équations entre elles, nous voyons que le coëfficient de C devient d'autant plus grand que les coëfficients de A et de B se rapprochent davantage

Digitized by Google

l'un de l'autre, et il devient d'autant plus petit que ces coëfficients divergent davantage.

Cela veut dire qu'on reçoit le maximum de produit là où la qualité du travail est égale au degré de perfection— des procédés productifs. La grandeur des moyens sociaux étant donnée, il faut les répartir entre les soins d'amélioration des procédés productifs et les soins d'amélioration des qualités du travail, dans une telle proportion que le perfectionnement de l'ouvrier ne reste pas en arrière des perfectionnements réalisés dans les procédés productifs. Toute autre répartition est désavantageuse pour la production. Si, par exemple, la qualité du travail est développée à un très-haut degré là où les opérations productives sont peu développées, nous aurons alors :

$$1\,A \times 19\,B = 19\,C\,;$$

c'est-à-dire nous aurons un petit produit, c'est-à-dire encore la société ne jouira pas du bien-être. Ce cas correspond à la petite culture d'aujourd'hui, où le travail est bon, mais où les moyens de travail sont mauvais.

Si, au contraire, nous allons développer à un très-haut degré les procédés productifs, sans nous inquiéter du développement des qualités du travail, nous aurons :

$$1\,A \times 19\,B = 19\,C\,;$$

c'est-à-dire de nouveau la même chose : un très-petit produit et peu de bien-être social. C'est ce cas, qui correspond à la grande culture d'aujourd'hui, où le travail dispose de bons moyens, mais est lui-même mauvais.

Digitized by Google

CHAPITRE X

DE LA LOI D'ACCROISSEMENT DU TRAVAIL

§ 1. — Nous avons maintenant examiné chacun des agents ou chacune des conditions de la production, et des moyens qui favorisent la puissance productive de ces divers agents. Pour en finir avec les questions qui se rapportent exclusivement à la production, il nous en reste encore une à traiter, d'une importance capitale.

La production n'est pas une chose invariable, mais une chose qui s'accroît. Lorsqu'il n'est point retardé par de mauvaises institutions ou par l'état arriéré des arts nécessaires à la vie, le produit de l'industrie tend ordinairement à s'accroître. L'élan imprimé est dû non-seulement au désir des producteurs d'augmenter leurs moyens de consommation, mais encore au nombre croissant des consommateurs. Il n'est rien de plus important en économie politique que d'établir d'une manière certaine la loi qui régit cet accroissement de la production, les conditions auxquelles il est soumis, les limites qu'il rencontre dans la pratique, et l'étendue de ces limites. Et cependant il n'existe point de sujet, en économie politique, qui soit généralement moins compris, et à propos duquel les

Digitized by Google

erreurs commises soient susceptibles de donner lieu et donnent lieu, en effet, à de plus grands inconvénients.

Nous avons vu que les éléments essentiels de la production sont au nombre de trois : le Travail, le Capital et les Agents naturels ; la dénomination Capital comprenant tous les éléments extérieurs et matériels qui sont les produits du travail, et celle d'Agents naturels, tous ceux qui ne le sont pas. Mais parmi les agents naturels, nous n'avons pas besoin de mettre en ligne de compte ceux qui, existant en quantité illimitée, non susceptibles d'appropriation et inaltérables dans leurs qualités, peuvent, à toute heure, rendre un égal service à la production, quel que soit le développement de celle-ci, tels que l'air et la lumière du soleil. Si maintenant nous venons à examiner les obstacles et non les facilités que rencontre la production, nous ne devons porter notre attention que sur les agents naturels qui sont sujets à faire défaut sous le rapport de la quantité ou de la puissance productive. Tous ces agents peuvent être remplacés par le mot Terre. La terre, dans son acception la plus stricte, comme source de la production agricole, est le principal de ces agents naturels ; et si nous étendons cette dénomination aux mines et aux pêcheries, à ce qui se trouve dans les entrailles de la terre elle-même, ou dans les profondeurs des eaux qui la couvrent en partie, aussi bien qu'aux plantes qui croissent ou se nourrissent à sa surface, la terre embrasse tous les objets dont nous devons nous occuper en ce moment.

Nous pouvons dire, conséquemment, sans donner aux mots une portée plus étendue qu'il n'est permis de le faire pour les explications nécessaires, que les éléments indispensables de la production sont le Travail, le Capital et la Terre. L'accroissement de la production dépend donc des propriétés de ces éléments eux-mêmes, ou de l'accroissement de leur puissance productive. La loi d'accroissement de la production doit être une conséquence des lois qui régissent ces éléments ; les limites de la production doivent être, quoi qu'il puisse arriver, les limites fixées par ces lois. Nous allons examiner successivement les trois éléments, relativement à ce résultat ;

Digitized by Google

ou, en d'autres termes, la loi qui régit l'accroissement de la production, envisagée sous le rapport de sa subordination : 1° au Travail; 2° au Capital et 3° enfin à la Terre.

§ 2. — L'accroissement du travail, c'est l'accroissement de l'espèce humaine, de la population. Les discussions soulevées à ce sujet par l'essai de Malthus ont fait connaître si complètement la vérité, bien que cette vérité ne soit pas admise unanimement, qu'il suffira sans doute d'examiner aujourd'hui la question plus succinctement qu'il n'eût été nécessaire autrement.

La puissance de multiplication inhérente à tous les êtres doués de la vie organique peut être regardée comme infinie. Il n'existe aucune espèce de végétaux ou d'animaux, si la terre lui était entièrement abandonnée, ainsi qu'aux substances dont elle se nourrit, qui ne dût en quelques années couvrir entièrement tous les pays du globe dont le climat serait compatible avec son existence.

La proportion de rapidité possible est différente dans les différentes classes d'êtres animés ; mais dans toutes elle est suffisante pour que la terre se remplisse promptement. Il existe un grand nombre de végétaux dont un seul plant produira dans une année les germes de milliers de rejetons ; si seulement deux de ces plants viennent à maturité, en quatorze ans ils en auront produit seize mille et plus. Ce n'est qu'un cas de fécondité ordinaire chez les animaux, lorsque leur nombre ne fait que quadrupler dans l'espace d'une année ; s'ils multiplient seulement dans cette proportion pendant un demi-siècle, en deux siècles le chiffre de dix mille s'élèvera au delà de deux millions et demi. La faculté d'accroissement se développe nécessairement dans une progression géométrique ; la proportion numérique seule est différente.

L'espèce humaine ne forme point d'exception à cette propriété des êtres organisés. Sa puissance d'accroissement est indéfinie, et sa multiplication effective serait extraordinairement rapide, si cette puissance s'exerçait jusqu'à ses dernières limites. Elle ne s'exerce jamais ainsi ; et cependant, dans

Digitized by Google

les circonstances connues pour être les plus favorables, qui sont celles d'un pays fertile colonisé par une société industrieuse et civilisée, la population a continué pendant plusieurs générations, indépendamment des nouvelles immigrations, à doubler dans un intervalle d'à peu près vingt ans (*). Que la faculté de multiplier, de l'espèce humaine, dépasse cette période, cela est évident si nous considérons combien est considérable le nombre ordinaire d'enfants dans une famille, dans un pays où le climat est propice et les mariages ordinairement précoces; et quelle faible proportion de ces enfants meurt avant l'âge mûr, dans l'état actuel de nos connaissances hygiéniques, partout où les localités sont salubres et les familles suffisamment pourvues de moyens d'existence : ce ne sera qu'une très-faible estimation de la faculté d'accroissement que de supposer qu'étant donnée une bonne condition sanitaire de la population, chaque génération peut doubler le chiffre de la génération qui l'a précédée.

Il y a vingt ou trente ans, de pareilles propositions auraient encore exigé de nombreuses preuves à l'appui ; mais leur évidence est tellement frappante et tellement incontestable qu'elles ont fait leur chemin à travers tous les genres d'opposition et qu'elles peuvent être considérées maintenant comme des axiomes ; bien que l'extrême répugnance que l'on éprouve à les admettre donne naissance, de temps en temps, à quelque théorie éphémère, bientôt oubliée, d'une loi d'accroissement différente, dans des circonstances différentes, qui résulterait d'une *adaptation* providentielle de la fécondité de l'espèce humaine aux besoins de la société (**). Ce ne sont pas tant ces

(*) Ceci a été contesté; mais l'évaluation de M. Carey, celle de toutes qui allonge le plus la période de doublement de la population aux États-Unis, ne dépasse pas trente ans.

(Note de Mill.)

(**) Il peut sembler à propos d'accorder quelques moments d'attention à l'une de ces théories, celle de M. Doubleday, parce qu'elle a récemment recruté quelques disciples, et parce qu'elle emprunte une sorte d'appui aux analogies générales de la vie organique. Cette théorie affirme que la fécondité des êtres humains et de tous les autres êtres vivants est dans une proportion inverse de la quantité des subsistances ; qu'une population nourrie d'une manière insuffisante multiplie rapidement, mais que toutes les classes aisées de la société

Digitized by Google

théories qui ont fait obstacle à ce que l'on comprît bien cette question : c'est la confusion des idées relatives aux causes qui, dans presque tous les temps et presque tous les lieux, ont contenu l'accroissement de la population dans des limites bien plus étroites que sa puissance de reproduction.

sont, par suite d'une loi physiologique, si stériles, qu'elles peuvent rarement conserver leur proportion sans se recruter dans les rangs des classes pauvres. On ne peut douter qu'une alimentation positivement excessive ne soit défavorable à la reproduction pour les animaux comme pour les arbres fruitiers, et il est tout-à-fait admissible, quoique cela ne soit nullement prouvé, que les conditions physiologiques de la fécondité peuvent exister au plus haut degré, lors même que la quantité de subsistance est quelque peu restreinte. Mais quiconque serait disposé à tirer de ce fait, en le supposant vrai, des conclusions en désaccord avec le principe de Malthus, doit seulement être invité à jeter les yeux sur le livre de la Pairie, et à remarquer combien les nombreuses familles sont presque générales dans cette classe ; qu'on se rappelle encore les familles considérables du clergé anglais et généralement des classes moyennes en Angleterre.

(*Note de Mill*).

N'ayant pas de connaissances spéciales en physiologie, nous ne pouvons juger si la théorie de Doubleday est juste ou non. Mais quant à la réplique que Mill y fait, nous pouvons voir qu'elle est déplacée. L'idée de Doubleday consiste essentiellement en ceci, que dans une race qui reçoit une nourriture abondante la fécondité s'affaiblit. Il va sans dire, que le changement supposé doit consister dans une profonde modification physiologique de l'énergie relative avec laquelle s'exercent les fonctions des divers organes ; d'où provient, en fin de compte, d'après la supposition de Doubleday, la diminution de la sécrétion spermatique ou du pouvoir fécondant de l'organisme mâle, ou la diminution de la fécondité de l'organisme féminin.

En est-il réellement ainsi, oui ou non ? il ne nous appartient pas de trancher la question. Mais si même il en était ainsi, de pareils changements, pour leur développement complet, demandent une succession de plusieurs générations, cela est évident. Par exemple, les traits aristocratiques du visage, la diminution des dimensions de la main et du pied, l'amincissement des os et les autres caractères de la race aristocratique, se montrent déjà visiblement sur les arrières-petits-fils, ou sur les enfants des arrières-petits-fils des hommes qui, sortis de la plèbe, se sont élevés aux hauts degrés de la hiérarchie politique ou sont devenus très-riches, — tandis que les fils et petits fils de ces hommes conservent encore, prédominant dans leur organisme, les caractères de la complexion plébéienne. Pour un changement plus profond encore, tel que celui qui existerait dans les organes sexuels, il faut encore un temps plus long, il faut encore plus de générations Parmi les familles des pairs anglais, il n'y en a que très-peu dont la dignité remonte à sept ou huit générations avant la génération actuelle ; l'énorme majorité d'entre elles, est entrée dans l'aristocratie il n'y a guère longtemps, en moyenne 150 ans ou tout au plus 200 Donc, si la fécondité existe encore chez elles, cela ne prouve rien encore

Digitized by Google

§ 3. — Toutefois ces causes ne sont nullement mystérieuses. Qu'est-ce qui empêche la population des lièvres et des lapins d'encombrer la terre? Ce n'est pas l'absence de fécondité; mais bien des causes très-différentes : des ennemis nombreux et des moyens de subsistance insuffisants ; ils n'ont pas assez à manger et ils sont exposés à être mangés. Pour l'espèce humaine qui, en général, n'est point soumise à ce dernier inconvénient, les maux équivalents sont la guerre et la maladie. Si la multiplication de l'espèce humaine ne procédait, comme celle des autres animaux, que d'un instinct aveugle, elle serait limitée de même que celle des autres animaux ; les naissances seraient aussi nombreuses que l'admettrait la constitution physique de l'espèce, et la population serait diminuée par les décès. Mais la conduite des êtres humains est plus ou moins influencée par la prévision des conséquences, et par quelques motifs supérieurs aux instincts purements animaux ; et conséquemment ils ne multiplient pas comme les porcs ; mais ils sont capables, quoiqu'à des degrés divers, d'être empêchés par la prudence de donner le jour à des êtres qui ne naîtraient que pour la misère et une

contre la théorie de Doubleday, car d'après cette théorie cela peut être expliqué comme étant un reste de la fécondité plébéienne d'ancêtres peu éloignés qui ont vécu dans un état de fortune médiocre. Il faut dire la même chose à propos de l'extrême grandeur des familles du clergé et des classes moyennes en Angleterre ; ces familles nombreuses descendent toutes d'hommes qui sont sortis de la plèbe il n'y a pas longtemps. Au contraire, si nous examinons avec attention les arbres généalogiques des familles illustres, nous verrons qu'ils témoignent plutôt en faveur de la théorie de Doubleday que contre elle. Toutes les généalogies de tous les pays ont un seul et même trait commun : la famille qui devient illustre, se multiplie avec rapidité durant quelques générations (ordinairement durant cinq ou six) ; les deux ou trois générations suivantes, elle reste stationnaire; et finalement, le nombre de ses membres commence à diminuer avec la même rapidité avec laquelle elle s'accroissait autrefois ; de sorte qu'au bout de 12 à 15 générations, très-souvent la race s'éteint, ou bien, si elle continue à exister, c'est ordinairement dans une branche quelconque qui a cessé d'être illustre et a renouvelé sa prolificité dans la pauvreté. Ce n'est pas nous, certainement, qui avons découvert ce caractère général des généalogies; tous les savants qui se sont occupés de tables généalogiques l'ont remarqué depuis longtemps. Il est étrange que Mill ne s'en soit pas rappelé.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

mort prématurée. A mesure que l'espèce humaine s'élève au-dessus de la condition des bêtes, la population est arrêtée par la crainte du besoin, plutôt que par le besoin même. Lors même que la satisfaction des besoins de la faim n'est pas en question, un grand nombre sont influencés de la même manière par l'appréhension de perdre ce qu'on est arrivé à regarder comme une position convenable dans la vie. Jusqu'à ce jour on n'a trouvé que ces deux motifs assez puissants dans l'espèce humaine en général pour contrarier la tendance au développement de la population. On voit généralement la plupart des individus appartenant aux classes moyennes ou pauvres, toutes les fois qu'elles sont affranchies du contrôle extérieur, se marier d'aussi bonne heure et presque partout avoir autant d'enfants que cela peut se faire, en leur permettant de conserver la position sociale pour laquelle ils sont nés, ou qu'il sont accoutumés à regarder comme leur partage. Dans les classes moyennes, il existe encore un motif de contrainte qui dérive du désir de faire plus que conserver cette position, du désir de l'améliorer ; mais un semblable motif se trouve rarement, ou rarement produit ce résultat dans les individus des classes laborieuses. S'ils peuvent seulement élever leur famille comme ils ont été élevés eux-mêmes, les plus prudents parmi eux se tiennent ordinairement pour satisfaits. Trop souvent même ils ne songent point à cela; ils comptent sur le hasard ou sur les ressources de la charité légale ou volontaire.

Dans un état tout à fait arriéré de la société, tel qu'était celui de l'Europe au moyen-âge et tel qu'il existe aujourd'hui dans une grande partie de l'Asie, le développement de la population se maintient à un chiffre peu élevé par suite d'une famine réelle. La famine n'a pas lieu dans les années ordinaires, mais elle se produit beaucoup plus fréquemment dans de semblables états de la société, et sévit avec bien plus d'intensité qu'aujourd'hui nous le voyons en Europe. A ces époques, le besoin réel, ou les maladies qui en sont la conséquence, emporte une nombreuse population qui se multiplie de nouveau, pendant une succession d'années favorables, pour être

Digitized by Google

encore cruellement décimée. Dans un état plus avancé de la société, il n'existe qu'un petit nombre d'individus, même parmi les plus pauvres, qui se bornent à se procurer l'absolu nécessaire et seulement la quantité suffisante de ces choses nécessaires, et l'accroissement de la population est restreint dans ses limites, non par le nombre excessif des décès, mais par le nombre borné des naissances. Cette limitation a lieu de diverses manières. Dans quelques pays, elle est le résultat d'une contrainte prudente, c'est-à-dire consciencieuse de l'individu lui-même. Il y a une certaine condition à laquelle les classes laborieuses sont habituées; elles comprennent que des familles trop nombreuses doivent tomber au-dessous de cette condition ou s'exposer à ne pas la transmettre à leurs enfants; et elles ne veulent point se soumettre à ce malheur. Les pays dans lesquels, autant qu'on a pu s'en assurer, la prudence volontaire a été pratiquée le plus longtemps et au plus haut degré, sont la Norwége et certaines parties de la Suisse. Nous avons sur ces deux pays des renseignements d'une authenticité remarquable. Un grand nombre de faits ont obtenu beaucoup de nouvelles preuves. Dans ces deux pays, l'accroissement de la population est très-lent, et ce qui l'arrête, ce n'est pas le grand nombre des décès, mais le petit nombre des naissances. Le chiffre des naissances et des décès est remarquablement faible comparé à celui de la population; la durée de la vie moyenne est la plus longue qui existe en Europe; la population renferme un plus petit nombre d'enfants, et un nombre proportionnellement plus considérable d'individus dans la force de l'âge qu'il ne s'en rencontre, que l'on sache, dans aucune autre partie du globe. Le petit nombre des naissances tend directement à prolonger la vie, en maintenant la population dans l'aisance, et il n'y a pas de doute que la même prudence ne s'exerce à éviter des causes de maladie aussi bien qu'à se garantir de la principale cause de la pauvreté. Il est digne de remarque que ces deux pays, qui se distinguent d'une façon si honorable, sont des pays habités par de petits propriétaires fonciers.

Il existe d'autres circonstances dans lesquelles la prudence

Digitized by Google

et la prévoyance, qui peut-être ne seraient pas mises en pratique par les individus eux-mêmes, sont pratiquées par l'État à leur profit ; le mariage, en ce cas, n'est point permis, si les parties contractantes ne peuvent faire constater qu'elles ont l'espoir assuré de pouvoir se soutenir d'une manière confortable. Sous l'empire de ces lois, dont je parlerai ailleurs plus amplement, la condition du peuple est, dit-on, heureuse, et le chiffre des naissances illégitimes est moindre qu'on ne devrait s'y attendre. Il y a des pays, d'ailleurs, dans lesquels le motif de crainte semble être moins la prudence individuelle qu'une habitude générale et même quelquefois passagère. Dans les districts ruraux de l'Angleterre, pendant le dernier siècle, le développement de la population fut arrêté d'une façon très-efficace par la difficulté d'obtenir un *cottage* pour y habiter. Il était passé en usage, pour les travailleurs célibataires, de loger et de se mettre en pension chez ceux qui les employaient, et pour les travailleurs mariés d'avoir un *cottage ;* et les règlements de la législation anglaise sur les pauvres, qui mettaient à la charge de la paroisse l'entretien de ceux-ci lorsqu'ils étaient sans travail, rendaient les propriétaires fonciers peu disposés à favoriser les mariages. A la fin du siècle, la demande considérable d'hommes pour la guerre et les travaux des manufactures, fit regarder comme une œuvre patriotique d'encourager le développement de la population. A peu près à la même époque, la disposition croissante des fermiers à vivre en gens riches, disposition favorisée alors par une longue période d'élévation dans le prix, leur fit désirer de tenir leurs inférieurs à une plus grande distance ; et des raisons pécuniaires, résultant des abus de la législation sur les pauvres, s'étant encore ajoutées à ce motif, peu à peu ils *poussèrent* leurs ouvriers dans les *cottages*, à la construction desquels les propriétaires ne s'opposèrent plus en ce moment. Dans certains pays, une vieille et constante coutume en vertu de laquelle une jeune fille ne pouvait se marier, si elle ne s'était elle-même filé et tissé un ample *trousseau*, passe pour avoir agi comme un obstacle réel au développement de la population. En Angleterre, aujourd'hui, on aper-

Digitized by Google

çoit l'influence de la prudence sur l'abaissement du chiffre de la population par la diminution du chiffre des mariages dans les districts manufacturiers pendant les années où l'industrie est en souffrance.

Mais, quelles que soient les causes qui limitent la population d'une manière quelconque à un accroissement comparativement peu rapide, l'augmentation du chiffre suit très-promptement toute diminution dans les motifs de contrainte. Ce n'est que rarement que l'amélioration dans la condition des classes laborieuses produit d'autre effet que de créer une lacune temporaire bientôt remplie par une augmentation dans le chiffre de leur population. L'usage qu'elles font généralement de tout changement avantageux dans leur position, consiste à le réaliser sous une forme qui, en augmentant la masse de la population, prive la génération suivante du bénéfice qu'elle en aurait pu retirer. Jusqu'à ce que, soit par suite d'une culture intellectuelle et morale plus avancée, soit par l'habitude d'une vie confortable, elles apprennent à mettre mieux à profit une situation propice, rien de durable ne peut se faire en leur faveur ; les systèmes qui promettent les meilleurs résultats n'aboutissent qu'à créer une population plus considérable, mais non pas plus heureuse. Par leur type ordinaire, j'entends (lorsqu'il en existe un) celui jusqu'à la limite duquel elles peuvent se multiplier, mais non celui qui se trouverait au-dessous de cette même limite. Tout progrès accompli par elles dans la voie de l'éducation, de la civilisation et des améliorations sociales, tend à élever ce type, et il n'est pas douteux qu'il ne s'élève graduellement, quoique lentement, dans les pays les plus avancés de l'Europe occidentale. Les moyens de subsistance et de travail en Angleterre n'ont jamais augmenté plus rapidement que dans les trente dernières années ; mais chaque recensement, depuis 1821, a fait ressortir un accroissement de la population proportionnellement plus faible que celui de la période antérieure. En France les produits de l'agriculture et de l'industrie s'accroissent dans une proportion progressive, tandis que la population, à chaque recensement quinquennal, présente une proportion plus faible

Digitized by Google

dans le chiffre des naissances, comparé à celui de la population.

Cette question de la population, dans ses rapports avec la condition des classes laborieuses, sera étudiée dans une autre partie de ce livre : pour le moment, nous ne la considérons que comme un des éléments de la production. A ce point de vue, nous ne pouvions nous dispenser d'indiquer le caractère illimité de la puissance physiologique de reproduction et les causes par l'action desquelles une si petite partie de cette puissance est aujourd'hui exercée. Nous allons maintenant poursuivre notre étude des éléments de la production.

Digitized by Google

CHAPITRE XI

DE LA LOI D'ACCROISSEMENT DU CAPITAL

§ 1. — Les éléments indispensables à la production étant le travail, le capital et la terre, on a vu par le chapitre précédent que les obstacles à l'accroissement de la production ne viennent pas du premier de ces éléments. De la part du travail, il n'y a aucun obstacle à un accroissement de la production, illimité dans son développement et d'une rapidité incessante. La population a la faculté de s'accroître dans une proportion géométrique uniforme et rapide. Si le travail était l'unique condition essentielle de la production, les produits pourraient s'accroître et s'accroîtraient naturellement dans la même proportion ; et il n'y aurait point de borne à la production, à moins que le développement de la population n'éprouvât un temps d'arrêt par un manque réel d'espace.

Mais il y a pour la production d'autres conditions nécessaires, parmi celles-ci il faut compter le capital, dont nous allons nous occuper. Il ne peut exister dans aucun pays, ou sur la surface du globe, une population plus considérable que celle qui peut être entretenue par le produit du travail accompli, jusqu'à ce que le produit du travail présent y arrive à son

Digitized by Google

tour. Il ne peut exister dans aucun pays, c'est-à-dire sur la surface du globe, un nombre de travailleurs productifs qui dépasse celui qui peut être entretenu par cette part du produit du travail accompli, qui est épargné par son possesseur sur ses jouissances, pour être employé à la reproduction, et qu'on appelle capital. Nous allons donc rechercher les conditions d'accroissement du capital : à savoir, les causes qui déterminent la rapidité de son accroissement et les limites nécessaires que rencontre cet accroissement.

Puisque tout capital est le produit de l'épargne, c'est-à-dire de la renonciation à une consommation actuelle en vue d'un bien futur, l'accroissement du capital doit dépendre de deux choses : la somme du fonds sur lequel l'épargne peut s'opérer et la puissance des motifs qui engagent à cette épargne.

Le fonds sur lequel l'épargne peut se réaliser est l'excédant du produit du travail, qui reste après qu'on a pourvu aux besoins de la vie de tous ceux qui ont pris part à la production (en y comprenant les produits employés à remplacer les matières premières et à renouveler le capital fixe). Dans aucune circonstance on ne peut épargner au delà de cet excédant. On pourrait toujours épargner tout cet excédant, quoique cela n'arrive jamais. C'est là le fonds sur lequel les producteurs pourvoient à leurs jouissances personnelles, en tant qu'elles se distinguent des choses nécessaires à la vie ; c'est là le fonds sur lequel subsistent tous ceux qui ne sont pas engagés eux-mêmes dans la production, et au moyen duquel se forment tous les accroissements du capital.

§ 2. — Mais la disposition à épargner ne dépend pas entièrement des motifs extérieurs qui y engagent, de la somme du profit qui peut être réalisé sur l'épargne. Étant donnés les mêmes motifs pécuniaires, la disposition est très-différente chez les divers individus et dans les diverses sociétés. Le désir réel d'accumuler se manifeste avec une énergie inégale non-seulement suivant les variétés du caractère personnel, mais suivant l'état général de la société et de la civilisation. Ce désir, comme tous les autres attributs moraux, est un de

Digitized by Google

ceux à l'égard desquels l'espèce humaine offre des différences profondes, en rapport avec la variété de ses conditions d'existence et l'état de son avancement.

§ 3. — Il existe dans les différentes portions de l'espèce humaine une diversité plus grande qu'on n'a coutume de le remarquer dans l'énergie du désir réel de l'accumulation. L'état arriéré de la civilisation en général est souvent plutôt le résultat de l'absence de ce fait spécial que de beaucoup d'autres qui attirent plus particulièrement l'attention. Dans le cas, par exemple, d'une tribu de chasseurs, « on peut dire que l'homme est nécessairement imprévoyant, et indifférent à l'avenir, parce que, dans cet état, l'avenir n'offre rien qui puisse avec certitude être prévu ou dirigé... Outre l'absence de motifs excitant à pourvoir aux besoins de l'avenir au moyen des ressources du présent, il y a le manque des habitudes d'observation et d'action qui amènent à unir constamment dans un esprit ces époques éloignées et la série des événements qui servent à les relier. Lors même donc que sont éveillés les motifs capables de produire les efforts nécessaires à produire cette union, il reste à accomplir la tâche de façonner l'esprit à penser et à agir de manière à l'établir. »

Citons un exemple. « Sur les bords du fleuve Saint-Laurent, il existe quelques petits villages indiens. Ils sont environnés, généralement, d'une quantité raisonnable de terres, depuis longtemps dépouillées des arbres qui les couvraient ; de plus, les habitants ont à leur disposition de vastes étendues de forêts. Ces terrains dépouillés d'arbres ne sont que rarement, ou pour mieux dire, ne sont jamais cultivés ; et l'on ne pénètre pas dans l'intérieur des forêts pour y cultiver la terre. Cependant, le sol est fertile, et lors même qu'il ne le serait pas, il se trouve à proximité des habitations des amas d'engrais. Si chaque famille se décidait à enclore un demi-acre de terrain, à le défricher et à l'ensemencer de patates et de maïs, ce terrain lui rapporterait assez pour l'entretenir pendant six mois. Les habitants subissent aussi, très-fréquemment, les extrémités du besoin ; et cette circonstance, jointe à des excès passa-

Digitized by Google

gers, diminue rapidement leur population. A nos yeux, cette apathie si étrange n'est due, en aucune façon, à leur répugnance pour le travail ; au contraire, il s'y adonnent avec beaucoup d'ardeur, lorsqu'ils y trouvent une rémunération immédiate. Ainsi, outre la chasse et la pêche, en particulier, auxquels ils sont toujours prêts à se livrer, ils s'emploient très-activement à la navigation du fleuve Saint-Laurent, et l'on peut les voir travailler à la rame ou sonder le fleuve avec la perche, dans les grandes barques destinées à cet usage, et ils fournissent la plus grande partie des bras de surcroît nécessaires pour diriger les radeaux à travers les *rapides*. Leur aversion pour le travail agricole n'est pas un obstacle invincible. C'est là, sans nul doute, un de leurs préjugés ; mais de purs préjugés finissent toujours par céder. Des principes d'action ne peuvent se créer. Lorsque les revenus du travail agricole ne se font pas attendre et sont considérables, ils deviennent également agriculteurs. C'est ainsi que quelques-unes des petites îles du lac Saint-François, près du village indien de Saint-Régis, sont favorables à la culture du maïs, plante qui donne un revenu centuple, et qui forme, même lorsqu'elle n'est qu'à moitié mûre, une nourriture agréable et substantielle. On cultive donc chaque année des morceaux de terrain. Comme leur position les rend inacessibles aux attaques des animaux, on n'a pas besoin de clôtures ; si ce nouveau déboursé était nécessaire, je soupçonne qu'on négligerait leur culture, comme celle des terrains qui avoisinent les habitations. Il est probable qu'à une autre époque, ces derniers terrains ont été cultivés, mais les bestiaux ont détruit les récoltes, et si les habitants avaient à redouter le même inconvénient sur le petit champ qu'ils cultivent aujourd'hui, nul doute qu'ils ne les abandonnassent. Tous leurs efforts se détournent d'un système de production plus lent dans ses résultats que ne le comporte le degré d'avancement des désirs d'accumulation de cette petite société.

« Il convient de remarquer que les moyens de production qu'ils adoptent sont aussi complets qu'ils peuvent l'être. Les petits coins de terre cultivés par les Indiens sont complète-

Digitized by Google

ment sarclés et *retournés* par la houe. La moindre négligence, sous ce rapport, réduirait assurément la récolte, dans une proportion considérable ; l'expérience leur a donné à cet égard un enseignement parfait, et ils agissent en conséquence. Ce n'est pas la somme de travail qui met obstacle à une culture améliorée, mais bien l'éloignement du but à atteindre. Je suis assuré que, parmi quelques-unes des tribus les plus reculées, le travail dépensé dépasse de beaucoup celui que peuvent faire les blancs. Les mêmes portions de terrain, produisant des récoltes sans interruption et sans l'emploi des engrais, donneraient à peine quelque rapport, si le sol n'était *brisé* et *pulvérisé* soigneusement, avec la houe et avec les bras. Dans une telle situation, un blanc défricherait un nouveau terrain. Ce terrain ne l'indemniserait pas de son travail la première année, et il lui faudrait attendre cette indemnité des années suivantes. Pour l'Indien, les années suivantes sont trop éloignées pour l'émouvoir suffisamment ; et cependant, pour obtenir le résultat que peut procurer le travail dans l'espace de quelques mois, il se soumet à une fatigue même plus constante que le blanc (Rae, page 136). »

Comme exemple intermédiaire, dans la puissance du désir réel d'accumulation, entre l'état de choses que nous venons de rappeler et celui de l'Europe moderne, ce qui se passe chez les Chinois mérite attention. D'après diverses circonstances qui se produisent dans leurs habitudes personnelles et leur condition sociale, on peut induire qu'ils possèdent une prudence et un empire sur eux-mêmes supérieur à celui des autres Asiatiques, mais inférieur à celui de la plupart des peuples européens ; et nous allons offrir une preuve de ce fait.

« La durée est l'une des qualités principales qui démontrent, à un degré élevé, le désir réel d'accumulation. Le témoignage des voyageurs attribue aux instruments fabriqués par les Chinois une durée très-inférieure aux instruments analogues fabriqués par les Européens. Les maisons, nous dit-on, excepté celles des personnages d'un rang élevé, sont généralement construites en pisé, ou en fascines formant corps

Digitized by Google

avec les briques du pisé ; les toits sont formés de roseaux liés à des lattes. On peut à peine concevoir des objets fabriqués d'une façon moins solide et destinés à moins durer. Les cloisons de leurs maisons sont faites en papier ; il faut les renouler chaque année. On peut faire des observations analogues sur leurs instruments de culture et leur autres ustensiles. Ces instruments sont presque entièrement fabriqués en bois, et les métaux n'entrent qu'en proportion très-faible dans leur fabrication ; en conséquence, ils s'usent très-vite et ont besoin d'être souvent renouvelés. Un désir plus puissant et plus réel d'accumulation les ferait fabriquer avec des matériaux exigeant, pour le présent, une dépense plus considérable, mais qui seraient bien plus durables. Par la même cause, beaucoup de terres qui, dans d'autres pays, seraient mises en culture, restent en friche. Tous les voyageurs ont remarqué de vastes étendues de terrains, surtout de marécages, qui continuent à rester dans l'état de nature. Mettre un terrain marécageux en culture est généralement une opération qui, pour être complétée, exige plusieurs années. Le terrain doit préalablement être soumis au *drainage :* la superficie en doit être longtemps exposée au soleil ; un grand nombre d'opérations doivent s'accomplir avant qu'il puisse être mis en état de produire une récolte. Bien que ce terrain donne probablement un rapport très-considérable pour le travail qu'on y a dépensé, le résultat se fait longtemps attendre. La culture d'un semblable terrain implique un désir d'accumution plus puissant et plus réel que celui qui existe dans l'empire chinois.

» Le produit de la récolte est toujours, ainsi que nous l'avons remarqué, un instrument d'un ordre quelconque ; il sert de provision pour les besoins futurs, et il est réglé par les mêmes lois que celles auxquelles sont soumis les autres moyens nécessaires pour atteindre un but analogue. Dans ce pays, ce produit est principalement le riz, qui donne deux récoltes, l'une en juin, l'autre en octobre. C'est donc pour la période des huit mois, entre octobre et juin, que les habitants font leur provision chaque année, et l'abstinence

Digitized by Google

qu'ils s'imposent à la récolte, indique la différence qu'ils font d'aujourd'hui et de l'avenir. Or, cette abstinence est presque nulle. Le Père Parennin (qui paraît avoir été l'un des hommes les plus intelligents parmi les jésuites, et qui a passé de longues années au milieu des Chinois de toutes les classes) affirme que c'est la grande insuffisance de leur esprit de prévision et de leur sobriété à cet égard, qui est la cause des disettes et des famines si fréquentes en Chine. »

Lorsqu'un pays a porté la production aussi loin qu'elle peut être portée dans l'état actuel de ses connaissances, avec un profit correspondant à la puissance moyenne du désir réel de l'accumulation, ce pays a atteint ce qu'on appelle l'état stationnaire ; cet état dans lequel le capital ne peut augmenter que s'il survient quelque perfectionnement dans les arts productifs ou un accroissement dans la puissance du désir d'accumuler. Dans l'état stationnaire, quoique le capital, en somme, n'augmente pas, quelques individus deviennent plus riches et d'autres plus pauvres. Ceux dont la prévoyance est inférieure à la limite ordinaire sont réduits à la pauvreté, leur capital est anéanti et fait place aux épargnes de ceux dont le désir réel d'accumulation dépasse la moyenne : ces individus deviennent les acquéreurs naturels des terres, des manufactures et des autres instruments de production que possédaient leurs compatriotes moins prévoyants. On verra clairement, par la suite, quelles raisons font que le profit du capital est plus considérable dans un pays que dans un autre, et qui, dans certaines circonstances, empêche que tout nouveau capital ne trouve un placement, si ce n'est avec des profits inférieurs. En Chine, si ce pays est réellement arrivé, ainsi qu'on le suppose, à l'état stationnaire, l'accumulation s'est arrêtée, bien que les profits du capital soient encore au taux considérable indiqué par un intérêt s'élevant légalement à 12 p. 100 et qui, en réalité, varie (dit-on) entre 18 et 36. Il est donc à présumer qu'un capital plus considérable que celui possédé aujourd'hui par le pays, ne peut trouver son emploi à ce taux élevé du profit, et qu'un taux quelconque inférieur à celui-ci n'offre pas au Chinois un appât suffisant pour l'engager à renoncer

Digitized by Google

à la jouissance présente. Quel contraste avec la Hollande, où, pendant la période la plus florissante de son histoire, le gouvernement pouvait emprunter habituelllement à 2 p. 100 et les particuliers à 3, sous bonnes garanties ! S'il est vrai que la Chine ne soit pas une contrée semblable au pays des Birmans ou des indigènes de l'Inde, où l'énormité de l'intérêt n'est qu'une compensation indispensable pour le risque que font courir la mauvaise foi ou la pauvreté de l'État et de presque tous les emprunteurs particuliers, ce fait (si c'en est un), que l'accroissement du capital s'est arrêté dans ce pays pendant que les profits de ce même capital sont encore si considérables, y dénote un désir réel d'acumulation, ou, en d'autres termes, une comparaison de l'avenir par rapport au présent bien inférieure à celle qui existe chez la plupart des nations de l'Europe.

Digitized by Google

CHAPITRE XII

DE LA LOI D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DE LA TERRE

§ 1. — La terre diffère des autres éléments de la production, le travail et le capital, en ce qu'elle n'est pas susceptible d'un accroissement indéfini. Son étendue est limitée, et l'étendue des espèces de terrains productifs l'est encore davantage. Il est évident, en même temps, que la quantité de produits qu'on peut obtenir d'une portion de terre donnée n'est pas indéfinie. Cette limitation dans la quantité de terre et dans sa *productivité* sont les limites réelles de l'accroissement de production.

On doit toujours avoir aperçu clairement que ce sont là les limites extrêmes. Mais puisque la barrière finale n'a jamais été atteinte en aucun cas, puisqu'il n'existe pas de pays dans lequel toute la terre susceptible de produire des aliments soit cultivée assez complètement pour qu'un produit plus considérable ne puisse être recueilli (sans supposer même de nouveaux progrès dans les connaissances agricoles), et puisqu'une portion considérable de la surface de la terre reste encore entièrement sans culture, on croit communément, et il est

Digitized by Google

très-naturel, au premier abord, de supposer que pour le présent, toute limitation de la production et de la population due à cette cause est reculée à une distance indéfinie, et qu'il doit s'écouler des siècles, avant qu'il naisse une nécessité réelle de prendre le principe de limitation en sérieuse considération.

Je crois que c'est là non-seulement une erreur, mais la plus grave qu'on puisse rencontrer dans le champ de l'économie politique. La question est plus importante et plus fondamentale que toute autre; elle renferme tout l'ensemble des causes de la pauvreté dans une société riche et industrieuse; et jusqu'à ce que nous ayons parfaitement compris cette matière, il est inutile de pousser plus loin notre examen.

§ 2. — La limitation de la production résultant des qualités du sol ne ressemble pas à l'obstacle que nous oppose un mur, qui reste immobile dans une place particulière et n'offre qu'un obstacle au mouvement, celui de l'arrêter entièrement. Nous pouvons plutôt la comparer à un tissu très-élastique et très-susceptible d'extension qui ne peut guère être étiré avec tant de force, qu'on ne puisse l'étirer encore davantage, mais dont cependant la *pression* se fait sentir longtemps avant que la limite soit atteinte, et se fait sentir d'autant plus fort qu'on approche davantage de cette limite.

Après une certaine période, peu avancée dans le progrès de l'agriculture, aussitôt qu'en réalité l'espèce humaine s'est adonnée à la culture avec quelque énergie et y a appliqué des instruments passables; depuis ce moment, la loi de la production résultant de la terre est telle, que dans tout état donné d'habileté et d'instruction agricole, le produit ne s'accroît pas dans une proportion égale; en doublant le travail, on ne double point le produit; ou, pour exprimer la même chose en d'autres termes, tout accroissement de produit s'obtient par un acroissement plus que proportionnel dans l'application du travail à la terre.

Cette loi générale de l'industrie agricole est la proposition la plus importante de l'économie politique. Si la loi était

Digitized by Google

différente, presque tous les phénomènes de la production et de la distribution des richesses seraient autres qu'ils ne sont; les erreurs les plus fondamentales qui prévalent encore à ce sujet résultent de ce qu'on ne remarque pas l'action de cette loi à travers les influences plus superficielles sur lesquelles l'attention se fixe; mais qu'on prend à tort ces influences pour les causes actives des effets, dont elles peuvent modifier la forme et le mode, mais dont cette loi seule détermine l'essence.

Lorsque, dans le but d'obtenir un accroissement de produit, on doit s'adresser à une terre de qualité inférieure, il est évident que le produit n'augmente pas, à beaucoup près, dans la même proportion que le travail. La signification même des termes « qualité inférieure » indique que c'est une terre qui, en y appliquant le même travail, donne en retour une somme plus faible de produits. La terre peut être inférieure sous le rapport de la fécondité ou de la situation.

Le premier cas exige une somme de travail plus considérable pour obtenir les produits, le second pour les amener sur le marché. Si la terre A rapporte mille quarters de froment, pour un débours donné de salaires, d'engrais, etc., et que, pour obtenir mille autres quarters, il faille s'adresser à la terre B, qui est moins fertile ou plus éloignée du marché, les deux mille quarters coûteront plus de deux fois autant de travail que les mille premiers, et le produit de l'agriculture augmentera dans une proportion inférieure à celle du travail appliqué à obtenir ce même produit.

Au lieu de cultiver la terre B, il serait possible, par une culture plus développée, de faire produire davantage à la terre A. On pourrait la labourer ou la herser deux fois au lieu d'une, ou trois fois au lieu de deux; on pourrait la bêcher au lieu de la labourer; après l'avoir labourée, on pourrait la parcourir en tous sens avec la houe au lieu de la herse, et réduire le sol en poussière plus complètement. On pourrait le sarcler plus souvent et plus à fond. Les instruments de culture employés pourraient être d'une plus grande perfection ou d'une fabrication plus soignée. On pourrait appliquer une quantité

Digitized by Google

plus considérable d'engrais, ou des espèces plus coûteuses; en les appliquant on pourrait les mélanger ou les incorporer plus intimement avec le sol. Ce sont là quelques-uns des systèmes dont l'emploi peut faire que la même terre donne un produit plus considérable ; ce sont là quelques-uns des moyens employés ordinairement pour arriver à ce résultat. Mais ce fait, que le produit ne s'obtient que par une augmentation plus que proportionnelle de dépenses, devient évident par cela même que les terres de qualité inférieure sont mises en culture. Les terres inférieures ou les terres situées à une plus grande distance du marché donnent naturellement un rapport inférieur, et l'on ne peut par elles satisfaire une augmentation dans la demande que par une augmentation dans les frais et conséquemment dans les prix. Si l'augmentation de demande continuait à être satisfaite par la culture des terres de qualité supérieure en y appliquant une quantité additionnelle de travail et de capital, en ne faisant point de dépenses proportionnelles plus considérables que celles à l'aide desquelles elles rapportent la quantité qu'on leur a d'abord demandée, les propriétaires et les fermiers de ces terres pourraient vendre à plus bas prix que tous les autres et accaparer tout le marché. Les terrains d'une qualité inférieure ou placés dans une situation plus reculée pourraient, sans doute, être cultivés par leurs propriétaires pour se procurer des subsistances et une position indépendante; mais il ne serait jamais de l'intérêt de personne de les affermer pour en tirer profit. Ce fait, qu'on peut en tirer un profit suffisant pour diriger le capital vers un pareil placement, est une preuve que la culture sur les terrains d'élite a atteint le point au delà duquel tout emploi plus considérable de travail et de capital ne donnerait pas, à tout prendre, un rapport plus considérable que celui qu'on peut obtenir, aux mêmes frais, des terrains moins fertiles ou situés moins favorablement.

La culture dirigée avec soin d'un district bien exploité d'Angleterre ou d'Écosse, est un indice et un effet des conditions plus défavorables que la terre a commencé à exiger pour donner une augmentation de fruits. Une culture si

Digitized by Google

savante coûte beaucoup plus en proportion et exige un prix plus élevé pour devenir profitable, qu'une exploitation dirigée d'après un système superficiel ; et ce mode de culture ne serait pas adopté, si l'on pouvait aborder une terre d'une égale fertilité qui n'eût pas encore été occupée. Lorsqu'on a le choix d'obtenir l'augmentation de produits que la société demande d'une terre nouvelle d'une qualité aussi bonne que celle déjà mise en culture, on n'essaie pas de tirer de la terre une quantité qui approche de celle qu'elle donnera, en employant ce qu'on regarde en Europe comme les meilleurs modes de culture. On travaille la terre jusqu'au point où l'on obtient le rapport le plus considérable, proportionnellement au travail employé, mais non au delà. Tout travail de surcroît se porte ailleurs. « Il faut beaucoup de temps, dit un des derniers voyageurs qui ont parcouru les États-Unis (*Lettres d'Amérique,* par John Robert Godley, Ier vol., p. 42. Voyez aussi les *Voyages de Lyell en Amérique,* IIe vol.p. 83), avant que les yeux d'un Anglais puissent se réconcilier avec des récoltes peu abondantes et une exploitation dont la négligence frappe les regards. On oublie que là où la terre est aussi abondante et le travail aussi cher qu'il l'est en ce pays, on doit suivre un principe complètement différent de celui qui prévaut dans nos contrées populeuses, et que la conséquence doit être naturellement le manque de propreté convenable et de fini, relativement à tout ce qui demande l'application du travail. » Des deux causes que nous avons mentionnées, l'abondance de la terre plutôt que la cherté du travail, me semble être la véritable explication ; car, quelle que puisse être cette cherté, lorsque les subsistances manquent, le travail s'appliquera toujours à leur production de préférence à tout autre emploi. Mais ce travail remplit plus efficacement le but qu'il veut atteindre, si on l'applique à un sol nouveau plutôt qu'à un sol déjà amené à un état de culture savante.

Ce n'est que lorsqu'il ne reste point d'autres terrains à défricher que ceux qui, à raison de leur éloignement ou de leur qualité inférieure, exigeraient une élévation considérable

Digitized by Google

dans le prix de leurs produits pour devenir profitables, ce n'est qu'alors qu'il peut devenir avantageux d'appliquer les méthodes de grande culture européenne aux terres d'Amérique : excepté peut-être dans le voisinage immédiat des villes, où la diminution dans les frais de transport peut compenser l'infériorité considérable du revenu que donne le sol lui-même. L'exploitation agricole des Américains, relativement à celle des Anglais, est comme l'exploitation ordinaire des Anglais en regard de celle de la Flandre, de la Toscane ou de la terre de Labour : par l'application d'une quantité bien plus considérable de travail on obtient un produit brut bien plus considérable, mais à des conditions telles qu'elles ne seraient jamais avantageuses à un spéculaleur n'ayant en vue simplement que le profit, à moins qu'elles ne devinssent telles par une grande élévation du prix des produits agricoles.

Le principe que nous venons d'établir ne doit être admis, sans doute, qu'avec certaines explications et certaines restrictions. Même après que la terre a été cultivée avec assez de soin pour que la simple application d'un nouveau travail, ou d'une quantité additionnelle d'engrais donnée, ne rapporte pas un revenu proportionné à la dépense, il peut encore arriver que l'application d'une quantité nouvelle beaucoup plus considérable de travail et de capital en vue d'améliorer le sol même, au moyen du drainage ou d'amendements, soit aussi libéralement récompensée par le produit qu'une portion quelconque du travail et du capital déjà employé. Quelquefois même le revenu peut être plus considérable. Cela n'aurait pas lieu, si le capital cherchait et trouvait toujours l'emploi le plus avantageux ; mais si l'emploi le plus avantageux du capital est le plus long dans ses résultats, ce n'est que dans un état avancé de développement industriel qu'on lui donnera la préférence ; et même, dans cet état avancé, les lois et les usages qui se rattachent à la propriété et au fermage, sont souvent tels qu'ils empêchent le capital disponible du pays de se porter librement vers les améliorations agricoles : et c'est pourquoi l'augmentation de subsistances demandée par une population plus nombreuse, s'obtient souvent avec une

Digitized by Google

augmentation de frais par une culture plus développée, lorsque les moyens de la produire sans augmentation de frais sont connus et accessibles à tous. On ne peut douter que, s'il ne survenait un capital pour mettre à exécution, dans l'intervalle de l'année prochaine, tous les perfectionnements connus et éprouvés sur toute l'étendue du territoire du Royaume-Uni ; que si ces perfectionnements augmentaient le produit dans un rapport aussi considérable ou plus considérable que les frais, le résultat serait tel (surtout si nous comprenons l'Irlande dans cette supposition) que la terre de qualité inférieure n'aurait pas besoin pendant longtemps d'être mise en culture. Probablement la plus grande partie des terres les moins productives cultivées aujourd'hui et qui ne sont point favorisées particulièrement sous le rapport de leur situation cesseraient d'être cultivées ; ou bien (comme les améliorations en question s'appliquent moins aux bonnes terres, mais que leur action consiste plutôt à convertir les mauvaises terres en bonnes) la limitation de la culture se manifesterait surtout dans de moindres préparations et des défoncements moins laborieux de la terre en général. Il y aurait une rétrogradation qui se rapprocherait du mode d'exploitation agricole des Américains ; on n'abandonnerait complètement que ceux des terrains stériles qu'on ne trouverait point susceptibles d'amélioration. Et de cette manière la totalité des produits de toute la terre cultivée donnerait une proportion plus considérable qu'auparavant, relativement au travail qu'on y aurait dépensé, et la loi générale de la diminution de rapport obtenu de la terre aurait subi jusqu'à un certain point une suspension momentanée. On ne peut supposer, toutefois, que même dans ces circonstances tous les produits demandés par le pays seraient exclusivement des meilleures terres, en même temps que de celles que leur position place sur la même ligne ; sans nul doute on continuerait à produire beaucoup sous l'empire de conditions moins avantageuses et en obtenant un rapport proportionnel plus faible que celui des terrains les meilleurs et les mieux situés. Et à mesure qu'un accroissement ultérieur de population exigerait une quantité encore

Digitized by Google

plus considérable d'aliments, la loi générale reprendrait son cours, et la nouvelle augmentation serait obtenue à l'aide d'un emploi plus que proportionnel de travail et de capital.

§ 3. — Cette doctrine que le produit de la terre, toutes choses égales d'ailleurs, n'augmente qu'au prix d'un travail proportionnellement plus grand, est plus souvent ignorée que contestée. Elle a pourtant rencontré un adversaire direct dans un économiste américain très-connu, M. Carey, qui soutient que la loi des progrès de l'agriculture est directement contraire, que le produit augmente plus que le travail, ou, en d'autres termes, donne au travail une rémunération de jour en jour plus élevée. Pour prouver cette assertion, il soutient « que la culture ne commence pas par les meilleures terres pour s'étendre, à mesure que la demande augmente, aux terres moins fertiles, mais qu'au contraire elle commence par les terres pauvres et ne s'étend que longtemps après sur les terres peu fertiles. Les colons d'un nouveau pays commencent invariablement à cultiver les terres élevées et légères : les terres riches mais marécageuses des bords des rivières ne peuvent être mises en culture au commencement, à cause de leur insalubrité, à cause aussi des grands et longs travaux qu'il faut exécuter pour les défricher et les drainer. A mesure que la population et la richesse augmentent, la culture descend le long des collines, les défriche en passant, et les terres les plus fertiles, celles des vallées, sont généralement (il dit même universellement) les dernières cultivées. » Ces propositions, et les conséquences qu'en tire M. Carey, sont longuement développées dans son récent traité intitulé : *Principes de la science sociale ;* il pense qu'elles renversent la base de ce qu'il appelle l'économie politique anglaise et toutes ses conséquences pratiques, spécialement la doctrine du libre échange.

A s'en tenir aux mots, M. Carey a beau jeu contre plusieurs des économistes les plus autorisés, qui ont certainement énoncé la loi de la rente dans des termes trop généraux, sans observer qu'elle ne s'appliquait pas à la première culture

Digitized by Google

d'un pays nouvellement défriché. Là où la population est clair-semée et les capitaux rares, la terre qui exige de grandes dépenses pour être mise en culture doit rester sans culture, bien que cette terre, lorsque son temps est venu, donne souvent un produit plus grand que la première terre cultivée, non-seulement d'une manière absolue, mais proportionnelle au travail employé, lors même que l'on y comprendrait celui dépensé pour la mettre en culture. Mais on ne prétend pas que la loi du produit décroissant s'est fait sentir dès le commencement de la société : et quoique quelques économistes puissent avoir cru qu'elle avait commencé plus tôt qu'elle n'avait commencé réellement, il est certain qu'elle commence assez tôt pour soutenir les conclusions qu'on en a tirées. M. Carey soutiendrait difficilement que dans un pays ancien, comme par exemple l'Angleterre ou la France, les terres non cultivées et qui sont incultes depuis des siècles, sont naturellement plus fertiles que les terres cultivées. A en juger par son indication imparfaite, la situation locale (je n'ai pas besoin de dire jusqu'à quel point elle est imparfaite), est-il vrai qu'en Angleterre ou en France, et actuellement, les plaines et les vallé s soient incultes et les hauteurs cultivées ? Chacun sait au contraire que ce sont les hauteurs et les terres légères qu'on laisse incultes, et lorsque le progrès de la population demande une extension de culture, elle va des plaines aux terres hautes. Une fois par siècle peut-être, on dessèchera un marais de Bedford ou un lac de Harlem ; mais ce sont de légères et passagères exceptions à la marche ordinaire des choses, et dans les vieux pays qui sont avancés en civilisation, il reste à faire peu de travaux de cette espèce (*).

M. Carey lui-même rend, sans s'en apercevoir, le témoignage le plus fort en faveur de la loi qu'il combat. Une des

(*) On peut citer l Irlande comme une exception : une grande partie du sol de ce pays ne pouvant être encore cultivée faute de drainage. Mais quoique l'Irlande soit un ancien pays, de malheureuses circonstances politiques et sociales en font un pays pauvre et arriéré. Encore n'est-il pas certain que les marais d'Irlande, s'ils étaient drainés et mis en culture, prissent place entre les vallées fertiles dont parle M. Carey plutôt qu'entre les terres les plus pauvres.
(Note de Mill.)

Digitized by Google

propositions qu'il soutient avec le plus de force est celle-ci : que dans une société en progrès le prix des produits bruts de la terre tend à s'élever. Eh bien, les éléments de l'économie politique montrent que cela ne pourrait pas arriver si le coût de production de ces produits, mesurés par le travail qu'ils coûtent, ne tendait pas à s'élever. Si l'application d'un nouveau travail à la terre obtenait un produit proportionnel toujours croissant, le prix des produits, au lieu de s'élever, devrait nécessairement s'abaisser à mesure que la société ferait des progrès, à moins que le prix de l'or et de l'argent ne tombât encore plus bas : et ce cas est si rare qu'il n'y a que deux périodes de l'histoire dans lesquelles il se soit rencontré : la première suivit la découverte des mines du Mexique et du Pérou ; la seconde est celle dans laquelle nous vivons. Dans tous les temps, excepté ces deux périodes, le coût de la production des métaux précieux est resté stationnaire ou s'est élevé. Si donc il est vrai que la tendance des produits agricoles est de s'élever par les progrès de la richesse et de la population, ce fait nous suffit à prouver que le travail nécessaire pour les atteindre tend à augmenter lorsque la demande de ces produits augmente.

Je ne suivrai pas plus loin M. Carey ; je n'affirme pas que le coût de production, et par conséquent le prix des produits agricoles, s'élève toujours et nécessairement lorsque la population augmente. Il tend à s'élever ; mais cette tendance peut être et est souvent contenue pendant de longues périodes. Son effet ne dépend pas d'un seul principe, mais du résultat de l'antagonisme de deux principes opposés. Il existe une autre force en antagonisme habituel avec celle qui fait diminuer la rémunération que la terre donne au travail ; et nous allons maintenant étudier cette force, qui n'est autre que la marche de la civilisation. J'emploie cette expression générale et un peu vague parce que les éléments qui composent cette force sont si variés, qu'un mot dont la signification serait plus restreinte ne pourrait guère les comprendre tous.

Parmi ces faits, le progrès des connaissances, de l'habileté et des découvertes agricoles est le plus apparent. Les perfec-

Digitized by Google

tionnements dans les procédés de l'agriculture sont de deux sortes : quelques-uns font rapporter à la terre un produit plus considérable, sans une augmentation équivalente de travail; d'autres n'ont pas le pouvoir d'augmenter le produit, mais ils ont celui de diminuer le travail et les dépenses à l'aide desquelles on obtient ce produit : parmi les premiers il faut citer la renonciation au système des jachères, auquel on a substitué la rotation des récoltes, et l'introduction de nouvelles céréales susceptibles d'entrer avantageusement dans le système de rotation. Le changement opéré dans l'agriculture anglaise, vers la fin du dernier siècle, par l'introduction de la culture des navets, est regardé comme ayant l'importance d'une révolution. Ces perfectionnements exercent leur influence non-seulement en permettant à la terre de donner une récolte chaque année, au lieu de rester en jachère une année sur deux ou sur trois, pour renouveler sa puissance productive, mais encore par une augmentation directe de cette puissance, depuis que l'augmentation considérable survenue dans le nombre des bestiaux à raison de l'augmentation de leurs moyens de subsistance, fournit une plus grande quantité d'engrais pour fertiliser les terres à blé. Immédiatement après vient l'introduction de nouvelles denrées alimentaires, contenant une plus grande quantité de principes nutritifs, telles que la pomme de terre, ou des espèces plus productives ou des variétés du même végétal, telles que le turneps de Suède. Dans la même classes des perfectionnements, il faut placer la connaissance plus complète des propriétés des engrais, et des moyens plus efficaces de les employer ; l'introduction d'agents de fertilisation nouveaux et plus puissants, tels que le guano, et l'application au même usage de substances qu'on laissait perdre autrefois ; des inventions telles que le défrichement du sous-sol, le drainage, etc., qui augmentent, dans une proportion considérable, le produit des terrains de certaine qualité; les perfectionnements dans l'éducation ou le mode de nourriture des animaux de travail, l'augmentation de la masse des animaux qui consomment et convertissent en substances destinées à l'homme ce qui,

Digitized by Google

autrement, serait perdu, et ainsi de suite. L'autre espèce de perfectionnements, celle qui diminue le travail, mais sans augmenter pour la terre la faculté de produire, consiste dans la construction mieux entendue des instruments de travail ; l'application de nouveaux instruments qui épargnent le travail manuel, tels que les machines destinées à vanner et à battre le grain ; une application mieux entendue et plus économique de la force musculaire, telle que l'a permise l'introduction, si lente à pénétrer en Angleterre, de la charrue écossaise que mettent en mouvement deux chevaux de front avec un seul homme, au lieu de trois ou quatre chevaux à la file avec deux hommes, etc. Ces perfectionnements n'ajoutent rien à la productivité de la terre : mais ils contribuent autant que les premiers à balancer la tendance qu'ont les frais de production des produits agricoles à s'élever avec les progrès de la population et de la demande.

L'amélioration des voies de communication est analogue dans ses effets à cette seconde classe de perfectionnements agricoles. De bonnes routes équivalent à de bons instruments de travail. Il importe peu que l'économie de travail s'opère en tirant les produits du sol, ou en les transportant sur les lieux dans lesquels ils doivent être consommés. Nous n'ajouterons pas que le travail de culture lui-même est diminué par tout ce qui diminue les frais de transport de l'engrais d'une distance à une autre, ou tout ce qui facilite les nombreuses opérations de transport qui se présentent dans les limites d'une ferme. Les chemins de fer et les canaux sont bien réellement une diminution dans le prix de toutes les denrées qui arrivent sur le marché, comme aussi dans le prix de toutes choses dont ils servent à transporter les matières premières au lieu de fabrication. C'est grâce à eux qu'on peut cultiver une terre qui autrement n'eût pas récompensé les efforts des cultivateurs sans une hausse de prix. Les perfectionnements de la navigation exercent une influence correspondante relativement aux denrées alimentaires ou aux matières qui nous arrivent des pays transatlantiques.

D'après des considérations semblables, on voit qu'une foule

Digitized by Google

de perfectionnements purement mécaniques, qui n'ont (du moins en apparence) aucune relation avec l'agriculture, permettent cependant d'obtenir une quantité donnée de denrées alimentaires avec une dépense plus faible de travail.

Un perfectionnement important dans les procédés employés pour la fabrication du fer tendrait à diminuer le prix des instruments agricoles, celui de la construction des routes ferrées, des wagons et des charrettes, des navires et peut-être des maisons et d'une foule d'autres produits à la confection desquels le fer ne s'applique pas aujourd'hui, parce qu'il est trop coûteux; et diminuerait ainsi les frais de production des subsistances.

Le même effet résulterait de tout perfectionnement dans les procédés de ce qu'on peut appeler la fabrication à laquelle la matière des subsistances est soumise après qu'on l'a isolée de la terre. La première application du vent ou de la puissance hydraulique à la mouture du blé, a tendu à mettre le pain à bon marché, autant que l'eût fait une découverte importante en agriculture; et tout perfectionnement important dans la construction des moulins à blé exercerait, proportionnellement, une influence analogue. Nous avons déjà examiné les effets de la locomotion à bon marché. Il existe aussi des inventions mécaniques à l'aide desquelles on rend plus faciles toutes les grandes opérations qui se font sur la surface de la terre. Un perfectionnement dans l'art de prendre des niveaux est important pour le *drainage*, sans parler de la construction des canaux et des chemins de fer. Les marais de la Hollande et de quelques parties de l'Angleterre sont desséchés à l'aide de pompes mises en œuvre par le vent ou la vapeur. Là où des travaux d'irrigation, ou des réservoirs pour les digues, sont nécessaires, l'application de la mécanique offre des ressources considérables pour rendre la production moins chère.

Les perfectionnements de l'industrie qui ne peuvent servir à rendre plus facile, à aucun degré, la production réelle des subsistances et qui, conséquemment, ne contribuent pas à contrarier ou à retarder la diminution du revenu proportionnel

Digitized by Google

que le sol donne au travail, ont cependant un autre effet, qui est équivalent dans la pratique. Ils servent en quelque sorte de compensation à ce qu'ils n'empêchent pas.

Les matériaux de l'industrie étant tous tirés de la terre, et un grand nombre d'entre eux étant dus à l'agriculture, qui fournit en particulier toutes les matières de nos vêtements, la loi générale de la production agricole, la loi de la diminution du revenu doit, en dernière analyse, être applicable à l'industrie manufacturière aussi bien qu'à l'industrie agricole. A mesure que la population augmente et qu'on fait des efforts plus persévérants pour forcer la puissance productive de la terre, toute quantité nouvelle de matériaux et de subsistances doit s'obtenir par une augmentation plus que proportionnelle de travail. Mais le prix de la matière formant généralement une très-faible portion du prix entier de fabrication , la part du travail agricole dans la plupart des marchandises fabriquées n'est qu'une faible fraction de l'ensemble du travail dépensé dans le produit. Tout le reste du travail tend constamment et énergiquement à diminuer, à mesure que le coût de la production augmente. L'industrie est bien plus susceptible que l'agriculture de perfectionnements mécaniques et d'inventions ayant pour but d'épargner le travail ; et l'on a déjà vu combien la division du travail, et sa distribution bien entendue et économique, dépendent de l'étendue du marché et de la possibilité de produire en masses considérables. Il suit de là que, dans les manufactures, les causes qui tendent à augmenter la puissance productive de l'industrie, l'emporte de beaucoup sur la seule cause qui tend à la diminuer ; et l'accroissement de production que développe le progrès de la société a lieu, non pas avec une augmentation, mais avec une diminution continue de prix. Ce fait s'est manifesté dans la baisse progressive des prix et des valeurs de presque toute espèce de marchandises fabriquées pendant les deux derniers siècles ; baisse qui a été accélérée par les inventions mécaniques des soixante ou soixante-dix dernières années, et qui est susceptible de se prolonger et de s'étendre au delà de toute limite qu'on puisse raisonnablement assigner.

Digitized by Google

Maintenant on conçoit parfaitement que la puissance du travail agricole doit subir, avec l'augmentation des produits, une diminution graduelle ; que le prix des subsistances, conséquemment, doit s'élever progressivement, et qu'une partie toujours plus considérable de la population doit nécessairement être employée à produire les subsistances pour la société tout entière. En même temps, toutefois, la puissance productive du travail dans toutes les autres branches de l'industrie, augmentera si rapidement que la somme de travail nouveau devenue nécessaire pourra être fournie par les manufactures sans porter préjudice à leur plus grande production, et l'ensemble des besoins de la société sera, en fin de compte, plus amplement satisfait que par le passé. Le bénéfice s'étendra même aux classes les plus pauvres. Le bon marché croissant des vêtements et des logements pourra compenser pour elles l'augmentation de prix de leurs aliments.

Ainsi il n'est aucun perfectionnement possible, dans les arts de la production qui, d'une manière ou d'une autre, n'exerce une influence contraire à la loi de diminution du revenu du travail agricole. Et ce ne sont pas seulement les perfectionnements industriels qui ont cet effet. Les améliorations dans le système de gouvernement et presque tous les genres d'avantages moraux et sociaux exercent une action identique. Supposons un pays dans la situation où se trouvait la France avant la Révolution ; les impôts pesant exclusivement sur les classes industrieuses, et reposant sur des principes tels qu'ils devenaient une amende réelle infligée à la production ; aucun espoir d'obtenir réparation d'un dommage à la propriété ou à l'individu, lorsque ce dommage avait été causé par des personnes d'un haut rang ou par des personnes de la Cour. L'orage qui fit disparaître un tel système, même si nous ne considérons que les résultats qu'il eut d'augmenter la puissance productive du travail, n'a-t-il pas rendu un service équivalent à de nombreuses inventions industrielles ? L'abolition d'une charge fiscale imposée à l'agriculture, telle que la dîme, a eu le même effet que si le travail nécessaire pour obtenir le produit existant avait été tout à coup réduit d'un

Digitized by Google

dixième. L'abolition des lois sur les céréales, ou de toutes autres lois restrictives qui empêchent de produire les denrées dans les lieux ou leurs frais de production seraient le moins élevés, représente un immense perfectionnement dans la production. Lorsqu'une terre fertile, autrefois réservée pour la chasse ou pour tout autre but d'amusement, désormais libre, est soumise à la culture, l'ensemble de la puissance productive de l'industrie agricole est augmenté. On sait bien quel a été l'effet, en Angleterre, d'une mauvaise application des lois sur les pauvres; en Irlande, l'effet encore plus désastreux d'un mauvais système de tenure sur la production anglaise.

Aucune amélioration n'agit plus immédiatement sur la puissance productive du travail que celles qui ont lieu dans la tenure des fermes et dans les lois relatives à la propriété de la terre. L'abolition des substitutions, la diminution dans les frais de transmission de la propriété, et toute autre mesure qui favorise la tendance naturelle de la terre, dans un système de liberté, à passer des mains qui en tirent peu de parti, dans celles qui peuvent en tirer un parti plus avantageux; la substitution des baux à long terme, aux fermages que le propriétaire peut résilier à volonté, et celle d'un système de tenure supportable, au misérable système de location des *cottages;* par-dessus tout, la conquête, pour les cultivateurs du sol, d'un intérêt fixe dans ce même sol : toutes ces choses sont des perfectionnements aussi réels, et quelques-uns des perfectionnements aussi considérables pour la production que l'invention du métier à filer ou de la machine à vapeur.

Nous pouvons en dire autant des améliorations dans le système d'éducation. L'intelligence de l'ouvrier est un élément très-important dans la puissance productive du travail. Le niveau actuel de l'intelligence, dans quelques-uns des pays les plus civilisés, est si bas, qu'il n'y a guère de source dont on doive attendre une somme plus indéfinie de progrès dans la puissance productive que de ce fait, de donner un cerveau à des individus qui, à cette heure, n'ont que des bras. L'exactitude, l'économie et le degré de confiance à accorder en général aux travailleurs sont aussi importants que leur in-

Digitized by Google

telligence. Des relations bienveillantes et une communauté d'intérêts et de sentiments entre les travailleurs et les chefs d'industrie ont éminemment un tel caractère. Je devrais dire plutôt *auraient*, car j'ignore où l'on trouverait aujourd'hui un pareil sentiment d'alliance cordiale. Et ce n'est pas seulement dans la classe laborieuse que l'amélioration de l'intelligence et du caractère exerce un effet favorable même sur l'industrie. Dans les classes riches et oisives, une plus grande énergie intellectuelle, une instruction plus solide et un sentiment plus vif des devoirs de conscience, d'esprit public ou de philanthropie leur donneraient qualité pour faire naître et encourager les améliorations les plus importantes, soit dans l'application des ressources économiques de leur pays, soit dans ses institutions et ses coutumes. Ne considérons que les phénomènes les plus évidents; l'état arriéré de l'agriculture française dans les lieux mêmes où l'on pourrait attendre des avantages de l'influence d'une classe élevée avec soin, s'explique en particulier par ce fait, que les riches propriétaires de terres se dévouent uniquement aux intérêts et aux plaisirs des villes. Il n'est guère d'amélioration possible dans les affaires humaines qui, entre autres avantages, ne puisse exercer une influence favorable, directe ou indirecte, sur la puissance productive de l'industrie. L'ardeur avec laquelle on se livre aux occupations industrielles, serait souvent modérée par une culture intellectuelle plus libérale et plus féconde; mais la somme de travail appliquée actuellement à ces occupations en deviendrait presque toujours plus productive.

Avant de signaler les principales conséquences à tirer de la nature des deux forces contraires qui déterminent la puissance productive de l'industrie agricole, nous devons faire observer que ce que nous avons dit de l'agriculture est vrai, à peu de différence près, des autres travaux qu'elle représente, de tous les arts qui ont pour but d'extraire des matières de notre globe. L'industrie minière, par exemple, ne donne ordinairement un accroissement de produits qu'au prix de dépenses plus que proportionnelles.

Résumons-nous. Tous les agents naturels dont la quantité

Digitized by Google

est bornée, non-seulement sont limités dans leur puissance productive, mais longtemps avant que cette puissance ait atteint ses dernières limites, ils ne satisfont les nouvelles demandes qu'à des conditions de plus en plus pénibles. Cette loi peut, cependant, être suspendue ou maîtrisée temporairement par tout ce qui augmente la puissance générale de l'homme sur la nature; et particulièrement par tout progrès dans ses connaissances et par l'empire qu'il acquiert ainsi sur les propriétés et l'action des agents naturels.

AU LIEU DU CHAPITRE XIII

Après avoir fait un résumé de ce qui est dit dans les chapitres XI et XII, Mill conclut que la nécessité de retarder l'accroissement de la population n'appartient pas seulement à un ordre social où la propriété est inégalement répartie, que quelque juste que soit la répartition des produits et quelque grands que soient les perfectionnements agricoles ou autres ayant de l'influence sur l'agriculture, la population tend toujours à s'accroître encore plus rapidement que le produit, et que, par conséquent, la misère avec ses conséquences — les maladies et la mort prématurée — est le sort inévitable de la masse. Il y ajoute encore que ni l'importation du blé étranger, ni l'émigration ne peuvent qu'ajourner l'accomplissement de cette loi de la nature.

A. T.

Digitized by Google

OBSERVATIONS SUR LES QUATRE DERNIERS CHAPITRES DU LIVRE I DE MILL

ÉCLAIRCISSEMENT SUR L'ESPRIT DE LA THÉORIE DE MALTHUS

I

GRANDEUR NUMÉRIQUE DES ÉLÉMENTS DU THÉORÈME DE MALTHUS

La population a la faculté de se multiplier avec une vitesse plus grande que ne peut accroître le produit agricole, dit le théorème de Malthus. C'est la déduction qui surgit de la comparaison des deux progressions, l'une d'après laquelle peuvent se multiplier les hommes, et l'autre d'après laquelle peut accroître le produit agricole. Sur quelles recherches est donc basée la construction de l'une et de l'autre progression ?

Le lecteur connait l'unique passage fondamental du livre de Malthus, ce passage où il construit les progressions nécessaires à sa déduction. Mais nous le prierons de revoir encore une fois la citation suivante, parce que

Digitized by Google

nous devrons y faire des observations qui lui paraîtrent, peut-être, par trop acerbes s'il ne peut en vérifier immédiatement la justesse par leur collation avec les propres paroles de Malthus.

«Dans les États du nord de l'Amérique, où les moyens de subsistance ne manquent point, où les mœurs sont pures, et où les mariages précoces sont plus faciles qu'en Europe, on a trouvé que la population, pendant plus d'un siècle et demi, avait doublé plus rapidement que tous les vingt-cinq ans. Nous pouvons donc tenir pour certain que, *lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les vingt-cinq ans, et croît de période en période selon une progession géométrique.*

» Il est moins aisé de déterminer la mesure de l'accroissement des productions de la terre. Mais du moins nous sommes sûrs que cette mesure est tout-à-fait différente de celle qui est applicable à l'accroissement de la population. L'homme est assujetti à une place limitée. Lorsqu'un arpent a été ajouté à un autre arpent, jusqu'à ce qu'enfin toute la terre fertile soit occupée, l'accroissement de nourriture dépend de l'amélioration des terres déjà mises en valeur. Cette amélioration, par la nature de toute espèce de sol, ne peut faire des progrès toujours croissants; au contraire, elle en fera qui décroîtront graduellement. Tout ce qu'on nous dit de la Chine et du Japon donne lieu de douter, que tous les efforts de l industrie humaine pussent réussir à y doubler le produit du sol, en prenant même la période la plus longue. C'est en Europe qu'il y a quelque lieu d'espérer que l'industrie peut être mieux dirigée. En Angleterre et en Écosse, on s'est beaucoup livré à l'étude de l'agriculture; et cependant, dans ces pays mêmes, il y a beaucoup de terres incultes. Examinons à quel point le produit de cette île serait susceptible d'accroissement, dans les circonstances les plus favorables qu'on puisse supposer. Si nous admettons que, par la meilleure administration et par les encouragements les plus puissants donnés aux cultivateurs, le produit des terres y pourrait doubler dans les premières vingt-cinq années, il est probable que

Digitized by Google

nous irons au delà de la vraisemblance ; et cette supposition paraîtra excéder les bornes que l'on peut raisonnablement assigner à un tel accroissement de produit.

» Dans les vingt-cinq années qui suivront, il est absolument impossible d'espérer que le produit suive la même loi, et qu'au bout de cette seconde période, le produit actuel se trouve quadruplé. Ce serait heurter toutes les notions que nous avons acquises sur la fécondité du sol. L'amélioration des terres stériles ne peut être que l'effet du travail et du temps ; et il est évident, pour ceux qui ont la plus légère connaissance de cet objet, qu'à mesure que la culture s'étend, les additions annuelles qu'on peut faire au produit moyen vont sans cesse diminuant. Pour comparer maintenant l'accroissement de la population à celui de la nourriture, usons d'une supposition qui, quelqu'inexacte qu'elle soit, sera du moins manifestement plus favorable à la production de la terre qu'aucun résultat de l'expérience.

» Supposons que les additions annuelles qui pourraient être faites au produit moyen, ne décroissent point et restent constamment les mêmes, en sorte que chaque période de vingt-cinq ans ajoute au produit annuel de la Grande-Bretagne une quantité égale à tout son produit actuel. Assurément le spéculateur le plus exagéré ne croira point qu'on puisse supposer davantage. Nous sommes donc en état de prononcer, en partant de l'état actuel de la terre habitable, que *les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à l'industrie, ne peuvent jamais augmenter plus rapidement que selon une progression arithmétique.*

» La conséquence inévitable de ces deux lois d'accroissement comparées est assez frappante. La race humaine croîtrait comme les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256 ; tandis que les subsistances croîtraient comme ceux-ci : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. »

Le lecteur s'aperçoit quelle fut la base de la pensée de Malthus, quand il supposa que la population peut doubler en 25 ans : dans les États de l'Amérique du Nord, elle doublait depuis longtemps dans ces laps de temps. Mais tenez : a-t-il songé alors à ceci, que pendant tout

Digitized by Google

ce temps l'immigration venant de l'Europe a concurru à augmenter le nombre des habitants des États-Unis? Non, il ne songeait pas à cela à l'époque où il construisait sa théorie. Après, lorsque Godwin et autres lui indiquèrent l'élément dont il n'avait pas tenu compte, Malthus et ses disciples commencèrent à démontrer qu'en introduisant ce facteur dans le calcul, le résultat ne changeait pas de beaucoup. De beaucoup ou de peu, ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici : nous disons seulement que Malthus a formé une de ses progressions sans avoir le moindre égard à une circonstance qui exigeait, de la manière la plus évidente, une place dans ses considérations. Nous voyons par là qu'à l'époque où il déterminait une des bases de ses déductions, la critique et la circonspection lui manquèrent. La déduction elle-même est-elle juste ou non? nous n'en disons rien encore à présent. Nous disons seulement que la base de cette déduction fut adoptée sans la moindre critique, que si nous voulons savoir quelque chose de fondamental au sujet de la faculté que possèdent les hommes de se multiplier, Malthus ne peut rien nous fournir sur cette question.

Examinons maintenant quelles idées avait Malthus sur la faculté que possède l'agriculture d'accroître le produit, à l'époque où il construisait sa deuxième progression, progression de l'accroissement du produit agricole.

Il lui paraissait qu'il existe des pays où l'agriculture a déjà atteint un tel degré de perfection qu'il est presque impossible de faire encore accroître le produit. C'est la Chine et le Japon qui lui paraissaient tels. Nous savons maintenant qu'en ces contrées l'agriculture se trouve dans un état pire que dans l'Europe occidentale. Le lecteur se souvient des paroles de Mill sur la situation de

Digitized by Google

l'agriculture chinoise (p. 315-348). Au Japon elle n'est pas supérieure à celle-là. Il est évident que cette opinion erronée sur l'agriculture chinoise a fortement dirigé les pensées de Malthus vers sa déduction sur l'impossibilité d'accroître le produit agricole conformément à la vitesse avec laquelle les hommes ont la faculté de se multiplier.

Mais son idée sur un sujet qui était beaucoup plus près de lui, sur l'agriculture anglaise, est encore plus intéressante : la supposition que le produit de l'agriculture anglaise puisse doubler en 25 ans, lui paraissait être la limite extrême du possible. C'est là une naïveté, qui fait sourire les hommes qui ont lu les livres modernes sur l'agronomie. Dans la Grande-Bretagne et en Irlande il se trouve environ 61 1/2 millions d'acres ou, en d'autres termes, environ 25 millions d'hectares de terrain bon pour l'agriculture (*Statistik von Kolb*, 2me édition, p. 5). Gasparin, dans son « Cours d'agriculture », dit que là où la culture à plusieurs assolements est bien organisée, 100 hectares de terrain approvisionnent 931 hommes. Ainsi la Grande-Bretagne et l'Irlande pourraient, en ce cas, nourrir une population de 230 millions d'hommes. En 1860 la totalité de la population de la Grande-Bretagne et d'Irlande est approximativement de 29 millions d'hommes (*Kolb*, p. 1) et il n'y a pas plus de 25 millions d'entre eux qui sont entretenus par les produits agricoles indigènes (l'importation moyenne du blé en Angleterre doit être évaluée aujourd'hui à 8 ou 10 millions de quarters, — *Kolb*, p. 25, — quantité qui approvisionne certainement plus de 4 millions d'hommes). On s'aperçoit donc que les habitants des îles britanniques pourraient rendre leur produit agricole d'aujourd'hui 9 fois plus grand, à condition d'introduire une bonne cul-

Digitized by Google

ture. 25 ans suffisent-ils ou non pour introduire une bonne culture à plusieurs assolements dans un pays qui possède déjà une culture beaucoup meilleure que la simple culture triennale, — nous livrons cela à l'appréciation de chacun. Ainsi, les livres agronomiques d'aujourd'hui nous démontrent que si l'Angleterre voulait et était en nécessité d'avoir son produit agricole après l'espace de 25 ans, non 2 fois, mais 5 ou même 9 fois plus grand, ce ne serait point difficile, étant données les connaissances actuelles en agriculture. N'avons-nous pas raison de tenir pour trop naïves les idées sous l'influence desquelles Malthus se figurait qu'il faisait une extrême concession quand il supposait la possibilité du doublement du produit agricole de l'Angleterre en 25 ans.

C'est en vain que l'on chercherait dans tout le livre de Malthus des faits qui serviraient de bases plus solides à ses déductions sur la vitesse relative avec laquelle la population et le produit agricole peuvent s'accroître. Il aurait pu certainement trouver, même à l'époque où il construisait sa théorie, des données pour ces deux progressions, sinon d'une exactitude absolument suffisante, du moins beaucoup plus authentiques que les hypothèses arbitraires auxquelles il se borna. Par exemple, il existait déjà, à la fin du siècle passé, une assez bonne culture à plusieurs assolements ; Malthus pouvait donc se faire une idée de l'accroissement du produit que ce système peut donner. Il existait également à son époque quelques renseignements statistiques, peu nombreux, il est vrai, sur la quantité des naissances dans des pays où les institutions et les coutumes populaires faisaient que ce chiffre atteignait le maximum auquel la nature humaine est capable d'arriver. S'il avait pris ces données en con-

Digitized by Google

sidération, il aurait vu quel est, comme période de doublement, le minimum compatible avec les lois physiologiques de l'organisme humain. Mais les idées qui le préoccupaient le rendaient impuissant à remarquer la nécessité, pour la construction de ses progressions, de recherches plus précises que celles dont il se contenta. Malthus commença ses recherches dans l'intention de défendre l'ordre économique actuel des reproches qui lui étaient adressés par des réformateurs. Il le dit lui-même. En nous basant sur ses propres paroles, nous présentons la marche des choses sous l'aspect suivant :

Défendre directement les coutumes et les institutions ayant un caractère désavantageux pour le bien-être de l'humanité, il ne le pouvait pas. En homme d'esprit fort logique, il comprit que les anciens arguments des conservateurs ne valaient rien pour réfuter les théories démocratiques d'alors, théories du genre de celle de Godwin. Il commença à chercher un nouvel argument, un argument plus solide. Il raconte lui-même, et Godwin le démontre, de quelle manière il trouva cet argument. Il rencontra par hasard les paroles du célèbre Franklin : que tous les organismes vivants, — végétaux, animaux, — ont la faculté de se multiplier d'après la progression géométrique; que si toutes les semences d'un végétal quelconque poussaient, ou si tous les rejetons d'un animal quelconque échappaient à la mort prématurée, ce végétal couvrirait bientôt tout le globe et cesserait de se multiplier uniquement faute de place, cet animal cesserait de se multiplier uniquement faute de nourriture. Franklin ajoutait encore que les hommes ont aussi la faculté de se multiplier d'après la progression géométri-

Digitized by Google

que, à condition unique d'être approvisionnés. En même temps Malthus vit dans les tables du docteur Price, faites pour le calcul des intérêts composés, que si un nombre s'accroît suivant la progression géométrique, il augmente alors avec une rapidité surpassant toute attente de la part des hommes qui n'ont jamais prêté attention à la formule de la progression géométrique. Price disait cela pour prouver la possibilité d'accomplir son fameux projet de l'amortissement extrêmement rapide de la dette entière de l'État anglais, en attribuant à cette destination une somme d'une petitesse extrême, pourvu que l'ensemble des intérêts de cette somme et la somme elle-même fussent intégralement portés vers le rachat des obligations. Il raisonnait de la sorte: Plaçons, par exemple, une livre sterling à la banque à raison de 3 %; d'après la règle des intérêts composés, il en résulte que cette livre doublera, se transformera en deux livres, en moins de 23 1/2 années, à condition de grossir la somme par les intérêts des intérêts ; mais supposons, pour prendre un chiffre rond, que cette livre doublera tous les 25 ans, voici quelle série nous allons alors obtenir :

Après	25,	50,	75,	100,	125,	150,	175,	200 ans.
	2,	4,	8,	16,	32,	64,	128,	256 livres.

Il en résulte que si nous mettons de côté, pour le rachat de la dette de l'État anglais, un million de livres seulement, disait Price, toute la dette sera bientôt éteinte par l'accroissement de ce capital. Il donnait en même temps des tables qui certifiaient sa proposition. Dans ce raisonnement sur l'amortissement de la dette publique, Malthus avait la première ligne de sa célèbre formule sur la multiplication des hommes. Outre cela, il avait sous la main le livre de Sussmilch, qui trai-

Digitized by Google

tait de ce sujet même. Sussmilch pria un jour Euler de lui faire des tables de l'accroissement du nombre des hommes pour diverses proportions de naissances et de mortalités. Euler prenait des chiffres de toute grandeur, et, dans un cas, il obtenait ainsi une très-longue période de doublement, dans un autre cas, une très-petite période depuis plus de 600 ans jusqu'à un peu plus de 7 ans. Il va de soi qu'on pourrait calculer des périodes encore plus courtes. Autre chose est si l'on demande quel pour-cent d'accroissement peut comporter la nature de l'organisme humain ? Peut-on admettre que les hommes puissent en réalité, sous quelles conditions que ce soit, se multiplier suivant une progression ayant 10 %, ou 8 %, ou même 5 % d'accroissement annuel. Mais Sussmilch n'a point interrogé Euler sur ce sujet ; il le pria seulement de dresser des tables de doublement suivant la règle des intérêts composés, les différentes grandeurs de l'intérêt étant données. Il aurait pu le prier de même de lui calculer combien il faut de nourriture par jour pour l'homme, en prenant différentes grandeurs de taille, depuis 1 décimètre jusqu'à 40 mètres. Euler lui aurait calculé combien de nourriture serait nécessaire pour un homme de 20 mètres, pour un de 21 mètres, etc. En un mot, Euler résolvait là un problème du genre de ceux qu'on rencontre souvent dans les cours de mathé-mathiques ou de physique. Par exemple, en combien de temps le boulet qui se meut avec la vitesse acquise dans la première seconde de son mouvement, atteindra-t-il le soleil ; ou quelles modifications subira un morceau de fer, qui est graduellement descendu dans un puits creusé jusqu'au centre du globe ? Le mathématicien répond alors, tout en ayant parfaitement raison, que le

Digitized by Google

boulet atteindra le soleil dans autant de temps, que le morceau de fer deviendra rouge à la distance de tant de verstes au-dessous de la surface du globe, deviendra blanc à la distance de tant de verstes, entrera en fusion à la distance de tant de verstes. Existe-t-il ou non, ce puits supposé? existe-t-il ou non un canon qui pourrait lancer le boulet plus loin qu'à une distance d'un petit nombre de verstes? — cela ne regarde point le mathématicien. Il va de soi que les mathématiques ne font que grouper les chiffres sans garantir leur réalité. Mais figurons-nous qu'un homme qui a oublié ou ignoré que cela est sous-entendu, ait lu les solutions de semblables problèmes. Figurons-nous qu'il lui ait paru que l'auteur du cours d'algèbre a non-seulement groupé les chiffres, mais affirmé encore la possibilité de réaliser toutes ces déductions. Quelles théories frappantes peuvent naître dans la tête d'un tel homme! Au lieu de rougir le fer à la forge, il proposera, par exemple, de le faire descendre tout simplement à la distance de 20 verstes sous la surface de la terre, ou d'enlever par un boulet un morceau de la lune, afin de le faire tomber sur la terre, pour que nous puissions savoir de quoi la lune est formée. Il arriva quelque chose de tout à-fait semblable à Malthus. En voyant les chiffres des tables d'Euler, il en conclut directement que la population peut doubler en 25, en 20, en 15, en 10 ans, même encore plus vite, comme cela est écrit dans les tables d'Euler publiées dans Sussmilch. Si sa tête n'eut pas été complètement occupée par la pensée de trouver un argument contre la théorie de Godwin, il n'aurait certainement pas commis une telle erreur avec une telle légèreté; mais dans les tables de Sussmilch (d'Euler) il trouva l'argument dont il avait besoin, le

Digitized by Google

nom d'Euler garantissait l'exactitude du calcul, — que fallait-il de plus?

Lorsqu'il commença, sous la domination de cette pensée, à revoir les données statistiques, que n'a-t-il pas aperçu là-dedans! Dans tel district la population a doublé en 15 ans, dans tel autre elle a triplé ou quadruplé en 20 ans, ici elle est devenue 7 fois plus grande en une trentaine d'années, et là un voyageur raconte qu'il a vu une femme, pas vieille encore, — mettons qu'elle eût soixante ans, — qui avait 10 fils mariés, chacun de ces fils avait de même 10 enfants, de sorte qu'un couple humain, en 60 ans, s'est agrandi en plus de 100 hommes; en un mot, quelque courte que soit la période de doublement qu'admettait Malthus, il se trouvait toujours des exemples démontrant que cela était possible. Il était même difficile de s'arrêter à un terme quelconque de doublement, s'il ne se fût présenté un fait d'une très-grande valeur, un fait qui éclipsait tous les autres : les recensements de la population dans les États de l'Amérique du Nord démontraient que la population de ce pays double dans l'espace de 25 ans. Malthus, en homme de beaucoup d'esprit, comprit que ce fait, connu de tout le monde, pouvait servir de base à ses déductions, beaucoup plus commodément que tous les autres faits de moindre valeur ou moins connus, démontrant la possibilité de périodes de doublement plus courtes encore. Il comprenait fort bien que l'impression ne dépend pas seulement de l'importance de la déduction, mais encore du degré de disposition qu'on a à l'adopter; que des déductions basées sur des faits peu connus pouvaient rencontrer des contradicteurs, tandis que la déduction obtenue d'un fait connu de tout le monde sera acceptée

Digitized by Google

par chacun. C'est donc pour cela qu'il a basé sa déduction sur le fait présenté par les résultats des recensements de la population dans l'Amérique du Nord, résultats connus de tous. Mais en adoptant la période de doublement de 25 ans, il n'oubliait point les données qui, selon lui, démontraient la faculté des hommes de se multiplier encore plus rapidement, et il les citait dans son livre ; c'est pour cette raison qu'il disait sans cesse, tout en croyant dire la vérité, qu'il faisait en adoptant la période de 25 ans, une concession extrêmement grande aux hommes avec qui il discutait, et qu'il lui fallait adopter une période beaucoup plus courte d'une quinzaine ou d'une douzaine d'années, ou même encore moindre.

La légèreté avec laquelle il parlait de la faculté des hommes de se multiplier avec une grande rapidité, passa de son livre dans les têtes de presque tous les économistes. Les erreurs des hommes d'un grand esprit sont redoutables précisément par là qu'elles s'emparent des pensées de beaucoup d'autres hommes. Avec quelle légèreté les économistes et les statisticiens, qui paraissent des plus sensés, parlent de la possibilité des diverses périodes de doublement, nous allons le montrer par un exemple seulement ; les déductions obtenues par un très-vénérable savant français, M. Legoyt, qui a rendu de grands services à la science par beaucoup de recherches précieuses, constitueront pour nous cet exemple. Voici la citation textuelle de l'article de M. Legoyt sur le mouvement de la population, article inséré dans l'*Annuaire de l'Économie politique* pour l'année 1853 (p. 15 et 16) :

Digitized by Google

« Aux États-Unis, huit (*) dénombrements ont été opérés depuis 1790. Le tableau suivant en fait connaître les résultats.

Années.	Population recensée, mille.	Accroissem. pour 0/0.
1790	3,930	»
1800	5,306	35,01
1810	7,240	36,45
1820	9,638	33,12
1830	12,866	33,48
1840	17,060	32,67
1850	23,258	36,25

» La population de l'Union a donc presque sextuplé en 60 ans.

» En Angleterre, il a été fait six dénombrements décennaux depuis 1801. Le tableau suivant en résume les résultats.

Années.	Population recensée, mille.	Accroissem. pour 0/0.
1801	10,568	»
1811	12.047	14
1821	14,180	18
1831	16,365	15
1841	18,658	14
1851	20,936	12

» Il résulte de ces chiffres que la population anglaise a doublé en un demi-siècle. »

Ici se trouvent, chez M. Legoyt, quelques mots sur les résultats des recensements en Prusse, en Autriche et en Russie ; il continue :

« Le tableau ci-après résume les proportions d'accroissement annuel de la population des divers États ci-dessus.

États	Accroissement par an.	Période de doublement.
États-Unis	8,21	8 ans 9 mois 12 jours.
Angleterre	1,96	35 — 8 — 12 — »

(*) C'est-à-dire 7, comme on le voit par la table même qui suit ces paroles, et non pas 8.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

Nous prions le lecteur de fixer d'abord son attention sur les chiffres se rapportant à l'Angleterre; d'après le dénombrement de 1801, la population était de 10,568,000 hommes; d'après le dénombrement de 1851, elle était de 20,906,000 hommes. M. Legoyt dit, et il a raison, qu'en 50 ans la population anglaise a doublé. Fort bien; voyons donc à présent ce qui est écrit dans ses tables, quelle est la période de doublement en Angleterre: « 35 ans, 8 mois et 15 jours. » Mais comment donc cela arriva-t-il, lorsque quelques lignes plus haut c'était 50 ans? Voici comment. M. Legoyt trouva qu'en 50 ans la population anglaise s'était accrue de 98 %, divisa ce chiffre 98 par 50 et reçut 1,96. Il s'imagina que 1,96 constituait le pour cent annuel de l'accroissement. Il jeta un coup-d'œil dans des tables quelconque des intérêts composés, pour voir en combien d'années doublera un nombre qui s'accroît de 1,96 % par an, — et voilà comment il a obtenu 35 ans, 8 mois et 15 jours, sans avoir même remarqué qu'il était en contradiction avec soi-même. D'abord il calcula le pour-cent de l'accroissement, comme si ce dernier suivait la progression arithmétique, et puis il prit ce pour-cent pour construire une progression géométrique. A ravir! — Là nous avons pu encore saisir l'origine de l'erreur, mais nous sommes complètement incapables d'expliquer comment M. Legoyt a obtenu l'accroissement annuel aux États-Unis de 8,21 % et la période de doublement de 8 ans, 9 mois, 12 jours; il est absolument impossible d'obtenir ces chiffres par tous les mélanges possibles de la progression arithmétique avec la progression géométrique. Pour l'Angleterre il a obtenu, dans ses calculs, des absurdités d'une manière compréhensible; mais pour les États Unis il nous donne

Digitized by Google

des absurdités qui sont déjà tout-à-fait incompréhensibles. Et comment M. Legoyt a-t-il pu oublier que quelques lignes plus haut il copia lui-même les chiffres de l'accroissement de la population de l'Amérique du Nord par dizaines d'années et qu'il n'avait là pas un seul chiffre surpassant 36 1/2 °/₀; comment donc l'accroissement annuel a-t-il pu être au-dessus de 8 °/₀, alors que l'accroissement de dix ans est au-dessous de 37 °/₀? C'est à lui à nous l'expliquer! C'est de cette manière qu'on raisonne jusqu'à présent sur les périodes de doublement du nombre des hommes.

La légèreté avec laquelle on raisonne sur la difficulté d'accroître le produit agricole est encore plus frappante. Jetez un coup d'œil dans un livre quelconque d'agronomie, vous y trouverez des chiffres démontrant que dès l'introduction d'une bonne culture à plusieurs assolements, les parties les plus peuplées de l'Europe occidentale donneront un produit agricole au moins 9 fois plus grand qu'elles ne donnent à présent. Jetez encore un coup d'œil dans un livre quelconque d'agronomie et vous verrez que les formes les plus perfectionnées de la culture actuelle à plusieurs assolements, sont loin d'être la limite que peut atteindre la productivité de l'économie rurale, même en présence de l'état actuel des sciences naturelles, de la technologie et de la mécanique. Peu importe, les économistes continuent à répéter les paroles dites d'abord par Malthus : « Si les hommes se multipliaient avec la plus grande rapidité possible, le produit agricole deviendrait bientôt insuffisant, malgré tous les soins possibles des hommes pour le faire accroître. »

Nous demandons sur quoi est basée l'opinion que le produit agricole ne peut s'accroître aussi facilement et

Digitized by Google

même plus vite encore, que la population? Est-ce que les progressions servant de base à cette déduction, sont déterminées d'une manière suffisante? Non, elles ne sont pas encore déterminées, et si nous voulons savoir quelque chose de positif sur ce sujet, nous sommes obligés de faire des recherches plus exactes que celles données par Malthus et les économistes qui le répètent.

Digitized by Google

II

LOI DE L'ACCROISSEMENT DU PRODUIT AGRICOLE

Commençons par la progression suivant laquelle s'accroît, dans le théorème de Malthus, le produit agricole. Nous avons vu dans Mill de quoi ici il s'agit essentiellement.

Supposons qu'un certain district soit occupé par une certaine population agricole, et qu'elle y habite très-spacieusement, — par exemple, mettons qu'un mille carré tout entier (environ 5,000 arpents) n'ait que 100 habitants. Pour approvisionner cette poignée d'hommes il suffira de labourer deux centaines d'arpents seulement. Les laboureurs choisiront, certainement, pour leurs petits champs, les meilleures portions de terrain dans tout le district. Supposons maintenant que la population ait doublé, tandis que le système de culture demeure absolument le même. Pour la population doublée il faudra donc avoir des champs deux fois plus grands; outre les 200 arpents d'autrefois, il faudra défricher encore 200

Digitized by Google

arpents nouveaux. Mais les meilleures portions étaient déjà choisies auparavant pour le labourage; le sol des 200 arpents qu'on commence à défricher, n'est déjà pas aussi fertile que le sol des arpents anciens, et les premiers donneront moins de blé que les seconds. Il en sera de même jusqu'à la fin, tant que tout le sol qui convient pour le labourage, ne sera transformé en champs; chaque fois que la population s'accroît il faudra défricher de nouveaux arpents, et le sol de ces arpents sera chaque fois pire que celui des champs anciens. Nous voyons par là que si la méthode de culture reste la même tandis que la population s'accroît, la productivité moyenne des champs diminuera de plus en plus, parce qu'on défrichera des terres de plus en plus mauvaises.

Il en sera de même si la population croissante satisfait à ses besoins croissants de blé, non par l'élargissement des champs, mais par l'augmentation du travail appliqué à chaque arpent des champs anciens. Mettons, par exemple, qu'à l'époque où un mille carré avait 100 habitants et que 200 arpents étaient labourés, les laboureurs n'aient eu le temps de labourer la terre et de la herser qu'avec négligence ou superficiellement. Lorsque la population sera doublée et le nombre des laboureurs aussi, ils pourront alors labourer et herser leurs 200 arpents deux fois mieux qu'auparavant, c'est-à-dire y mettre deux fois plus de travail. Mais ce doublement de travail sur chaque arpent n'occasionnera pas le doublement du blé. D'où voit-on qu'il ne l'occasionnera pas? Voici d'où on le voit : si le doublement du travail sur un arpent doublait le produit de ce dernier, il n'y aurait aucune raison avec ce même accroissement du travail appliqué aux terres anciennes de qualité meilleure,

Digitized by Google

de défricher des terres nouvelles de qualité plus mauvaise. Mais les nouvelles terres sont défrichées . cela signifie qu'il n'est pas plus avantageux de porter le travail additionnel sur les terres anciennes, que de le porter sur des terres nouvelles, plus mauvaises que les anciennes.

Quelle est la progression que suit cet amoindrissement de la productivité du travail agricole lorsqu'on défriche des terres de plus en plus mauvaises ou lorsqu'on augmente le travail appliqué au terres anciennes. Il est évident que tout dépend ici des circonstances, tout-à-fait différentes suivant les diverses localités. Le premier doublement du travail peut donner sur tel sol un doublement presque complet de produit et sur un autre sol une augmentation beaucoup moindre de produit. Dans une localité les seconds 200 arpents ne peuvent donner que 3 tchetverts par arpent, alors que les premiers donnent 5 tchetverts; dans une autre localité les seconds 200 arpents ne le cèdent que très-peu en qualité aux premiers, et donneront presque les 5 tchetverts complets. On pourrait, du reste, de toute cette variété de conditions, déduire des moyennes, ne fussent-elles que d'une véridicité approximative. Mais jusqu'à présent personne ne l'a fait. C'est étrange, oui; mais pourtant c'est la vérité. Depuis combien de dizaines d'années les économistes ne rabachent-ils pas, après Malthus, sur l'amoindrissement progressif de la productivité du travail agricole, et personne d'entr'eux n'a songé jusqu'à présent à recueillir des données statistiques quelconques se rapportant à cette progression, personne n'a même pensé que c'était nécessaire; que tant que cela n'était pas fait, on ne pouvait raisonner sur l'amoindrissement de la productivité du

Digitized by Google

travail agricole que tout-à-fait au hasard, comme le faisait Malthus, comme on le fait jusqu'à présent. Mais lorsque nous entendons un jugement prononcé au hasard sur une question quelconque non analysée, nous sommes bien souvent en état de juger si les pensées de l'homme qui raisonne sur cette question ne sont pas trop exagérées. Nous avons donné déjà des preuves de l'exagération des idées de Malthus sur la difficulté d'accroître le produit agricole. Il parlait de l'impossibilité de doubler le produit agricole de l'Angleterre en 25 ans, nous avons vu que ce sont là des futilités. Connaissant la nature de ses idées, nous avons tout droit de conclure que la progression de l'amoindrissement de la productivité du travail agricole construite par Malthus, doit être beaucoup plus forte qu'elle ne l'est en réalité.

Mais, pour écarter toute contradiction, nous adopterons la progression qu'il nous donne. Le lecteur connaît les deux célèbres lignes de chiffres par lesquelles Malthus exprime son opinion sur l'impossibilité de faire accroître le produit agricole avec la même rapidité avec laquelle les hommes sont capables de se multiplier. Les hommes ont la faculté de se multiplier suivant une progression géométrique, dit-il, tandis que le produit agricole ne peut s'accroître plus rapidement que suivant une progression arithmétique ; de là :

Multiplication des hommes.... 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64.
Accroissement du produit.... 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Essayons d'examiner ces chiffres; voyons ce qui en ressortira, à la condition d'en tirer les déductions, non suivant une fantaisie arbitraire, mais suivant les règles de l'arithmétique.

En vain répliquerait-on, à propos de l'essai de vérifi-

Digitized by Google

cation que nous nous proposons de faire, que personne ne songe à considérer ces chiffres comme justes et que, par conséquent, il n'y a pas lieu de s'élever contre eux; mais nous ne nous élevons pas contre eux. Nous disons au contraire: qu'ils soient absolument justes, et voyons s'il en résulte ce que Malthus en déduisit.

On dit: Ces chiffres ne sont donnés par Malthus que comme exemples; il n'y attachait pas d'importance. — Non, il y attachait une grande importance; c'est précisément sur eux qu'il basait sa déduction, que les perfectionnements agricoles ne sont pas en état d'équilibrer le déficit dans le produit, déficit provenant de l'affaiblissement de la productivité du travail agricole en présence de l'accroissement de la quantité du travail. Pour affirmer pareille chose, il faut donc avoir une idée de la grandeur du déficit. Cette grandeur du déficit se présente, dans la théorie de Malthus, comme énorme, comme insurmontable. Soit; nous allons prendre les chiffres qui démontrent l'impossibilité de la surmonter, et examiner où ils nous conduisent. Nous venons de voir qu'ils furent formés sous l'influence d'idées exagérées sur la difficulté d'accroître le produit agricole; les disciples de Malthus avouent eux mêmes que ces chiffres sont exagérés; nous voulons donc examiner quelle déduction, relative à l'impossibilité de combler le déficit, surgit de ces chiffres exagérés; or, si en réalité la progression du déficit n'est pas aussi énorme que celle que nous adopterons en répétant les paroles de Malthus, paroles qui paraissent aujourd'hui exagérées même à ses disciples, cela voudra dire que l'effort nécessaire pour combler le déficit du produit agricole est en réalité plus facile, qu'il ne paraîtra d'après la gandeur du déficit par

Digitized by Google

nous adoptée en nous mettant d'accord avec Malthus.

Nous avons souvent torturé le lecteur avec des chiffres et des calculs, mais nous n'avons pas eu besoin jusqu'à présent de le soumettre à une torture aussi grande qu'en ce moment. Éviter ici de longs calculs et des raisonnements arithmétiques, nous ne le pouvons pas, parce que c'est sur eux qu'est basée notre déduction, trop importante et trop contraire à l'opinion généralement reçue. Mais nous ne pouvons ni attendre, ni exiger, de la plupart des lecteurs, qu'ils aient envie de nous accompagner dans la voie pénible que nous sommes forcés de suivre; il n'y a que peu de personnes qui auront autant de patience et qui ne s'arrêteront pas devant le travail de la vérification des bases de nos considérations ultérieures. C'est pourquoi nous imprimons l'analyse mathématique du théorème de Malthus en petit caractère, afin que quiconque n'a pas envie de toujours compter et compter, puisse passer outre; et après avoir tourné ces pages en petit caractère, le lecteur à qui les calculs arithmétiques causent de l'ennui, trouvera des considérations déjà moins fatigantes.

On voit bien de quelle manière les membres de la progression de la deuxième ligne naissent de ceux de la première: les augmentations du nombre d'ouvriers, augmentations qui accroissent en progression géométrique, donnent chacun la même augmentation au produit. Par exemple, un nouvel ouvrier, ajouté dans la seconde période, augmente, par son travail, le produit de 1; 2 ouvriers étant ajoutés dans la troisième période, augmentent aussi le produit seulement de 1; 4 ouvriers nouveaux de la quatrième période et 8 ouvriers nouveaux de la cinquième période, etc., augmentent toujours de 1 le produit.

Il est évident que la productivité du travail des nouveaux ouvriers, ajoutés dans chaque nouvelle période, s'amoindrit suivant

Digitized by Google

la même progression selon laquelle s'accroît la quantité de ces ouvriers ajoutés.

Soit, en effet, A, l'ouvrier de la première période ; B. l'ouvrier ajouté de la seconde période; C, de la troisième, etc. D'après la condition du théorème, les forces de ces ouvriers sont égales, $A = B = C = D = E$, etc.

Soit la productivité du travail agricole Q.

Le produit sera donc AQ ; nous avons alors l'expression algébrique suivante des lignes que Malthus a écrites sous une forme populaire.

Population A; $A + B = 2A$; $A + B + 2C = 4A$;
Produit AQ; $AQ + BQ = 2AQ$; $AQ + BQ + 2C^1/_2Q = 3AQ$;
Population $A + B + 2C + 4D = 8A$;
Produit $AQ + BQ + 2C^1/_2Q + 4D^1/_4Q = 4AQ$;
Population $A + B + 2C + 4D + 8E = 16A$; etc.
Produit $AQ + BQ + 2C^1/_2Q + 4D^1/_4Q + 8E^1/_8E = 5AQ$; etc.

Nous voyons que les coëfficients de Q s'amoindrissent dans la même progression géométrique suivant laquelle s'accroissent les coëfficients des ouvriers ajoutés. En d'autres termes le théorème de Malthus suppose que l'amoindrissement de la force productive du travail des ouvriers ajoutés, est autant de fois plus grand que la population accrue est plus grande que la population primitive.

Le lecteur sait que la progression géométrique est la progression des intérêts composés. Nous le prions donc de se rappeler ce que c'est que les intérêts composés.

Combien de roubles pensez-vous qu'ait à payer le débiteur à son créancier, s'il a emprunté 100 roubles à raison de 5 %? Vous dites : il doit lui payer 5 roubles par an.

Non, vous dis-je, il doit payer beaucoup plus. Je prends un terme de 25 ans. En comptant 5 % par an, le capital de 100 roubles sera grossi en 25 ans de 238 roubles 64 copecks d'intérêt ; divisons ce nombre par 25, nous obtenons alors 9 roubles 55 copecks. Ainsi le débiteur qui a emprunté 100 roubles à raison de 5 %, doit payer annuellement, non 5 roubles, comme vous le dites, mais 9 roubles 55 copecks d'intérêt.

Oh! non. C'est encore trop peu; il doit payer beaucoup plus. Prenons un terme de cinquante ans. De 100 roubles, en comptant

Digitized by Google

5 %, au bout de 50 ans nous aurons 1046 roubles 60 copecks d'intérêt. Divisons ce nombre par 50, nous obtenons alors 20 roubles 93 copecks. Ainsi, le débiteur qui a emprunté 100 roubles à 5 %, doit payer 20 roubles 93 copecks par an.

Vous m'arrêtez, vous dites que je compte d'une manière fausse et absurde. Vous avez raison ; je calcule les intérêts composés sur de très-longs termes de paiement, et je surcharge le débiteur d'exigences extravagantes. Vous dites : si le débiteur n'est pas ponctuel, s'il ne paie pas l'intérêt durant 25 ans, ou durant 50 ans, il va de soi que des sommes énormes s'accroitront sur sa tête, sommes qu'il ne sera certainement pas en état de rembourser. Mais s'il est ponctuel, on ne peut nullement exiger de lui des paiements basés sur une fausse et incroyable répartition des intérêts composés.

Très-bien ; c'est précisément de cela que nous avions besoin. Nous prions le lecteur de se souvenir que là où le retard dans le paiement fait apparaître les intérêts composés, là il ne revient pas au même de calculer les paiements par termes de plusieurs années ou de les calculer par termes annuels. Maintenant nous allons revenir à la théorie de Malthus.

Nous avons vu que le travail des nouveaux agriculteurs est toujours moins productif que le travail ancien des agriculteurs primitifs. Si, par exemple, 20 agriculteurs, en travaillant dans un district donné, produisaient 200 tchetverts de blé ou si, en moyenne, chacun d'eux produisait 10 tchetverts, alors, quand 20 agriculteurs y seront ajoutés, cette augmentation du travail occasionnera une augmentation dans le produit qni ne sera plus de 200, mais seulement de 100 tchetverts ; de sorte que les 40 agriculteurs ensemble ne produiront déjà plus que 300 tchetverts seulement ou, en moyenne, chaque agriculteur ne produira déjà plus que 7 1/2 tchetverts. Si pour être suffisamment approvisionné de nourriture, il faut 10 tchetverts par an à un agriculteur avec sa famille, il se présente déjà une disette d'approvisionnement avec ses conséquences inévitables : maladies, crimes et dépravation.

Mais nous venons de lire chez Mill, transmettant avec beaucoup d'exactitude les idées de Malthus, que cette baisse de la proportion moyenne du produit agricole ou de la productivité du travail agri-

Digitized by Google

cole, se rapporte seulement aux circonstances où il ne se produit aucune amélioration directe dans les procédés agricoles, ni aucune amélioration dans d'autres branches d'activité qui se réfléchirait d'une manière favorable ou sur tout le travail en général ou sur le travail agricole en particulier. Les améliorations des procédés agricoles et, indirectement, toutes les améliorations dans l'état social, ont pour résultat une certaine élévation de la productivité du travail agricole, qui ralentit l'amoindrissement de cette productivité dû à la multiplication des hommes. Mettons, par exemple, que dans un certain pays existe la culture triennale avec certaines semailles, que le sol soit cultivé par des charrues et des herses d'une certaine construction. Si tout cela reste dans son ancien état et que la population et le nombre de laboureurs double, alors le produit agricole n'atteindra jamais une quantité deux fois plus grande. Mais si la culture triennale est remplacée par une rotation des cultures plus perfectionnée, ou si, tout en gardant la culture triennale, la qualité des semences s'est améliorée, ou si de meilleurs procédés de labourage sont introduits, ou si la construction des instruments s'est perfectionnée, l'accroissement de productivité apporté par ces améliorations, peut donner, lorsque le nombre d'ouvriers sera double, non-seulement un produit deux fois plus grand, mais même beaucoup plus que deux fois plus grand.

Toute la question est donc là : quelle est l'importance des améliorations nécessaires pour équilibrer le déficit dans le produit, déficit provenant de la productivité diminuée du travail des ouvriers additionnels en comparaison des ouvriers anciens? On suppose ordinairement que si la multiplication des hommes s'opère avec la plus grande rapidité possible, il faudra alors, pour rétablir l'équilibre, une proportion d'améliorations par trop énorme.

En effet, essayons de calculer cette proportion par des termes de 25 ans, comme le fait Malthus.

Mettons que la population soit 1000. Mettons que pour bien approvisionner un homme, il faille en moyenne 4 tchetverts de froment ; 4000 au total. Mettons que les laboureurs adultes constituent un dixième de la population, c'est-à-dire mettons qu'il y ait 100 laboureurs ; mettons que chacun d'eux produise en

Digitized by Google

moyenne 40 tchetverts de froment ; on produira donc 4000 tchetverts de froment. La population est suffisamment approvisionnée.

Dans 25 ans la population et le nombre d'ouvriers a doublé. La force productive des nouveaux ouvriers s'est amoindrie dans la même proportion que leur nombre s'est accrû, c'est-à-dire qu'elle est devenue deux fois moindre. De sorte que si les premiers 100 ouvriers produisent, chacun, 40 tchetverts, 4000 au total, les nouveaux 100 ouvriers ne produiront, chacun, que 20 tchetverts, 2000 au total. Toute la quantité de blé pour 2000 hommes sera donc de 6000 tchetverts, c'est-à-dire qu'il y aura alors, non 4 tchetverts comme auparavant, mais seulement 3 tchetverts par tête. L'approvisionnement est donc insuffisant. De là naissent les maladies, les vices et les crimes.

Pour écarter ce déficit avec ses conséquences funestes il faudrait, dans le courant de ces 25 ans, réaliser des améliorations agricoles. Quelle est la proportion nécessaire de ces améliorations?

Il est évident que l'agriculture doit être améliorée à tel point que le produit de 6000 tchetverts puisse s'élever à 8000 tchetverts. Si nous désignons par P l'ancien degré de perfectionnement, le degré demandé sera :

$$6{,}000 : 8{,}000 = P : X$$

$$\text{D'où il résulte } X = {}^4/_3\, P.$$

Nous voyons que dans le courant de 25 ans, l'agriculture doit être améliorée de tout un tiers, c'est-à-dire autant que s'il restait l'ancien nombre d'ouvriers, 100 ; chacun de ces ouvriers produirait non 40, mais 53 $^1/_3$ tchetverts.

Une telle proportion d'améliorations en 25 ans est effectivement très-grande et, il est très-probable, qu'elle n'est pas exécutable dans la pratique.

L'énormité de la proportion des améliorations demandées sera encore plus frappante si nous ne nous arrêtons pas à une période, mais si nous en prenons toute une série. Dans chaque période on aura le même rapport et nous obtiendrons la ligne suivante de la marche demandée dans les améliorations agricoles.

Périodes.	1	2	3	4	5	etc.
Ou années prises arbitrairement. .	1860	1885	1910	1935	1960	»
Degré de perfect. de l'agriculture .	1,00	$({}^4/_3)^1=1{,}33$	$({}^4/_3)^2=1{,}77$	$({}^4/_3)^3=2{,}37$	$({}^4/_3)^4=3{,}16$	»

Digitized by Google

Il n'y a aucun doute, que si notre civilisation et nous avec elle, n'est un jour détruite par quelque catastrophe géologique ou par l'invasion des hordes sauvages du fond de l'Asie, l'agriculture sera en 1960 dans un état plus prospère qu'aujourd'hui. Mais atteindra-t-elle pour cette époque une telle perfection, que le même nombre d'ouvriers puissent, sur le même nombre d'arpents, produire au-delà de trois fois plus de blé qu'à présent?

A en juger d'après la marche de l'histoire, ce n'est pas probable. Il est certain qu'en Angleterre une ferme ayant 200 acres produit non-seulement deux fois, mais cinq et six fois plus de blé à présent qu'elle n'en produisait il y a 100 ans; mais ces 200 acres sont cultivés par le travail d'un nombre beaucoup plus grand d'ouvriers, qu'ils ne l'étaient alors. Notre formule demande autre chose. Voici ce qu'elle demande: Si 4 ouvriers, en cultivant 300 acres, produisaient. en 1760, 100 quarters de froment, la technique agricole d'aujourd'hui fournit-elle moyen à ces mêmes 4 ouvriers, en cultivant ces mêmes 200 acres, d'y produire 316 quarters de froment? Ce n'est qu'à cette condition que l'ancien degré de la productivité du travail de chaque ouvrier sera le même en présence de la quantité 8 fois plus grande d'ouvriers sur ces 200 acres; ce n'est qu'à cette condition que 32 ouvriers produiront sur 200 acres 800 quarters de froment, c'est-à-dire 25 quarters par ouvrier, comme il est nécessaire pour que l'approvisionnement du nombre accrû d'habitants, reste tout aussi suffisant qu'anciennement.

Ni pendant les 100 dernières années, ni pendant un siècle antérieur quelconque, la technique agricole ne s'est jamais perfectionnée avec une telle rapidité; par conséquent, on doit considérer comme fort douteuse la possibilité, pour la technique agricole, de se perfectionner avec la rapidité exigée dans les temps futurs.

Voilà la raison pour laquelle Malthus et ses disciples n'admettent pas que les perfectionnements agricoles puissent équilibrer le déficit dans la productivité du travail agricole, déficit provenant de la multiplication des hommes dans le cas où les hommes se multiplient avec une rapidité complète; c'est pour cela que la théorie de Malthus dit que si la multiplication n'est pas ralentie par la volonté même de l'homme, comme par exemple par l'abstinence de

Digitized by Google

l'amour physique, elle sera infailliblement ralentie, — comme elle le fut jusqu'à présent presque toujours, presque partout, — par des maladies, des vices et des crimes, nés de la misère provenant du déficit dans le produit agricole.

Assez. Il nous semble que nous avons exposé la marche de la déduction que l'on peut tirer des progressions de Malthus, avec plus d'exactitude que ne l ont fait ni Malthus lui-même, ni aucun de ses disciples. Maintenant nous pouvons dire en face, à chacun d'eux, que ce qu'il sait, nous le savons d'une manière beaucoup plus précise et plus claire que lui-même.

Mais, lecteur, ne savons-nous pas encore une chose, inconnue ou incomprise de Malthus et de ses disciples? Rappelez-vous ce que nous savons relativement au calcul des intérêts composés. Nous avons établi, nous semble-t-il, que nous ferions du galimatias si nous allions calculer, par termes de 25 ans, les intérêts qui doivent être calculés année par année sans en omettre une seule.

Allons au fond des choses. La population double-t-elle tout d'un coup dans une année quelconque? Non, elle s'accroît peu à peu chaque année. Eh bien, cela veut dire que ce n'est pas tout d'un coup que le doublement du produit sera nécessaire. Il nous semble que les choses se passent ainsi : Cette année-ci on récolte le blé cultivé par un nombre d'ouvriers qui n'est pas deux fois, mais seulement un peu plus grand que celui de l'année dernière ; on le récolte pour l'approvisionnement annuel d'un nombre d'habitants qui n'est pas deux fois, mais seulement un peu plus grand que celui de l'année dernière. Voyons donc ce qui arrivera si nous n'allons pas sauter de la 1re année directement à la 26me, par dessus 25 années entières ; si nous n'allons pas présenter à l'agriculture des demandes accrues pendant 25 ans suivant les intérêts composés, comme le faisait Malthus, mais si nous calculons régulièrement année par année, nous avons trouvé plus haut que le capital étant de 100 roubles, la demande de plus de 20 roubles et de plus de 9 roubles d'intérêts par an est une fausseté ; qu'il suffisait de payer 5 roubles. N'arrivera-t-il pas la même chose pour la demande de proportions impossibles dans les perfectionnements agricoles, si nous allons calculer comme il faut? N'arrivera-t-il pas que la proportion des perfectionnements nécessaires pour équili-

Digitized by Google

brer le déficit agricole sera beaucoup moindre que la fausse demande d'auparavant ? n'arrivera-t-il pas qu'elle sera parfaitement exécutable, même en présence de la rapidité complète de la multiplication des hommes ?

Malthus ne cessait d'insister sur les périodes de doublement de 25 ans. Eh bien, nous règlerons d'abord le compte suivant le pour-cent de multiplication correspondant à de telles périodes. Après avoir trouvé la formule, nous calculerons facilement la proportion des perfectionnements pour toute autre période de doublement, pour des périodes plus courtes que de 25 ans et pour des périodes plus longues.

Mettons que la population, le 1er janvier de la première année, fût 1000, et que les ouvriers laboureurs de cette population aient produit une certaine quantité de blé suffisante pour bien approvisionner ces 1000 hommes, c'est-à-dire une quantité de portions annuelles que nous nommerons tout simplement charretées. Ainsi, pour un approvisionnement annuel, il faut, selon notre condition, une charretée de blé par tête. Mettons que le nombre d'ouvriers laboureurs dans cette population fût de 100. D'après notre condition, on voit que pour bien approvisionner la population, il faut une telle efficacité dans le travail du laboureur, qu'un ouvrier produise 10 charretées de blé.

Mettons qu'en présence de l'abondance dans l'approvisionnement, la population s'accroisse annuellement de 3 °/o (proportion un peu plus élevée que celle qui donne la période de doublement en 25 ans et est acceptée par Malthus). Alors pour le 1er janvier de la seconde année, la population sera de 1030 hommes, et si la proportion des ouvriers laboureurs reste la même, il y en aura 103. Si pour 1000 hommes il fallait 1000 charretées de blé, pour 1030 hommes il faudra 1030 charretées.

Si l'efficacité des ouvriers ajoutés n'avait été moindre que celle des ouvriers anciens, le travail des 3 ouvriers ajoutés aurait produit 30 charretées de blé, quantité nécessaire pour l'approvisionnement suffisant des 30 hommes ajoutés à la population ; on aurait alors, dans la deuxième année, pour 1030 hommes 1030 charretées de blé. Mais d'après le théorème de Malthus, la productivité du travail des ouvriers ajoutés sera moindre que celle du

Digitized by Google

travail des ouvriers anciens ; Malthus admet que la productivité du travail nouveau s'affaiblit proportionnellement à l'accroissement du nombre des laboureurs ou (la proportion entre la population et le nombre des laboureurs restant la même) proportionnellement à l'accroissement de la population. Ainsi la productivité du travail nouveau se rapporte à la productivité du travail ancien, comme 100 à 103. D'après cette proportion, quelle quantité de blé un ouvrier nouveau produira-t-il, si l'ouvrier ancien produisait 10 charretées ?

$$X : 10 = 100 : 103$$

Il en résulte : $X = 9{,}7087.....$

Ainsi, 3 laboureurs ajoutés produiront seulement $3 \times 9{,}7087 = 29{,}1261$ charretées au lieu d'en produire 30, qui seraient nécessaires d'après la norme ancienne, et pour la deuxième année on aura pour 1,030 hommes 1,029,1261 charretées de blé seulement au lieu de 1030.

Pour que la récolte de la deuxième année puisse donner 1,030 charretées au lieu de 1,029,1261, la productivité du travail des anciens ouvriers doit s'élever dans cette année d'autant au-dessus de sa grandeur ancienne 10, que la récolte demandée 1030 s'élève au-dessus de 1,029,1251, récolte obtenue sans les perfectionnements.

$$X : 10 = 1{,}030 : 1{,}029{,}1261$$

De là nous obtenons $X = 10{,}00849....$

En effet, nous aurons alors :

les 100 ouvriers anciens produiront chacun 10,00849 charretées, ensemble 1000,849 ; les 3 ouvriers nouveaux, dont le travail est moins productif, dans la proportion ancienne de 100 : 103, produiront, chacun $10{,}0849 \times (100 : 103) = 9{,}717$ charretées.
et tous les 3 ensemble $3 \times 9{,}717 = 29{,}151$ »

Le produit total
de la 2me année sera $1000{,}849 + 29{,}151 = 1{,}030$ »

Eh bien ! la proportion des perfectionnements doit-elle être grande dans la construction des instruments, ou dans les modes de leur application, ou dans les qualités de l'engrais, ou dans les modes de son emploi, ou dans les qualités des semences, — la proportion des perfectionnements doit-elle être grande pour ne pas

Digitized by Google

donner lieu à un déficit, pour que la proportion de l'approvisionnement ne diminue pas en même temps que la population s'accroît?

Lorsque la population s'accroît annuellement de 3 %, c'est à dire lorsqu'elle s'accroît avec une plus grande rapidité que ne l'admet Malthus (*), il est alors nécessaire d'avoir une proportion annuelle de perfectionnement= 0.000849, c'est-à-dire moins d'une onzième partie de 1 pour cent. Qu'est-ce à dire, 849 dix-millièmes parties de 1 pour-cent? Cet accroissement est-il énorme? Il est tel: dans un kilo il constitue un peu moins que $8^1/_2$ décigrammes; dans une charretée de blé de 400 kilos, il constitue un peu plus qu'un tiers d'un kilo....

Est-ce là une augmentation effrayante? Vaut-il la peine d'en avoir peur? Les perfectionnements dans l'agriculture ne peuvent-ils être assez rapides, pour pouvoir, dans le courant de tout un quart de siècle, améliorer les moyens agricoles de $2\ ^1/_7$ % (**)? L'accroissement de $2^1/_7$ pour cent en 25 ans — mais c'est presque l'immobilité complète!

Oui, presque l'immobilité complète. Sans aucun doute, il n'y a pas, depuis la fin du moyen-âge, dans l'histoire européenne, une seule période de 25 ans où l'agriculture ne se soit perfectionnée suivant une proportion plus rapide. Il y a dans cette histoire beaucoup d'époques de stagnation presque complète des améliorations sociales, mais même les plus désolantes, les plus hideuses de ces périodes, ont poussé l'agriculture en avant avec plus de rapidité qu'il ne fallait pour équilibrer le déficit dans le produit agricole, pour conserver la productivité ancienne du travail agricole, en présence du pour-cent de la multiplication des hommes, pour-cent suivant lequel le nombre d'hommes devrait être doublé en 25 ans.

Mais si, en effet, il en est ainsi; si la rapidité non ralentie de la multiplication des hommes adoptée par Malthus, ne peut être la cause suffisante de l'apparition de la misère avec ses conséquences,

(*) Lorsque la population s'accroît annuellement de 3 %, en 25 ans une population de 10,000 s'accroît jusqu'à 20,958 hommes; pour qu'elle soit double en 25 ans, il faut alors admettre une grandeur annuelle de l'accroissement de la population seulement de 2,81138 %.

(**) 1,000849 en 25me degré fait 1,021443.

(Notes de M. Tchernychewsky.)

Digitized by Google

comment donc expliquer l'existence obstinée de la misère qui continue de dévorer les hommes, malgré les perfectionnements agricoles? Oh! répondre à cela, c'est une longue histoire! nous avons cité quelques-uns des épisodes de cette histoire dans nos compléments précédents à Mill; nous parlerons des autres quand leur tour viendra.

Pour voir encore plus clairement l'énorme différence qu'il y a entre la proportion des perfectionnements agricoles faussement demandée d'après un faux calcul, qui saute au-dessus des longues périodes d'années, et la proportion des perfectionnements effectivement nécessaires et résultant d'un calcul vrai, nous devons de nouveau prendre, non une période, mais une série de périodes de doublement.

Degré nécessaire de perfectionnement de l'agriculture	1860	1885	1910	1935.	1960
			ans		
D'après le faux calcul.....	1,00	1,3333	1.7777	2,3702	3,1602
D'après le vrai calcul.....	1,00	1,0214	1,0434	1,0657	1,0886

Nous voyons que pour les premières 25 années, il résulte du faux calcul une demande 15 fois plus grande qu'il ne faut; pour les secondes 25 années, 17 fois plus grande; pour les troisièmes, 20 fois; pour les quatrièmes, 24 fois.

Qui ne conviendra qu'une amélioration équivalente à moins de 9 °/₀, demandée pour un siècle entier, est assez insignifiante en comparaison des améliorations effectives qui se sont réalisées dans l'agriculture de chaque pays de l'Europe depuis 1760 jusqu'à notre époque, et qu'il serait complètement absurde de supposer que l'agriculture ne s'améliorera pas à un degré beaucoup plus élevé que de 9 °/₀, pendant le siècle suivant.

L'opinion qu'une proportion énorme de perfectionnements est nécessaire pour maintenir la productivité ancienne du travail agricole en présence d'une rapide multiplication des hommes, est une erreur excessivement grossière, qu'on ne peut expliquer que par une inattention extrême relativement à la notion de la différence entre les intérêts simples et les intérêts composés. Vous venez de voir, que la proportion exigée dans les perfectionnements agricoles est insignifiante, le pour-cent de la multiplication des hommes étant donné plus élevé qu'il ne le faut pour doubler la population

Digitized by Google

en 25 ans. Il est prouvé maintenant, qu'en présence de la période de doublement du nombre des hommes en 25 ans, le produit peut accroître tout aussi facilement avec la même rapidité que la multiplication des hommes.

Mais c'est seulement d'une manière particulière que Malthus et ses disciples insistent sur la période de doublement de 25 ans, ne sachant pas quelle période il faut adopter, et, nous assurant sans cesse que les hommes pourraient se multiplier encore plus rapidement, ils nous donnent des périodes encore plus courtes. Nous, au contraire, nous espérons démontrer que la période de doublement de 25 ans n'est possible qu'en présence de l'asservissement de la masse de la population, en présence du caractère artificiel et forcé des coutumes, en présence de la situation malheureuse de la femme, et qu'avec chaque pas que l'homme fait de l'esclavage vers la liberté, la période de doublement doit devenir plus longue sans la moindre restriction des besoins organiques de l'homme; pour cette raison nous devons trouver la formule générale suivant laquelle on pourrait déterminer la proportion des perfectionnements nécessaires pour toutes sortes de périodes de doublement.

Nous nommerons pour-cent de la multiplication la rapidité avec laquelle la population se multiplie. Pour la période de doublement de 25 ans, le pour-cent de la multiplication = 2,81138... Si une nation, se multipliant d'après ce pour-cent, avait le 1er janvier d'une année donnée 10,000,000 d'hommes, le 1er janvier de l'année suivante elle en comptera 10,281,138.

Nous désignerons par A la population primitive, à partir de laquelle on commence à calculer la multiplication. Dans l'exemple que nous avons choisi, A = 10,000,000.

Le nombre d'hommes dont la population sera accrue durant l'année sera désigné par N. Dans notre exemple N=281,138 hommes.

La productivité du travail agricole à l'époque du nombre primitif d'habitants, c'est-à-dire à l'époque du nombre primitif de laboureurs, sera désignée par P. Si nous mettons que le nombre de laboureurs dans la première année fut égal à la dixième partie de la population, c'est-à-dire à 1,000,000 et que le blé fut produit

Digitized by Google

cette année-ci en quantité de 40,000.000 tchetverts, nous aurons $P = 40$.

Le rapport entre la population accrue dans le courant d'une année et la population primitive, est égal au nombre d'habitants du 1er janvier de la deuxième année, divisé par le nombre d'habitants du 1er janvier de la première année. Il nous est plus commode de ne pas le désigner par une lettre à part, mais d'employer tout simplement une combinaison de signes qui y corresponde : $\frac{A + N.}{A}$ Il nous semble qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer que $A + N$ signifie la population du 1er janvier de la deuxième année, c'est-à-dire dans notre exemple 10,281,138.

Le lecteur se souvient que, d'après le théorème de Malthus, la productivité des ouvriers ajoutés diminue proportionnellement à l'accroissement de la population. De sorte que si la productivité du travail des ouvriers primitifs existant pendant la première année $= P$, la productivité du travail des ouvriers ajoutés $= P : \frac{A + N}{A}$ ou $\frac{AP}{A + N}$; dans notre exemple ce sera $\frac{40 + 10,000,000}{10,281,138.}$

Nous admettons que la proportion des laboureurs relativement au nombre total des habitants, reste la même. comme cela doit être d'après les conditions de l'hypothèse de Malthus.

En abordant maintenant le calcul même, nous prions d'avance le lecteur plus ferré que nous dans les mathématiques de nous pardonner la maladresse de nos procédés. Un algébriste aurait certainement employé des procédés plus élégants; mais la simplicité de la question, dont nous nous occupons à présent, est telle, que même nous, qui ne possédons que l'arithmétique et l'emploi des tables de logarithmes, nous avons pu y arriver à des déductions exactes.

Le produit agricole de la première année fut AP.

Pour la deuxième année, il faudrait, conformément à la population multipliée $= A + N$, un produit $= AP + NP$.

Mais si aucun perfectionnement n'est produit, il sera égal seulement à

$$AP + \frac{ANP}{A + N.}$$

Digitized by Google

En soustrayant ce produit de la deuxième année, produit obtenu sans les perfectionnements qui seraient nécessaires, nous déterminerons la grandeur du déficit qui doit être comblé par le perfectionnement agricole :

$$(AP + NP) - \left(AP + \frac{ANP}{A + N}\right) = X$$

De là nous obtenons $X = \frac{N^2P}{A + N}$

Ainsi, par la puissance du perfectionnement, le produit de la deuxième année doit être augmenté de la quantité $\frac{N^2P}{A + N.}$ On demande maintenant quelle grandeur doit avoir le perfectionnement pour donner un tel accroissement dans le produit?

Il est clair que ce perfectionnement doit un peu augmenter la productivité primitive du travail P des ouvriers primitifs A, en d'autres termes, dans l'équation du produit de la deuxième année, au lieu de la quantité P, doit être placée la quantité P', un peu plus grande que P.

On voit aussi clairement en quelle proportion elle doit être accrue pour que le produit de la deuxième année ait atteint la grandeur demandée $AP + NP$. Il est clair que P' doit être autant de fois plus grand que P, que le produit demandé $AP + NP$ est plus grand que celui obtenu sans les perfectionnements, $AP + \frac{ANP}{A+N}$; mais nous savons déjà que ce produit obtenu sans les perfectionnements, est moindre que le produit demandé de la grandeur $\frac{N^2P}{A+N.}$ Ainsi nous avons :

$$(AP + NP) : \left(AP + NP - \frac{N^2P}{A + N}\right) = P' : P.$$

De là nous obtenons $P = \frac{(A + N)^2 P}{(A + N)^2 - N^2.}$

Ou, en admettant $P = 1$,

$$P' = \frac{(A + N)^2}{(A + N)^2 - N^2.}$$

Digitized by Google

C'est-à-dire : le degré demandé dans les perfectionnements agricoles est à l'état primitif de l'agriculture, comme le nombre d'habitants de la deuxième année, élevé au carré, est au même nombre, moins le carré du nombre d'hommes ajoutés dans l'année.

Le nombre d hommes ajoutés par la multiplication naturelle dans l'espace de la première année est toujours insignifiant en comparaison du total de la population de la deuxième année; élevé au carré, il devient encore beaucoup plus petit que le carré de ce total de la population ; par conséquent, l'élévation de la productivité de l'agriculture ne sera demandée aussi qu'en quantité insignifiante. Nous verrons, par exemple, que le pour-cent de la multiplication 5 sur 100, surpasse la possibilité de la multiplication d'après l'organisation même de l'homme. Mais, en prenant ce pour-cent impossible (donnant la période de doublement de 2 ans, 14 mois et 15 jours), nous obtiendrons tout de même :

$$\frac{105^2}{102^2 - 5^2} = \frac{11025}{11000} = 1,00227$$

D'après la formule trouvée

$$P' = \frac{(A + N)^2}{(A + N)^2 - N^2}$$

il est facile de calculer la proportion demandée des améliorations pour tous les pour-cent de multiplication et toutes les périodes de doublement imaginables. Mais les chiffres des améliorations annuelles sont, en général, très-insignifiants ; insignifiants, on peut le dire, jusqu'à l'impalpabilité. Pour cette raison, nous donnons aussi, dans la table suivante, le degré de perfectionnement de l'agriculture calculé pour un siècle :

Nomb. d'années dans la période de doublement	Le pour-cent de multiplication	La proportion annuelle de l'amélioration	Degré auquel l'agriculture doit être élevée pendant un siècle en admettant le degré primitif = 1,00000
12	5,94631	0,00514,9991	1,36958
15	4.72941	0,00203.9064	1,22126
20	3,52649	0.00116.0186	1,12194
25	2,81138	0,00074,7680	1,07760
30	2,33739	0,00052,1706	1,05343
35	2,00016	0,00038,4445	1,03877

Digitized by Google

40	1.74797	0.00029,5259	1,02996
50	1,39595	0,00018,9554	1,01915
75	0,92848	0,00008.4714	1,00895
100	0,69555	0,00004,7668	1,00478

Si nous ne nous trompons, nous examinons le théorème de Malthus d'un point de vue qui doit paraître nouveau pour le lecteur; et pour qu'il n'ait pas de difficulté pour suivre la marche de nos idées, il nous est indispensable de nous retourner plusieurs fois vers l'explication de nos termes et de nos déductions. Maintenant, par exemple, nous parlons de celui des éléments de la question, que nous nommons la proportion des perfectionnements agricoles, demandée pour équilibrer l'amoindrissement provenant de la diminution de la productivité du travail des laboureurs ajoutés, en comparaison de la productivité du travail des ouvriers anciens. Nous avons cherché en quelle proportion doit être élevée par ces améliorations « la productivité primitive du travail » ou la productivité des ouvriers primitifs. Par la productivité primitive nous entendons la quantité du produit, qui fut réalisée par le travail du laboureur au commencement de la période d'où nous partons pour calculer l'influence de la multiplication des hommes sur le produit agricole. Le pour-cent nécessaire de l'accroissement de cette productivité, constitue la qualité à laquelle atteindrait le produit de 1 agriculteur, si le nombre d'agriculteurs n'augmente pas ; par exemple, nous avons trouvé qu'en présence des périodes de doublement de la population par termes de 12 ans, la productivité doit s'élever dans le courant d'un siècle presque de 37 %. Voici ce que signifient ces paroles :

Digitized by Google

En présence de la rapidité de la multiplication des hommes que nous avons admise, il doit se produire dans le courant de tout un siècle des perfectionnements dans la technique agricole, ou dans l'engraissement du sol, ou dans les manières de protéger les semences contre les intempéries, ou dans quelque élément que ce soit ayant de l'influence sur l'abondance de la récolte, des perfectionnements tels qu'un agriculteur, en cultivant un nombre donné d'arpents, à la fin du siècle ait pu recueillir de ces arpents, en blé, 37 % de plus qu'il ne recueillait au commencement du siècle. Par exemple: si en 1860 l'agriculteur cultivant quatre arpents y récolte 10 tchetverts de blé, dans le courant du siècle suivant il faut produire des améliorations qui donneraient moyen en 1960, à un agriculteur, de recueillir de ces 4 arpents environ 13 3/4 tchetverts de blé. En présence de cette proportion dans les améliorations, les hommes jusqu'en 1960 ne manqueront pas d'approvisionnement, en se multipliant avec une rapidité qui doublera leur nombre tous les 12 ans. Certes, en présence d'une telle rapidité de la multiplication, apparaîtront graduellement sur les 4 arpents, au lieu d'un laboureur, 2, puis 3, etc., 10, 11, 12 ouvriers etc. ; l'adjonction de chaque ouvrier nouveau sur ces 4 arpents fera accroître le produit en proportion un peu moindre que l'accroissement de la quantité du travail, accroissement occasionné par l'adjonction de cet ouvrier aux anciens. Mais en présence de cette marche des améliorations agricoles, qui est égale à 37 % pour un siècle entier, on ne cessera de recueillir de même de ces 4 arpents une quantité de produit dont le total donnera 10 tchetverts à chacun des cultivateurs de ces 4 arpents.

Digitized by Google

Nous avons trouvé que, même en présence de la période de doublement de la population en 12 ans, il suffit, pour écarter le déficit dans le produit agricole, que la marche des améliorations agricoles soit moins rapide qu'elle n'a été réellement pendant les trois ou quatre derniers siècles. Or, pour des périodes plus longues, il suffit d'une marche encore moins rapide dans ces améliorations.

Digitized by Google

III

DE LA MULTIPLICATION DES HOMMES

Nous avons vu qu'en présence d'une periode de doublement de la population non-seulement en 25 ans, mais même en 12 ans, il ne faut nullement une proportion énorme de perfectionnements agricoles pour équilibrer le déficit dans le produit agricole. S'il ne s'agissait que de réfuter les déductions de Malthus, nous pourrions nous arrêter ici. Nous avons déjà tout droit de dire : quelle que soit la rapidité que vous admettiez pour la multiplication des hommes, l'accroissement du produit agricole ne reste pas en arrière, pourvu que les hommes eux-mêmes veuillent bien s'en occuper. Mais notre but ne se borne pas à la démonstration de l'insuffisance de la théorie de Malthus : nous ne voudrions pas seulement montrer que Malthus n'a pas atteint la vérité, nous voudrions l'atteindre nous-mêmes ; de plus, nous voudrions parvenir, non-seulement à la vérité abstraite, mais aussi à la détermination, d'une manière approximative du moins, de la

Digitized by Google

quantité et de la qualité des efforts nécessaires aux hommes, dans les pays les plus avancés, pour posséder le bien-être, que la formule de la vérité abstraite nous montre comme possible à atteindre. Pour cela il nous faut des notions plus exactes sur la force de multiplication de l'espèce humaine lorsqu'elle n'est arrêtée par aucun obstacle extérieur, parce que c'est par l'importance de cette force qu'est déterminée la grandeur des perfectionnements agricoles nécessaires pour équilibrer le produit avec la population.

La période de doublement de 25 ans est prise par Malthus dans les recensements de la population des États-Unis. Des recensements comme ceux-là, faits dans des colonies nouvelles, nous montrent le doublement d'après des périodes plus courtes encore. Mais dans les colonies nouvelles le nombre des habitants s'accroît beaucoup plus par l'affluence des émigrés, que par la multiplication naturelle; or, aux Etats-Unis l'immigration a toujours eu une assez grande part dans l'accroissement de la population. A l'époque ou Malthus construisit sa théorie, il oublia complètement cette circonstance et attribua exclusivement l'accroissement de la population des États-Unis à la multiplication naturelle. Cette exagération en a provoqué une autre. Après avoir soumis à un examen très-détaillé les chiffres de la population de l'Amérique du Nord, chiffres que Malthus avait, sans les soumettre à la moindre critique, pris pour le résultat de la seule multiplication naturelle, Godwin en tira la conclusion que l'augmentation de la population dans les États-Unis provient exlusivement de l'affluence des hommes nouveaux venus d'autres pays, et que si l'on peut faire, en se basant sur les recensements de

Digitized by Google

l'Amérique du Nord, une déduction quelconque relativement à la faculté des hommes de se multiplier, il faut en déduire que cette faculté est excessivement faible, presque inappréciable. Mais les disciples de Malthus démontrent que si Malthus a commis une erreur en oubliant complètement l'influence de l'immigration, cette influence n'a guère d'importance en comparaison de l'influence de la multiplication naturelle, et qu'après la soustraction de tous les habitants ajoutés par l'immigration, il reste encore aux États-Unis un accroissement du nombre des habitants provenant de la multiplication naturelle, accroissement qui donne une grandeur de 29 ans à la période de doublement. Ils démontrent également l'exactitude de ce chiffre par de très-longs calculs.

On se demande avec stupéfaction comment des hommes ont pu arriver à des déductions numériques si différentes en s'appuyant sur les mêmes recensements? Mais la chose s'explique très-simplement si l'on jette un coup-d'œil sur les comptes-rendus mêmes du gouvernement de l'Amérique du Nord, relativement aux résultats des recensements. Ces comptes-rendus attestent que jusqu'à 1820 on n'a point tenu de listes des émigrés affluant vers les États-Unis; donc, on ne peut rien dire d'authentique sur la part prise par les émigrés dans l'accroissement du nombre des habitants jusqu'à 1820; tout dépend ici du désir que l'on a de se livrer à telles considérations ou à telles autres. Voulez-vous augmenter le pour-cent de la multiplication naturelle, livrez-vous à des considérations établissant que le nombre des émigrés a diminué; voulez-vous amoindrir le pour-cent de multiplication naturelle, agissez en sens inverse; ce que vous voulez obtenir, vous l'obtiendrez. Mais depuis 1820, on tient des listes des

Digitized by Google

émigrés; il y a donc une base positive pour apprécier la part prise par les émigrés dans l'accroissement du nombre des habitants pour les années suivantes. Il n'en est pas tout-à fait ainsi ; car il est néanmoins bien difficile de faire une déduction plus ou moins juste. D'abord, les listes des émigrés sont très-incomplètes. Elles ne sont tenues qu'à la frontière orientale, que dans les ports du littoral de l'Atlantique ; l'immigration principale s'opère certainement par cette ligne, mais il existe aussi une immigration au Sud à travers la frontière du Mexique; il existe aussi une immigration au Nord à travers la frontière du Canada. Ni là, ni ici, personne n'a compté jusqu'à présent les émigrés. Secondement, à la frontière orientale même, les listes des émigrés sont tenues d'une manière incomplète, de l'aveu même du gouvernement des États-Unis. Comptez maintenant le nombre des émigrés, ne fût-ce qu'à partir de 1820, lorsque, des trois frontières, ce n'est qu'à une seule que l'on tient des listes, et qu'au surplus ces listes sont incomplètes. Il reste donc un très-vaste espace pour la détermination du nombre des émigrés. Et ne croyez pas que la difficulté se borne à cela. Il y a une autre circonstance qui embrouille encore la question.

Le degré de la faculté que possède un certain groupe d'hommes de se multiplier, dépend de la proportion que forment dans ce groupe les femmes auxquelles leur âge permet de devenir mères. Si nous prenons une population de 1000 hommes qui contienne 250 femmes de 15 à 40 ans, ce groupe aura la faculté de se multiplier avec une plus grande rapidité qu'une population qui n'aurait sur 1000 habitants que 200 femmes de 15 à 40 ans. Il va sans dire que si l'on ne connaît pas le nombre total

Digitized by Google

des émigrés, on peut encore moins connaître la proportion exacte des femmes de 15 à 40 ans qui se trouvent parmi eux; mais d'après certaines données, rassemblées pour une année, on voit que sur 10,000 émigrés arrivés dans les États-Unis par voie de mer, il y a 2782 femmes de 15 à 40 ans. Dans le total de la population des États-Unis, sur 10.000 habitants on ne comptait en 1850 que 1989 femmes de cet âge; cela revient à dire que 10 émigrés sont égaux, sous le rapport de leur faculté de se multiplier, à 14 habitants pris dans le total de la population des États-Unis. Cette proportion fut-elle toujours la même, on l'ignore. Mais si elle ne fût pas toujours la même, il devient impossible d'avoir une base exacte pour calculer la part prise par les émigrés dans l'accroissement de la population, même en supposant que ce nombre total des émigrés, qu'on ne connaît pas maintenant, fût connu. Mais c'est peu de savoir le nombre total des femmes de 15 à 40 ans. Si nous admettons (comme on le fait dans l'Amérique du Nord), que la période moyenne pendant laquelle la femme peut enfanter, dure depuis l'âge de 16 ans jusqu'à l'âge de 40, il est évident que 100 femmes de 16 ans concourront tout autant à la multiplication que 150 femmes de 24 ans, ou que 200 femmes de 28 ans, ou que 400 femmes de 34 ans, ou que 800 femmes de 37 ans, en supposant que la faculté de devenir mère persiste dans toute sa force chez la femme jusqu'à la fin de la période (*).

(*) Dans cette supposition la base du calcul est évidente : elle est donnée par le nombre d'années qui restent jusqu'à la fin de la période durant laquelle la femme est apte à devenir mère. A la femme de 16 ans il reste 24 années pour arriver à ce terme, tandis qu'à la femme de 37 ans il ne reste que 3 années, c'est-à-dire 8 fois moins : autrement parlant, 100 femmes de 16 ans pourront mettre 8 fois plus d'enfants au monde que 100 femmes de 37 ans.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

Maintenant, que lisons-nous dans les compte rendus des recensements de l'Amérique du Nord? Nous y lisons que parmi les émigrés le nombre des femmes de 35 à 40 ans constitue, comparativement aux femmes de 20 à 25 ans, une proportion beaucoup plus petite que celle qui existe parmi les femmes de ces âges dans la population générale des États-Unis. C'est-à-dire que parmi les émigrés il y a, en général, plus de jeunes femmes sur 1000 femmes ayant de 15 à 40 ans, que sur la même quantité de femmes de ces âges dans la population générale des États-Unis. Cela veut dire que nous avons accepté une trop petite proportion pour l'influence de l'immigration, lorsque nous avons admis que 10 émigrés, d'après leur faculté de multiplication, sont égaux à 14 hommes du total de la population. Nous avions admis là qu'un groupe de 1000 femmes de 15 à 40 ans, parmi les émigrés, ne surpasse point, par sa faculté de multiplication, la même quantité de femmes dans le total de la population, tandis qu'en réalité il est égal, en ce qui concerne cette faculté, à un beaucoup plus grand nombre de femmes du total de la population. Quelle est la proportion qu'il faut adopter, même d'après les données insuffisantes que nous possédons, personne ne s'est inquiété de la calculer. Ce n'est pas tout encore ; avions nous raison de supposer que la faculté de multiplication est directement proportionnelle au nombre d'années qui restent jusqu'à la fin de la période de fécondité? Sur 100 femmes ayant chacune 25 ans, on en trouve toujours et partout un plus grand nombre en état de grossesse, que parmi 100 femmes ayant chacune 35 ans. Donc la supériorité des jeunes femmes sur les femmes d'un âge moyen, en ce qui concerne la faculté de multiplication, doit être

Digitized by Google

dans un rapport plus élevé que si l'on adoptait qu'elle est tout simplement proportionnelle au nombre d'années restantes jusqu'à la fin de la période de fécondité. Quelqu'un a-t-il déterminé ce rapport? La statistique n'y a pas encore songé.

Le lecteur comprend à quels longs calculs il faudrait se livrer pour déterminer la part prise par les émigrés dans l'accroissement de la population des États-Unis. Bien plus, pour compter le nombre des émigrés, il faudrait savoir combien il y avait, parmi eux, de femmes de chaque âge, déterminer la faculté de multiplication pour chaque âge de la femme; on ne peut arriver à rien de précis sans cela; or, rien de tout cela n'est fait, et d'ailleurs le nombre exact des émigrés n'est pas connu. Ceci seul est vrai : les auteurs qui, après avoir soustrait la participation des émigrés, trouvent que la population des États-Unis double en 29 ans par la voie de la multiplication naturelle, font leur déduction par trop à la légère et obtiennent une période de doublement plus courte qu'elle n'est en réalité, parce qu'ils ne font pas attention aux éléments principaux qui constituent la prépondérance des émigrés sur le restant de la population en ce qui concerne la faculté de multiplication, sans même parler de ce qu'ils admettent un nombre d'émigrés plus petit qu'il ne l'est effectivement dans la période après 1820, et un nombre tout à-fait arbitraire avant 1820.

Jusqu'à quel point ces auteurs méprisent ordinairement la logique dans l'art de compter, nous pouvons nous en faire une idée par l'exemple suivant. On sait que la population des Etats-Unis n'est pas composée seulement de blancs, mais aussi de nègres. Les émigrés

Digitized by Google

dont il a été question jusqu'à présent à propos de l'accroissement de la population, sont tous des hommes de la race blanche. Si nous voulons déterminer le pour-cent de la multiplication naturelle, après avoir soustrait la participation des émigrés, nous devons certainement compter la population blanche des États-Unis. Mais presque personne n'a songé à établir cette subdivision : on prend ordinairement le chiffre total de la population blanche et noire, ensemble. Il suit de là que l'influence des émigrés paraît moindre qu'elle ne serait si l'on comparait avec la population blanche seule. Les nègres ont leurs émigrés à eux, importés d'Afrique, et ce en énorme quantité jusqu'à présent.

Que ressort-il donc de ce long raisonnement? Il en ressort qu'à présent nous ne sommes en état de déterminer, même d'une manière approximative, ni l'importance de la participation des émigrés à l'accroissement de la population des États-Unis, ni l'importance de la partie de l'accroissement qui reste après la soustraction de l'accroissement dû aux émigrés, et qui doit être attribuée à la multiplication naturelle de la population ancienne. Etant reconnu le caractère des erreurs que l'on commet ordinairement par irréflexion dans cette question, on ne voit que ceci : la participation des émigrés était plus grande et la part de la multiplication naturelle était plus petite qu'on ne l'admet ordinairement. La période de doublement que les États-Unis nous présentent doit être d'une durée plus longue, non-seulement que de 25 ans, comme l'admettait Malthus (ce chiffre est déjà abandonné même par ses disciples), mais aussi que de 29 ans; quant à la longueur réelle de cette période, on ne peut la déterminer, faute de données statistiques exactes.

Digitized by Google

Mais, nous dira-t-on, quelle que soit la période de doublement aux États-Unis, elle ne doit pas être considérée comme la période de doublement la plus courte possible. Aux États-Unis comme dans le Vieux-monde, quoiqu'en moindre proportion, il y a beaucoup d'hommes qui meurent prématurément par suite de la misère et de ses résultats; aux États-Unis comme dans le Vieux-monde, quoique moins que dans ce dernier, il y a beaucoup de femmes qui ne deviennent pas mères à cause de la pauvreté et de ses conséquences; si la société était complètement dans l'abondance, si aucune circonstance ne modérait la multiplication, le nombre des naissances serait plus grand, le nombre des décès plus petit, le pour-cent de la multiplication plus élevé, et la période de doublement plus courte qu'aux États-Unis.

A cela il n'y a pas de doute; mais précisément ce que nous voudrions trouver, c'est quelles sont, d'après les lois physiologiques de l'organisme humain, le pour-cent de multiplication le plus élevé possible et la plus courte période de doublement.

Il est très-probable que, même avec les données actuelles de la statistique, de bons mathématiciens pourraient déterminer la grandeur approximative de cette période avec une exactitude incontestable, s'ils abordaient ce sujet. Il serait trop long d'exposer ici les procédés par lesquels ils pourraient, selon nous, résoudre ce problème. Le principal y consisterait, comme le lecteur le verra dans nos éclaircissements ultérieurs sur la question, dans la nécessité de trouver le minimum de mortalité qui, d'après les conditions organiques mêmes, existerait dans une société délivrée entièrement de la misère et de toutes ses conséquences. Il me semble que cela pourrait être

Digitized by Google

déterminé ; mais les calculs auxquels il faudrait se livrer pour cela, sont au-dessus du cercle très-restreint de mes connaissances personnelles en mathématiques. Déterminer le pour-cent de la plus grande rapidité possible de multiplication et la plus courte période de doublement, d'une manière aussi incontestable qu'il le faudrait, je ne le puis ; mais, dans les considérations suivantes, le lecteur trouvera au moins l'indication de la limite que la rapidité de la multiplication ne peut atteindre; il trouvera aussi les chiffres de diverses limites, plus ou moins probables, de la multiplication la plus rapide, et il sera en état de juger lesquelles de ces limites sont les plus probables. Savoir ce qui est possible et ce qui est impossible ; juger avec discernement ce qui, parmi le possible, est le plus probable, — cela vaut mieux, dans tous les cas, que de conter des fagots tout-à-fait au hasard, comme on le fait ordinairement. Le pour-cent de la multiplication se constitue par la différence entre le nombre des naissances et le nombre des décès. Voyons d'abord quel est le chiffre auquel le nombre des naissances ne pourrait aucunement parvenir d'après la nature même de l'organisme humain. Dans ce cas, ainsi que dans toutes nos considérations suivantes, nous ne parlerons que de la population blanche de l'Europe et de l'Amérique du Nord, puisque les données statistiques sur les autres contrées sont encore trop peu dignes de foi.

La période de fécondité chez les femmes de la race caucasienne, en Europe et dans l'Amérique du Nord, dure approximativement de l'âge de 15 ans à l'âge de 45 ans. Le nombre des femmes de cet âge dans une population qui ne s'accroit pas avec une grande rapidité ou qui ne s'ac-

Digitized by Google

croît point, forme la cinquième partie du total de la population. La période de grossesse dure neuf mois; puis l'allaitement occupe à peu près un an; et la santé des enfants exige pour la plupart, selon l'avis des mères, l'allaitement durant plus d'un an. Ainsi les conditions physiologiques de l'organisme donnent une période moyenne de 2 ans, entre deux accouchements chez une femme. En effet, nous voyons que chez les époux qui ne se préoccupent point de la contrainte dans la procréation des enfants, une naissance est généralement séparée de la suivante par un intervale de deux ans et même par un intervale plus long. Les naissances ne se succèdent à des intervales plus courts que dans les familles où la mère n'allaite pas elle-même son enfant, ou bien où la misère l'oblige à cesser l'allaitement plus tôt qu'elle ne le voudrait (*). Mais d'après les conditions mêmes de la question, nous ne parlons ici que d'un état social où la misère serait complètement inconnue, c'est-à-dire où les femmes ne seraient pas forcées d'avoir moins de soins de leurs enfants qu'elles ne le voudraient. Qu'avons-nous donc

(*) Ceci est loin d'être une loi physiologique. Il n'est nullement rare de rencontrer des femmes qui deviennent enceintes pendant l'allaitement, même quand la lactation est tout-à-fait normale et que l'allaitement n'est pas trop prolongé. La question de l'influence d'une nouvelle grossesse sur l'allaitement et, par suite, sur la santé du nourrisson, forme même un chapitre particulier des traités d'accouchement comme des traités d'hygiène. S'il est vrai qu'il existe une sorte d'antipathie entre l'allaitement et la grossesse, il ne faut pas oublier que cette antipathie peut se traduire de 2 manières : 1° une nouvelle grossesse nait à la continuation de l'allaitement; 2° l'allaitement est une condition peu favorable (mais non un obstacle) à la conception et, par suite, à une nouvelle grossesse. En dépouillant l'idée de M. Tchernychewsky sur cette matière (idée, du reste, défendue par certains auteurs et notamment par le Dr Loudon) de ce qu'elle a de trop absolu, il n'en reste pas moins vrai que la période d'allaitement, si elle était observée régulièrement par toutes les mères, aurait, au moins d'une façon générale, une certaine influence sur la diminution de la facilité à concevoir, et par suite sur la diminution des naissances. C. D. P.

Digitized by Google

dans cet état supposé, état favorable au plus grand nombre possible de naissances? Le nombre des femmes aptes à enfanter est de 20 % du total de la population; chaque enfant occupe la mère durant 2 ans; donc le nombre de naissances, d'après les conditions physiologiques de l'organisme, ne peut être de plus de 10 sur 100 habitants. Mais tout le monde sait que, quels que soient les soins donnés aux enfants, un grand nombre d'entre eux ne peuvent néanmoins échapper à la mort dans les premières années de la vie. A l'heure qu'il est, dans les sociétés où la mortalité parmi les petits enfants est la plus minime, on voit plus d'un quart des nouveaux-nés mourir dans les cinq premières années de la vie. Il va de soi que la misère, avec ses conséquences, est pour une bonne part dans cette mortalité; mais d'après les conditions naturelles elles-mêmes, il est impossible qu'un grand nombre de nouveaux-nés ne meurent pas pendant la période difficile de l'enfance. Rappelons-nous qu'en venant au monde, l'organisme de l'enfant passe d'un milieu ayant plus de 37 degrés, dans une atmosphère qui a et, d'après les conditions de l'hygiène, doit avoir une température deux fois moindre. L'action même de naitre, à cause du passage dans une nouvelle et plus froide température, est toujours pour l'enfant une crise pareille à la transplantation d'une plante de la bâche au potager. Le mode de nutrition est aussi radicalement changé. Puis, viennent diverses crises organiques, inévitablement dangereuses pour l'existence; il suffit de mentionner seulement la période de la dentition. Il s'ensuit qu'après la suppression de la misère et de ses conséquences, la mortalité parmi les enfants doit néanmoins être assez grande encore. Les classes aisées en

Digitized by Google

Angleterre sont renommées pour le caractère soigneux et rationnel de l'éducation physique qu'elles donnent à leurs enfants. Parmi ces classes, celle des propriétaires fonciers (*gentry*), qui passent la majeure partie de l'année dans leurs belles maisons de campagne, où les secours médicaux sont aussi bien à leur proximité que dans les grandes villes du continent, mène une vie des plus saines, dans la jouissance du bien-être complet. Nous devons admettre que la misère, avec ses conséquences, ne participe point à la mortalité des enfants de cette classe. Or, les recherches de Chadwick, statisticien anglais très-connu, démontrent que parmi les enfants des propriétaires anglais, il en meurt environ 20 % pendant les cinq premières années de la vie.

Nous venons de voir que ce n'est qu'à condition que toutes les femmes âgées de 15 à 45 ans, sans exception, soient toujours ou enceintes ou occupées à allaiter, ce n'est qu'à cette condition que le nombre des nouveaux-nés pourrait être de 10 sur une population de 100 personnes. Nous voyons que même avec l'absence complète de la misère, en présence des soins les plus attentifs donnés aux enfants, 2 sur 10 de ces nouveaux-nés mourraient dans l'enfance. Ainsi, il reste 8 enfants en bas âge sur une population de 100 hommes.

Mais, quel que soit le bien-être dont ils jouissent, les hommes ne peuvent être immortels; parmi les nouveaux-nés un certain nombre ne servira qu'à combler le déficit produit par la mortalité inévitable dans la population âgée de plus de 5 ans. Il en résulte que le pour-cent de multiplication doit être moins élevé que 8.

Le lecteur voit probablement maintenant que ce pour-cent doit être beaucoup moins élevé que 8. En effet,

Digitized by Google

peut-on supposer chez toutes les femmes la possibilité organique de devenir enceinte au moment même de la cessation de l'allaitement et de conserver cette faculté jusqu'à l'âge de 45 ans? Peut-on croire que, quelle que soit l'organisation sociale, chaque femme commencera à accoucher à l'âge de 15 ans et sera en état de mettre 15 enfants au monde? C'est là une absurdité évidente. Quel que soit le bien-être social, quels que soient les soins de l'accoucheur et du médecin, les premiers accouchements affaibliront certainement la fécondité de beaucoup de femmes. Indépendamment de cela, la fécondité s'affaiblit à la longue chez toutes les femmes. Chose évidente qu'il ne peut naître 10 enfants sur chaque centaine d'habitants, même dans une société où les femmes de 15 à 45 ans constitueraient un cinquième de la population totale. Mais elles ne peuvent constituer une telle proportion de la population totale, que dans une société qui se multiplie d'après un assez petit pour-cent. Si les périodes de doublement étaient très-courtes, la proportion des hommes adultes dans la société s'amoindrirait par l'augmentation du nombre d'hommes appartenant à la génération qui grandit. Par exemple, si la période de doublement est de 15 ans, le nombre d'individus ayant plus de 15 ans ne pourrait nullement former la moitié de la population ; plus d'une moitié y serait infailliblement formée par les enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de 15 ans. Avec l'absence complète de la misère, la durée moyenne de la vie serait certainement de plus de 45 ans; mais en mettant 45 ans seulement, nous verrons que parmi les hommes âgés de plus de 15 ans, toute une moitié aurait plus de 45 ans. Qu'aurons-nous donc?

Digitized by Google

Personnes ayant plus de 15 ans, constituent dans la population moins de . . . . . 50 %

Parmi elles, femmes, constituent une moitié, c'est-à-dire moins de . . . . . 25 %

Parmi ces dernières, les femmes âgées de plus de 45 ans, constituant une moitié, il reste de femmes âgées de 15 ans à 45 ans, moins de . . . . . 12 ½ %

Ainsi, en admettant une période de doublement de 15 ans, nous voyons que les femmes auxquelles leur âge permet de devenir mères, doivent nécessairement constituer moins de 12 ½ % de la population dans une telle société, c'est-à-dire moins qu'une huitième partie de la population ; et que le nombre des nouveaux-nés doit, d'après une nécessité organique, y constituer moins qu'une seizième partie de la population, c'est-à-dire moins que 6,25 %. Mais mettons 6,25 % d'enfants nouveaux nés. De ce nombre, d'après les conditions organiques, en présence du bien être social le plus complet, un cinquième, c'est-à dire 1,25 %, mourra dans la première enfance ; il ne reste donc que 5 % pour la multiplication des hommes et pour combler le déficit produit par la mortalité parmi les personnes âgées de plus de 5 ans. Mais pour que la période de doublement soit de 15 ans, le pour cent de multiplication doit être 4,73 ; ainsi pour combler le déficit dans la population, déficit provenant de la mortalité parmi les personnes âgées de plus de 5 ans, il ne reste que 0,27 %. Est-il possible, quelque grand que soit le bien-être, de n'admettre qu'une si faible proportion pour les décès dans la partie de la population âgée de plus de 5 ans? Cela voudrait dire que pour les hommes qui ont survécu aux cinq premières années de

Digitized by Google

l'enfance, la vie moyenne est de 135 ans ; c'est-à dire que ce n'est qu'un petit nombre d'entre eux qui meurent avant l'âge de 100 ans, et qu'un assez bon nombre atteignent l'âge de 170 ans. En d'autres termes, cela veut dire qu'admettre une période de doublement de 15 ans, c'est admettre une absurdité absolue. L'organisation du corps humain est telle que la rapidité de la multiplication humaine d'après 4,73 %, surpasse ce qui est physiquement possible pour l'organisme.

Si Malthus et ses disciples avaient été capables de calculer eux-mêmes les progressions géométriques et s'ils n'avaient extrait des ouvrages de mathématiques des chiffres dont ils ne comprenaient eux-mêmes ni l'origine, ni la signification, ils n'auraient pas parlé de périodes de doublement de 10, ni de 12, ni même de 15 ans. Admettre de pareilles périodes de doublement, est aussi absurde que d'admettre la possibilité de faire pousser en un an une forêt de chênes.

Résumons le résultat auquel nous sommes arrivés. Si l'immense majorité des nouveaux-nés est enlevée dès la première enfance par une misère qui ne permet pas à la population de se multiplier, le nombre des enfants forme dans le personnel de la population une moindre proportion, tandis que la proportion des gens de 15 à 45 ans sera comparativement assez grande. Dans ces circonstances, la proportion des femmes auxquelles leur âge permet de devenir mères, atteint son maximum. Mais, même dans une telle société, il ne pourrait y avoir 10 naissances sur une population de 100 personnes, qu'à la condition que chaque femme, depuis l'âge de 15 ans jusqu'à celui de 45, fût tout le temps, absolument tout le temps, absorbée alternativement par l'état de grossesse et par

Digitized by Google

l'allaitement, sans rester vacante, ne fût-ce qu'un mois, durant toute la période de 30 ans que dure son aptitude à enfanter. Une fille de 15 ans n'est encore qu'un enfant; n'importe, elle doit immédiatement se marier et commencer de suite à accoucher. Une femme de 43 ans qui, d'après cette règle, a déjà donné le jour à 14 enfants, est complètement épuisée ; n'importe, elle doit enfanter de nouveau; si elle avait perdu cette faculté avant l'âge de 45 ans, nous aurions eu alors un déficit dans les naissances. Une telle supposition est une absurdité évidente, qui est en contradiction avec la pratique constante de l'hygiène et des accouchements. Mais si la société jouit du bien-être, si les enfants ne périssent point par le manque de nécessaire, si la population se multiplie, la proportion d'enfants et de vieilles gens dans son personnel s'accroît alors, la proportion de jeunes gens et de gens de l'âge mûr s'amoindrit, et dès lors une proportion beaucoup moindre de naissances devient aussi physiquement impossible qu'une proportion de 10 naissances sur une population de 100 personnes dans une société qui ne se multiplie pas ; par exemple, en présence d'une période de doublement de 15 ans, 6,25 °/₀ de naissances seraient, eu égard à la proportion des femmes jeunes et de celles d'un âge mûr, aussi physiquement impossible que 10 °/₀ dans une société qui ne se multiplie pas. Or, pour la période de doublement de 15 ans, il faut un tel pour-cent de multiplication (4,73 °/₀), qu'il demanderait plus de 6,25 °/₀ de naissances, quand même aucun enfant ne mourrait ni par suite de misère, ni par suite de négligence. Il en résulte que la période de doublement de 15 ans est une absurdité surpassant les forces physiques de l'organisme humain.

Digitized by Google

Jusqu'à présent nous avons montré comment Malthus et ses disciples, faute de logique dans l'art de compter et faute de connaissance des propriétés des progressions géométriques, ont supposé la possibilité d'accroissements annuels de population et de périodes de doublement incompatibles avec les conditions physiologiques de l'organisme humain. Maintenant, nous allons chercher quels sont les pour-cent de multiplication les plus élevés et les périodes de doublement les plus courtes que puisse comporter l'organisation physique de l'homme. Mais n'oublions pas, en même temps, la propriété que nous avons découverte dans les changements qui ont lieu dans le personnel de la population : le pour-cent des femmes auxquelles leur âge permet de devenir mères devient de plus en plus petit à mesure que le pour-cent de la multiplication s'accroît ; et le pour cent des naissances possible dans une société qui ne croît pas, devient impossible dans une société qui croît avec rapidité.

Songeons donc d'abord à ceci : quel est le pour-cent de naissances possible dans une société qui ne s'accroît pas ou qui s'accroît très-lentement? Mais préalablement tâchons de nous rendre claire la nature même de la question ; elle est ordinairement exposée d'une manière si confuse, qu'il ne sera pas inutile d'approfondir sa portée avec un peu plus d'attention.

De quoi précisément s'agit-il? Est-ce du nombre de naissances que peut atteindre l'organisme humain lorsqu'il est forcé par la violence extérieure, ou du nombre de naissances qui serait la conséquence naturelle de l'écartement de tous les obstacles à la multiplication qui proviennent de la misère? On sait que tout être vivant, sans en excepter l'homme, peut être contraint par la violence

Digitized by Google

à une activité surpassant la force normale de cet être. Ainsi, par exemple, on peut contraindre l'homme à travailler 18 heures par jour, mais cette exagération ne sera pas favorable à l'efficacité de la besogne : un ouvrier épuisé exécutera en 18 heures moins de travail qu'il n'en aurait fait en 10 heures, si ses forces n'avaient pas été épuisées par un travail excessif qui lui est imposé par la volonté d'autrui. Il en est de même quant à l'organisme de la femme ; il peut être aussi forcé d'accoucher plus de fois que ses forces ne le lui permettent; mais, ici aussi, cela ne sera pas favorable à la rapidité de la multiplication. Une mère épuisée mettra au monde des enfants qui ne vivront pas longtemps. De plus, une pareille situation pour la femme n'est possible que là où les mœurs sont grossières, c'est-à dire que là où règne l'ignorance, c'est-à-dire encore que là où l'état social est mauvais et n'est pas favorable à la multiplication. Ce n'est pas, certainement, le nombre d'enfants qui peuvent naître dans les conditions défavorables à la multiplication, que nous cherchons; nous voulons savoir quel est le pour-cent de naissances qui peut exister dans la société, en présence des conditions les plus favorables à la multiplication.

La grossièreté des mœurs et la misère doivent être considérées comme les deux principaux obstacles à la multiplication dans les sociétés d'aujourd'hui. Quel est le rapport de ces deux éléments avec le nombre des naissances? La théorie de Malthus nous dit que ces deux éléments diminuent le nombre des naissances. En effet, dans les pays occidentaux, les ouvriers de fabrique sont empêchés de se marier par suite de misère; la crainte de la misère retient aussi du mariage beaucoup d'hom-

Digitized by Google

mes de la classe moyenne, ou, s'ils sont mariés, les engage à ne pas mettre au monde autant d'enfants qu'ils pourraient en avoir si ces derniers ne leur étaient pas à charge. Mais ce n'est que depuis quelque temps et ce n'est que dans quelques pays que des faits pareils se produisent chez une masse considérable de la population. Dans ces mêmes pays il n'en était point ainsi autrefois; et dans d'autres pays il n'en est pas ainsi jusqu'à présent, pour ce qui concerne la masse de la population. La misère n'empêche nullement nos paysans ni de se marier, ni de mettre des enfants au monde; elle y agit d'une manière tout-à-fait opposée. Si une famille est restée sans un homme adulte, la nécessité force l'adolescent de se marier le plus tôt possible; cela lui semble un moyen de remettre à flot ses affaires privées. Il en est d'ailleurs de même dans chaque famille; le paysan tâche de marier le plus tôt possible ses fils, afin d'avoir des ouvrières gratuites. Le paysan devenu veuf ne se remarie que parce que sans le mariage son ménage serait disloqué. Les choses en sont là absolument dans toute l'Autriche et dans la majeure partie de la Prusse. Le besoin, la crainte de la misère, ou des calculs propres à la classe besogneuse, augmentent le nombre des mariages dans la population agricole de ces pays, forcent les jeunes gens de se marier plus tôt qu'ils ne le désireraient. C'est précisément de la même manière qu'agit la grossièreté des mœurs dans la grande masse de la population de l'Europe orientale. Dans les couches inférieures de la population des villes, elle favorise actuellement le célibat; mais dans la population des villages elle n'a point cet effet et ne mène que vers ceci : c'est que la femme continue à mettre des enfants au monde même en

Digitized by Google

cas où en conséquence de l'épuisement de ses forces, elle s'en abstiendrait par elle-même. La grossièreté des mœurs et la misère ont le même effet dans la population agricole de l'Angleterre elle-même. Il s'ensuit que si dans certaines couches de quelques sociétés européennes, les circonstances défavorables à la multiplication, amoindrissent le nombre de naissances, dans d'autres couches de ces mêmes sociétés et dans toute la masse de la population des autres sociétés ces circonstances donnent, au contraire, au nombre des naissances des proportions qu'il ne pourrait atteindre si le bien-être était plus grand et la grossièreté des mœurs moindre. Quiconque veut approfondir cette matière, sera convaincu qu'en Russie, en Autriche, en Italie, dans la moitié orientale de la Prusse, dans toute la partie orientale de l'Allemagne, le nombre existant de naissances n'est en aucune façon moindre, est au contraire plus considérable, que le pour-cent qui serait donné s'il n'y avait point d'obstacles à la multiplication. En France et en Angleterre, il n'en est pas de même depuis quelque temps; mais là aussi, il n'y a pas longtemps il en était de même; la pauvreté ne diminuait pas le nombre de naissances, mais au contraire l'augmentait.

Quel est donc le nombre de naissances que nous trouvons dans les pays où la pauvreté et la grossièreté ont pour effet l'augmentation de ce nombre, font atteindre son chiffre à un pour-cent qu'il n'atteindrait pas en présence du bien-être avec la liberté complète des entraînements naturels, à un pour-cent épuisant les forces de l'organisme de la femme, — en un mot, à une grandeur outrepassant la somme donnée par les conditions physiologiques de l'organisme humain ?

Digitized by Google

Dans la plupart des cas ce chiffre oscille entre 35 et 40 naissances sur une population de 1000 personnes. Il s'élève un peu au dessus de 40 dans de petites circonscriptions isolées où, par suite de circonstances locales, le personnel de la population s'éloigne de la norme; où, par exemple, les hommes adultes s'en vont dans d'autres localités, et où la proportion des femmes devient par suite plus grande qu'elle ne l'est naturellement. Il s'élève également au-dessus de 40 dans de grands pays après des circonstances exceptionnelles qui ont exterminé un trop grand nombre d'hommes et élevé la proportion des femmes à une grandeur tout aussi peu naturelle (par exemple en Prusse, après les guerres de Napoléon Ier). Mais sans les violations anti-naturelles dans le personnel normal de la population, le nombre des naissances ne s'élève pas au-dessus de 40 sur une population de 1000 personnes. Ce n'est que rarement et sur des circonstances exceptionnelles qu'il va jusqu'à 45; il s'élève parfois au-dessus de 45 dans ces pays dont les comptes-rendus statistiques ne sont guère authentiques; aucun chiffre quelque peu digne de foi ne va jusqu'à 48; enfin 50 naissances sur une population de 1000 personnes, est un chiffre dont les comptes-rendus qui n'ont aucune prétention à l'exactitude, ne nous offrent pas d'exemple (*).

(*) Comme exemple, nous prenons dans la table dressée par Guillard (*Éléments de statistique humaine*, p 282 et suivantes), tous les chiffres qui sont au-dessus de 35 naissances sur une population de 1000 habitants. Nous transférons les fractions ordinaires en fractions décimales, pour rendre la comparaison plus facile. Nous ne reproduisons pas les chiffres inférieurs à 35, qui se rapportent aux mêmes pays ou à d'autres pays dont les coutumes sont les mêmes.

Pays.	Années auxquelles les chiffres se rapp.	Nombre des naissances sur une populat. de 1000.
Suède.	1757 — 60 — — —	36,30
Bavière	1831 — 35 — — —	35,27
»	1841 — 45 — — —	35,30

Digitized by Google

Le lecteur est-il de notre avis, nous l'ignorons; mais nous croyons que dans l'Europe orientale le nombre ac-

Pays.	Années auxquelles les chiffres se rapp.	Nombre des naissances sur une popul. de 1000.
Prusse	1816 — 20 — — —	40,32
»	1821 — 25 — — —	40,47
»	1826 — 30 — — —	37,59
»	1831 — 35 — — —	37,31
»	1835 — 40 — — —	39,07
»	1841 — 45 — — —	40,24
»	1846 — 50 — — —	38.83
Saxe	1836 — 40 — — —	40,84
»	1841 — 45 — — —	40,98
»	1846 — 50 — — —	41,24
Wurtemberg . . .	1832 — 37 — — —	44,92
»	1838 — 42 — — —	43,29
Sardaigne	1835 — 40 — — —	36,35
Naples	1821 — 24 — — —	43,48
Portugal	1838 — 41 — — —	35.50
Basse-Autriche . .	1831 — 35 — — —	38,05
»	1836 — 40 — — —	37,55
»	1841 — 45 — — —	40,68
Istrie.	1831 — 35 — — —	38,46
»	1836 — 40 — — —	38,09
»	1841 — 45 — — —	37,37
Bohême.	1831 — 35 — — —	40,24
»	1836 — 40 — — —	38,98
»	1841 — 45 — — —	40,27
Moravie.	1831 — 35 — — —	39,81
»	1836 — 40 — — —	39,52
»	1841 — 45 — — —	40,80
Silésie	1831 — 35 — — —	40,24
»	1836 — 40 — — —	39,88
»	1841 — 45 — — —	40,32
Galicie	1831 — 35 — — —	43.10
»	1836 — 40 — — —	45,66
»	1841 — 45 — — —	46,34
Bukowine	1831 — 35 — — —	44,44
»	1836 — 40 — — —	45,66
»	1841 — 45 — — —	47,17
Lombardie. . . .	1831 — 35 — — —	41,41
»	1836 — 40 — — —	43,05
»	1841 — 45 — — —	42,83
»	1846 — 50 — — —	39.29
Venise	1831 — 35 — — —	40,00
»	1836 — 40 — — —	40.52
»	1841 — 45 — — —	39,87
»	1846 — 50 — — —	37,29

Digitized by Google

tuel de naissances ne cesse d'être, jusqu'à présent, au-dessus du nombre normal, ou, pour mieux dire, au-dessus de celui qui serait normal en présence de l'état actuel des notions morales. Nous croyons qu'il n'est pas probable que le nombre des naissances puisse atteindre 40 sur une population de 1000, lorsque la misère, qui fait par force accroître leur nombre, sera écartée. Dans tous les cas, 45 naissances sur 1000 habitants, c'est un si grand chiffre, que la société, dans les circonstances ordinaires, ne l'atteint pas même sous l'influence de la misère, qui, selon nous, les fait augmenter considérablement ; ce chiffre n'est possible que dans des cas

Beaucoup de ces chiffres demanderaient à être vérifiés; mais cela nous prendrait par trop de temps; or, à quels résultats nous conduirait la vérification, le lecteur peut s'en rendre compte d'après un exemple que nous n'avons pas inséré dans la table. En Russie, pour les années 1841–1848, Guillard nous montre, d'après Tégoborski, le nombre de naissances comme étant de 50 sur une population de 1000 personnes. Nous n'avons pas eu sous la main les données qui pourraient servir à la vérification de ces chiffres, mais nous avons un calcul, fait par nous, pour les années 1847–1856. Il donne seulement 41,02 naissances sur une population de 1000 personnes; or, ce chiffre est encore plus grand que le chiffre réel, par la raison que les recensements ne sont pas complets. Comment donc Tégoborski a-t-il obtenu pour les années 1841–1848 un chiffre invraisemblable de 50 naissances sur une population de 1000, lorsqu'entre les années 1841–1848 et les années 1847–1856 il n'y eut aucune différence, ni dans les coutumes ni dans les accessoires de la vie du peuple? C'est tout simple: il ne se donna pas la peine de calculer avec attention, et écrivit le chiffre au hasard.

Il y a chez Guillard encore un chiffre, qui mérite d'être mentionné : le nombre des naissances dans l'île de Madère pour les années 1838–1841 est chez lui de 32,65 sur une population de 1000. Cela peut être ; dans les climat chauds les hommes arrivent plus vite à l'âge mûr, et le pour-cent des naissances peut, par conséquent, être plus considérable que dans les climats tempérés. Nous disons que cela « peut être », parce qu'il serait bien curieux de savoir jusqu'à quel point les recensements dans l'île de Madère sont exacts. Du reste, si dans les climats chauds le pour-cent des naissances est plus élevé, il y a, en revanche, un plus grand pour-cent de la mortalité inévitable, mortalité organique ou naturelle. Donc, on ne sait pas encore s'il faut, pour un climat chaud, admettre que le pour-cent de la multiplication soit le même et non moindre que celui que l'on trouve dans un climat tempéré.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

exceptionnels de violation de la proportion entre le nombre des hommes et celui des femmes, et il n'y a pas un cas, digne de foi, où le nombre de naissances atteindrait 50 sur 1000 habitants. Il nous paraît de plus que par l'adoucissement des mœurs, quand la conduite des maris et des pères envers les femmes dépendant d'eux sera améliorée, le nombre de naissances doit considérablement baisser, même avec les idées actuelles sur la morale.

Et, en effet, si nous nous rappelons les conditions absurdes qui sont nécessaires pour obtenir le chiffre de 100 naissances sur 1000 habitants, nous verrons que même 50 naissances sur 1000 habitants, est encore un chiffre improbable par son énormité. Il exige que chaque femme mette au monde, en moyenne, 7 enfants. Que chacun de nous y réfléchisse : y a-t-il une telle proportion dans les classes jouissant du bien être complet, se tenant à la coutume de se marier de bonne heure et ignorant toute modération dans la multiplication, dans la classe des marchands, par exemple? Compter 6 enfants, en moyenne, pour chaque femme de ces classes, c'est déjà trop ; or, cela ne fait que 40 naissances sur une population de 1000 hommes.

Enfin, quel que soit le chiffre que nous considérions comme normal pour une société se multipliant assez lentement, nous prions le lecteur de ne pas oublier que là où la multiplication est plus rapide, ce chiffre doit aller en diminuant à cause de l'augmentation de la proportion d'enfants dans le personnel de la population, dans laquelle la proportion actuelle des adultes n'est maintenue que par la mortalité excessive parmi les enfants. Il nous semble que si le lecteur veut examiner la question avec

Digitized by Google

attention, il verra la justesse des considérations qui nous poussent à considérer 40 naissances sur 1000 habitants, comme le chiffre le plus élevé que la nature de l'organisme féminin puisse comporter sans épuisement des forces physiques, dans une population qui ne s'accroît pas. Dans une population qui s'accroît avec rapidité, ce chiffre sera moindre.

Le pour-cent de multiplication s'obtient en soustrayant le nombre des décès du nombre des naissances. Relativement à la mortalité parmi les enfants âgés de moins de 5 ans. nous avons, dans les recherches de Chadwick, un chiffre qu'il faut tenir pour le plus petit possible, eu égard aux conditions physiologiques de l'organisme ; mais c'est en vain que l'on chercherait dans un document statistique quelconque, un chiffre le plus petit possible pour le restant de la population, pour la population diminuée du nombre des enfants âgés de moins de 5 ans. Dans toutes les classes sociales, la vie humaine est soumise à tant de désagréments, de privations, de malheurs, que même dans les classes les plus heureuses, il y a beaucoup d'hommes qui sont sujets à la mort prématurée. Pour obtenir un chiffre quelque peu ressemblant au moindre chiffre possible, il faudrait prendre des hommes d'élite dont la vie ne fût raccourcie par aucune des circonstances agissant dans le même sens que la misère. Aprés avoir compté les âges auxquels 1000 ou 10,000 de pareils hommes sont morts, nous aurions obtenu la plus grande durée moyenne de la vie et la plus petite mortalité, possibles dans la société actuelle, à la condition d'un bien-être intégral. Mais personne n'a fait cela jusqu'à présent; nous non plus, nous n'avons pas eu le temps de le faire. C'est

Digitized by Google

pourquoi, au lieu de chiffres positifs, nous devons nous contenter de simples considérations.

Les tables de la mortalité en France serviront de bases à ces considérations: nous choisissons la France, parce que, de tous les grands États, c'est elle qui possède la statistique la plus exacte en ce qui concerne le mouvement de la population.

D'après les calculs de Chadwick (*Handbuch der vergleichenden Statistik von C. Fr. Kolb*, page 401), parmi les enfants des propriétaires anglais, il y a, dans les cinq premières années de la vie, comme nous l'avons déjà dit, 20 décès sur 100 naissances. D'après la table de Heuschling, corrigée par Guillard (*Annuaire de l'Économie politique pour* 1854, page 462) sur 1000 enfants naissant en France, il en meurt 274 dans les cinq premières années. De là nous concluons que la mort de 74 d'entre eux doit être considérée comme conséquence de la misère, tandis que 200 enfants mourraient, même si la population de la France jouissait du même confort et menait une vie aussi saine que les propriétaires anglais.

Maintenant nous devons nous faire une idée de la proportion des décès parmi les hommes âgés de plus de 5 ans, qui peut être considérée comme due à la misère, et du nombre qui reste après la soustraction de ces décès pour la partie de la mortalité provenant des conditions mêmes de l'organisme humain. L'insalubrité des logements, l'humidité, le froid, la mauvaise nourriture et toutes les influences nuisibles de la misère ont certainement beaucoup plus d'influence sur le fragile organisme du jeune enfant que sur l'organisme d'un enfant plus âgé et sur les hommes adultes. Si de 274 enfants la misère en tue 74, et si c'est à la nature même de l'homme et

Digitized by Google

non à la misère qu'est due la mort des 200 restants, on ne peut croire que la proportion des décès dus à la misère, soit plus élevée parmi ceux qui meurent âgés de plus de 5 ans. Il faut, au contraire, croire que le surplus de décès causés par la misère parmi les petits enfants, est beaucoup plus considérable que parmi les hommes qui ont déjà passé l'âge le plus faible. Il nous semble que nous resterons au-dessous de la limite de probabilité, si nous admettons que chaque décès dû à la misère chez les personnes âgées de plus de 5 ans, correspond à deux décès par la misère chez les petits enfants, ou bien, en d'autres termes, qu'un petit enfant est deux fois plus faible qu'un grand enfant ou qu'un homme adulte, pour résister contre l'influence d'un mauvais milieu physique. Du reste, à qui il plait de penser autrement, à qui il paraît qu'un petit enfant peut supporter le froid, l'humidité, etc., tout aussi bien qu'un homme adulte, nous présenterons un calcul conforme à cette opinion, à côté du calcul que nous croyons être mieux d'accord avec le bon sens. Mettons-nous donc à ces calculs :

La population moyenne de la France pour la période de 1840-1849 était de 34,964,500 hommes. Le nombre moyen de naissances pour ces années était de 997,896. Le nombre moyen de décès était de 842,919. D'abord parmi les décès, mettons à part les enfants ayant moins de 5 ans. Ils constituaient dans le chiffre général 34,0250 % (*Annuaire de l'Économie politique pour* 1854, p. 456), c'est-à-dire que le nombre de ces enfants était de 247,735. Les 595,184 hommes restants parmi les décès, avaient plus de 5 ans.

En admettant que l'effet de la misère chez les petits enfants n'est pas plus mortel que chez les adultes, nous trouvons, d'après la proportion 200 : 274, que parmi ces 595,184 décès, 434,441

Digitized by Google

sont le résultat des lois de la nature, sans intervention de la misère, et les 160,743 doivent être attribués à la pauvreté. 595,184 décès de personnes âgées de plus de 5 ans sur 34,964,500 hommes, cela constitue 17,022 décès sur 1,000,000 d'habitants, ou 1,7022 %; 434,441 décès sur la même population, cela constitue 12,425 sur 1,000,000 ou 1,2425 %.

La différence entre 17,022 et 12,428 fait 4,597. Si nous mettons que la pauvreté agit avec une force deux fois plus grande sur la mortalité des petits enfants que sur celle des adultes, c'est alors une moitié du chiffre 4,597 qui doit être prise comme chiffre du décès parmi les adultes par suite de la misère, tandis que l'autre moitié doit être attribuée à la nature même de l'organisme humain.

Ainsi, nous avons en France 17,022 décès parmi les adultes sur chaque population de 1,000,000 d'habitants. Dans ce chiffre une partie est le résultat de la loi, inhérente à l'organisme, d'après laquelle chaque homme, quelque excellent que soit le milieu où il vit, doit mourir tôt ou tard; cette partie, nous devons la nommer : minimum de la mortalité naturelle. Nous l'obtiendrons en soustrayant du chiffre général le nombre de décès produits par la misère avec toutes ses conséquences nuisibles.

Si nous admettons que la misère n'agit pas plus sur les petits enfants que sur les adultes, nous devons alors, de 17,022 décès, soustraire 4,597, comme chiffre provenant de la misère ; de sorte que, comme mortalité naturelle parmi les hommes âgés de plus de 5 ans, il ne nous reste que 12,425 sur 1,000,000.

Mais si la misère agit sur les petits enfants avec deux fois plus d'intensité que sur les adultes, il ne faut soustraire alors que 2,298, et il reste, pour la mortalité naturelle parmi les hommes âgés de plus de 5 ans, 14,724.

La mortalité naturelle parmi les enfants pendant les 5 premières années, est, d'après les recherches de Chadwick, de 20 décès sur 100 naissances.

Digitized by Google

Nous avons maintenant les déterminations approximatives des deux facteurs, de l'union desquels dépend la proportion de la multiplication.

Nous avons vu que dans la condition actuelle des femmes, le nombre des naissances atteint à peine 40 sur une population de 1000 dans les pays où la norme naturelle, conforme avec les forces de l'organisme féminin, est outrepassée. Nous avons vu que le chiffre de 45 naissances sur 1000 ne se montre que comme une rare exception, et dans la plupart des cas sa véridicité est douteuse ; quant au chiffre de 50 sur 1000, il n'y pas une nation ayant des recensements exacts qui l'atteigne. Il faut croire que si la situation de la femme est améliorée, le nombre des naissances deviendra plus petit que le chiffre de 40 sur 1000, au-dessus duquel il est presque impossible d'admettre une proportion de naissances qui soit vraisemblable, même en présence de la dépendance actuelle de la femme.

Le minimum de la mortalité parmi les nouveaux-nés dans la société actuelle, en supposant le bien-être le plus grand possible, s'élève à 20 pour cent: le minimum de mortalité parmi les hommes ayant plus de 5 ans, n'est pas moindre, selon toute probabilité, que 1,47 (1,4724) °/₀, et il n'est en aucun cas moindre que 1,24 (1,2425) °/₀.

Voilà les extrêmes limites jusqu'où peuvent s'accroitre le nombre des naissances et diminuer le nombre des décès dans la société où pas une mort ne serait causée et pas une naissance empêchée par la pauvreté. Ces limites sont, de tous les côtés, assez larges. Calculons maintenant les pour-cent de multiplication et les périodes

Digitized by Google

de doublement d'après les chiffres, parmi lesquels chacun peut choisir celui qui lui paraît le plus probable.

Pour-cent de mult.	Pour-cent de décès avant l'âge de 5 ans (20 de 100 naissances.)	Pour-cent de décès à l'âge de plus de 5 ans.	Reste (prépondérance du nombre des naissances sur le nombre des décès) ou le pour-cent de multiplication		Nombre d'années dans la période de doublement, en correspondance avec le pour-cent.	
			Le plus grand.	Le plus probable.	Dans la plus gr.	Dans la plus pr.
5,0	1,00	de 1,2425	2,7575	2,5275	25,48	27,77
4,5	0,90	à 1,4725	2,3575	2,1275	29,75	32,93
4,0	0,80		1,9575	1,7275	35,75	40,47
3,5	0,70		1,5575	1,3275	44,85	52,56

Le lecteur voit que pour une période d'environ 25 ans il faut un nombre de naissances qui dépasse de beaucoup celui des cas exceptionnels où il y a une quantité de naissances plus qu'ordinaire. Il voit qu'en présence du chiffre de 40 naissances sur une population de 1000 personnes, — c'est-à-dire en présence de ce chiffre qui, même dans les sociétés où le nombre des naissances surpasse les forces normales de l'organisme féminin, n'existe ordinairement que pour autant que la multiplication soit ralentie par la misère, — la période de doublement est de 35,7 à 40,5 années; ce dernier chiffre est basé sur la proportion la plus probable des décès normaux. Le lecteur voit aussi que la durée de la période de doublement s'accroît suivant une progression plus rapide que celle que suit la diminution du nombre des naissances. Ainsi, par la diminution des naissances de 8,0 sur 4,5, la période de doublement, en prenant le pour-cent le plus probable de la mortalité normale, s'accroît de 5,2 années; le nombre des naissances étant diminué encore d'un demi pour cent, la période de doublement s'accroît déjà de 7,5 années; et, ce nombre

Digitized by Google

étant diminué encore d'un demi pour-cent, la période de doublement s'accroît de 12,1 années. Nous avons dit que chaque amélioration dans la condition de la femme doit avoir pour résultat la diminution du nombre des naissances. Le chiffre 35 sur 1000 est tellement proche du chiffre qui existe dans les sociétés actuelles, où la pauvreté (la condition actuelle de la femme étant donnée) fait accroître au delà de ce qui est naturel le nombre des naissances, qu'il faut considérer ce chiffre 35 comme l'extrême limite à laquelle puisse arriver le nombre des naissances, s'il s'opérait la moindre amélioration dans la condition sociale de la femme. Nous ne pouvons évidemment pas dire dès à présent à quel chiffre descendrait le nombre des naissances, si la condition des femmes était bonne, parce qu'à présent nous ne pouvons avoir sur ce sujet aucun renseignement statistique. Ceci seul est certain : c'est que le nombre de naissances en présence duquel l'accroissement de la population devient très-lent, n'est pas loin du chiffre auquel descendra le nombre des naissances quand la masse du peuple rejettera (sans parler d'autre chose) la violence grossière, déjà rejetée par la classe instruite.

Tout ce que nous avons dit jusqu'à présent se rapporte à des sociétés ayant des idées et des coutumes semblables à celles qui règnent à présent. Ce n'est pas ici le lieu de raisonner des changements qui devront surgir lorsque l'instruction sera répandue dans le peuple. Mais chacun comprend la liaison intime qui existe entre les coutumes de la masse et les idées régnantes, même dans la partie instruite de la société. Quelque grand que soit le développement de la science abstraite, les coutumes des classes instruites ne peuvent être très-éloignées des cou-

Digitized by Google

tumes de la masse ; or, les idées des hommes ne peuvent manquer d'être influencées par les coutumes auxquelles ils restent attachés. Le musulman le plus savant, ou, pour dire mieux encore, le plus éclairé, ne sent certainement pas toute l'absurdité de la polygamie d'une manière aussi vive, n'a pas sur ce sujet des idées aussi nettes, que nous qui sommes habitués de vivre dans une société où règne la monogamie. Sans doute personne ne dira que nos coutumes actuelles sont le comble de la perfection. Mais ici nous nous arrêtons, laissant le lointain avenir juge de la question de savoir : s'il lui conviendra de conserver celles de nos coutumes et de nos idées qui permettraient, qu'au milieu du bien-être le plus complet, le nombre des naissances surpassât, quelque peu que ce fût, le nombre des décès. S'inquiéter de ce qui se passera parmi les hommes dans 500 ans, ce n'est pas notre affaire ; il nous suffit, à nous, d'être convaincus que les horreurs dont on nous menace sont, même en prenant les idées et les coutumes qui dominent aujourd'hui, des fantômes ridicules, et ce non-seulement pour nous, mais aussi pour nos descendants durant plusieurs siècles.

Nous avons trouvé que même avec les coutumes actuelles, que même dans les pays où le nombre des naissances dépasse la norme naturelle, la période de doublement ne doit pas être moindre, et est, selon toute probabilité, plus longue que de 35 ans. Nous voyons que les périodes de doublement de 15 ou de 12 ans, ne sont absolument que des chimères, dues à l'oubli du maximum qui soit effectivement possible pour le nombre des naissances; et nous voyons que la période de doublement de 25 ans, qui paraissait à Malthus la plus longue de toutes les périodes probables, doit être considérée,

Digitized by Google

au contraire, comme invraisemblablement courte. Nous savons maintenant que, même dans l'état actuel de l'agriculture, les pays les plus peuplés de l'Europe peuvent entretenir par leurs produits une population huit fois plus grande qu'elle ne l'est à présent. De sorte que même dans ces pays, il n'y a rien à craindre pour trois périodes de doublement de la population. Ces trois périodes ne peuvent occuper moins d'un siècle entier, même si aucun homme ne meurt de misère et si le nombre d'enfants qui naissent est égal à celui que les femmes de ces pays sont en possibilité de mettre au monde.

Cet ajournement de tout manque dans l'approvisionnement, même avec la plus rapide multiplication des hommes, est déjà garanti par l'état actuel de la technique agricole ou, pour mieux dire, pas même par l'état actuel, mais par celui qui existait déjà il y a une vingtaine d'années, quand les tentatives de l'application des machines à l'agriculture, n'étaient pas encore commencées. M. Gasparin, dont les chiffres servent de base à notre déduction sur la facilité avec laquelle on pourrait rendre le produit agricole des pays les plus peuplés de l'Europe occidentale huit fois plus considérable, M. Gasparin ne tient pas encore compte des perfectionnements récents. Avec ces derniers on obtient, certainement, un produit encore plus grand. Il est à remarquer que ce produit 8 fois plus considérable dont parle M. Gasparin est obtenu, non par un travail et un capital huit fois plus considérable, mais par une portion beaucoup moindre de ces deux éléments. Le produit actuel de la France est créé par un capital que M. Gasparin considère comme étant de 12 milliards de francs; pour que le produit soit huit fois plus grand, il faut, d'après son calcul,

Digitized by Google

51 milliards de francs encore; c'est-à-dire que pour avoir l'augmentation de 700 % dans le produit, il ne faut qu'une augmentation de 425 % dans le capital et le travail. Cela signifie que si la population de la France devenait huit fois plus grande, pour obtenir un approvisionnement de la même quantité qu'actuellement, il ne lui faudrait employer que les deux tiers des efforts qu'elle emploie maintenant pour s'approvisionner; ou bien encore, qu'au moyen d'un travail égal à celui d'aujourd'hui, les Français auraient alors une nourriture une fois et demie meilleure qu'à présent. Il nous semble que cet ajournement à un siècle des malheurs provenant de la multiplication des hommes, suffit pour tranquilliser la génération présente; il nous semble qu'il doit être clair pour nous que ce n'est pas à l'excès de population, pas plus qu'à la loi de multiplication des hommes, que nous devons attribuer la misère actuelle; il faut lui trouver d'autres causes. Il nous paraît clair que ce n'est pas dans les préoccupations relatives à la diminution du nombre des naissances, mais bien dans la suppression des vices de l'organisation économique, qu'il faut chercher le remède direct à la misère actuelle. La misère provenant de l'excès de population, même avec l'état actuel de l'agriculture, ne pourrait arriver plus tôt qu'après trois périodes de doublement, dont le terme le plus court est de 100 ans. Or, pendant ce siècle, l'agriculture ferait probablement quelque progrès technique qui éloignerait de nouveau l'époque du manque d'approvisionnement pour les hommes se multipliant avec la plus grande rapidité possible. Mais s'il est quelqu'un à qui un siècle entier paraîtrait une trop courte perspective, s'il est quelqu'un qui possède un cœur tellement

Digitized by Google

sensible et une imagination si peureuse qu'il voudrait, en 1860, se tourmenter par la crainte de calamités qui ne pourraient nullement commencer avant 1960, il peut trouver quelque soulagement dans les considérations relatives à l'émigration.

Si nous prenons pour période de doublement 20 ou 15 ans, il faut alors convenir que les disciples de Malthus ont parfaitement raison de dire que l'émigration ne peut servir de compensation durable à la calamité provenant du manque d'approvisionnement. En effet, un tel pour-cent de multiplication étant donné, l'émigration ne peut faire augmenter d'un grand nombre d'années la durée de chaque période de doublement. Si, par exemple, la période de doublement est de 20 ans, le pour-cent de la multiplication est alors de 3,6 ; si en présence d'une telle multiplication, 1,5 pour cent de la population émigre annuellement, il reste néanmoins, après cette diminution annuelle, 2.1 %; or, avec ce pour-cent la population du pays se trouvera cependant doublée au bout de 33 ans; comme nous le voyons, l'émigration n'allongera la période de doublement que de 13 ans. Mais il en est tout autrement, quand les périodes de doublement sont assez longues d'elles-mêmes, sans l'émigration; celle-ci peut alors les allonger d'un très-grand nombre d'années. Nous avons vu que la période la plus probable de doublement, la condition actuelle de la femme étant conservée, n'est pas moindre que de 35 ans, et avec une insignifiante amélioration de la condition de la femme, environ 52 ans. Voyons de combien ces périodes se trouvent allongées par l'émigration.

Étant donné l'état actuel des voies de communication, il faut considérer comme extrêmement facile une émi-

Digitized by Google

gration s'opérant sur une échelle de 0,5 °/₀ de la population. Même sur une échelle de 1 °/₀ l'émigration s'opère très-facilement. Nous avons des exemples démontrant que l'émigration annuelle de 1,25 °/₀ de la population dans les pays où ce fait se présente, s'opérait sans difficulté économique (*).

Pour-cent de multiplication.	Période de doublement sans l'émigration.	Émigration.	Pour-cent suivant lequel se multiplie la population restant dans le pays.	Période de doublement de la populat. restant dans le pays.
1,9575	35,8	0,50	1,4575	49,90 ans
1,3275	52,6	0,50	0,8275	91,68 —
1,9575	35,8	1,00	0,9575	72,74 —
1,3275	52,6	1,00	0,3275	212,00 —
1,9575	35,8	1,25	0,7075	98,32 —
1,3275	52,6	1,25	0,0775	894,80 —

Le lecteur voit par cette table que s'il existe une émigration de 1 °/₀, la période de doublement de 35-52 ans s'allonge jusqu'à 73-212 ; avec l'émigration de 1,25 °/₀, la période s'élève jusqu'à 98 ans, si la condition de la femme ne s'améliore pas ; et si celle-ci s'améliore, la période de doublement s'étend jusqu'à plus de 394 ans.

Il nous semble que maintenant le fait du manque de l'approvisionnement à cause de la multiplication des

(*) De l'Allemagne il est sorti :

En 1852 — — — — 162,301 émigrants.
» 1853 — — — — 162,568 »

En 1854 l'émigration fut encore plus considérable. Les provinces autrichiennes et prussiennes de la Confédération germanique n'ont presque pas pris part à ce mouvement. La population de tous les États de la Confédération allemande était alors de 17 ½ millions. Plusieurs États n'ont eu qu'une portion minime d'émigrants ; par conséquent, il faut compter que quelques États, ceux qui ont participé le plus à ce mouvement, fournirent annuellement à l'émigration plus de 1,25 °/₀. Ainsi, par exemple, du duché de Bade qui, en 1855, comptait 1,315,000 habitants, 21,561 hommes ont émigré dans le courant de l'année 1854 : cela constitue 1,7 °/₀.

(*Note de M. Tchernychewsky.*)

Digitized by Google

hommes, est écarté à une distance suffisamment éloignée pour qu'il ne puisse inquiéter même ceux qui auraient la plus grande envie possible d'oublier le présent pour les dangers de l'avenir. Si un pays quelconque était effectivement menacé d'un excès de population, il peut, au moyen de l'émigration, écarter ce danger au moins pour 294 ans, s'il ne marche pas lui-même dans la voie de la civilisation; mais s'il fait, dans le courant des siècles suivants, les moindres progrès dans la civilisation comparativement à son état actuel, il écartera alors le danger à une distance de 2,684 ans; c'est-à-dire, que si nous partons de l'année actuelle, de 1860, nous ressentirons, pour la première fois, le malaise par suite de l'excès de population, en l'année 4,544, et pas avant.

Le lecteur comprend quelle est la signification de ces énormes chiffres de la période de doublement de 894 ans et de la période d'ajournement du déficit agricole à 2684 ans, — de ces chiffres qui se moquent de nous en face, et par leur énormité surpassant tout calcul des probabilités économiques, et par leur absurde prétention à l'exactitude. Ces chiffres nous disent : Ne craignez rien; à celui qui veut vous épouvanter, vous n'avez qu'à nous opposer : il est impossible de nous renverser. Mais nous sommes basés sur vos coutumes et vos idées actuelles, et croyez-vous pouvoir mesurer l'avenir lointain par vos coutumes, vos idées et vos moyens de production? Croyez-vous que vos arrière-petits-fils seront comme vous? N'ayez pas peur, ils seront plus intelligents que vous. Songez seulement à bien organiser votre vie; quant aux soucis du sort des arrière-petits-fils, laissez-les aux arrière-petits-fils. Vous pouvez voir que c'est non-seulement vous qui pouvez, mais que vos fils et

Digitized by Google

vos petits-fils peuvent déjà être assurés contre la misère. Eh ! que cela vous suffise ! Dans 200 ans les hommes se moqueront de vos espérances dans l'avenir comme d'espérances par trop mesquines, de vos craintes pour l'avenir comme de craintes qui ne proviennent que de votre sauvagerie.

Digitized by Google

IV

VÉRITABLE SOURCE DU DÉFICIT DANS LE PRODUIT AGRICOLE ET VÉRITABLE ESPRIT DE LA THÉORIE DE MALTHUS

Les considérations auxquelles nous nous sommes livré, nous conduisent aux résultats suivants :

C'est sous l'influence d'idées évidemment exagérées que Malthus a déterminé la diminution de la productivité du travail agricole en présence de l'accroissement de la quantité de travail exercé sur une étendue donnée de terrain, dans le cas où il n'y a pas de perfectionnement dans la technique agricole et dans les relations de la vie. En effet, personne ne se donna la peine de déterminer cette diminution ; mais dans chaque ouvrage d'agronomie, on trouve les preuves qu'elle est beaucoup moindre que le croyait Malthus.

Il en est de même pour la question de savoir quel est le pour-cent suivant lequel la population est capable de se multiplier, tous les obstacles étant écartés. Personne ne se donna la peine de déterminer ce pour-cent

Digitized by Google

et tout le monde continue à répéter l'opinion de Malthus, dont l'exagération est pourtant évidente pour quiconque voudra approfondir la question. En partie faute de données statistiques, et plus encore faute de connaissances dans les hautes branches des mathématiques, nous n'avons pas été à même de déterminer d'une manière exacte, quel est le pour-cent de la multiplication le plus élevé possible, et nous avons été forcé de nous contenter de chiffres approximatifs.

Le plus élevé de ces chiffres approximatifs donne une période de doublement de plus grande durée que celle qui paraissait à Malthus être la plus longue; les périodes de doublement de moins de 25 ans, se montrent comme complètement invraisemblables; et la plus courte période de doublement qui soit probable, avec nos mœurs actuelles, est d'environ 35 ans. L'adoucissement des mœurs conduit à l'allongement de la période de doublement et nous n'avons pas de limite dont on puisse dire qu'en présence d'un certain adoucissement des mœurs, elle ne paraîtra encore par trop courte ; il y a, au contraire des raisons pour croire, que lorsque la grossièreté actuelle des relations de famille sera écartée par la force de la propagation des lumières, la multiplication cessera et le nombre d'habitants n'ira croissant que lorsqu'il le sera nécessaire; et lorsqu'il ne le sera pas nécessaire, il n'y aura pas de multiplication. L'organisme humain est construit de telle manière qu'on peut douter s'il est capable même de maintenir la proportion existante de la population, lorsqu'il n'est pas excité par la pression de l'opinion publique, c'est-à-dire par le calcul d'utilité. Lorsque le nombre des naissances n'est pas élevé artificiellement par la puissance de l'opinion publi-

Digitized by Google

que, mais lorsqu'il est livré à l'effet des sentiments naturels de l'homme, il est très-probable qu'il est à peine suffisant pour couvrir la diminution causée par la mortalité provenant non de la misère et de ses résultats, mais de la nature même de l'organisme.

Quoi qu'il en soit, en aucun cas le déficit du produit agricole ne peut être attribué à l'impossibilité naturelle d'empêcher ce déficit d'exister. Si nous admettons, pour l'affaiblissement de la productivité du travail agricole, la progression évidemment exagérée de Malthus, et si nous adoptons une période de doublement quelque courte qu'elle soit, même une période incompatible avec les conditions physiologiques de l'organisme, nous n'en obtiendrons pas moins ce résultat : que pour empêcher l'existence de ce déficit, il suffit d'une quantité de perfectionnements techniques beaucoup moindre que celle qui, effectivement, se réalise dans l'art agricole. Même en présence d'une multiplication humaine tellement rapide qu'elle surpasse ce que peuvent comporter les forces de l'organisme, les perfectionnements agricoles nécessaires pour écarter la possibilité d'un déficit sont tellement peu importants, que toujours et partout où il y a progrès l'amélioration dans la technique agricole a effectivement suivi une marche plus rapide que celle qu'il faut pour réaliser ces perfectionnements nécessaires. Enfin, quelle que soit notre manière de penser sur la possibilité ou la facilité des perfectionnements agricoles ultérieurs, l'état actuel de la technique agricole est tel, que l'apparition naturelle du déficit dans le produit agricole est écartée au moins à la distance de trois périodes de doublement, même dans les pays les plus peuplés. L'état actuel des connaissances agricoles

Digitized by Google

est tel que, même sans aucun progrès dans ces connaissances, les Iles Britaniques elles-mêmes peuvent produire huit fois plus d'approvisionnements, qu'à présent. Pour les autres pays européens, la possibilité d'agrandir leur produit agricole actuel dans l'état actuel de la technique est encore plus grande, et cela sans accroître la lourdeur des conditions auxquelles le produit actuel est obtenu ou, pour mieux dire, avec l'adoucissement de ces conditions. Si à présent le travail d'un ouvrier produit, en Angleterre ou dans un autre pays quelconque, sur une certaine quantité de terrain 40 tchetverts de froment, dans l'état actuel de la technique agricole le travail de 8 ouvriers, sur la même étendue de terrain, produira facilement 320 tchetverts tout au moins et, selon toute probabilité, produira même davantage.

Par l'état actuel des connaissances agricoles, le pays le plus peuplé est donc assuré contre le manque d'approvisionnement, pour trois périodes de doublement. Quelle est la durée de ce terme d'assurance donné par l'état actuel des connaissances? On peut réfuter, au moyen de preuves mathématiques indiscutables, celui qui s'aviserait de dire que trois périodes de doublement occuperont moins de 100 ans, lorsque la population se multiplie avec la plus grande rapidité possible que comporte l'organisme humain, et il faut croire que ce terme n'est pas moindre que de 120 ans. Mais il est tel — de 100 à 120 ans (ou, très-probablement, un peu plus), — dans le cas seulement où il n'existe point, dans le pays dont nous parlons, d'émigration vers d'autres pays. Si donc une partie de la population émigre vers des pays non peuplés encore ou trop peu peuplés (or, de tous les pays qui sont très-peuplés une pareille émigration s'opère), la période

Digitized by Google

de doublement s'étend alors d'une manière considérable. Si l'émigration est faible (par exemple d'environ 1/2 %) la période de doublement s'allonge jusqu'à 50—75 ans, et les trois périodes de doublement occuperont de 150 à plus de 250 ans. Si l'émigration est assez considérable (par exemple d'environ 1 %) la période de doublement demandera de 75 à 200 ans et les trois périodes de doublement occuperont de 250 à 600 ans. Enfin, si l'émigration est encore plus forte, la période de doublement s'accroît d'un nombre d'années beaucoup plus considérable ; si, par exemple, l'émigration est d'environ 1 $^1/_4$ %, la période de doublement ne peut aucunement s'effectuer en moins de 100 ans, et exigera, très-probablement, un nombre incomparablement plus grand d'années, tandis que l'émigration de 1 $^1/_4$ % n'est point difficile à effectuer, même dans l'état actuel des moyens de communication, même à la distance la plus grande, à la distance de toute une moitié de la circonférence du globe.

Il en résulte, qu'étant donnés les moyens actuels d'émigration, l'état actuel de la technique agricole fournit aux pays les plus peuplés la garantie qu'ils ne manqueront pas de subsistances, au moins pour plus de 400 ans, et, probablement, pour une période d'une durée incomparablement plus longue. Mais est-elle vraisemblable, notre supposition, que dans le courant d'un laps de temps si long, dans le courant de plusieurs siècles, les connaissances agricoles ne feront aucun progrès? C'est là une absurdité évidente. L'art agricole est demeuré jusqu'à présent dans l'état d'enfance ; l'application des sciences naturelles, de quoi tout dépend en agriculture, a à peine commencé. A entendre les chimistes parler des

Digitized by Google

espérances qu'ils mettent dans les résultats du développement ultérieur de leur science, nous devons être convaincus que les moyens actuels de se procurer la nourriture, paraîtront bientôt tout aussi grossiers, tout aussi lents, tout aussi peu productifs, que les moyens anciens du filage avec le fuseau à la main ou du transport au moyen de caravanes de bêtes de somme, nous le paraissent à présent. Notre civilisation a à peine commencé et nous ne sommes pas en état de nous figurer, même en ayant l'imagination la plus vive, à quel degré de puissance elle nous conduira, — nous qui vivons actuellement, et pas seulement nos descendants, — dans une trentaine ou une quarantaine d'années, et non dans 300 ou 400 ans. Nous croyons qu'il n'y a pas à s'inquiéter si dans 400 ans la technique agricole de nos descendants sera ou ne sera pas meilleure que la nôtre. Il est probable qu'elle sera meilleure; mais, quoi qu'il en soit, par la technique actuelle l'humanité est déjà protégée pour 400 ans contre le manque de subsistances.

Nous sommes arrivés à un résultat tout opposé aux déductions que Malthus a tirées de sa théorie. Que le lecteur se rappelle l'idée fondamentale du célèbre ouvrage de Malthus : Il y a des hommes qui attribuent la misère et les autres calamités à l'imperfection des institutions humaines, dit Malthus; non, le mal qui provient des institutions humaines n'est qu'un mal superficiel, secondaire, insignifiant; on ne soulagerait nullement le sort des hommes en l'écartant, car la source essentielle de la plupart des calamités actuelles est dans la loi de la nature elle-même. Par l'effet de la loi de la nature, il doit inévitablement se produire autant de misère et de conséquences de la misère qu'il en faut pour exterminer

Digitized by Google

les hommes superflus qui ne sont pas exterminés par le mal provenant des institutions humaines ; en diminuant ce mal provenant des institutions humaines, on ne ferait qu'agrandir la proportion de l'effet du mal produit par la loi de la nature elle-même. Il est vrai que beaucoup d'hommes sont dans la détresse et périssent par la faute même des hommes ; mais ceux qui périssent ne pourront échapper au péril : ils seraient exterminés par la nature si les institutions humaines ne les exterminaient pas. On croit, continuait-il, que l'effet de la loi de la nature pourrait être pour longtemps écarté ou affaibli par l'amélioration des institutions humaines : non, la nature ne donne pas de délai quelque peu sensible : nuls efforts ne peuvent arrêter son effet destructif, ne fût-ce que pour quelques dizaines d'années.

Nous avons trouvé que cela est complètement faux. L'homme possède, dans l'état actuel des connaissances, les moyens d'écarter pour plusieurs siècles l'effet désastreux de la loi de la nature; et dans le courant de ces longs siècles, les connaissances se développeront certainement, personne ne peut en douter ; or, chaque développement des connaissances allonge de plus en plus le temps durant lequel il est possible d'écarter l'effet désastreux de la loi de la nature. Le droit d'attribuer les calamités des hommes à la loi de la nature, se trouve ajourné au delà d'un laps de temps immense. Tout l'avenir que nous sommes capables de nous figurer,—et un long cours de temps au delà des limites de cet horizon, — se trouve, de par la science, expurgé de la fatalité de la misère, ou du moindre besoin de calamité pour l'homme.

Malthus se figurait que la source du mal est dans l'amour physique ; que ce dernier doit être dompté.

Digitized by Google

C'est donc rejeter la cause du mal sur la nature, c'est mettre la solution du problème en dehors du pouvoir de l'homme. L'amour physique ne dépend pas des institutions humaines ; il n'appartient pas à l'état social, mais il est du domaine des lois organiques inhérentes à la nature de chaque individu, pareillement aux phénomènes de la nutrition, de la circulation du sang, de la sécrétion de la bile, de la salive, etc. Parler de la contrainte dans l'amour physique, c'est la même chose que de parler de la contrainte dans la nourriture. Il est certain qu'avec le développement de la tempérance, l'homme se déshabitue de la gloutonnerie ; mais tout ce qu'on peut attendre ou exiger sous ce rapport, c'est qu'il ne dépasse point les limites imposées par la santé de l'organisme. Attendre de l'homme qu'il commence à prendre moins de nourriture qu'il ne faut à son organisme, c'est attendre l'impossible ; demander cela, c'est être cruel sans avoir aucune probabilité d'atteindre à quelque résultat par cette cruauté. Les hommes ne se tiendront jamais volontairement dans l'état d'inanition. C'est autre chose que de les tenir dans cet état par force ; ceci est possible. Mais l'Économie politique démontre que les mesures de violence ne peuvent jamais être utiles. Elle est tout entière construite sur l'idée que l'homme ne peut atteindre de bons résultats que volontairement, que par son activité spontanée. Attendre d'une telle activité l'abstinence de la nourriture, une abstinence dépassant les règles de l'hygiène, c'est, comme nous l'avons dit, une absurdité absolue. Or, on sait le résultat que l'on atteint lorsque l'homme ne dépasse pas, dans son alimentation, les limites de la satisfaction hygiénique du besoin ; ce résultat est, qu'en conservant en bon état son estomac ainsi

Digitized by Google

que la santé générale, il vivra beaucoup plus longtemps et mangera, en définitive, pendant sa vie beaucoup plus d'aliments que s'il s'était livré à la gloutonnerie, c'est-à-dire que s'il s'était donné des indigestions, que s'il s'était rendu inapte à se nourrir et avait ainsi abrégé son existence. Il en est de même en ce qui concerne l'amour physique. De quoi parlez-vous? de ce que l'homme ne se livre pas à un excès nuisible à l'organisme, ou de ce qu'il pousse l'abstinence à un degré dépassant ce que permettent les règles de l'hygiène? S'il s'agit de s'abstenir de l'excès nuisible à la santé, ce que vous demandez est excellent, et il est à espérer que les hommes l'accompliront de mieux en mieux, à mesure que les lumières se répandront davantage. Mais ce n'est pas la diminution du total des phénomènes nommés amour physique, qu'on obtiendra ici pour résultat, mais bien leur augmentation ; comme l'abstinence de la gloutonnerie a toujours pour résultat, non la diminution, mais l'augmentation du total de l'activité de l'estomac. Si, par exemple, vous dites qu'un homme qui est encore à l'âge de croissance, doit s'abstenir d'un amour physique prématuré, vous avez parfaitement raison, et avec le temps les hommes suivront cette règle hygiénique ; quand les institutions humaines seront améliorées, l'éducation n'exaltera plus prématurément l'imagination et ne fera plus naître dans le cerveau des idées relatives à des objets que l'organisme de l'adolescent ou de la fillette ne réclame pas encore. Mais l'homme, qui n'a pas affaibli ses forces par l'amour physique prématuré, n'en aura que plus de vigueur en arrivant à l'âge de puberté, et conservera cette vigueur beaucoup plus longtemps que s'il s'était affaibli en s'adonnant à l'amour physique prématurément,

Digitized by Google

lorsque son organisme n'était pas encore suffisamment développé. Vous avez encore raison quand vous dites que les hommes adultes ne doivent pas s'adonner à l'amour physique à l'excès, jusqu'à épuisement des forces. Mais ici aussi vous n'aboutissez qu'à une plus grande et plus longue capacité pour l'amour physique. Demander l'abstinence dans les limites des règles hygiéniques, c'est conforme au bon sens et au bien-être de l'homme ; c'est une demande réalisable, mais qui conduit à l'accroissement du rôle que remplit l'amour physique dans la vie humaine.

Mais c'est toute autre chose si l'abstinence que vous exigez consiste à diminuer ce rôle; c'est en cela que consiste précisément la théorie malthusienne de l'abstinence. Pour cela ce n'est pas l'observation des règles de l'hygiène qui est nécessaire, mais il faut refuser à l'organisme l'exercice d'une de ses fonctions naturelles; exiger des hommes qu'ils agissent comme ceux qui fermeraient les yeux quand ils veulent regarder et non pas dormir, qui se boucheraient les oreilles quand ils veulent écouter, qui jeûneraient quand leur estomac sain réclame de la nourriture, cette exigence-là n'est pas réalisable. Il n'y a qu'un petit nombre d'hommes, d'un caractère exceptionnel, qui, dans quelque circonstance que ce soit, se conduiront de la sorte ; il existe et existera toujours de pareils hommes, comme il existe et existera toujours des gens qui ne ressentent jamais le désir de respirer un air frais, ou qui tournent le dos à un beau tableau, à un paysage pittoresque.

Quelque étrange caractère que vous puissiez imaginer, vous trouverez toujours quelques hommes de ce caractère. Il y a des hommes qui préfèrent une chambre mal

Digitized by Google

aérée à un air pur, un livre ennuyeux à un livre intéressant, etc. Mais, sous chacun de ces rapports, le nombre d'hommes d'un tel caractère ou d'un tel tempérament, est tellement insignifiant, que leur manière d'agir n'a et ne peut jamais avoir d'influence sur la marche générale de la vie d'une nation. Sur mille hommes, il s'en trouvera un qui étouffera en soi l'amour physique, — non, il ne s'en trouvera pas même un sur un millier d'hommes, — qu'en peut-il donc résulter? Quelle influence sensible produira la continence de cet homme sur le total de la jouissance de l'amour physique dans la société ou sur le pour-cent de la multiplication humaine?

Ceux d'entre les malthusiens qui attendent de la théorie de l'abstinence volontaire quelques résultats, même des plus minimes, sont des hommes par trop naïfs. Mais il y a peu de gens pareils parmi les malthusiens; presque tous reconnaissent parfaitement que leurs paroles sur l'abstinence volontaire sont des paroles creuses, que ce n'est que dans le cas où l'abstinence est imposée aux hommes par la violence extérieure, par des réglements et des coutumes défendant le mariage avant qu'on ait atteint un certain âge ou une certaine position dans la société, que la multiplication peut être arrêtée ou ralentie par l'abstinence. Dans l'un et l'autre cas, c'est l'homme qui est principalement en question, parce que c'est lui qui est le chef de famille, c'est lui qui doit entretenir la famille, enfin c'est lui qui dispose du mariage même, puisque c'est lui qui cherche la fiancée, quand il le veut, tandis que la jeune fille joue un rôle passif, attend l'apparition du fiancé. Examinons donc le résultat qu'il faut attendre de cette restriction au mariage imposée à l'homme par des lois ou des coutumes.

Digitized by Google

Il existait autrefois, et il existe encore en partie jusqu'à présent, de ces formes sociales où la pensée de l'individu est peu développée, où il se soumet aux coutumes et aux règlements établis, sans les critiquer, et où, en conséquence du peu de développement de la pensée, il trouve impossible d'agir autrement que suivant les coutumes et les règlements établis. Tel est, jusqu'à présent, l'état de la masse des agriculteurs, non-seulement chez nous, mais dans toute l'Europe, sans excepter l'Angleterre elle-même. La routine — bonne ou mauvaise — domine sur toute leur existence. Chez nous, par exemple, parmi les paysans, l'usage veut que le garçon se marie le plus tôt possible. Chez d'autres paysans, par exemple dans l'Italie du Nord et au Midi de la France, la règle est que le garçon ne doit pas se marier tant qu'il n'a pas trouvé une ferme à part, et pour cette raison un grand nombre de paysans se marient à un âge assez avancé. De ces deux coutumes, quelle est la bonne? ou bien sont-elles bonnes toutes les deux suivant les circonstances locales? cela importe peu ; ce qu'il importe de remarquer, c'est que toutes deux sont observées, et que les actions de chacun de ces paysans pris séparément, sont en conformité avec l'usage établi dans son pays. La soumission à l'usage écarte le développement des phénomènes non conformes avec cet usage; et, par exemple, parmi les paysans de la France méridionale, il n'y a guère de dépravation, quoique beaucoup d'entre eux se marient fort tard.

Mais la marche de la civilisation n'est pas vers le développement ou même vers la conservation de cette muette soumission à l'usage. Dans la population des villes, les hommes pensent déjà d'une manière indépen-

Digitized by Google

dante, et cette indépendance dans les idées, qui conduit à l'indépendance dans les actions, se répand des villes dans les villages. Or, la proportion de la population des villes s'accroît. Une partie considérable de chaque nation européenne a donc passé, et la partie restante ne manquera pas de passer aussi, dans une situation où les hommes ne peuvent plus observer la coutume que par calcul, mais où ils ne veulent pas se soumettre à ses conséquences s'ils les trouvent gênantes. La soumission aveugle et sincère de toutes les actions à l'usage, là où l'usage défend le mariage avant que l'on ne soit arrivé à un certain âge ou à une certaine position, peut ralentir la multiplication humaine tout en conservant la morale chez le peuple. Il en était ainsi autrefois. Maintenant, il n'en est pas tout-à-fait de même, et bientôt il en sera tout-à-fait autrement : l'individu s'émancipe. On sait quelle est la vie que mènent, dans la population des villes, les hommes qui ne peuvent pas se marier. Ils s'adonnent à l'amour physique tout autant que les hommes mariés, la seule différence est que les relations régulières y sont remplacées par d'autres. Si les unions hors mariage produisent moins d'enfants que les relations matrimoniales, ce n'est que là où elles sont encore considérées par l'opinion publique, comme quelque chose de honteux, c'est à dire que là où elles ne sont pas répandues dans la masse de la population. Si elles deviennent la règle générale, les hommes cessent d'en avoir honte et alors les unions hors mariage produisent tout autant d'enfants que la vie conjugale. S'il fallait, pour le bien de l'humanité, chercher à diminuer le nombre des naissances, on ne pourrait y parvenir ni par des phrases sur la contrainte dans l'amour physique

Digitized by Google

(phrases qui, étant donnée la nature de l'homme, seront toujours impuissantes), ni par des obstacles au mariage qui ne feraient que favoriser les unions hors mariage, lesquelles fournissent, lorsqu'elles sont répandues, le même nombre de naissances que le mariage lui-même.

Mais nous avons vu que ni à présent, ni dans le courant de plusieurs siècles, au moins pour les 10 générations suivantes, il n'y a et il n'y aura nulle nécessité de s'inquiéter de l'amoindrissement du nombre des naissances, parce qu'à présent la rapidité de la multiplication humaine ne constitue point, — et dans le courant de plusieurs siècles ne constituera, — la cause de la misère. Nous avons vu que la misère ne provient pas d'une loi de la nature, mais bien des institutions humaines; et que, sans ces dernières, l'état actuel de l'art agricole assure, pour plusieurs siècles, les hommes contre le manque de subsistances, en présence d'une multiplication humaine dont la rapidité soit compatible avec les conditions physiologiques de l'organisme.

Pour comprendre d'où provient en réalité le déficit dans le produit agricole avec la misère et ses autres conséquences, fixons notre attention sur deux circonstances: sur le rapport du capital fixe au profit, et sur la proportion de la population agricole dans le total de la population.

Toutes nos considérations précédentes sur le degré de perfectionnements agricoles qui est nécessaire pour combler le déficit quand les hommes se multiplient, étaient basées sur la supposition que la proportion de cette partie de la population qui s'occupe de l'agriculture reste la même, quand la population s'accroit. Cette condition est adoptée aussi par la théorie de Malthus, et on

Digitized by Google

ne peut agir autrement dans une science basée sur la méthode hypothétique : elle commence toujours l'élucidation des questions par leur réduction à l'aspect le plus simple, en abstrayant conditionnellement l'essence des choses de toutes les circonstances étrangères par lesquelles les choses sont modifiées en réalité. Mais après avoir élucidé l'essence des choses, la science se tourne vers l'examen des formes dans lesquelles elles sont enveloppées en réalité sous l'influence des autres éléments de la vie sociale.

Relativement à la proportion entre les agriculteurs et toute la masse de la population, on peut supposer encore deux cas, outre le cas le plus simple auquel nous nous sommes borné jusqu'à ce moment. Ce qui arriverait si la proportion restait la même, nous l'avons vu par nos déductions ; mais la proportion entre le nombre des agriculteurs et le nombre des habitants peut aussi diminuer ou s'accroître. Voyons d'abord quelles modifications subirait le degré demandé des perfectionnements agricoles, si la proportion des agriculteurs dans le total de la population s'accroissait.

Mettons que dans l'année à partir de laquelle nous commençons à compter, juste une moitié de la population s'occupait de l'agriculture, tandis que l'autre moitié s'occupait des travaux productifs ou du travail improductif. Mettons à présent que parmi les hommes qui affluent, plus d'une moitié s'adonne à l'agriculture, — c'est-à-dire que si quelques-uns des fils des agriculteurs deviennent artisans, marchands, etc., un plus grand nombre parmi les fils des artisans, marchands, etc., deviennent, en revanche, agriculteurs. Mettons que cette prépondérance dans la reversion des hommes vers les

Digitized by Google

occupations agricoles constitue une dixième partie seulement de l'accroissement des classes non agricoles. Pour simplifier le calcul, mettons que le nombre des agriculteurs est de 10 millions, tandis que la population entière est de 20 millions. Calculons les résultats de la multiplication d'après la période de doublement de 25 ans.

Le pour-cent de la multiplication, pour cette période de doublement, est, comme nous le savons, 2,81138; donc l'accroissement naturel des 10 millions d'agriculteurs dans le courant d'une année sera de 281,138 hommes. Outre cela, un dixième d'un même nombre (281,138) d'hommes ajoutés, c'est-à-dire 28,114 hommes, ont passé des autres classes aux travaux de l'agriculture. Aux agriculteurs d'autrefois, il sera ajouté en total : 309,252 hommes. D'après la théorie de Malthus, la productivité du travail des agriculteurs ajoutés, diminue proportionnellement à l'accroissement du nombre des laboureurs. Dans notre cas, la population s'est accrue $\frac{10,309,252}{10,000,000}$ fois. Voyons maintenant quelle sera la grandeur du produit de la seconde année, en supposant que dans la première année il était de 1 sur chaque habitant, ou de 2 sur chaque homme appartenant à la population agricole.

Les 10 millions de laboureurs anciens ont produit, comme autrefois, 20 millions d'unités de l'approvisionnement.

Le produit des 309,252 agriculteurs nouveaux se détermine d'après la proportion :

$$X : 2 \times 309,252 = 10,000,000 : 10,309,252.$$

De là on obtient : $X = 599,950$.

En total, le produit agricole de la deuxième année est

Digitized by Google

20,599,950 unités de l'approvisionnement, tandis que la population s'est élevée jusqu'à 20,562,276. Ainsi, sans tous les perfectionnements agricoles, le produit s'accroît avec une plus grande rapidité que la population; la baisse de la productivité des agriculteurs ajoutés est plus que compensée par l'accroissement du nombre d'agriculteurs dans la population. Grâce à cela, l'approvisionnement des habitants devient même plus abondant qu'autrefois : dans la première année il revenait à 1,00000 de l'approvisionnement par habitant, dans la deuxième année il est déjà de 1,00435. Du reste, il faut dire que cette influence de l'accroissement de la proportion des agriculteurs ira graduellement en s'affaiblissant, et on sentira enfin la nécessité de perfectionnements agricoles. D'ailleurs, l'influence de la porportion croissante des agriculteurs, influence qui réagit contre la baisse de la productivité, ne s'annule jamais complètement, et c'est pourquoi le pour-cent nécessaire de perfectionnements sera toujours un peu moindre qu'il devrait être dans le cas où la proportion des agriculteurs resterait la même. De combien précisément ce pour-cent sera moindre, étant données différentes grandeurs des chiffres et différentes distances de temps à partir de la première année, nous n'irons pas le calculer, et cela pour deux raisons : premièrement, parce que les calculs seraient par trop longs; secondement et principalement, parce que dans aucun pays ayant une population stable, les choses n'ont en réalité marché de telle façon, qu'avec la multiplication de la population, la proportion des agriculteurs dans le total de la population se fût accrue.

En réalité, la marche des choses présente toujours un caractère opposé. Dans les pays qui progressent, la po-

Digitized by Google

pulation des villes s'est toujours accrue avec une plus grande rapidité que le total de la population ; et même dans les villages, le nombre d'hommes s'occupant de travaux non agricoles ou ne s'occupant de rien, s'est toujours accrû plus rapidement que le nombre total de la population agricole. La proportion des agriculteurs dans le total de la population est allé partout en diminuant avec l'accroissement de la population et le développement de la civilisation. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur ce qui se passe autour de nous. Dans les villages, on voit s'accroître de plus en plus la proportion des hommes vivant d'un métier quelconque, du commerce, et ne labourant pas la terre. Dans les petites villes, qui, d'abord, s'occupaient de l'agriculture, une proportion de plus en plus grande d'habitants passe à d'autres professions. En général, la population des villes s'accroit plus rapidement que le nombre total d'habitants de l'empire. Les choses se sont toujours passées ainsi dans tous les pays qui sont entrés dans la voie du progrès économique; voyons donc quelle influence a ce changement sur le degré de perfectionnements nécessaire pour balancer le déficit dans le produit agricole, en présence de l'accroissement de la population. Certes, chacun de nos lecteurs dira sans hésiter : en présence de la diminution de la proportion des agriculteurs dans le total de la population, on a besoin de plus de perfectionnements agricoles qu'il ne faudrait si la proportion restait la même. Bon. Mais avec la plus minime diminution dans la proportion des agriculteurs, ce degré des perfectionnements nécessaires pour combler le déficit agricole, s'accroit selon une progression beaucoup plus radide que le lecteur ne l'imagine probablement.

Digitized by Google

Supposons de nouveau une société ayant 20 millions d'habitants, et 10 millions d'agriculteurs parmi eux ; prenons de nouveau 25 ans comme période de doublement, et mettons qu'une dixième partie des hommes ajoutés de la population agricole abandonne l'agriculture et passe à d'autres occupations. Nous savons qu'il y aura. pour la deuxième année, dans la population agricole. 281,138 hommes ajoutés ; de ce nombre un dixième (28,114) passe à d'autres occupations, et pour l'agriculture il reste 253,024 hommes. D'après le théorème de Malthus, la productivité du travail des agriculteurs ajoutés, diminue proportionnellement à l'accroissement du nombre total des laboureurs. Quelle est donc l'importance du produit agricole de la deuxième année? Le produit des agriculteurs ajoutés (en admettant la productivité primitive, comme dans l'exemple précédent, = 2), se détermine d'après la proportion :

$X : 2 \times 253,024 = 10,000,000 : 10,253,024$, d'où $X = 493,560$.

Ainsi, avec les 20,000,000 d'unités de l'approvisionnement, qui sont produites par le travail du nombre ancien d'agriculteurs, le produit entier de la seconde année (les perfectionnements agricoles n'étant pas réalisés) sera seulement de 20,493,560 unités de l'approvisionnement, tandis qu'il en faut, comme nous l'avons vu dans l'exemple précédent, 20,562,275 unités, parce que la population s'est accrue jusqu'à ce nombre. Il y a donc un déficit de 68,716 unités de l'approvisionnement. Ce déficit doit être comblé par des améliorations agricoles. Quelle est donc l'importance des améliorations nécessaires dans ce cas, en prenant la productivité primitive = P? Cette productivité, comme nous l'avons vu

Digitized by Google

par les éclaircissements antérieurs, doit être d'autant plus élevée au moyen des améliorations agricoles, que le produit demandé est supérieur au produit obtenu sans les améliorations.

X : P = 20,562,276 : 20,493,560.

De là nous obtenons : X = 1,003255.

Voyez donc, jusqu'à quel point la quantité d'améliorations nécessaires s'est accrue comparativement à celle qui était suffisante pour une période de doublement de 25 ans, la proportion des agriculteurs restant la même. Alors, l'amélioration annuelle de 0,07477 % était suffisante; à présent, il la faut de 03255 %, c'est-à-dire qu'elle doit être plus que quadruplée. Alors il suffisait de perfectionner l'agriculture, dans le courant d'un siècle, de 7,76 %; à présent, il faut l'élever, dans ce même laps de temps, de 38,4 %, c'est-à-dire de 5 fois plus que dans le premier cas.

Et cependant combien est insignifiante la diminution que nous avons admise dans la proportion des agriculteurs! La différence entre 10,281,138 agriculteurs, qui travailleraient durant la seconde année si la proportion était la même, et 10,255,024 agriculteurs qui travaillent, d'après la proportion que nous avons adoptée, — cette différence n'est que d'un peu plus que $^1/_4$ % (0,276). Par la diminution du nombre d'agriculteurs d'un quart de pour-cent, on se trouve dans la nécessité de réaliser des améliorations plus que quatre fois plus importantes.

Qu'aurons-nous donc si la proportion des agriculteurs dans le total de la population diminue selon une progression encore plus rapide. L'importance des améliorations nécessaires ira croissant selon une progression incomparablement plus rapide, et elle n'atteint cette grandeur

Digitized by Google

impossible, dont parlait Malthus, même quand la diminution de la proportion des agriculteurs n'est pas forte. Voici deux chiffres qui serviront d'exemple. Si nous supposons qu'un quart des hommes ajoutés à la population agricole, quitte l'agriculture, il faudra alors une proportion annuelle de perfectionnements de 0,7313 °/₀, et la proportion des perfectionnements nécessaires sera de 107,22 °/₀ pour un siècle ; mais si la moitié des hommes ajoutés à la population agricole quitte l'agriculture, il faudra alors une proportion annuelle de perfectionnements de 1,4062 °/₀, et la proportion pour un siècle sera de 303,86 °/₀. Il est bien difficile d'admettre la possibilité de la première de ces proportions dans les perfectionnements ; quant à la deuxième, elle est évidemment impossible. Qu'arrivera-t-il donc si un nombre d'hommes encore plus grand abandonne chaque année les travaux agricoles ! Or, dans l'histoire authentique des pays qui sont en voie de progrès, la diminution de la proportion des agriculteurs a été ordinairement plus considérable que celle qui se produit quand la moitié des hommes ajoutés à la population agricole passent de l'agriculture à d'autres occupations. La France va nous servir d'exemple. Avant la Révolution, 70 ans environ avant nous, la France comptait environ 24 millions d'habitants, et à présent (en 1860) elle en compte 36 millions ; de sorte que l'accroissement est d'environ 50 °/₀. Le nombre d'hommes qui s'occupent des travaux agricoles constitue à présent environ une moitié de la population entière. Quel est le nombre d'hommes qui s'occupaient de l'agriculture à l'époque de 1790 ? Il va sans dire qu'on ne le sait pas exactement ; mais si ce n'était que la moitié des hommes ajoutés depuis ce

Digitized by Google

temps-là à la population agricole, qui fût passée à d'autres occcupations, il ressortirait de là qu'en 1790 l'agriculture était l'occupation de 60 °/o de la population d'abord ; et toute la quantité d'hommes dont la proportion de la population non-agricole s'est accrue depuis ce temps-là, est seulement de 10 °/o de la population actuelle ou d'environ 3,600,000 hommes. Qui ne voit que ce nombre est par trop petit? La population de Paris s'est accrue à elle seule dans ces 70 ans de près d'un million, et ce n'est pas par la multiplication des anciens habitants, mais par l'affluence des hommes venant de la province ; la population des autres villes s'est aussi accrue par cette voie, et dans la plupart des villes elle a doublé ; dans les villages eux-mêmes, le nombre d'hommes s'occupant, non de l'agriculture, mais de l'industrie manufacturière ou des métiers, a doublé tout au moins. Donc, si plus de 3,600,000 parmi les 17 ou 18 millions d'hommes qui composent actuellement la population non agricole sont originaires de la population agricole, l'ensemble de ceux qui ont abandonné l'agriculture pour d'autres occupations constitue alors plus de la moitié du chiffre qui représente l'accroissement de la population agricole à partir de 1790.

Oui, Malthus avait raison de dire qu'avec la multiplication de la population apparaît le déficit dans le produit agricole, déficit qui ne peut être comblé par toutes les améliorations possibles dans l'agriculture, et qui produit la misère avec ses conséquences. Seulement, Malthus avait tort de s'arrêter sur la simultanéité de ces deux phénomènes et de considérer tout simplement l'un d'eux comme étant la cause de l'autre, tandis que le rapport entre eux n'est qu'un rapport de simultanéité et non un

Digitized by Google

rapport de cause à effet ; ils ne proviennent pas l'un de l'autre, mais chacun d'eux a une cause à part. La multiplication est produite par les perfectionnements de la technique agricole, par l'amélioration dans la qualité du travail, par l'amélioration des coutumes et des lois, enfin par les progrès de la civilisation. Le déficit est produit parce que, malgré le progrès de la civilisation, il reste encore, dans la vie sociale, par trop de relations qui altèrent le caractère de la civilisation. Nous venons d'examiner une de ces altérations : elle consiste en ce que les professions urbaines et, en général, les professions non agricoles, ainsi que la vie oisive, se développent, au détriment des occupations agricoles, plus rapidement que les progrès de la technique agricole ne le permettraient sans nuire à la nation. Dans la vie sociale tout a sa limite, et cette limite, on ne peut la dépasser sans nuire à la nation. Certainement, c'est fort bien de se soucier de l'élégance de l'habit, de l'ornement des habitations et de tout ce qui constitue les beautés d'une vie comme il faut. Mais si pour ces objets la nation enlève à l'agriculture plus de bras qu'il n'est permis par le progrès dans l'art agricole, la nation manquera de blé, qu'elle se multiplie ou qu'elle ne se multiplie pas, cela est indifférent. Nous prions le lecteur de se rappeler notre étude sur la production avantageuse et la production désavantageuse (p. 93-112), et sur la répartition de la puissance d'achat (p. 225-232).

Le passage des bras de l'agriculture à d'autres occupation où à la vie oisive, passage ne correspondant pas aux besoins de la nation et à la proportion des progrès réalisés dans la technique agricole, — voilà une des causes du déficit dans le produit agricole. L'autre cause,

Digitized by Google

nous la découvrirons si nous aprofondissons le caractère du fait qui se nomme amélioration agricole.

Quel est le caractère économique général de chaque amélioration dans quelque production que ce soit? La production peut s'améliorer ou par l'amélioration dans les qualités du travail, c'est-à-dire dans les qualités de l'ouvrier, ou par l'amélioration dans les instruments du travail (l'amélioration de la matière première est toujours la conséquence de l'amélioration dans sa production, c'est donc toujours la conséquence de l'amélioration ou de l'ouvrier ou des instruments). Pour rendre l'ouvrier plus habile, une dépense de capital est nécessaire pour perfectionner le milieu où l'ouvrier vit (le lecteur sait que nulle amélioration dans l'état social ne se produit sans efforts, c'est-à dire sans dépense de travail, or la possibilité de dépenser du travail est donnée par la dépense du capital). Que l'amélioration des instruments de travail constitue une dépense de capital, cela va sans dire. Toutes ces dépenses sont de telle nature, qu'on rentre dans les débours, non point par une seule opération productive, mais seulement par une longue série d'opérations; c'est-à-dire que toutes elles appartiennent à la catégorie du capital fixe. Toute amélioration de la production n'est donc pas autre chose que l'accroissement du capital fixe. Mais l'acccroissement du capital fixe est-il toujours avantageux pour le possesseur du capital, quand cela est avantageux pour la société? C'est là une question encore. Il est très-facile d'y répondre.

Supposons une société ayant 10,000 habitants, ou 2,000 familles avec 2,000 hommes adultes, dont nous allons parler exclusivement, en considérant (pour la simplification de l'hypothèse) l'homme adulte comme le

Digitized by Google

représentant des éléments de la production, de la distribution et de la consommation pour toute la famille. Que la répartition de ces hommes d'après leur état soit celle-ci :

1,000	laboureurs ;
500	hommes s'occupant des autres branches du travail avantageux ;
400	ouvriers occupés au travail désavantageux ;
100	propriétaires et capitalistes louant le travail des 1,900 membres restants de la société ;
Au total : 2,000	hommes.

Pour simplifier l'hypothèse, laissons de côté toutes les branches de la production autres que l'agriculture, et tous les éléments du salaire autres que le pain.

Mettons qu'il faille, pour l'approvisionnement, 4 tchetverts de blé par tête, et que 1,000 agriculteurs produisent 40,000 tchetverts chacun.

Mettons que la rente et le profit des capitalistes constituent un quart du produit, c'est-à-dire 10,000 tchetverts. Les 30,000 tchetverts restants formeront le salaire, qui sera conséquemment de 30 tchetverts par ouvrier.

Telle fut la situation de la société durant la première année. Mettons maintenant que cette société se multiplie par 2 °/₀. Pour la simplification de l'hypothèse, il faut admettre que la proportion des agriculteurs et le salaire restent les mêmes. Voyons donc à présent ce qui arrivera à la société dans la deuxième année.

Lorsque la rapidité de la multiplication des hommes est de 2 °/₀, il faut, d'après le théorème de Malthus, pour

Digitized by Google

combler le déficit, une proportion d'améliorations de 0,0385 °/₀ : mettons de 0,04 °/₀ pour faciliter le calcul. Une telle proportion d'améliorations étant donnée, 1,020 laboureurs de la deuxième année produiront comme auparavant 40 tchetverts chacun, 40,800 tchetverts au total ; et la population, qui s'est accrue de 10,000 hommes, aura comme auparavant 4 tchetverts par habitant, ce qui est nécessaire pour le complet approvisionnement de l'homme. Mais si aucune amélioration n'est produite, on aura alors, dans le produit de la deuxième année, un déficit de 0,04 °/₀ par rapport au produit demandé, c'est-à dire un déficit de 16,32 tchetverts ; mettons 16 tchetverts pour faciliter le calcul. En comptant 4 tchetverts par tête, on voit que 4 hommes manquent d'approvisionnement, et il surgit une telle misère et de telles privations que 4 hommes périssent.

La question maintenant est de savoir si ces améliorations seront produites ou si elles ne le seront pas?

Cela dépend de la quantité de travail nécessaire pour produire les améliorations qui donneront au produit un accroissement de 16 tchetverts.

Pour cela, il est peut-être nécessaire de protéger par un petit fossé un lot de terrain de 4 arpents contre les eaux printanières qui y coulent de la colline voisine et emportent les semences. Ce fossé peut être creusé, dans le courant d'une année, par 2 ouvriers. La dépense du capital nécessaire pour produire l'amélioration sera, dans ce cas, de 60 tchetverts (le louage de 2 ouvriers, à raison d'un paiement de 30 tchetverts à chacun d'eux). En transformant 60 tchetverts en capital fixe, on obtient 16 tchetverts de revenu, — cela signifie que le capital dépensé donne un profit de 27 °/₀. Il n'y a pas en Eu-

Digitized by Google

rope un propriétaire ou un capitaliste sensé qui ne ferait avec plaisir une telle amélioration. S'il ne fallait que de pareilles améliorations, il n'y aurait pas de misère en Europe.

Mais peut-être tous les champs qui en ont besoin sont-ils déjà protégés par de pareils fossés, et l'amélioration demandée consiste dans le dessèchement d'un marais occupant 4 arpents. Si ce marais est desséché, chacun de ces arpents donnera 4 tchetverts et 16 tchetverts de déficit seront comblés par cette amélioration. Mais le dessèchement du marais exige le travail annuel de 10 hommes, c'est-à-dire (30 tchetverts par ouvrier) demande une dépense de 300 tchetverts. Les 16 tchetverts de profit pour ce capital ne constituent qu'un peu plus de 5 %. Dans certains pays, il ne se trouvera que peu de propriétaires qui dédaigneront un tel revenu, tandis que la majeure partie considérera l'amélioration comme avantageuse pour eux. Dans de tels pays, la majeure partie du déficit sera comblée par l'amélioration, et il n'y aura pas beaucoup de misère. Dans d'autres pays, un tel pour-cent de profit, pour tout capitaliste sensé, paraitra trop minime ; aucune partie de l'amélioration demandée ne sera exécutée et l'effet du déficit se montrera dans toute sa plénitude. C'est précisément de ce cas que parle Mill dans le chapitre traitant de l'accroissement du capital, quand il nous explique que la proportion des amélioration exécutées dépend de la grandeur du pour-cent de profit qui paraitra suffisamment attrayante pour le capitaliste.

Mais un troisième cas se présente. Il se pourrait que les marais, dont le dessèchement est facile, fussent déjà desséchés, et qu'il n'y ait que quelque fondrière entourée

Digitized by Google

de collines qui reste encore inculte. Supposons que pour dessécher 4 arpents de la fondrière qui donneront 16 tchetverts, il faille creuser un assez grand canal, dont la construction demanderait le travail annuel de 200 hommes, c'est-à dire à raison de 30 tchetverts par ouvrier, qu'il demanderait une dépense de 6,000 tchetverts. Sur ce capital, le profit de 16 tchetverts ne constituera que 0,27 %, c'est-à dire un peu plus que $^1/_4$ %. Quelque grande que soit la disposition de la nation à l'épargne, quelque élevé que soit le degré d'intensité auquel puisse parvenir le désir de l'accumulation, ce désir ne sera jamais si grand que le profit de $^1/_4$ % puisse sembler suffisamment attrayant pour un homme sensé.

En effet, quel est le sacrifice que les propriétaires et les capitalistes devraient faire, pour obtenir un profit aussi minime? Rappelons-nous la répartition des ouvriers entre diverses occupations. Dans la première année, nous avons eu 1,000 laboureurs, 500 autres ouvriers occupés du travail avantageux et 400 ouvriers s'occupant du travail désavantageux. La multiplication humaine étant de 2 %, on aura pour la deuxième année :

	1,020	laboureurs,
	510	autres ouvriers avantageux,
	408	ouvriers occupés au travail désavantageux.
Total	1,938	ouvriers.

De ces trois catégories, une seule, celle des ouvriers, s'occupant du travail désavantageux, peut servir de source d'où, sans nuire à la société, une partie d'ouvriers peut être dirigée vers la production des améliorations agricoles. Mais c'est précisément cette catégorie qui s'oc-

Digitized by Google

cupe des affaires dont dépendent le grand confort et les splendeurs de la vie des propriétaires et des capitalistes, — cette catégorie se compose des domestiques, des artisans fabriquant les objets de luxe, des artistes, etc. Pour produire l'amélioration demandée, il faut que de ces 408 ouvriers, il passe au travail ayant pour résultat la production du blé, 200 hommes, c'est-à-dire presque toute une moitié. Cela revient à dire que les accessoires de la vie des propriétaires et des capitalistes deviendraient deux fois moins brillants, et qu'ils auraient deux fois moins d'objets de luxe qu'auparavant. Celui qui avait un valet et un cocher conserverait le valet seul, parce que le cocher serait allé servir à la production de l'amélioration agricole: autrefois le propriétaire ou le capitaliste avait sa propre voiture, à présent il est forcé de marcher à pied ou d'avoir recours à l'omnibus. Par quoi un tel sacrifice est-il compensé? Si l'amélioration n'est pas faite, le produit de la deuxième année sera de 40,784 tchetverts, dont un quart — c'est-à-dire 10,166 tchetverts — constituera la rente des propriétaires et le profit des capitalistes; si l'amélioration est effectuée, à ces 10,196 tchetverts seront ajoutés encore 10 tchetverts constituant le revenu pour le capital dépensé. En effectuant l'amélioration, le revenu des propriétaires et des capitalistes serait augmenté de 0,15 %; mais il leur faudrait pour cela mener, durant toute une année, une vie deux fois plus modeste. Une telle lésinerie n'est pas dans la nature de l'homme; aucun homme raisonnable n'agira de la sorte.

Mais si l'exécution de l'amélioration demandée n'est pas conforme, dans ce dernier cas, avec les avantages des propriétaires et des capitalistes, elle est toute autre par

Digitized by Google

rapport à la nation. Nous avons vu que pour la nation la question de l'exécution ou de la non-exécution de l'amélioration, c'est la question de la conservation du bien-être ou de l'apparition d'une misère atteignant une telle proportion qu'on voit se manifester chez la nation la mort de faim. Pour la nation, le dilemme est tel qu'une société raisonnable ne peut hésiter dans le choix : il lui est avantageux de prodiguer ses efforts, quelque grands qu'ils soient, pour échapper au déficit agricole. Il ne s'agit que de ceci : la société a t-elle la possibilité d'accomplir la besogne qui lui est nécessaire, d'exécuter l'amélioration demandée. Dans notre exemple, elle en a la possibilité. Elle compte dans la deuxième année 408 ouvriers, dont le travail ne concourt aucunement au bien-être social ; elle peut, sans se faire dommage, transporter la partie exigée, quelque grande qu'elle soit, ou la masse entière de ces ouvriers, à la production des perfectionnements agricoles. Il en résulte que pour obtenir les 16 tchetverts de blé nécessaires pour combler le déficit, elle peut, non avec perte, mais avec profit pour elle, exécuter l'amélioration qui réclame le travail annuel de 200 hommes, c'est-à-dire une dépense de 6,000 tchetverts de blé; elle peut exécuter, avec profit pour elle, même une amélioration qui réclamerait le travail annuel de 408 ouvriers, c'est-à-dire une dépense de 2,240 tchetverts pour obtenir une augmentation du produit, une augmentation donnant seulement 16 tchetverts, c'est-à-dire 0,13 % seulement de profit pour le capital ; pour un capitaliste, la dépense en vue d'un profit aussi minime est tout bonnement absurde; mais ce n'est point par le calcul des pour-cent du profit pour le capital, que la société se guiderait dans ce cas,

Digitized by Google

mais tout simplement par la nécessité d'échapper aux souffrances qui naîtraient du déficit agricole. Tant qu'on y emploie les bras des hommes qui, étant autrement employés, ne concourraient pas au bien-être social, tout profit tiré de leur travail appliqué à une amélioration agricole, constituera un profit net pour la société. La société, de même que le capitaliste, ne commencera à calculer la grandeur du profit pour le capital dépensé, que si les bras dirigés vers la production étaient arrachés à d'autres occupations avantageuses, — ceci sera déjà déterminé par le calcul du profit donné par le travail dans ces deux cas différents. Par exemple, si le travail annuel d'un tisserand produit trois cents archines de toile ou de calicot pour le vêtement de 10 hommes, il sera désavantageux d'arracher ce tisserand de sa besogne pour le faire travailler à une amélioration agricole ne donnant qu'un quart de 1 %, comme cela a lieu dans notre exemple précédent, où le travail de 200 hommes (la dépense de 6,000 tchetverts) augmente le produit de 16 tchetverts seulement. Dans ce cas-ci, le travail d'un homme, appliqué à une amélioration agricole, ajoute au produit primitif, 0,08 tchetverts seulement ; or, pour approvisionner un homme pendant une année, il faut, d'après notre hypothèse, 4 tchetverts de blé ; donc, le travail annuel d'un homme, appliqué à une amélioration agricole, servira à procurer la nourriture seulement à un homme et seulement pendant une semaine ; si donc, le tisserand abandonne son ancienne profession, 10 hommes manqueront durant une année entière de vêtements suffisants ; un tel échange n'est pas avantageux pour la société ; il en résulterait pour elle, par suite du manque de vêtements, des souffrances plus considérables que

Digitized by Google

celles qui se trouveraient soulagées par une pareille augmentation des subsistances. Mais les bras qui ne sont pas occupés par une production avantageuse pour la société, peuvent, sans aucune perte pour cette dernière, être tournés vers la production des améliorations agricoles : quelle que soit l'augmentation de produit agricole que l'on obtienne de leur travail, cette augmentation constituera toujours un gain net. Tant qu'il s'agit de fournir à la société les subsistances en quantité suffisante, c'est la production d'objets de première nécessité qui apparait comme travail avantageux pour la société, et, du point de vue des besoins sociaux, sont oisifs ou travaillent d'une manière désavantageuse pour la société, tous les bras occupés par la production des objets qui ne sont pas de première nécessité, sans même parler des bras qui ne font rien.

Ainsi la grandeur de la dépense de capital fixe, dépense que la société peut, sans dommage pour elle, appliquer à des améliorations agricoles, est déterminée par la proportion du nombre d'hommes non occupés dans la société à la production d'objets de première nécessité, comparativement au nombre des laboureurs.

Nous avons vu, par exemple, que si la période de doublement était de 25 ans, la proportion annuelle nécessaire d'améliorations agricoles serait de 0,074768 %. Cela signifie, que si dans une société se multipliant avec une rapidité qui double le nombre des hommes en 25 ans, il faut 10,000 tchetverts de blé pour approvisionner suffisamment pendant une année cette population croissante, on aurait, sans l'exécution des améliorations agricoles, un déficit d'environ 7 ½ tchetverts ;

Digitized by Google

il faut donc exécuter dans le courant de l'année des améliorations telles qu'elles donneraient au produit un accroissement de 7 ½ tchetverts. Mettons que dans cette société 200 ouvriers s'occupent de l'agriculture. Chaque ouvrier doit produire 50 tchetverts. Ces 50 tchetverts, nous les nommerons unité du capital agricole. Mettons à présent que dans la société on compte, par 100 laboureurs, 10 hommes occupés par des productions désavantageuses pour la société ou complétement inoccupés. Tous ces gens-là, sans la moindre perte pour la société, peuvent se mettre à la production des améliorations agricoles et le profit tiré des améliorations qu'ils produiront sera un gain net pour la société. Il existe dans notre société 20 hommes de ce genre pour 200 laboureurs, nombre que nous avons supposé. La société peut, par conséquent, occuper 20 hommes pour exécuter l'amélioration agricole. Quel est donc le revenu que procurera le travail de chacun d'eux, comparativement à l'unité du capital agricole! Si le travail de 20 hommes donne un revenu de 7 ½ tchetverts, il est évident que le travail de chacun d'eux en donnera 0,375. Or, nous avons admis 50 tchetverts comme unité du capital agricole; sur ce capiial 0.375 de tchetverts constitue 0.75 % Nous voyons par là, que si dans une société donnée, la période de doublement était de 25 ans, le nombre des bras oisifs ou occupés par la production d'objets qui ne sont pas de première nécessité étant égal à un dixième du nombre des agriculteurs, la société pourrait alors produire, avec avantage pour elle, même des améliorations agricoles qui ne donneraient en produit que ¾ % sur le capital dépensé. On peut de cette façon trouver la limite du revenu obtenu par les améliorations agricoles, revenu

Digitized by Google

avantageux pour la société, en présence de chaque autre proportion d'hommes oisifs ou d'hommes occupés par le travail désavantageux, comparativement au nombre des laboureurs.

Dans le tableau ci-dessous nous livrons aux méditations du lecteur les chiffres pour certaines de ces proportions :

Pour 100 laboureurs, mettons qu'il y ait, dans la société, comme nombre d'hommes oisifs ou occupés au travail désavantageux.	Grandeur de revenu obtenu par les améliorations agricoles, revenu avantageux pour la société, en admettant que le capital dépensé pour elles = 100.
1	7,47680
2	3 73840
3	2 49227
4	1,86820
5	1,49536
6	1.25615
7	1,06811
8	0,93410
9	0.83076
10	0.74768
20	0,37384
30	0,24923
40	0,18682
50	0,14954
60	0,12461
70	0,10681
80	0,09341
90	0,08308
100	0,07477

Nous sommes tellement habitués d'apprécier tout au moyen de l'argent, que parfois les résultats de la grandeur et du caractère des notions économiques ne devien-

Digitized by Google

nent clairs qu'après avoir été exprimés sous cette forme. Exprimons donc en argent les résultats que nous avons obtenus.

Au point de vue de la théorie de Malthus, le salaire de l'ouvrier se divise en deux parties : l'une d'elles a pour destination d'approvisionner de nourriture l'ouvrier et sa famille; l'autre, de satisfaire à tous les autres besoins de l'ouvrier. En admettant que les dépenses de l'ouvrier pour la nourriture constituent $^2/_3$ de toutes ses dépenses, et que les dépenses pour la demeure, le vêtement et tous les autres besoins ne constituent que $^1/_3$ du total des dépenses, nous mettons certainement, pour cette dernière partie, une proportion trop petite, et une proportion trop grande, par conséquent, pour la première. Mais mettons, néanmons, que $^2/_3$ des dépenses de l'ouvrier, c'est-à-dire $^2/_3$ du salaire, soient destinés à la nourriture.

Personne ne dit que la quantité de vêtements, de demeures et d'autres objets nécessaires, ne peut accroître aussi rapidement que la population ; et dans la question de la difficulté de trouver le capital nécessaire pour obtenir l'accroissement de la production, on n'entend par là qu'une partie du capital, la nourriture. Pour cette raison, si l'on veut déterminer le nombre d'ouvriers que la société peut diriger vers la production des améliorations agricoles, il ne faut tenir compte que de la quantité de nourriture nécessaire pour ce nombre d'ouvriers.

On admet ordinairement 4 hommes (enfants, femmes et vieillards) par chaque famille ayant un ouvrier adulte et apte au travail. Mettons que pour approvisionner un homme il faille, en moyenne, 4 tchetverts de blé. S'il en

Digitized by Google

est ainsi, il faut alors pour l'approvisionnement de l'ouvrier avec sa famille, en moyenne 20 tchetverts. Avec 100,000 tchetverts on entretiendra 5,000 familles.

En admettant que le prix de chaque tchetvert de blé soit de 3 roubles, nous voyons que pour s'approvisionner et approvisionner sa famille, l'ouvrier dépensera 60 roubles. D'après la proportion que nous avons adoptée, cela constitue les $^2/_3$ de toutes ses dépenses urgentes. Ainsi, la grandeur moyenne du salaire sera ($^2/_3 : 1 = 60 : X$; de là $X =$) 90 roubles.

Il en résulte, que la dépense de 100,000 tchetverts pour obtenir 374 tchetverts d'augmentation dans le produit, correspond à la dépense de 450,000 roubles pour louer 5,000 ouvriers ($90 \times 5{,}000 = 450{,}000$).

Que signifie cette possibilité de dépenser 450,000 roubles pour obtenir un revenu de 374 tchetverts, le prix du blé étant de 3 roubles le tchetvert, et le salaire étant de 90 roubles par an? Quelles sont donc les améliorations agricoles qui sont possibles en présence d'une telle grandeur de la dépense du capital?

Vous direz : « le drainage, l'engrais liquide, l'entretien du bétail à l'étable. » — Non, c'est trop peu, beaucoup trop peu ; ces améliorations donnent une augmentation de 374 tchetverts avec une dépense d'une vingtaine ou d'une quinzaine de mille roubles. Vous direz : « la culture des champs poussée à un degré de perfectionnement semblable à celui avec lequel on cultive aujourd'hui les potagers. » — C'est encore beaucoup trop peu ; il suffit pour cela d'une dépense d'environ deux centaines de roubles par arpent, elle vous donnera pour sûr une augmentation plus grande que de 1 tchetvert, en comparaison de la culture à plusieurs assolements,

Digitized by Google

et pour obtenir l'augmentation de 374 tchetverts, il vous faudra dépenser une quarantaine ou une cinquantaine de mille roubles en tout. Oui, c'est trop peu, beaucoup trop peu ; il y a possibilité de faire des améliorations d'un degré incomparablement plus élevé. Mettez que la récolte obtenue sur un arpent ne donne que 5 tchetverts, pour obtenir 374 tchetverts il suffira de transformer 75 arpents de terrain non cultivable en un terrain cultivable, c'est-à-dire qu'on peut y dépenser 6,000 roubles sur chaque arpent. En dépensant une pareille somme, on peut convertir en champs un steppe quelque stérile qu'il soit, transformer tout le Sahara en un pays florissant.

Mais c'est d'après la période de doublement de 25 ans, que nous avons fait notre calcul ; or, nous avons vu nous-mêmes qu'elle est improbablement courte; que la période de doublement de 35 ans doit être considérée comme la plus rapide période possible. La grandeur de la dépense possible du capital, en adoptant une telle période, s'accroît dans une énorme proportion. Voici une table, que nous livrons à la méditation du lecteur, où sont exposées les limites inférieures du revenu qui peut être obtenu, avantageusement pour la société, au moyen d'améliorations agricoles en présence de cette période ; on y trouvera le calcul de la somme que la société peut dépenser à la transformation d'un arpent de terrain non cultivable en un terrain cultivable (ce calcul est construit sur la même base d'où nous avons déduit la possibilité de dépenser 6,000 roubles par arpent, étant données une période de doublement de 25 ans et la possibilité d'occuper à la production des améliorations agricoles, 20 ouvriers pour 100 laboureurs).

Digitized by Google

Nombre d'hommes oisifs ou occupés au travail désavantageux pour la société, pour 100 laboureurs.	Minimum de pour-cent du revenu que la société peut, avec avantage, tirer des améliorations agricoles, en adoptant la quantité de blé dépensée à l'entretien des ouvriers = 100,000	Somme qui peut être, avec avantage pour la société, dépensée à la transformation du terrain non cultivable en terrain cultivable, le prix du blé étant de 3 roubles le tchetvert.
1	3,84445 %	588 roubles.
2	1.92221	1,176 —
3	1,28148	1,764 —
4	0,96111	2,351 —
5	0,76888	2,939 —
6	0,64074	3,527 —
7	0,54920	4,150 —
8	0,48056	3,705 —
9	0,42716	5,291 —
10	0,38444	5,879 —
20	0,19222	11,757 —
30	0,12815	17,636 —
40	0.09611	23,514 —
50	0,07689	29.393 —
60	0,06407	35,271 —
70	0,05492	41,150 —
80	0,04806	47.029 —
90	0,04272	52,907 —
100	0,03844	58,786 —

Le lecteur comprend ce que veulent dire ces chiffres du minimum de revenu et du maximum de dépense du capital. Si une société peut, sans les arracher à d'autres productions avantageuses, diriger vers la production des améliorations agricoles, un nombre d'ouvriers égal, par exemple, à un cinquième du nombre des laboureurs (dans la table ci-dessus 20 %), alors, quelque rapide que soit la multiplication des hommes, cette société ne doit pas manquer de subsistances, tant que ne seront accomplies toutes les améliorations donnant au produit une augmentation de ⅕ % (ou, à proprement parler, une

Digitized by Google

augmentation un peu moindre, 0,192 % seulement), comparativement à la quantité de blé, consommée par les ouvriers qui ont exécuté l'amélioration. En d'autres termes, cette société ne doit pas manquer de subsistances, tant que ne seront pas transformées en champs toutes les terres non cultivables, dont la transformation en terres cultivables demande une dépense moindre que de 12 mille roubles par arpent (le prix du blé étant de 3 roubles le tchetvert ; lorsque ce prix est plus élevé, la somme de la plus grande dépense possible s'élèverait alors proportionnellement ; par exemple, le prix du blé étant de 6 roubles le tchetvert, la dépense en numéraire serait exprimée par un chiffre deux fois plus grand, environ 24 mille roubles). Il va de soi que la plus grande dépense possible pour l'augmentation du produit des terres déjà cultivées s'accroit dans la même proportion. Comme base du calcul de la dépense nécessaire pour transformer en champs des terres non cultivables, nous avons admis que la récolte pour un arpent de terrain est de 5 tchetverts; cela signifie que pour faire accroître de 1 tchetvert par arpent la récolte due aux terres cultivées, on peut dépenser plus de 2,300 roubles ; ou, pour faire accroître la récolte de $^1/_{10}$ de tchetvert, on peut dépenser plus de 230 roubles pour chaque arpent déjà cultivé. Tant que toutes les améliorations donnant un si petit pour-cent de revenu sur le capital dépensé, ne sont pas accomplies, tant qu'on peut faire des améliorations donnant un plus grand pour-cent de revenu dans le produit agricole, — jusqu'à ce temps, malgré la multiplication humaine la plus rapide possible, il y aura un surplus sur la consommation normale de l'année précédente; c'est-à-dire qu'il reviendra à chaque habitant plus de nourriture

Digitized by Google

qu'auparavant ; c'est-à-dire que le bien-être de la société, par rapport aux subsistances, ira croissant chaque année, même en présence de la multiplication la plus rapide que comporte l'organisme humain.

A en juger d'après les notions actuelles, il faut alors dire que nous ne sommes pas en état même de nous imaginer qu'il puisse arriver un temps où, dans un pays quelconque, il ne resterait possible d'exécuter une infinité d'améliorations agricoles donnant plus de $^1/_5$ % sur la partie du capital consommée par les ouvriers sous forme de nourriture. Tout le pays doit se transformer, nous ne dirons pas en un potager ou en un jardin, mais en une masse continue d'orangeries, avant qu'il arrivera à la nécessité d'entreprendre des améliorations agricoles donnant moins qu'une proportion si minime de revenu.

Digitized by Google

V

CONCLUSION GÉNÉRALE

Je voudrais dire beaucoup de choses encore sur la question soulevée par la théorie de Malthus. Mais il n'y a que trop de pages déjà consacrées aux éclaircissements précédents ; les dimensions de l'ouvrage ne permettent pas d'en augmenter le nombre. Ce ne serait encore rien, mais, malheureusement, il y a aussi une autre cause qui m'empêche de pousser ces recherches jusqu'aux limites qu'il faudrait leur donner ; j'ai déjà indiqué cette cause. Je ne possède pas pour le moment les connaissances qu'il faudrait avoir pour l'élaboration ultérieure de la question. Je laisse la continuation de la besogne à d'autres, dont la fortune a plus favorisé l'instruction que la mienne, et à qui elle a donné plus de loisir après le labeur pour gagner l'existence. Il est temps que je finisse.

En abandonnant ces recherches que je voudrais ne pas abandonner, je ferai une esquisse de la situation où restent maintenant les choses.

Digitized by Google

Malthus a rendu un grand service à la science en montrant, d'une manière ostensible, ce fait, que sur une seule et même quantité de terrain, avec le seul et même état des relations sociales et de la technique agricole, en un mot, toutes les autres conditions restant les mêmes. la productivité du travail d'un laboureur est d'autant plus grande que le nombre des laboureurs est plus petit, et, au contraire, plus le nombre total des laboureurs est grand, plus la productivité du travail de chacun d'eux est petite.

Mais en se livrant à ces recherches dans un but réactionnaire, Malthus termina ses recherches dès qu'il lui parut qu'elles l'eurent amené à son but spécial, qu'elles lui eurent fourni l'argument contre les théories radicales.

Pour cette raison, l'examen de la question reste inachevée, et nous voyons que les déductions de Malthus sont faites à la légère, ne correspondent pas à la vérité.

Avec quelle rapidité s'opèrerait la multiplication des hommes, si la misère ne la ralentissait pas en exterminant les hommes par la faim, par la grossièreté des relations, par les maladies? La période de doublement en 25 ans, qui paraissait très possible à Malthus, se trouve être impossible de par les conditions physiologiques mêmes de l'organisme humain. La plus courte période possible de doublement est probablement d'une moitié plus longue que ce terme. Il est douteux que les hommes, d'après la nature même de leur organisme, dans le bien-être le plus complet, se multiplient avec une rapidité plus grande que de 2 % par an, par périodes de doublement moindres que de 35 ans.

Le pour-cent des naissances qui est nécessaire pour

Digitized by Google

avoir une telle rapidité dans la multiplication, avec l'absence complète de la misère et de toutes ses conséquences, — ce pour-cent de la multplication n'est possible qu'en présence de l'extrême grossièreté des mœurs, de l'ignorance profonde des masses, des coutumes nées de la misère. Il est épuisant, pour l'organisme de la femme, sans même parler de ce qu'il n'est réalisable qu'en manquant complètement de respect envers les penchants naturels de la femme.

A mesure que les relations sociales et la vie domestique s'améliorent, le pour-cent des naissances doit aller en diminuant sans la moindre compression des penchants organiques de l'homme. La question ne consiste donc qu'en ceci : quel est le degré de civilisation des masses qui amènerait un tel pour-cent des naissances, que celles-ci seraient à peine suffisantes pour combler le minimum de mortalité inévitable d'après la nature de l'organisme, dans une situation de bien-être complet? A en juger d'après ce fait que parmi les naissances d'à présent une énorme partie n'est produite que par la grossièreté extrême des relations de famille et des notions morales répandues dans la masse de la population des pays les plus civilisés, il faut croire qu'avec une amélioration, même peu importante, de la situation des masses, la multiplication humaine aurait cessé. Mais pour indiquer ce degré avec plus de précision, il faut des recherches que nous n'avons pu faire.

Du reste, quelle que soit la grandeur des progrès à accomplir dans l'état matériel et intellectuel des masses pour mettre le nombre des naissances en conformité avec les forces physiques et les penchants naturels de la

Digitized by Google

femme, quels que soient ces progrès ralentissant d'abord et puis arrêtant complètement la multiplication ; l'état actuel de la technique agricole est tel qu'il est en mesure d'écarter, pour plusieurs siècles, quelque rapide que soit la multiplication, le déficit dans le produit agricole, pourvu que les hommes eux-mêmes veulent bien s'en soucier.

Quant à la progression suivant laquelle la productivité du travail agricole s'affaiblit lorsque les laboureurs se multiplient et lorsqu'il n'y a pas de perfectionnements, Malthus ne s'est pas donné la peine de la déterminer d'une manière quelque peu convenable, et il en a parlé avec tout autant de légèreté que de la faculté des hommes à se multiplier. Pour déterminer cette progression d'une manière fondamentale, il faut une exploration très-compliquée des données cadastrales et des données agronomiques, en général, pour chaque pays ; ni Malthus, ni ses disciples n'ont fait rien de semblable. En présence d'une telle ignorance du sujet, on ne peut jusqu'à présent dire rien de positif sur la grandeur des améliorations, qui seraient effectivement nécessaires pour combler le déficit dans le produit agricole, ou pour équilibrer ce produit avec les besoins de la population croissante. Dans l'état actuel des connaissances, on voit seulement que la progression de l'amoindrissement de la productivité telle qu'elle se présentait aux idées de Malthus, confuses sur ce sujet, est incomparablement plus forte que toutes les progressions réelles (différentes pour les divers pays) ; et, pour cette raison, l'importance des améliorations agricoles nécessaires pour combler le déficit, est, en réalité, beaucoup moindre que ne le croyait Malthus. Cette im-

Digitized by Google

portance des améliorations effectivement nécessaires dans les divers pays, n'est certainement pas la même, suivant la diversité des proportions entre les étendues des terres de fertilité diverse, et suivant le plus ou moins de difficulté que présente la transformation des terres non cultivables en terres cultivables. Mais l'idée que Malthus s'est formée, au hasard, sur ce sujet, affirme la nécessité d'une proportion d'améliorations dont aucun pays n'a certainement besoin.

Cependant, en admettant même la proportion d'améliorations qui résulte des idées exagérées de Malthus, nous trouvons qu'il ne serait point difficile à l'homme de faire des améliorations sur une échelle qui surpassât de beaucoup la norme du besoin réel. Ainsi, par exemple, nous avons trouvé que si la société a $^1/_5$ partie d'hommes occupés à des productions désavantageuses ou complètement inoccupés, on écarterait alors, en dirigeant les hommes vers la production des améliorations agricoles, tout manque des subsistances ; tant que tout le pays ne sera pas cultivé d'une manière aussi perfectionnée que l'est, par exemple, maintenant la culture des fleurs dans les serres chaudes, — les hommes ne trouvant pas de manque dans l'approvisionnement, pourraient se multiplier jusqu'à un nombre dont l'entretien demanderait l'élévation de l'agriculture au-dessus du degré de perfection qui, sous le rapport de l'énorme dépense du capital fixe, correspond à la culture des orangeries dans les pays du Nord. Or, dans chaque pays civilisé, le nombre d'hommes occupés à des productions désavantageuses ou complètement oisifs, constitue certainement une proportion plus grande que de 2 °/₀ comparativement au nombre de laboureurs.

Digitized by Google

Donc, dans aucun pays civilisé, le déficit agricole ne provient des lois de la nature extérieure. Au contraire, ses causes gisent au fond des relations humaines. Nous avons touché à deux de ces relations. L'amélioration agricole, comme toute autre amélioration technique, consiste principalement dans l'augmentation du capital fixe. Nous avons vu dans Mill que le capital fixe ne peut s'accroître sans dommage pour la nation, et qu'il ne s'accroît autrement que par la transformation en capital du profit et de la rente; mais quand ils sont en réalité séparés du salaire, ils ne se transforment en capital que dans les cas où le pour-cent de revenu est assez attrayant pour l'homme qui veut vivre, non du salaire, mais du revenu prélevé sur le capital. La grandeur du pour-cent, assez attrayante pour faire transformer le profit et la rente en capital, n'est pas la même dans les divers pays; mais il n'y a jamais eu d'exemple qu'elle descendit au-dessous de 2 %; elle se tient ordinairement beaucoup plus au-dessus dans les pays les plus civilisés. Tandis que pour la nation il serait avantageux de dépenser du capital à des améliorations agricoles pour combler le déficit dans le produit quand même le revenu ne constituerait qu'une proportion incomparablement moindre de plusieurs dizaines de fois relativement au capital dépensé.

De sorte qu'il peut se présenter à la nation un besoin d'améliorations agricoles qui donneraient pour le capital dépensé beaucoup moins de revenu qu'il n'en faut pour que la dépense devienne attrayante pour les hommes qui vivent de la rente et du profit, et non du salaire. Dans ces cas, la rente et le profit ne se transforment pas en capital, mais sont consommés improductivement, et les perfectionnements agricoles qu'il faudrait pour écarter le

Digitized by Google

déficit dans le produit agricole, restent sans réalisation.

En ceci consiste l'une des causes de l'insuffisance du produit agricole pour nourrir la société croissante.

L'autre cause consiste dans ce caractère général du progrès, sous le régime des relations économiques exsitantes, que la proportion des laboureurs dans le total de la population diminue. La puissance d'achat, celle qui répartit les ouvriers parmi les diverses occupations, est répartie elle-même d'une telle manière qu'avec les progrès de la civilisation, le nombre d'ouvriers occupés à des productions désavantageuses pour la société, s'accroît plus rapidement que le nombre d'ouvriers occupés à des productions avantageuses pour la société et surtout que celui des laboureurs. Une partie considérable d'hommes ajoutés par la multiplication naturelle au nombre des laboureurs, sort de cette classe, tandis que d'autres classes personne ne passe à celle-là. L'importance des perfectionnements nécessaires pour équilibrer cette diminution dans la proportion des laboureurs, s'accroît selon une progression incomparablement plus rapide que le chiffre même de la diminution ; et même quand la progression de l'amoindrissement de la proportion des laboureurs dans le total de la population n'est pas très-considérable, le déficit en produit demande déjà une proportion de perfectionnements qui surpasse de beaucoup la marche réelle des perfectionnements.

Lorsque nous prendrons en considération la force de ces deux circonstances, nous verrons que le déficit dans le produit agricole est effectivement inévitable, et c'est ce que Malthus disait : seulement, ce n'est pas comme il le disait que ce déficit est produit ; — ce n'est pas des lois de la nature qu'il provient dans les sociétés civilisées,

Digitized by Google

mais tout simplement de ces circonstances, et on ne peut l'écarter lorsque ces circonstances existent, soit que la population se multiplie, soit même qu'elle ne se multiplie pas. Quant à savoir si ces circonstances elles-mêmes, produisant inévitablement le déficit tant qu'elles existent, peuvent être écartées de la vie sociale par les progrès ultérieurs de la civilisation, c'est là une toute autre question, qui ne se rapporte déjà plus à la théorie de la production, mais à la théorie de la distribution. Mais tant que ces circonstances persistent, les déductions de la doctrine de Malthus, déductions que la théorie de la production ne justifie nullement, conservent toute leur puissance d'action. Tant que ces circonstances persistent, les masses ne peuvent nullement échapper à la misère avec ses conséquences, et il vaut mieux, pour les masses, de ne pas se multiplier, comme le conseillait Malthus. Seulement, il est dommage que le conseil de Malthus n'est pas exécutable par son opposition avec la nature humaine. L'homme ne peut pas modifier son organisme; donc, ce n'est pas à la modification de leur organisme, à la façon conseillée par Malthus, que les hommes doivent songer, mais uniquement à ceci : les relations entre les hommes ne peuvent-elles être organisées de manière à être en correspondance avec les besoins de la nature humaine? Voilà la déduction que la théorie de la production nous fournit, et c'est avec elle que nous entrons dans les études relatives à la théorie de la distribution.

FIN DU TOME PREMIER.

Digitized by Google

Digitized by Google

6.25

DU MÊME AUTEUR

EN VENTE :

LETTRES SANS ADRESSE

(SUR L'ABOLITION DU SERVAGE EN RUSSIE)

Prix : 50 centimes

A PARAITRE :

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

JUGÉE

PAR LA SCIENCE

TOME II

EN DEUX PARTIES

SUR LA POSSESSION COMMUNALE DU SOL

(COLLECTION D'ARTICLES SUR CE SUJET)

QUE FAIRE?

ROMAN

EN VENTE :

SOCIALE GEZONDHEIDSLEER OVER DE

Ziektens der Schoenmakers en hunne vroegtijdige dood

door doktor C. De Paepe. — Prijs : 20 centiemen.

A paraître ultérieurement et par souscription :

CONSIDÉRATIONS ET RECHERCHES

SUR LE

PROBLÈME SOCIAL DU XIXE SIÈCLE

OUVRAGE EN 4 VOLUMES IN-12

PAR LE Dr C. DE PAEPE

N.-B. — On souscrit chez l'auteur, rue t' Kint, 24, à Bruxelles, à raison de 2 francs le volume, payables contre remise de chaque volume.

EN PRÉPARATION, PAR LE MÊME :

ESSAI D'UNE PHYSIQUE SOCIALE

ou recherche des conditions matérielles du bien-être social

PREMIÈRE PARTIE. — Hygiène sociale, ou science de la santé publique.

SECONDE PARTIE. — Économie sociale, ou science de la richesse publique.

Digitized by Google